

ETUDE SUR
LES PRIVILÈGES D'EXEMPTION
ET DE
JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE
DES ABBAYES NORMANDES
DEPUIS
LES ORIGINES JUSQU'EN 1140

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE
LE 22 DÉCEMBRE 1937 A 14 HEURES

PAR

JEAN-FRANÇOIS LEMARIGNIER

Archiviste-Paléographe
 Élève Diplômé de l'École pratique des Hautes-Études
 (Section des Sciences historiques et philologiques)

JURY. . { Président : M. GABRIEL LE BRAS.
Suffragants : { MM. PIERRE PETOT,
HENRI REGNAULT.

ARCHIVES DE LA FRANCE MONASTIQUE
A. PICARD, 82, RUE BONAPARTE, PARIS-VI.

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553404_0001

**ÉTUDE SUR LES PRIVILÈGES D'EXEMPTION
ET DE JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE
DES ABBAYES NORMANDES
DES ORIGINES A 1140**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.**

ETUDE SUR
LES PRIVILÈGES D'EXEMPTION
ET DE
JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE
DES ABBAYES NORMANDES
DEPUIS
LES ORIGINES JUSQU'EN 1140

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE
LE 22 DÉCEMBRE 1937 A 14 HEURES

PAR

JEAN-FRANÇOIS LEMARIGNIER
Archiviste-Paléographe
Élève Diplômé de l'École pratique des Hautes-Études
(Section des Sciences historiques et philologiques)

JURY. . { Président : M. GABRIEL LE BRAS.
Suffragants : { MM. PIERRE PETOT,
HENRI REGNAULT.

ARCHIVES DE LA FRANCE MONASTIQUE
A. PICARD, 82, RUE BONAPARTE, PARIS-VI^e

1937

*

42407



AVANT-PROPOS

Blumenstok, en 1890, Paul Fabre, en 1892, Schreiber, en 1910¹, avaient étudié les privilèges monastiques en prenant comme base documentaire à peu près exclusive les textes pontificaux. Le résultat de leur enquête était tel qu'ils n'apportaient guère de contribution qu'à l'étude du privilège d'exemption, qui soustrait le monastère et les moines à la juridiction épiscopale, et, en principe du moins, les rattache directement à Rome ; ils avaient presque complètement passé sous silence le privilège de juridiction, qui attribue au monastère « une part de la juridiction épiscopale sur certaines églises et certains territoires² ».

Génestal, auquel la définition précédente est empruntée, sentit l'écueil d'une telle méthode. Consacrant aux privilèges monastiques ses conférences de l'année 1912-1913 à l'École des Hautes-Études, et voulant traiter, à part égale, de l'un et de l'autre, il choisit une région comme terrain d'études : la Normandie. Il y découvrit que l'origine de ces juridictions monastiques « ne remonte certainement pas à des privilèges émanant du pape. Le pape les a parfois confirmées, souvent combattues, il ne les a pas créées ». Ainsi Génestal, du même coup, expliquait les lacunes de ses devanciers et justifiait

1. On trouvera dans la *Bibliographie* l'indication de ces ouvrages et de ceux qui sont cités ci-après.

2. Voir cependant SCHREIBER, *Kurie und Kloster...*, t. II, pp. 190-204.

une méthode. Il concluait que « des monographies locales seraient nécessaires ».

Scindant, comme il faut, l'étude des privilèges monastiques en deux, Génestal se heurtait à une difficulté de terminologie : comment appeler l'une et l'autre institution ? L'historien emprunta au canoniste ; et il désigna par « exemption passive » l'exemption du monastère, par « exemption active » la juridiction sur les paroisses³. Sur cette terminologie que nous n'avons pas adoptée, nous devons ici quelques mots d'explication. Paul Fournier, qui longtemps voulut bien conseiller nos travaux, la jugeait peu claire ; nous avons songé aux expressions d'exemption « interne » (celle du monastère) et « externe » (juridiction sur les paroisses)⁴, mais avions-nous le droit de créer des termes nouveaux ? Suivant l'avis très autorisé de nos maîtres, nous avons finalement repris les mots d'exemption et de juridiction qu'employaient déjà nos anciens auteurs⁵.

Le compte rendu de 1913, très suggestif malgré sa brièveté nécessaire, n'est pas le seul écrit que Génestal ait produit sur le privilège de juridiction : un compte rendu d'ouvrage lui fournit l'occasion d'observer qu'une abbaye peut avoir juridiction sur des paroisses sans être elle-même exempte ; un rapport sur l'Histoire du droit public normand, un article des *Mélanges* Paul Fournier lui permettent de présenter de très suggestives remarques. Mais toujours il insiste sur l'intérêt du sujet, sur l'utilité d'une étude qui y serait consacrée, sur la fertilité des résultats probables.

Il voulut bien nous confier, en 1930, la tâche délicate d'entreprendre cette étude. Deux ans auparavant, avait paru un excellent article de M. Le Cacheux sur « l'exemp-

3. Sur cette terminologie, référence *infra*, p. 12, n. 69.

4. Nous avions employé ces termes dans notre thèse de l'École des Chartes, cf. *Positions...*, 1933, pp. 79-90.

5. Notamment Dom FILLASTRE dans sa *Défense de l'exemption et de la juridiction de l'abbaye de Fécamp...*

tion de Montivilliers » : on appelait ainsi, sous l'Ancien Régime, la juridiction que l'abbesse de Montivilliers exerçait sur une quinzaine de paroisses du pays de Caux. M. Le Cacheux esquissait l'histoire de cette juridiction ; il en signalait les richesses documentaires encore inutilisées. Génestal nous conseilla de les explorer et d'en faire l'objet de notre travail.

Au cours de nos recherches, notre dessein primitif s'est modifié, il nous faut dire comment et pourquoi. Le champ de nos efforts s'est constamment étendu dans l'espace et rétréci dans le temps. Il apparaîtra, en effet, au cours du présent ouvrage, que l'origine du privilège de Montivilliers ne saurait être comprise si l'on ne le compare à celui de Fécamp. De fil en aiguille, nous étions donc conduit à envisager l'ensemble des cas normands, quitte à ne pas descendre au-dessous d'une certaine époque : la thèse que nous avons présentée à l'École des Chartres, en 1933, comprenait toute la Normandie et s'arrêtait à la fin du XIV^e siècle. Depuis lors, nous avons continué dans la même voie. Suivant les excellents conseils de nos maîtres, nous avons recherché si l'institution se présentait, ailleurs qu'en Normandie, avec les mêmes caractères et apparaissait à la même époque ; exploré, dans cette intention, les régions voisines de la Normandie (Angleterre ; diocèse d'Amiens, dans la province ecclésiastique de Reims ; diocèses de Paris, Meaux, Orléans, Chartres, dans la province ecclésiastique de Sens ; diocèses de la province de Tours) ; constaté que partout les phénomènes étaient semblables ; puis abordé le problème des origines en remontant jusqu'au VII^e siècle. D'autre part, nous n'avons pas voulu limiter notre exposé au privilège de juridiction : si l'on veut examiner ses rapports avec l'autre privilège, ne convient-il pas de les étudier tous deux de front ?

Le sujet prenant une telle ampleur, il fallait le limiter dans le temps. Le terminus a quo ne pouvait être que les origines. Quant à la date de 1140, elle sera justifiée, dans

la conclusion de notre étude, par la coupure qu'elle marque dans l'histoire des privilèges — aussi bien que dans l'histoire générale du droit de l'Église.

Nos sources sont abondantes. Ce sont essentiellement des chartes, des chroniques d'abbayes et quelques textes conciliaires. Nous donnerons plus loin la liste des ouvrages imprimés, des cartulaires inédits et des fonds d'archives où nous les avons puisés.

Mais il nous faut préciser sur un point la méthode que nous avons suivie pour leur utilisation. La matière des privilèges monastiques est l'une de celles où l'on rencontre le plus d'apocryphes ; et cette observation vaut, plus que pour tous les autres siècles, pour le XI^e qui a pu être appelé « l'âge d'or des faux ». Il nous a semblé que, dans certains cas du moins, la critique d'un acte faux ne devait pas avoir pour objet et pour résultat d'éliminer un document ; qu'elle devait tendre à fixer l'époque et à faire comprendre les motifs de la fabrication ; et que l'apocryphe, si ce traitement lui était appliqué, pouvait devenir un élément de premier ordre dans la masse des textes.

J'ai à cœur, en achevant ma tâche, de remercier tous ceux qui m'ont aidé à la mener à bien.

Ma reconnaissance très émue va tout d'abord à mes maîtres regrettés, Paul Fournier et Robert Génestal, qui n'auront malheureusement vu ni l'un ni l'autre la fin d'un travail qu'ils avaient daigné conseiller et encourager.

Je dois à mes maîtres, et en tout premier lieu à M. Gabriel Le Bras, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, à M. Louis Halphen, Membre de l'Institut, et à M. Ferdinand Lot, Membre de l'Institut, des conseils et des critiques qui m'ont été d'un grand secours ; tous trois ont bien voulu lire cette étude en manuscrit et me communiquer d'utiles observations ; qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de ma très profonde et très respectueuse gratitude.

Je remercie également M. Léon Levillain, Professeur honoraire à l'École des Chartes, et M. Roger Grand, Professeur à l'École des Chartes, aux encouragements desquels j'ai été très sensible; MM. les Archivistes et Bibliothécaires de Normandie, et tout spécialement M. Le Cacheux, Archiviste de la Seine-Inférieure, et M. Sauvage, Archiviste du Calvados qui, ainsi que M. Millar, Conservateur du département des manuscrits au British Museum, m'ont guidé, avec une inlassable complaisance, dans les dépôts d'archives et de manuscrits dont ils sont les conservateurs vigilants; le R. P. Dom Charvin, Directeur des « Archives de la France monastique », qui, en accueillant ce travail dans la collection qu'il dirige, m'a fait un grand honneur; et mon ami M. Guy de Valous, Membre du comité de publication des « Archives de la France monastique », qui a surveillé l'impression de ce livre avec beaucoup d'obligeance.

M. Théodore Tissier, Vice-Président honoraire du Conseil d'État, M. Georges Pichat, Vice-Président du Conseil d'État, et M. Emmanuel Fochier, Président de section au Conseil d'État, Président de la commission de la bibliothèque du Conseil d'État, ont bien voulu, notamment par l'octroi d'un congé de plusieurs mois, accorder à leur bibliothécaire les loisirs nécessaires à l'élaboration de cette étude. Je les prie d'agréer l'expression de ma respectueuse gratitude.

15 novembre 1937.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Nous n'indiquerons pas les principaux répertoires, collections ou revues, connus de tous. Nous les citons généralement en abrégé. Voici la liste de ces abréviations :

- Ann. O. S. B.* : MABILLON, *Annales Ordinis sancti Benedicti*, Paris, 1703-1739, 6 vol. in-f°.
- AASS.* : *Acta Sanctorum*..., 1643- , in-f°.
- AASS. O. S. B.* : *Acta Sanctorum Ordinis sancti Benedicti, per saecula*, Paris, 1668-1702, 9 vol. in-f°.
- B. E. C.* : *Bibliothèque de l'École des Chartes*, revue d'érudition, Paris, 1839- , in-8°.
- DUGDALE* : *Monasticon Anglicanum*..., nouvelle édition, Londres, 1817-1830, 6 tomes en 8 vol. in-f°.
- G. Ch.* : *Gallia Christiana (nova)*, Paris, 1715-1865, 16 vol. in-f°.
- H. Fr.* : *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, Paris, 1738- , in-f°.
- JAFFÉ* : *Regesta pontificum romanorum ab condita ecclesia ad annum post Christum natum 1198*, 2^e éd. par Kaltenbrunner, Ewald et Löwenfeld, Berlin, 1885-1888, 2 vol. in-4°.
- Kemble* : *Codex diplomaticus aevi Saxonici*, Londres, 1839-1848, 6 vol. in-8°.
- M. G. H.* : *Monumenta Germaniae historica*, Hanover, etc..., 1826- .
- MANSI* : *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, Florence et Venise, 1757-1798, 31 vol. in-f°.
- MIGNE* : *Patrologie latine*, Paris, 1844-1855, 251 vol. in-8°.
- MOLINIER* : *Les sources de l'histoire de France (Manuels de bibliographie historique, III)*, Paris, t. I, 1901; t. II, 1902, in-8°.
- PARDESSUS* : *Diplomata, chartae... (417-751)...* (réédit. de BRÉQUIGNY-LA PORTE DU THEIL), Paris, 1843-1849, 2 vol. in-f°.

R. H. D. : *Revue historique de droit français et étranger* (ou *Nouvelle revue historique de Droit français et étranger*, 1877-1921), Paris, 1855-

Arch. S. I. : Archives de la Seine-Inférieure.

Arch. Calv. : Archives du Calvados.

Arch. M.-et-L. : Archives du Maine-et-Loire.

Il faut tout d'abord citer quelques instruments généraux de bibliographie monastique : la collection des *Abbayes et prieurés* de Dom Beaunier et Dom Besse, où l'on trouve, pour chaque abbaye, une courte notice et surtout un dépouillement de sources et de travaux, commode, sinon complet¹; le *Répertoire topobibliographique des abbayes et prieurés*, en cours, de Dom Cottineau, qui est un instrument du même ordre que le précédent, si ce n'est que les abbayes y sont classées uniformément dans l'ordre alphabétique et non plus par provinces et diocèses²; le *Bulletin d'histoire bénédictine*, annexé à la *Revue bénédictine*, rédigé par Dom Berlière, puis par Dom Schmitz, et qui donne la mise à jour.

Citons de même deux instruments bibliographiques normands : le *Précis de l'histoire et de l'Archéologie normandes* (*Soc. des Antiq. de Norm.*, Caen, 1927-1929, 2 vol. in-8°) où l'on trouve une mise au point des différentes questions de l'histoire normande faite par les spécialistes (voir notamment l'*Histoire du droit public normand*, de Génestal, t. II, pp. 75-149), continué par le *Bulletin bibliographique et critique d'histoire de Normandie* (depuis 1925), devenu, en 1928, la revue *Normannia*.

I. — SOURCES

A. — Normandie

I. — Recueil de textes généraux

a) *Textes diplomatiques.*

1) **Recueils.** — Pour les sources diplomatiques anciennes, nous avons un guide précieux : HASKINS, *Norman Institutions, Appendix A (the documentary sources of early norman history)*, pp. 241-249.

1. Nous avons eu à utiliser les t. VII (Prov. de Rouen), 1914, I (Prov. de Sens), 1905, et VIII (Prov. de Tours), 1920.

2. La publication, commencée en 1935, est actuellement arrêtée au mot Péault.

a) *Recueils anciens* :

Du MONSTIER (A.), *Neustria Pia*, Rouen, 1663, 1 vol. in-f°.
Gallia Christiana, t. XI, Paris, 1759, 1 vol. in-f°.

b) *Recueils modernes* :

(Les publications spéciales à une abbaye seront données ci-après.)

CHEVREUX (P.) et VERNIER (J.-J.), *Les Archives de Normandie et de la Seine-Inférieure. Etat général des fonds. Recueil de fac-similés d'écritures du XI^e au XVIII^e siècle accompagnés de transcriptions*, Rouen, 1911, 1 vol., LX pl.

HASKINS, *Norman Institutions*, App. B-K, *passim*.

LE PRÉVOST (A.), *Mémoires et notes pour servir à l'histoire du département de l'Eure, recueillis et publiés... par* L. DELISLE et L. PASSY, Évreux, 1862-1869, 3 vol. in-8°.

Antiquus cartularius ecclesiae Bajocensis (livre noir), éd. V. BOURRIENNE (Soc. de l'hist. de Norm.), Rouen-Paris, 1902-1903, 2 vol. in-8°.

Cartulaire de Jersey, recueil de documents concernant l'histoire de l'île, conservés aux archives du département de la Manche, I, Jersey, 1918, 1 vol. (nombreux documents pour l'histoire de la Basse-Normandie).

2) **Catalogues.** — Catalogues des diplômes ducaux. Avant 1140, il n'y a aucune publication d'ensemble des diplômes ducaux. Certains catalogues comblent partiellement cette lacune. En voici la liste :

X^e siècle : il n'est besoin de rien, l'acte écrit ayant alors disparu en Normandie. Nous connaissons trois ou quatre diplômes de Richard I^{er} (943-996), et c'est tout.

Richard II (996-1026 ou 1027) : HASKINS, *Norman Institutions*, p. 59, n. 291, énumère les principales chartes de Richard II. Voir aussi PRENTOUT, *Quelques chartes de Richard II et Richard III* (Bull. de la soc. des Antiq. de Norm., XXXIII, 1918, pp. 208-212; erreur importante, p. 220, n. 51).

Richard III (1026-1027 ou 1027-1028?) : Voir PRENTOUT, *art. précité*.

Robert le Magnifique (1027 ou 1028-1035) : catalogue dans HASKINS, *op. cit.*, App. C, pp. 272-274 (31 numéros).

Guillaume le Conquérant (1035-1087). — 1) Avant la Conquête (1035-1066) : aucun catalogue; lacune regrettable.

2) Après la Conquête (1066-1087) : DAVIS (H.-W.-C.), *Regesta regum Anglo-Normannorum, 1066-1154, I Regesta Willelmi Conquestoris et Willelmi Rufi, 1066-1100*, Oxford, 1913, 1 vol. in-4°.

Robert Courte-Heuse (1087-1106) : catalogue dans HASKINS, *op. cit.*, pp. 66-70 (39 numéros), Cet auteur a également donné un catalogue des actes de Guillaume le Roux concernant la Normandie, *ibid.*, pp. 80-81 (15 numéros), et publié sept actes inédits de Robert (*App. E*, pp. 285-292)¹.

Henri I^{er} Beauclerc (1106-1135) : Haskins a publié les diplômes inédits (*App. F*, pp. 293-308) et un itinéraire (*App G*, pp. 309-320) de ce prince. Notre confrère et ami, M. Henry Chanteux, qui avait présenté comme thèse de l'École des Chartes un *Recueil des actes de Henri I^{er} Beauclerc, duc de Normandie*, dont les positions seules ont paru jusqu'ici (*École nat. des Chartes, Pos. des thèses...*, 1932, pp. 53-59), a bien voulu nous communiquer son manuscrit ; qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

Il n'y a malheureusement pas, pour la Normandie, de recueils ou de catalogues d'actes épiscopaux.

b) *Textes conciliaires.*

POMMERAYE (Dom F.) et GODIN (Dom A.), *Sanctae Rothomagensis ecclesiae concilia*, Rouen, 1677, 1 vol. in-4°.

BESSIN (Dom Guillaume), *Concilia Rotomagensis provinciae*, Rouen, 1717, 1 vol. in-f° (*II parties*).

c) *Textes narratifs.*

DUDON DE SAINT-QUENTIN, *De moribus et actis primorum Normanniae ducum*, éd. J. LAIR (*Mém. de la soc. des Antiq. de Norm.*, XXIII), Caen, 1865, 1 vol. in-4°.

GUILLAUME DE JUMIÈGES, *Gesta Normannorum ducum*, éd. crit., par J. MARX (*Soc. de l'hist. de Norm.*), Rouen-Paris, 1914, 1 vol. in-8°.

GUILLAUME DE POITIERS, *Gesta Guillelmi ducis*, éd. GILES, *Scriptores rerum gestarum Willelmi Conquestoris*, Londres, 1845, 1 vol. in-8°.

ORDERIC VITAL, *Historiae ecclesiasticae libri XIII*, éd. A. LE PRÉVOST et L. DELISLE (*Soc. de l'hist. de France*), Paris, 1838-1855, 5 vol. in-8°.

ROBERT DE TORIGNI, *Chronique de Robert de Torigni... suivie de divers opuscules historiques de cet auteur...*, éd. L. DELISLE (*Soc. de l'hist. de Norm.*), Rouen, 1872-1873, 2 vol. in-8°.

Nous ajouterons à cette liste :

Historia (ou *Acta*) *archiepiscoporum Rotomagensium*, publ. MARTÈNE, *Veterum scriptorum... collectio nova*, Pa-

1. Il faut rapprocher de ces actes le texte de l'enquête de 1091 sur les droits respectifs du duc et des barons au temps du Conquérant, *Consuetudines et iusticie*, publ. HASKINS, *op. cit.*, *App. D*, pp. 281-284.

ris, 1700, 1 vol. in-4°, part. II, pp. 233-248 (d'après ms. Bibl. Rouen Y 41, ff. 1-11, cf. OMONT, *Catal. des mss.*, Rouen, I, n° 1406). Œuvre d'un moine de Saint-Ouen de Rouen qui écrivait à la fin du XI^e siècle, c'est une source de premier ordre pour l'histoire des archevêques des X^e et XI^e siècles; l'auteur paraît impartial, sauf en ce qui concerne l'archevêque Jean d'Avranches et les événements de 1073 (MOLINIER, 1152).

II. — Recueils de textes spéciaux et sources manuscrites² (abbaye par abbaye)

1) *Abbaye de Fécamp.*

a) *Textes imprimés :*

HASKINS, *Norman Institutions*, App. B, pp. 250-264, publie ou analyse, et critique douze chartes anciennes (X^e et XI^e s.) de Fécamp.

Histoire de l'abbaye de Fécamp en vers français du XIII^e siècle, publ. avec une intr. et des notes par A. LANGFORS (*Annales Academiae scientiarum Fennicae*, B, XXII, 1), Helsinki, 1928, 1 vol. in-8°.

Chroniques de l'abbaye, références Appendice IV.

b) *Sources manuscrites :*

Arch. S. I. : 7 H 1, 7 H 10-43, 49. — G 5182-5267 (fonds de l'officialité, intéressant rarement directement l'histoire antérieure à 1140).

Arch. Calv. : H 4368-4390 (officialité d'Argences).

Bibl. Nat., fonds Moreau, vol. 15, 19, 21, 22, 25, 28, 29, 30, 32, 40, et surtout 341 qui contient des copies d'actes anciens (et notamment de très nombreuses bulles du XII^e s.) faites, par Dom Le Noir, d'après un cartulaire du XII^e siècle aujourd'hui perdu. Coll. Baluze, vol. 70.

Bibl. de Rouen, ms. 1207 (Y 51), cartulaire du XIII^e siècle³, mss. 528 (A 362) et 427 (A 143).

2. Dans le relevé des sources manuscrites, nous n'avons pas seulement indiqué les sources antérieures à 1140, mais, d'une façon plus générale, tout ce qui, dans le fonds d'archives d'une abbaye, concerne ses privilèges. Il n'eût pas été possible de scinder. Au surplus, nous avons utilisé, au cours du présent ouvrage, des documents postérieurs à 1140, notamment dans la *Conclusion*.

3. Le ms. 2412 des nouv. acq. lat. de la Bibl. Nat. est une copie

Semilly, coll. du marquis de Mathan, vol. 76 (copies de Dom Le Noir).

c) Mémoires de procès des XVII^e et XVIII^e siècles :

Mém. imprimés (presque tous réunis dans Bibl. Nat., coll. Baluze, vol. 219) :

Mémoire pour Messire François Rouxel de Medavy, archevêque de Rouen, et Messire Jacques-Nicolas Colbert, coadjuteur de Rouen, demandeurs ; contre les sieurs abbé et religieux de l'abbaye de Fécamp, défendeurs, in-f°, 62 pp. (vol. 219, pièce 94; voir aussi Bibl. Nat., impr. f° Fm 14.695).

Inventaire des titres et pièces justificatives de l'exemption dont jouit l'abbaye de Fécamp depuis sa fondation ; que remettent par devers le Roy et nos seigneurs de son Conseil... les Religieux, Prieurs et Couvent de ladite abbaye, deffendeurs ; Contre Messire François Rouxel de Medavy, Conseiller d'Estat ordinaire, archevêque de Rouen, Primat de Normandie, et Messire Jacques-Nicolas Colbert, archevêque de Cartage, coadjuteur dudit sieur archevêque, demandeurs, in-4°, en deux exempl., l'un de 20 pp., l'autre de 35 pp., *ibid.* pièces 97 et 98 et Bibl. Nat., impr. 4° Fm 12.070 (2). Très utile à consulter pour la liste des actes anciens cités au procès.

[Dom FILLASTRE]⁴, *Défense de l'exemption et de la juridiction de l'abbaye de Fécamp, pour servir de réponse à la requeste et au mémoire de Monsieur l'archevêque de Rouen...*, in-f°, 196 pp. (donne le texte de la requête de l'archevêque), *ibid.*, pièce 99.

Voir aussi mém. ms. Bibl. Nat., Mél. Colbert, vol. 6.

2) Abbaye de Montivilliers.

Sources manuscrites :

Arch. S. I., série H, fonds de Montivilliers (non inventorié). — G 5268-5391 (fonds de l'officialité, intéressant rarement directement l'histoire antérieure à 1140).

de ce cartulaire, et non pas du cartulaire conservé aux Arch. S. I., comme STEIN (*Bibliogr. des cart.*, n° 1311) le dit par erreur : seuls les tout derniers folios du ms. 1207, écrits postérieurement au reste (fin XIII^e s.), et la table des matières ne sont pas reproduits dans le ms. 2412.

4. Sur Dom Fillastre, voir COCHET (abbé), *Notice sur la vie et les écrits de Dom Guillaume Fillastre, Bénédictin de Fécamp*, Rouen, 1861, 1 fas.; sur le procès, cf. BEAUREPAIRE, (G. DE), *Conflit entre l'archevêque de Rouen et les religieux de Fécamp au XVII^e siècle sur l'exemption et la juridiction de l'abbaye* (Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen), Rouen, 1932, 1 fasc., 22 pp.

Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. fr. 23.056, documents récemment acquis par la Bibliothèque Nationale⁵. — Nouv. acq. lat. 1245.

Mémoires du procès du XVIII^e siècle :

Bibl. Nat., Mélanges Colbert, vol. 6.

3) *Abbaye de Saint-Etienne de Caen.*

Cf. SAUVAGE (R.-N.), *Le fonds de l'abbaye de Saint-Étienne de Caen aux archives du Calvados*, Caen, 1911, 1 vol. in-4°.

Voir aussi LECHAUDÉ D'ANISY, *Les anciennes abbayes de Normandie*, Caen, 1834, 2 vol., t. I^{er}, pp. 268-319 (analyse de 417 actes). A utiliser avec prudence.

Arch. Calv. H 1825, 1830, 1832-1835, 1841-1847, 1901-1913 bis.

Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. fr. 20.218-20.220 (documents recueillis par l'abbé De La Rue)⁶. — Nouv. acq. lat. 1406-1407 (copies de Hippeau).

4) *Abbaye de la Trinité de Caen.*

Voir LECHAUDÉ D'ANISY, *Les anciennes abbayes de Normandie*, Caen, 1834, 2 vol., t. II, p. 172-232 (analyse de 514 pièces). A utiliser avec prudence.

Arch. Calv., série H, fonds de la Trinité de Caen (non inventorié).

Bibl. Nat., ms. lat. 5660 (cartulaire du XIII^e s.). — Nouv. acq. fr. 20.221 (documents recueillis par l'abbé De La Rue).

British Museum, ms. Harl. 3661 (cérémonial d'élection et de bénédiction d'abbesse, XV^e s.).

5) *Abbaye de Cerisy.*

FARCY (P. de), *Abbayes de l'évêché de Bayeux*, t. I^{er}, Laval, 1887 (I, *abbaye de Cerisy*), 1 fasc., in-4°.

Arch. Manche, H 1403-1407, 1412, 1615.

6) *Abbaye de Troarn.*

SAUVAGE (R.-N.), *L'abbaye Saint-Martin de Troarn des origines au XVI^e siècle (Mém. de la Soc. des Antiq. de Norm., XXXIV)*, Caen, 1911, 1 vol. in-4°. Dispense de recourir à d'autres sources que celles qu'il cite.

5. OMONT, dans *B. E. C.*, 1928, p. 245.

6. OMONT, dans *B. E. C.*, 1903, pp. 532-535.

7) Abbaye de Fontenay.

FARCY (P. de), *Abbayes de l'évêché de Bayeux*, t. I^{er}, 1887 (III, *abbaye de Fontenay*, 1 fasc., in-4°).

8) Abbaye du Mont-Saint-Michel.

Arch. Manche, série H, fonds de l'abbaye (non inventorié).

Bibl. d'Avranches, ms. 206 (cartulaire du XII^e s.).

Beaucoup de textes anciens publiés dans le *Cartulaire de Jersey*, cité *supra*.

9) Abbaye de Saint-Sauveur-le-Vicomte.

DELISLE (L.), *Histoire du château et des sires de Saint-Sauveur-le-Vicomte...*, Valogne, 1867, 1 vol. in-8°. Les nombreuses pièces justificatives dispensent de recourir ailleurs.

10) Abbaye de Saint-Ouen de Rouen.

POMMERAYE (Dom), *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Ouen de Rouen... par un religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur*, Rouen, 1662, 1 vol. in-f°.

Arch. S. I., 14 H 139-140, 143, 145, 151-152, 158-160.

Semilly, coll. du Marquis de Mathan, vol. 76 (copies de Dom Le Noir).

11) Abbaye de Saint-Wandrille.

LOT (F.), *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille* (Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. hist. et phil., fasc. 204), Paris, 1913, 1 vol. in-8°. Le *Recueil de chartes* formant la seconde partie dispense de recourir ailleurs.

12) Abbaye du Bec.

Les sources sont indiquées dans PORÉE (Chanoine), *Histoire de l'abbaye du Bec*, Évreux, 1901, 2 vol. in-8°.

13) Prieuré de Bellême.

BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche... (Documents sur la province du Perche, 3^e série, n° 2)*, Mortagne, 1905, 1 vol. in-8°.

Autres recueils normands

DENIS (abbé S.-J.), *Chartes de Saint-Julien de Tours* (Archives

historiques du Maine, XII), Le Mans, 1912, 2 fasc. in-8°.

VERNIER (J.-J.), *Chartes de l'abbaye de Jumièges, v. 825 à 1204* (Soc. de l'histoire de Normandie), Rouen-Paris, 1916, 2 vol.

B. — France de l'Ouest

(Provinces ecclésiastiques de Sens et Tours; diocèse d'Amiens)

Nous n'avons étudié cette région que pour le privilège de juridiction (cf. ch. v; voir aussi ch. vi). Nous ne prétendons pas avoir donné la liste complète de tous les cas. Nous avons utilisé avec profit la liste donnée par Dom BERLIÈRE, *Les archidiaconés ou exemptions privilégiées de monastères*, Rev. bénéd., XL, 1928, pp. 116-122, ainsi que les pouillés édités par Longnon (v. *infra*).

1) Diocèse de Paris.

Abbaye de Saint-Denis

Les sources sont indiquées et critiquées par LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis...* (v. *Bibl.*).

DOUBLET (Dom Jacques), *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis en France*, Paris, 1625, 1 vol. in-4°.

FÉLIBIEN (Dom), *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis*, Paris, 1706, 1 vol. in-f°. Nombreuses pièces justificatives.

Abbaye de Saint-Germain-des-Prés

POUPARDIN (René), *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés des origines au début du XIII^e siècle* (Soc. de l'hist. de Paris...), Paris, 1909-1919, 2 vol. in-8°.

DEPOIN (J.), *Recueil de chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs, monastère parisien* (Archives de la France monastique, vol. XIII), t. I^{er}, Ligugé-Paris, 1912, 1 vol. in-8°.

2) Diocèse de Meaux.

Abbayes de Rebais, Jouarre et Faremoutiers

DUPLESSIS (Dom J.-Toussaints), *Histoire de l'église de Meaux*, Paris, 1731, 2 vol. in-4°. Nombreuses pièces justificatives.

3) *Diocèse d'Orléans.*

Abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire

PROU (M.) et VIDIER (A.), *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire* (Doc. publ. par la soc. hist. et archéol. du Gâtinais, V), Paris, 1900, t. I, in-8°.

Abbaye de Saint-Mesmin de Micy

Thèse manuscrite de Marie-Marguerite Lemarignier. Cf. Marie-Marguerite LEMARIGNIER, *Les cartulaires de Saint-Mesmin de Micy, étude critique et essai de restitution*, École nat. des Chartes, positions des thèses..., 1937, pp. 109-113.

4) *Diocèse de Chartres.*

Abbaye de Saint-Père de Chartres

Cartulaire de Saint-Père de Chartres, publ. par Benjamin GUYARD (Coll. de Doc. inédits), Paris, 1840, 2 vol. in-4°.

Abbaye de la Trinité de Vendôme

Cartulaire de l'abbaye cardinale de la Trinité de Vendôme, publ. par l'abbé MÉTAIS, Paris, 1893-1904, 5 vol. in-8°.

Cartulaire de Notre-Dame de Chartres, publ. par E. DE L'ÉPINOIS et L. MERLET, Chartres, 1862-1865, 3 vol. in-4°.

5) *Diocèse du Mans.*

CÉLIER (L.), *Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e siècle*, Paris, 1910, 1 vol. in-8°.

Acta pontificum Cenomannis in urbe degentium, éd. BUSSON et LEDRU (Arch. hist. du Maine, II), Le Mans, 1901, 1 vol. in-8°.

6) *Diocèse de Tours.*

Abbaye de Marmoutier

1° **Sources diplomatiques.** — Bibl. Nat., mss. lat. 12.878-12.880, copies de Dom Martène : preuves de son *Histoire de Marmoutier*, publ. C. CHEVALIER (Mém. de la soc. archéol. de Touraine, XXIV-XXV), Tours, 1874-1875, 2 vol. in-8°.

Série des cartulaires régionaux (STEIN, *Bibliogr. des cartulaires*, n^{os} 2341 sq.), principalement :

Cartulaire de Marmoutier pour le Perche (cf. *supra*, Normandie, Bellême).

Cartulaire de Marmoutier pour le Dunois, éd. MABILLE (E.), Châteaudun, 1874, 1 vol. in-8°.

Cartulaire blésois..., éd. MÉTAIS (Ch.), Blois, 1889-1891, 1 vol. in-8°.

Cartulaire de Marmoutier pour le Vendômois, éd. TRÉMAULT (A. de), Vendôme, 1893, 1 vol. in-8°.

« *Cartularium normannicum* », perdu, extr. dans Bibl. Nat., mss., coll. Baluze, vol. 77, pp. 41-71.

« *Cartularium britannicum* », perdu, extr., *ibid.*, vol. 77, pp. 123-136.

« *Cartularium Cenomanense* », perdu, extr., *ibid.*, vol. 77, pp. 1-40.

2° **Sources narratives.** — *Chroniques de Touraine*, éd. A. SALMON (Société archéol. de Touraine), Tours, 1854, 1 vol. in-8°.

7) Diocèse d'Angers.

Abbaye de Saint-Florent de Saumur

1° **Sources diplomatiques.** — Cf. SACHÉ (Marc), *Inventaire somm. des archives départementales, Maine-et-Loire*, série H, t. II, 1926, 1 vol. in-4°.

Arch. M.-et-L., H 1833-1840, 1958-1959, etc...

Cartulaires : *Ibid.*, H 3713 (*Livre blanc*), H 3714 (*Livre d'argent*), H 3715 (*Livre rouge*); Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. lat. 1930 (*Livre noir*); nouv. acq. lat. 1931.

2° **Sources narratives.** — *Chroniques des églises d'Anjou*, publ. par P. MARCHEGAY et E. MABILLE (Soc. de l'hist. de France), Paris, 1869, 1 vol. in-8°.

La Chronique de Nantes, éd. René MERLET (Coll. de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire), Paris, 1896, 1 vol. in-8°.

8) Diocèse d'Amiens.

Abbaye de Corbie

LEVILLAIN (Léon), *Examen critique des chartes mérovingiennes et carolingiennes de l'abbaye de Corbie* (Mém. et documents publ. par la Société de l'École des Chartes, V), Paris, 1902, 1 vol. in-8°. Publie les textes jusqu'à la fin du X^e siècle.

Arch. Somme 9 H 15, 17-24 bis.

Cartulaire : Bibl. Nat. ms. lat. 17758 (*Cartulaire noir*); Bibl.

Nat. ms. fr. 25.250, table du cartulaire noir (de basse époque).

C. — Angleterre

La liste des abbayes ayant l'exemption et la juridiction nous est donnée par d'excellents articles de Dom KNOWLES, *Essays in monastic history* (1066-1215), IV *The growth of Exemption* (*Dwonside Review*, L. 1932, pp. 201-231 et 396-436), VI *Parish organisation* (*D. R.*, LI, 1933, pp. 501-522, spécialement 514-522).

A. — Recueils de textes généraux et instruments de travail

La collection de la *Victoria History of the counties of England*, Westminster, 1900- , donne, comté par comté, une notice historique et bibliographique commode pour chaque abbaye. Elle est supérieure à notre *Recueil des Abbayes et prieurés*, de Dom Beaunier et Dom Besse.

DUGDALE, *Monasticon Anglicanum*, Oxford, 1817-1830, 6 tomes en 8 vol. in-f°, publie plus d'actes que la *Gallia Christiana*.

1) Textes diplomatiques.

a) Avant 1066 :

KEMBLE, *Codex diplomaticus aevi Saxonici*, Londres, 1839-1848, 6 vol. in-8° ; publie la plupart des diplômes royaux et un certain nombre d'actes épiscopaux ; les actes suspects sont marqués d'un astérisque.

Voir aussi HADDAN et STUBBS, *infra*.

b) Après 1066 (jusqu'à la fin du XI^e siècle)

DAVIS (H. W. C.), *Regesta regum Anglo-Normannorum, 1066-1154*, I, *Regesta Willelmi Conquestoris et Willelmi Rufi, 1066-1100*, Oxford, 1913, 1 vol. in-4°.

HOLTZMANN (W.), *Papsturkunden in England*, I Band, *Bibliotheken und Archive in London* (*Abhandlungen der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, Phil. hist. kl., neue folge*, XXV), Berlin, 1930, 1 vol. in-8°.

2) Textes conciliaires.

HADDAN et STUBBS, *Councils and ecclesiastical documents to Great Britain and Ireland*, Oxford, 1869-1878, 4 vol. in-8°.

3) *Textes narratifs.*

- EARLE et PLUMMER, *Two of the saxon chronicles parallel...*, Oxford, 1892-1899, 2 vol. in-8°.
- EADMER, *Historia Novorum in Anglia et opuscula duo de vita sancti Anselmi et quibusdam miraculis ejus*, éd. RULE (*Rolls series*, 81), Londres, 1884, 1 vol. in-8°.
- GUILLAUME DE MALMESBURY, *De gestis regum Anglorum, libri quinque*, éd. STUBBS (*Rolls series*, 90), Londres, 1887-1889, 2 vol. in-8°.
- GUILLAUME DE MALMESBURY, *De gestis pontificum Anglorum libri quinque*, éd. HAMILTON (*Rolls series*, 52), Londres, 1870, 1 vol.

B. — Recueils spéciaux

1) *Abbaye de Bury-Saint-Edmunds.*

- Victoria History...*, Suffolk, t. II (1907), pp. 56-72.
- British Museum, ms. Harl. 76 (fin XI^e s.); Cotton. Aug. II, 25.
- DOUGLAS (D.-C.), *Feudal documents from the abbey of Bury-St-Edmunds*, Londres, 1932, 1 vol. in-8°.
- HERVEY (Fr.), *The Pinchbeck Register relating to the abbey of Bury-St-Edmunds*, Oxford, 1925, 2 vol. in-8°.
- Memorials of St-Edmund's abbey*, éd. Th. ARNOLD (*Rolls series*, 96), Londres, 1890-1896, 3 vol. in-8°.

2) *Abbaye d'Evesham.*

- Victoria History...*, Worcester, II (1906), pp. 112-127.
- Chronicon abbatiæ de Evesham, ad annum 1418*, éd. W. DUNN MACRAY (*Rolls series*, 29), Londres, 1863, 1 vol. in-8°.

3) *Abbaye de Saint-Augustin de Canterbury.*

- Victoria History...*, Kent, II, pp. 126-133.
- THOMAS D'ELMHAM, *Historia monasterii sancti Augustini Cantuariensis* (597-1191), éd. Ch. HARDWICK (*Rolls series*, 8), Londres, 1858, 1 vol.
- GUILLAUME THORNE, *Chronica de rebus gestis abbatum sancti Augustini Cantuariæ* (598-1397), éd. TWYSDEN, *Scrip-tores*, X (in-f°, 1652), 1753-2202⁷.

7. Nous n'avons malheureusement pas pu consulter l'étude récente de DAVIS (A.-H.), *William Thorne's Chronicle of Saint-Augustine's Abbey Canterbury*, Oxford, 1934, 1 vol. in-8°.

GERVAIS DE CANTERBURY, *Chronique*, dans *Opera*, éd. STUBBS (*Rolls series*, 73), t. I, Londres, 1879, 1 vol. in-8°.

4) *Abbaye de Battle.*

Victoria History..., *Sussex*, II, pp. 52-56.

Chronicon monasterii de Bello nunc primum typis mandatum (*English hist. Society*, I), Londres, 1846, 1 vol. in-8° (Bibl. Nat. 8° Nc 22).

5) *Abbaye de Glastonbury.*

Victoria History..., *Somerset*, II (1911), pp. 82-89.

ADAM DE DOMERHAM, *Historia de rebus gestis Glastoniensibus*, éd. HEARNE, Oxford, 1727, 2 vol. in-8° (éd., t. II, pp. 304-596 : GUILLAUME DE MALMESBURY, *De antiquitate Glastoniensis ecclesiae*).

Recueils divers

BERGER (Élie), voir *Chartes et diplômes*.

BONNIN (Th.), voir *Regestrum...*

BOUGAUD (E.), voir *Chronique de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon*.

CASPAR (Erich), *Das Register Gregors VII*, herausgegeben von E. CASPAR, *M. G. H., Epist. sel.*, II, 1 et 2, Berlin, 1920-1923, 2 vol. in-8°.

CHEVALLIER (Chanoine U.), *Ordinaire et coutumier de l'église cathédrale de Bayeux* (Bibl. liturgique, VIII), Paris, 1902, 1 vol. in-8°.

Chronique de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon, suivie de la *Chronique de Saint-Pierre de Bèze*, publiées par l'abbé E. BOUGAUD et J. GARNIER (*Analecta Divionensia*, IX), Dijon, 1875, 1 vol. in-8°.

Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France, publiés par les soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres :

Recueil des actes de Pépin I^{er} et de Pépin II, rois d'Aquitaine (814-848), publié par Léon LEVILLAIN, Paris, 1926, 1 vol. in-4°.

Recueil des actes de Louis IV, roi de France (936-954), publié... par Philippe LAUER, Paris, 1914, 1 vol. in-4°.

Recueil des actes de Lothaire et de Louis V, rois de France (954-987), publié... par Louis HALPHEN avec la collaboration de Ferdinand LOT, Paris, 1908, 1 vol. in-4°.

- Recueil des actes de Philippe I^{er}, roi de France (1059-1108)*, publié... par Maurice PROU, Paris, 1908, 1 vol. in-4°.
- Recueil des actes de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, concernant les provinces françaises et les affaires de France*, publié... par Léopold DELISLE (Introduction, 1909), œuvre posthume de Léopold DELISLE, revue et publiée par Élie BERGER (t. I, II, III, 1916-1927), Paris, 1909-1927, 4 vol. in-4°.
- DELISLE (L.), voir *Chartes et diplômes...*
- GARNIER (J.), voir *Chronique de l'abbaye Saint-Bénigne de Dijon...*
- GILES (A.), voir LANFRANC.
- HALPHEN (Louis), voir *Chartes et diplômes...*
- HARIULF, *Chronique de l'abbaye de Saint-Riquier (V^e s.-1104)*, éd. F. LOT (Coll. de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire), Paris, 1894, 1 vol. in-8°.
- JAFFÉ (Ph.), *Bibliotheca rerum germanicarum*, t. II, *Monumenta gregoriana*, Berlin, 1865, 1 vol. in-8°.
- LANFRANC ... *Opera I Epistolae*, éd. A. GILES, Oxford, 1844, 1 vol. in-8°.
- LAUER (Philippe), voir *Chartes et diplômes...*
- LEVILLAIN (Léon), voir *Chartes et diplômes...*
- LONGNON (A.), voir *Pouillés*.
- LOT (Ferdinand), voir *Chartes et diplômes...*
- LOT (Ferdinand), voir HARIULF.
- NEWMAN (William Mendel), *Catalogue des actes de Robert II, roi de France*, Paris, 1937, 1 vol. in-8°.
- PFLUGK-HARTTUNG, *Acta pontificum romanorum inedita*, Tübingen, 1880-1886, 3 vol. in-4°.
- Pouillés publiés par les soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres :*
- Pouillés de la province de Reims*, publiés par Auguste LONGNON, Paris, 1908, 1 vol. in-4°.
- Pouillés de la province de Rouen*, publiés par Auguste LONGNON, Paris, 1903, 1 vol. in-4°.
- Pouillés de la province de Sens*, publiés par Auguste LONGNON, Paris, 1904, 1 vol. in-4°.
- Pouillés de la province de Tours*, publiés par Auguste LONGNON, Paris, 1903, 1 vol. in-4°.
- PROU (Maurice), voir *Chartes et diplômes...*
- Regestrum visitationum archiepiscopi Rothomagensis. Journal des visites pastorales d'Eudes Rigaud, archevêque de Rouen (1248-1269)*, éd. Th. BONNIN, Rouen, 1852, 1 vol. in-4°.

II. — BIBLIOGRAPHIE

- ANDRIEU-GUITRANCOURT (Pierre), *Essai sur l'évolution du décanat rural en Angleterre d'après les conciles des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, 1935, 1 fasc. in-8°.
- BARION (Hans), *Das fränkischdeutsche Synodalrecht des Frühmittelalters* (Kanonistische Studien, V et VI), Bonn et Cologne, 1931, 1 vol. in-8°.
- BERLIÈRE (Dom U.), *L'exercice du ministère paroissial par les moines dans le haut moyen âge*, dans *Revue Bénédictine*, XXXIX, 1927, pp. 227-250.
- BERLIÈRE (Dom U.), *Les archidiaconés ou exemptions privilégiées de monastères*, dans *Revue Bénédictine*, XL, 1928, pp. 116-122.
- BLUMENSTOK (A.), *Der päpstliche Schutz im Mittelalter*, Innsbruck, 1890, 1 vol. in-8°.
- BÖHMER (Heinrich), *Kirche und Staat in England und in der Normandie im XI und XII Jahrhundert*, Leipzig, 1899, 1 vol. in-8°.
- BOUILLART (Dom), *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Germain-des-Prés*, Paris, 1724, 1 vol in-f°.
- BOURRIENNE (Abbé V.), *Odon de Conteville, évêque de Bayeux. Son rôle au début de la première Croisade*, Evreux, 1900, 1 vol. in-8°.
- BOURRIENNE (Abbé V.), *Un grand bâtisseur. Philippe de Harcourt, évêque de Bayeux (1142-1163)*, Paris, 1930, 1 vol. in-4°.
- CABROL (Dom), *L'Angleterre chrétienne avant les Normands* (Bibl. de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique), 2^e éd., Paris, 1909, 1 vol. in-8°.
- BROOKE (Z. N.), *The english Church and the Papacy from the Conquest to the reign of John*, Cambridge, 1931, 1 vol. in-8°.
- Cambridge medieval history* (The) :
 Vol. III, *Germany and the western Empire*, Cambridge, 1922, 1 vol. in-8°.
 Vol. V, *Contest of Empire and Papacy*, Cambridge, 1926, 1 vol. in-8°.
- CHAUME (Abbé), *Les origines du duché de Bourgogne*, 1^{re} partie : *Histoire politique*, Dijon, 1925, 1 vol. in-8°.
- COMPAIN (L.), *Étude sur Geoffroi de Vendôme* (Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. hist. et philologiques, fasc. 86), Paris, 1891, 1 vol. in-8°.
- DAVID (Ch.-W.), *Robert Curthose, duke of Normandy* (Har-

- vard historical studies*, XXV), Cambridge (Mass.), 1920, 1 vol. in-8°.
- DUCHESNE (Mgr. Louis), *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, II, *L'Aquitaine et les Lyonnaises*, Paris, 1900, 1 vol. in-8°.
- DUCHESNE (Mgr. Louis), *L'Église au VI^e siècle*, Paris, 1925, 1 vol. in-8°.
- DUPLESSIS (Dom J.-Toussaints), *Histoire de l'église de Meaux*, Paris, 1731, 2 vol. in-4°.
- DUPLESSIS (Dom J.-Toussaints), voir TOUSSAINTS-DUPLESSIS (Dom J.).
- ECKEL (Auguste), *Charles le Simple (Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. hist. et philologiques, fasc. 124)*, Paris, 1899, 1 vol. in-8°.
- FABRE (Paul), *Étude sur le « Liber censuum » de l'Église romaine (Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 62)*, Paris, 1892, 1 vol. in-8°.
- FARAL (Edmond), *La légende arthurienne. Études et documents. Première partie : les plus anciens textes (Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. hist. et philologiques, fasc. 255-257)*, Paris, 1929, 3 vol. in-8°.
- FAWTIER (Robert), *La Vie de saint Samson, essai de critique hagiographique (Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. hist. et philologiques, fasc. 197)*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°.
- FLACH (Jacques), *Les origines de l'ancienne France, X^e et XI^e siècles, t. I^{er}, Le régime seigneurial*, Paris, 1886, 1 vol. in-8°.
- FLICHE (Augustin), *La réforme grégorienne. I. La formation des idées grégoriennes. II. Grégoire VII (Spicilegium sacrum Lovaniense, études et documents, fasc. 6 et 9)*, Louvain, 1924-1925, 2 vol. in-8°.
- FLICHE (Augustin), *Le règne de Philippe I^{er}, roi de France (1060-1108)*, Paris, 1912, 1 vol. in-8°.
- FLICHE (Augustin), *L'Europe occidentale de 888 à 1125 (Histoire générale publiée sous la direction de G. GLOTZ, Histoire du Moyen-Age, t. II)*, Paris, 1930, 1 vol. in-8°.
- FOURNIER (Paul) et LE BRAS (Gabriel), *Histoire des collections canoniques en Occident depuis les fausses décrétales jusqu'au décret de Gratien (Bibl. d'histoire du Droit)*, Paris, 1931-1932, 2 vol. in-8°.
- FRANK (Hieronimus), *Die Klosterbischöfe des Frankenreiches (Beiträge zur Geschichte des alten Mönchtums und des Benediktinerordens, XVII)*, Munster, 1932, 1 vol. in-8°.
- GANSHOF (F.), voir LOT (F.), PFISTER (C.), et GANSHOF (F.), *Les destinées de l'Empire...*

- GÉNESTAL (Robert), c. r. de SAUVAGE (R.-N.), *L'abbaye Saint-Martin de Troarn...*, dans *R. H. D.*, 1912, pp. 395-399.
- GÉNESTAL (Robert), *Études sur le droit ecclésiastique français du X^e au XIII^e siècle*, c. r. de conférences, *Ann. de l'École des Hautes-Études, sc. relig.*, 1926-1927, p. 54-55; 1927-1928, pp. 52-54; 1928-1929, pp. 46-47.
- GÉNESTAL (Robert), *La patrimonialité de l'archidiaconat dans la province ecclésiastique de Rouen*, dans *Mélanges Paul Fournier (Bibl. d'hist. du droit)*, Paris, 1929, 1 vol., pp. 285-291.
- GÉNESTAL (Robert), *L'Exemption*, c. r. de conférences, *Ann. de l'École des Hautes-Études, sc. relig.*, 1912-1913, Paris, 1913, 1 fasc. in-8°, pp. 46-47.
- GÉNESTAL (Robert), *L'histoire du droit public normand*, dans *Précis de l'histoire et de l'archéologie normandes (Soc. des Antiq. de Norm.)*, t. II, Caen, 1929, 1 vol. in-8°, pp. 75-149.
- GÉNESTAL (Robert), *Une modalité d'appropriation de la dîme par les seigneurs laïques*, *Ann. de l'École des Hautes-Études, sc. relig.*, 1926-1927, Melun, 1926, 1 fasc. in-8°, pp. 3-20.
- GIRY (Arthur), *Étude critique de quelques documents angevins de l'époque carolingienne. II Diplômes faux de l'abbaye de Saint-Florent*, dans *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XXXVI, II^e partie, Paris, 1900, 1 vol. in-4°, pp. 222-248.
- GOODWIN (A.), *The abbey of Saint-Edmunds bury*, Oxford, 1931, 1 vol. in-8°.
- GOUGAUD (Dom Louis), *La question des abbayes-évêchés bretonnes*, dans *Revue Mabillon*, XII, 1922, pp. 90-104.
- GOUGAUD (Dom Louis), *Les chrétientés celtiques (Bibl. de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique)*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°.
- GOUGAUD (Dom Louis), *L'œuvre des « Scotti » dans l'Europe continentale*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, IX, 1908, pp. 21-37 et 255-277.
- HALPHEN (Louis), *Le comté d'Anjou au XI^e siècle*, Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
- HALPHEN (Louis), *Les Barbares (Peuples et Civilisations, V)*, 3^e éd., Paris, 1936, 1 vol. in-8°.
- HALPHEN (Louis), *L'essor de l'Europe (Peuples et Civilisations, VI)*, Paris, 1932, 1 vol. in-8°.
- HALPHEN (Louis), *Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle, région angevine* (extr. de la *Revue de l'Anjou*), Angers, 1902, 1 fasc. in-8°.

- HASKINS (Ch.-H.), *Norman Institutions (Harvard historical studies, XXIV)*, Cambridge (Mass.), 1918, 1 vol. in-8°.
- HAUCK (A.), *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. I, II et III, 3^e-4^e éd., Leipzig, 1912-1920, 3 vol. in-8°.
- HEFELE, *Histoire des conciles...*, nouv. traduction française... par Dom H. LECLERCQ, Paris, 1907-1921, 8 tomes en 16 vol. in-8° (t. III, IV et V).
- HIPPEAU (C.), *L'abbaye Saint-Étienne de Caen (Mém. de la Soc. des Antiq. de Norm.)*, Caen, 1855, 1 vol. in-4°.
- IMBART DE LA TOUR, *Les paroisses rurales dans l'ancienne France, du IV^e au XI^e siècle*, Paris, 1898, 1 vol. in-8° (Extr. de la *Revue historique*, LX, 1896, pp. 241-271; LXI, 1896, pp. 10-44; LXIII, 1897, pp. 1-41; LXVII, 1898, pp. 1-35; LXVIII, 1898, pp. 1-54).
- KAJAVIA (Oskari), *Études sur deux poèmes français relatifs à l'abbaye de Fécamp*, Helsinki, 1928, 1 vol. in-8°.
- KNOWLES (Dom David), *Essays in monastic history (1066-1215)*, dans *Downside Review*, XLIX, 1931, pp. 252-278 (I, *Abbatial elections*), pp. 441-456 (II, *The norman plantation*); L, 1932, pp. 33-48 (III, *The norman monasticism*), pp. 201-231 et 396-436 (IV, *The growth of Exemption*); LI, 1933, pp. 73-96 (V, *The cathedral monasteries*), pp. 501-522 (VI, *Parish organisation*).
- KROELL (Maurice), *L'immunité franque*, Paris, 1910, 1 vol. in-8°.
- LA BORDERIE (A. Le Moyne de), *Histoire de Bretagne*, t. I et II, Rennes-Paris, 1896-1898, 2 vol. in-4°.
- LARGILLIÈRE (René), *Les saints et l'organisation chrétienne primitive dans l'Armorique bretonne*, Rennes, 1925, 1 vol. in-8°.
- LAUGHLIN (Térence P. Mac), *Le très ancien droit monastique de l'Occident... de saint Benoît de Nursie à saint Benoît d'Aniane (Archives de la France monastique, vol. XXXVIII)*, Ligugé-Paris, 1935, 1 vol. in-8°.
- LE BRAS (Gabriel), voir FOURNIER (Paul), et LE BRAS (Gabriel), *Histoire des collections canoniques...*
- LE CACHEUX (Paul), *L'Exemption de Montivilliers* (extr. des *Travaux de la Semaine d'Histoire du Droit normand tenue à Guernesey du 26 au 30 mai 1927*, Caen, 1928, 1 vol. in-8°, pp. 275-305, où cet article est intitulé : *Le fonds de l'officialité de Montivilliers aux archives départementales de la Seine-Inférieure*), Caen, 1929, 1 fasc. in-8°.
- LECLERCQ (Dom H.), voir HEFELE, *Histoire des conciles...* (trad.).
- LEGRAS (Henri), *Le bourgage de Caen, tenure à cens et tenure à rente (XI^e-XIV^e s.)*, Paris, 1911, 1 vol. in-8°.

- LEROUX DE LINCY, *Essai historique et littéraire sur l'abbaye de Fécamp*, Rouen, 1840, 1 vol. in-8°.
- LETONNELIER (G.), *L'abbaye exempte de Cluny et le Saint-Siège. Étude sur le développement de l'exemption clunisienne des origines jusqu'à la fin du XIII^e siècle* (*Archives de la France monastique*, vol. XXII), Paris, 1923, 1 vol. in-8°.
- LEVILLAIN (Léon), *Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne*, dans *B.E.C.*, LXXXII, 1921, pp. 5-116 (I, *Les sources narratives*); LXXXVI, 1925, pp. 5-99 (II, *Les origines de Saint-Denis*); LXXXVII, 1926, pp. 20-97 et 245-346 (III, « *Privilegium* » et « *Immunitates* » ou *Saint-Denis dans l'Église et dans l'État*); XCI, 1930, pp. 5-65 et 264-300 (*Les documents d'histoire économique*).
- LEVILLAIN (Léon), *Examen critique des chartes mérovingiennes et carolingiennes de l'abbaye de Corbie* (*Mémoires et documents publ. par la société de l'École des Chartres*, V), Paris, 1902, 1 vol. in-8°.
- LEVILLAIN (Léon), *Le formulaire de Marculf et la critique moderne*, dans *B.E.C.*, LXXXIV, 1923, pp. 21-91.
- LÉVY-BRUHL (Henri), *Étude sur les élections abbatiales en France jusqu'à la fin du règne de Charles le Chauve*, Paris, 1913, 1 vol. in-8°.
- LEX (Léonce), *Eudes, comte de Blois, de Tours, de Chartres, de Troyes et de Meaux (995-1037), et Thibaud, son frère (995-1004)*, Troyes, 1892, 1 vol. in-8°.
- LONGNON (Auguste), *La formation de l'unité française, leçons professées au Collège de France en 1889-1890*, publ. par H.-F. DELABORDE, Paris, 1922, 1 vol. in-8°.
- LOT (Ferdinand), *Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du X^e siècle* (*Bibl. de l'École des Hautes-Études sc. hist. et philologiques*, fasc. 147), Paris, 1903, 1 vol. in-8°.
- LOT (Ferdinand), *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille* (*Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. hist. et philologiques*, fasc. 204), Paris, 1913, 1 vol. in-8°.
- LOT (Ferdinand), *Les derniers Carolingiens, Lothaire, Louis V, Charles de Lorraine (954-991)* (*Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. hist. et philologiques*, fasc. 87), Paris, 1891, 1 vol. in-8°.
- LOT (Ferdinand), *Mélanges d'histoire bretonne*, Paris, 1907, 1 vol. in-8°.
- LOT (F.), PFISTER (C.), et GANSHOF (F.), *Les destinées de l'Empire en Occident de 395 à 888* (*Histoire générale publiée dans la collection de G. GOLTZ, Histoire du Moyen Âge*, t. I), Paris 1928-1934, 1 vol. in-8°.

- LOTH (J.), *L'émigration bretonne en Armorique du V^e au VII^e siècle de notre ère*, Paris, 1883, 1 vol. in-8°.
- MACDONALD (A.-J.), *Lanfranc, a study of his life, work and writing*, Oxford, 1926, 1 vol. in-8°.
- NEWMAN (William Mendel), *Le domaine royal sous les premiers Capétiens (987-1180)*, Paris, 1937, 1 vol. in-8°.
- OLIVIER-MARTIN, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris* (Bibl. de l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de la ville de Paris), t. I^{er}, Paris, 1922, 1 vol. in-8°.
- PETIT-DUTAILLIS (Ch.), *La monarchie féodale en France et en Angleterre, X^e-XIII^e siècles* (Bibl. de synthèse historique, *l'Évolution de l'humanité*, XLI), Paris, 1933, 1 vol. in-8°.
- PFISTER (Ch.), *Études sur le règne de Robert le Pieux (996-1031)* (Bibl. de l'École des Hautes-Études, fasc. 64), Paris, 1885, 1 vol. in-8°.
- PFISTER (Ch.), voir LOT (F.), PFISTER (C.), et GANSHOF (F.), *Les destinées de l'Empire...*
- PORÉE (Chanoine), *Histoire de l'abbaye du Bec*, Évreux, 1901, 2 vol. in-8°.
- PRENTOUT (Henri), *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin et son histoire des premiers ducs normands* (Mém. de l'Acad. nationale... de Caen), Paris, 1916, 1 vol. in-8°.
- PRENTOUT (Henri), *Histoire de Guillaume le Conquérant. I, Le duc de Normandie* (Mém. de l'Acad. nationale ... de Caen, nouv. série, t. VIII), Caen, 1936, 1 vol. in-8°.
- PRENTOUT (Henri), *Quelques chartes de Richard II et de Richard III. Date de la mort de ces princes*, dans *Bull. de la Soc. des Antiq. de Norm.*, XXXIII, 1918, pp. 208-225.
- RYAN (John), *Irish monasticism, origins and early development*, Londres, 1931, 1 vol. in-8°.
- SACKUR (E.), *Die Cluniacenser in ihrer kirchlichen und allgemeingeschichtlichen Wirksamkeit bis zur Mitte des elften Jahrhunderts*, Halle, 1892-1894, 2 vol. in-8°.
- SAUVAGE (R.-N.), *L'abbaye Saint-Martin de Troarn des origines au XVI^e siècle* (Mém. de la Soc. des Antiq. de Norm., XXXIV), Caen, 1911, 1 vol. in-4°.
- SCHIEFFER (Th.), *Die päpstlichen Legaten in Frankreich vom Verträge von Meerssen (870) bis zum Schisma von 1130* (Historische Studien, 263), Berlin, 1935, 1 vol. in-8°.
- SCHREIBER (Georg), *Kurie und Kloster im 12. Jahrhundert* (Kirchenrechtliche Abhandlungen, 65-66 et 67-68), Stuttgart, 1910, 2 vol. in-8°.

- STEENSTRUP (J.), *Normandiets historie under de syv forste her-tuger (911-1066)*, avec un résumé en français, Copen-hague, 1925, 1 vol. in-8°.
- STENGEL (E.-F.), *Die Immunität in Deutschland bis zum Ende des 11 Jahrhunderts, I Diplomatie der deutschen Im-munität-Privilegien vom 9 bis zum Ende des 11 Jahrhunderts*, Innsbruck, 1910, 1 vol. in-8°.
- STENTON (F.-M.), *The first century of english feudalism (1066-1166)*, Oxford, 1932, 1 vol. in-8°.
- STUTZ (Ulrich), *Geschichte des Kirchlichen Benefizialwesens von seinen Anfängen bis auf die Zeit Alexanders III*, t. I^{er}, I^{re} partie, Berlin, 1895, 1 vol. in-8°.
- THOMAS (Paul), *Le droit de propriété des laïques sur les églises et le patronage laïque au moyen âge (Bibl. de l'École des Hautes-Études, sc. relig., vol. 19)*, Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
- TILLMANN (Helena), *Die päpstlichen Legaten in England bis zur Beendigung der Legation Gualas (1218) (Inaug. Diss.)*, Bonn, 1926, 1 vol. in-8°.
- TOUSSAINTS-DUPLESSIX (Dom), *Description historique et géo-graphique de la Haute-Normandie*, Rouen, 1740, 2 vol. in-4°.
- TYC (Théodore), *L'immunité de Wissembourg (Coll. d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace, I)*, Strasbourg, 1927, 1 vol. in-8°.
- UEDING (Leo), *Geschichte der Klostergründungen der frühen Merowingerzeit (Hist. Studien, 261)*, Berlin, 1935, 1 vol. in-8°.
- VACANDARD (E.), *Vie de saint Ouen, évêque de Rouen (641-648), Étude d'histoire mérovingienne*, Paris, 1902, 1 vol. in-8°.
- VALIN (Lucien), *Le duc de Normandie et sa cour (912-1204), étude d'histoire juridique*, Paris, 1910, 1 vol. in-8°.
- VALOUS (Guy DE), *Le monachisme clunisien des origines au XV^e siècle. Vie intérieure des monastères et organisa-tions de l'ordre. (Arch. de la France monastique, vol. XXXIX-XL)*, Ligugé-Paris, 1935, 2 vol. in-8°.
- VENDEUVRE (J.), *La « libertas » royale des communautés reli-gieuses au XI^e siècle, dans R.H.D.*, 1909, pp. 594-614; 1910, pp. 332-376.
- Victoria history of the counties of England*, Westminster, 1900- (voir SOURCES).
- WARICHEZ (J.), *L'abbaye de Lobbes, des origines à 1200*, Lou-vain, 1909, 1 vol. in-8°.
- WEISS (C.-F.), *Die kirchlichen Exemptionen der Klöster von ihren Entstehung bis zur gregorianisch — cluniacen-*

sischen Zeit, Inaug. — dissert. Berne, Bâle, 1893, 1 vol in-8°.

YVER (Jean), *L'interdiction de la guerre privée dans le très ancien droit normand dans Travaux de la semaine d'histoire du droit normand tenue à Guernesey du 26 au 30 mai 1927*, Caen, 1928, 1 vol. in-8°, pp. 307-347⁸.

8. Nous croyons devoir indiquer ici plusieurs communications que nous avons faites, au cours de nos recherches, aux « Semaines de Droit normand », dont les comptes rendus ont paru dans *B. H. D.*, 1931, pp. 708-709 ; 1932, pp. 757-758 ; 1934, pp. 737-738 ; 1935, pp. 790-791 ; 1936, pp. 819-820 ; 1937 (à paraître).

INTRODUCTION

Sitôt que furent créés des monastères, se posa la question de leurs rapports avec l'évêque diocésain. Seraient-ils soumis ou soustraits à son autorité? Le concile de Chalcédoine, en 451, établit comme règle qu'ils y seraient soumis; il les astreignit à une dépendance totale et uniforme, qui s'appliquait aux moines laïques et aux moines clercs, affectait le spirituel et le temporel et concernait aussi bien le pouvoir d'ordre de l'évêque que le pouvoir de juridiction. Mais quatre ans ne s'étaient pas écoulés, et déjà le principe général posé à Chalcédoine subissait une exception; le concile d'Arles (455), ayant à régler un différend entre l'évêque de Fréjus et l'abbé de Lérins, tranchait tout autrement, et, dans le cas de Lérins, limitait l'autorité de l'évêque, auquel il retirait toute juridiction sur les moines laïques, tout contrôle sur l'élection de l'abbé et sur l'administration du temporel².

Ces deux événements du milieu du V^e siècle annoncent, en quelque sorte, toute l'évolution future. La règle de la soumission des monastères est fixée; elle ne devait pas changer. En même temps apparaît l'exception qui aboutit à soustraire, par privilège spécial, tel monastère à la juridiction de l'ordinaire. C'est ce privilège que les canonistes appellent privilège d'exemption.

1. LAUGHLIN, *Le très ancien droit monastique de l'Occident*, pp. 130-133.

2. LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 133-136.

Il y a dans le cas de Lérins un autre signe précurseur : l'influence celtique, qui devait jouer un rôle déterminant dans l'histoire de l'exemption, s'y marque déjà. L'abbé saint Faustin était un ancien moine celte, et c'est en s'inspirant des usages celtiques qu'il sollicita le privilège.

Les pays peuplés par les Celtes insulaires, c'est-à-dire l'Irlande et les pays bretons, avaient alors un statut ecclésiastique très particulier. Ils n'étaient pas divisés en diocèses, et tout clergé séculier y était inconnu. Leur clergé était exclusivement régulier, et les seuls centres religieux étaient des monastères ayant juridiction sur des territoires plus ou moins précis. Partout, c'était l'abbé, voire un simple moine, qui faisait fonction d'évêque, avait reçu la consécration épiscopale et exerçait le pouvoir d'ordre³. Dans les pays où ce régime s'appliquait, les abbayes ne pouvaient être soumises à l'évêque diocésain, puisqu'il n'y en avait pas. Elles étaient donc totalement indépendantes. D'où la tendance des moines celtes émigrant sur le continent à s'affranchir, tel saint Faustin⁴, tel, plus tard, saint Colomban, de la tutelle épiscopale.

Mais entre saint Faustin et saint Colomban, il s'écoule un siècle et demi, pendant lequel toute influence celtique a cessé d'exister en Gaule (Armorique exceptée, où

3. RYAN, *Irish monasticism*, pp. 163-190 ; LOTH, *Le monachisme irlandais... et le monachisme breton*, *Annales de Bret.*, XL, 1933, pp. 387-388 ; Mgr DUCHESNE, *L'Église au VI^e siècle*, pp. 591-624. Voir aussi, spécialement pour la Bretagne armoricaine, la bibliographie citée *infra*, p. 15, n. 3.

4. L'influence celtique sur le privilège de Lérins a été mise en lumière par RYAN, *op. cit.*, p. 108. La démonstration de cet auteur affaiblit la thèse soutenue par Mlle HELEN ROBBINS BITTERMANN (*The influence of irish monks on merovingian diocesan organisation*, *Amer. hist. rev.*, XL, 1935, pp. 232-245), qui a combattu l'opinion traditionnelle attribuant à l'influence irlandaise un rôle prépondérant dans l'origine des libertés des monastères de Gaule. L'un de ses meilleurs arguments était celui-ci : ces libertés existent dès 455 (Lérins), alors que saint Colomban n'arrive en Gaule qu'en 590 ; il ne tient plus (sur cet article, cf. LEVILLAIN, *Le Moyen Age*, XLV, 1935, pp. 236-237). Voir *infra*, p. 7, n. 31.

les Bretons avaient émigré). Du milieu du V^e à la fin du VI^e siècle, les monastères gaulois furent entièrement soumis au diocésain. Quicherat a écrit une page qui met bien leur statut en lumière : « L'évêque nommait l'abbé, administrait les biens, disposait du numéraire, du mobilier, des objets de prix, venait officier quand bon lui semblait, s'immisçait comme un véritable supérieur dans la profession des religieux⁵. » C'était, somme toute, la formule de Chalcédoine, reprise, depuis le concile d'Agde (506), dans toute la législation franque du VI^e siècle⁶.

Au même moment partait d'Afrique un nouveau courant d'indépendance⁷. C'est devenu un lieu commun, depuis des travaux récents⁸, de dire que la Chrétienté ne forme, de 525 environ à 750, qu'une mosaïque d'églises locales unies par le seul lien d'une foi commune. En 525, précisément, le concile de Carthage proclamait, quant au temporel et à la discipline, la liberté des monastères⁹; il s'inspirait de la pensée augustinienne¹⁰. Sous la même influence, saint Benoît, composant sa règle moins de dix ans après, se révélait partisan de l'autonomie temporelle des monastères et d'un contrôle limité de l'évêque. Et, à la fin du siècle, saint Grégoire adoptait la même idée et accordait d'importants privilèges¹¹.

Nous atteignons l'époque où la mission de saint Colomban en Gaule allait déclancher le mouvement d'émancipation. Parti avec douze moines du monastère irlandais de Bangor, Colomban arrive en Gaule vers 590, et c'est en Bourgogne qu'il s'installe. Il fonde suc-

5. QUICHERAT, *Critique des deux plus anciennes chartes de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés*, B.E.C., 1865, p. 549.

6. LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 136-140.

7. LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 140-142.

8. FOURNIER et LE BRAS, *Histoire des Collections canoniques en Occident*, t. I^{er}, pp. 31-78.

9. MANSI, t. VIII, c. 841, cité LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 141, n. 2.

10. LÉVY-BRUHL, *Étude sur les élections abbatiales...*, p. 24.

11. LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 177-186.

cessivement Annegray, Luxeuil et Fontaine. Venu pour réformer les abus de l'Église franque, il s'attaque à l'épiscopat ; apôtre, il recrute des disciples, et Brunehaut, inquiète, le fait éloigner en Neustrie. C'est le début de longues pérégrinations en Gaule, où la propagande continue. Enfin, Colomban passe les Alpes, fonde le monastère de Bobbio (612) et y meurt (615)¹².

Il avait jeté la semence ; le résultat fut l'essor du monachisme gaulois au VII^e siècle. Si important soit-il, ce n'est pas cet aspect-là de son œuvre qu'il nous faut considérer. Moine celte, il avait suivi les usages celtiques et ne s'était pas soucié de l'autorité diocésaine ; « on ne voit pas qu'il se soit mis en rapport avec l'évêché de Besançon, dans le ressort duquel étaient ses monastères »¹³ ; et c'est par un prélat irlandais, *Aidus*, qu'il fit consacrer l'autel de Luxeuil¹⁴. En donnant ainsi l'exemple d'une indépendance totale vis-à-vis du diocésain, il n'a pas peu contribué à la renaissance des libertés monastiques, qui est l'un des faits capitaux de l'histoire religieuse de la Gaule au VII^e siècle.

Son influence n'est d'ailleurs pas la seule qui se soit fait sentir. A l'époque même des premières fondations colombaniennes, Grégoire le Grand accordait en Gaule plusieurs privilèges dont bénéficièrent successivement Saint-Trophime d'Arles (599)¹⁵ et les monastères fondés à Autun par Brunehaut et Thierry II (602)¹⁶. Ce dernier

12. Mgr DUCHESNE, *L'Église au VI^e siècle*, pp. 541-555 ; LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 13 ; HAUCK, *Kirchengeschichte Deutschlands*, I, pp. 261-267 et 600-601 ; voir aussi l'introduction de B. KRUSCH à l'édition de la *Vie* de saint Colomban, *M. G. H., Script. rer. mer.*, IV, pp. 1-13. Sur les rapports de Brunehaut et de Colomban, cf. G. KURTH, *Études franques*, I (1919), pp. 330-334.

13. Mgr DUCHESNE, *op. cit.*, p. 543.

14. Une lettre de Colomban lui-même le dit (*epist. IV*, *M. G. H. epist. III*, p. 167). Sur l'origine irlandaise d'*Aidus*, dont le nom seul est une preuve, cf. HAUCK, *Kirchengeschichte Deutschlands*, I, p. 266 ; B. KRUSCH, *op. cit.*, p. 6 ; LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 154, et H. FRANK, *Die Klosterbischöfe des Frankenreiches*, pp. 8-9.

15. *M. G. H., Gregorii I papae registrum...*, IX, 216 (t. II, p. 203), JAFFÉ, 1745.

16. *Ibid.*, XIII, 11, 12, 13 (t. II, pp. 376 ss.), JAFFÉ, 1875, 1876,

cas, surtout, est digne d'intérêt. C'est à la demande de Brunehaut que le pape expédia les bulles¹⁷, et il n'est pas impossible que la reine ait voulu opposer à la formule irlandaise de liberté la formule romaine¹⁸. Celle-ci, qui restreignait beaucoup moins que l'autre les prérogatives épiscopales, était loin de donner aux abbayes d'Autun l'indépendance que saint Colomban s'était arrogée pour les siennes. Saint Grégoire limite à deux points la faveur accordée : autonomie temporelle et libre élection de l'abbé ; mais l'évêque garde la surveillance disciplinaire et le pouvoir d'ordre.

Les courants grégorien et irlandais, qui s'opposent aux environs de l'an 600, allaient, aux VII^e et VIII^e siècles, tantôt fusionner, tantôt se heurter, et le premier finit par éliminer l'autre.

On discerne, tout d'abord, et jusqu'à la fin du VII^e siècle, pour les privilèges comme pour la règle¹⁹, une tentative de fusion. Les chartes épiscopales d'émancipation²⁰ et la formule de Marculf qui leur servait de modèle²¹, trahissent le partage d'influence. Elles prennent Luxeuil comme exemple, mais se réfèrent également au concile de Carthage et à saint Augustin²². Tantôt elles suppriment le droit de surveillance disciplinaire

1877. Sur ces textes, cf. LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 185-186; PAUL FABRE, *Étude sur le « Liber Censuum »*, p. 85.

17. Voir la lettre du pape à Brunehaut, de novembre 602, *Gregorii I papae registrum*, XIII, 7 (t. II, pp. 371-373), JAFFÉ, 1871.

18. Quelques années plus tard (vers 609), lorsque Brunehaut et Thierry II chassent Colomban de Luxeuil, le motif invoqué est qu'il suit les usages celtiques, et Thierry II lui déclare qu'il pourra rester s'il accepte d'y renoncer; il refuse et est renvoyé (*Vita Colombani*, I, 19, *Script. rer. mer.*, IV, p. 89, cf. KURTH, *Études franques*, I, p. 333).

19. LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B. E. C., 1925, p. 77; LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 18-23.

20. On peut en dresser la liste complète d'après les références données par LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 155-156. Pour tout ce paragraphe, cf. *ibid.*, pp. 158-166.

21. MARCULF, I, 1 (éd. ZEUMER, pp. 39-41), cf. LEVILLAIN, *Le formulaire de Marculf et la critique moderne* (B. E. C., 1923, pp. 21-91), pp. 31-40.

22. LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 159-160.

et de visite de l'évêque²³; tantôt elles se contentent de le limiter²⁴. Tantôt elles retirent à l'évêque le pouvoir d'ordre²⁵; tantôt elles le lui laissent²⁶.

La crise que subit l'Église franque à partir de 680 environ, ruinant les disciplines et affaiblissant l'autorité²⁷, enleva ses derniers obstacles à l'influence irlandaise. Celle-ci, accrue par l'émigration en Gaule des moines scots, qui continuait de plus belle²⁸, devient prédominante. Les évêques pérégrins se multiplient²⁹ et

23. Chartes de saint Faron pour Rebais (636), PARDESSUS, n° 275 (sur cet acte, cf. ci-dessous, note 25); de Berthefrid d'Amiens pour Corbie (664), restituée par LEVILLAIN, *Examen... des chartes... de... Corbie*, p. j., n° 5, p. 227; de Drauscius pour Soissons (666), PARDESSUS, 355; de Berthoen de Châlons pour Montier-en-Der (692), PARDESSUS, 423, et LALORE, *Collection des principaux cartulaires du diocèse de Troyes*, t. IV (1878), pp. 116-120. Cf. LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 164 et n. 3, et LEVILLAIN, *Le formulaire de Marculf...*, B. E. C., 1923, p. 36.

24. La formule de Marculf, notamment, reconnaît au diocésain le droit de correction sur les moines défaillants si l'abbé, incapable ou faible, n'a pas su rétablir la discipline (ZEUMER, p. 39). Autres exemples dans LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 164-165. Cf. LEVILLAIN, *Le formulaire de Marculf...*, B. E. C., 1923, pp. 36-37.

25. Le plus ancien exemple est la charte de saint Faron pour Rebais (636), PARDESSUS, 275. L'authenticité de ce texte, naguère contestée (LEVILLAIN, dans *Le Moyen-Age*, 1904, pp. 144-145), est aujourd'hui admise (LEVILLAIN, *Le formulaire de Marculf...*, B. E. C., 1923, pp. 31-40, suivi par LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 158, n. 3, et L. UEDING, *Geschichte der Klostergründungen der frühen Merowingerzeit*, p. 177). Autres exemples dans LAUGHLIN (*op. cit.*, p. 163), qui a noté que la liberté de choix du prélat consécrateur paraît limitée « aux monastères fondés sous la direction de Luxeuil et des moines scots », ou accordée « par les évêques sous l'influence de ceux-ci ». Somme toute, c'est encore l'exception avant la fin du VII^e siècle (note suivante).

26. C'est le cas de la formule de Marculf précitée. Autres exemples dans LEVILLAIN, *Le formulaire de Marculf...*, B. E. C., 1923, pp. 34-36, et LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 162-163 et n. 1.

27. FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, pp. 82-83.

28. Les premiers monastères purement irlandais (*monasteria Scottorum*) fondés sur le continent datent de cette époque (Dom GUGAUB, *L'œuvre des « Scotti » dans l'Europe continentale*. *Rev. d'hist. ecclés.*, IX, 1908, p. 271).

29. Dom GUGAUB, *L'œuvre des « Scotti »...*, pp. 29-31; Id., *Les Chrétientés celtiques*, pp. 153-154; FRANK, *op. cit.*, pp. 20-28. Ils étaient devenus si nombreux que le concile germanique de 742 (c. 4, M. G. H., *conc. aevi Kar.*, I, p. 3) et le concile de Soissons de 744 (c. 5, *ibid.*, p. 35) durent réagir contre eux (cf. GUGAUB, *ibid.*, p. 31).

les évêques claustraux apparaissent³⁰. Dans les chartes épiscopales de la première moitié du VIII^e siècle, la libération du pouvoir d'ordre du diocésain est constante³¹. Le mouvement qui entraînait les monastères à l'exemption totale était si fort que la papauté elle-même entreprit de l'accorder : les bulles de Zacharie pour Fulda (751)³², d'Étienne II (757)³³ et d'Adrien I^{er} (786)³⁴ pour Saint-Denis, révèlent le triomphe de l'influence irlandaise.

Contre cette influence, la Réforme carolingienne allait

30. Le premier exemple dont on soit sûr est celui de *Romanus* (FRANK, *op. cit.*, p. 21), évêque irlandais (*ex genere Scotorum*), auquel Ansoald, évêque de Poitiers (673-697 environ), donna la direction du monastère de Mazerolles (J. TARDIF, *Les chartes mérovingiennes de Noirmoutier*, R.H.D., 1898, p. 775). Nous connaissons l'événement par un passage du testament d'Ansoald, de 697, publié par TARDIF, *ibid.*, p. 789, et par LEVILLAIN, *Les origines du monastère de Nouaillé*, B.E.C., 1910, pp. 280-282. On est revenu depuis bien souvent sur l'événement (voir, en dernier lieu, FRANK, *op. cit.*, p. 21). Mais, après la mort de *Romanus*, Ansoald donna Mazerolles au monastère de Nouaillé, et l'épiscopat claustral ne put s'y établir, comme il devait faire à Lobbes, à partir de 697 (WARTCHEZ, *L'abbaye de Lobbes*, pp. 16-29, et FRANK, *op. cit.*, pp. 33-38 et 97-103), à Stavelot-Malmédy, où on le trouve entre 670 environ et 720 (*ibid.*, pp. 85-89), et, au VIII^e siècle, dans un plus grand nombre d'abbayes (Honau, Saint-Denis, Saint-Martin de Tours, etc...).

31. Voir notamment les chartes des évêques de Strasbourg, Wîdegern pour Murbach, de 728 (PARDESSUS, n° 543), et Heddo pour Arnulfsau, de 748 (PARDESSUS, n° 596). Il n'y a pas d'exemple de réserve au diocésain après 696 (LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 163, nn. 1 et 4). Ceci permet de reconnaître une part de justesse à l'opinion de Mlle ROBBINS BITTERMANN (art. cité *supra*, p. 2, n. 4) attribuant l'origine et le développement des privilèges monastiques des VII^e et VIII^e siècles à la désorganisation diocésaine qui, en effet, a certainement joué un rôle important à côté de l'influence irlandaise naguère trop exclusivement considérée. Mlle Bittermann va trop loin dans l'autre sens. La vérité paraît être dans un juste milieu.

32. M.G.H. *epist.* III, *mer. et Kar.*, t. I^{er}, p. 374 (JAFFÉ, 2293); cf. LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 197, n. 2; P. FABRE, *op. cit.*, pp. 87-88. La bulle exempte complètement Fulda de la juridiction de l'Ordinaire; le pape Zacharie l'a accordée sur la demande de saint Boniface, qui, Saxon d'origine, s'inspira, en cette occasion, des usages insulaires (G. KURTH, *Saint Boniface*, 1902, pp. 116-117).

33. JAFFÉ, 2331 (cf. LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B.E.C., 1926, p. 262, n. 3).

34. JAFFÉ, 2454. M. LEVILLAIN (*ibid.*, pp. 315-316 et 333) a démontré l'authenticité de cette bulle, contestée par Jaffé. Cf. *infra*, p. 119.

réagir. Restaurateur des disciplines et de la hiérarchie ecclésiastique³⁵, Charlemagne ne pouvait pas voir d'un bon œil tout ce qui, dans les institutions, portait l'empreinte celtique. Poursuivant une politique amorcée dès l'époque de saint Boniface³⁶, il condamne les évêques pérégrins³⁷ tandis que les évêques claustraux se raréfient à la fin de son règne pour disparaître totalement de l'Empire après 850³⁸. En même temps, il proclamait, dans une législation précise et fréquemment répétée, la soumission des monastères à la juridiction épiscopale³⁹. Les privilèges qu'il accorda, limités à l'autonomie temporelle et à la libre élection de l'abbé⁴⁰, marquent un retour à la conception de saint Grégoire⁴¹. Le régime qu'ils établissaient, sauvegardant l'essentiel des intérêts des monastères et des évêques, apparut même, dans la première moitié du IX^e siècle, comme un régime idéal que saint Benoît d'Aniane aurait voulu généraliser, et que Louis le Pieux étendit à un assez grand nombre d'abbayes⁴².

35. FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, pp. 91-126; KLEINCLAUSZ, *Charlemagne*, p. 225 ss.

36. *Supra*, p. 6, n. 29, *in fine*.

37. Textes cités par Dom GOUGAUD, *L'œuvre des Scotti*, pp. 31-32; cf. FRANK, *op. cit.*, p. 165.

38. FRANK, *op. cit.*, p. 166.

39. Textes dans LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 168-169.

40. PAUL FABRE, *op. cit.*, pp. 35-36. Voir notamment le diplôme de Charlemagne pour Hersfeld (M. G. H., *Dipl. Karol.*, I, n° 89, pp. 128-129), etc...

41. Charlemagne a beaucoup subi l'influence de saint Grégoire (FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, p. 97).

42. Mgr LESNE, *Les Ordonnances monastiques de Louis le Pieux*, *Rev. d'hist. de l'Eglise de Fr.*, 1920, pp. 321-328. On peut citer les diplômes de Louis le Pieux pour Fleury-sur-Loire, de 818 (PROU et VIDIER, *Charles de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, n° XIV, t. I^{er}, pp. 31-33), pour Saint-Mesmin de Micy, de 826 (*H. Fr.*, VI, 554), pour Saint-Chinian, de 826 (*H. Fr.*, VI, 549), etc...; les diplômes de Pépin I^{er} d'Aquitaine pour Saint-Hilaire de Carcassès, 829 (LEVILLAIN, *Recueil des Actes de Pépin I^{er} et de Pépin II, rois d'Aquitaine*, n° XIV, pp. 49-54), — Saint-Pierre de Joncels en Bédarès, 838 (*ibid.*, XXX, pp. 127-132), — Conques-en-Rouergue, 838 (*ibid.*, XXXII, pp. 133-151), — Notre-Dame-sur-Orbieu, 838 (*ibid.*, XXXIV, pp. 152-161), — Solignac, 838 (*ibid.*, XXXVII, p. 166); de Pépin II d'Aquitaine pour Solignac, 839 (*ibid.*, XLIX, pp. 185-198), — Saint-Chaffre-en-Velay, 845 (*ibid.*, LI, pp. 200-204), — Manlieu,

Ainsi en recul sur l'époque précédente, l'exemption demeure au point mort pendant tout le IX^e siècle. Les faussaires isidoriens lui sont hostiles⁴³, et Nicolas I^{er} ne l'a pas favorisée davantage⁴⁴. La lettre de Grégoire le Grand à Marinien est le modèle que proposent les collections canoniques⁴⁵, et, sauf exception⁴⁶, les privilèges qu'on trouve sont, comme au temps de Charlemagne et de Louis le Pieux, des privilèges de protection.

Jusqu'au milieu du IX^e siècle, ces privilèges émanent du roi. Après 850, le pouvoir royal devenant plus faible et sa protection moins efficace, les monastères recherchent plutôt celle du pape⁴⁷. C'est à Nicolas I^{er} que s'adresse Vézelay, en 863⁴⁸, et le diplôme que Charles le Chauve lui donna, cinq ans plus tard (868), n'est qu'une confirmation de la bulle⁴⁹. Vézelay, placé sous la tutelle du Saint-Siège, tombait en sa propriété et devait lui payer un cens reconnaissant. Cette forme nouvelle de la liberté, dont l'origine remontait à la fin du VIII^e siècle⁵⁰, recevait, en 863, sa première application éclatante. Les circonstances politiques favorisèrent son développement, et Cluny, en l'adoptant (910), enseigna aux monastères que le pape était leur meilleur appui⁵¹.

846 (*ibid.*, LII, pp. 204-207), — Saint-Florent-le-Vieil, 847 (*ibid.*, LIII, pp. 207-214).

43. FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 132.

44. Mgr LESNE, *Nicolas I^{er} et les libertés des monastères des Gaules, Le Moyen-Age*, 1911, pp. 333-345. C'est trompé par des documents apocryphes fabriqués au XI^e siècle qu'on a pu prêter à Nicolas I^{er} une attitude favorable à l'exemption.

45. Mgr LESNE, *Nicolas I^{er}...*, p. 343. On la trouve notamment, à la fin du IX^e siècle, dans la *Collectio Anselmo dedicata*.

46. Notamment les bulles de Benoît III (855) et Nicolas I^{er} (863) pour Corbie (éd. LEVILLAIN, *Corbie*, p. j., n^o 29, p. 266, et 32, p. 282; encore ne vont-elles pas jusqu'à accorder l'exemption; cf. *ibid.*, pp. 183-184).

47. P. FABRE, *op. cit.*, p. 36. C'est seulement sous Nicolas I^{er} que l'autorité du pape sur l'épiscopat franc devient effective (Lot, *Étude sur le règne de Hugues Capet*, p. 138).

48. JAFFÉ, 2831; cf. P. FABRE, *op. cit.*, pp. 42-45.

49. *H. Fr.*, VIII, p. 608; cf. FABRE, p. 46.

50. P. FABRE, *op. cit.*, pp. 38-40.

51. P. FABRE, *op. cit.*, pp. 53-56; G. DE VALOUS, *Le monachisme clunisien...*, t. II, pp. 132-133.

Même à Cluny où cependant, dès le début, l'emprise pontificale se révéla singulièrement forte, l'appartenance au Saint-Siège ne libérait point de la juridiction spirituelle de l'évêque et ne donnait pas l'exemption⁵². Mais elle était le chemin qui devait y conduire. La décadence morale du clergé séculier, au X^e siècle, précipita l'évolution.

Il n'est pas de notre propos de décrire les maux dont souffrait alors l'Église⁵³. Nous n'en retiendrons qu'un seul : par l'effet de l'investiture laïque, les évêchés étaient vendus au plus offrant; et leurs titulaires, une fois nantis, considéraient leur juridiction sur les monastères comme un moyen de les pressurer⁵⁴. Ceux-ci, par une tendance naturelle, devaient vouloir s'en affranchir.

A cette première raison des progrès de l'exemption s'en ajoute une autre. Contre les désordres de l'Église, plusieurs mouvements de réforme, dès le X^e siècle, ont essayé de réagir. Des évêques, des princes s'en mêlèrent⁵⁵. Mais le plus efficace, quoique limité au clergé régulier, fut le mouvement monastique parti de Cluny⁵⁶. Il luttait contre les évêques non plus seulement pour éviter l'oppression passagère de tel ou tel d'entre eux, mais pour faire triompher l'idée plus élevée d'une réforme durable. La condition première de son succès était l'exemption.

Un nom, plus qu'd'autres, doit être cité : celui d'Abbon de Fleury. Moine, puis abbé (988) de Saint-Benoît-sur-Loire, canoniste célèbre⁵⁷ et animé de l'esprit cluni-

52. PAUL FABRE, à le démontrer, consacre sa longue et remarquable dissertation (*op. cit.*, pp. 32-115).

53. A. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, t. I^{er}, pp. 1-38.

54. Voir notamment le cas du monastère Saint-Pierre-le-Vif, FLICHE, *op. cit.*, t. I^{er}, pp. 93-94; cf. aussi F. LOT, *Études sur le règne de Hugues Capet*, pp. 35-36.

55. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, t. I^{er}, pp. 60-128.

56. *Ibid.*, pp. 39-60.

57. Sur Abbon, cf. *Hist. littéraire*, VII (1867), pp. 159-182; LOT, *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 38 et *passim*; FLICHE, *op. cit.*, t. I^{er}, pp. 48-59; FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, t. I^{er}, pp. 320-330).

sien qu'il alla propager jusqu'en Angleterre⁵⁸, Abbon est en France « le partisan enthousiaste de la suprématie du Saint-Siège »⁵⁹, qu'il s'applique et réussit, après sept ans de luttes, à faire triompher dans l'affaire de l'archevêque de Reims, Arnoul. Défenseur d'Arnoul, que Hugues Capet avait accusé de trahison et que le concile de Saint-Basle (991) avait condamné, il avait affirmé, imbu de la primauté romaine, que c'était au pape de statuer et non pas au concile. L'accusateur de l'archevêque était un autre Arnoul, évêque d'Orléans, qui s'était fait, avant la lettre, le champion d'un véritable gallicanisme⁶⁰. L'opposition entre les deux hommes, comme entre les deux tendances, était irréductible⁶¹. Elle était accrue par le fait que Saint-Benoît-sur-Loire était situé dans le diocèse d'Orléans. Aussi Abbon, favorable, comme canoniste, aux libertés monastiques⁶², demanda-t-il au pape Grégoire V l'exemption pour son abbaye; le pape l'accorda (997)⁶³. L'année suivante, Cluny l'obtenait à son tour (998 ou 999)⁶⁴. La papauté, en libérant de la juridiction épiscopale les moines clunisiens qui étaient alors son seul

58. Il y fut appelé par l'archevêque d'York, Oswald, contemporain de saint Dunstan, pour y réformer l'abbaye de Ramsay, où il resta deux ans (986-988) (FLICHE, p. 48; FOURNIER et LE BRAS, p. 321). Sur cette réforme, cf. *infra*, p. 28, n. 5.

59. LOT, *op. cit.*, p. 38.

60. LOT, *op. cit.*, pp. 31-129. C'est seulement en 998 que Abbon fit rétablir, par Robert le Pieux, Arnoul sur le siège de Reims, dont il avait été chassé sept ans plus tôt (LOT, *ibid.*, pp. 126-128). Bon résumé dans FLICHE, *loc. cit.*

61. LOT, pp. 36-39.

62. *Collectio canonum*, 5 (MIGNE, CXXXIX, 479); *epist.*, 5 (*ibid.*, 423). Cf. FLICHE, *op. cit.*, I, 56; FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, I, 322.

63. Le privilège de Grégoire V pour Saint-Benoît-sur-Loire, de novembre 997, est publié par PROU et VIDIER, *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, n° LXXI, t. I^{er}, pp. 175-188 (JAFFÉ, 3872). L'authenticité de ce texte, contestée par PROU et VIDIER (p. 185, n. 1), a été démontrée par M. LOT (*op. cit.*, pp. 273-275). Abbon obtint le privilège pendant le voyage qu'il fit à Rome, envoyé en négociation auprès du pape par Robert le Pieux (LOT, *ibid.*, pp. 124-125).

64. MIGNE, t. CXXXVII, c. 932 (JAFFÉ, 3896). Cf. FABRE, *op. cit.*, pp. 90-91; LETONNELIER, *L'abbaye exempte de Cluny et le Saint-Siège*, p. 26; DE VALOUS, *op. cit.*, t. II, p. 134).

appui en France⁶⁵, se les attachait d'autant plus étroitement; elle en faisait d'avance les auxiliaires directs de son action religieuse, voire politique. Leur intérêt commun conduisait à l'exemption qui, au seuil du XI^e siècle, reprenait vigueur en France.

L'exemption, dont on vient d'esquisser l'histoire jusqu'au début du XI^e siècle, n'est pas le seul privilège dont les monastères aient bénéficié. Il en est un autre, moins fréquent peut-être, moins célèbre aussi, et surtout moins étudié : c'est la juridiction spirituelle accordée à des abbayes sur des paroisses.

A partir du VII^e siècle, les moines ont joué un rôle croissant dans le ministère paroissial⁶⁶. A la même époque s'est développé un phénomène qui avait des précédents plus anciens. Sous prétexte qu'ils ont construit des églises sur leurs domaines, les grands laïques s'en considèrent comme propriétaires. Les monastères font de même⁶⁷.

La règle fut posée de bonne heure que, sur ces églises, qu'elles fussent possédées ou même desservies par les moines, la juridiction de l'évêque demeurait entière⁶⁸. Mais l'exception, ici encore, est apparue. Il s'est constitué des territoires sur lesquels l'abbé exerçait « une part de la juridiction épiscopale⁶⁹ ».

65. LOT, *op. cit.*, p. 274.

66. Dom BERLIÈRE, *L'exercice du ministère paroissial par les moines dans le haut moyen âge* (*Rev. bénéd.*, XXXIX, 1927, pp. 227-250); LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 78-79.

67. STUTZ, *Geschichte des Kirchlichen Benefizialwesens...*, voir surtout pp. 166-181; IMBART DE LA TOUR, *Les paroisses rurales dans l'ancienne France*, pp. 109-196; P. THOMAS, *Le droit de propriété des laïques sur les églises*. Nous n'avons pas à traiter ici la question si controversée de l'origine de l'église privée.

68. Pour les églises possédées par les moines, IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, pp. 135-138; pour les églises desservies par eux, Dom BERLIÈRE, *op. cit.*, pp. 237-238. Les deux questions sont d'ailleurs connexes. — Sur les tentatives de réaction contre l'appropriation privée des églises, voir *infra*, p. 64.

69. GÉNÉSTAL (*Ann. de l'École des Hautes-Études, sc. relig.*, 1913,

Généstal souhaitait qu'une étude fût consacrée à ce privilège de juridiction⁷⁰ et, depuis, Dom Berlière a renouvelé ce vœu⁷¹ que nous avons entrepris de réaliser. Il nous faut rappeler toutefois dans quel esprit nous l'avons fait. Le problème essentiel est celui-ci : quand et pourquoi est apparue la juridiction et comment a-t-elle évolué ? Est-elle, à son origine, tout à fait distincte de l'exemption, ou bien n'en est-elle qu'une extension sur le plan paroissial, et dans quelle mesure s'en est-elle ensuite écartée ou rapprochée ? Ainsi compris, le sujet commandait d'envisager les deux privilèges dans leurs rapports réciproques, en suivant un plan historique qui met mieux en lumière leurs différences et leurs contacts⁷².

pp. 46-47). On appelait souvent ces territoires des « exemptions » (LONGNON, *Pouillés de la province de Rouen*, p. xvi), et ceci dès le XIV^e siècle (LONGNON, *ibid.*, pp. 69-70). Il est résulté de cette terminologie défectueuse une confusion entre l'exemption des monastères et la juridiction privilégiée sur des paroisses. Les canonistes romains du XVIII^e siècle essayèrent d'y remédier en introduisant les qualificatifs d'exemption *passive* (celle des monastères) et *active* (juridiction sur les paroisses). Benoît XIV est, semble-t-il, le premier à employer ces termes, tant dans ses bulles (v. bulle du 24 avril 1747 pour le monastère de Grotta Ferrata, *Magnum bularium romanum*, pars XI, 1753, pp. 157-161) que dans ses ouvrages de droit canon (*De synodo diœcesana*, II, 11, cité Dom BAUCHER, art. *Abbaye Nullius*, *Dict. de Droit canonique*, fasc. 1, col. 16-17). Nous avons cru devoir, par souci de clarté, abandonner cette terminologie assez confuse, et adopter les expressions d'exemption et de juridiction qu'employaient déjà certains canonistes français du XVII^e siècle (cf. Avant-propos, p. vi).

70. Généstal a consacré aux privilèges d'exemption et de juridiction (qu'il appelait exemption passive et active) une année de conférences faites à l'École des Hautes-Études. Il n'en subsiste malheureusement qu'un compte rendu (*Ann. de l'École des Hautes-Études, sc. relig.*, 1913, pp. 46-47).

71. Dom BERLIÈRE, *Les archidiaconés ou exemptions privilégiées de monastères*, *Rev. bénéd.*, XL, 1928, p. 121.

72. Nous avons écarté l'exemption des établissements dépendant de Cluny et de Cîteaux ; elle se rattache à la question des privilèges des Ordres monastiques. Nous avons également laissé de côté les enclaves que certains évêques normands possédaient dans d'autres diocèses de la province, et qu'on appelait « exemptions » : ainsi, l'exemption de Cambremer comprenait neuf paroisses enclavées dans le diocèse de Lisieux et dépendant de l'évêque de Bayeux (LONGNON, *Pouillés de la province de Rouen*, p. xxvii) ; par réciprocité, l'évêque de Lisieux avait, dans le diocèse de Bayeux, l'exemption de Nonant (*ibid.*, p. lvii) et, dans les limites du diocèse de Rouen, l'exemption de Saint-Cande (*ibid.*, p. xvii). L'évê-

La principale région considérée est la Normandie. Terre d'élection des privilèges monastiques⁷³, elle offre, en outre, à l'époque troublée de la féodalité, l'avantage de l'unité politique solidement constituée par des ducs puissants et énergiques, et de l'unité ecclésiastique, la province métropolitaine de Rouen ayant presque les mêmes limites que le duché. Toutefois, pour certaines questions majeures, nous avons étendu nos recherches aux régions françaises et à l'Angleterre, politiquement unie à la Normandie de 1066 à 1204.

que de Bayeux avait, dans le diocèse de Coutances, l'exemption de Sainte-Mère-Église, comprenant cinq paroisses (*ibid.*, p. LXVII), et l'évêque de Coutances, dans le diocèse de Rouen, possédait l'exemption de Saint-Lô. Par contre, nous avons eu à nous occuper de l'enclave de quatre paroisses sur laquelle l'évêque de Dol avait juridiction dans le diocèse de Rouen en raison des origines monastiques de cette enclave.

73. Et tout particulièrement du privilège de juridiction : PIALES la cite en exemple en 1755 (*Traité des collations*, t. VI, p. 66).

CHAPITRE PREMIER

L'EXEMPTION MONASTIQUE DANS LA PROVINCE ECCLESIASTIQUE DE ROUEN DU VI^e AU X^e SIECLE

La première trace d'exemption que l'on trouve dans la province ecclésiastique de Rouen procède directement du monachisme breton.

Les Bretons, émigrant en Armorique¹, y ont établi au VI^e siècle, dans les régions qu'ils occupaient², leur statut ecclésiastique : des monastères se sont fondés, rayonnant sur un territoire d'où tout clergé séculier était absent³. C'est seulement au IX^e siècle que la Bretagne a connu un régime semblable à celui du reste de la Gaule; le changement s'est fait probablement à l'époque de Nominoé : les monastères-évêchés sont devenus des évêchés, et les territoires sur lesquels ils avaient juridiction ont constitué des diocèses⁴.

1. L'émigration, commencée avant le milieu du V^e siècle, s'est surtout développée au VI^e (J. Loth, *L'émigration bretonne en Armorique du V^e au VII^e siècle de notre ère*, pp. 149-183).

2. Ce sont principalement les régions nord de la Bretagne, Domnonée et Cornouailles (Loth, *op. cit.*, pp. 183-199).

3. J. Loth, *op. cit.*, pp. 199-216; F. Lot, *Le roi Hoel de Kérahès, (Romania, XXIX, 1900, pp. 391-393)*; F. Lot, *Mélanges d'histoire bretonne*, pp. 23-24 (*Ann. de Bret.*, XXII, 1906-1907, pp. 19-20); Dom Gougaud, *La question des abbayes-évêchés bretonnes*, dans *Rev. Mabillon*, XII, 1922, pp. 90-104; LARGILLIÈRE, *Les Saints et l'organisation chrétienne primitive dans l'Armorique bretonne*.

4. Loth, *op. cit.*, pp. 208-212; Id., *Revue celtique*, XXXV, 1914, p. 280; Lot, *Le roi Hoel de Kérahès*, pp. 392-393. L'interprétation des réformes de Nominoé a opposé MM. LEVILLAIN (*Les réformes ecclésiastiques de Nominoé, Moyen-Age, 1902, pp. 201-257*) et Lot

On a beaucoup disserté et combattu sur les différents cas où cette origine et cette évolution se remarquent⁵. L'incertitude des sources, pour la plupart hagiographiques, rend la matière obscure, et il faut reconnaître que les solutions qu'on propose ont plutôt la valeur d'hypothèses probables que de vérités démontrées.

Nous ne nous attacherons qu'au cas de Dol. Voici les faits :

1° La *Vie* de saint Samson, écrite entre le début du VII^e et le IX^e siècle et probablement au début du VII^e°,

(*Mélanges d'histoire bretonne*, pp. 14-32, et notamment 23, n. 4, pp. 84-86, 90, etc...). M. Levillain pense que l'épiscopat des abbés-évêques est essentiellement personnel et non pas attaché à une circonscription territoriale dépendant d'un monastère : « Nominoé se sera borné, comme peut-être Charlemagne l'avait fait au début du IX^e siècle, à leur donner à chacun un diocèse à limites fixes » (p. 237). M. Lot estime, au contraire, que l'épiscopat est attaché au monastère : on est en présence d'« une abbaye dont le chef a droit au titre d'évêque » (p. 24); M. Lot reconnaît seulement que le ressort des circonscriptions dépendant des monastères-évêchés « est incertain » (p. 24); « la réponse de Nominoé consista, non pas à créer des évêchés... mais à délimiter le territoire des évêchés-abbayes existants, et peut-être même à en supprimer quelques-uns » (*Le roi Hoel de Kérahès*, p. 393). Nous préférons l'opinion de M. Lot qui, seule, permet d'expliquer la permanence des sièges épiscopaux dans les mêmes centres avant et après 848.

5. Voir le résumé des discussions dans Dom GUGAUB, *La question des abbayes-évêchés...*, pp. 99-104. Il n'y a plus grand'chose à tirer d'un article, trop systématique, de LA BORDERIE (*Annuaire historique et archéol. de Bretagne*, t. II, 1862, pp. 113-187; cf. aussi *Id.*, *Hist. de Bret.*, t. I, pp. 431-432, et II, p. 266).

6. C'était l'opinion commune jusqu'en 1912, notamment celle de Mgr DUCHESNE (*Fastes épiscopaux*, II, p. 381, n. 2). Cette année-là parut l'édition, précédée d'une étude critique, de M. FAWTIER (*La vie de saint Samson*), qui s'appliqua à démontrer que le texte avait été écrit entre 772 et 850, peut-être même à la fin de cette période et pour « préparer le terrain aux ambitions de l'évêché de Dol » au temps de Nominoé (*op. cit.*, notamment pp. 74-77). Mais les arguments de M. Fawtier n'ont pas convaincu les critiques, qui ont riposté avec vigueur (DUINE, *La vie de saint Samson*, à propos d'un ouvrage récent, *Ann. de Bret.*, XXVIII, 1913, pp. 332-356, et surtout 338-352; *Id.*, *Questions d'hagiographie et Vie de saint Samson*, *La Bretagne et les pays celtiques*, fasc. 8, pp. 25-66; J. LOTH, *La plus ancienne Vie de saint Samson de Dol*, *Revue celtique*, XXXV, 1914, pp. 269-300, et surtout 269-281). M. FAWTIER a répliqué (*Saint Samson abbé de Dol, réponse à quelques objections*, *Ann. de Bret.*, XXXV, 1922, pp. 137-170), mais DUINE est aussitôt revenu à la charge (*Saint Samson évêque de Dol, quelques objections à une réponse*, *Ann. de Bret.*, XXXV, 1922,

raconte qu'un moine, appelé Samson, venu du pays de Galles où il avait reçu la consécration épiscopale, avait fondé le monastère de Dol⁷. Les données chronologiques du texte permettent de dater l'événement de la seconde moitié du VI^e siècle⁸; le témoignage émane d'une source en laquelle on peut avoir confiance; on est donc en droit d'admettre que Samson a été abbé-évêque de Dol⁹.

pp. 171-186); M. HALPHEN estime le débat terminé en sa faveur (*Rev. hist.*, CXLIII, 1923, pp. 231-232), et M. TAYLOR (*The life of St Samson of Dol*, 1925) est du même avis; BURKITT (*Saint Samson of Dol, The Journal of theological studies*, XXVII, 1925, pp. 42-57) résume les thèses précédentes et aurait tendance à ne pas croire la *Vie* antérieure au VIII^e siècle.

7. *Vita S. Samsonis*, I, 1, 42-44, 52, éd. FAWTIER, pp. 99-100, 137-140, 147-148.

8. Le roi Childebart auquel il est plusieurs fois fait allusion dans la *Vie* paraît être Childebart I^{er} (511-558), et ce serait à la fin de son règne que Samson aurait eu des rapports avec lui. Mgr DUCHESNE pense (*Fastes*, II, p. 382) qu'il y a peut-être une erreur pour Chilpéric I^{er} (561-584); récemment, M. DE LALANDE DE CALAN (*Mém. de la soc. d'hist. et d'arch. de Bretagne*, XI, 1930, pp. 1-4) a prétendu que c'était Childebart II (576-596); nous n'avons pas à prendre parti et nous nous en tiendrons à l'opinion traditionnelle (Childebart I^{er}). Samson est sans doute cet évêque qui souscrit au concile de Paris tenu entre 556 et 573 (« *Samson subscripsi* », M. G. H., *Concilia aevi Merov.*, p. 141). Mgr Duchesne le croit probable (*Fastes*, II, p. 381), M. Fawtier l'a nié (*op. cit.*, pp. 52-57), ses contradicteurs Loth et Duine l'ont affirmé (articles cités *supra*, n. 6); nous nous en tiendrons au jugement mesuré de Mgr Duchesne.

9. Le principal argument que M. Fawtier ait invoqué pour le nier est tiré du martyrologe hiéronymien. Un manuscrit de ce martyrologe (Wolfenbüttel 23), rédigé en 772 et provenant de l'abbaye de Saint-Wandrille, contient l'indication suivante : *Dolo monasterio depositio sancti Samsonis abbat* (AASS., nov., II, p. 97). Après Mgr Duchesne (*Fastes*, II, p. 383), M. Fawtier note cet *abbatis*; il s'en empare pour nier l'épiscopat de saint Samson : les moines de Saint-Wandrille, dit-il, tout proches du monastère samsonien de Pental, dont nous parlerons plus loin, ne pouvaient ignorer le véritable titre de Samson; s'ils l'ont seulement qualifié d'abbé, c'est qu'il n'était pas autre chose (*La vie de saint Samson*, pp. 53-55; *Ann. de Bret.*, XXXV, 1922, pp. 151-155). A cet argument, on peut fort justement répondre, avec Duine (*Ann. de Bret.*, XXVIII, 1913, p. 347), que les moines de Saint-Wandrille pouvaient fort bien ignorer ou vouloir ignorer l'institution purement bretonne des évêques-abbés, et que ce qui les frappait chez saint Samson, c'était sa qualité d'abbé. On ne saurait rien tirer d'un pareil texte. Quant à l'autre ms. du martyrologe citant saint Samson, c'est par erreur que M. Fawtier (p. 53) dit qu'il « ne le qualifie que de confesseur »; on y trouve la mention « *episcopi et confessoris* » (AASS., nov., II, p. 97).

2° L'auteur de la même *Vie* déclare, dans son prologue, qu'il écrit à la requête de l'évêque Tiernmaël (*Tigernomalus*)¹⁰. Sans doute ne dit-il pas que Tiernmaël soit abbé de Dol¹¹; mais on ne voit pas bien à quel titre ce personnage aurait pu le charger d'une pareille mission s'il ne l'était pas.

3° Il est encore question dans la *Vie* de saint Samson d'un troisième abbé-évêque de Dol, Leucher, qui, peu avant l'époque où écrit l'hagiographe, a sauvé de l'incendie les reliques du saint¹².

La répétition du cas¹³ permet de conclure que Dol était à l'origine un monastère-évêché.

On peut encore, pour l'établir, faire valoir un autre argument. Le diocèse de Dol, qui a subsisté jusqu'à la Révolution, avait une composition fort étrange. Il comprenait, outre un noyau de quarante-sept paroisses autour de la ville épiscopale, une série d'enclaves dans les dio-

10. « ... mei opus exercere, o beatissime sedis apostolicae episcopo Tigernomale, me rogasti... » (Prologus, I, éd. Fawtier, p. 95).

11. M. Fawtier a insisté sur ce point (*Ann. de Bret.*, XXXV, 1922, pp. 159-160); ailleurs, Tiernmaël est appelé « o beatissime papa » (Prol., 3, p. 97; II, 1, p. 156; II, 2, p. 157, cité *ibid.*).

12. « Statim vero... servi Dei qui in ecclesiam ad nonam celebrandam convenerunt, una cum sancto ac venerabili episcopo Louchero irruentes... » (II, 15, p. 171). Il faut adopter, avec Duine (*Ann. de Bret.*, XXXV, 1922, p. 178), la leçon *una cum sancto*, que donnent six manuscrits, au lieu de *cum uno ac sancto*. Mgr Duchesne a remarqué (*Fastes*, II, p. 382) que ni Tiernmaël ni Leucher ne sont cités dans les listes des successeurs de saint Samson, du XII^e siècle, et M. Fawtier a tiré argument de cette omission pour nier qu'ils aient été abbés-évêques de Dol (*Ann. de Bret.*, XXXV, 1922, p. 160). Mais ces listes sont trop tardives pour qu'on puisse se fonder sur elles; elles prouvent seulement que « la vieille *Vie* de saint Samson avait été remplacée par d'autres, où ces noms ne figuraient pas » (Duchesne, *op. cit.*, II, p. 382).

13. Peut-être pourrait-on allonger la liste en citant saint Magloire; mais la *Vie* de ce saint, qui nous renseigne sur lui, est trop tardive (probablement du X^e siècle) pour qu'on puisse s'appuyer sur elle (publ. AASS., oct., X, 782-791; cf. MOLINIER, 383, et *Bibl. hag.*, 5140). A en croire ce texte, Magloire aurait été le successeur de Samson, qui l'aurait choisi lui-même avant de mourir (*Vita*, 4); il se serait retiré peu après dans l'île de Serk, de l'archipel anglo-normand, que Judual lui aurait donnée « *in augmentum episcopatus sui* » (*Vita*, 7), et qui, en effet, « releva longtemps de l'évêché de Dol » (Duchesne, *Fastes*, II, p. 382).

cèses voisins¹⁴ qui, totalisées, représentaient un plus grand nombre de paroisses que celles du groupe central. Un tel assemblage évoque beaucoup plus l'idée d'un temporel d'abbaye que d'une circonscription diocésaine et trahit son origine monastique. Au surplus, M. Largillière a récemment établi, avec les ressources de la toponymie, que ces enclaves doloises « étaient primitivement des prieurés¹⁵ ».

L'une d'elles, comprenant quatre paroisses, était située dans le diocèse de Rouen. On l'appelait « l'exemption de Dol »¹⁶. Quelle est son origine ?

La *Vie* de saint Samson raconte que le saint avait chassé, à la prière du roi Childebart, un dragon qui dévastait l'embouchure de la Seine : le roi, pour l'en remercier, fit construire et lui donna un monastère, nommé Pental, au lieu même de son exploit¹⁷. Pental devint dès lors l'établissement du saint *in Romania*, comme Dol l'était *in Britannia*¹⁸.

14. 47 paroisses autour de la ville épiscopale, 23 paroisses enclavées dans le diocèse de Saint-Malo, 3 dans celui de Rennes, 11 paroisses et 5 trèves dans celui de Saint-Brieuc, 8 paroisses et 2 trèves dans celui de Tréguier, 4 paroisses dans celui de Rouen (LA BORDERIE, *Annuaire hist. et arch. de Bretagne*, 1862, p. 222, cité LONGNON, *Pouillés de la province de Tours*, p. LXXXIX ; LOT, *Mél. d'histoire bretonne*, p. 24, n. 1, et p. 90, n. 4).

15. LARGILLIÈRE, *Les Saints et l'organisation chrétienne primitive dans l'Armorique bretonne*, p. 189, n. 27.

16. DOM TOUSSAINTS-DUPLESSIS, *Description historique et géographique de la Haute-Normandie*, t. II, p. 277 ; PORÉE, *Le monastère de Pental et l'église de Saint-Samson*, *Rev. cath. de Normandie*, 1924, pp. 9-10. L'enclave comprenait les quatre paroisses de Saint-Samson-sur-Risle, Saint-Samson-de-la-Rocque, Conteville et Le Marais-Vernier.

17. *Vita*, I, 58-59 (éd. FAWTIER, pp. 152-153). Les passages de la *Vie* de saint Samson concernant Pental ont été repris et amplifiés dans une autre *Vie*, que M. Fawtier appelle la rédaction *P* (*op. cit.*, pp. 11-16), écrite à Pental dans la seconde moitié du IX^e siècle, sans doute peu après 850 (*ibid.*, p. 15). Elle a été éditée par DOM PLAINE (*Vita antiqua sancti Samsonis*, *Anal. Boll.*, VI, 1887, pp. 77-150 ; le tirage à part de l'article contient trente-cinq pages de prolégomènes qui ne sont pas reproduits dans les *Analecta* et qui ne manquent pas de valeur, cf. FAWTIER, *op. cit.*, p. 3, n. 3). Sur l'expulsion du dragon et la fondation de Pental, cf. *Vita*, rédact. *P*, II, 8-9, éd. PLAINE, pp. 128-131.

18. « *Nam quodam tempore cum esset* (Samson) *in domo sua, in Romania...* » (*Vita*, I, 60, éd. FAWTIER, p. 154).

L'épisode du dragon mis à part, il n'y a pas lieu de rejeter le témoignage de la *Vita*. Les plus sceptiques eux-mêmes admettent la création de Pental par saint Samson¹⁹. Mais la question qui nous occupe n'est pas tant la fondation de Pental que l'origine du privilège qui s'y rattache. Si l'on admet, comme nous l'avons fait, l'épiscopat de saint Samson, le problème semble résolu : évêque-abbé à Dol, Samson l'est aussi à Pental, et l'évêque de Rouen, exclu dès le VI^e siècle, n'a plus jamais ressaisi la juridiction. Telle est l'explication traditionnelle, reprise, en dernier lieu, par M. Largillière²⁰.

On peut d'ailleurs arriver à la même opinion par un autre raisonnement. Si la création de l'enclave rouennaise ne remonte pas à saint Samson, de quand date-t-elle ? Elle est certainement antérieure aux environs de 850 puisque la rédaction *P* de la *Vie* de saint Samson, composée à cette époque par un moine de Pental, déclare que Samson a donné Pental à Dol *in subjectione usque in perpetuum*²¹. Cette « sujétion » existait donc vers 850, *terminus ad quem*²².

19. FAWTIER, *op. cit.*, p. 78. L'étude de la toponymie conduit à la même opinion. Deux des quatre églises composant l'exemption de Dol étaient dédiées au Saint, et les localités actuelles correspondantes s'appellent Saint-Samson-de-la-Rocque et Saint-Samson-sur-Risle. Or, c'est un fait constant en Bretagne que « les saints éponymes des paroisses sont bien les missionnaires qui les ont fondées » (LARGILLIÈRE, *op. cit.*, p. 216; cf. LOT, *Mél. d'hist. bret.*, pp. 204-205).

20. LARGILLIÈRE, *op. cit.*, p. 189, n. 28.

21. Voici d'ailleurs comment, selon l'auteur de la rédaction *P* (sur cette rédaction, cf. *supra*, n. 17), Pental est devenu dépendance de Dol; il y a eu deux donations : 1^o une donation de Chilbert à Samson : « *Rex vero Hilbertus, sanctum Sansonem... venerans, totum agrum illum a serpente devastatum... tradidit et in hereditatem perpetuam* » (II, 9, éd. PLAINE, p. 130); 2^o une donation de saint Samson à Dol : « *Sanctus vero Sanson illud monasterium in loco serpentis constructum, cui Pentale est vocabulum, loco primo sibi constructo, cujus nomen est Dol, licentia et permissione imperatoris Hilberti, in subjectione usque in perpetuum commendavit* » (*ibid.*, p. 131).

22. Le texte précité ruine l'hypothèse du chanoine PORÉE (*Rev. cath. de Norm.*, 1923, pp. 189-190), d'après laquelle l'enclave de Dol daterait seulement du XI^e siècle, voire du début du XII^e (Baudri de Bourgueil, archevêque de Dol, vient souvent en Nor-

Il faut chercher plus haut. Peut-on fixer l'origine du privilège à la période comprise entre 640 et 850? Plusieurs motifs s'y opposent qui, tous, gravitent autour de la même idée : le rattachement à l'église doloise d'un territoire de la basse Seine, avec libération totale de la juridiction du diocésain, constitue un privilège exorbitant ; il ne peut apparaître qu'à un moment où l'influence bretonne, dans cette région, a été au moins tolérée ; or, elle a été combattue pendant ces deux siècles.

Éliminons d'abord la période 750-850. On était en pleine réforme carolingienne, dont nous avons déjà noté les tendances²³ ; la réaction anti-bretonne fut si violente que les Francs, en 753, entreprirent une longue guerre contre la Bretagne qu'ils finirent par conquérir (799)²⁴. On a même prétendu, sans preuve, que « le premier effet des hostilités... fut nécessairement de chasser les Bretons de leur monastère de la basse Seine²⁵ ». C'est invraisemblable, puisqu'ils y étaient encore en 850. Du moins n'est-ce pas l'époque où ils auraient acquis leur privilège.

De 640 à 750, on pourrait penser que les circonstances s'y prêtaient : l'on sait à quel point les privilèges monastiques se sont développés en Gaule²⁶ ; mais le diocèse de Rouen fait précisément exception, à cause de l'attitude de l'évêque saint Ouen.

Nul ne fut plus favorable que saint Ouen à la création de monastères ; nul ne fut plus opposé à leurs privilèges. Béni, lorsqu'il était tout enfant, par saint Colomban en exode que ses parents avaient recueilli²⁷, saint Ouen, après avoir mené une vie brillante à la cour de Clotaire II

mandie et consacre, en 1129, les églises de Saint-Samson-sur-Risle et du Marais-Vernier (texte cité PORÉE, *ibid.*, p. 190, n. 4).

23. Cf. *supra*, pp. 7-8.

24. LA BORDERIE, *Histoire de Bretagne*, t. I, p. 432.

25. LA BORDERIE, *op. cit.*, I, p. 432, n. 3, cité FAWTIER, *op. cit.*, p. 54.

26. Cf. *supra*, pp. 5-7.

27. Le fait est rapporté par la *Vie* de saint Colomban (I, 26, M. G. H., *script. rer. mer.*, IV, p. 100) ; cf. VACANDARD, *Vie de saint Ouen*, p. 12.

et de Dagobert I^{er} ²⁸, fut élu évêque de Rouen en 640, sacré le 13 mai 641 ²⁹, et gouverna le diocèse pendant plus de quarante ans (641-684). Son épiscopat « ouvrit en quelque sorte pour le diocèse de Rouen l'ère des fondations monastiques ³⁰ »; Fontenelle (649 ou 650) ³¹, Jumièges (655) ³², Fécamp (vers 660) ³³, Pavilly ³⁴ et Monti-

28. VACANDARD, *op. cit.*, pp. 23-72.

29. VACANDARD, *op. cit.*, pp. 349-353.

30. VACANDARD, *op. cit.*, p. 155.

31. VACANDARD, pp. 160-168; LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, pp. III-XII.

32. VACANDARD, pp. 168-171.

33. La fondation de Fécamp nous est racontée par quatre textes : 1° la *Vita* (B) *Audoini*, III, 25-27 (AASS., août, IV, 815-816), écrite au début du IX^e siècle (LEVISON, M. G. H., *script. rer. mer.*, V, p. 548); 2° la *Vita* (B) *Wandregiseli*, 16-17 (AASS., juillet, V, 276-277) écrite au milieu du IX^e siècle (KRUSCH, *Script. rer. mer.*, p. 8); 3° La *Chronique du ms. 528*, 1-2 (AASS. O. S. B., saec. II, 974), écrite au XI^e siècle (cf. *infra*, p. 255); 4° la *Vie de saint Vaninge* (XI^e siècle), 1-6, *ibid.*, 972-973. Ces quatre textes nous disent que le comte Vaninge, voulant établir un monastère à Fécamp, s'adressa à saint Wandrille, qui y fit venir une abbesse du Bordelais, Hildemarque, avec quelques religieuses (cf. VACANDARD, *op. cit.*, pp. 206-208). A leur récit se mêlent des traits légendaires qui, joints au fait que ces textes sont d'époque tardive, rendraient sceptique sur leur véracité s'ils n'étaient corroborés par quatre autres textes dignes de foi : 1° La *Passio I^a Leudegarii*, écrite à la fin du VIII^e siècle (KRUSCH, *Script. rer. mer.*, V, 256), raconte que saint Léger, pourchassé par Ebroïn, qui lui avait fait crever les yeux et couper la langue, fut recueilli par le comte Vaninge, qui « le fit hospitaliser dans un monastère de vierges qu'il avait naguère fondé », où saint Léger resta deux ans (*Passio I^a*, 31-32, *ibid.*, p. 313) : c'est très certainement Fécamp; 2° d'ailleurs, la *Passio II^a Leudegarii*, 15 (pp. 336-338), écrite à la même époque (KRUSCH, pp. 257-258), raconte le même fait et ajoute le nom du monastère (*Fiscamnum*) et de l'abbesse (*Childmarca*), et, quelques raisons que l'on ait de se méfier généralement des additions de la *Passio II^a*, celles-ci sont recevables, y compris le nom d'Hildemarque, que l'auteur de la *Passio II^a*, Ursin, moine de Saint-Maixent, était bien placé pour connaître; 3° au surplus, le martyrologe hiéronymien contient la mention : « *In Fiscammo monastirio Childmarce abbatisse* » (AASS., nov., II, 1, p. 80) et le ms. qui la rapporte (*codex Weissenburgensis*), rédigé en 772, provient du monastère de Fontenelle (*ibid.*, p. xvi); 4° de Fécamp, saint Léger écrivit une lettre à sa mère Sigrada (M. G. H., *Epist. Mer. et Kar.*, I, 464), et cette lettre est d'environ 675 (*ibid.*). Aucune de ces sources ne permet de dater exactement la fondation de Fécamp, qui dut être antérieure de pas mal d'années à la venue de saint Léger (*condam*, dit la *Passio I^a*, p. 313), et qu'on peut approximativement situer aux environs de 660.

34. VACANDARD, pp. 208-210.

villiers (vers 684)³⁵, telles sont les principales abbayes créées, sous son impulsion, par les deux illustres abbés saint Wandrille et saint Philibert. A aucune d'elles, saint Ouen n'accorda le moindre privilège; il les maintint toujours étroitement sous son autorité³⁶, visitant fréquemment Fontenelle³⁷, et, lors de sa brouille avec saint Philibert, écartant celui-ci de son monastère de Jumièges et imposant aux moines, à deux reprises, un abbé pour le remplacer³⁸.

Saint Ouen, qui refusait la plus petite autonomie à des abbayes de son diocèse, gouvernées par des abbés qu'il avait lui-même appelés, aurait-il accordé à Pental, peuplé de moines bretons, l'exemption totale? C'est invraisemblable. Un texte va d'ailleurs nous montrer qu'il essaya, sans succès, d'y reconquérir son autorité.

La *Vie* de saint Germer³⁹ raconte que saint Ouen, qui

35. *Vita Filiberti*, 31 (*M. G. H., script. rer. mer.*, V, p. 600); cf. VACANDARD, p. 210.

36. Le fait a été souvent remarqué (Dom GOUGAUD, *Les Chrétiens celtiques*, p. 222; HAUCK, *op. cit.*, t. I, p. 312; HELEN ROBINS BITTERMANN, art. cité, pp. 236 et 245). Sur l'autorité qu'avait saint Ouen sur Philibert et Wandrille, qu'il réunissait fréquemment, cf. VACANDARD, *op. cit.*, p. 188.

37. VACANDARD, pp. 191-192.

38. Saint Ouen et saint Philibert, en fort bon termes jusqu'en 676, furent brouillés par Ebroïn, qui réussit à circonvenir saint Ouen sur le compte de son ami. Philibert, d'abord emprisonné à Rouen, dut quitter la Neustrie et se réfugia dans le diocèse de Poitiers. Il fut absent de Jumièges pendant huit ans (676-684). Les moines, qui avaient pris parti pour lui, ne voulaient pas lui élire de successeur; saint Ouen leur en imposa successivement deux, un moine dissident, nommé Chrodobert, qui mourut au bout d'un an, puis son propre archidiacre, Ragentram (VACANDARD, *op. cit.*, pp. 179-283, et 293, n. 1).

39. Il nous reste, de la *Vie* de saint Germer, deux recensions A et B. La première est connue par un ms. du XIV^e siècle, la seconde par trois mss., dont le plus ancien est du XI^e siècle, et c'est elle que Mabillon avait éditée (AASS. O. S. B., *saec. II*, pp. 475-482, repr. AASS., *sept.*, VI, pp. 698-703). Krusch a préféré et publié la recension A (*M. G. H., script. rer. mer.*, IV, pp. 626-633), plus concise et dont le vocabulaire et certains détails dénotent un auteur plus ancien ayant sans doute écrit peu avant 850, tandis que B daterait seulement du XI^e siècle (*ibid.*, pp. 626-627). D'ailleurs, quoique plus ancienne et généralement meilleure que l'autre, la recension A contient cependant quelques erreurs chronologiques qui obligent, contrairement à ce qu'on pensait autrefois (VACAN-

avait connu Germer à la cour de Dagobert et se l'était attaché, lui confia le monastère de Pental avec mission « d'y être abbé, pasteur des brebis et illuminateur des âmes ⁴⁰ ». Il paraît lui avoir tracé tout un programme de réforme : Germer, nous dit son biographe, « pressait chacun de méditer sur la loi de Dieu ⁴¹ ». Sa tâche n'était point facile; il y avait à Pental « une très grande multitude de moines » parmi lesquels de fort méchants qui, pour se débarrasser de leur abbé, tentèrent de le tuer en fixant dans son lit un couteau, pointe en l'air ⁴². Germer échappa à l'accident, mais, découragé, résolu de quitter Pental ⁴³.

Ce récit laisse entrevoir le véritable aspect du conflit qui obligea Germer à se démettre : les moines bretons ont secoué la tutelle de l'abbé franc; leur opposition — et il faut croire qu'elle était irréductible sinon saint Ouen n'aurait pas autorisé Germer à céder — empêcha l'évêque de ressaisir son autorité par le moyen d'un Abbé complaisant.

On discerne ici un épisode de la lutte qui opposait l'Eglise celtique aux Eglises franque et saxonne. Cette lutte était alors particulièrement violente outre-Manche, où la haine des races s'ajoutait au différend religieux. Les moines celtes, au début du VII^e siècle, avaient refusé leur concours à saint Augustin de Canterbury, chargé par Grégoire le Grand d'évangéliser les Saxons; leur attitude

DARD, *op. cit.*, p. 157, n. 2), à n'utiliser le texte qu'avec prudence (KRUSCH, *ibid.*, p. 627).

40. *Vita*, 8 (éd. KRUSCH, p. 630) : « *Ad iussionem autem regis sanctus Audoenus tonsoravit eum et dedit ei Panthalam monasterium precepitque ei ut ibi abbas esset et pastor ovium et illuminator animarum.* »

41. *Vita*, 9 (*ibid.*, p. 630) : « *... promonebat unumquemque ut in lege Dei meditentur.* »

42. *Vita*, 10 (*ibid.*, p. 630).

43. *Vita*, 11 (*ibid.*, pp. 630-631). Sur toute l'histoire de saint Germer à Pental, cf. VACANDARD, *op. cit.*, pp. 156-160. Aucun texte ne nous renseigne sur l'histoire de Pental aux VIII^e et IX^e siècles; nous montrerons plus loin (p. 25, n. 46) qu'on ne peut faire aucun fond sur le passage de la *Vita Ansberti*, allégué par DUINE (*Ann. de Bret.*, XXVIII, 1913, p. 347, n. 2).

avait provoqué « des conflits constants entre les deux obédiences » et leur emprise, particulièrement grande de 635 à 664, fut anéantie cette année-là par le concile de Whitby, qui se prononça pour les usages romains. Théodore de Tarse, envoyé peu après par le pape (668), écarta définitivement l'Église anglaise des voies celtiques où elle avait failli s'engager⁴⁴. Il n'est pas impossible, vu les rapports fréquents qui reliaient le continent aux îles⁴⁵, que ces luttes insulaires aient eu leur répercussion dans le diocèse de Rouen, qui n'en est pas très éloigné, et qu'elles aient inspiré saint Ouen dans sa réaction contre les tendances bretonnes et contre les privilèges monastiques. Ceux-ci ne devaient être favorisés par ses successeurs que beaucoup plus tard⁴⁶.

44. Dom CABROL, *L'Angleterre chrétienne avant les Normands*, pp. 71-138 ; HUMBERT, art. *Angleterre*, II, *Dict. d'histoire et de géographie ecclésiastiques* ; DUCHESNE, *op. cit.*, pp. 611-623 ; HALPHEN, *Les Barbares*, pp. 195-197 ; LOT, PFISTER et GANSHOF, *op. cit.*, pp. 694-698.

45. Rouen était l'un des deux principaux ports par où se fit le trafic commercial avec la Grande-Bretagne (LOT, PFISTER et GANSHOF, *op. cit.*, p. 355).

46. Les successeurs immédiats de saint Ouen, jusqu'au milieu du VIII^e siècle, sont assez peu connus (DUCHESNE, *Fastes*, II, pp. 207-208). Suivant l'exemple de saint Ouen, il n'ont accordé aucun privilège aux abbayes à une époque où, cependant, l'exemption s'était beaucoup développée (*supra*, pp. 5-7). La seule exception serait un acte du synode de Rouen accordant, au temps de l'évêque Ansbert (684-692 ou 693), la libre élection de l'abbé au monastère de Fontenelle dont Ansbert avait été abbé (678 ?-684). Le texte est rapporté par la *Vie d'Ansbert* (*Vita Ansberti*, 18, M. G. H., *script. rer. mer.*, V, pp. 630-632 ; LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, Analyse des actes..., n° 16, p. 7). Mais l'authenticité de cet acte est loin d'être certaine ; on peut faire valoir contre elle : 1° le titre d'*archiepiscopus* donné à Ansbert dans la souscription ; ce terme n'apparaît qu'au milieu du VIII^e siècle (CHÉNON, *De l'apparition du mot « archiepiscopus » dans les textes franks*, *Bull. des Antiq. de France*, 1916, pp. 150-159) ; 2° la date : l'année 682 correspond bien à l'indiction 10, mais pas à la seizième année du règne de Thierry III (aussi l'éditeur, M. Levison, a-t-il proposé de dater 688-689) ; d'autre part, en 682 saint Ouen vit toujours et Ansbert n'est pas encore évêque de Rouen ; 3° l'acte fait allusion à quatre diplômes royaux de Clovis II, Clotaire III, Childéric II et Thierry III ; or, « aucun de ces diplômes, à supposer qu'ils aient existé, n'a été conservé » (LOT, *op. cit.*, p. 7, n. 5), et, ce qui est encore plus grave, un diplôme de Chilpéric II (716 ; publ. LOT, *op. cit.*, pp. 26-28), qui a un tout autre objet que la

Quoi qu'il en soit, l'enclave rouennaise de Dol remonte très vraisemblablement à une époque antérieure à 640 et par conséquent voisine, à quatre-vingts ans près⁴⁷, du temps de saint Samson. Pourquoi, dès lors, ne pas admettre qu'elle date de saint Samson lui-même ? Il n'y a pas, semble-t-il, de bonnes raisons pour croire le contraire, encore que l'incertitude des sources contraigne, malgré tout, à garder une réserve.

L'exemption monastique, apparue au VI^e siècle dans la province de Rouen sous la forme très spéciale d'une colonie de moines bretons conservant leur statut propre, allait cesser, pendant plusieurs siècles et pour des raisons déjà dites, de s'y étendre. Il n'y en a plus trace jusqu'à l'époque des invasions normandes qui, dans la seconde moitié du IX^e siècle, détruisirent les monastères de la province. Ceux-ci, dans la première phase de leur histoire, ont toujours été soumis, sauf l'exception d'un seul d'entre eux, à la juridiction de l'évêque diocésain⁴⁸.

libre élection de l'abbé, prétend, lui aussi, confirmer des diplômes des mêmes quatre rois; la coïncidence est au moins troublante. On peut également faire observer que la *Vie* d'Ansbert a été écrite à la fin du VIII^e ou au début du IX^e siècle (LEVISON, introd. à l'édit., *ibid.*, p. 615), et que l'acte correspond beaucoup plus aux privilèges de cette époque qu'à ceux de la fin du VII^e siècle (cf. *supra*, pp. 5-8). D'autre part, M. Levison remarque que certaines mentions des souscriptions « ne conviennent pas aux actes synodaux du royaume mérovingien » (p. 631, n. 2). Il y a lieu, malgré Mgr Duchesne (*Fastes*, II, p. 207) et Vacandard (*op. cit.*, p. 353), d'être sceptique sur l'authenticité de ce texte.

47. Il est d'ailleurs impossible de fixer une date précise à la mort de saint Samson. La Borderie (*Histoire de Bret.*, I, 561) et Duine (*Histoire... de Dol*, p. 239) la plaçaient vers 565; la souscription probable du saint au concile de Paris, tenu entre 556 et 573, fait pencher pour une date en effet voisine de celle-là.

48. Il ne saurait être question, bien entendu, d'utiliser ici les quatre bulles des papes Vigile (537-555), Grégoire le Grand (590-604), Martin I^{er} (649-653), et Léon II (682-683), relatives à l'abbaye Saint-Ouen de Rouen. Ce sont des faux grossiers et maladroits fabriqués au XII^e siècle par les moines de Saint-Ouen pour s'en faire des titres aux privilèges de leur abbaye (*infra*, p. 214).

CHAPITRE II

L'EXEMPTION DE FECAMP AU DEBUT DU XI^e SIECLE

C'est au milieu du X^e siècle que commença, en Normandie, la restauration des monastères détruits au IX^e. Vers 940, arrivaient à Jumièges deux moines venus d'Haspres, au diocèse de Cambrai, où s'était réfugiée l'ancienne congrégation : le duc Guillaume Longue-Épée leur adjoignit douze moines et l'abbé de Saint-Cyprien de Poitiers, et l'abbaye fut ainsi rétablie¹. Vingt ans plus tard, c'était le tour de Fontenelle; venant de Saint-Pierre de Gand, où l'on conservait les vestiges de ce monastère, un religieux, appelé Mainard, groupait quelques moines au lieu même de l'ancien établissement (961)².

L'entrée de Mainard en Normandie marque une date importante. On atteignait l'époque où le duché, qui s'était constitué au cours des cinquante années précédentes, allait s'organiser³; Mainard y introduisit les méthodes de réforme de Gérard de Broigne, qui venait de rénover les abbayes de Flandre et de Lorraine⁴, exerçant, par l'intermédiaire de saint Dunstan, son influence jusqu'en An-

1. DUDON DE SAINT-QUENTIN, éd. LAIR, pp. 200-201; GUILLAUME DE JUMIÈGES, III, 7, éd. MARX, pp. 38-39; cf. PRENTOUT, *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin*, pp. 330-333, et la note de MARX, *op. cit.*, p. 38, n. 1.

2. LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, pp. XLIII-XLIV; PRENTOUT, *op. cit.*, p. 403.

3. Prentout voit le changement à partir de 965 (*op. cit.*, p. 389).

4. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, I, pp. 74-75.

gleterre⁵. En 966, le duc Richard I^{er} plaçait Mainard à la tête du Mont-Saint-Michel⁶, voulant que l'esprit nouveau gagnât les confins du duché⁷. Il ne pouvait indiquer plus nettement toute l'importance qu'il accordait au monachisme⁸.

Est-ce à dire que nous allons déjà rencontrer l'exemption ? Pas encore. L'un des traits de la réforme de Gérard

5. La réforme anglaise fut particulièrement active sous le règne d'Edgar (959-975). Saint Dunstan y joua un rôle de premier plan ; abbé de Glastonbury dès 940, il avait déjà entrepris de réformer son monastère, mais fut exilé, en 956, par le roi Edwig (956-959), et fit un long séjour à Saint-Pierre de Gand et à Fleury-sur-Loire. Revenu en Angleterre, il devint archevêque de Canterbury (959-988) ; poussé par Edgar et secondé par Oswald (évêque de Worcester, puis archevêque d'York) et par Ethelwold (abbé d'Abingdon, puis évêque de Winchester en 963), il uniformisa l'observance des monastères et propagea la « *Concordia regularis* », coutumier monastique rédigé, sous son inspiration, avec le concours des moines de Gand et de Fleury. Cf. ROBINSON (*The times of St Dunstan*, Oxford, 1923), et STUBBS (*Hist. constitutionnelle*, I, pp. 296-300), qui a publié les textes relatifs à Dunstan (*Memorials of Saint Dunstan, Rolls series*, t. LXIII, 1874) ; sur la *Concordia regularis*, outre Robinson (*op. cit.*, pp. 143-158), voir DE VALOUS, *op. cit.*, I, p. 18 ; voir aussi STENTON, *The early history of the abbey of Abingdon*, Oxford, 1913, qui a montré le rôle capital joué par Ethelwold dans l'élaboration et la diffusion de la *Concordia regularis*.

6. LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, p. XLV ; PRENTOUT, *op. cit.*, p. 403.

7. SACKUR (*Die Cluniacenser*, t. II, p. 44) a même conjecturé, sans preuves suffisantes, que Richard I^{er} aurait eu l'intention de placer toutes les abbayes normandes sous le gouvernement de Mainard ; Prentout en a douté (*op. cit.*, p. 403, n. 3), et il y a lieu de rejeter cette hypothèse qui repose sur le fait inexact que Mainard aurait été abbé de Saint-Ouen (ORD. VITAL, III, 1, éd. LE PRÉVOST, II, 9, est invoqué à tort par SACKUR, *ibid.*, n. 2, et ROBERT DE TORIGNI, dans la liste qu'il donne des abbés de Saint-Ouen, *De imm. ordinis monachorum*, éd. DELISLE, II, p. 193, ne cite pas Mainard). D'autre part, Mainard, une fois devenu abbé du Mont-Saint-Michel, cessa d'être abbé de Saint-Wandrille, où sa réforme périlclita (LOT, *Études critiques...*, p. XLV, et G. CH., XI, 176), ce qui serait incompatible avec la conjecture de Sackur. Cf. note suivante.

8. C'est à la réforme de Mainard qu'il faut rattacher la restauration de l'abbaye Saint-Ouen de Rouen, qui eut lieu sous Richard I^{er} (DUDON, éd. LAIR, p. 290 ; GUIL. DE JUMIÈGES, IV, 19, éd. MARX, p. 69 ; ROBERT DE TORIGNI, *Chronique*, éd. DELISLE, I, 29). Le premier abbé fut Hildebert (R. DE TORIGNI, *De imm. ordinis monachorum*, éd. DELISLE, II, 193), qui mourut en 1006 (*Ann. du Mont-Saint-Michel*, éd. DELISLE, *ibid.*, II, 219, etc...).

de Broigne, c'est qu'elle est faite, sinon toujours par les évêques, comme en Angleterre, du moins d'accord avec eux, jamais contre eux⁹. Elle n'a donc pas cherché à exempter les monastères, et c'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles son succès n'a pas été plus durable¹⁰.

D'ailleurs, la tentative de Mainard était prématurée en Normandie; elle n'y eut pas de portée profonde¹¹. C'était inverser l'ordre que de vouloir restaurer les monastères avant les évêchés, et, Rouen et Évreux mis à part, ceux-ci demeuraient désorganisés depuis plus d'un siècle. Les évêques de Coutances siégeaient à Rouen¹² et les listes épiscopales des autres diocèses accusent une lacune jusqu'à la fin du X^e siècle¹³; leurs titulaires ne repaissent qu'en 990, où ils assistent à la dédicace de l'église de Fécamp.

C'est une magnifique église que Richard I^{er} décida d'é-

9. FLICHE, *op. cit.*, I, p. 75.

10. La soi-disant bulle de Jean XIII (965-972) accordant aux moines du Mont-Saint-Michel la libre élection de l'abbé (« ... *ipsique monachi de suis sibi eligant pastorem*, G. Ch., XI, *instr.*, c. 106, JAFFÉ, 3757) est un faux certain, fabriqué probablement en 1058-1060 lors d'un conflit qui mit aux prises, au sujet de l'élection de l'abbé, les moines et le duc de Normandie. Quant à l'acte authentique de Lothaire, du 7 février 966, refait et interpolé, en ce qui concerne la mention de la bulle fausse, à la même époque (1058-1060), il n'accorde aucun privilège et confirme seulement la réforme accomplie par Mainard (HALPHEN et LOT, *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V*, n° xxiv, pp. 53-57, surtout p. 53, n. 1).

11. Sitôt après le départ de Mainard (966), l'abbaye de Saint-Wandrille tomba dans l'anarchie, dont elle ne sortit qu'au début du XI^e siècle (LOT, *Études critiques...*, p. xlv). La réforme de Mainard ne fut durable qu'au Mont-Saint-Michel, qu'il gouverna jusqu'à sa mort, en 991 (G. Ch., XI, c. 513-514), et surtout à Saint-Ouen de Rouen (cf. *supra*, n. 7, 8 et 10).

12. *Chronique du Livre Noir* (XI^e s.), G. Ch., XI, c. 217-218.

13. G. Ch., XI, c. 474 (Avranches), 679 (Sées), 765 (Lisieux). A Bayeux, l'interruption est moins longue; en 933 environ, on trouve un évêque de Bayeux, Henri, baptisant Richard I^{er} (DUDON, éd. LAIR, pp. 191 et 219), mais Prentout se demande s'il résidait bien dans sa ville épiscopale (*op. cit.*, p. 411). Sur tout ce passage, cf. PRENTOUT, *op. cit.*, pp. 410-411. Prentout a également noté que, par une singulière méprise, le diplôme de Lothaire pour le Mont-Saint-Michel (966) déclare que le Mont est situé dans le diocèse de Rouen (... *sanctae Rotomagensis aecclesiae... ad cujus diocesisim pertinet jamdictus locus*, éd. HALPHEN et LOT, p. 56).

difier à l'emplacement de l'ancienne abbaye de Fécamp¹⁴ et qu'il fit consacrer en grande pompe le 15 juin 990¹⁵. Située tout à côté du palais qui était devenu, dès le temps de Guillaume Longue-Épée, le séjour préféré des ducs, elle devait, dans sa pensée, devenir l'un des principaux centres religieux de Normandie. Il en fit provisoirement une collégiale de douze chanoines, mais ce n'était qu'une pierre d'attente et il visait beaucoup plus haut. Il demanda à saint Mayeul, le célèbre abbé de Cluny, d'établir à Fécamp des moines de son obéissance. Une transformation de collégiale en monastère était d'ailleurs tout à fait dans les tendances de l'époque¹⁶ et ce ne fut

14. DUBON, éd. LAIR, p. 291; cf. VALLÉRY-RADOT, *L'église de la Trinité de Fécamp (Petites monographies...)*, pp. 9-10.

15. *Chronique du ms. 528*, 9 (texte, *infra*, p. 52, n. 30; sur cette chronique, cf. *infra*, p. 255). Le *Chronicon sancti Stephani Cadomensis* donne 989 (éd. DUCHESNE, *Normanniae Scriptores*, p. 1017; éd. GILES, p. 165) et SACKUR (*op. cit.*, II, p. 44) a proposé cette date, mais il faut, avec PRENTOUT (*op. cit.*, p. 405), adopter 990, quoique HASKINS ne se soit pas prononcé (*Norman institutions*, p. 252). Les quatorze évêques étaient les sept de la province et sept autres venus des provinces voisines (*Liber de Revelatione*, 16; MIGNE, CLI, c. 717, cap. xv).

Il semble, d'après DUBON (*ibid.*, pp. 290-291), qu'avant l'église édifiée par Richard I^{er} et consacrée en 990, Guillaume Longue-Épée en avait élevé une première, beaucoup plus petite, au même emplacement; la *Chronique du ms. 528*, 6-7 (éd. PONCELET, *Annal. Boll.*, XXIII, 1904, pp. 252-253, et le *Liber de Revelatione*, 10 (éd. LANGFORS, pp. 25-26, MIGNE, CLI, 713-714), le disent formellement, ajoutant à la relation de ce fait qui paraît vraisemblable des légendes qui ne le sont pas. Il est possible aussi que Guillaume Longue-Épée, restaurant l'église de Fécamp, y ait rétabli des religieuses en souvenir de l'ancien monastère mérovingien; celles-ci seraient restées jusqu'après la consécration de 990; la tradition, qui le voulait ainsi (cf. *Histoire versifiée de l'abbaye...*, v. 880 et 890, éd. LANGFORS, pp. 98-99), trouve un appui dans le diplôme de Richard I^{er} du 15 juin 990 (« *in hoc monasterio* », *infra*, pièce just. n° 1, p. 292); on ajoutait même que les religieuses, parties de Fécamp peu après 990, avaient été transférées à Montivilliers (?) (FALLUE, *Histoire de l'abbaye de Fécamp*, Rouen, 1841, pp. 79-80).

16. Ainsi saint Mayeul, à la demande d'Eudes I^{er} de Blois, avait remplacé à Marmoutier, entre 980 et 985, les chanoines par des moines clunisiens (MARTÈNE, *Histoire... de Marmoutier*, I, pp. 200-203, « environ l'an 982 »; P. LEVÊQUE, *Trois actes faux ou interpolés en faveur de l'abbaye de Marmoutier...*, B.E.C., LXIV, 1903, pp. 75-78). C'est d'ailleurs ce qui s'était produit au Mont-Saint-Michel, en 966, lors de l'arrivée de Mainard (G. CH., XI, c. 513), et en Angleterre, lors de la réforme de Dunstan, notamment à

point là l'écueil qui fit échouer le projet. Mais saint Mayeul posa comme condition que la taxe appelée panage¹⁷ serait concédée au monastère sur toutes les forêts normandes ; c'était une importante source de revenus pour le duc, qui ne consentit point à en être privé¹⁸.

Quelques années plus tard, en 1001, Richard II (996-1026) reprit les desseins de son père. Il s'adressa non pas à Cluny, mais au fameux abbé de Saint-Bénigne de Dijon, Guillaume de Volpiano. Guillaume, issu d'une grande famille italienne, avait suivi à Cluny saint Mayeul, dont il était devenu l'un des disciples préférés. Désigné par lui comme abbé de Saint-Bénigne, il fut, pendant les quarante années de son abbatiat (990-1031), l'un des plus grands propagateurs du monachisme clunisien, et finit par gouverner « près de quarante monastères et plus de douze cents moines¹⁹ » : Bèze et Molesme, Gorze et Saint-Epvre de Toul, Saint-Germain-des-Prés, Fruttuaria, telles sont, dans des régions très diverses, les

Ely (DUGDALE, I, 470). La chose fut courante au XI^e siècle; on en trouve notamment des exemples en Angleterre sous le règne de Cnut (Bury-St-Edmunds, 1020, *Chronique de St Benet's Hulme*, DUGDALE, III, p. 135; cf. GOODWIN, *The abbey of St-Edmundsbury*, pp. 4-5; Saint-Pierre-de-Gloucester, 1022, *Historia et Chartularium... Gloucestriae*, éd. HART, *Rolls series*, XXXIII, t. I, p. 8); et, en France, aussi bien dans les régions du sud : à Condom, en 1011 (*G. Ch.*, II, *instr.*, 437-439), qu'en Normandie (Troarn, vers 1050, SAUVAGE, *L'abbaye Saint-Martin de Troarn...*, p. 17; Saint-Sauveur-le-Vicomte, vers 1080; Bellême, en 1092), etc...

17. Redevance exigée en échange de la faculté de faire paître les porcs dans les forêts.

18. *Vita S. Maioli*, AASS. O.S.B., *saec. V*, p. 776; *Liber de Revelatione*, éd. MABILLON, AASS. O.S.B., VI, I, p. 353, c. 15; éd. LANGFORS, pp. 32-33, c. 18; MIGNE, *CLI*, 718-719, c. 17; cf. PRENTOUT, *op. cit.*, pp. 405-406. La question du panage ne fut probablement pas la seule raison qui amena saint Mayeul à rejeter l'offre de Richard I^{er}. En 989, lorsque le comte Bouchard avait demandé à Mayeul d'envoyer des moines réformer Saint-Maur-des-Fossés, l'abbé avait tout d'abord refusé, alléguant la région trop lointaine où était située l'abbaye des Fossés (*Vita Burchardi*, *H. Fr.*, X, 352 : « *Valde enim laboriosum nobis est, dit saint Mayeul, exteras atque incognitas adire regiones* »). Évidemment, Fécamp était encore plus loin. (Sur saint Mayeul, cf. CHAUME, *Orig. du duché de Bourgogne*, I, p. 462.)

19. RAOUL GLABER, *Vita S. Guillelmi*, 24 (AASS. O.S.B., *saec. VI*, I, p. 331).

principales abbayes qui vécurent sous son obédience²⁰. Fécamp s'ajoute à la liste, et l'action de Guillaume en Normandie est le fait capital de l'histoire religieuse du duché dans la première moitié du XI^e siècle.

Ce n'est pas, d'ailleurs, qu'il n'y soit venu sans beaucoup d'hésitations. Le paganisme était encore fortement ancré en Normandie, et une récente révolte de paysans, au début du règne de Richard II, prouvait que ce n'était pas un pays de tout repos²¹. Guillaume commença par refuser l'offre que lui faisaient les envoyés ducaux²². Mais Richard, qui sentait la nécessité de la réforme, insista tant et si bien qu'il finit par accepter et vint à Fécamp avec douze moines (1001)²³.

L'œuvre monastique qu'il venait entreprendre n'était réalisable que si Fécamp, qui allait en être le centre, était exempt. Guillaume, s'il croyait trouver des raisons de craindre la cruauté des ducs normands²⁴, en avait de bien plus sérieuses encore de se méfier de l'archevêque de Rouen, Robert (989-1037), frère de Richard II : le moins qu'on puisse dire de ce personnage est qu'il ne

20. RAOUL GLABER, *Vita S. Guillelmi* (AASS. O.S.B., saec. VI, I, pp. 320-334); cf. SACKUR, *op. cit.*, I, pp. 257-269; GAFFAREL, *L'Abbé Guillaume de Saint-Bénigne de Dijon* (Rev. de Bourgogne, 1913, pp. 297-314); CHAUME, *Les orig. du duché de Bourgogne*, I, p. 468; W. WATKINS, *William of Dijon. A monastic Reformer of the early XIth century* (Downside Review, LII, 1934, pp. 520-544).

21. GUILLAUME DE JUMIÈGES, V, 2, éd. MARX, pp. 73-74; cf. PRENTOUT, *Le règne de Richard II, Mém. de l'Acad. de Caen*, V (1929), pp. 61-66.

22. « Nous avons entendu dire, leur répondit-il, que les ducs normands, hommes barbares et farouches, démolissaient les temples saints plutôt qu'ils ne les édifiaient, détruisaient et chassaient les saintes congrégations de religieux plutôt qu'ils ne les rassemblaient et ne les nourrissaient; retournez donc auprès de votre duc et répondez-lui que nous ne sommes pas du tout prêts à réaliser ce projet » (*Liber de Revelatione*, référence note suivante).

23. RAOUL GLABER, *Vita S. Guillelmi*, 13, *ibid.*, p. 327; *Liber de Revelatione*, éd. MABILLON, AASS. O.S.B., VI, I, p. 353, c. 21; LANGFORS, p. 36, c. 20; MIGNÉ, CLI, 721, c. 19; *Chronique de Saint-Bénigne*, éd. BOUGAUD, p. 156. La date 1001 est donnée par le *Chronicon Fiscannense* (MIGNÉ, CXLVII, c. 479), le *Chronicon Rothomagensis* (LABBE, *Bibl. nova*, I, 366).

24. Cf. *supra*, n. 22.

valait pas mieux que beaucoup de prélats de son temps, et les chroniqueurs qui en ont parlé l'ont dépeint sous d'assez tristes couleurs²⁵. Mais, pour que Fécamp obtînt l'exemption, le concours ducal était nécessaire.

Une circonstance servit les desseins de Guillaume. En 1003 s'ouvrait la guerre de succession de Bourgogne. Richard II partit en campagne avec Robert le Pieux, dont il fut même le meilleur auxiliaire. A deux reprises, en 1003 et en 1005, il est avec lui sous les murs d'Auxerre²⁶. Il se trouve ainsi transporté en plein cœur du pays où Cluny propage son influence et développe l'exemption, inscrite à son programme depuis quelques années²⁷. Il se lie d'amitié avec le roi, favorable à l'exemption²⁸ : peut-être même était-il présent le jour où Robert le Pieux accorda au monastère de Saint-Germain d'Auxerre un diplôme qui le libérait « de toute domination épiscopale²⁹ ».

25. « ... Carnis fragilitatē superatus, quamplures filios procreavit » (*Historia archiepiscoporum Rothomagensium*; MARTÈNE, *Vet. script. coll. nova*, II, pp. 239-240) ; en fait, il eut trois fils, que nomme ORDÉRIC VITAL, V, 9 (éd. LE PRÉVOST, II, 365 ; Robert de Torigni, dans ses additions à Guillaume de Jumièges, ne cite que les deux premiers, éd. MARX, p. 293) ; en même temps qu'archevêque de Rouen, il était comte d'Evreux. Sur ses vieux jours, il s'amenda et mena une vie plus digne. Voir encore, GUIL. DE MALMESBURY, *Gesta regum...*, II, 178 ; éd. STUBBS, I, 211, et *G. Ch.*, XI, 26-28. Voir aussi PRENTOUT, *Histoire de Guillaume le Conquérant*, loc. cit., pp. 75-76.

26. PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, pp. 256-259 ; CHAUME, *Les origines du duché de Bourgogne*, I, pp. 474-479.

27. Cf. *supra*, pp. 10-12.

28. Robert le Pieux soutient l'exemption de Fleury (FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, I, 323). Cf. aussi note suivante.

29. *H. Fr.*, X, 579-580 (PFISTER, *op. cit.*, p. LXVIII, catal. n° 23 ; NEWMAN, *Catalogue des actes de Robert II*, n° 35, p. 44) : « ... nullusque episcopus vel aliquis ex episcopalibus ministris ibidem aliquid praesumat exercere iudicium... Concedimus etiam eidem congregationi eligendi abbatem sibi licentiam secundum regularem institutionem, alio decedente. Et ut nullo unquam tempore sub alicujus episcopi dominatione redigantur et nullus episcopus ipsam abbatiam a regia celsitudine exquirere et ipsos monachos sollicitare aut inquietare,... interdicimus. » Ce diplôme, nécessairement postérieur à 1002 et antérieur à 1010, daté d'Auxerre, est sans doute contemporain (*eodem circiter tempore*, dit la *G. Ch.*, XII, 366) de l'un des deux sièges d'Auxerre (1003 et 1005),

Les moines de Fécamp n'allaient pas tarder à bénéficier du voyage ducal. Une fois la première phase de la guerre terminée par la prise d'Auxerre (1005), le premier soin de Richard II, revenu en Normandie, fut d'inviter Robert le Pieux à Fécamp, où les deux princes, réunis le 30 mai 1006, accordèrent l'exemption à l'abbaye.

Le diplôme du duc et celui du roi, qui confirme le premier et dont les clauses, parfois identiques, ne diffèrent guère, reconnaissent au monastère : 1° l'autonomie temporelle et la libre administration des biens; 2° la liberté d'élection de l'abbé, qui sera consacré suivant l'usage de Cluny; 3° l'interdiction faite à qui que ce soit d'exercer sur l'abbaye aucun « droit de domination », expression assez vague, mais qui, par son imprécision même, pouvait favoriser les interprétations les plus favorables aux moines³⁰.

plus probablement du second, qui aboutit à la prise de la ville. C'était d'ailleurs l'opinion de PETIT (*Histoire des ducs de Bourgogne*, I, p. 81 et n. 2), rapportée par NEWMAN, *loc. cit.*, p. 44, n. 1.

30. Le diplôme de Richard II (30 mai 1006), dont l'original, conservé au musée de la Bénédictine de Fécamp, est reproduit par HASKINS (*Norman institutions*, pl. 1), est publié par cet auteur, *op. cit.*, pp. 253-255 : « *Hec predicto loco perpetualiter habenda concedo, igitur tam horum quam eorum que a patre meo tradita sunt, omnis ordinatio exterius et interius in abbatis sibi subsectorum consistat arbitrio, undeque eorum dispositioni resistat persona nulla parva vel magna cujuscumque officii dignitatisve. Et, non solum in rerum ordinatione iusticia (?) sed in restituendi abbatis electione, ubi morte subtractus fuerit, a nobis iuste collata utantur libertate, ita dumtaxat ut, in ipsa electione vel ordinatione abbatis, illa per omnia servetur consuetudo quae hactenus in Cluniaco cenobiorum servata est illustrissimo, unde fons sanctae monastice religionis, per multa iam longe lateque derivatus loca, ad hunc usque Deo profluit propicio... Nulli ordini, dignitati, potestati hereditarieque successioni relinquere superidem (monasterium) ius decrevimus dominationis; ita si a iam cepta, quod absit, deviaverit rectitudine, nulli illud in pristinum reformanti mercedem denegamus recuperationis sed et nostrorum super his decretorum invasores, violatores sive destructores, nisi emendaverint, non evadere se sciant maledictionem Dei... »*

Le diplôme de Robert le Pieux (30 mai 1006), dont nous avons eu la bonne fortune de retrouver l'original ou une copie figurée très ancienne au musée de la Bénédictine de Fécamp (cf. planche I et Appendice II, *infra*, p. 247), a été publié par G. Ch., XI, *instr.*, 8-9. (l'édition des *Ann. O.S.B.*, IV (1707), 185, et *H. Fr.*, X, 587-588. n'est que fragmentaire) : « *Haec et omnia quae data sunt*

On ne voit pas bien d'ailleurs, avec de telles formules, quels droits l'archevêque de Rouen pouvait espérer conserver dans le monastère. Au temporel il ne lui restait rien, et au spirituel pas beaucoup plus : le pouvoir de coercition n'était guère compatible avec la clause prohibant toute domination extérieure, et moins encore avec celle du diplôme royal déliant les moines de « toute sujétion dans l'ordonnance des choses ecclésiastiques et séculières ». Quant au pouvoir d'ordre, l'assimilation à Cluny pour la consécration de l'abbé l'annulait sur un point capital, puisque, depuis 998 ou 999, l'abbé de Cluny s'adressait, à cet égard, à l'évêque de son choix³¹.

Cette référence à Cluny donne aux deux textes toute leur originalité; elle augmente aussi leur portée historique. Sans elle, ils ne présenteraient pas grande différence avec beaucoup d'actes du même temps. Les clauses sur la « domination » ou la liberté d'ordonnance sont fréquentes³² et rappellent, d'ailleurs, certaines tournures des privilèges du VII^e siècle³³. Au contraire, l'assimila-

ab ipso comite, vel a patre illius, vel a nostra largitione collata sunt, vel a quocumque fideli huic loco deinceps fuerint conferenda, sancimus, corroboramus iusteque decernentes permittimus secundum proprii rectoris arbitrium regulari more cuncta esse disponenda sine contradictione, impeditione vel oppensione cuiuscumque regis, ducis, pontificis, comitis, vicecomitis, magnae parvaeque personae, quacumque dignitate, officio sive ordine, in aecclesiasticis mundanisve rebus occupatae, perfunctae seu quavis occasione alicuius ministerii praefectae. In omnibus ergo et per omnia sit ab omni subiectionis impedimento huius loci congregatio Christo sub suo militans gubernatore adeo libera ut quaeque cuiuscumque sibi congruentis negotii necessaria in aecclesiasticis vel mundanis ordinationibus seu dispositionibus, ei prospicere, expetere, atque a quocumque vel ubicumque adquirere, ipsisque libere sine cuiuspiam contradictione, uti omni liceat tempore. In abbatis autem electione, ordinatione, sive consecratione, illa apud istos consuetudo sequatur, quae hactenus in Cluniaco cœnobiorum servata est illustrissimo... Nulli ordini, dignitati, potestati hereditarieque successioni, nostrae quin immo maiestati super idem ius relinquere decrevimus dominationis. » Les doutes récemment élevés par M. NEWMAN (Catalogue des actes de Robert II, n° 26, pp. 32-33) sur l'authenticité de ce document ne sont pas fondés (cf. Appendice II).

31. Texte indiqué *supra*, p. 11, n. 64.

32. Nombreux exemples dans STENGEL, *Die Immunität in Deutschland bis zum Ende des XI^{ten} Jahrhunderts*, pp. 368-390.

33. *Supra*, pp. 5-7.

tion à Cluny pour un monastère qui, juridiquement, n'en dépendait pas, est une innovation, peut-être un exemple unique.

Elle est aussi un indice tout à fait remarquable des desseins qui s'attachaient à la venue de Guillaume de Volpiano. Avec lui, « c'est Cluny, son esprit, sa réforme qui vont s'introduire en Normandie et réformer l'Église normande³⁴ ». Pour le démontrer, Prentout prenait comme exemples la liturgie, l'archéologie, l'observance monastique. On peut ajouter l'exemption, où la volonté d'imiter Cluny est formellement exprimée dès 1006.

Mais à côté des signes qui rattachent l'exemption de Fécamp à Cluny, il y a ceux qui l'en séparent. C'est par une bulle de pape que Cluny avait obtenu l'exemption, et lorsque Guillaume de Volpiano se préoccupa de faire exempter ses monastères de Bourgogne et d'Italie, c'est au pape qu'il s'adressa : en décembre 1006, l'année même des diplômes de Fécamp, il obtenait de Jean XVIII, pour Fruttuaria, un privilège dont les clauses, d'ailleurs, n'étaient pas sans analogie avec celles de Fécamp, protection romaine mise à part³⁵; de même, en 1012, pour Saint-Bénigne de Dijon³⁶.

34. PRENTOUT, *Le règne de Richard II...*, Mém. Acad. Caen, nouv. sér., V, 1929, p. 89.

35. MIGNE, CXXXIX, 1485 (JAFFÉ, 3950) : « *Decernimus... idipsum praefatum... monasterium... sub patrocinio et tuitione sanctae Romanae et apostolicae matris ecclesiae, cum omnibus quae ad illum pertinent, permanendum. Statuimus namque... ut nullus unquam imperatorum, regum; episcoporum, ducum, marchionum, comitum, nullusque hominum in quolibet ordine et ministerio constitutus, audeat moleste causis vel ordinationibus ejusdem monasterii violenter incumbere, aut in possessionibus vel ornamentis quae ibi a fidelibus collata vel conferenda abbati fratribusque inibi... servantibus, temeraria praesumptione... praesumat auferre... Statuimus... ut, post obitum decedentis abbatis, nemo unquam ibi, nisi quem consensus communis et voluntas fratrum ejusdem monasterii secundum Deum elegerint, construere praesumat abbatem; electo vero abbati sit facultas omni tempore praesulem eligendi, qui tam sibi quam caeteris fratribus ad sacros ordines promovendis, cum timore Dei totiusque congregationis cohibentia, ubicunque voluerint consecrationis insignia... conferat.* »

36. 1^{er} décembre 1012, MIGNE, CXXXIX, 1581-1582 (JAFFÉ, 3992) ;

A Fécamp, au contraire, nul ne se préoccupa du pape, en 1006, et pendant dix ans, celui-ci ne fut pas sollicité d'approuver ce qui avait été décidé sans lui. Le duc normand voulait bien que l'abbaye de Fécamp échappât à la juridiction de l'archevêque, mais il refusait qu'elle fût rattachée directement à Rome. C'est seulement en 1016 qu'il consentit à ne plus écarter le pape, et encore non sans de grandes réserves. La bulle de Benoît VIII, qui sanctionne les privilèges de Fécamp, est adressée au duc et non pas à l'abbé³⁷; elle reconnaît que Fécamp est une église ducale (*ecclesiam tuam*); et tous les avantages qu'elle lui accorde : protection apostolique, réserve au Saint-Siège des cas d'excommunication, ne sont pas limités au monastère, mais étendus au duc. Voilà qui souligne encore le caractère ducal de l'exemption de Fécamp³⁸.

la bulle du 30 novembre 1012, publ. *ibid.*, 1579-1581 (Jaffé, 3991), est fausse (Gautier, dans *Le Moyen-Age*, 1909, pp. 267-270 et 283).

37. Il semble bien, cependant, que la bulle ait été accordée à la suite d'un voyage de Guillaume de Volpiano à Rome; Benoît VIII, en effet, s'exprime ainsi dans l'exposé de la bulle : « *Sed quia carus est tibi quam nobis et fidelis nuntius quem direxisti...* » (référence note suivante); ce *nuntius* est très probablement Guillaume, mais le texte précise qu'il agit en qualité d'envoyé de Richard II et non pas en tant qu'abbé. Notons que la *Vie* de Guillaume et le *Chronicon* de Saint-Bénigne, qui nous relatent d'autres voyages de Guillaume à Rome (en 996, *Chronicon*, éd. Bougaud, p. 136; entre 1003 et 1009, *AASS. O.S.B.*, VI, I, p. 330), ne citent pas celui-là. Par contre, le *Liber de Revelatione* (texte *infra*, p. 59, n. 65) y fait une allusion précise; Sackur l'admet (*op. cit.*, II, pp. 46 et 47, n. 1).

38. Pflugk-Harttung, *Acta pontificum inedita*, I, 10 (Jaffé, 4015) : « ... *Te et ecclesiam que a patre tuo fundata est in honore deifce Trinitatis et domum tuam et omnia que juris tui esse videntur, per hujus nostri privilegii paginam sub patronicio beati Petri, apostolorum principis, et nostra nostrorumque successorum benedictione et sanctificatione constituimus, ut nullius violentia tui honoris terminos, qui tibi successionis jure debentur, violari vel minui permittamus. Hoc etiam decernimus, constituimus, jubemus ut nullus episcoporum audeat excommunicationis jaculo te vel ecclesiam tuam vel aliquem ex his de quibus justitiam facere volueris impetere, nisi ante sedem apostolicam justa et legalis conveniensque discussio hinc facta fuerit...* » Cette bulle nous a été conservée par une copie de Dom Le Noir (Bibl. Nat., coll. Moreau, vol. 19, f° 111) faite d'après le cartulaire perdu du XII^e siècle. Pflugk-Harttung, inquiet de la formule de date ainsi

Tel quel, le privilège permit cependant à Guillaume de Volpiano d'accomplir l'œuvre que le duc attendait de lui : il réforma successivement Saint-Ouen de Rouen, Jumièges et le Mont-Saint-Michel³⁹, et fonda Bernay

conçue : « *Data suprascripti privilegii VIII Kal. januarii, indictione XV, feliciter* », doute de son authenticité et entraîne les hésitations de Jaffé. Il ne nous semble pas qu'on ait des raisons suffisantes pour rejeter le document. En effet : 1° sans doute la formule de date, telle quelle, est incorrecte, mais ses éléments chronologiques (limités à quantième, mois et indiction) se retrouvent dans d'autres bulles de Benoît VIII (Jaffé, 3992, 4016, 4017, 4021, 4024) ; quant à l'expression *Data suprascripti privilegii*, qui ne correspond à aucune chancellerie d'aucune époque, elle paraît une abréviation du copiste du cartulaire, qu'on peut traduire : « date du privilège écrit ci-dessus ». 2° Si faux il y a, ce n'est pas lors de la conquête, mais vers 1090 qu'il faut en placer la fabrication : époque d'un procès entre Fécamp et l'archevêque, qui avait prétendu excommunier les moines ; or, si ceux-ci avaient forgé le document à ce moment-là, nul doute qu'ils n'eussent fait un privilège adressé à l'abbé, où le duc aurait été au second plan, car ils ont eu alors précisément tendance à se rattacher au Saint-Siège plus étroitement qu'avant (*infra*, p. 195). Aussi bien, l'interdiction d'excommunier se trouve-t-elle dans la bulle de Benoît VIII du 1^{er} décembre 1012 pour Saint-Bénigne de Dijon (Jaffé, 3992) ; elle n'a donc rien d'étonnant dans notre texte qui, par ailleurs, est en parfait accord avec les tendances du pontificat de Benoît VIII, favorable aux réformateurs (Fliche, *op. cit.*, I, 32). Nous croyons donc à son authenticité, qui a d'ailleurs été implicitement admise par Sackur (*op. cit.*, II, pp. 46-47), Steenstrup (*Normandiets historie under de syv forste hertuger*, p. 173) et Prentout (*Etude sur le règne de Richard II...*, p. 93). — Une phrase de l'exposé de la bulle laisse entrevoir que le pape n'a pas accordé à Richard II tout ce que celui-ci lui avait demandé (« ... *non sine pudoris verecundia potest esse quod secundum desiderium tuum non explevimus ex toto que mandasti...*; *te certum volumus esse quia, si non quod volumus, explevimus tamen quod valuimus* »). Les termes sont trop vagues pour qu'on puisse savoir l'objet du refus : Steenstrup (p. 173) et Prentout (*op. cit.*, p. 92) semblent croire que Richard II demandait l'extension du privilège aux autres abbayes normandes (?) : pure hypothèse.

39. *Chronique de Saint-Bénigne*, éd. Bougaud, pp. 158-159 : « *Commisit et alia loca memoratus comes Richardus sepefatto abbati Willelmo, scilicet Gemmeticum, ut jam diximus, monasterium sancti Audoeni, Montem sancti Michaelis Archangeli.* » La réforme dijonnaise n'a été introduite à Saint-Ouen de Rouen qu'à la mort d'Hildebert (1006). C'est à tort que la *G. Ch.* (XI, 140) déclare qu'Hildebert a été institué abbé de Saint-Ouen par Guillaume de Volpiano ; en effet : 1° nous savons par des témoignages très sûrs que Saint-Ouen a été restauré dès le temps de Richard I^{er} et qu'Hildebert a été le premier abbé, ce qui reporte à 996 au plus tard le début de son abbatiat (cf. *supra*, p. 28, n. 8) ; 2° Hildebert a souscrit le diplôme de Richard I^{er} pour Fécamp, du 15 juin

(1025)⁴⁰. En même temps, il créait des écoles⁴¹ à l'abbaye de Fécamp, qui devenait un centre littéraire⁴² et musical⁴³; et il assurait ainsi la formation des générations futures et la continuité de son œuvre.

Ces écoles s'ouvraient aux moines et aux clercs⁴⁴. Situées dans le monastère, elles étaient soustraites à la juridiction de l'archevêque; et, comme l'usage s'était établi, à l'instar de Cluny⁴⁵, que l'abbé fit procéder aux ordinations dans son église par un évêque de son choix⁴⁶, ces jeunes moines et ces jeunes clercs pou-

990 (cf. *infra*, p. 51, n. 27). Il était donc abbé à cette date, bien avant la venue de Guillaume, à l'école duquel il ne faut par conséquent pas le rattacher. Sur l'œuvre de Guillaume en Normandie, cf. SACKUR, *op. cit.*, II, pp. 45-51.

40. G. Ch., XI, 830. La charte de fondation est sans doute de 1025 (cf. *infra*, p. 253).

41. RAOUL GLABER, *Vita S. Guil.*, 14, *ibid.*, p. 327 : « *Interea cernens vigilantissimus pater quoniam non solum illo in loco (Fécamp), sed etiam per totam provinciam illam necnon per totam Galliam, in plebeis maxime scientiam psallendi ac legendi deficere et annullari clericis, instituit scholas sacri ministerii, quibus pro Dei amore assidui instarent fratres hujus officii docti, ubi siquidem gratis largiretur cunctis doctrinae beneficium ad coenobia sibi commissa confluentibus; nullusque qui ad haec vellet accedere prohiberetur.* » BÖHMER (*op. cit.*, p. 9) pense qu'il y avait deux écoles à Fécamp, l'une pour les oblates et l'autre pour les clercs, mais il n'admet pas, à juste titre, l'idée de SACKUR (*op. cit.*, II, 353) qu'il y aurait eu aussi des écoles populaires.

42. Le successeur de Guillaume de Volpiano, l'abbé Jean (1028-1079), a composé plusieurs traités et oraisons d'une grande valeur littéraire (DOM WILMART, *L'« oratio sancti Ambrosii » du missel romain*, *Rev. Bén.*, XXXIX, 1927, pp. 317-339; *Id.*, *Jean de Fécamp. La complainte sur les fins dernières*, *Rev. d'ascétique et de mystique*, IX, 1928, pp. 385-398). La bibliothèque de Fécamp, aux XI^e et XII^e siècles, était très riche; deux catalogues anciens en font foi (publ. DELISLE, *Notice sur Orderic Vital*, au t. V de l'édition. LE PRÉVOST, p. XII-XVI, et BEAUREPAIRE, *B. E. C.*, 1859, pp. 158, 165-166).

43. Au temps de Guillaume le Conquérant, le chant de Fécamp a été introduit à Glastonbury (GUIL. DE MALMESBURY, *De antiquitate Glastoniensis ecclesiae*, Migne, CLXXIX, 1730); Baudri de Bourgueil, au début du XII^e siècle, loue encore la musique et les orgues de Fécamp (*Ann. O.S.B.*, V, 1713, pp. 504-505).

44. Cf. le texte de RAOUL GLABER précité n. 41.

45. La bulle de Grégoire V (998-999) le prévoit expressément (JAFFÉ, 3896).

46. En était-il ainsi au temps de Guillaume de Volpiano, où l'évêque Osmond, ancien évêque de Salisbury, avait pris l'habit à Fécamp? (*Chronique de Saint-Bénigne*, p. 157.) Le premier texte que nous avons se réfère à l'année 1049. Voir *infra*, n. 49.

vaient faire leurs études et recevoir les ordres sans que l'archevêque y fût mêlé.

Une telle indépendance fut particulièrement bienfaisante au temps du successeur de Robert, Mauger, qui occupa le siège de Rouen de 1037 à 1055. Ce prélat indigne⁴⁷, et qui finit par être déposé par Guillaume le Conquérant⁴⁸, fut systématiquement écarté de Fécamp par l'abbé Jean. Nous connaissons deux séries d'ordinations faites à Fécamp sous son épiscopat, l'une par l'évêque Hugues de Lisieux, l'autre par l'archevêque Robert de Canterbury. A la première, qui eut lieu en 1049, fut ordonné diacre, entre autres, le frère de Guillaume le Bâtard, Eudes de Conteville, qui fut peu après évêque de Bayeux (1050-1097); à la seconde, sans doute en 1052, un futur archidiaque fut élevé à la prêtrise⁴⁹. Parmi les moi-

47. *Historia archiepiscoporum Rothomagensium*, MARTÈNE, *Vet. script. coll. nova*, II, p. 240 (H. Fr., XI, 70) : « *Rotberto successit Malgerius nepos ejus : filius enim Ricardi fratris sui fuit, qui, quia non electione meriti, sed carnali parentum amore et adulatorum suffragio, in pueritia sedem adeptus est pontificalem, omni destitutus tutela, potius adquevit carni et sanguini quam divinis mandatis. Voluptatem enim per omnia sequens* (il eut un fils, ORD. VIT., V, 9, éd. LE PRÉVOST, II, 367), *ornamenta ecclesiae ceteraque beneficia pueriliter erogavit. Et ideo, auctore papa Leone, Willelmus dux Normannorum... assistente prefati papae legato... caeterisque comprovincialibus episcopis, in Lexoviensi ecclesia ab episcopatu eum destituit.* » Cf. l'opinion de GUILLAUME DE POITIERS, rapportée G. Ch., XI, 28-29. Voir aussi PRENTOUT, *Histoire de Guillaume le Conquérant*, loc. cit., pp. 76-81.

48. Note précédente *in fine*; BESSIN, *Concilia...*, I, 46-47.

49. Appendice de Saint-Gabriel au *Chronicon Fiscannense* (XI^e s.) (H. Fr., XI, 363) : « *Tempore Malgerii archiepiscopi, eo scilicet tempore quo potestativus sui archiepiscopatus erat, opus fuit Fiscanni ordines fieri. Tunc abbas Johannes Hugonem Lisoïensem episcopum accersivit, eumque ipsos ordines facere rogavit; qui et paruit : ibique tum fuit ordinatus Odo, postea Bajocensis episcopus, ad diaconatus officium; ex monachis Robertus Bavenlinus, Hugo, Johannes Rufus ad subdiaconatum; ex clericis Tetfredus et Hugo Turvillae ad presbyteratum, Richerius etiam de Andelio ad diaconatum. Ipsius Malgerii tempore, Rodbertus archiepiscopus Cantuariæ Fiscannum venit, et, rogante Johanne abbate, basilicas sanctorum Benedicti et Walarici dedicavit; et quosdam ex clericis presbyteratos ordinavit, in quibus Albouldus archidiaconus fuit.* » La première ordination est nécessairement de 1049 : elle ne peut être ni antérieure, puisque c'est en 1049 que Hugues est devenu évêque de Lisieux, ni postérieure, car

nes d'alors, il y en avait un très brillant, Maurille, qui, après Mauger, allait devenir archevêque de Rouen (1055-1067)⁵⁰; d'autres étaient faits abbés de Saint-Ouen⁵¹ ou du Mont-Saint-Michel⁵². Fécamp était devenu, en marge

Eudes de Conteville, fait évêque de Bayeux en 1050, a dû recevoir le diaconat un an avant. La seconde doit être de 1052, époque à laquelle Robert de Canterbury (1050-1052), chassé de son siège, se réfugia en Normandie. Le même texte nous rapporte aussi (*ibid.*, p. 364) deux autres fournées d'ordinations sous l'archevêque Maurille (1055-1067), l'une faite, entre 1055 et 1058, par les évêques Lézelin de Paris (1030-1060) et Foulque d'Amiens (1036-1058), l'autre, entre 1055 et 1066, par l'évêque Guillaume d'Evreux; ces évêques sont cités « *per evocationem domni Johannis abbatis* », et si Maurille est présent à la première d'entre elles, c'est par hasard, et ce n'est pas lui qui ordonne (*et forte tunc Maurilius archiepiscopus aderat, neque tamen super his ordinationibus requisitus fuerat*). Tout à la fin, le texte cite une cinquième ordination faite, sous l'archevêque Jean (1067-1079), par l'évêque Baudouin d'Evreux (1066-1071). Quoique ce texte ne soit vraisemblablement qu'un mémoire rédigé pour le procès de 1090 (*infra*, p. 262), on peut croire les faits qu'il relate : les noms et les dates des évêques cités concordent, et tous les renseignements contrôlables qu'il donne se révèlent, à l'examen, parfaitement exacts, ce qui incite à tenir pour tels ceux qu'on ne peut vérifier, et notamment le fait même des ordinations. D'ailleurs, on peut faire observer que certains des clercs ordonnés vivaient encore lorsque le texte a été écrit, notamment le plus illustre d'entre eux, l'évêque Eudes de Conteville (1050-1097); l'auteur du mémoire aurait-il encouru le risque d'être convaincu d'erreur par l'évêque de Bayeux pour un fait que celui-ci connaissait évidemment mieux que personne? C'est là une très forte garantie de véracité.

50. Maurille, né et élevé à Reims, étudiant à Liège, écolâtre à Halberstadt, devint moine de Fécamp, et, avec la permission de l'abbé Jean, alla en Italie au couvent de Florence, dont il devint même abbé; revenu à Fécamp, il fut choisi par Guillaume comme archevêque de Rouen après Mauger (*Historia archiepiscoporum*, MARTÈNE, *ibid.*, pp. 240-241). En effet, « de tous, il était le plus digne de l'archiepiscopat par la haute distinction de ses origines, de sa personne, de ses vertus et de sa science » (GUILLAUME DE POITIERS, éd. GILES, p. 117). GUILLAUME DE JUMIÈGES (VII, 10, éd. MARX, 129) et ORD. VITAL (V, 9, éd. LE PRÉVOST, II, 871) sont aussi très élogieux pour Maurille, qui fut le meilleur archevêque de Rouen du XI^e siècle. Cf. *G. Ch.*, XI, 30-31. Voir aussi PRENTOUT, *Histoire de Guillaume le Conquérant*, *loc. cit.*, pp. 81-83.

51. Nicolas, fils de Richard III, moine de Fécamp, puis abbé de Saint-Ouen (1042-1092), cf. GUIL. DE JUMIÈGES, VI, 2, éd. MARX, p. 99; *G. Ch.*, XI, 141-143.

52. Roger de Beaumont fut, après Suppo (1033-1048), abbé du Mont-Saint-Michel (1048-1058). On pourrait ajouter d'autres noms à la liste : dès 1024, du vivant même de Guillaume de Volpiano, son disciple Thierry devenait abbé de Jumièges (*G. Ch.*, XI, 193 et 957); en 1025, c'est Vital, le futur abbé de Westminster, qui

du diocèse et grâce à l'exemption, une pépinière d'hommes de valeur, où Guillaume le Conquérant, quelques années plus tard, devait trouver des auxiliaires précieux pour sa réforme de l'Église anglaise⁵³.

Telle était la portée, immense, mais exclusive, de l'exemption accordée à Fécamp en 1006. Celle-ci, destinée à écarter du monastère toute ingérence du diocésain, atteignait bien son objet, mais ne le dépassait pas. Plus tard, l'abbé de Fécamp a eu juridiction sur un certain nombre de paroisses; il n'en est pas encore question en 1006, et c'est par suite d'une erreur, dont nous dévoilerons plus loin l'origine, qu'on a cru le contraire. Ni les diplômes de Richard II et de Robert le Pieux, ni la bulle de Benoît VIII n'accordent la moindre parcelle d'un droit de ce genre.

En 1006, c'est la formule clunisienne d'exemption qui s'introduit dans la province de Rouen, comme le système breton y avait pénétré au VI^e siècle. Elle accompagne une réforme essentiellement monastique⁵⁴, et ne vise qu'à protéger une abbaye et des moines. Mais elle les protège si bien qu'elle parvient à créer un centre indépendant où s'abritent les équipes studieuses qui, après cinquante ans

devient abbé de Bernay (*G. Ch.*, XI, 831). Les premiers abbés de Saint-Taurin d'Évreux, monastère fondé en 1035 et dépendant de Fécamp, sont également anciens moines de Fécamp (*G. Ch.*, XI, 626-627), ainsi que les deux premiers abbés du monastère de Conches, fondé aussi en 1035 (*ibid.*, 638), et le premier abbé de Saint-Evrault (1050-1058) (*ibid.*, 817). C'est au milieu du XI^e siècle que le mouvement monastique issu de Fécamp atteint son apogée en Normandie.

53. Il choisit Vital, abbé du monastère de Bernay, dépendant de Fécamp, et toujours réputé moine de Fécamp, comme abbé de Westminster (voir la lettre de Guillaume le Conquérant à l'abbé Jean de Fécamp, la réponse de celui-ci au roi et sa lettre à Vital, Migne, CXLVII, 463-465; cf. FLICHE, *Le règne de Philippe I^{er}*, pp. 220-221). En 1067, le moine Rémi de Fécamp devient évêque de Dorchester (Mansi, XX, 605), et Herbert Losinga, ancien prieur de Fécamp, est fait abbé de Ramsey (1087) avant d'être (1091) évêque de Norwich (Gul. de Malmesbury, *Gesta pont.*, éd. Hamilton, p. 151; cf. *Hist. litt.*, X, 265-267) et, en 1093, légat du pape (Tillmann, *Die päpstlichen legaten in England...*, p. 19).

54. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, I, pp. 39-60.

de travail et de recueillement, vont aider Guillaume le Conquérant et Lanfranc dans leur réforme de l'Église séculière. C'est ainsi que l'on peut dire, atténuant des conclusions récentes⁵⁵, que la réforme clunisienne a préparé indirectement, en lui formant des cadres, la réforme grégorienne.

55. FLICHE, *op. cit.*, I, p. 60.

CHAPITRE III

L'APPARITION D'UN PRIVILEGE NOUVEAU EN NORMANDIE : LA FRANCHISE DES COUTUMES EPISCOPALES ET LA JURIDICTION ECCLESIASTIQUE DES ABBAYES SUR DES PAROISSES

A l'opposé des diplômes de 1006, qui accordaient à Fécamp l'exemption, mais non la juridiction, les actes que le duc Robert le Magnifique octroya, moins de trente ans plus tard, aux abbayes de Cerisy (1032) et de Montivilliers (1035), leur donnèrent la juridiction, mais non l'exemption. C'est la différence de ce privilège nouveau avec l'autre qu'il nous faut tout d'abord mettre en lumière.

I. LES DIPLÔMES DE CERISY ET DE MONTIVILLIERS

Le 12 novembre 1032, Robert le Magnifique accordait un diplôme à l'abbaye de Cerisy, qu'il venait de restaurer. Il y énumérait, comme dans toute charte de fondation, les biens qu'il lui donnait, mais il gratifiait certains d'entre eux d'une faveur particulière : il les déclarait « affranchis de toute coutume ecclésiastique » ; c'étaient notamment « le lieu même où est placé le monastère

avec les églises situées alentour », et, à Bayeux, « l'église Saint-Georges avec les terres qui lui appartiennent ». L'évêque de Bayeux, dans le diocèse duquel était Cerisy, l'archevêque de Rouen et les autres évêques de la province donnaient expressément leur consentement à la franchise¹.

Moins de trois ans plus tard (13 janvier 1035), cette formule nouvelle recevait une application plus éclatante encore. A la veille de partir pour la Terre Sainte, au retour de laquelle il mourut à Nicée le 2 juillet suivant, le duc Robert avait convoqué sa cour à Fécamp. Il annonça aux prélats et aux grands assemblés sa décision de faire le pèlerinage²; en même temps, il octroya, en faveur de l'abbaye de Montivilliers, qu'il rétablissait et dont il confiait le gouvernement à sa tante, Béatrice, un diplôme dont la teneur rappelle l'acte de Cerisy : « Nous déclarons, dit le duc, l'église Notre-Dame, ainsi que les autres églises ci-dessous désignées, délivrée, affranchie et absolument libre de toute coutume épiscopale, et ceci n'est certes pas fait par un abus de notre pouvoir, mais établi et confirmé par l'octroi, la volonté et la concession du seigneur Robert, archevêque de Rouen »; suit l'énumération des douze églises affranchies³.

1. P. DE FARCY, *Abbayes de l'évêché de Bayeux*, I, Cerisy, pp. 78-79 (*Cartul. de Jersey*, n° 291, p. 372) : « *Haec igitur concessi : ipsum videlicet locum ubi positum est monasterium qui dicitur Cerisiacus cum ecclesiis, aquis, pratis, molendinis et terris... circumcirca positis... In Bajocensi autem civitate donavi praefatae ecclesiae... ecclesiam sancti Georgii cum terris quae eidem ecclesiae pertinent... Haec quidem omnia praefatae ecclesiae contuli quae mihi jure hereditario contigerant, nihil mihi in his omnibus terrenae consuetudinis retinens in foro, in nundinis, in pasnagiis, ab omni consuetudine liberavi. Liberavi etiam haec omnia ab omni consuetudine ecclesiastica, consilio et consensu Roberti Rothomagensis archiepiscopi, atque Hugonis Bajocensis episcopi, caeterorumque episcoporum meorum seu baronum in quorum praesentia haec acta sunt.* »

2. GUIL. DE JUMIÈGES, VI, II, éd. MARX, p. III; cf. *infra*, p. 82, et aussi Appendice I, p. 238.

3. Texte *infra*, p. 242. Les douze églises sont, outre l'église abbatiale, celles de Sainte-Croix et Saint-Germain de Montivilliers,

Le privilège en présence duquel ces textes nous mettent, offre un double caractère que nous analyserons plus loin en détail, mais qu'il faut, pour l'intelligence des développements suivants, indiquer dès à présent. 1° Il comporte l'abandon fait par l'évêque, au profit d'un monastère, des coutumes épiscopales⁴ perçues sur une église. On appelle ainsi les droits pécuniaires que touche l'évêque : ceux que les prêtres lui versent en venant au synode (*synodalia*), ou qu'il reçoit lors de la visite (*circadae*), part de dîme, amendes et taxes de justice (et, par extension, le jugement même des causes). 2° Le privilège s'applique à un territoire déterminé⁵.

Mais on ne rencontre dans ces textes aucune clause d'exemption. Ni la libre élection de l'abbé, ni la limitation du contrôle disciplinaire et du pouvoir d'ordre de l'évêque n'y sont concédés. Les monastères restent soumis à la juridiction épiscopale, et, afin d'achever de le prouver, il suffit de montrer qu'ils n'ont jamais été exempts. Pour Cerisy, une telle démonstration est impossible, faute de textes antérieurs à une bulle de 1179 qui a modifié le régime préexistant⁶. Pour Montivilliers, on peut l'établir, voici par quels faits :

1° Montivilliers est cité dans la liste des abbayes soumises à l'archevêque de Rouen, donnée par une bulle d'Adrien IV (1154-1159)⁷.

2° Lors d'un conflit (1213-1218) entre l'abbesse Aelis et l'archevêque Robert Poulain, qui avait exercé le droit de contrôle disciplinaire et de visite, Innocent III, esti-

Harfleur, Rolleville, Octeville, Épouville, Petiville, Sanvic, Gueutleville, Vasouy, Rouelles et Saint-Martin-du-Manoir (cf. *infra*, pp. 279-280).

4. Le diplôme de Cerisy dit : « de toute coutume ecclésiastique » ; sur cette variante *ecclesiastica*, cf. *infra*, pp. 73-74.

5. Développements *infra*, pp. 72-83, 122-123.

6. Cf. *infra*, p. 224, n. 13.

7. BESSIN, *Concilia*, II, 30 (JAFFÉ, 10.442). L'absence de Fécamp de la liste prouve que le rédacteur de la bulle a écarté les monastères exempts.

mant, avec l'archevêque, que Montivilliers « ne pouvait produire aucun privilège d'exemption⁸ », décida que « le monastère devait être soumis à l'église de Rouen, comme les autres monastères non exempts⁹ ».

3° L'abbaye, réformée vers 1245 par deux délégués de l'archevêque¹⁰, fut visitée jusqu'à quinze fois par Eudes Rigaud, qui occupa le siège de Rouen de 1248 à 1278¹¹. Chaque fois, le prélat était hébergé et recevait les procurations. Il intervenait dans la vie intérieure de l'abbaye, en consignait les revenus, les dettes et les créances¹², le nombre des religieux¹³, dont il surveillait et corrigeait non seulement la vie spirituelle¹⁴, mais l'existence maté-

8. « *Nullo privilegio exemptionis ostenso* » (bulle du 1^{er} août 1213, Bibl. Nat., n. a. fr. 23.056, f^o 2).

9. Bulle du 13 mai 1215 (Arch. S. I., G 7, f^o 456) : « *Declaramus prefatum monasterium tibi (l'archevêque) et, per te, Rothomagensi ecclesie, fore subiectum, sicut alia monasteria non exempta suis diocesanis episcopis debent esse subiecta.* » Le passage est cité dans une sentence de l'archevêque Eudes Rigaud, de 1260 *Regestrum visitationum...* d'Eudes Rigaud, éd. BONNIN, pp. 383-384).

10. Voir la bulle confirmative d'Innocent IV (1^{er} mars 1246), Arch. S. I., série H, fonds de Montivilliers.

11. Cf. *Regestrum visitationum...* d'Eudes Rigaud, pp. 4 (17-18 juillet 1248), 54 (26 nov. 1249), 110 (25-26 mai 1251), 137 (30 avril 1252), 138 (3 mai 1253), 225 (7-8 sept. 1255), 226 (14 déc. 1256), 293 (29 nov. 1257), 353 (6-7 janv. 1260), 383-384 (12 janv. 1261), 430 (22 mai 1262), 472 (23-24 oct. 1263), 517 (9 mai 1265), 600 (23 avril 1268), 630 (21 juillet 1269). Eudes Rigaud a visité une fois (17 avril 1263) le prieuré de Saint-Paul-lès-Rouen dépendant de Montivilliers (*ibid.*, 457). Il faut noter qu'Eudes Rigaud n'est jamais allé à Fécamp.

12. *Ibid.*, p. 255 : « *Habent in redditibus MMV^o libras; debent IX^{xx} lb. XIII lb. VII sol., sed debetur eis IIII^o libre XLIX lb. XIV s. 6 d.* »

13. *Ibid.*, p. 430 : « *Ipsa die... visitavimus abbatiam Monasterii Villariorum, verbo Dei... in capitulo prius proposito. Ibi erant LX moniales, et hic erat numerus statutus.* »

14. *Ibid.*, p. 384 : « *Precipimus quod... (moniales)... cum nimia festinatione, seu precipitatione, non dicerent horas suas, missas videlicet et completorium, et quod totum servitium suum fieret de luce. Quolibet mense semel debent communicare.* » P. 472 : « *... Inhibuimus expresse abbatisse, priorisse, suppriorisse, ne processiones, quas consueverant facere in ecclesia sua, amplius fieri permetterent, et facerent omnino cessare conventum.* »

rielle¹⁵. Le droit de visite continua d'être exercé par les successeurs d'Eudes Rigaud¹⁶.

4° En septembre 1232, l'archevêque Maurice casse l'élection d'une abbesse, dont il avait examiné la validité « comme il devait le faire et comme il en a le pouvoir¹⁷ » ;

15. *Ibid.*, p. 517. Eudes Rigaud réglemente, le 9 mai 1265, l'habit des religieuses ; il ordonne qu'elles soient toutes pourvues de pelisses convenables, mais défend les broderies, parures ou ornements aux manches et au col ; il prohibe aussi les ceintures d'acier, réglemente l'heure du lever des sœurs, qu'il désire plus matinale qu'elle n'est.

En 1260, les religieuses prétendirent que ce n'était pas le monastère, mais seulement l'abbesse qui était soumise à la visite de l'archevêque. L'affaire n'alla pas très loin, et Eudes Rigaud, dont le meilleur argument fut la bulle d'Innocent III du 13 mai 1215 (cf. *supra*, p. 47, n. 9), triompha complètement ; les religieuses reconnurent « que l'archevêque avait sur elles droit de visite *pleno jure* » (*ibid.*, pp. 383-384). Il est d'ailleurs à remarquer que, jusqu'à 1260, Eudes Rigaud emploie toujours l'expression : « *visitamus abbatissam* » ; ce n'est qu'après qu'il écrit : « *visitamus abbatiam* ». Mais on ne peut, semble-t-il, tirer aucun argument de la distinction, car, avant comme après 1260, les interventions de l'archevêque pendant ses visites concernent aussi bien les religieuses que l'abbesse : ainsi, en 1256, il ordonne que les confessions soient plus fréquentes (*ibid.*, p. 266) ; en 1257, il prescrit la confession et la communion mensuelles (p. 293). Au surplus, la bulle de 19 mai 1215, qui avait réglé le droit de visite de l'archevêque, n'avait pas introduit pareille subtilité (bulle « *Cum inter venerabilem* », Arch. S. L., série H, Montivilliers ; cf. LE CACHEUX, *op. cit.*, p. 9). Nous ne croyons pas, contrairement à M. Le Cacheux (*op. cit.*, p. 8), qu'il y ait eu grand'chose de changé en 1260.

16. Voir le relevé, fait au milieu du XVIII^e siècle lors du procès entre l'archevêque et l'abbesse, des visites effectuées à l'abbaye par les vicaires généraux entre 1440 et 1534 (Arch. S. L., G 5370). La liste est exacte et peut être vérifiée sur les registres cités, dont la plupart existent encore : 1440, 20 décembre (G 43) ; 1441, 17 décembre (reg. perdu) ; 1451-1452 (G 50) ; 1469, 24 août (G 65) ; 1470, 10 mai (G 66) ; 1470, 23 septembre (G 69) ; 1475, 26 septembre (G 70) ; 1476, 27 septembre (G 71, f^o 14 v^o) ; 1494-1495 (G 81) ; 1497, 5 août (G 83) ; 1498, 12 mai (G 84) ; 1501, 14 avril (G 86) ; 1503, 25 septembre (G 88) ; 1504, 3 juillet (G 89, f^o 22) ; 1505, 25 mai (G 90) ; 1506, 4 mai (G 91) ; 1507, 17 avril (G 92) ; 1507-1508 (G 93) ; 1513-1514 (G 95) ; 1515-1516 (G 96) ; 1518, 23 mai (G 98) ; 1519-1520 (G 100) ; 1520-1521 (G 102) ; 1529-1530 (G 116) ; 1530-1531 (G 118) ; 1532-1533 (G 119) ; 1533-1534 (G 120). Voir aussi les procès-verbaux des visites de 1500, 1529, 1667 (G 5369) : en 1500, le vicaire général ordonne aux religieuses d'observer plusieurs ordonnances de l'archevêque, sous peine d'excommunication ; en 1667, il constate que la réception d'une religieuse n'a pas été régulière, car il manquait deux voix pour atteindre le *quorum* requis des deux tiers, et il a accordé les dispenses nécessaires.

17. « *Proul debuit et competit* » (référence note suivante).

puis il prive le chapitre du droit d'élire et désigne lui-même l'une des religieuses ; après diverses péripéties, l'abbesse finalement choisie est bénie, en 1236, dans la chapelle du successeur de Maurice, Pierre de Colmieu, archevêque élu, mais non encore consacré¹⁸. De même, en 1256, Eudes Rigaud examine et confirme l'élection d'une autre abbesse qu'il bénit trois jours après¹⁹, et il recommence en 1258²⁰.

5° Dans le pouillé du diocèse de Rouen de 1337, l'abbaye de Montivilliers n'est pas considérée comme exempte²¹; et, au XVIII^e siècle, Dom Toussaints-Duplessis et la *Galilia Christiana* ont formellement dit qu'elle ne l'était pas²².

Les diplômes de 1032 et 1035 ne sont donc à l'origine d'aucune exemption, et ce premier point permet d'en comprendre un autre : ils n'ont pas été confirmés par le pape.

On s'en est beaucoup étonné, pour deux raisons. La première, c'est l'erreur commise sur la véritable nature des privilèges concédés en 1032 et 1035, où, trompé par

18. *Chronique de Rouen*, H. Fr., XXIII, 334.

19. *Regestrum*..., p. 244.

20. *Ibid.*, p. 316. Nombreux documents pour les XVII^e-XVIII^e siècles (Arch. S. L., G 2068).

21. Elle n'est pas citée dans la liste des bénéfices dépendant de l'« Exemption de Montivilliers » (LONGNON, p. 70), mais dans celle des « abbayes et prieurés » du doyenné de Saint-Romain (*ibid.*, p. 19); de même, le prieuré de Saint-Paul-lès-Rouen figure au titre du doyenné de Rouen (*ibid.*, p. 1), tandis que l'abbaye de Fécamp et ses prieurés exempts sont rangés parmi les bénéfices de l'« Exemption de Fécamp » (*ibid.*, p. 69).

22. Dom TOUSSAINTS-DUPLESSIS, *Description de la Haute-Normandie*, I, pp. 107-108 : « La principale prérogative de cette abbaye, celle qui la distingue le plus entre ses pareilles, est une exemption et une juridiction spirituelle qu'elle exerce tant sur la ville que sur un assez grand nombre de paroisses, dont celle de Saint-Paul, aux portes de Rouen, fait partie. Cependant, l'abbesse et toutes ses religieuses sont soumises personnellement à l'autorité immédiate, à la visite et à la correction de l'archevêque ou de ses vicaires généraux. » G. Ch., XI, 282 : « Parent in omnibus abbatissa et moniales archiepiscopo Rotomagensi ; gaudent tamen exemptione et jurisdictione spirituali in quasdam ecclesias, cujus exercendae causa officialem habent, eundemque vicarium generalem, qui singulis annis interesse debet synodis dioecesanis. »

une terminologie défectueuse, on voyait une exemption. La seconde tient à la comparaison avec l'abbaye de Fécamp. Celle-ci, outre son exemption, avait, à peu près comme Montivilliers, une juridiction qui remontait également à un diplôme ducal de franchise des coutumes épiscopales. Mais, au lieu de séparer les deux privilèges, on les confondait, et l'on prétendait que l'origine du tout était ce diplôme, émané d'un duc Richard, confirmé par l'acte de Robert le Pieux de 1006 et la bulle de Benoît VIII de 1016.

S'il était vrai que l'abbaye de Fécamp eût pris la précaution de faire confirmer par le pape la charte de franchise des coutumes, pourquoi, moins de vingt ans plus tard, celles de Cerisy et de Montivilliers n'avaient-elles pas imité cet exemple ?²³ L'objection ne peut être écartée que par l'examen des textes de Fécamp.

II. — LE FAUX DE L'ABBAYE DE FÉCAMP

Le diplôme du duc Richard, qui, selon l'opinion admise jusqu'ici, serait l'origine des deux privilèges d'exemption et de juridiction de l'abbaye de Fécamp²⁴, offre la même structure et les mêmes caractères que ceux de 1032 et de 1035. Il se présente comme une charte de fondation de l'abbaye. Il en énumère tout d'abord les possessions données par le duc : ce sont les cinq domaines de Mondeville, Argences, Saint-Valéry, Bretennoles et Ingouville. Après quoi vient une clause de franchise des coutumes épiscopales pour l'église abbatiale et douze églises dépendantes ; cette clause ressemble de très près à celle du diplôme de Montivilliers²⁵.

23. LE CACHEUX, *op. cit.*, p. 5. La chose est encore plus troublante pour l'abbaye de Montivilliers, située près de Fécamp, et dont la charte de 1035 a été octroyée à Fécamp.

24. Cf. les auteurs ci-dessous cités, pp. 52-53.

25. Texte *infra*, pièce just. n° 1, p. 292.

Mais une première difficulté surgit : de quel duc Richard s'agit-il ? L'acte, dont les formules diplomatiques n'offrent aucune prise au soupçon, n'est pas daté²⁶. La mention des sept évêques normands, de deux abbés et de plusieurs seigneurs, tous nommément désignés dans le corps du texte ou dans les souscriptions, permet seulement de dire qu'il est au plus tôt de 990 et au plus tard de 1006²⁷. Mais le *Richardus* dont il émane est-il Richard I^{er} († 996) ou Richard II (996-1026 ou 1027) ?

Une circonstance vient encore augmenter le doute. Si l'on consulte deux chroniques du XI^e siècle, le *Liber de Revelatione* et la *Chronique du ms. 528*²⁸, leur confrontation avec le diplôme aboutit à une contradiction :

1° Le *Liber de Revelatione* raconte que Richard II convoqua à Fécamp, après l'installation des moines dijonnais (1001), tous les évêques et les grands de Normandie; qu'il affranchit, en leur présence, l'église de Fécamp des coutumes épiscopales; que l'archevêque en fit autant pour douze autres églises, et que l'on rédigea une charte qui fut corroborée *signo et consensu* par le prélat et les autres évêques et souscrite par les grands : voilà notre diplôme. Puis il ajoute que Richard II appela Robert le Pieux à Fécamp²⁹.

Ce passage obligerait à resserrer l'acte entre l'arrivée des moines (1001) et la venue du roi (30 mai 1006), et à

26. Le fait est fréquent à cette époque, notamment pour les actes des premiers ducs de Normandie; voir, par exemple : HAS-KINS, *Norman institutions, early charters for Fécamp*, n° 3, p. 255 (Richard II (1017-1025)); n° 10, p. 260 (Robert, 1032-1035); LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, n° 13, p. 52 (Robert, 1031-1032); n° 14, p. 54 (Robert, 1032-1035); n° 17, p. 59 (Guillaume, 1035-1055), etc...

27. Il ne saurait être antérieur à la restauration de 990 (*supra*, p. 30), ni postérieur à 1006, date de la mort de l'abbé de Saint-Ouen, Hildebert (*G. Ch.*, XI, 140), qui figure parmi les souscripteurs. Toutes les autres souscriptions concordent avec la période ainsi délimitée (990-1006), mais aucune ne permet de préciser davantage.

28. *Sur ces chroniques*, cf. Appendice V, p. 255.

29. Voir le texte et le détail des précisions qu'il donne, *infra*, pp. 58-60.

l'attribuer à Richard II. On admit son témoignage jusqu'au jour où, en 1663, Du Monstier lui opposa l'autre chronique.

2° La *Chronique du ms. 528* dit, en effet, que Richard I^{er}, en même temps qu'il faisait consacrer l'église de Fécamp (15 juin 990), lui donna Argences et Mondeville³⁰. Ceci correspond à la première partie du dispositif de notre diplôme; c'est pourquoi Du Monstier, en publiant celui-ci, n'hésita pas à le dater du 15 juin 990 et à l'attribuer à Richard I^{er}³¹. Quelques années plus tard, Dom Pommeraye adoptait la même opinion³².

On était en plein imbroglio, et le procès qui s'ouvrit, en 1688, entre l'archevêque de Rouen et l'abbaye de Fécamp au sujet de ses privilèges³³ ne fit qu'accentuer l'opposition entre deux systèmes inconciliables. Les moines en tenaient pour la solution traditionnelle et invoquaient le *Liber de Revelatione*³⁴, mais l'archevêque jetait l'au-

30. *Chronique du ms. 528*, 9 : « *Preparatis igitur memoratus dux omnibus que dedicationi necessaria erant, convocatis quatuordecim episcopis, cum magno gaudio, anno a Dominica Incarnatione nongentesimo nonagesimo, septimo decimo Kalendas Julii, predictam ecclesiam dedicaverunt feliciter. Dedit itaque illa die Ricardus dux [in donum] ipsi ecclesie... Argentias... et Amondivillam cum omnibus que ad ea pertinent...* » (Bibl. de Rouen, ms. 528 (A 362, f° 187 v°, éd. POMMERAYE, *Sanctae Rotomagensis ecclesiae concilia*, 1677, p. 60, et éd. PONCELET, *Analecta Bollandiana*, XXIII, 1904, pp. 253-254.) Nous reproduisons la citation précédente d'après le ms.; nous avons restitué les mots *in donum* d'après Pommeraye; la lecture des mots *et Amondivillam*, que le F. Poncelet laisse en blanc, est certaine. Après *pertinent*, il y aurait encore trois ou quatre lignes à lire, mais elle sont illisibles; elles l'étaient déjà en 1677 (POMMERAYE, *op. cit.*, p. 60); et, malgré deux tentatives faites à l'aide de procédés chimiques, grâce à l'obligeance de M. Labrosse, en 1931 et 1936, nous n'avons pas été plus heureux que nos devanciers. — Dom Pommeraye, dans son édition, a imprimé, après *ipsi ecclesie* : « *et clericis ejus* », mais c'est très probablement une restitution arbitraire, cette partie de la ligne étant illisible elle aussi; nous avons préféré, avec le P. Poncelet, laisser en blanc.

31. DU MONSTIER, *Neustria Pia*, p. 208.

32. DOM POMMERAYE, *Sanctae Rotomagensis ecclesiae concilia* (1677), pp. 60-61.

33. Sur ce procès, cf. G. DE BEAUREPAIRE, *Conflit entre l'archevêque de Rouen et les religieux de Fécamp au XVII^e siècle sur l'exemption et la juridiction de l'abbaye*, p. 13.

34. Défense de l'exemption et de la juridiction de l'abbaye de

tre chronique dans le débat³⁵; Mabillon se ralliait au point de vue de Du Monstier et de Pommeraye³⁶, tandis que Trigan cherchait un compromis impossible³⁷ entre les deux opinions qui, de nos jours, partagent encore les historiens : pour ne citer que ceux des cinquante dernières années³⁸, Pfister³⁹, Sackur⁴⁰, Böhmer⁴¹, Valin⁴², Steenstrup⁴³, ajoutent foi au *Liber de Revelatione*; Prentout⁴⁴ et M. Le Cacheux⁴⁵ se prononcent pour Richard I^{er}⁴⁶.

Cependant, dès 1759, la *Gallia Christiana* orientait le

Fécamp..., pp. 32 et 37-39; cf. BEAUREPAIRE, *op. cit.*, p. 15. Voir aussi la *Chronique des abbés de Fécamp*, du début du XVIII^e siècle (éd. LEROUX DE LINCY, *Essai historique et littéraire sur l'abbaye de Fécamp*, pp. 248-249). L'opinion traditionnelle est aussi exposée par la *G. Ch.*, XI, 203.

35. Voir notamment la requête de l'archevêque publ. dans la *Défense de l'exemption et de la juridiction de l'abbaye de Fécamp*, pp. 32 et 37-39. L'archevêque tirait de la chronique l'argument suivant : le diplôme ne pouvant être de Richard II, il n'y a pas de charte de ce duc antérieure à l'acte de Robert le Pieux, qui, déclarant en confirmer une, est donc faux (cf. *infra*, p. 57, n. 60).

36. *Ann. O.S.B.*, IV (1707), p. 62.

37. TRIGAN, *Histoire ecclésiastique de la province de Normandie*, Caen, 1759, II, pp. 365 et 376 : il attribue le diplôme à Richard I^{er} et pense que Richard II a voulu confirmer le privilège en présence de sa cour.

38. Pour l'époque antérieure, FALLUE (*Histoire... de l'abbaye de Fécamp*, Rouen, 1841, pp. 93-95) et GOURDON DE GENOUILLAC (*Histoire de l'abbaye de Fécamp*, Paris, 1872, pp. 109-110) s'en tiennent au récit du *Liber de Revelatione*.

39. PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 310.

40. SACKUR, *op. cit.*, II, p. 46.

41. BÖHMER, *op. cit.*, pp. 8 et 9-10.

42. VALIN, *Le duc de Normandie et sa cour*, p. 70.

43. STEENSTRUP, *Normandiets historie under de syv forste herluger* (911-1066), p. 173.

44. PRENTOUT, *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin*, p. 405.

45. LE CACHEUX, *op. cit.*, p. 4.

46. Cette incertitude des historiens a eu pour résultat de bouleverser la chronologie des évêques normands de la fin du X^e et du début du XI^e siècle : Raoul de Bayeux (*G. Ch.*, XI, 353), Gérard d'Évreux (*ibid.*, 570), Azon de Sées (*ibid.*, 679), Roger de Lisieux (*ibid.*, 765) et Hugues de Coutances (*ibid.*, 869) sont cités comme ayant à la fois assisté à la dédicace de l'église de Fécamp, en 990, et souscrit le diplôme en 1006. Il faut choisir ! En réalité, nous verrons que, des deux dates, c'est 1006 qu'on doit supprimer. Ils ont assisté à la dédicace et souscrit le diplôme (non encore interpolé) le 15 juin 990.

problème dans une voie nouvelle en faisant observer qu'un ancien cartulaire, aujourd'hui perdu, contenait une copie du diplôme, du début du XII^e siècle, où manquait toute la phrase sur la franchise des coutumes⁴⁷. Cette phrase avait donc été interpolée. Un tel témoignage est probant⁴⁸. Haskins n'a pas hésité à s'y rallier sans réserve et à déclarer l'interpolation « évidente »⁴⁹.

L'acte, une fois débarrassé de la phrase apocryphe, n'offre plus de prise au soupçon et peut être aisément attribué à Richard I^{er} (15 juin 990). Trois textes dignes de foi concourent à prouver cette attribution :

1° la *Chronique du ms. 528* (donation d'Argences, Mondeville, par Richard I^{er} à l'église de Fécamp le 15 juin 990), dont le témoignage reprend toute sa valeur et n'est plus contredit par celui du *Liber de Revelatione* (qui ne concernait que la franchise des coutumes);

2° un diplôme de Richard II, d'août 1025⁵⁰, invoqué à très juste titre par Haskins, où Mondeville, Argences, Saint-Valery et Ingouville sont cités parmi les biens donnés à l'église de Fécamp par Richard I^{er};

3° une charte de Robert le Magnifique, dans laquelle celui-ci attribue à son grand-père Richard I^{er} la donation d'Argences⁵¹.

Revenons au second de ces textes, au diplôme d'août 1025, que Haskins a eu l'heureuse idée d'introduire dans le débat. Il va nous permettre de prouver que l'interpolation est postérieure à 1025, ce qui est capital pour notre étude.

Ce diplôme est une confirmation générale des posses-

47. *G. Ch.*, XI, 203. Sur ce cartulaire, cf. *supra*, p. xv.

48. Sauf sur un point : la date de la copie. La *Gallia* la situe au « début du XII^e siècle ». C'est une appréciation paléographique qu'on ne peut plus contrôler puisque le cartulaire est perdu. Elle ne pourra donc pas nous servir — disons-le tout de suite — pour déterminer la date de l'interpolation.

49. HASKINS, *op. cit.*, App. B, n° 1, pp. 252-253.

50. Texte *infra*, p. 55, n. 52. Sur la date de ce texte, cf. Appendice IV, *infra*, p. 252.

51. HASKINS, *op. cit.*, App. B, n° 7, p. 259.

sions de l'abbaye de Fécamp. Celles-ci sont groupées par provenance. Une première liste d'entre elles correspond aux dons de Richard I^{er}. On y relève douze églises énumérées dans l'ordre suivant : Mondeville, Argences, Limpiville, *Girvinivilla*, Trémauville, Saint-Riquier-ès-Plains, Paluel, Ingouville, Saint-Valery-en-Caux, Eletot, deux églises et une chapelle à Dun (La Gaillarde, Saint-Pierre-le-Vieux et Saint-Pierre-le-Petit)⁵².

Il est facile de montrer que ces églises sont les mêmes que celles qui sont visées par l'interpolation. Outre le chiffre douze, qui est le même dans les deux cas, on peut faire valoir qu'on les retrouve dans toutes les listes des paroisses de la juridiction de l'abbaye. Elles constituaient, au XII^e siècle, le noyau principal, sinon la presque totalité, du territoire privilégié⁵³.

52. « Unde ego (Richard II) maiori succensus devotionis ardore, concedo pro anime meae remedio, genitoris quoque vel genitricis et coniugis meae, que Judith dicta est, et universe prolis michi a Deo concessa, ad supplementum victus servorum Dei in prefato monasterio ipsi servientium subnotata praedia et possessiones, concessis his que a genitore meo ipsis ante collata fuerant, id est Amundivillam cum omnibus appenditiis suis, cum aecclesiis et quicquid ad eam pertinet cum integritate; Argentias cum aecclesia, terris cultis et incultis, pratis, vineis, silvis, molendinis, aquis, aquarumve decursibus; portus maris de Stigas usque ad [Leregaut, et quicquid ad ipsos pertinet]; villam quae vocatur Bretennoles; Limpivillam cum aecclesia et silva que dicitur Bernardivallis, Gir[vini]villam cum aecclesia et molendinis, masnile quod dicitur Vinuelvilla; aecclesiam de Tormotvilla [et quinque hospitia; villam quae dicitur Sancti Ricarii], cum aecclesia; Contevillam cum integritate; aecclesiam que est in villa quae dicitur Paluellus; masnile quod dicitur Johannisvilla, et aliud quod dicitur Bertelvilla; Ingolivillam, cum aecclesia; [villam quae dicitur Sancti Valerici, cum ecclesia; ecclesiam de villa] que dicitur Esletot, cum terra ad eam pertinente, et duobus hospitibus; aecclesiam de Mannavilla, cum terra ad eam pertinente et tribus hospitibus; in Duno, [ecclesias duas et unam capellam, et quinque hospitia cum terra arabili. Haec sunt quae genitor] meus servis Dei in prenominato loco sibi servientibus ad supplementum victus concessit. » Nous donnons ce texte d'après l'original, conservé au musée de la Bénédictine de Fécamp, reproduit en photographie par HASKINS (*Norman institutions*, pl. 3). Nous avons emprunté à l'édition de DU MONSTIER (*Neustria Pia*, p. 216) les passages qu'on ne peut plus lire sur l'original, et nous les mettons entre crochets carrés.

53. Appendice X, p. 277.

Or le texte de 1025 ne dit pas qu'elles soient affranchies des coutumes épiscopales. Observons cependant combien ce texte est précis et complet : non seulement les églises y sont toutes citées, mais le rédacteur n'oublie pas de désigner leurs appartenances. Nous pouvons conclure de son silence qu'elles n'étaient pas considérées, en 1025, comme libérées des coutumes épiscopales⁵⁴.

L'interpolation est donc postérieure à cette date, et voilà un point sur lequel on ne saurait trop insister. Le *Liber de Revelatione* liait la franchise des églises au privilège d'exemption accordé à l'abbaye le 30 mai 1006. Il paraissait indiquer que c'était l'acte ducal de franchise des coutumes qui avait été confirmé par Robert le Pieux et par Benoît VIII. Il accréditait une version inexacte de l'origine des privilèges d'exemption et de juridiction : il les présentait comme ayant été accordés ensemble et comme remontant l'un et l'autre à la restauration dijonnaise, alors qu'en 1006 l'on ne s'était préoccupé que d'exemption, et non pas de juridiction⁵⁵. Il faussait ainsi le sens véritable des événements de 1006. Il unissait arbitrairement deux privilèges qu'il faut distinguer : d'où l'opinion erronée d'après laquelle Benoît VIII, en 1016, aurait confirmé aussi bien la juridiction que l'exemption⁵⁶.

Il n'en est rien. Le diplôme de franchise n'a pas pu être confirmé par Robert le Pieux (1006) et par Benoît VIII (1016), puisqu'en 1025 il n'avait pas encore été fabriqué.

L'instant est venu de faire rentrer en scène le diplôme authentique de Richard II du 30 mai 1006 : c'est celui-là qui avait été l'objet des confirmations du roi et du pape⁵⁷. Mais, quoique l'original en existe encore, il n'a-

54. On pourrait aussi en tirer, s'il était besoin, une preuve nouvelle de l'interpolation.

55. *Supra*, pp. 42-43.

56. *Supra*, p. 50.

57. *Supra*, p. 34 et n. 30.

vait été ni cité au procès du XVII^e siècle⁵⁸ ni publié⁵⁹ lorsque Haskins le tira de l'oubli en 1918⁶⁰.

Nous pouvons donc maintenant restituer l'origine véritable des privilèges de Fécamp, et reconstituer l'œuvre des faussaires :

1° En 1006 et 1016, les moines ont acquis leurs deux diplômes et leur bulle d'exemption.

2° Après 1025, ils ont interpolé une charte de Richard I^{er} pour s'en faire un titre à la juridiction sur des églises⁶¹.

3° Ils ont ensuite substitué cette charte remaniée à celle de Richard II, de 1006, qu'ils ont dissimulée, en profitant de l'homonymie des deux ducs : ainsi l'acte faux paraissait confirmé par le diplôme du roi et la bulle du pape.

58. Cf. *Inventaire des titres et pièces justificatives de l'exemption dont jouit l'abbaye de Fécamp...*, Bibl. Nat., mss., coll. Baluze, vol. 219, f^{os} 97-98, et impr. 4° Fm 12.070 (2). Aucun mémoire du procès n'en parle.

59. HASKINS, *op. cit.*, p. 253 : « Unpublished ». C'est par erreur que Prentout écrit que cette charte a été « bien des fois éditée » (*Quelques chartes de Richard II...*, *Bull. soc. Antiq. Norm.*, XXXIII, 1918, p. 220, n. 51). Non seulement les moines n'ont pas laissé publier ce diplôme, mais ils l'ont copié le moins possible : il n'en existe que deux copies. Ce sont : 1° Bibl. Nat., ms. Moreau 341, f^o 3 (cité Haskins); 2° Bibl. Nat., ms. lat. 14194, f^o 255. Cette seconde copie est incluse dans un mémoire du procès : est-ce la raison pour laquelle il n'a pas été produit comme les autres ? Toutefois, un inventaire manuscrit des chartes de l'abbaye, du XVIII^e siècle, indique notre diplôme (Arch. S.I., 7 H1, f^o 1; n^o 1). LÉOPOLD DELISLE l'a connu ; il lui avait été communiqué par Le Prévost (*Études sur la condition de la classe agricole... en Normandie*, p. 12, n. 63).

60. HASKINS, *op. cit.*, pp. 253-255. Sa disparition servait d'ailleurs la cause des moines et leur permettait de prétendre que l'allusion de Robert le Pieux à une charte de Richard II (*per chartae testamentum firmavit*, *G. Ch.*, XI, instr., 8) s'appliquait nécessairement à l'acte de franchise (*Défense de l'exemption et de la juridiction...*, pp. 45-46).

61. Ils ont ajouté à la formule habituelle de franchise *ab omni episcopali consuetudine* une clause interdisant à l'archevêque d'exercer « aucune domination et aucune exaction » sur les treize églises, peut-être dans le dessein d'accroître leurs droits sur elles. Nous ne pensons pas qu'il y ait grand chose à tirer de cette addition.

Il y a donc eu deux falsifications. Est-il possible de préciser la date de l'une et de l'autre ?

Nous connaissons le *terminus a quo* : 1025. Le *Liber de Revelatione*, écrit entre 1079 et 1108, et probablement vers 1090-1094⁶², nous donne le *terminus ad quem* : il permet d'établir qu'à l'époque où il fut composé, l'interpolation était effectuée; il permet aussi de démontrer que la substitution d'acte ducal fut sans doute imaginée à ce moment-là. On se rappelle le texte; il est d'une précision remarquable. Il faut y revenir et en peser les termes. Voici ce qu'il dit :

Richard II convoqua à Fécamp, quand les moines y eurent remplacé les chanoines, les évêques et les grands de Normandie; en leur présence, « il ravit et libéra l'église de la Sainte-Trinité de Fécamp du joug et de la coutume, juste ou injuste, de tous les évêques ». L'archevêque de Rouen y consentit, puis, aussitôt, ajouta un second privilège au premier : « il affranchit et libéra, en mémoire de son père (Richard I^{er}) et sur l'ordre de son frère (Richard II), douze autres églises de toute coutume et de toute exaction épiscopales ». Après quoi fut rédigée une charte que le prélat et les autres évêques corroborèrent *signo et consensu*, et que les grands souscrivirent⁶³.

On doit examiner ce récit en distinguant les renseignements d'ordre juridique et les renseignements d'ordre diplomatique qu'il fournit.

Les premiers sont d'une justesse remarquable. Ils séparent nettement les deux privilèges : l'exemption du monastère (*ab omnium episcoporum iugo et consuetudine*), accordée par le duc seul, et la franchise des églises (*ab omni episcopali consuetudine et exactione*), à l'octroi de laquelle participent l'archevêque et le duc⁶⁴. Et,

62. *Infra*, pp. 261-262.

63. Texte *infra*, n. 65.

64. Le diplôme exprimait lui aussi cette collaboration du duc et de l'archevêque; le premier est l'auteur de l'acte instrumentaire,

comme s'il voulait montrer qu'il avait compris la valeur respective de ces deux privilèges, le chroniqueur reprend, pour définir les actes de Robert le Pieux et de Benoît VIII, les termes mêmes dont il s'était servi pour la première concession de Richard II⁶⁵.

Du point de vue diplomatique, au contraire, le récit est inexact. Il ne cite qu'un seul diplôme ducal, qui est le diplôme interpolé, comme le prouve l'allusion à la

mais le rôle du second est loin d'être négligeable : « ... *donante, concedente atque laudante... archiepiscopo* ». Même observation pour les chartes de Cerisy et de Montivilliers. Nous reviendrons sur ce point, p. 72 et n. 35.

65. *Liber de Revelatione*, éd. MABILLON, AASS. O. S. B., VI, I, pp. 354-355, c. 25 : « ... *Dux (Richard II) ... totius Nortmanniae episcopus et viros nobiles festinus Fiscannum convocavit, et Fiscannensem sanctae Trinitatis ecclesiam ab omnium episcoporum iugo et consuetudine, justa vel injusta, eripuit et liberavit. Hanc autem libertatem Rodbertus Rothomagensis archiepiscopus fecit et fieri voluit, atque alias duodecim ecclesias, ob patris sui memoriam et fratris praesentis jussionem et voluntatem, ab omni episcopali consuetudine et exactione absolvit et liberavit; donatae libertatis chartam archiepiscopus, alique episcopi signo et consensu corroboraverunt, atque corroborandam nobilium virorum adstipulationibus tradiderunt. Cupiens ergo dux providus sanctam ecclesiam modis omnibus liberare et libertatem factam modis omnibus confirmare et permanere, Robertum regem et multos Galliarum proceres Fiscannum accersivit, atque regali charta et auctoritate, suorumque aequalium consensu et adstipulatione, ab omnium episcoporum iugo et consuetudine Fiscannensem ecclesiam eripuit et liberavit; et suam suorumque nobilium chartam et ordinationem firmavit et corroboravit. Ecclesiae igitur Fiscannensis libertati constitutae dux Richardus congratulans... beatae memoriae Vuillelmum abbatem compulso, suaeque legationis injuncto officio ad Romanae sedis apostolicam auctoritatem multis onustum exeniis direxit. Confecto itaque itinere abbas Vuillelmus Romam pervenit, et pie memoriae papae Benedicto adventus sui rationem et mittentis ducis voluntatem aperuit, et factae chartae confirmationem, et apostolici privilegii auctoritatem magnae humilitatis oratione congrua postulavit. Papa igitur Benedictus ducis diligentiam admirans, et suscepti amici praesentia summa exultatione congaudens, oblatas chartas suae sigillo excellentiae confirmavit, et privilegia postulata voluntarius tradidit, et Fiscannensem sanctae Trinitatis ecclesiam ab omnium episcoporum iugo, subjectione et consuetudine liberans et eripiens, sub solius Romanae ecclesiae gubernatione et patrocinio constituit et suscepit. Constituuit, inquam, Fiscannensem ecclesiam soli Romanae ecclesiae subjacere atque ab omnium aliarum ecclesiarum potestate immunem, absolutam et omnino liberam, forma Cluniacensis monasterii, permanere. Acceptis igitur apostolicae auctoritatis exquisitis privilegiis beatae memoriae Vuillelmus abbas,*

corroboration des évêques et aux nombreuses souscriptions⁶⁶, mais qu'il attribue à Richard II.

L'auteur du *Liber de Revelatione* dissimule donc la charte de 1006, sinon il la citerait ; mais il la connaît, sinon il n'analyserait pas correctement le privilège qu'elle confère. La substitution d'acte ducal a donc été effectuée à ce moment-là.

Ceci est confirmé par le rapprochement suivant. Il y eut, entre 1090 et 1094, un procès retentissant entre l'archevêque de Rouen et l'abbé de Fécamp, au sujet de l'exemption. Les moines n'ont triomphé que grâce à l'appui du pape Urbain II. Ils ont produit, pour les besoins de la cause, une interprétation tendancieuse de leur privilège d'exemption, présenté comme impliquant avant tout le rattachement direct de l'abbaye à Rome⁶⁷.

L'auteur du *Liber de Revelatione*, qui écrivait à cette époque et eut même peut-être le dessein de faire de sa chronique une sorte de mémoire justificatif des prétentions des moines, fait dire à la bulle de Benoît VIII, avec une inexactitude intéressée, qu'elle soumet le monastère « à la seule Église romaine »⁶⁸. Ce même auteur n'aurait-il pas, dans une intention analogue, imaginé la substitution d'acte ducal, qui avait pour objet et eut pour résultat de paraître englober le privilège de juridiction dans la confirmation de Benoît VIII ? Il faut, du

festino cursu Nortmanniam remeavit, et ducis Richardi desiderio suae voluntatis effectum, injunctaeque legationis officium feliciter consummatum enucleavit et ostendit. » Sur la raison qui nous a fait préférer l'édition Mabillon à l'édition Du Monstier (repr. Langfors et Migne), cf. Appendice V, *infra*, p. 260.

66. En effet, l'acte de Richard II du 30 mai 1006 se termine par une souscription de chancellerie ne contenant pas ces nombreuses souscriptions de témoins que l'on trouve dans l'acte interpolé (au nombre de 32), et, d'ailleurs, dans tous les autres actes des ducs de Normandie d'alors. Cet exemple unique, qui rapproche l'acte ducal de 1006 des diplômes royaux de la même époque, est dû sans doute au fait qu'il a été passé le même jour et au même endroit que celui de Robert le Pieux, qu'il a pris comme modèle.

67. *Infra*, p. 195.

68. *Infra*, p. 195, et texte, *supra*, n. 65.

moins, rapprocher cette substitution du procès de 1090-1094.

Par contre, l'interpolation semble antérieure de quelques années. Entre 1068 et 1076, les religieuses de Montivilliers ont remanié le texte de la charte que Robert le Magnifique leur avait accordée en 1035; elles y ont inséré une clause assimilant leurs églises affranchies des coutumes épiscopales à celles de Fécamp⁶⁹. C'est l'indice de l'existence de l'acte interpolé de Richard I^{er}.

Et, comme le passage interpolé présente des analogies frappantes avec la charte de 1035⁷⁰, on est en droit de se demander si le faussaire du texte de Fécamp n'a pas pris comme modèle le texte de Montivilliers, et si la falsification du premier et le remaniement du second ne sont pas contemporains et n'ont pas été effectués ensemble, au *scriptorium* de Fécamp. Ceci placerait l'interpolation vers 1068-1076⁷¹. Ce n'est toutefois qu'une hypothèse plausible.

69. Appendice I, *infra*, p. 000.

70. La formule de franchise est presque identique dans les deux textes, notamment la mention du consentement de l'archevêque (« *donatione, voluntate et concessione domini Rotberti, Rothomagensis archiepiscopi* » : Montivilliers; « *donante, concedente atque laudante Rotberto Rotomagensi archiepiscopo* » : Fécamp). Il est invraisemblable que ces ressemblances soient dues à une simple coïncidence. Les rapports étaient étroits entre les deux abbayes. Le diplôme de 1035 avait été expédié à Fécamp et souscrit par l'abbé Jean (1028-1079), qui le connaissait donc nécessairement.

71. Les choses se seraient passées à peu près de la façon suivante. Après 1025, mais on ne sait pas quand, les moines prirent l'habitude de ne pas acquitter à l'archevêque les coutumes épiscopales sur les douze églises et de se les attribuer à eux-mêmes. Cet usage dut être favorisé par l'archevêque Maurille (1055-1067), ancien moine de Fécamp, si même il ne date pas de son épiscopat. L'abbé ne s'était pas encore préoccupé d'étayer ce privilège de fait sur un titre, mais le successeur de Maurille, Jean d'Avranches (1067-1079), était beaucoup moins bien disposé pour les moines : il eut, en 1073, un grave différend avec ceux de Saint-Ouen de Rouen (cf. *infra*, p. 155, n. 81). D'autre part, en 1075, les chanoines de Bellême eurent beaucoup de peine à prouver, en l'absence d'acte écrit, la franchise des coutumes épiscopales sur leur église, que l'évêque de Sées leur contestait (*infra*, p. 156, n. 81). Sans doute, l'abbé de Fécamp éprouva-t-il le besoin de justifier ses prétentions à la juridiction par un texte qu'il fabriqua, en prenant comme modèle celui de Montivilliers. A leur tour, les

CONCLUSION

I. — TABLEAU CHRONOLOGIQUE DE L'HISTOIRE
DES PRIVILÈGES ET DES FAUX
DE L'ABBAYE DE FÉCAMP

990 (15 juin). — Richard I^{er} confère un diplôme à l'église de Fécamp, par lequel il lui donne les domaines de Mondeville, Argences, Saint-Valery, Bretennoles et Ingouville.

1006 (30 mai). — Diplôme d'exemption de Richard II en faveur de l'abbaye de Fécamp.

Diplôme d'exemption confirmatif du roi Robert le Pieux.

1016 (25 décembre). — Bulle de Benoît VIII confirmant l'exemption de l'abbaye de Fécamp.

1025 (août). — Les douze églises ne sont pas encore affranchies des coutumes épiscopales.

Peut-être vers 1068-1076. — Interpolation du diplôme de Richard I^{er} de 990 : insertion de la clause de franchise des coutumes épiscopales pour l'église de Fécamp et douze églises dépendantes.

Très probablement vers 1090-1094. — Les moines dissimulent le diplôme d'exemption de Richard II (1006) et prétendent que c'est le diplôme interpolé qui est de 1006, qui émane de Richard II et qui a été confirmé par Robert le Pieux (1006) et par Benoît VIII (1016).

religieuses de Montivilliers voulurent lier leur privilège à celui de la puissante abbaye voisine : d'où l'incise *sicut tenet Fiscannensis ecclesia* qu'elles introduisirent dans leur diplôme, peut-être en même temps et au *scriptorium* de Fécamp.

Il faut noter que l'on était, vers 1068-1076, en pleine époque de fabrication de faux de franchise des coutumes épiscopales. Il y a un exemple célèbre, celui de Saint-Denis (1061-1065), cf. *infra*, p. 120.

II. — EXEMPTION ET JURIDICTION

Les moines de Fécamp, en groupant des textes différents, confondaient des privilèges qu'il faut distinguer. L'acte de franchise des coutumes épiscopales passait pour être à l'origine aussi bien de l'exemption que de la juridiction; on le présentait comme confirmé par le pape ⁷². Tout le problème des privilèges était faussé, le cas de Montivilliers paraissait insoluble, mais les moines y gagnaient d'englober leur juridiction sous la confirmation pontificale.

L'examen des textes permet de dégager les trois conclusions suivantes : 1° la franchise des coutumes épiscopales est l'origine de la juridiction, mais ne confère aucun privilège d'exemption ; 2° elle ne comporte pas la confirmation du pape ; 3° une abbaye, telle Montivilliers, peut avoir juridiction sur des églises sans jouir de l'exemption ⁷³.

72. Et aussi comme confirmé par le roi. D'où les erreurs commises sur le diplôme de Robert le Pieux (cf. Appendice III, p. 251).

73. Ce point a déjà été mis en lumière par GÉNÉSTAL, pour l'abbaye de Troarn, dans le compte rendu de l'ouvrage de M. SAUVAGE (*R. H. D.*, 1912, pp. 397-398). Troarn, comme Montivilliers, n'avait, à l'origine, que la franchise des coutumes épiscopales et n'eut jamais l'exemption ; de même que Le Bec, la Trinité de Caen, Saint-Wandrille, etc... (*infra, passim*).

CHAPITRE IV

LA FRANCHISE DES COUTUMES EPISCOPALES EN NORMANDIE AVANT 1060 ORIGINES HISTORIQUES. EXAMEN JURIDIQUE

I. — ORIGINES HISTORIQUES.

L'USURPATION DES COUTUMES ÉPISCOPALES

L'appropriation privée des églises, qui s'était développée en Gaule surtout à partir de la fin du VII^e siècle¹, y avait atteint, par suite du relâchement des disciplines, de telles proportions, au milieu du VIII^e, que Pépin le Bref sentit la nécessité de réagir. Il eut même le dessein d'extirper l'abus en bloc², mais l'habitude était trop profondément ancrée, et il fallut, sous Charlemagne, trouver des accommodements : on admit l'appropriation pourvu que la juridiction demeurât intacte à l'évêque³.

Le principe d'une telle transaction, que l'on trouve au IX^e siècle tant dans les textes législatifs que dans les écrits

1. *Supra*, p. 19, n. 2.

2. STUTZ, *Geschichte des Kirchlichen Benefizialwesens*, pp. 216 sq. Pépin, dans la quinzième proposition du questionnaire envoyé au pape Zacharie en 746, lui avait demandé si des laïques pouvaient régir et gouverner des églises fondées par eux; le pape lui répondit en citant la lettre du pape Pélage à l'évêque Eleuthère (555-560) (*M. G. H., epist.*, III, p. 484, cité STUTZ, *op. cit.*, p. 218, n. 9).

3. STUTZ, *op. cit.*, pp. 220-295; IMBART DE LA TOUR, *Les paroisses rurales dans l'ancienne France*, *Rev. hist.*, t. LXVII (1898), pp. 27-31 (tir. à part, pp. 135-139).

d'Agobard et d'Hincmar⁴, valut aussi longtemps que le pouvoir carolingien fut assez fort pour le faire respecter. Mais il portait en soi, par le fait même du partage de droits qu'il reconnaissait sur une église entre le propriétaire et l'évêque, le germe d'abus plus graves qui allèrent se développant durant tout le X^e siècle⁵.

L'évolution, qui tendait à éliminer de plus en plus l'évêque, était favorisée par la décadence de l'épiscopat, et, pour tâcher de l'arrêter, les canonistes de la fin du X^e siècle imaginèrent une nouvelle solution transactionnelle fondée sur une distinction entre l'*ecclesia* et l'*altare*. L'*ecclesia* et les profits qui y sont attachés, c'est la part appropriable, l'*altare*, celle qui ne l'est pas et qui ne peut pas l'être à cause de son caractère sacré⁶. En insistant sur ce caractère, que l'expression même d'*altare* symbolisait, les esprits modérés soucieux de réforme espéraient sauver l'essentiel. Mais les propriétaires, monastères ou laïques, acquéraient des autels; et l'abus, continuant toujours, allait, par la force des choses, s'étendre aux taxes que les évêques percevaient sur les églises et qu'on appelait les coutumes épiscopales.

Une telle situation anarchique devait non moins nécessairement se développer, mieux que partout ailleurs, dans les contrées désorganisées par les invasions nordiques, notamment en Normandie, où la plupart des évêchés n'avaient retrouvé leurs pasteurs qu'à l'extrême fin du X^e siècle⁷; et c'est tout spécialement dans la partie du

4. Voir notamment les textes indiqués par IMBART DE LA TOUR, *loc. cit.* note précédente. Cf. aussi P. THOMAS, *Le droit de propriété des laïques sur les églises*, pp. 24-25 et 39-45.

5. IMBART DE LA TOUR, *Rev. hist.*, t. LXVIII (1898), pp. 1-54 (tir. à part, pp. 143-196).

6. P. THOMAS, *op. cit.*, pp. 76-80. Abbon de Fleury définit ainsi la distinction, qu'il combat au nom des purs principes canoniques : « *Est etiam alius error gravissimus, quo fertur altare esse episcopi et ecclesiam alterius cujuslibet domini* » (*H. Fr.*, X, 330, cité P. THOMAS, *ibid.*, p. 77, n. 2). Sur l'attitude d'Abbon de Fleury, cf. FOURNIER et LE BRAS, *op. cit.*, t. I, p. 326, n. 2.

7. *Supra*, p. 29. GÉNÉSTAL écrivait que « la Normandie est l'un des pays où le système de patrimonialité s'est le plus solidement

duché qui avait été privée d'évêques que l'on trouve, au début du XI^e siècle, les plus anciens exemples d'usurpation de coutumes épiscopales par des propriétaires d'églises.

Une lettre de Fulbert de Chartres à l'évêque Roger de Lisieux, entre 1006 et 1022⁸, nous apporte sur ce point des renseignements très précieux. Le chapitre de Chartres possédait des églises dans le diocèse de Lisieux, et les prêtres qui les desservaient avaient refusé de payer à l'évêque les droits de synode qu'ils réservaient au chapitre. Roger les avait frappés d'interdit, mais Fulbert essaya de prendre leur défense. Il le fit d'ailleurs dans un esprit de conciliation, leur cherchant une excuse plutôt qu'une justification. Dans le diocèse de Chartres, dit-il, les églises dépendant des chanoines sont dispensées de la taxe : les prêtres censurés croyaient que la franchise s'étendait à celui de Lisieux. Fulbert reconnaît d'ailleurs qu'une telle prétention est excessive et que la concession chartreuse ne s'applique pas à l'autre évêché. Il demande toutefois à Roger de lever l'interdit, en promettant que les prêtres lui paieront dorénavant la redevance, sauf s'il leur en fait grâce, auquel cas c'est le chapitre qui continuera de les percevoir¹⁰.

implanté » (*Une modalité d'appropriation de la dîme par les seigneurs laïques, Ann. de l'Éc. des H.-Ét., sc. rel., 1926-1927, p. 9*). Cf. MOLLAT, *Rev. d'hist. ecclés.*, XXXIII, 1937, p. 463.

8. Roger est évêque de Lisieux de 988 à 1022, et Fulbert, évêque de Chartres de 1006 à 1029. Sur la date de 1006, cf. PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, p. 221, n. 1.

10. Ep. 47 (MIGNE, CXLI, c. 225) : « Presbyteri canonicorum nostrorum ex ecclesiis quas habent in episcopatu vestro venerunt ad nos, dicentes quod vos interdixistis eis ministerium suum, ideo quod de ipsis ecclesiis non ferunt vobis synodum. Et nos quidem eam vobis jure solvendam esse non ignoramus : sed Tedoldus praepositus noster, ac vestre servus, non bene rem intellexit hactenus, eo deceptus quod nulla ecclesiarum, quas nostri canonici possident in episcopatu nostro, obligata est hujusmodi debito, remittente videlicet antecessorum meorum piissima liberalitate. Sed ea, quantalibet charitate fulta, quantalibet laude digna, vestro lamen juri minime praejudicat. Nunc itaque serenitati vestrae supplicamus ut concedatis eis officium suum agendi licentiam, paratis a modo aut vestram synodum vobis reddere, aut in usus

L'évêque de Lisieux n'accorda pas la franchise¹¹. Chef d'un diocèse qui, depuis plus d'un siècle, n'avait plus été gouverné¹², il s'appliquait à en reconstituer le temporel. Les chanoines, de leur côté, s'efforçaient de conserver les coutumes usurpées. Obligés de céder sur les droits de synode, ils tentèrent de lutter pour garder les droits de visite (*circadae*). Une lettre qu'ils écrivirent, en 1022, à l'évêque de Lisieux, Herbert, nous apprend qu'ils ne les lui payaient pas; l'évêque avait protesté, et les chanoines le prient d'attendre, avant de frapper leurs églises d'interdit, le retour de Fulbert parti pour Rome¹³. Mais nous ignorons cette fois-ci la solution du différend.

A la même époque et au même diocèse se rattache l'anecdote suivante racontée par Orderic Vital. Vers 1050, un seigneur normand, Guillaume, possédait les coutumes épiscopales sur ses domaines de Montreuil-l'Argillé et d'Echauffour, dont son père, Giroie, avait, vers 1030-1036, fondé les deux églises¹⁴; et, ajoute le chroniqueur, « aucun archidiacre n'osait tourmenter les prêtres de ce domaine ». Orderic Vital explique maintenant l'origine de la franchise, et là réside, pour nous, l'intérêt véritable de l'épisode.

fratrum nostrorum necessarios retinere, si charitati vestrae placuerit sanctorum patrum meorum supra memoratum remissionis exemplum observare. Si non merui ut causa mei aliquid faciat, restat, spero, aliquando meritum iri, opitulante gratia Christi. Valete, charissime Pater, et mementote mei in orationibus vestris. » Sur ce texte et sur les suivants, cf. HASKINS (*Norman Institutions*, pp. 32-35), qui a donné une liste assez complète des actes de franchise des coutumes épiscopales. Voir aussi PFISTER, *De Fulberti Carnotensis episcopi vita et operibus* (Nancy, 1885), p. 93.

11. Nous pouvons le déduire du texte dont il va être question ci-dessous : en 1022, l'évêque de Lisieux ne réclamait plus aux chanoines que les droits de visite; c'est donc que les droits de synode lui étaient payés.

12. G. Ch., XI, 765; cf. *supra*, p. 29, n. 13.

13. MIGNE, CXLI, 265 (ep. 115). Sur cette lettre, sa date et le voyage de Fulbert à Rome, cf. PFISTER, *De Fulberti... vita et operibus*, pp. 93-94; *Id.*, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 332; G. Ch., XI, 766.

14. ORD. VITAL, III, 2; éd. LE PRÉVOST, II, 24.

C'est vers 1020 que Giroie avait acquis Montreuil et Echauffour¹⁵. Il en interrogea les habitants pour connaître de quel évêché ils relevaient. « D'aucun », répondirent-ils. Giroie, indigné : « C'est tout à fait injuste, dit-il. Plaise au ciel que je ne sois pas sans pasteur et privé du joug de la discipline ecclésiastique. » Puis, il s'enquit de savoir quel était le plus pieux des prélats voisins; on lui apprit que c'était l'évêque Roger de Lisieux, et il mit aussitôt ses possessions sous la juridiction de ce prélat. Un autre seigneur des environs, Baudri de Bocquancé, et ses gendres, Vaucelin de Pont-Echanfré et Roger du Merlerault, en firent autant pour les leurs. C'est ainsi que le diocèse de Lisieux s'accrût, dans la région de la Charentonne, de territoires qui avaient dépendu, à l'époque franque, du diocèse de Sées¹⁶.

Orderic Vital ajoute que l'évêque Roger accorda aux seigneurs un privilège de juridiction. Il précise même : privilège de juridiction d'archidiaque, mais c'est sans doute, nous le verrons, une interprétation anticipée du chroniqueur qui définit l'institution telle qu'elle existe de son temps¹⁷. En fait, Roger donna aux seigneurs — « entendez qu'ils se réservèrent »¹⁸ — les coutumes épiscopales. Ce sont ces coutumes que possédait, trente ans plus tard, le fils de Giroie, Guillaume, et qu'il céda aux moines de Saint-Evrault¹⁹.

15. *Ibid.*, p. 23.

16. LONGNON, *Pouillés de la province de Rouen*, p. 55.

17. *Infra*, p. 175, n. 141.

18. GÉNESTAL, article cité note suivante, *loc. cit.*, p. 286.

19. ORDERIC VITAL, III, 2; éd. LE PRÉVOST, II, pp. 26-27 : « *Episcopales consuetudines in toto Monasterioli et Escalfoii fundo habebat, nec ullus archidiaconorum ibidem presbyteros ejusdem honoris circumvenire audebat. Nam Geroius pater ejus, postquam Helgonis fiscum (ut supradictum est) obtinuit, incolas illius patriae, de quo episcopatu essent, inquisivit. Illi autem dixerunt se nullius episcopatus esse. At ille : « Hoc omnino injustum est. Absit a me ut sim absque pastore et jugo ecclesiasticae disciplinae ! » Deinde quis vicinorum praesulum religiosior esset investigavit ; agnitisque virtutibus Rogerii Lexoviensis episcopi, ei totum honorem suum subjugavit ; et Baldricum de Balgenzaio, generosque*

Ainsi, vers 1020, dans la région de Lisieux, des seigneurs ecclésiastiques et même laïques avaient accaparé les droits épiscopaux. Dans le premier des deux exemples, l'évêque les récupère, au moins partiellement. Dans le second, les laïques les gardent. On peut tirer de tout ceci plusieurs observations.

1° Les plus anciens cas d'usurpation de coutumes sont, au plus tard, de 1020 environ; 1020, d'ailleurs, c'est l'époque où leur existence est constatée, mais ils sont antérieurs. De combien? Nous ne savons pas. Même s'ils le sont de peu, ils précèdent d'au moins douze ans le premier exemple connu de concession régulière de franchise des coutumes épiscopales (Cerisy, 1032)²⁰. Ainsi, avant les premiers cas d'octroi de la franchise, on trouve des cas d'usurpation. Une telle succession des faits est capitale pour l'explication de l'origine historique de la franchise, qui est l'accaparement des coutumes.

ejus, Wascelinum de Ponte Erchenfredi et Rogerium de Merula, terras suas, quae simili libertate abutebantur, praefato pontifici similiter submittere persuavit. Rogerius itaque praesul, videns quod praefati optimates sibi sponte sua humiliarentur, congratulatus est eis, deditque privilegium ut clerici terrae suae non irent ad placitandum extra potestatem eorum, nec opprimerentur injustis circumventionibus archidiaconorum. Hoc autem privilegium Geroianus Willermus fortiter tenuit, et a domno Hugone episcopo Uticensibus monachis obtinuit. » Sur ce texte, cf. GÉNES-TAL, *La patrimonialité de l'archidiaconat dans la province ecclésiastique de Rouen*, *Mélanges Paul Fournier*, pp. 286-287.

20. Nous avons délibérément écarté l'acte par lequel Robert le Magnifique aurait accordé aux moines du Mont-Saint-Michel les « *leges episcopales* » sur la moitié de l'île de Guernesey. Le texte qui nous l'apprend est une notice du cartulaire du XII^e siècle, où il est dit que Guillaume le Conquérant aurait retiré aux moines ces « *leges episcopales* » qui leur auraient été données auparavant par son père (Bibl. d'Avranches, ms. 210, f^o 106 v^o, publ. *Cartulaire de Jersey*, n^o 152, pp. 230-231). Mais le diplôme de Robert auquel ce texte fait allusion dit seulement : « *omnes consuetudines quas in meos usus retinebam, hoc est : melagium et omnia quaecumque ex ipso beneficio meis usibus proveniunt* » (*Ibid.*, f^o 26 r^o, *Cartul. de Jersey*, n^o 114, p. 183). Une telle formule comprend-elle aussi les coutumes épiscopales? Ce n'est pas impossible, mais ce n'est pas certain. Le rédacteur du cartulaire l'interprète comme si elle les comprenait, mais il écrit trop tard (XII^e s.) pour qu'on puisse se fier à son témoignage.

2° Contre de telles usurpations, l'évêque Roger, prenant possession d'un diocèse longtemps abandonné, s'efforce de réagir. Il essaye de récupérer les coutumes usurpées. Il y réussit même vis-à-vis des Chartrains, mais il faut avouer qu'il est singulièrement aidé par le très conciliant évêque Fulbert, imbu des mêmes idées réformatrices. C'est un cas spécial. C'est aussi un cas isolé. Vis-à-vis de Giroie et des seigneurs de la région d'Echauffour, qui sont cependant des laïques, Roger doit renoncer aux coutumes. Somme toute, une telle politique épiscopale de récupération est prématurée. La tentative de Roger n'est qu'un épisode de la réforme épiscopale qui, faite sans l'appui de la papauté, sans direction et sans continuité, finit par échouer²¹.

Les laïques continueront pendant longtemps encore de s'approprier les coutumes épiscopales. Vers 1050, Raoul Taisson les tient en fief, sur douze églises, de l'évêque Hugues de Bayeux²², et Guillaume de la Ferté-Macé, sur trois églises, de l'évêque Yves de Sées²³. Les coutumes épiscopales se transmettent à cause de mort²⁴ et entre vifs²⁵. Lorsqu'elles sont cédées, le consentement du duc de Normandie est généralement exprimé²⁶; parfois aussi celui du seigneur²⁷; et lorsque ce seigneur est l'évêque,

21. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, I, pp. 60-92.

22. Texte *infra*, p. 71, n. 32.

23. Texte *infra*, p. 73, n. 38.

24. Entre 1060 et 1082 environ, un certain Engerrand donne aux moines de Saint-Étienne de Caen une église qui passait, affranchie des coutumes épiscopales, de père en fils dans sa famille (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 73). Dans l'exemple précité, tiré d'Orderic Vital, Giroie transmet à son fils Guillaume les coutumes épiscopales.

25. Nous n'avons conservé que des donations à des monastères. Voir celle d'Enguerrand à la note précédente. Autres exemples page suivante.

26. Ainsi dans les actes de Raoul Taisson (*infra*, p. 71, n. 32) et de Guillaume de la Ferté-Macé (*infra*, p. 73, n. 38).

27. Guillaume de la Ferté-Macé, dans l'acte cité n. 38, mentionne l'assentiment de l'évêque Yves de Sées, « duquel il tient en fief les susdites coutumes », ainsi que le consentement de Guillaume le Bâtard et de Roger de Montgomeri, « son seigneur ».

c'est en qualité de seigneur et non pas d'évêque, qu'il paraît intervenir²⁸.

Cependant, le concile de Reims, en 1049, interdit aux laïques ces usurpations de coutumes²⁹. Il faut voir là l'influence grégorienne naissante. La présence à cette assemblée de presque tous les évêques normands³⁰ autorise à croire que ses décisions n'ont pas été sans exercer d'influence sur le duché³¹. En fait, dans les années suivantes, d'assez nombreux laïques renoncent aux coutumes qu'ils ont accaparées; mais ils ne les restituent pas aux évêques; ils préfèrent les céder à des monastères. Dès 1049 ou 1050 et peut-être même un peu auparavant, Raoul Taisson, fondant l'abbaye de Fontenay-sur-Odon, lui donne les coutumes épiscopales qu'il avait sur douze églises³². En 1053, Guillaume de la Ferté-Macé gratifie les moines de Saint-Julien de Tours de celles qu'il possédait sur trois églises du diocèse de Sées³³. On a déjà vu Guillaume, fils de Giroie, agir de même, vers 1050, en faveur de l'abbaye de Saint-Evroult³⁴.

28. Exemples *supra*, n. 27, et *infra*, n. 32.

29. C. 4 (MANSI, XIX, 742).

30. Ce sont les évêques de Coutances, Sées, Lisieux, Bayeux et Avranches (MANSI, XIX, 737). Cf. FLICHE, *op. cit.*, I, pp. 137-138.

31. APPERT et BESNIER l'ont noté avec raison (*Rev. cath. de Normandie*, I, 1891, pp. 166-167).

32. FARCY, *Abbayes de l'évêché de Bayeux*, Fontenay, p. 30 (*G. Ch.*, XI, instr., 63) : « *Hic etiam (Raoul Taisson) per concessum et auctoritatem Willelmi principis Normannie, donavit huic Fontanetensi abbatiæ... omnes episcopales consuetudines quas de Hugone Baiocensi pontifice tenebat in feudo, concedente donationem istam ipso episcopo, et quas etiam consuetudines ipse Radulfus Taxo habebat liberas, quietas et solutas in ecclesiis suis, in Fontaneto scilicet et Bolim et Torreis et Essun et Canhadun, in Maisnilio Huberti et in Rovrou atque Furnivilla Borbononque et Cingal atque in Calvarilla et Sancto Remigio.* » Cette concession est antérieure à la mort de l'évêque Hugues de Bayeux, qui assiste encore au concile de Reims (3-4 octobre 1049), mais est déjà remplacé par Eudes de Conteville le 25 septembre 1050 (SAUVAGE, *L'abbaye Saint-Martin de Troarn*, p. 13, n. 5). La date traditionnelle admise de sa mort est 1049 (*G. Ch.*, XI, 353). Le Raoul Taisson dont il s'agit est Raoul I^{er} (FARCY, *ibid.*, p. 2). La pancarte qui nous a rapporté le texte est de 1070-1079, puisqu'elle est souscrite par Guillaume Bonne-Ame, abbé de Saint-Étienne de Caen (1070-1079).

33. Texte *infra*, p. 73, n. 38.

34. *Supra*, p. 68.

Ainsi, les monastères acquéraient les coutumes épiscopales de diverses manières. Tantôt ils les usurpaient (Fécamp). Tantôt les évêques, plus ou moins contraints par le duc, les leur abandonnaient par l'octroi d'une concession régulière (Cerisy, Montivilliers³⁵). Tantôt les laïques les leur cédaient (Fontenay-sur-Odon). Mais, quelle que soit la source de l'acquisition, le résultat est le même : le monastère est substitué à l'évêque pour la perception des coutumes. Vis-à-vis de l'évêque, les églises sont affranchies des coutumes; c'est au monastère qu'elles les doivent.

II. EXAMEN JURIDIQUE.

FRANCHISE DES COUTUMES ET JURIDICTION

La franchise aboutit donc, en définitive, à l'attribution des coutumes épiscopales à un monastère. Le moment est venu d'examiner quels avantages celui-ci en retire.

Le laconisme de la plupart des textes est déconcertant. Les formules employées sont, le plus souvent, du genre de celle-ci : franchise « *ab omni consuetudine episcopali* »³⁶. Raoul Taisson, en 1053, donne « *omnes consuetudines episcopales* »³⁷. Que sont ces « coutumes » et où en trouver la liste ?

Un acte de 1053, déjà cité, comble heureusement la

35. La concession épiscopale est exprimée dans les actes ducaux. On ne trouve pas en Normandie, avant 1060, d'actes épiscopaux, mais seulement des actes ducaux. Une seule exception serait l'acte de l'archevêque Robert affranchissant l'église de Fontenay-Saint-Père (Vexin) appartenant à l'abbaye Saint-Père de Chartres (GUÉRARD, *Cartul. de Saint-Père...*, I, pp. 115-116). Mais c'est un acte suspect, dont les clauses ressemblent plus à des formules de la fin du XI^e ou du XII^e que du début du XI^e siècle. Notons d'ailleurs que la date 1033 donnée par les éditeurs (GUÉRARD, *ibid.*, et *G. Ch.*, VIII, instr., 297) est impossible en raison de la souscription de l'évêque Maugis d'Avranches, mort en 1028 au plus tard; c'est pourquoi *G. Ch.*, XI, 474, propose la date de 1024.

36. C'est la formule des diplômes de Montivilliers, Cerisy (*ab omni consuetudine ecclesiastica*; sur la variante *ecclesiastica*, cf. *infra*, pp. 73-74) et Fécamp.

37. Texte *supra*, p. 71, n. 32.

lacune des autres textes. Guillaume de la Ferté-Macé donne aux moines de Saint-Julien de Tours l'église Notre-Dame de Bellou et l'autel, et tous leurs revenus, à savoir les dîmes, les prémices, la sépulture, les droits de synode et de visite et toutes les forfaitures. Puis le texte englobe tous ces éléments qu'il vient d'énumérer sous un terme générique : *praescriptas consuetudines*. C'est donc bien la liste des coutumes qu'il vient de faire³⁸.

Il ne dit d'ailleurs pas : « coutumes épiscopales », et ce ne sont pas elles seules qu'il a envisagées, mais, d'une façon plus large, toutes les coutumes ecclésiastiques. Il cite, en effet, la dîme, dont l'évêque ne touche aucune part en Normandie, où l'on suit l'usage carolingien du partage tripartite³⁹. De même les prémices, qui ne sont qu'un complément de la dîme, une sorte de « centime additionnel⁴⁰ ». De même les droits de sépulture⁴¹. Ces redevances, le monastère les percevra en qualité de propriétaire de l'église et de desservant titulaire (*persona*)⁴².

38. DENIS, *Charte de Saint-Julien de Tours* (Archives histor. du Maine, XII, 1912), n° 24, pp. 34-36 : « Ego... Willelmus... dono et trado Sancto Juliano monachisque ejus perpetualiter aecclesiam Sancte Marie de Berlo et altare, et omnes redditus eorum, decimas scilicet, primitias, sepulturam, sinodalia, circada et omnes forfacturas ad ipsam aecclesiam pertinentes, hoc est : sacrilegium, latrocinium, infracturam cimiterii, et cum omnibus commissis episcopo pertinentibus... cum assensu... domini mei Ivonis, Oximorum presulis, de quo prescriptas consuetudines hujus aecclesiae et duarum subjectarum in beneficio teneo, et cum auctoritate Willelmi, Normannorum principis, Rogerique, mei senioris... Eodem tenore concedo Sancto Juliano et ei servantibus aecclesiam Sancte Marie de Hablevilla cum decimis et primitiis consuetudinibusque in priori aecclesia prescriptis, aecclesiam quoque Sancti Petri de Guaiolo... cum omnibus redditibus ipsius et consuetudinibus episcopo pertinentibus. »

39. GÉNESTAL, *Une modalité d'appropriation de la dîme...*, loc. cit., notamment pp. 7 et 14-15.

40. VIARD, *Histoire de la dîme ecclésiastique, principalement en France, jusqu'au décret de Gratien*, p. 240.

41. GÉNESTAL, *Annuaire cité*, 1926-1927, p. 55. SCHREIBER citoit (*Kurie und Kloster*, t. II, pp. 98-99, et 105 et ss.) que le partage des oblations et des droits de sépulture correspond exactement à celui de la dîme. Cf. aussi P. VIARD, *op. cit.*, p. 178.

42. GÉNESTAL, *Annuaire précité*, 1926-1927, pp. 54-55; 1927-1928, pp. 52 sq.; 1928-1929, pp. 46-47. Dans le cas d'incorporation d'une église à un monastère, celui-ci cumule sur elle les qualités de pro-

Quant aux coutumes épiscopales, ce sont essentiellement les droits de synode et de visite⁴³ et les taxes de justice⁴⁴. Voilà du moins ce qu'elles comprennent en matière de redevances.

Mais elles ne sont pas seulement des redevances; elles ne se limitent pas à des avantages d'ordre pécuniaire. En ce qui concerne la justice, elles englobent, non seulement le produit, mais le jugement des causes. L'acte de 1053 cite, parmi les coutumes, « les forfaitures, c'est-à-dire le sacrilège, le vol, la violation de cimetière ainsi que toutes les fautes relevant de l'évêque⁴⁵ ». Il ne dit

prieur et de *persona*; à charge d'y placer un vicaire, « c'est lui qui doit le service, il est lui-même *persona* » (GÉNÉSTAL, *Annuaire précité*, 1928, p. 52). Sur l'institution du personat, cf. E. CHAMPEAUX, *Quelques observations qui doivent précéder une étude du personat au XI^e siècle* (Mél. Fournier, pp. 53-69). Voir, pour la Normandie, GÉNÉSTAL, *Histoire du droit public normand*, loc. cit., p. 100, n. 112, et l'article de GUILLAUME, cité *ibid.*

43. Les droits de synode et de visite remontent au IX^e siècle (GÉNÉSTAL, *Annuaire précité*, 1927-1928, p. 52) : l'un des traits de la réforme ecclésiastique carolingienne avait été de renforcer le contrôle épiscopal sur le diocèse par la régularité plus grande des synodes et des visites (HAUCK, *op. cit.*, II, pp. 244-249; pour les synodes, voir aussi BARION, *Das fränkisch-deutsche Synodalrecht des Frühmittelalters*, *Kanonistische Studien*, fasc. 5 et 6, 1931, pp. 284-294); l'évêque, en dédommagement, prit l'habitude de percevoir régulièrement, et à titre obligatoire, ces redevances, remplaçant des offrandes qu'il recevait parfois, auparavant, à titre facultatif (IMBART DE LA TOUR, *Les paroisses rurales dans l'ancienne France*, *Rev. historique*, LXVIII, 1898, pp. 45-46). Notons que l'un des plus anciens exemples du mot *circada* est dans une lettre d'Hincmar de Reims à Louis le Bègue (*Opera Hincmari*, éd. SIRMOND, t. II, p. 179; cité LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, *B. E. C.*, 1926, p. 49, n. 2). Nous reviendrons sur les droits de synode et de visite, *infra*, p. 108.

44. Le texte de 1053 ne cite pas la *redemptio altaris*, qui est un profit touché par l'évêque lors de la mutation du desservant (cf. MADELEINE DILLAY, *Le régime de l'église privée...*, *R. H. D.*, 1925, p. 281). Ceci tient au fait que Saint-Julien de Tours acquiert non seulement l'*ecclesia*, mais l'*altare* (*aeccliam... et altare*); or l'évêque ne perçoit la *redemptio* qu'en vertu de son droit sur l'*altare* (BARTH, *Hildebert von Lavardin*, p. 255 et n. 1, p. 259 et n. 1 et 263; cité DILLAY, *ibid.*, p. 281, n. 3). Nous reviendrons sur cette question de l'*altare* (*infra*, pp. 86-87 et n. 12).

45. Texte *supra*, p. 73, n. 38. Sur le mot *forfactura*, que nous avons traduit par « forfait », cf. HALPHEN, *Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle*, pp. 25-26 : la *forfactura*, comme le *forfactum*, c'est « toute espèce de crime ou de délit », et M. Hal-

pas que l'abbé acquiert les profits de ces causes, mais ces causes elles-mêmes, c'est-à-dire le droit de les juger. La possession des coutumes confère l'exercice d'une justice. Cette conclusion importante, que le texte de 1053 permet de tirer⁴⁶, va être renforcée par la comparaison avec les coutumes laïques.

Le terme *consuetudo*, en effet, n'est pas réservé aux choses ecclésiastiques. Il concerne toutes sortes de redevances laïques : le terrage⁴⁷, les différentes corvées⁴⁸, les droits de transit et d'entrepôt⁴⁹, ceux qu'on perçoit sur la circulation des bateaux⁵⁰ et le charroi des bois⁵¹,

phen cite notamment « le meurtre, le crime de l'incendiaire, le rapt, le vol, les infractions et violations de cimetières ».

46. Voir aussi le passage interpolé d'un diplôme de Richard II pour le Mont-Saint-Michel, fabriqué probablement vers 1058-1060, où le duc est censé accorder aux moines toutes les coutumes sur le Mont, tant les coutumes ducales que les coutumes épiscopales, « de telle sorte que » (*ea ratione ut*) l'abbé et les moines aient la connaissance des causes criminelles sur tous les habitants du Mont. Un tel texte — qui vaut pour l'époque où il a été forgé, c'est-à-dire 1058-1060 très vraisemblablement — fait découler l'exercice de la justice de la possession des coutumes (texte *infra*, App. VI, p. 264).

47. Hervé, archidiacre d'Orléans, donne, en 1036, à l'abbaye Saint-Mesmin de Micy l'église de Saint-Vrain de Gergeau, « *cum omnibus consuetudinibus, scilicet terragio...* » (Bibl. Nat., coll. Baluze, vol. 78, f° 138). Sur cette question, cf. FLACH, *Les origines de l'ancienne France*, I, *Le régime seigneurial*, pp. 202-204; HALPHEN, *Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle, région angevine*, p. 38; pour la Normandie, HASKINS, *Norman Institutions*, pp. 26-30.

48. Gautier, comte de Brionne, abandonne, en 1049, à l'abbaye de Montier-en-Der les coutumes qu'il avait sur une terre, et renonce à toucher « ... *ullam consuetudinem... scilicet... corvadam, carroperam, opus ad castellum vel aliam quamlibet consuetudinem* » (cité d'après FLACH, *Les origines de l'ancienne France*, I, *Le régime seigneurial*, p. 203, n. 1).

49. Un acte de 1037 (POUPARDIN, *Chartes de Saint-Germain-des-Prés*, n° LIV, pp. 86-87) cite les « *consuetudines in quodam castro quod vocatur Musteriolum (Montereau) hactenus habitas in transfratatione navium in eundo superius vel redeundo inferius* ».

50. En 1075, Philippe I^{er} permet aux moines de Saint-Mesmin de Micy de lever certaines coutumes, notamment « le tonlieu du sel et des autres choses qui sont transportées par terre ou par eau », « *ipsi vero monachi consuetudines quas voluerint sive in terra sive in aqua ponere liceat eis, id est feloneum salis et aliarum rerum quas vehuntur sive per terram sive per aquam* » (PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, LXXVII, p. 195).

51. En 1077, Eudes de Conteville donne à l'abbaye Saint-

sur les marchands⁵², sur le commerce et l'industrie⁵³ à l'intérieur d'une seigneurie. Il s'applique aux taxes immobilières⁵⁴ et, d'une façon plus générale, à toutes les redevances féodales⁵⁵.

En matière laïque, comme en matière ecclésiastique, non seulement les profits de justice⁵⁶, mais les causes

Étienne de Caen, « *consuetudinem plaustorum que de Besatia (Saint-Ouen-des-Besaces) ad Cadomum venalia ligna ferunt* » (texte *infra*, pièce just. n° II, p. 296).

52. Raoul Taisson donne, en 1070, à l'abbaye de Fontenay, « *cunctas consuetudines hominum illorum qui in domo ipsius emerent aliquid aut venderent* » (Farcy, *Abbaye de Fontenay*, p. 29). Le tonlieu des marchés est une coutume que se réservent parfois les seigneurs sur les bourgs qu'ils créent : ainsi, en 1067, Robert de Sablé pour le bourg de Sablé créé en faveur de Marmoutier (Proc, *Recueil*..., n° xxxiv, p. 101), et, vers 1077, Guillaume le Conquérant pour Saint-Étienne de Caen (G. Ch., XI, instr., 66). Sur cette coutume, cf. LEGRAS, *Le bourgage de Caen*, pp. 75, 78, 82.

53. Eudes de Conteville donne, en 1082, à l'abbaye de la Trinité de Caen « la coutume des couvertures de laine (*consuetudinem culcitrarum*) qu'il avait dans cette partie du bourg » (G. Ch., XI, instr., 71; cf. LEGRAS, *op. cit.*, p. 52, et aussi pp. 74-80).

54. Eudes de Conteville donne, en 1077, à Saint-Étienne de Caen, « *censum et omnem consuetudinem omnium domorum ad Baiocensis ecclesie jus pertinentium* » (texte, *infra*, pièce just. n° II, p. 296; cf. LEGRAS, *op. cit.*, p. 52).

55. En 1041 ou 1042, le vicomte de Blois, Hervé, abandonne aux moines de Marmoutier la « commandise » (*commendatitia*) et « toutes les autres coutumes » qu'il avait sur le domaine appelé Gilliacus; son seigneur, le comte Thibaut III de Blois, autorise la concession, car c'est de lui qu'Hervé tenait en fief les susdites coutumes qu'il est inutile d'énumérer, dit le texte, car elles découlent toutes de la « commandise » et sont très nombruses : « *Nolum sit... quod Herveus, vicecomes Blesensis, remisit sancto Martino Majoris Monasterii, quando apud eundem devenit monachus, commendatitiam et omnes alias consuetudines quas habebat in villa ejusdem sancti, quae Gilliacus appellata est, et ut haec remissio firmior foret, Tetbaldus comes eam auctorizavit, de cujus fevo Herveus supradictas tenebat consuetudines... Quae autem sunt hae consuetudines, nominatim exprimi opus non fuit, quoniam caput earum est, de qua praemisimus, commendatitia, et ex ejus occasione omnes pullulaverant.* » (MABILLE, *Cartulaire de Marmoutier pour le Dunois*, n° civ, pp. 96-97). Le *Domesday book*, à la fin du XI^e siècle, est rempli d'indications précisant les ressources que le roi tire des coutumes : cf. notamment, STUBBS, *Select charters*, p. 89 (extr. du D. B., I, 336 : coutumes de Lincoln) : « *Consuetudines regis et comitis in Sudlinconia reddunt XXVIII libras. In Northreding consuetudines regis et comitis reddunt XXIV libras...* »

56. En 1036, le chevalier SUAVIS donne aux moines de Saint-

elles-mêmes sont des coutumes : ainsi le rapt, le vol, le crime de l'incendiaire⁵⁷ et l'homicide⁵⁸. Ces quatre cas⁵⁹ constituaient ce qui fut plus tard la haute justice et qu'on appelait au XI^e siècle la *vicaria*⁶⁰, elle-même réputée coutume⁶¹.

Mesmin de Micy un domaine à Saint-Jean de la Motte avec « tous les revenus et toutes les coutumes du vol, du rapt et du sang » (texte *infra*, p. 87, n. 13).

57. Vers 1036, l'archidiacre Hervé donne aux moines de Saint-Mesmin de Micy le domaine de Saint-Vrain de Gergeau, « *cum omnibus consuetudinibus, scilicet terragio, decima, raptu, furto, incendio, cum omnibus ceteris quas enumerare longum est* » (Bibl. Nat., coll. Baluze, vol. 78, f^o 138).

58. *Cartul. de Saint-Aubin d'Angers*, éd. BERTRAND DE BROUSSILLON, t. I, n^o 4 (acte de 1007-1026) : « *Sed de tribus consuetudinibus medietatem retineo : id est de homicidio, de raptu, de incendio* » (cité HALPHEN, *Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle*, p. 38, n. 6).

59. On les appelle quelquefois les « *magna forfacta* », par opposition aux « *parva* » ou « *minuta forfacta* » (HALPHEN, art. cité, p. 38, n. 3). Philippe I^{er}, en 1075, reconnaît aux moines de Saint-Mesmin de Micy les coutumes, c'est-à-dire le tonlieu (cf. *supra*, p. 75, n. 50), « *et ceteras leges vel consuetudines, id est sanguinem, raptum, incendium, homicidium et alias leges quae solent exsolvi* » (PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, n^o LXXVII, p. 195).

60. *Cartul. de Notre-Dame de Paris*, éd. GUÉRARD, I, 323-324 (acte de 1045) : « *Omnes consuetudines dimisit (episcopus) nisi illas que ad vicariam pertinent, scilicet sanguis, bannus, raptum, incendium, latro* » (cité F. LOT, *La vicaria et le vicarius*, R.H.D., 1893, p. 283). Dans un texte angevin de 1080-1087 (*Chronique des églises d'Anjou*, éd. MARCHEGAY et MABILLE, p. 72), on ajoute aux quatre cas précédents les délits de chasse et de péage (cité LOT, *ibid.*, p. 284). Au XIV^e siècle encore, on définissait la haute justice par l'attribution du rapt, du meurtre, du crime de l'incendiaire et autres causes semblables : « *data sit ad usum huius curiae alta iusticia, scilicet raptus, murtrum, incendium et similia* » (arrêt cité par BACQUET, *Traicté des droicts de justice*, VI, 7, *Œuvres*, éd. 1621, t. III, p. 16; nous avons connu ce texte par le cours de GÉNESTAL, professé en 1928-1929, polyc. p. 221). Sur la *vicaria*, voir, outre l'article de LOT précité, W. M. NEWMAN, *Le domaine royal sous les premiers Capétiens*, pp. 51-57.

61. GRASILLIER, *Cartulaires inédits de Saintonge*, t. II, n^o 1, p. 4 (HALPHEN, *Le comté d'Anjou au XI^e siècle*, Catalogue, n^o 80, p. 268), texte de 1047 : « *Consuetudinem illam etiam quae vigeria dicitur, scilicet de homicidio, de furto, de raptu et incendio Deo et beatae Mariae prorsus finimus* » (cité LOT, *ibid.*, p. 283). Cette conception de la justice au XI^e siècle, qui « apparaît principalement comme une source de revenus » (HALPHEN, *Les institutions judiciaires au XI^e siècle*, p. 38), a été souvent dégagée par les historiens (FLACH, *op. cit.*, p. 308; LUCHAIRE, *Manuel des institutions françaises*, pp. 342-343; HALPHEN, art. cité, etc...).

Vers 1050, Guillaume le Bâtard accordait aux moines de Préaux les coutumes qu'il avait sur la terre de Vascoeuil, parmi lesquelles il cite l'attaque des maisons (*hainfara*), le rapt, le crime de l'incendiaire, la guerre privée⁶². Ce texte d'environ 1050 fait le pendant de celui de 1053. Le premier, du point de vue laïque, le second, du point de vue ecclésiastique, tous deux contemporains et issus de régions voisines, montrent que la notion de *consuetudo* outrepassa l'aspect pécuniaire ; qu'elle s'étend à l'exercice de la justice, mal distingué des ressources qu'on en tire⁶³ ; et le texte bien connu de la fin du XI^e siècle : *Consuetudines et justicie*, n'est pas pour démentir une telle opinion⁶⁴.

A tous points de vue, le rapprochement s'impose entre

62. VALIN, *Le duc de Normandie et sa cour*, pièce just. n° 2, p. 258 : « Willelmus... dedit Sancto Petro Pratelli consuetudines quas habebat in quadam terra quam Wascolium vulgo vocatur, scilicet hainfaram, ullac, rat, incendium, bernagium, bellum. » Sur ce texte, cf. HASKINS, *Norman Institutions*, pp. 29 et 279, et sur toute la question des coutumes ducales, *Id.*, *op. cit.*, pp. 26-30. Voir aussi, sur le texte de Préaux, YVER, *L'interdiction de la guerre privée...*, *loc. cit.*, pp. 339-340, et PRENTOUT, *La trêve de Dieu en Normandie. Date du concile de Caen. Hamfara* (*Mém. de l'Acad. de Caen*, nouv. série, t. VI, 1931, pp. 3-25). — Les plus anciens exemples d'attribution des coutumes ducales à des monastères sont de 1025, dans les diplômes de Richard II pour Bernay (LE PRÉVOST, *Mémoires et notes pour servir à l'histoire du département de l'Eure*, t. I, p. 285), et pour Jumièges (VERNIER, *Charles de l'abbaye de Jumièges*, XII, t. I, pp. 35, 40, 41) : cf. HASKINS, *op. cit.*, p. 27 et n. 98 et 99 (sur la date de ces actes, cf. Appendice IV, p. 253).

63. Cette conception de la justice a été souvent remarquée (auteurs cités *supra*, p. 77, n. 61). Quant au sens large que nous donnons au mot *consuetudo*, s'il est admis par HASKINS (*op. cit.*, p. 29), il est nié par M. OLIVIER-MARTIN (*Histoire de la Coutume... de Paris*, t. I, pp. 9 et 25), selon lequel « le mot *consuetudo* veut simplement dire redevance usuelle » (p. 25). M. NEWMAN (*Le domaine royal sous les premiers Capétiens*, p. 66) est du même avis. FLACH admet que le mot a quelquefois le sens large, quelquefois le sens étroit de redevance (*op. cit.*, p. 203). Nous pensons qu'en Normandie il a toujours (au XI^e siècle, du moins, où nous l'avons étudié) le sens large que nous lui avons prêté.

64. C'est l'enquête faite à Caen le 18 juillet 1091, par Robert Courteuse et Guillaume le Roux, pour délimiter les cas réservés au duc et ceux dont peuvent connaître les barons (publ. et étudié par HASKINS, *Norman Institutions*, pp. 277-284).

les coutumes laïques et ecclésiastiques ; et l'identité du mot « coutume », employé dans les deux cas, n'est pas le seul argument qu'on puisse faire valoir en sa faveur. Les deux compétences étaient souvent mal départagées : un document de la fin du XI^e siècle mélange dans une même liste le droit de doyenné, la justice du sang, la violation de cimetière et la justice épiscopale⁶⁵. D'autre part, la franchise des coutumes épiscopales est fréquemment accompagnée de celle des coutumes laïques : à Cerisy, en 1032, elles coïncident sur les mêmes territoires⁶⁶, et, à Montivilliers, en 1035, elles coexistent pour certains d'entre eux⁶⁷. On pourrait multiplier les exemples⁶⁸. L'un des plus intéressants est celui de l'évêque de Sées déclarant, en 1092, l'église Saint-Léonard de Bellême « *ita ab omni episcopali sive clericali sive laicali consuetudine liberam et solutam, ut nullus christianus in ea aliquam consuetudinem requirere possit* »⁶⁹.

Ainsi certaines abbayes possédaient, sur un territoire

65. BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche*, n° 18, p. 30 : « Prior... decaniam, sanguinem, et infracturam, et omnem episcopalem justitiam ex cymiterio vel villa B. Martini-Veteris-Belismi... deraisnavit. » (Texte de 1092-1100.)

66. *Supra*, p. 45, n. 1.

67. *Infra*, p. 83.

68. Vers 1060, le comte Richard d'Évreux affranchit l'église Saint-Sauveur d'Évreux « de toute coutume épiscopale et séculière » (G. Ch., XI, instr., 126 : « *Praedictae ecclesiae feci habere quietationem ab omni episcopali (excepta cura animarum) consuetudine et seculari.* » Les trois mots entre parenthèse sont probablement une addition postérieure). Quelques années plus tard, Guillaume le Conquérant et l'évêque de Bayeux, Eudes de Conteville, accordaient, l'un les coutumes laïques, l'autre les coutumes ecclésiastiques à l'abbaye de Saint-Étienne de Caen pour des territoires sensiblement identiques (*infra*, p. 165), et, en 1090, le vicomte Néel rendait l'abbaye Saint-Sauveur-le-Vicomte « *libera et quieta ab omnibus consuetudinibus episcopalibus et aliis que ad me pertinent* » (DELISLE, *Histoire... de Saint-Sauveur-le-Vicomte*, p. j., n° 45, p. 501).

69. BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche*, n° 15, p. 27 : c'est une notice de la confirmation épiscopale; sans doute la même année, Philippe I^{er} reconnaissait, presque dans les mêmes termes, l'église « *quietam et liberam ab omni exactione laicali seu episcopali* » (PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, CXXIX, p. 328. Cf. *infra*, p. 186).

donné, la totalité des coutumes ecclésiastiques et laïques. Est-il possible de saisir quelle justice elles en tiraient ? Il serait osé de prétendre fournir une liste complète des causes relevant de leur compétence, mais, à défaut d'un tel tableau, on peut observer que les documents insistent toujours, tant sous le rapport ecclésiastique que laïque, sur le caractère pénal de leur juridiction. Et, s'ils énumèrent les cas qu'elles sont appelées à juger, ce sont exclusivement des crimes et des délits.

En ce qui concerne la justice laïque, ce point a déjà été mis en lumière par Haskins : « C'est évidemment une juridiction criminelle de cette sorte (justice de sang), écrit-il, qui est conférée aux monastères quand le duc leur accorde les *consuetudines*⁷⁰, et il faut voir là l'origine des hautes justices dont la compétence criminelle fut, durant tout le moyen âge, le trait caractéristique les distinguant des justices inférieures⁷¹.

On parvient à la même constatation pour la juridiction ecclésiastique dérivée des coutumes épiscopales. Tous les documents concordent : l'acte de 1053, qui, dans sa liste des causes, cite uniquement des forfaitures et des fau-

70. HASKINS, *op. cit.*, p. 29, et cet auteur s'appuie notamment sur l'acte de 1050 pour Préaux cité ci-dessus, p. 78, n. 62.

71. Nous citons ici, presque textuellement, le cours photocopié de GÉNESTAL (1928-1929), p. 221, auquel nous avons déjà fait allusion, et que M. CHAMPEAUX a lui-même utilisé (*R. H. D.*, 1935, pp. 108-110). Généstal s'appuyait notamment sur l'arrêt du XIV^e siècle cité plus haut (p. 77, n. 60). Ses idées rejoignent celles de plusieurs savants étrangers, notamment de M. HANS HIRSCH (*Die hohe Gerichtsbarkeit im deutschen Mittelalter. Quellen und Forschungen aus dem Gebiete der Geschichte...*, Heft I, Reichenberg, 1922), lequel « a montré que, tandis que la justice du comte carolingien visait avant tout les questions de propriété immobilière, de liberté des personnes au civil, et que, au criminel, elle aboutissait régulièrement à une composition pécuniaire, la haute justice du moyen âge ne s'occupe en principe ni de propriété, ni de liberté, ni de composition pécuniaire, mais de l'exécution en nature des criminels. Elle est essentiellement une justice du sang ». (CHAMPEAUX, art. cité, *R. H. D.*, 1934, pp. 103-104; cf. aussi MARC BLOCH, *Rev. hist.*, CLVIII, 1928, pp. 130-131, et CLXIX, 1932, pp. 645-646). M. HALPHEN écrivait déjà en 1902 : « L'exercice de la justice, c'est, avant tout, la répression des forfaits » (*Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle*, p. 36).

tes⁷²; le passage interpolé, très vraisemblablement en 1058-1060, d'un diplôme de Richard II pour les moines du Mont-Saint-Michel, où le duc est censé leur accorder « le jugement de toutes les forfaitures des clercs et des laïques » habitant le Mont, et la correction des clercs négligents⁷³; la sentence de Guillaume le Conquérant (1082) reconnaissant à l'abbé de Saint-Wandrille le droit, qu'il prétendait avoir depuis toujours, de statuer sur toutes les fautes (*quarumlibet culparum censura*) et de procéder lui-même, pour déterminer les coupables, à l'ordalie du *ferrum judicii*⁷⁴. Tous ces textes confèrent une ju-

72. *Supra*, p. 73, n. 38.

73. Texte et démonstration de l'interpolation. *infra*, App. VI, p. 264. On peut utiliser ce texte, quoique apocryphe, en le plaçant à l'époque de sa fabrication.

74. Cette sentence ducale est intervenue sur un différend entre l'abbé et l'archevêque de Rouen, Guillaume Bonne-Ame : un moine de Saint-Wandrille ayant détruit, par inadvertance, le *ferrum judicii* dont usait l'abbé, celui-ci avait demandé la bénédiction d'un nouveau fer à l'archevêque qui refusa; tel était la raison du litige que Guillaume trancha en faveur de l'abbé. Le texte est publié par Lor, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, pièce n° 39, pp. 87-90 : « ... Si quid in his quatuor ecclesiis culpa reperitur, ad Fontanellensis abbatis censuram pertinere iure antiquo probatur. De qua libertate, tempore Guillelmi..., quaestio ex parte mota est inter Guillelmum, archiepiscopum Rothomagensis, et Gilbertum, abbatem Fontanellensem... Tandem res indeterminata permansit donec ad praesentiam praedicti regis deferretur, ubi, abbate monstrante monasterium suum ex antiquis temporibus huiusmodi ferrum habuisse et, in quatuor praedictarum ecclesiarum parochiis, quarumlibet culparum censuram et libertatem ab omni archiepiscopo et archidiaconorum exactione quiete obtinuisse, tandem hoc modo ipsa causa (nous adoptons la leçon de B : causa, et non culpa donné par b) secundum sententiam praesidentis regis et plurimorum episcoporum, abbatum et aliorum magnorum virorum, clericalis et laici ordinis inter utramque partem concorditer est determinata, ut Fontanellense monasterium dignitatem libertatis et absolutionis, quam inconcussam eatenus possederat, deinceps nullatenus ab ullo concutendam in perpetuum quiete possideret. » Sur l'ordalie par le fer rouge, au XI^e siècle, nombreux exemples cités par HALPHEN (*Les instit. judic.*, p. 21 et n. 3) et HASKINS (*op. cit.*, p. 34, n. 134-136; p. 36, n. 137; p. 56, n. 274); sur son emploi dans la procédure ecclésiastique, voir VACANDARD (*L'Église et les ordalies, Études de critique et d'histoire*, I, p. 197). Des textes prouvent que l'évêque d'Avranches avait un *ferrum judicii* en 1061 (*infra*, p. 159, n. 91), les évêques de Bayeux et de Coutances vers 1083 (*infra*, p. j., III, p. 297), l'archevêque de Rouen en 1093 (*infra*, p. 173, n. 136); le texte précédent de 1082 montre que la bénédiction du fer était un

ridiction uniquement répressive, d'où les causes relatives aux personnes et aux biens sont exclues. Et, lorsque après 1060, les évêques ont cherché et souvent réussi à limiter la compétence des monastères, la part qu'ils leur laissent offre encore le même caractère : ils jugeront les fautes non criminelles⁷⁵.

« Un système de juridictions, écrit M. Marc Bloch, est forcément, dans une certaine mesure, fonction de la structure sociale »⁷⁶; et la persistance des textes à ne jamais prévoir que les crimes et les délits prouve, une fois de plus, que le maintien de la paix publique était l'une des préoccupations dominantes des hommes du XI^e siècle. A ce maintien collaboraient les abbayes qui possédaient coutumes et juridiction; c'est sans doute la raison pour laquelle le duc de Normandie, chef d'un État qui, dès le temps de Richard II, était en avance sur les autres⁷⁷, fut enclin à les leur conférer.

Une telle attitude est très nette chez Robert le Magnifique; elle explique notamment l'octroi du diplôme de Montivilliers. L'une des régions les plus exposées de la Normandie était celle de l'estuaire de la Seine par où pouvaient passer, allant en direction de Rouen, ou bien des pirates, ou bien des bateaux de commerce. Organiser et policer cette région était une nécessité impérieuse. Nécessité plus impérieuse encore à un moment où le duc allait partir en pèlerinage pour la Terre Sainte, ne laissant comme héritier qu'un enfant de sept ans : l'annonce

sacramental; l'épreuve, considérée comme sacrée, avait parfois lieu dans une église (MARCHEGAY, *Arch. d'Anjou*, t. II, p. xvii, texte de 1048-1064), et était même présidée par un évêque (texte précédent de 1048-1064) ou par des archidiaques (*Archaeologia*, XXVII, 1838, pp. 26-27, texte de 1066-1079, cité HASKINS, p. 34, n. 135); elle était précédée, comme toute ordalie, de cérémonies religieuses (texte de Fécamp, début XII^e siècle, DELISLE, *B. E. C.*, 1857, pp. 253-257). Sur le *ferrum judicii*, cf. aussi LE CACHEUX, *Une charte de Jumièges concernant l'épreuve du fer chaud* (*Mém. soc. hist. Norm.*, XI^e série, 1927, pp. 203-216).

75. *Infra*, pp. 158 sq.

76. *Rev. hist.*, t. CLXIX (1932), p. 646.

77. PRENOUT, *Le rôle de la Normandie dans l'histoire*, *Rev. hist.*, t. CLX (1929), pp. 78-82.

du projet de voyage faite aux évêques et aux grands, et l'octroi du diplôme furent concomitants⁷⁸.

Robert faisait œuvre pie en restaurant l'ancienne abbaye de Montivilliers. Il faisait œuvre politique en lui confiant la justice ecclésiastique sur douze paroisses des alentours immédiats de l'estuaire⁷⁹, ainsi que le contrôle du trafic commercial, la police et toute la justice criminelle sur le faubourg de Montivilliers et le port d'Harfleur⁸⁰. En préposant, par surcroît, sa tante, Béatrice, au gouvernement d'un monastère si puissant, il atténuait les dangers que son absence risquait de faire courir au duché⁸¹.

Et, utilisant pour des fins politiques une habitude née des désordres de l'Église, constituant des territoires sur lesquels les abbayes exerçaient la juridiction répressive de l'évêque, il avait tracé la voie où son successeur, le duc Guillaume, qui assistait tout enfant à l'assemblée de janvier 1035, devait le suivre.

⁷⁸. Appendice I, p. 238.

⁷⁹. Cf. carte.

⁸⁰. Une telle organisation judiciaire venait peut-être compléter une organisation militaire préexistante constituée par une « hève » (cap de la Hève) « d'où les vigies surveillaient... les navires en mer » (CH. DE LA RONCIÈRE, *Histoire de la Marine française*, t. I, 1909, p. 111; sur la parenté phonétique du mot *hève* et du mot *hougue*, cf. DAUZAT, *Les noms de lieux*, 1932, p. 215).

⁸¹. Les évêques et les grands paraissent n'avoir pas caché leurs craintes au duc (GUILLAUME DE JUMIÈGES, VI, 11, éd. MARX, p. 111), et celles-ci étaient fondées : les luttes intérieures du début du règne (GUIL. DE JUMIÈGES, VI, 3-5, pp. 100-103, en fait un tableau plus détaillé mais moins sombre que HUGUES DE FLAVIGNY, *M.G.H., Scriptores*, VIII, 401, cité HASKINS, *op. cit.*, p. 267, n. 17), qui avaient même un moment opposé le duc à son oncle, l'archevêque Robert (GUIL. DE JUM., VI, 3, p. 100), et à son cousin, l'évêque Hugues de Bayeux (GUIL. DE JUM., VI, 5, pp. 102-103), n'étaient pas terminées depuis tant d'années qu'on pût être assuré de ne pas les voir renaître sous un duc mineur; à l'extérieur, l'attachement de Robert aux fils d'Éthelred et une tentative récente de restauration et d'expédition contre l'Angleterre, que seuls les vents contraires avaient empêchée (GUIL. DE JUM., VI, 9, pp. 109-110), pouvaient faire craindre, malgré l'apaisement qui venait de survenir (GUIL. DE JUM., VI, 11, p. 111), des difficultés avec Cnut, tandis que le comte Alain de Bretagne, deux fois vaincu par Robert et contraint de lui prêter hommage (GUIL. DE JUM., VI, 8 et 10, pp. 105-106 et 110), essaierait peut-être de secouer le joug normand.

CHAPITRE V

LA FRANCHISE DES COUTUMES EPISCOPALES ET LE PRIVILEGE DE JURIDICTION ECCLESIASTIQUE DANS LA FRANCE DE L'OUEST ET EN ANGLETERRE JUSQUE VERS 1060

La franchise des coutumes épiscopales, favorisée par le duc de Normandie aux environs de l'année 1035, existait-elle à cette époque dans les régions voisines ? Y a-t-elle provoqué la constitution de territoires sur lesquels des monastères exerçaient la juridiction ecclésiastique ? Tel est le nouveau problème qui, s'il se résout par l'affirmative, permettra d'étendre la portée de l'institution.

I. FRANCE DE L'OUEST

(PROVINCES ECCLESIASTIQUES DE SENS ET DE TOURS)

On trouve, pour la France de l'Ouest, un texte antérieur de près de cinquante ans aux plus anciens textes normands. En 973, l'abbé et les moines de Saint-Mesmin de Micy étaient allés trouver l'évêque d'Orléans pour lui demander de leur concéder les autels de cinq églises, affranchis de tous droits. L'évêque accepta, mais voulut qu'un acte synodal corroborât sa décision. Cet acte déclare que les églises ne devront à aucun évêque, archidiaque ou archiprêtre, « ni droit de synode, ni droit de visite, ni aucune autre redevance » ; il ajoute que les prêtres des-

servants ne seront plus tenus d'aucun service envers la cathédrale, sinon de la visiter : ils n'échappent donc pas à la juridiction spirituelle de l'évêque¹.

L'intérêt de ce document n'est pas seulement son ancienneté; c'est aussi le fait qu'il émane d'un évêque. En Normandie, du moins jusque vers 1060, c'est le duc qui accorde la franchise; et, s'il prend soin de mentionner, parfois même avec une insistance surprenante², le consentement de l'évêque, c'est peut-être pour éviter les contestations futures³; du moins, c'est lui l'auteur de l'acte instrumentaire. Dans le diocèse d'Orléans, c'est l'évêque.

La différence vaut d'autant plus d'être notée que l'exemple de 973 n'est pas un cas isolé. En 1004, l'évêque du Mans Avesgaud renonce, en faveur des moines de Saint-Julien de Tours, au « cens synodal appelé vulgairement *circada* ou *parata* » qu'il tirait des églises de Notre-Dame de Vaubouan et de Saint-Pierre de Beaumont-la-Chartre⁴, et, en 1036, il renouvelle la même faveur

1. Bibl. Nat., mss., Coll. Baluze, vol. 78, f° 91 : « ... Anno DCCCCLXXIII... ego Arnulphus... Aurelianorum episcopus... Adiit humilitatem nostram Amalricus abbas... necnon Isaac decanus et Lambertus praepositus et omnis congregatio monachorum... postulantes ut altaria ecclesiarum quae sunt constituta in villis eorum, videlicet in Cambiaco, in Gaudiaco et Bruerogilo et in capella quae dicitur sancti Maximini secus Ligerim sita, necnon sancti Hilarii Miciacensi loco, habenda perpetualiter concederem sine aliqua redibitione. Quorum petitionem ratam aestimantes... libentissime quod petebant annuimus... Itemque voluimus hoc scriptum palam omnibus in synodali conventu nostra auctoritate corroborari, in quo videlicet inseruimus ut nulli successorum nostrorum episcopo vel archidiacono vel archipresbytero praedictae ecclesiae ullum reddant obsequium, hoc est nec synodum, nec circatam, nec aliam aliquam reddibitionem; sed et neque vicarius de ipsis altaribus a modo requiratur in sempiternum, nisi ipse sanctus Stephanus et sanctus Maximinus... Sint autem ipsae ecclesiae immunes et liberae... ab omni servitio... nisi illud quod matrem ecclesiam visitare ac frequentare praedictarum presbyteri ecclesiarum studeant. »

2. Notamment dans le diplôme de 1035 pour Montivilliers (texte supra, p. 68, n. 2).

3. LE CACHEUX, *L'exemption de Montivilliers*, p. 6.

4. DENIS, *Charles de Saint-Julien de Tours*, n° 3, fasc. 1, pp. 6-9 (CÉLIER, *Catalogue des évêques du Mans*, n° 18).

pour l'église de Saint-Jean de la Motte, que possédait l'abbaye de Saint-Mesmin de Micy⁵. L'évêque Thierry de Chartres était d'ailleurs, au même moment, tout aussi favorable qu'Avesgaud à la franchise des coutumes de synode et de visite qu'il accorde, en 1034, aux deux églises de Pontlevoy⁶ et, avant 1048, tour à tour à l'abbaye Saint-Père de Chartres pour un autel⁷ et aux moines de Marmoutier pour l'église de Fontaine-Mesland⁸. En 1045, le trésorier de Saint-Martin de Tours, Ganelon, donne un autel au monastère de Saint-Avit, et il obtient de l'évêque et de l'archidiacre confirmation de la franchise dont cet autel jouissait antérieurement⁹. En 1060, l'évêque de Chartres, Agobert, autorise l'abbé de Marmoutier à construire une église à Orchaie, sur laquelle il renonce d'avance à percevoir toute taxe¹⁰.

Plusieurs de ces documents précisent que ce n'est pas

5. Texte *infra*, p. 87, n. 13.

6. Confirmation de Philippe I^{er} (1075), PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, n° LXXIV, pp. 186-187, cité LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B. E. C., 1926, p. 49.

7. GUÉRARD, *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, pp. 123-124 (1. I).

8. Confirmation de Philippe I^{er} (1060), PROU, *Recueil cité*, n° VII, pp. 22-23, cité LEVILLAIN, *ibid.*, p. 49.

9. G. Ch., VIII, *instr.*, 300.

10. PROU, *Recueil cité*, n° VI, p. 20 : « ... nostram... secundum... abbatis... petitionis tenorem accomodavimus auctoritatem, fabricare scilicet ecclesiam... que... tale in perpetuum obtineret privilegium ut sanctus Martinus ex ea heres fieret et ab omni venditione et comparatione, a synodo et circada, ab omni debito et parata absoluta esset ». Sur ce texte, cf. VENDEUVRE, *La « libellas » royale des communautés religieuses au XI^e siècle*, R. H. D., 1910, p. 347. Nous laissons de côté toute une autre catégorie de documents où l'évêque, sans affranchir totalement une église des taxes, les limite à une redevance annuelle fixe qu'il s'interdit de dépasser : ainsi, en 973, l'archevêque Ardouin de Tours affranchit l'église de Saint-Louans, appartenant à l'abbaye Saint-Florent de Saumur, des droits de synode à charge d'une redevance annuelle de dix sous payable à la session synodale d'octobre : « ea tamen ratione et tenore ut abbas memorati cenobii sancti Florentii annis singulis in synodali conventu qui mense octobris celebratur nostrae matri ecclesiae solidos X inter censum et synodalem exactionem exsolvat nec ei amplius... requiratur » (*Livre noir de Saint-Florent*, Bibl. Nat., ms. nouv. acq. lat. 1930, f° 35 v°-36, publ. MARTÈNE, *Thesaurus novus anc. d.*, I, 1717, c. 92-93).

l'*ecclesia*, mais l'*altare* qui bénéficie de la franchise¹¹. C'est là un détail que les textes normands ne nous avaient pas permis de connaître, pour la raison que cette distinction ne paraît pas avoir été suivie dans le duché¹²; elle l'était au contraire dans les provinces de Tours et de Sens.

Une telle attribution apparaît avec une netteté toute particulière dans un acte de 1036. Un chevalier, *Suavis*, avait donné aux moines de Saint-Mesmin de Micy l'église Saint-Jean de la Motte avec tout ce qui en dépendait : la dîme de la paroisse, la sépulture, les prémices, les dons volontaires des fidèles et toutes les redevances qu'il en tirait. Mais on ne s'en est pas tenu là. *Suavis*, son seigneur Gervais et les moines sont allés trouver l'évêque du Mans, Avesgaud, dans le diocèse duquel était située l'église ; ils lui ont demandé d'abandonner « les coutumes synodales de l'autel » (*altaris ecclesie longe superius nominate sinodales... consuetudines*)¹³. On ne saurait

11. Cf. la charte du même Thierry de Chartres (1038) pour Saint-Père de Chartres (GUÉRARD, *op. cit.*, t. I, pp. 123-124) : « ... altare quod situm est in ecclesia quae regalis capella regia vocatur concedo Carnotensi ecclesiae in prefati apostoli memoria constitutae ad stipendia monachorum inibi Deo militantium, ea conditione ut ab hodierna die et per succedentia tempora ab omni consuetudine et comparatione, a sinodali, circada, ab omni debito vel parata absoluta permaneat; ita ut nunquam nos neque successores nostri ab ipsa capella regali horum aliquid unquam requirere, vel recipere, vel repetere praesumant »; la charte de Ganelon (1045) pour Saint-Avit (G. Ch., VIII, instr., 300) : « ... Impetravi etiam apud praesulem et archidiaconum ejusdem ecclesiae ut altare quod meum erat, dum viverem, darent eis perpetuo habendum, eo pacto ut sine aliqua reductione (lisez : redibitione) a modo habeant, nec synodum aut circatam solvant, sed et hoc ab eis impetravi ut presbyteri qui supradictam ecclesiam deservirent, in nullius archidiaconi sive decani sint potestate, nisi tantummodo in pontificis. »

12. Avant 1060, on ne trouve le mot *altare* employé dans ce sens que dans l'acte de 1053 pour Saint-Julien de Tours (*supra*, p. 73, n. 38) et dans celui de 1050-1064, par lequel l'église Saint-Martin de Bellême est donnée aux moines de Marmoutier (BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche*, n° 5, pp. 13-16), qui ont pu l'un et l'autre être influencés par les formules tourangelles. Toutefois, le concile de Lillebonne, de 1080 (c. 4, BESSIN, I, p. 68), parle des revenus de l'*altare*.

13. *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium* (Archives

mieux dire que celles-ci sont affectées à l'*altare*, que c'est lui qui les devrait et qui en est dispensé¹⁴.

historiques du Maine, II), éd. BUSSON et LEDRU, pp. 360-362 : « ... Ego Suavis miles... quendam locum meo tempore constructum a genitore meo... juxta castellum quod, jure hereditario, dono senioris mei Gervasii, teneo... et quicquid ad eundem (locum) pertinet vel pertinere videbitur, videlicet decimam, viariam, furti, raptus et sanguinis omnes omnimodis totius loci reditus et consuetudines, cum ecclesia et quicquid ad eandem pertinet ecclesiam vel pertinere videbitur, totam videlicet decimam totius parochiae sancti Joannis et sepulturam et primitias spontaneaue dona que ei dabuntur in terris cultis et incultis cum silvis et pratis et aquis ad ipsam pertinentibus, omnesque redibitiones quas hactenus in proprios usus tenuimus omni tempore, ab hodierna die ac deinceps, totum ex integro de jure meo in potestatem et dominium congregationis monasterii Miliacensis possidendumtrado... Hortati etiam in hoc tam ego quam dominus meus Gervasius atque ammoniti a supradicte... congregationis patre venerando Fulchone..., adivimus... antistitem Cenomanensem Avisgaldum comitemque nobilissimum... Cenomanensem Herbertum, multimoda id prece deposcentes quod ipse a Deo pontifex constitutus altaris ecclesie longe superius nominate sinodales ex toto consuetudines monachorum contioni ob sue remedium anime libens tribueret... Nequaquam apud eos ulla rei hujus fuit difficultas... » (D'après l'original, Archives du Loiret, H 100.) Il n'y a pas lieu de douter, avec BUSSON et LEDRU (*ibid.*, p. 362, n. 2), de l'authenticité de cet acte (cf. MARIE-MARGUERITE LEMARIGNIER, *Les cartulaires de Saint-Mesmin de Micy...*, Ecole nationale des Chartes, *Positions des thèses...*, 1937, p. 113).

14. Cette observation est appuyée par toute une autre catégorie de documents où l'évêque, cédant un autel à un monastère, mais voulant se réserver les droits de synode et de visite, doit exprimer par une clause explicite sa volonté de les garder. Exemples nombreux : entre 979 et 989, les moines de Saint-Germain-des-Prés demandent à Hugues, archevêque de Rouen, de leur donner « quoddam altare in honore beati Geldardi dedicatum, in pago Vilcassino et in potestate Longa Axia (Saint-Godard de Longuesse en Vexin) ... quod ita et fecimus, ajoute l'archevêque, ... eo videlicet ordine ut nunquam amplius nobis seu posterioribus nostris aliquid debitum seu servitium persolvant, nisi tantum synodum et circadam » (POUPARDIN, *Recueil des chartes de Saint-Germain-des-Prés*, XLIV, t. I, p. 73). En 1035, l'archevêque de Sens, Gilduin, donne à Saint-Benoît-sur-Loire les autels des églises de Flaix, Boisseaux, Montbarrois, Mézières et Vieilles-Maisons « exceptis synodis et circadis » (PROU et VIDIER, *Recueil des chartes de... Saint-Benoît-sur-Loire*, LXXIV, t. I, pp. 192-193, cité LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B. E. C., 1926, p. 50). En 1042-1043, l'évêque de Paris, Imbert, concède à Saint-Germain-des-Prés l'*altare* de Saint-Saturnin-en-Parisis, et la formule de réserve des droits de synode et de visite qu'il emploie reproduit textuellement celle de l'acte de 979-989 pour Longuesse, preuve qu'elle servait de modèle si même elle n'était pas inscrite dans les formulaires de Saint-Germain-des-Prés (POUPARDIN, *op. cit.*, LVI,

Ainsi, la franchise des coutumes épiscopales se rencontre dans les diocèses d'Orléans, de Chartres¹⁵ et du Mans.

pp. 89-91). En 1045, le même évêque Imbert de Paris emploie une formule particulièrement significative : il donne à Saint-Germain-des-Prés l'altare de Saint-Georges de Villeneuve « *et quicquid ad ipsum aspicit praeter synodum et circalam* » (POUPARDIN, LVIII, pp. 93-95). En 1055, l'évêque Elinand de Laon donne à Saint-Denis des « *altaria libera, praeter annalem consuetudinarie sinodi et circade reditum* » (Dom DOUBLET, *Histoire de l'abbaye de Saint-Denis en France*, p. 464, cité d'après LEVILLAIN, *ibid.*, p. 50). En 1066, Guy, évêque d'Amiens, donne à l'abbaye de Corbie l'autel de Cerisi avec réserve des coutumes synodales (G. Ch., X, instr., c. 289, n° VIII, cité d'après LEVILLAIN, *ibid.*, p. 50). En 1070, Geoffroi, évêque de Paris, cède à Saint-Germain-des-Prés deux autels à Suresnes et à Avrainville « *exceptis circadis et synodis* » (POUPARDIN, *ibid.*, n° LXV, pp. 106-108, cité LEVILLAIN, *ibid.*, p. 50). En 1098, Guillaume, évêque de Paris, donne à l'abbaye de Saint-Wandrille l'autel du Pecq, mais il ajoute : « *Retinuimus tamen... circadam, sinodum et debite subjectionis obsequium* » (LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, n° 48, p. 104). Voir encore : PROU, *Rec. des actes de Philippe I^{er}*, XLVIII, p. 131 (1070), etc...

15. En ce qui concerne le diocèse de Chartres, il faut ajouter un cas très intéressant : c'est celui de la franchise accordée aux chanoines de Chartres. On sait que ceux-ci ont eu, jusqu'à la fin de l'ancien Régime, juridiction ecclésiastique sur soixante-dix paroisses environ du diocèse (AMIET, *La juridiction privilégiée spirituelle du chapitre cathédral de Chartres*, R. H. D., 1923, pp. 210-271; liste des paroisses, pp. 223-224). L'origine de ce privilège, très débattue lors d'un procès à la fin du XVII^e siècle (AMIET, *op. cit.*, pp. 247 ss.), paraissait incertaine : les chanoines invoquaient un acte de l'évêque Eudes (968-1004), mais ne le présentaient pas, car il avait disparu, disaient-ils, lors de l'incendie de 1020 qui, en même temps que la cathédrale, avait détruit les archives; eux-mêmes ne le connaissaient que par l'allusion d'une chronique de la fin du XIV^e siècle (AMIET, pp. 249-251) : il s'agit d'un passage de la *Vieille chronique* (éd. L'ÉPINOIS et MERLET, *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, t. I, p. 14), où on lit : « *Odo... canonicos exemit et privilegia multa a sede apostolica pro eis et ecclesia impetravit.* » Ce témoignage d'une chronique tardive est à lui seul insuffisant, et l'on pourrait avoir les mêmes doutes qu'au XVII^e siècle sur l'existence de l'acte d'Eudes si Fulbert, dans sa lettre à l'évêque Roger de Lisieux, ne faisait allusion à une « pieuse libéralité de ses prédécesseurs ». Il s'agit évidemment — le contexte et la lettre du chapitre à Herbert de Lisieux (*supra*, p. 66 et n. 10, et 67) le prouvent — d'une charte de franchise des droits de synode et de visite, et non pas, comme la chronique pourrait le faire croire, d'un acte d'exemption : L'ÉPINOIS et MERLET (*op. cit.*, p. cxvii) l'ont déjà noté. Cette interprétation du privilège mise à part, il est certain que la lettre de Fulbert confirme l'assertion de la chronique; et l'on peut admettre que la juridiction du chapitre de Chartres remonte à une charte de franchise des coutumes, aujourd'hui disparue, émanant de l'un des prédé-

On la trouve également dans celui de Paris sous la forme d'un faux fabriqué, entre 1061 et 1065, par les moines de Saint-Denis¹⁶. Mais c'est plus à l'ouest, dans la basse vallée de la Loire, particulièrement désorganisée par les invasions normandes et troublée par d'ardentes luttes féodales, qu'elle s'est le plus développée. Elle a abouti, dans le pays des Mauges, à la constitution d'un vaste territoire, très comparable par son étendue à ceux dépendant de Montivilliers ou de Fécamp, sur lequel le monastère de Saint-Florent-le-Vieil, dépendant de l'abbaye Saint-Florent de Saumur, s'empara des coutumes épiscopales.

LE PRIVILÈGE DE JURIDICTION DU TERRITOIRE DE SAINT-FLORENT-LE-VEIL¹⁷

1) *Les circonstances historiques de l'usurpation*

Quelques développements sur l'histoire du pays des Mauges sont nécessaires pour saisir les motifs et l'origine d'une telle usurpation. Ce pays, situé aux confins des comtés du Poitou, de Nantes et d'Anjou, dépendait du premier d'entre eux lorsque, en 941 ou 942, Guillaume Tête d'Etupe le céda au comte de Nantes, Alain Barbetorte¹⁸. Dix ans plus tard, la mort d'Alain (952) laissait

cesseurs de Fulbert, et que ce prédécesseur est probablement l'évêque Eudes.

¹⁶. Sur ce faux, cf. *infra*, p. 120. — Voir aussi l'acte par lequel l'évêque Imbert de Paris donne, en 1060, à la collégiale de Saint-Martin-des-Champs les « *consuetudines* » sur l'aitre de l'église de Bondy ; l'évêque ajoute : « *nullumque... mihi vel successoribus meis debitum vel servitium persolvatur* » (DEPOIN, *Chartes de Saint-Martin-des-Champs*, t. I, pp. 24-25).

¹⁷. Sur l'histoire de cette juridiction jusqu'au XVIII^e siècle, voir l'esquisse qu'en a tracée M. le chanoine UZUREAU, *Le « territoire exempt » de Saint-Florent-le-Vieil, L'Anjou historique*, 1934, pp. 193-205.

¹⁸. *Chronique de Nantes*, XXXII, éd. MERLET, pp. 96-97, et, sur la date de l'événement, MERLET, *ibid.*, p. 97, n. 3. La Borderie a conjecturé que cette cession, qui avait été accompagnée de celle

le champ libre au comte d'Anjou, Foulque le Bon, qui, épousant la veuve du défunt et prenant son jeune fils Drogon en sa garde, tentait d'établir son emprise sur le comté de Nantes. Il y fût peut-être parvenu lorsque Drogon eut disparu à son tour (958)¹⁹, sans les comtes de Rennes. Ceux-ci, vassaux et alliés des comtes de Blois, qui prenaient l'Anjou à revers, parvinrent, après plus de trente années de luttes, à éliminer l'influence angevine, en écartant successivement, après Foulque le Bon, Geoffroi Grisegonelle (960-987) et Foulque Nerra (987-1040), qui, dès la fin du X^e siècle, renonçait à toute prétention sur le comté de Nantes, les Mauges exceptées²⁰.

Dès lors, toute la politique de Foulque Nerra fut de conserver au moins le pays des Mauges, et sur ce point il réussit. Vers 983, le comte de Nantes essayait encore d'y maintenir son pouvoir²¹, mais, dès son avènement, en 987, Foulque « apparaissait comme le suzerain d'une partie de cette région »²²; il ne lui manquait plus guère, pour en avoir la totalité, que les territoires dépendant du monastère de Saint-Florent-le-Vieil²³.

des pays d'Herbauge et de Tiffauges et, d'une façon plus générale, de tous les pays poitevins du sud de la Loire, aurait eu pour motif les incursions normandes qu'ils subissaient sans cesse (LA BORDERIE, *Histoire de Bretagne*, t. II, pp. 408-409).

19. *Chronique de Nantes*, XXXVI-XXXVII, pp. 105-111; cf. LOT, *Les derniers Carolingiens*, p. 347; HALPHEN, *Le Comté d'Anjou au XI^e siècle*, p. 5.

20. HALPHEN, *op. cit.*, pp. 17, 20-25, 51-53.

21. En 983 environ, le comte de Nantes, Guérech, passant par les Mauges, rencontre un puissant seigneur de ce pays, Renaud le Thuringien, occupé à chasser « les ours, les sangliers et les cerfs »; il se fâche, estimant que le droit de chasse lui est réservé dans tout le pays, et emmène Renaud prisonnier jusqu'à Nantes, où il ne lui rend la liberté que sur la promesse que lui fait celui-ci de lui donner dorénavant la moitié du fruit de ses chasses (*Chronique de Nantes*, XLII, éd. MERLET, pp. 120-123, et, sur la date, *ibid.*, p. 121, n. 2). Un peu plus tard, Renaud va trouver Guérech pour lui demander de construire un donjon à Champtoceaux; Guérech commence par refuser et n'accepte qu'après la mort de Geoffroi Grisegonelle (987) (*ibid.*, p. 123). Cf. HALPHEN, *op. cit.*, p. 13, n. 2, et pp. 99-100.

22. HALPHEN, *op. cit.*, p. 13.

23. HALPHEN, *op. cit.*, p. 13, n. 2. Sur la composition des terri-

L'abbaye Saint-Florent, après avoir été fixée au Mont-Glonne, au nord du pays des Mauges, puis détruite au milieu du IX^e siècle par les invasions normandes, avait été restaurée en 950 par le comte Thibaud de Blois, qui l'avait établie à Saumur, dans ses états²⁴. De là, quelques moines avaient été envoyés au lieu de l'ancienne fondation où ils avaient créé le monastère de Saint-Florent-le-Vieil, dépendant de l'abbaye-mère Saint-Florent de Saumur²⁵.

Ce monastère fut dans une position très fautive durant les quarante premières années du règne de Foulque Nerra (987-vers 1030). Il était rattaché, ainsi que le territoire qui lui était soumis, au comté de Nantes²⁶, mais était situé en plein milieu d'un pays que le comte d'Anjou conquerrait morceau par morceau²⁷. Formant comme un îlot enclavé dans des possessions étrangères, il fut conquis à son tour vers 1030²⁸.

toires possédés par Saint-Florent-le-Vieil dans les Mauges, cf. *infra*, Appendice X, p. 288. La première liste est tardive (1143) ; mais, dès le début du XI^e siècle, on a la preuve que, outre l'important îlot groupé autour de Saint-Florent-le-Vieil, un autre îlot, situé près de Montfaucon, dépendait du monastère (*Fragmentum veteris historiae, Chroniques des églises d'Anjou*, éd. MABILLE et MARCHEGAY, p. 216 : Espetvan = Saint-Macaire-en-Mauges). Cf. *infra*, p. 97 et n. 45 et 46.

24. *Fragmentum veteris historiae Sancti Florentii Salmuriensis*, éd. MARCHEGAY et MABILLE, *Chroniques des églises d'Anjou*, p. 211 ; cf. GIRY, *Étude critique de quelques documents angevins de l'époque carolingienne*, dans *Mémoires de l'Académie des inscriptions...*, XXXVI, 2^e partie, 1900, pp. 222-224.

25. *Historia Sancti Florentii Salmuriensis*, éd. MARCHEGAY et MABILLE, *op. cit.*, pp. 234-240 ; cf. GIRY, *ibid.*, p. 224.

26. HALPHEN, *op. cit.*, p. 13, n. 2. Voir le passage de la *Chronique de Nantes* cité *infra*, n. 28.

27. Foulque Nerra conquiert Montrevault vers l'an 1000, Montfaucon vers 1026 (HALPHEN, *op. cit.*, p. 52).

28. *Chronique de Nantes*, XLVII, éd. MERLET, pp. 139-140 : « *Insuper abbatiam Sancti Florentii Namnetici territorii, quae erat sui juris (sui se rapporte à Budic, comte de Nantes), Fulco comes recenter abstulerat, et castellum ibi, ne jam sub sua dominatione extraxisset, fecerat* » ; voir aussi *Historia Sancti Florentii Salmuriensis*, éd. MARCHEGAY et MABILLE, p. 282 ; cf. HALPHEN, *op. cit.*, p. 52 et n. 5.

Par surcroît, l'évêque d'Angers, imitant le comte, s'infiltrait lui aussi dans le pays des Mauges, jusqu'à l'incorporer finalement tout entier à son diocèse²⁹. Est-il possible de suivre les progrès de cette infiltration et de retracer l'histoire ecclésiastique du pays des Mauges ?

Deux faits sont hors de doute : 1° ce pays faisait partie du diocèse de Poitiers en 942 ; 2° après que Foulque Nerra en eut terminé la conquête (vers 1030-1040), il est considéré comme annexé au diocèse d'Angers³⁰. Mais, dans l'intervalle, qu'est-il devenu ?

On peut démontrer que son histoire ecclésiastique s'est exactement calquée sur son histoire politique ; qu'il fut incorporé, en 942, au diocèse de Nantes en même temps qu'au comté de Nantes ; puis, qu'à la fin du X^e et au début du XI^e siècle, il passa, morceau par morceau, aussi bien au diocèse d'Angers qu'au comté d'Anjou. C'est la phase intermédiaire du rattachement au diocèse de Nantes qu'il faut établir, voici par quels arguments.

1° La *Chronique de Nantes* qualifie les pays de Mauges, d'Herbauge et de Tiffauges, après leur acquisition par Alain Barbetorte, de « *finis Namnetici territorii* »³¹. Un peu plus loin, elle dit que le monastère de Saint-Florent-le-Vieil était compris dans le « *territorium Namneticum* » lorsque Foulque Nerra en fit la conquête³². Or, elle prend toujours le mot *territorium* dans le sens le plus large de circonscription à la fois civile et ecclésiastique, englobant comté et diocèse³³.

29. A. LONGNON, *Pouillés de la province de Tours*, p. XLV, et *Atlas historique de la France*, texte, p. 102.

30. Références de la note précédente.

31. *Chronique de Nantes*, XLI, p. 119.

32. *Ibid.*, XLVII, p. 139; *supra*, p. 92, n. 28.

33. La *Chronique* emploie onze fois le mot *territorium* (*ibid.*, pp. 6, 7, 9, 10, 18, 29, 94, 96, 108, 116, 139), et toujours dans le sens très étendu de territoire dépendant de l'*urbis Namnetica* : « *urbem Namneticam et territorium ejus* », p. 9; même locution pp. 18 et 108; voir aussi l'exemple de la p. 96 (*infra*, p. 95, n. 36); elle parle, avec le même sens, du *territorium Pictavium* (p. 7), du *territorium Rodonense* (pp. 11, 114, 135), *Andegavense* (pp. 30, 32). Le *territorium Namneticum* englobe un territoire plus grand que

2° Une lettre de Grégoire VII à l'archevêque de Tours (entre 1073 et 1079) rapporte que l'évêque de Nantes s'était plaint au pape que l'abbé de Saint-Florent lui eût arraché une partie de son diocèse au profit de l'évêché d'Angers. Le territoire contesté ne peut être que la région des Mauges dépendant de Saint-Florent-le-Vieil³⁴.

L'ancien *pagus Namneticus* (exactement comme le *territorium Pictavense*, cf. LEVILLAIN, *Actes de Pépin I^{er} et de Pépin II...*, Introd., p. CLXXXV), et la différence entre les deux est le produit des conquêtes des IX^e et X^e siècles. Quant au diocèse de Nantes, qui s'était moulé jusqu'au IX^e siècle sur l'ancien *pagus* (LONGNON, *Atlas hist.*, p. 102, et *Id.*, *Les cités gallo-romaines de la Bretagne*, *Mém. du Congrès scientif. de France*, 38^e session, 1872, tir. à part; Saint-Brieuc, 1873, pp. 42-45), il correspond désormais au *territorium* (A. DE COURSON, *Cart. de l'abbaye de Redon*, coll. de *Doc. inéd.*, 1863, Introd., p. cxv, n. 3), et la *Chronique de Nantes* ne paraît même pas soupçonner que les limites du diocèse puissent différer de celles du *territorium* (voyez notamment l'exemple cité p. 95, n. 36).

L'équivalence est telle que le mot *territorium* est même quelquefois pris dans le sens plus étroit de diocèse : outre les exemples cités par DU CANGE (v^o *territorium*), nous en trouvons un dans une fausse bulle de Jean XVIII, fabriquée, entre 1026 et 1044, par les moines de Saint-Florent de Saumur (cf. *infra*, p. 105). Le faussaire, voulant reproduire la formule habituelle des privilèges pontificaux où est indiqué le diocèse auquel appartient le monastère bénéficiaire, s'exprime ainsi : « *Monasterium sancti Florentii confessoris Christi, situm in loco qui dicitur Salmurus, in territorio Andecavensi* » (publ. MARCHEGAY et MABILLE, *Chronique des églises d'Anjou*, pp. 254-255). Le faussaire n'a pu employer qu'une expression courante, sinon il eût risqué d'éveiller des soupçons. Et, comme il vivait à la même époque et dans la même région que l'auteur de la *Chronique* (rédigée à Nantes par un chanoine de la cathédrale entre 1050 et 1059, cf. MERLET, *ibid.*, Introd., p. xxxix), nous nous croyons autorisé à admettre que lorsque cet auteur de la *Chronique* écrit que le monastère de Saint-Florent-le-Vieil est compris dans le *territorium Namneticum*, il veut dire qu'il fait partie du diocèse de Nantes.

34. Le texte de cette lettre a été récemment retrouvé et publié par G. MORIN (*Revue Bénédictine*, XLVIII, 1936, pp. 124-125, n^o 7) : « *Dilectissimus confrater noster Q., Nannetensis episcopus, queritur quod abbas monasterii sancti Florentii partem diocesis suae iniuste sibi auferat, et alteri episcopatu subdere praesumat.* » L'évêque de Rennes se plaint de spoliations analogues; toutes ces spoliations se font au profit de l'évêque d'Angers, et le pape charge l'archevêque de Tours de faire cesser ces abus : « *Redonensem etiam episcopum nichilominus de diocesi sua iniuriam maximam intulisse innotuit (Nannetensis episcopus). Et de aliis, qui bona ecclesiae suae in Andegavensi episcopatu retinent, volumus te diligenter operam dare, quatenus ipse de his omnibus per te apostolica*

3° On peut encore faire valoir un argument de texte. Nous le retrouverons plus loin³⁵.

Une telle confusion du régime politique et du régime ecclésiastique s'explique d'ailleurs par l'appropriation des biens d'église, qui s'était donnée libre carrière dans la région de la basse Loire. Alain Barbetorte, qui dépouillait l'évêché de Nantes de la plus grande partie de ses biens³⁶, aurait-il respecté, sur les pays qu'il avait conquis, les droits d'un évêque étranger ? Durant toute la seconde moitié du X^e siècle, les comtes de Nantes considèrent l'évêché comme un bien dont ils gratifient leurs cadets quand ils ne l'accaparent pas pour eux-mêmes : en 981, c'est le propre frère du comte Hoël, Guérech, qui est choisi pour devenir évêque. Il vient de partir pour Tours afin de recevoir la consécration des mains de l'archevêque, lorsque le comte Hoël meurt inopinément ; Guérech rebrousse chemin, et, comme il est toujours laïque, rien ne l'empêche de devenir comte³⁷ ; mais il n'abandonne pas pour autant l'évêché : il cumule

auctoritate fultum plenam iustitiam consequatur. » Cette lettre se situe entre 1073 (pontificat de Grégoire VII) et 1079 (date extrême de l'épiscopat de Guérech II de Nantes, 1060-1079).

35. *Infra*, p. 100.

36. La *Chronique de Nantes* nous apprend qu'Alain Barbetorte « diminua beaucoup les propriétés de l'évêché » : il ne laissa à l'évêque qu'une partie de la ville de Nantes, qu'il possédait auparavant en entier, et le tiers du tonlieu de cette ville, dont il avait la moitié ; quant au reste du diocèse, il lui prit tout, sauf quelques paroisses, et le distribua à ses soldats. *Chronique de Nantes*, XXXI, éd. MERLET, pp. 95-96 : « *Et deinde Alanus Barbatorta proprietates episcopatus Namnetensis valde adminuit, quia theloneum Namnetense, unde episcopi medietatem habere solebant, in tres partes divisit : sibi primam partem retinuit, secundam episcopis concessit, et tertiam vicecomitibus et proceribus ; et simili modo ipsam urbem, quam episcopi usque tunc ex pristinis temporibus in proprietate sua tenuerant, totam in tres distribuit partes...* (limites géographiques de la part réservée à l'évêque). *Terras vero, quae per territorium Namneticum juris ecclesiae Namneticae et episcoporum steterat* (lisez : *steterant*), *militibus suis distribuit, exceptis quibusdam parochiis eidem ecclesiae Namnetensi dimissis, videlicet...* » (lacune du ms.).

37. *Chronique de Nantes*, XL, pp. 114-117.

les deux rôles de comte et d'évêque³⁸, et ce régime dure sept ans³⁹.

C'est précisément pendant ces sept années que Guérech s'efforçait de maintenir sa suzeraineté sur le pays des Mauges⁴⁰, et il est permis de croire que c'était aussi bien comme évêque que comme comte qu'il s'y employait. Qui trouvait-il en face de lui ? Un puissant seigneur, Renaud le Thuringien, vassal du comte d'Anjou. Ce personnage « possédait une bonne partie de cette région » ; il était père de l'évêque d'Angers, Renaud (973-1005), qui, à sa mort, hérita d'une partie de ses biens dans les Mauges⁴¹. La personnalité des adversaires en présence montre que l'enjeu de la lutte était la situation non seulement politique, mais ecclésiastique du pays.

Au milieu de toutes ces complications, la position du territoire de Saint-Florent-le-Vieil était des plus délicates. Jusqu'aux environs de 1030, il reste théoriquement rattaché au diocèse de Nantes⁴², mais on ne voit pas bien comment l'évêque de Nantes pouvait y exercer une juridiction effective, au milieu d'un pays soumis à l'évêque d'Angers. Toutes les conditions n'étaient-elles pas réalisées pour l'usurpation des coutumes épiscopales ?

Cette usurpation se produisit donc probablement dès la fin du X^e ou le début du XI^e siècle, et, en tout cas, au plus tard vers 1030, ainsi que le montre le récit suivant : Lorsque Foulque Nerra, devenu maître du territoire de Saint-Florent-le-Vieil vers 1026-1030, y eut entrepris la construction de forteresses, il rencontra des difficultés avec les moines, qu'il obligeait à participer aux travaux

38. *Ibid.*, XLI, p. 118 : « ... Qui (Guérech)... *episcopatum et comitatum Namnelensem in suis manibus retinuit et gubernavit.* »

39. *Ibid.*, XLII, p. 120 : « *His autem temporibus, ecclesia Namnelica a pastore vidua VII annis remansit, et fuit semper in potestate et manibus Guerech derelicta.* »

40. *Supra*, p. 91 et n. 21.

41. HALPHEN, *op. cit.*, p. 13, n. 2.

42. Texte *supra*, p. 92, n. 28.

par des redevances⁴³ et même par des corvées⁴⁴. Des violences furent commises, notamment sur un paroissien de Saint-Macaire-en-Mauges, nommé Jouvin, que retint prisonnier le seigneur de Mortagne, un vassal de Foulque. Les moines, ne parvenant pas eux-mêmes à le délivrer, allèrent trouver l'évêque Isembert de Poitiers, et promirent de lui rendre les droits épiscopaux sur la paroisse s'il faisait libérer Jouvin⁴⁵. Voilà la preuve qu'ils avaient alors, non seulement le contrôle ecclésiastique, mais la disposition d'un territoire qu'ils auraient pu rattacher à l'évêque de leur choix, comme Giroie d'Echauffour faisait, à cette époque, pour sa seigneurie en faveur du diocèse de Lisieux⁴⁶. Mais ils n'allèrent pas aussi loin, et gardèrent jalousement la quasi indépendance qu'ils avaient acquise.

43. Une charte de Geoffroi le Barbu, de 1060-1062 (*Livre noir de Saint-Florent de Saumur*, f° 96; HALPHEN, *op. cit.*, Catalogue, n° 167, p. 292), cite les coutumes « *quae post factum Sancti Florentii castellum augmentate sunt super illas quae in constructione ipsius castelli per Fulconem comitem... constitute... fuerunt* ».

44. A la construction du *castellum* de Montfaucon (vers 1026, HALPHEN, p. 52) participèrent douze moines de Saint-Macaire-en-Mauges, dépendance de Saint-Florent : *Fragmentum veteris historiae*, éd. MARCHEGAY et MABILLE, p. 216 : « ... *duodecim coacti a monachis Espetvan degentibus cum aliis operariis peregerunt.* »

45. *Fragmentum veteris historiae*, *ibid.*, p. 216 : « *Subsequenti tempore, quendam Espetvan parochiae potentiores, nomine Jovinum, Ansterius, castri Mauritaniae dominus, cepit; cujus captivum anxietate primum Isembertum, Pictavorum episcopum, conveniunt, pollicentes, eo sibi reddito sua episcopali potestate, presbiterum cum tota parochia subditam fieri Pictavensi ecclesiae. Quod episcopus annuit gravique anathemate afflictos hominem liberavit.* » L'ancienne chronique dont ce passage est tiré, qui a dû être écrite entre 1070 et 1118 (MARCHEGAY et MABILLE, *op. cit.*, p. xxvii), a été reproduite à la fin du XII^e siècle par l'auteur de l'*Historia Sancti Florentii*, et il est curieux de noter que celui-ci a laissé de côté tout ce qui est relatif à la proposition faite à l'évêque Isembert, probablement « afin de ne reconnaître aucun droit à l'évêque de Poitiers sur les paroisses du territoire de Saint-Florent-le-Vieil » (MARCHEGAY et MABILLE, *op. cit.*, p. 281, n. 2).

46. *Supra*, p. 68. Le souvenir de l'indépendance du territoire de Saint-Florent était encore conservé au début du XII^e siècle, et le *Livre noir* de l'église d'Angers, rédigé à cette époque (HALPHEN, *op. cit.*, p. xviii), parlant des paroisses de la juridiction de Saint-Florent-le-Vieil, s'exprime ainsi : « *Per multa jam annorum tem-*

C'est au cours de ces années troublées suivant la conquête angevine qu'ils éprouvèrent le besoin de justifier par des titres la juridiction qu'ils avaient usurpée, et que, n'en ayant pas d'authentiques à faire valoir, ils en ont fabriqué de faux dont il nous faut maintenant aborder l'examen.

2) Les faux de Saint-Florent

Ces actes faux sont : 1° un diplôme de Charles le Chauve ; 2° une bulle de Jean XVIII⁴⁸. Nous laisserons de côté un troisième texte, un diplôme de Charlemagne, dont l'époque de falsification est trop incertaine et les clauses de privilège ecclésiastique trop imprécises pour qu'on puisse l'utiliser avec certitude⁴⁹.

Le diplôme de Charles le Chauve, daté, de Vieux-Poitiers, du 8 juin 849⁵⁰, nous a été conservé par un pseudo-original dont l'écriture, déclare Giry, qui, après Merlet⁵¹, a montré l'inauthenticité du texte⁵², « doit remonter tout au plus aux premières années du XI^e siècle »⁵³. Toutefois, l'acte a les plus grandes chances de n'être pas

pota nulli omnino dioecesi assignatae vel subditae, sed ab omni pontificali regimine, incertum quonam eventu, destitutae » (*Livre noir*, n° 47, cité d'après MARCHEGAY et MABILLE, *op. cit.*, p. 281, n. 2).

47. En 1060-1062, Geoffroi le Barbu confirme un acte de Geoffroi Martel (1040-1060) renonçant aux « mauvaises coutumes » qu'il levait sur les domaines de Saint-Florent-le-Vieil (*Livre noir de Saint-Florent*, f° 96 ; HALPHEN, *Le Comté d'Anjou*, Catalogue, n° 167, p. 292).

48. Ces trois documents ont fait l'objet d'une étude de GIRY, *Étude critique de quelques documents angevins de l'époque carolingienne* (Mém. de l'Acad. des Inscriptions et Belles-Lettres XXXVI, 2^e part., 1900, pp. 222-248).

49. *Infra*, p. 102, n. 64.

50. C'est bien 849, comme le dit GIRY (p. 248 : *anno VIII Karoli gloriosissimi regis*), et non pas 848, comme le voudrait M. SACHÉ (*Invent. sommaire des archives dép. Maine-et-Loire*, H, t. II, p. 3, n. 1), qui propose de restituer : *anno VIII...*, à tort selon M. LOT (*Mélanges d'histoire bretonne*, p. 474).

51. MERLET, *Guerres d'indépendance de la Bretagne*, *Revue de Bretagne*, VI, 1891, p. 93 et note D.

52. GIRY, *op. cit.*, pp. 234-239.

53. GIRY, *op. cit.*, p. 233.

aussi complètement faux que Merlet et Giry l'avaient cru. M. Lot estime très possible, sinon probable, que certaines de ses parties soient exactes : la date est plausible (à condition de corriger *junii* en *julii*), Charles le Chauve ayant très bien pu être à Vieux-Poitiers le 10 juillet 849⁵⁴; quant à l'un des deux objets du dispositif : la donation de Saint-Jean d'Angers à l'abbaye du Mont-Glonne, il est également inattaquable⁵⁵. Reste l'autre objet : la franchise accordée aux moines « avec le consentement, bien plus sur l'exhortation des évêques de Poitiers et de Nantes, de toute exaction synodale » pour les églises qu'ils possèdent dans ces deux diocèses⁵⁶; cette partie-là, de l'avis unanime, est fausse. Et, si l'on adopte avec nous l'opinion de M. Lot, il devient évident que la falsification a été faite dans le seul dessein de créer un titre, par l'insertion de la clause de franchise, à la juridiction usurpée sur le territoire des Mauges.

Le texte indique, d'ailleurs, avec une étrange insistance que « le pays des Mauges, où est situé le Mont-Glonne, est soumis à l'évêché de Poitiers », ce qui était si bien vrai en 849 qu'« il eût été peut-être superflu de

54. Et à condition aussi de corriger la formule de date que GIRY (*op. cit.*, p. 234) estimait incorrecte.

55. LOR, *Mélanges d'histoire bretonne*, p. 48, n. 2. Seraient également exacts les noms du *notarius* et du chancelier. Comme le remarque très justement M. LOR, si l'acte était faux de toutes pièces, « on ne s'expliquerait pas que le faussaire se fût avisé de dater son prétendu diplôme de Vieux-Poitiers, une localité insignifiante », alors que « la lecture des *Versiculi* qu'il avait sous les yeux » (et dont il s'est inspiré pour la confection du faux, GIRY, pp. 235-237) « lui suggérerait Angers, où le roi s'était soi-disant rendu dans le but de consoler les moines par la donation de Saint-Jean et de Saint-Gondon. Pour que le faussaire ait maintenu *Vetus Pictavis*, il faut qu'il l'ait trouvé dans son modèle, le diplôme authentique présumé donnant Saint-Jean aux religieux du Mont-Glonne » (*ibid.*).

56. GIRY, *op. cit.*, pp. 247-248 : « *Ad hæc autem Dei instinctu addere cupientes, consentientibus immo potius hortantibus venerabilibus episcopis Didone Pictavensi, cujus presulatu subiacet pagus Madalgicus in quo supradictus locus situs est simulque Teofalgicus, Actardo quoque Namnetensis ecclesiae presule, omnes ecclesias que suprafati loci esse videntur per eorum episcopatus, cuncta sinodali exactione absolvimus.* »

le faire remarquer »⁵⁷, et Giry en a tiré un excellent argument pour montrer qu'au moment de la falsification il n'en faisait plus partie. A notre tour, nous ferons observer que l'évêque de Nantes est, avec celui de Poitiers, le seul prélat dont le consentement soit exprimé : n'est-ce pas une preuve supplémentaire que le pays des Mauges faisait partie, à l'époque du faux ou peu auparavant, du diocèse de Nantes ?

Cette époque du faux, nous allons tenter de la déterminer avec précision. Un premier point est acquis : le document fut fabriqué après le milieu du X^e siècle, date du retour des moines, et avant le milieu du XI^e, où on l'inséra dans le cartulaire appelé *Livre noir*, composé à ce moment-là⁵⁸. Dans l'intervalle, pour préciser davantage, deux solutions ont été proposées par Giry et M. Saché.

Giry rapproche l'apocryphe d'un autre acte, authentique celui-là, par lequel, en 994, l'évêque d'Angers, Renaud, affranchit l'abbaye Saint-Florent de Saumur et ses prieurés du diocèse d'Angers des droits de gîte et de procuration⁵⁹ ; il va même jusqu'à insinuer que le

57. GIRY, *op. cit.*, p. 238.

58. Sur l'époque exacte de sa composition, voir *infra*, p. 107, n. 83.

59. GIRY, *op. cit.*, p. 241 et n. 3. L'acte a été publié par L. LEX, *Eudes comte de Blois et Thibaut son frère*, pièce just. n° 1x, pp. 134-136 : « ... Rainaudus... ego... te, dilecte fili, abba Roberte, et ecclesiam beati Florentii cui, Deo auctore, praesides, et obedientias tuas per episcopatum nostrum constructas vel construentes ab omni inquietudine et ab omni descensu et procuratione episcopi et clericorum Andegavensium... absolvo et perpetua libertate confirmo, hoc solum retento ut, cum ego vel successores mei per abbatiam Sancti Florentii transitum habuerimus, absolutis membris, in capite tantum abbatiae, cum honoris exigentia recipi debeamus... Factum est hoc apud Andegavum, mense junio, die secundo, anno VII Hugonis regis. » Cette date a soulevé une difficulté. La septième année du règne de Hugues Capet est 994. Or, il est question dans le document du comte Odo, *filius Bertae reginae*, et Berthe n'est devenue reine qu'en 996. LEX conjecturait que le copiste avait mis *Hugonis* au lieu de *Roberti*, et datait le document de 998 ou 1003 (suivant le comput des années de Robert) ; GIRY était « plutôt porté à croire que les mots *filius Bertae reginae*... sont une addition du copiste, et à maintenir la date de 994 » (p. 241, n. 3) ; M. SACHÉ optait pour l'hypothèse de LEX et datait de 997 (*Inv. cité*, p. 569, n. 1). Mais un autre acte de

diplôme faux aurait été fabriqué « pour soutenir les prétentions des moines devant l'évêque d'Angers »⁶⁰. Observons toutefois que la franchise n'est pas la même dans les deux cas; qu'en 994 il s'agit des droits de gîte et de procuration et dans l'acte faux des droits de synode, ce qui enlève de la valeur à la conjecture de Giry. Sans doute, est-ce bien l'époque à laquelle l'usurpation des coutumes a dû se produire. Est-ce nécessairement celle de la fabrication du faux? Nous ne le pensons pas, et nous dirons tout à l'heure pourquoi.

Mais auparavant il faut examiner l'hypothèse émise par M. Marc Saché, qui voudrait reculer la falsification au milieu du X^e siècle. Il invoque une notice de 958 relatant que l'abbé et les moines, sitôt rétablis, avaient tiré de leurs archives d'anciens préceptes royaux d'immunité et de franchise pour les faire confirmer par Thibaud le Tricheur et Foulque le Bon⁶¹; et M. Saché en conclut qu'ils s'étaient livrés à une besogne de recherche et de réfection de leurs titres, et que c'est l'époque du faux. Or, il ne s'agit pas, dans la notice de la franchise, des

l'évêque Renaud pour Saint-Florent (*Livre noir*, f^o 23 v^o-24 r^o), daté du même jour (*data mense junio, die secundo, anno VII regni Ugonis regis, indictione VII*) et souscrit par plusieurs mêmes personnages, permet de trancher le débat en faveur de Giry et d'adopter la date du 2 juin 994.

⁶⁰ Giry, *op. cit.*, p. 242.

⁶¹ Archives de Maine-et-Loire, H 3715 (*Livre rouge*), f^o 28 r^o : « *Hujus igitur abbatis (l'abbé Amalbert, 956-985) fratrumque cum eo degentium sollercia, dum perquireret qualiter debitus honor qui, ut jam diximus, a majoribus fuerat impensus, reparari vale-ret, precepta regalia ab alchivis revolventes, in quibus tenebatur ut nullus exactor vel judex in omni potestate Sancti Florentii quicquam dominationis auderet exercere, ne, si quid in vehiculis quacunque circumferretur vel navi cum salibus vel aliis meritis (sic) necessariis per Ligerim vel quacunque flumina discurrante contingeret perferri, nullo modo a quocunque homine ripaticus aut pulveraticus seu teloneum cespaticusque nec ulla omnino exactio exigeretur, sed liberum in omni regno obtineret, tam abba quam cuncta que ad se pertinerent, discursum, ratum duze-runt ut ab hiis super hec auxilium perquirerent qui, Domini lar-gitione(m), ejus regni gubernatores atque administratores existe-rent.* » (Copie communiquée par M. Levron, archiviste de Maine-et-Loire, qui voudra bien trouver ici l'expression de nos remer-ciements.)

droits de synode, mais uniquement de celle des taxes de transport par eau et par route, très différente de l'autre, et qui avait été concédée aux moines en 847 par un diplôme de Pépin II d'Aquitaine⁶²; c'est à ce texte que la notice fait allusion et aussi, probablement, puisqu'elle en désigne plusieurs (*precepta regalia*), au pseudo-diplôme de Carloman⁶³, qui a le même objet, mais certainement pas à celui de Charles le Chauve⁶⁴, et son silence à l'égard des droits de synode serait à lui seul une raison de penser que l'apocryphe est postérieur à 958.

Mais il existe, contre les hypothèses de Giry (994) et de M. Saché (958), un argument beaucoup plus fort que les précédents, et qui permet de reporter la falsification après 1026. Il est tiré d'un rapprochement, que Giry avait

62. LEVILLAIN, *Recueil des actes de Pépin I^{er} et Pépin II*, n° LIII, p. 214 : « *Concedimus etiam... ut naves ejusdem loci onera deferentes per quoscumque alveos discurrentes nullus cespaticum seu ripaticum vel pulveraticum aut herbaticum necnon teloneum ab eis exquirere audeat, sed secure ubique per regnum nostrum discurrere valeant.* »

63. SACHÉ, *Inventaire cité*, pp. 4-5 (Arch. de Maine-et-Loire, H 1836, n° 2) : « ... *Concedimus quoque supradicto monasterio quatuor naves in omnibus aquis, quae in regno nostro decurrant, et licentiam navigandi sine ullo impedimento ut nullus ministerialis ripaticum nec teloneum accipiat nec predictum cœnobium pro eis ullo modo pretium persolvat* » (suit la formule habituelle d'immunité du IX^e siècle). A l'égard de ce texte, l'observation de M. Saché paraît très juste.

64. On ne saurait évidemment être aussi catégorique en ce qui concerne le faux de Charlemagne, dont certaines clauses rappellent sans aucune doute celles de la notice et sont identiques à celles du pseudo diplôme de Carloman (GIRY, p. 246). Mais l'époque de fabrication de ce document est peut-être si tardive et en tout cas si incertaine (probablement postérieure au milieu du XI^e siècle, dit GIRY, p. 229, peut-être même contemporaine du milieu du XIII^e, *ibid.*, p. 243, quoiqu'il observe également « qu'à s'en tenir au style il faudrait placer cette compilation aux environs du XI^e siècle », p. 232), et ses clauses de privilège ecclésiastique si imprécises et en tout cas si différentes de celles du faux de Charles le Chauve (GIRY, p. 245 : « ... *ut prefatus abbas et monachi ac successores eorum omnisque possessio ecclesiastica, ab omni emancipata subjectione omnique procul oppressione depresso, quiete et pacifice Deo et piissimo confessori Florentio sue debitum servitutis persolvere potuissent* »), qu'il paraît impossible de l'utiliser avec certitude.

le premier suggéré⁶⁵, entre le diplôme de Charles le Chauve et un autre document faux, le pseudo-privilege de Jean XVIII, très apparenté au diplôme de Charles le Chauve et qu'il faut étudier en corrélation avec lui. Giry a décelé le caractère apocryphe de cette bulle⁶⁶ qui se présente à nous comme une confirmation générale, d'avril 1004⁶⁷, des biens et des privilèges de l'abbaye, et notamment de la franchise des droits de synode⁶⁸. Or il est possible, croyons-nous, de prouver : 1° que la falsification de la bulle est antérieure à celle du diplôme ; 2° qu'elle a été faite entre 1026 et 1044.

1° L'ordre de succession des faux que nous proposons peut étonner de prime abord. On serait plutôt tenté de croire, avant tout examen, que le diplôme a précédé la bulle puisque celle-ci ne fait, de son propre aveu, que confirmer la franchise, et il n'y aurait, en effet, pas de doute si c'était bien à Charles le Chauve qu'elle faisait remonter ce privilège. Mais elle l'attribue à Louis le Pieux⁶⁹, et c'est la preuve qu'elle est antérieure au pseudo-diplôme : si celui-ci avait existé, n'eût-elle pas cité Charles le Chauve plutôt que Louis le Pieux ? L'acte n'était donc pas encore fabriqué. Le faussaire, obligé néanmoins d'indiquer quel prince avait jadis accordé la franchise, a mis le nom de Louis, très probablement parce qu'il était le plus ancien souverain dont l'abbaye

65. GIRY, *op. cit.*, pp. 240-241.

66. *Ibid.* Sur les anciennes copies de cette bulle, cf. *infra*, n. 82.

67. Le texte est daté : « ... in mense Aprili, indictione secunda », ce qui correspond à avril 1004. C'est par suite d'une erreur que l'*Historia Sancti Florentii* attribue la bulle à Jean XVII (MARCHEGAY et MABILLE, p. 254).

68. *Historia Sancti Florentii*, éd. MARCHEGAY et MABILLE, pp. 254-257 (JAFFÉ, 3941; cf. SACHÉ, *inv. cit.*, pp. 6-7) : « ... Quia vero ipsum monasterium olim a Karolo Magno... constructum fuerat...; similiter a Ludovico cognomento Pio, ejus filio, omnis fiscalis exactionis vel cujuscumque legalis seu officiarie pensionis simul etiam sinodalis debiti omnium ecclesiarum quae ipsi monasterio subjacent immunitate donatum; nos eidem antiquo monasterio... confirmamus atque constabilimus ut si quis harum rerum temerator extiterit... damnatus sit. »

69. GIRY l'avait déjà noté (*op. cit.*, p. 240).

eût conservé des diplômes. En fait, c'est une charte d'immunité de cet empereur qui figure en tête du *Rouleau des privilèges* composé à l'abbaye au début du XI^e siècle⁷⁰; dans cette charte, Louis le Pieux interdisait, suivant la formule habituelle, à tout « *judex publicus* » de lever aucune redevance sur les biens du monastère, et, notamment, sur ses églises⁷¹ : c'en était assez pour que le faussaire mît le privilège sous un si auguste patronage.

Mais, si tel est l'ordre chronologique des faux, pourquoi, lorsqu'il s'est agi de fabriquer le pseudo-diplôme de franchise, ne l'a-t-on pas attribué à Louis le Pieux ? Seule l'observation de M. Lot permet d'expliquer cette anomalie. Les moines conservaient dans leurs archives un diplôme authentique de Charles le Chauve, octroyé à Vieux-Poitiers le 10 juillet 849, par lequel il leur donnait l'église Saint-Jean d'Angers⁷². Or, ils avaient, en 994, cédé cette église à l'évêque Renaud⁷³. Leur diplôme n'offrait donc plus pour eux aucune utilité, et, plutôt que d'en fabriquer un autre, faux de toutes pièces, il leur était préférable d'interpoler celui-là : le document qui sortit ainsi de l'officine des faussaires contenait certaines parties véridiques — à commencer par la donation de Saint-Jean d'Angers — qui semblaient garantir que les autres l'étaient aussi.

Une première conclusion peut être déjà dégagée : le diplôme a été falsifié après la bulle; or, celle-ci, en aucun cas, n'a pu l'être avant avril 1004, qui est sa date préten-

70. Archives de Maine-et-Loire, H 1836 (cf. SACHÉ, *Inventaire cité*, p. 4).

71. Texte publié, SACHÉ, *ibid.*

72. *Supra*, p. 99.

73. Le 2 juin 994, en échange de la franchise des droits de gîte et de procuration qu'il accordait à l'abbaye Saint-Florent de Saumur, l'évêque Renaud avait reçu d'eux l'église Saint-Jean d'Angers « *ab antiqua Francorum regum donatione S. Florentio datam et possessam* » (texte publié par LEX, cité partiellement *supra*, p. 100, n. 59). Cette phrase de la charte de Renaud fait certainement allusion au diplôme authentique et non encore interpolé de Charles le Chauve, qu'on avait peut-être même présenté à Renaud en 994.

due. Avril 1004 constitue donc nécessairement, avant tout examen de l'époque de falsification de la bulle, le *terminus a quo* de celle du diplôme.

2° Reste à préciser l'époque de falsification de la bulle. Un argument va nous permettre de la fixer entre 1026-1027 et 1044, plutôt au début de cette période. En effet, la franchise des droits de synode n'est pas le seul objet que se soit proposé le faussaire. Il insiste, et même il insiste bien davantage encore, sur la dépendance de l'abbaye vis-à-vis des comtes de Blois. Le pape ne tarit point d'éloges sur la maison de Blois : il déclare qu'il a expédié son privilège apostolique à la demande de la reine Berthe et de ses deux fils, Thibaud et Eudes de Blois⁷⁴; il rappelle la restauration de l'abbaye, au milieu du X^e siècle, par le « très noble » comte Thibaud le Tricheur, et exprime, dans les termes les plus énergiques, sa volonté « que l'abbaye ne soit jamais soumise au pouvoir d'autres princes que Thibaud et Eudes, mais qu'à perpétuité elle soit régie et défendue par leurs héritiers » ; il va même jusqu'à interdire toute tentative d'acquisition de l'abbaye par un autre seigneur, fût-ce d'accord avec les comtes de Blois et à prix d'argent, et menace d'anathème les spoliateurs éventuels des biens du monastère ou ceux qui les frapperaient de taxes⁷⁵.

74. Thibaud II (995-1004) et Eudes II (995-1037) sont les fils de Eudes I^{er} (977-995). Cf. LEX, *Eudes, comte de Blois... et Thibaud son frère*.

75. MARCHEGAY et MABILLE, *op. cit.*, pp. 255-256 : « ... Nos eidem antiquo monasterio, faventes precibus domnae Bertae reginae ac filiorum ejus, Teutbaldi atque Odonis, nostra apostolica auctoritate in perpetuum confirmamus atque constabiliimus ut si quis harum rerum temerator extiterit, seu possessiones, ecclesias, terras vel aquas ejusdem loci violare temptaverit, sub anathematis inditione damnatus sit. De illo etiam novo cænobio quod post vastationem Normannicam constructum est a nobilissimo comite Teutbaldo in loco qui dicitur Salmurus,... statuimus apostolica censura, sub divini judicii obtestatione, ne aliorum quorumlibet dominio subiciatur aut inferiori potestati subdatur, sed in perpetuum per succedentes heredes Teutbaldi atque Odonis regatur ac defendatur. Si quis autem eorum ipsum locum cuicumque extraneae personae transfuderit, seu quaecumque persona eundem locum ab eis expetere aut coemere temptaverit, cum Juda proditore

Tout ceci, c'est le reflet des préoccupations qui inquiétaient les moines de Saint-Florent de Saumur en 1026 et dans les années suivantes. Foulque Nerra, qui, depuis le début de son règne, bataillait dans le Saumurois contre les comtes de Blois⁷⁶, avait réussi à prendre Saumur d'assaut (juillet 1026) et l'avait saccagé sans épargner l'abbaye⁷⁷. Eudes de Blois était écarté de Saumur, et l'on pouvait si bien craindre qu'il n'y rétablît plus jamais son pouvoir et même qu'il finît par y renoncer, que c'est en effet ce qui arriva : après un essai infructueux en 1027⁷⁸, « il ne tarda pas à se jeter à corps perdu dans d'autres entreprises⁷⁹ », et, en 1044, son successeur Thibaud III renonçait à toute prétention sur la région⁸⁰. Foulque, par contre, puis, après 1040, son fils Geoffroi Martel, y affermissaient leur domination, durement ressentie par les moines qui, encore dans une chronique de la fin du XII^e siècle, leur gardent rancune et tracent d'eux le portrait le plus sombre⁸¹. Le pseudo-privilege de Jean XVIII représente donc un ultime effort des moines pour rester sous la dépendance d'Eudes de Blois et échapper à celle de Foulque, effort qui ne peut se concevoir qu'après 1026 et n'avait de chance d'aboutir qu'avant 1044. Voilà pourquoi nous plaçons la fabrication du faux entre ces deux dates, et plus près sans doute de 1026 que de 1044⁸².

in extremo judicio anathema sit. Alligamus etiam eodem anathemate eos qui aliquid de his quae ad praesens idem locus possidet vel deinceps adquisierit auferre temptaverint, seu novas leges addere... »

76. HALPHEN, *op. cit.*, p. 14, n. 4; p. 19 et n. 1, 26-28, 31.

77. HALPHEN, *op. cit.*, pp. 38-43.

78. HALPHEN, *op. cit.*, p. 44.

79. HALPHEN, p. 45.

80. HALPHEN, p. 48.

81. *Historia Sancti Florentii*, *loc. cit.*, pp. 259-260; cf. HALPHEN, *op. cit.*, p. 131. Cette même chronique, très dure pour les comtes d'Anjou, est remplie de traits élogieux pour les comtes de Blois (*ibid.*, pp. 240, 241, 245, 246, 247-252, etc...).

82. L'écriture des plus anciennes copies de la bulle (Archives de Maine-et-Loire, H 1837, n^{os} 1, 2, 3), dont l'une cherchait peut-être à passer pour l'original (*ibid.*, n^o 1 : on lit, au dos du par-

Quant à la falsification du diplôme de Charles le Chauve, postérieure à celle de la bulle, elle se situe *a fortiori* entre 1026 et le milieu du XI^e siècle. Elle concorde donc avec les luttes qui avaient suivi la conquête du territoire de Saint-Florent-le-Vieil par Foulque (1030-1040), et cette coïncidence n'a rien que de très vraisemblable⁸³.

En résumé, nous croyons avoir établi que le privilège de juridiction de Saint-Florent-le-Vieil sur le territoire des Mauges existait sans doute dès la fin du X^e ou le début du XI^e siècle, et, en tout cas, vers 1030. Il était dû à une usurpation des moines, facilitée, sinon provoquée, par la situation d'enclave où étaient leurs possessions des Mauges, et étayée successivement de deux titres faux : une bulle apocryphe de Jean XVIII et un pseudo-diplôme de Charles le Chauve, fabriqués, la première, entre 1026 et 1044, le second, entre 1026 et le milieu du XI^e siècle.

La franchise des coutumes épiscopales est donc apparue dans les provinces de Sens et de Tours à la même époque qu'en Normandie.

chemin, d'une main contemporaine : « PRECEPTUM JOHANNIS PAPE », vient à l'appui de notre opinion : elle peut être approximativement attribuée au milieu du XI^e siècle.

83. Ici encore, l'écriture du pseudo-original, qui remonte, disait GIRY (*op. cit.*, p. 233), « tout au plus aux premières années du XI^e siècle », vient appuyer notre opinion. — Un autre rapprochement de date vaut encore d'être noté : la période des faux correspond à une époque de grande activité scripturaire à Saint-Florent de Saumur. Les événements de 1026 avaient, semble-t-il, entraîné d'importantes destructions de documents : l'*Historia Sancti Florentii* incrimine Foulque et Geoffroi Martel (lequel, après la prise de Saumur, en avait reçu de son père le gouvernement; HALPHEN, *op. cit.*, p. 111) de pertes d'écrits qu'ils avaient subies (« ... *ab his itaque raptoribus — Foulque et Geoffroi — ecclesia nostra, tum praedonum pervasione, tum scriptorum amissione, gravissimum subiti detrimentum* »; éd. MARCHÉGAY et MABILLE, p. 260). Des copistes se mirent à l'œuvre, et leur travail aboutit notamment à la constitution d'un important cartulaire, le *Livre noir* (Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. lat. 1930), composé au milieu du XI^e siècle (GIRY, *op. cit.*, p. 225; HALPHEN, *op. cit.*, p. XXI), entre 1040 et 1060, précise M. OMONT (*Catal. des mss. ... de la collection Philipps*, p. 64), 1040-1070, pense M. SACHÉ (*Inv. cité*, p. 475). Ce n'est pas la première fois que l'on remarque la concordance, dans un même *scriptorium*, entre l'activité des faussaires et celle des copistes.

Elle s'y crée de la même manière : tantôt acquise par une concession régulière, tantôt usurpée ; et l'on peut ajouter, comme en Normandie, que des laïques possèdent parfois les coutumes épiscopales et en gratifient des monastères⁸⁴.

Elle y présente à peu près les mêmes caractères. Il faut toutefois noter une différence de formule. Les textes ne disent pas : « l'église est affranchie de toute coutume épiscopale » ; ils emploient une expression telle que : « l'église est affranchie des droits de synode et de visite et de toute redevance due à l'évêque ». On rencontre rarement le mot « coutume⁸⁵ ». Ceci conduit à présenter deux observations.

En premier lieu, les textes insistent sur les droits de synode et de visite. Les actes normands contemporains ne les citent presque jamais : trois fois seulement, à notre connaissance⁸⁶ ; la plupart du temps, ils les englobent implicitement dans la catégorie générale de coutumes épiscopales. Au contraire, dans les provinces de Sens et de Tours, ces droits sont considérés comme très importants. Dépasant l'objet pécuniaire apparent, ils sont le

84. En 1053, Guillaume de la Ferté-Macé, en même temps qu'il donne aux moines de Saint-Julien de Tours, dans le diocèse de Sées, trois églises avec les coutumes épiscopales (*supra*, p. 71), leur en donne deux dans le diocèse du Mans, « *cum decimis, primitiis, sepulturiis, synodo, circada et cum omnibus redditibus episcopo pertinentibus, sicut ego de Cinomannensi pontifice, de cujus episcopatu sunt, possideo* » (DENIS, *Chartes de Saint-Julien de Tours*, n° 24, fasc. 1, p. 35).

85. On relève le mot « coutume synodale » dans un texte de 1004 (*supra*, p. 85, n. 4) et dans un texte de 1066, cité *supra*, p. 89, n. 14. Le mot « coutume » est pris dans le sens de coutume épiscopale dans un texte de 1070 (Prou, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, XLIX, p. 133 : *consuetudinis reditibus*), et l'on trouve l'expression « coutume épiscopale » dans plusieurs textes pour Saint-Père de Chartres pour la fin du XI^e siècle (référence *infra*, p. 206 et n. 97). Voir aussi *supra*, p. 90, n. 16.

86. On les trouve dans un acte de l'archevêque de Rouen, Hugues, de 979-989, *supra*, p. 88, n. 14 (et encore s'agit-il d'une église du Vexin français) ; dans les lettres de Fulbert de Chartres, de 1020 environ (*supra*, pp. 66-67), et dans l'acte de 1053 (*supra*, p. 73, n. 38). Après 1060, on les rencontre fréquemment (*infra*, p. 164, etc.).

signe, non seulement de l'obligation du prêtre desservant d'assister au synode et de recevoir l'évêque en visite — ce qu'ils étaient probablement aussi en Normandie⁸⁷ —, mais de la soumission de l'église à l'autorité de l'évêque. Ils ont une valeur reconnitive, déjà notée par Schreiber⁸⁸. D'où l'expression : « *cens synodal* », relevée notamment dans un texte de 1004⁸⁹; d'où le rapprochement, fait dans un acte de 1098, entre ces droits et l'« *obsequium debite subiunctionis* »⁹⁰; d'où ces nombreuses chartes où l'évêque, abandonnant à une abbaye toutes les redevances qu'il tirait d'une église, mais voulant maintenir sa juridiction sur elle, se réserve ces droits⁹¹.

En second lieu, si les textes mettent en avant les droits de synode et visite, ils sont généralement muets en ce qui concerne l'attribution d'une justice ecclésiastique à l'abbé. Sans doute, dans certains cas, sommes-nous sûrs que l'abbé tire bel et bien de la franchise le jugement des causes, comme en Normandie : une charte fausse le dit clairement pour Saint-Denis⁹², et l'*Histoire de Saint-Florent* l'implique pour Saint-Florent-le-Vieil⁹³. A Chartres, la chose est probable⁹⁴. Mais ailleurs? Faut-il dire que l'expression : « toutes les redevances épiscopales » implique les profits et, par dérivation, l'exercice de la justice de l'évêque? Hypothèse. En l'absence du mot « coutume » ou d'une autre précision, on ne peut rien assurer. /

Il n'empêche qu'à ces différences près, la franchise des

87. Les prêtres desservant les paroisses affranchies étaient soumis aux synodes et aux visites, non pas de l'évêque, mais de l'abbé (*infra*, pp. 227-228). Une telle pratique, dont on connaît de très nombreux exemples du XIII^e au XVIII^e siècle, remonte certainement au XI^e. D'ailleurs, après 1060, on a réagi contre elle (*infra*, pp. 159, 164, etc...), ce qui prouve qu'elle existait déjà.

88. SCHREIBER, *Kurie und Kloster*, t. II, pp. 210-212.

89. *Supra*, p. 85, n. 4.

90. *Supra*, p. 89, n. 14.

91. Textes *supra*, p. 88, n. 14.

92. *Infra*, p. 121, n. 10.

93. *Supra*, p. 97, n. 45.

94. *Supra*, p. 89, n. 15.

coutumes épiscopales existait dans les provinces de Sens et de Tours. Et si, en certains cas, elle était moins développée et les prérogatives épiscopales plus respectées qu'en Normandie, elle aboutissait, à Saint-Denis et à Saint-Florent-le-Vieil, à des phénomènes identiques; et le second de ces deux cas doit, plus encore que le premier, retenir notre attention : il faut redire qu'il s'agit là d'un territoire très étendu, d'une véritable circonscription qui n'est pas sans rappeler celles qui dépendaient de Fécamp et de Montivilliers.

En Angleterre, est-il possible de faire la même constatation ?

II. ANGLETERRE ⁹⁵

La réforme que l'archevêque Dunstan avait, sous le règne d'Edgar (959-975), essayé d'introduire dans l'Eglise d'Angleterre ⁹⁶, n'avait eu qu'un succès éphémère. Associée à l'œuvre de redressement national qu'Edgar poursuivait, elle avait été provoquée et soutenue par lui; privée d'appui après sa mort, elle n'allait pas tarder à péricliter, tandis que l'anarchie grandissait dans l'État : en 978, après trois ans de règne, le fils aîné d'Edgar était assassiné, et le jeune Ethelred, qui lui succéda, était un enfant de dix ans; en 980, Dunstan était chassé, son œuvre abandonnée; la même année, les incursions danoises recommençaient, bientôt suivies d'une grande invasion (991) et de luttes qui aboutirent, après l'écrasement des Saxons, au triomphe de Cnut (1014), le fondateur de la dynastie danoise ⁹⁷.

⁹⁵. Nous avons beaucoup utilisé, pour notre enquête en Angleterre, les très bons articles de Dom KNOWLES, *Essays in monastic history (1066-1215)*, IV *The growth of exemption*, *Dwonside review*, L, 1932, pp. 396-436, et VI *Parish organisation*, *ibid.*, LI, 1933, pp. 501-522, principalement pp. 514-522, où est traitée la question des juridictions ecclésiastiques d'abbayes.

⁹⁶. *Supra*, p. 28, n. 5.

⁹⁷. HALPHEN, *Les Barbares*, pp. 302-305; FLICHE, *L'Europe occi-*

Le règne de Cnut (1014-1035) fut d'ailleurs bienfaisant pour l'Angleterre, et le conquérant, une fois sûr de sa victoire (1017), releva les ruines qu'il avait accumulées; converti au Christianisme, il favorisa l'Église⁹⁸ et, comme son contemporain normand Robert le Magnifique, comprit les avantages qu'il aurait à faire collaborer les moines au maintien de la paix publique. C'est uniquement cet aspect, d'ailleurs limité, de son œuvre, qu'il nous faut considérer.

Il est symptomatique que ce soit dans l'île de Thanet que l'on trouve le premier exemple d'une justice ecclésiastique accordée à des moines. Cette île⁹⁹, située à l'extrémité nord-est de la presqu'île de Kent, faisant saillie dans l'estuaire de la Tamise et commandant l'accès de Canterbury, avait été, en 980, l'un des tout premiers points occupés par les Danois¹⁰⁰, qui y avaient détruit le monastère de Minster¹⁰¹. L'importance d'une telle position géographique pouvait d'autant moins échapper à Cnut qu'il cherchait à se tailler un empire autour de la mer du Nord et réussit à joindre, à sa couronne d'Angleterre, celles du Danemark, en 1018, et de Norvège, en 1028¹⁰².

L'année précédente (1027), il avait donné une nouvelle organisation ecclésiastique à la région de Thanet. Il conféra tous les biens de l'ancienne abbaye de Minster aux moines de Saint-Augustin de Canterbury et notamment

dentale de 888 à 1125, pp. 280-286; W. J. CORBETT, dans *Cambridge medieval history*, III (1922), pp. 378-386.

98. FLICHE, *op. cit.*, pp. 286-297; CORBETT, *op. cit.*, pp. 386-388.

99. C'était, en effet, encore une île lorsque saint Augustin y débarqua, à la fin du VI^e siècle (DUCHESNE, *L'Église au VI^e siècle*, p. 601), mais elle fut, depuis lors, rattachée à la terre ferme, ne gardant plus d'île que le nom. Voir la reproduction d'une ancienne carte de Thanet dans AASS., juillet, III, p. 489; les différentes églises de l'île y sont indiquées.

100. HALPHEN, *Les Barbares*, p. 304.

101. THORNE, *Chronica...*, éd. TWYSDEN, *Scriptores*, X (1652), 1780 : « Eodemque anno (980) insula de Thanet a Danis piratis devastatur. Monasterium monialium de Menstre comburitur cum clericis et populo qui illuc confluerant. »

102. HALPHEN et FLICHE, *ibid.*

toutes les coutumes qui lui avaient appartenu. Il précisa que la puissance qu'il donnait aux moines s'étendait « sur terre, sur mer et sur le littoral¹⁰³ ». En fait, l'abbé en tira, dans toute la région, une juridiction ecclésiastique à compétence très large : quarante ans plus tard, au temps de la conquête normande, il jugeait les crimes « comme l'archevêque dans son diocèse¹⁰⁴ ».

Un an après (1028)¹⁰⁵, Cnut accordait au monastère de Bury-Saint-Edmunds, qu'il avait récemment restauré¹⁰⁶, un privilège analogue pour le bourg entourant l'abbaye¹⁰⁷.

103. KEMBLE, *Codex saxonicus*, n° 1326, t. VI, pp. 189-190 : « *Ego Cnuud. . notum sit vobis omnibus me dedisse sancto Augustino patrono meo corpus sanctae Mildryde (sainte Mildryth, abbesse et patronne de Minster) gloriosae virginis cum tota terra sua infra insulam Tanat et extra cum omnibus consuetudinibus ad suam ecclesiam pertinentibus. Haec omnia ita libera et quieta reddo Deo et abbati Aelfstano et fratribus loci, sicut ego ea unquam melius habui, tam in terra quam in mari et in litore, ut habeant, possideant imperpetuum.* » KEMBLE n'a pas daté l'acte, mais il semble que l'on puisse adopter la date de 1027, donnée par la chronique de Thorne (*op. cit.*, 1783). L'acte de Cnut fut confirmé par Édouard le Confesseur (KEMBLE, n° 900, t. IV, pp. 236-238).

104. THORNE, *Chronica* (*op. cit.*, 1791) : « *Ante istum Lamfrancum tam sacerdotes quam homines locius abbatae de nulla contra Christianitatem offensione nisi soli abbati et suis commissariis solebant respondere. Ipse enim abbas et ejus deputati capitulum et convocationem eorum quandocumque volebant vel ratio aut necessitas exposcebat, libere, pacifice et sine omni hominum contradictione faciebant et de omni crimine vel commissio qualem volebant et culpa exigebat, emendationem accipiebant per omnia, sicut archiepiscopus in diocesi sua.* »

105. Date adoptée par GOODWIN, *The abbey of St-Edmundsbury*, p. 7.

106. En 1020 (GOODWIN, *op. cit.*, p. 4), Cnut avait remplacé l'ancienne collégiale de chanoines par une vingtaine de moines venus des abbayes d'Ely et de Saint-Benet's Hulme (*Chronique de Saint-Benet's Hulme*, DUGDALE, III, p. 135, anno MXX).

107. GOODWIN, *op. cit.*, p. 7. Cet auteur s'appuie sur KEMBLE, 735, t. IV, pp. 15-18 (jadis suspecté). Voir aussi *Memorials of St. Edm. Bury*, éd. ARNOLD, I, pp. 359-360. Le diplôme de Hardecnut (KEMBLE, 751, t. IV, p. 60) est un faux (GOODWIN, p. 7). Par contre, sont authentiques deux diplômes d'Édouard le Confesseur : 1° KEMBLE, n° 910, t. IV, pp. 248-249 : « *... nec aliquis episcopus, qui est vel unquam erit in Norfolc vel Suffolc, habeat unquam potestatem aliquam in eodem monasterio nec infra fines ejusdem villae crucibus designatos* » ; 2° KEMBLE, n° 915, t. IV, p. 252 (reproduisant la charte saxonne : *ibid.*, n° 895, t. IV, p. 231 ; cf. DAVIS,

C'est également sous son règne que l'abbé d'Evesham, Aelfward, qui était en même temps évêque de Londres et auquel l'évêque diocésain de Worcester avait abandonné tous pouvoirs sur l'abbaye, confia au prieur Evich la justice ecclésiastique sur les églises du Vale¹⁰⁸. Si l'on en croit le chroniqueur qui rapporte l'événement, Cnut ne vit pas d'un mauvais œil une telle attribution : de fait, il paraît avoir apprécié Evich, et c'est par bienveillance pour lui qu'il donna au monastère plusieurs domaines qui, certainement dès cette époque, furent incorporés au territoire de la juridiction¹⁰⁹. Celui-ci, déjà presque défi-

The liberties of Bury-St-Edmunds, Engl. hist. rev., XXIV, 1909, p. 418.

108. *Chronicon abbatiae de Evesham*, éd. MACRAY, p. 83 : « *Iste, enim abbas (Aelwardus), postquam Aldulfus episcopus Wigorniae hanc abbatiam sibi et successoribus suis subjecerat, primus abbatum in libertatem proclamavit, et in tantum obtinuit quod venerabilem virum Ariltum, hujus ecclesiae priorem, decanum Christianitatis totius vallis constituit, quam nunquam libertatem ecclesia ista postea amisit. Qui prior et decanus fuit a rege Cnutone et ab aliis principibus hujus patriae plurimis valde dilectus et honoratus pro sua sanctitate. Iste prior quasi ex paterna hereditate duas villas Baddebi et Neveham huic sanctae ecclesiae tradidit.* » Il est permis de douter qu'Aelfward ait donné au prieur, comme précise le texte, des pouvoirs de doyen de Chrétienté : il faudrait être sûr, pour l'admettre, que les doyens aient existé à cette époque en Angleterre, ce qui n'est rien moins que prouvé (ANDRIEU-GUÉTRANCOURT, *Essai sur l'évolution du décanat rural en Angleterre*, pp. 9-12) ; c'est très probablement une interprétation du chroniqueur analysant le privilège tel qu'il existe de son temps. Ceci excepté, le texte paraît véridique, et les donations de Badsey et de Nevnham sont confirmées par des sources diplomatiques (note suivante). Cf. KNOWLES, *op. cit.*, *Downside Review*, 1933, pp. 519-520. (Le problème soulevé par DARLING sur le sens du mot *decanus* dans ce texte ne se pose même pas : *decanus*=doyen rural; cf. KNOWLES, *ibid.*)

109. Cnut donna au monastère les deux domaines de Badsey et de Nevnham. La chronique (*ibid.*, p. 83) parle deux fois de cette donation en termes qui pourraient paraître contradictoires : tout d'abord, elle dit que la donation est le fait du roi (« *Iste etiam rex dedit huic ecclesiae Baddebi et Neveham* »); puis, un peu plus loin, elle en attribue le mérite au prieur Evich (« *Iste prior quasi ex paterna hereditate duas villas Baddebi et Neveham huic sanctae ecclesiae reddidit* »). Cette opposition apparente s'explique par l'acte de Cnut (KEMBLE, n° 1316, t. VI, pp. 178-179) : le roi donne les deux domaines à l'abbaye, « *ob beneficium et reverentiam... dilectissimi monachi nomine Evich* ». — Cnut pensait aussi à accroître les biens d'Evesham lorsqu'il fit don à l'un de ses barons

nitivement constitué au temps de Cnut, allait encore s'accroître au début du règne d'Édouard le Confesseur¹¹⁰.

Ces extensions du territoire d'Evesham ne sont pas les seuls progrès que les juridictions monastiques aient faits sous Édouard. Entre 1046 et 1060, l'évêque Ealdred donne aux moines de Notre-Dame de Worcester deux domaines qui ne couvrent d'ailleurs qu'une assez petite superficie : trois manses en tout ; mais c'est par ses circonstances et ses modalités que la concession prend toute sa valeur. La terre avait appartenu, libre de tout service épiscopal, à l'un des *ministri* du roi, Toki, et ce puissant seigneur l'avait léguée par testament à l'évêque qui, à son tour, la cède aux moines. Tous ces transferts n'empêchent point les deux domaines de conserver leur statut juridique ini-

du domaine de Bengeworth, « *ea conventione ut post suos dies eat ipsa terra in sancto monasterio de Eovesham illis Dei servis ad vicium semper imperpetuum* » (KEMBLE, n° 757, t. IV, p. 56), et l'abbaye l'acquiert, en effet, peu après (*Chronicon*, éd. MACRAY, p. 84).

110. Au temps d'Édouard, l'abbaye s'enrichit d'un nouveau domaine qui allait aussi s'incorporer au territoire de la juridiction : c'est celui de Hampton. Nous connaissons son histoire : Ethelred, en 988, l'avait donné à l'un des grands du royaume, Norman, avec le droit d'y lever des troupes et de le fortifier (KEMBLE, n° 662, t. III, p. 234), mais Norman fut exécuté, en 1017, sur l'ordre de Cnut (*Chronicon*, éd. MACRAY, p. 84), qui, toutefois, voulut bien restituer le domaine au frère de Norman, le comte Leofric (*Chronicon*, *ibid.*). Celui-ci, sous Édouard le Confesseur, sans doute au début du règne, avant 1044 (*Chronicon*, p. 85), le donna à l'abbaye d'Evesham, « *cum viclu et hominibus et omnibus rebus et consuetudinibus ad eandem (terram) pertinentibus* » (KEMBLE, n° 938, t. IV, p. 272) ; Édouard le Confesseur confirma la concession (KEMBLE, n° 911, t. IV, p. 249), et l'évêque Lifing y ajouta (KEMBLE, n° 941, t. IV, p. 277), sur l'ordre du roi, semble-t-il (... *Etiam rex vult...*), le privilège spirituel rattachant le domaine et l'église que Leofric y avait fait construire (KEMBLE, n° 938) au territoire de la juridiction d'Evesham. Ce territoire paraît, dès lors, en grande partie constitué (liste des paroisses qui en faisaient partie dans la *Victoria history of the counties of England, Worcester*, II, 1906, p. 116, n. 8), et l'est, en tout cas, presque complètement à la fin du XI^e siècle : toutes ces paroisses de la juridiction sont citées, sauf deux (Bretforton et Church Honeybourne), dans le *Domesday book*, parmi les dépendances d'Evesham (*D.B., Worcester*, f° 175 b). — Sur les faux fabriqués à Evesham, d'après lesquels le privilège de juridiction remonterait au début du VIII^e siècle, cf. *infra*, Appendice VII, p. 267.

tial, et l'évêque spécifie que l'abbaye de Worcester les possédera affranchis « de tout service aussi bien ecclésiastique que séculier et épiscopal », et notamment « des droits de visite (*ciricsceatte*), des dîmes et de toute redevance¹¹¹ ».

Voilà un texte qui rejoint les textes normands et qui malgré une légère variante dans la formule de privilège, où le mot « service » remplace le mot « coutume¹¹² », présente les mêmes caractères : appropriation des coutumes épiscopales, qui sont transmises avec le fonds auquel elles sont, pour ainsi dire, incorporées; confusion, dans une clause unique, des attributs de la justice laïque et de ceux de la justice ecclésiastique : on pourrait, de tous ces

111. KEMBLE, n° 805, t. IV, pp. 138-139 : « *Ego Ealdredus, Wigornensis aecclesiae episcopus, quandam telluris partem scilicet rus quod ab incolis Deotinctum vocatur, cum alio viculo ad illud pertinente qui Aelfsiges tunc nominatur, tres videlicet hidas terrarum in duabus, ut praedixi, villulis, cum licentia domini mei regis Eadvardi... Deo et sanctae Dei genitrici Mariae condono ad usus fratrum Deo servientium in aecclesia ipsius sanctae et perpetuae virginis Mariae in Vuigornaceastre, ut habeant et possideant jure aecclesiastico perpetua haereditate, cum soca et socne, tolle et teame, redditibus et campis, pascuis et pratis et cunctis utilitatibus ad praenotatam villam pertinentibus... Unde et ego, cum licentia ipsius domini mei regis, Deo et sanctae Dei genitrici, ad aecclesiam quae sita est, ut praediximus, in Vuigornacestre, ita eam (terram) liberam trado sicut ipse (le ministre Toki) tenebat et ego eam liberam ab eo accepi, tam a servitio villae episcopalis Breodune, ad quam dicebatur antiquis temporibus pertinere debuisse... quam a caeteris cuiuscumque hominis servitiis, praeter, ut diximus, regis, juxta morem patriae. Sit autem, ut praediximus, haec terra libera a Breodune, ab omni servitio tam aecclesiastico quam saeculari et episcopali etiam, cum saka et socne, tolle et teame, ciricsceatte et decimis et omnibus redditibus, ita ut nullus successorum meorum aut eorum praepositi, ad Breodune quicquam servitii de hac terra nec de pertinentibus ad eam, habeant reclamare, quia injustum est. » Saka et socne désignent le droit de tenir une cour de justice et d'en percevoir les amendes, tolle la taxe sur les ventes, et teame le droit de juger les procès relatifs aux ventes (cf. STENTON, *The first century of english feudalism*, 1066-1166, pp. 99-103).*

112. En France aussi, on trouve parfois le terme *servitium* employé dans le même sens : entre 979 et 989, l'archevêque de Rouen Hugues donne aux moines de Saint-Germain-des-Prés l'autare de l'église Saint-Godard de Longuesse, en Vexin, « *eo videlicet ordine ut nunquam amplius nobis... debitum seu servitium persolvant, nisi tantum synodum et circadam* » (POUPARDIN, *Recueil des chartes de Saint-Germain-des-Prés*, XLIV, pp. 73-74).

traits qui touchent au fond même de l'acte, tirer les mêmes enseignements que des documents normands¹¹³.

En Angleterre aussi bien que dans les provinces de Sens et de Tours et qu'en Normandie, de Worcester à Paris et à Angers, le phénomène est le même. L'institution des juridictions ecclésiastiques d'abbayes se dessine dès la seconde moitié du X^e siècle, mais c'est dans les soixante premières années du XI^e siècle qu'elle se développe et se régularise et que l'on peut fixer les dates d'apparition des principaux cas : Saint-Augustin de Canterbury (1027), Bury-Saint-Edmunds (1028), Cerisy (1032), Montivilliers (1035), Evesham (1017-1035), Saint-Florent-le-Vieil (avant 1030-1040), Saint-Denis (avant 1065), Fécamp (avant 1075), sans compter, après 1050, d'assez nombreuses restitutions de laïques en faveur de monastères.

C'est donc à l'époque où se constituent les seigneuries, où se fixe la carte de la France féodale, que se for-

113. D'autres juridictions monastiques nous sont encore attestées comme existant avant la conquête normande : une charte d'Édouard le Confesseur confirme les possessions du monastère d'Ely (qui devait, en 1111, être érigé en évêché) en ces termes : « *Haec et horum appendicia sive maiora sive minora insuper omnia a quocumque adiecta vel adiicienda bonorum testimonio possessa, cum omni saca et soca sine aliqua exceptione saecularis vel aeclesiasticae iusticiae illi monasterio damus* » (KEMBLE, n° 907, t. IV, pp. 244-246). — Peut-être pourrait-on encore citer le diplôme d'Édouard le Confesseur pour Coventry (KEMBLE, n° 916, t. IV, p. 253 : « *Praecipio... ut omnia quae ad ipsam ecclesiam pertinent sint omnino libera... causarum discussiones, emendationes aeclesiasticae vel saeculares* ») si ce texte n'offrait prise au soupçon : il prétend insérer une bulle d'Alexandre II de 1043 (MXLIII) ! On pourrait, à la rigueur, penser à une erreur du scribe et proposer MLXIII, mais les souscriptions s'y opposent : on relève parmi elles celles de l'archevêque Aelfric d'York (1023-1051), des évêques Ealdred de Worcester (1046-1060), Vulfinus de Liechfield (1039-1053), d'Ethelstan de Herford (1012-1056), d'Eadnoth de Dorchester (1034-1049). Quoique Kemble n'ait pas rejeté ce texte, il convient de ne l'utiliser qu'avec prudence. — Est également suspect l'acte attribué à Édouard le Confesseur donnant à l'abbaye de Ramsey, « *consuetudines omnes et exactiones regaliū et episcopaliū ministrorum... cum... causarum discussionibus, emendationibus sive aeclesiasticis sive saecularibus* ». (KEMBLE, n° 809, t. IV, p. 143).

ment également les juridictions ecclésiastiques d'abbayes, et cette raison chronologique n'est pas la seule à en rapprocher une telle institution des autres institutions féodales : l'usurpation des coutumes épiscopales fait le pendant de celle des droits régaliens, et la justice ecclésiastique complète si bien la justice laïque que nous les avons souvent vues aller de pair; les deux réunies aboutissaient à créer la seigneurie idéale, où les pouvoirs spirituels et temporels étaient confondus dans les mêmes mains. Notre conclusion, ici encore, rejoint celle de Génestal qui, modifiant le célèbre brocard, proposait de dire : « Fief et justice spirituelle sont communs¹¹⁴. »

Mais il se pose dès lors, pour ces juridictions comme pour les autres institutions féodales, un problème des origines : apparues à l'époque troublée des X^e et XI^e siècles, se sont-elles créées de toutes pièces, ou bien ont-elles des germes et des précédents plus anciens? Telle est la question qu'il faut maintenant aborder.

114. GÉNESTAL, *La patrimonialité de l'archidiaconat...*, *Mélanges Fournier*, p. 290.

CHAPITRE VI

LE PROBLEME DES ORIGINES DE L'INSTITUTION FEODALE DES JURIDICTIONS ECCLESIASTIQUES D'ABBAYES

I. JURIDICTION DES ÉVÊQUES CLAUSTRUX

Bien avant l'époque féodale, il y avait eu en Gaule des juridictions ecclésiastiques d'abbayes. Les évêques claustraux¹, attachés à des monastères, ne limitaient pas leur action à l'enceinte même du cloître ; ils l'étendaient à toutes les possessions de l'abbaye et aux églises privées qui en dépendaient². Voilà bien un cas où l'on peut déjà parler de juridiction ecclésiastique d'abbaye. Faut-il y voir une origine de l'institution que nous étudions, ou n'est-ce qu'un précédent différent et sans influence sur elle ?

On doit, pour résoudre le problème ainsi posé, répondre aux deux questions suivantes : 1° Quel est le rapport de droit entre la juridiction des évêques claustraux et celle que nous rencontrons aux X^e et XI^e siècles ? 2° Y a-t-il entre les deux systèmes une succession chronologique ininterrompue, ou bien, tout au contraire, une solution de continuité ?

I. — Nous avons la bonne fortune de trouver, grâce aux travaux de M. Levillain, des éléments de comparaison

1. *Supra*, pp. 7-8.

2. LEVILLAIN, dans *Le Moyen Age*, XLV, 1935, p. 237.

de premier ordre à l'abbaye de Saint-Denis³. Celle-ci a eu des évêques claustraux entre 768-772 et 835⁴, et une bulle du pape Adrien, de 786, analyse leurs pouvoirs dans les moindres détails; d'autre part, en 1061-1065, Saint-Denis a prétendu exercer une juridiction ecclésiastique, et les moines ont créé un faux qui reflète leurs préoccupations du XI^e siècle. Le rapprochement des deux textes nous permettra d'établir le tableau comparatif souhaité. Examinons d'abord la bulle.

Cette bulle⁵ décide que l'évêque claustral de Saint-Denis aura, à l'exclusion de tout évêque diocésain, le pouvoir d'ordre et la correction canonique des fautes, non seulement dans le monastère, mais dans tous les lieux y attachant ou en dépendant, et le texte a précisé plus haut ce qu'il entend par là : ce sont « les prieurés, églises, titres et oratoires soumis au monastère⁶ ». On

3. LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis à l'époque mérovingienne*, principalement III, « *Privilegium* » et « *immunitates* » ou *Saint-Denis dans l'Eglise et dans l'État*, B.E.C., LXXXVII, 1926, pp. 20-97 et 245-346.

4. LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B.E.C., 1926, pp. 332-335; peut-être y en a-t-il eu avant 768-772, mais, en tout cas, on ne saurait « remonter plus haut qu'au temps de l'abbé Fulrad (750-784) et d'Étienne II (752-757) » (FRANCK, *Die Kloster-bischöfe*, p. 50).

5. Elle est confirmative d'une autre bulle perdue d'Étienne III (768-772); LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B.E.C., 1926, pp. 316 et 333, n. 2.

6. Nous empruntons certaines expressions de notre analyse à celle de M. LEVILLAIN, *op. cit.*, B.E.C., 1926, p. 316. Texte, Dom FÉLIBIEN, *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Denys*, pièces just., n° LX, p. xli : « *Et nemo episcoporum parochianis in praefato venerabili monasterio, in cellis, ecclesiis vel titulis seu oraculis sub ditione ipsius constitutis, ordinationes facere, sive pro chrismate conficiendo aut quacumque exquisita re agere, aut distringere, vel ad se presbyteros convocare praesumat; sed per hanc auctoritatem apostolici privilegii nostri, episcopus ex ipso venerabili monasterio canonice curam pastorem sollicitudinem ministerii sui in praefatis adjacentibus vel subjacentibus eidem monasterio locis habeat; et quaeque emendanda et corrigenda sunt, cum assensu abbatis sui canonica institutione et secundum ordinem cuncta peragat.* » Sur ce texte, cf., outre LEVILLAIN (*ibid.*, p. 316), qui la tient pour authentique, malgré les hésitations de JAFFÉ (2454), FRANCK, *op. cit.*, pp. 48-49, qui n'a pas repris la critique d'authenticité, et Max BUCHNER, *Das Vizepauptum des Abtes von St-Denis* (Paderborn, 1928), pp. 69-70 et 184, qui croit l'acte faux et fabriqué peu avant

peut tirer de cela deux déductions : 1^o l'évêque claustral est pourvu d'une juridiction complète, et le diocésain, explicitement éliminé, ne garde plus la moindre parcelle d'un droit quelconque; 2^o le territoire sur lequel s'exerce cette juridiction privilégiée comprend toutes les dépendances du monastère, et non pas telle ou telle d'entre elles. Si l'on cherche à analyser ce que pareille formule signifie, voici à quel résultat l'on parvient : c'est un territoire essentiellement mouvant et qui varie sans cesse. Une abbaye, en effet, vend, achète, acquiert par donation, échange des biens, et son temporel n'est jamais fixé une fois pour toutes. Si le territoire privilégié comprend l'ensemble des possessions, autant dire qu'il est perpétuellement changeant et que, si l'on veut en tracer les limites, il faudra renouveler la carte à chaque mutation domaniale.

Passons maintenant au texte du XI^e siècle. C'est le passage interpolé entre 1061 et 1065 d'une charte de l'évêque de Paris, Landri, du 1^{er} juillet 653⁷. Voici ce que le faussaire fait dire au prélat : dans le *castrum* de Saint-Denis⁸ et sur le territoire délimité par le chemin qui va de la fontaine de Saint-Rémi jusqu'à l'église Saint-Quentin en longeant le pré appelé Beau-Pré, et, de là, par la route royale jusqu'au vivier du pont de Trécines, puis par les prés du monastère jusqu'à la fontaine de Saint-Rémi⁹, les prêtres et les clercs desservant les églises de cette circonscription seront affranchis des droits de synode et de visite, ils recevront gratuitement de l'évêque

le voyage de l'abbé Hilduin à Rome (824). Nous adoptons le point de vue de M. LEVILLAIN. Notons toutefois que, même si c'était M. BUCHNER qui avait raison, nous pourrions, étant donnée la date reculée, qui, de son propre aveu, serait celle de la falsification, utiliser quand même le document.

7. LEVILLAIN, *op. cit.*, B. E. C., 1926, pp. 20-54 et surtout 35-54, et, sur la date et les circonstances du faux, *ibid.*, pp. 330-332, 339-341.

8. Sur le sens du mot *castrum*, *infra*, p. 125, n. 22.

9. Pour cette délimitation, nous reproduisons parfois textuellement LEVILLAIN, *op. cit.*, B. E. C., 1925, p. 93; voir la carte de Dom FÉLIBIEN, *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Denis*, p. 1.

de Paris le chrême et l'huile sainte, et, si l'un d'eux est tué ou blessé ou s'il intente une action civile, les droits de justice appartiendront à l'abbé de Saint-Denis et non pas à l'évêque¹⁰. Une telle clause peut être aisément identifiée : c'est de franchise des coutumes épiscopales qu'il s'agit ; et M. Levillain qui, le premier, l'a mis en lumière¹¹, en a fort justement tiré argument pour rattacher la falsification de la charte de Landri à la première phase du procès de 1061-1065 entre les moines et l'évêque de Paris, celle où il n'était question que de « coutumes » et pas encore d'exemption¹². Observons :

1^o Que ce texte est très loin d'écarter l'évêque diocésain aussi complètement que la bulle de 786. Le pouvoir d'ordre ne lui est pas retiré, à condition qu'il l'exerce gratuitement, ni même, explicitement du moins, la correction des clercs délinquants. A ce second point de vue, on peut toutefois noter que le texte diffère de beaucoup d'autres chartes de franchise — notamment, pour ne

10. LEVILLAIN, *op. cit.*, B. E. C., 1226, p. 48, n. 1 (réf. bibliogr., *ibid.*, p. 35, n. 1) : « *Per quod decerno atque... interdico ut nec ego deinceps nec ullus successorum meorum hoc audeat infringere vel temerario ausu aliquatenus violare, videlicet ut omnis presbyter vel clericus, ex his qui in ipso castro prefati beatissimi Dionisii martiris vel extra, ex loco qui dicitur Fons sancti Remigii, sicut via distinguit, quae praebet iter juxta pratum quod dicitur Formosum usque ad ecclesiam sancti Quintini martiris, et illinc per regalem stralam donec veniatur ad vivarium in capite Tricini pontis, sicut prata fratrum distingunt, usque ad prefatum locum Fontis sancti Remigii, omnes illi, qui in hoc circumscripto spatio ecclesiis serviunt, sint liberi et absoluti ab omni debito et redibitione circadarum et sinodorum. Tamen volumus et pro reverentia sancti martiris Dionisii concedimus ut, si necessitas eis fuerit, ex nostro vel successorum nostrorum episcopatu, sine prelio, chrisma et oleum suscipiant. Et si quis eorum presbiterorum vel clericorum forte aut occisus, quod absit, aut vulneratus fuerit, aut ex eis omnibus alicujus injuriae acclamatio surrexerit, quicquid ex hiis omnibus ad nos attinere videtur, hoc totum abbati, qui in ipso sancto loco prefuerit, ceterisque fratribus, habendum et disponendum concedimus.* »

11. LEVILLAIN, *op. cit.*, B. E. C., 1926, pp. 48-51.

12. *Ibid.*, pp. 330-331. C'est un diplôme de Philippe I^{er} (PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, n° XL, p. 116), du 1^{er} août 1068, qui permet de dire que le procès avait commencé sur une question de coutumes (LEVILLAIN, *ibid.*, pp. 250-251).

citer qu'un seul exemple tout à fait analogue, du diplôme de Richard II, interpolé vers 1058-1060, qui était censé accorder aux moines du Mont-Saint-Michel la correction des clercs du bourg¹³ —; laissons donc de côté cette question-là, où la charte de Saint-Denis ne saurait être prise comme modèle. Mais elle peut l'être en ce qui concerne le pouvoir d'ordre, dont la franchise des coutumes épiscopales n'a jamais privé l'évêque. Voilà une première différence, capitale, entre la juridiction du VIII^e et celle du XI^e siècle.

2° La seconde différence, non moins importante, tient au territoire privilégié qui, dans le texte du XI^e siècle, est soigneusement déterminé. On a remarqué avec quelle précision le faussaire traçait les limites de ce territoire qui, dans un autre faux fabriqué à la même époque, est appelé du nom très expressif de « proceinte » du monastère¹⁴. Sur ce point-là, le texte de Saint-Denis rejoint les autres chartes de franchise du XI^e siècle, qui appliquent toujours le privilège non pas à la généralité des possessions d'un monastère, mais à telle ou telle d'entre elles. La charte de 1035 pour Montivilliers déclare affranchies l'église abbatiale et douze églises qu'elle énumère¹⁵ : entendez les douze paroisses correspondantes. En outre, elle donne à l'abbaye une autre église, celle de Routôt, qui n'est pas affranchie et ne fait pas partie du territoire auquel elle n'a même pas été incorporée par la

13. *Supra*, p. 81, et *infra*, App. VI, p. 264.

14. C'est une fausse bulle d'Étienne II (JAFFÉ, 2331; cf. LEVILLAIN, *op. cit.*, B. E. C., 1926, pp. 249, 262, 332 : ne pas confondre cette bulle fausse, « *Quoniam semper* », avec une autre bulle authentique, « *Quoniam semper* », du même pape : « *Et quoniam ad preces Chlodovii, filii Dagoberti regis, dominus Landericus... a sua et omnium successorum suorum potestate deinceps, ... cœnobium vestrum et omnes ad eum servientes clericos quorumcumque ordinum in procinctu vestri monasterii absolvit, nos etiam idem et habere vobis episcopum... concedimus.* » (Cité d'après LEVILLAIN, *ibid.*, p. 262, n. 1; sur l'expression « proceinte », cf. LEVILLAIN, *ibid.*, pp. 87-89).

15. *Supra*, p. 45 et n. 3, et *texte infra*, p. 242.

suite¹⁶. A Cerisy, en 1032, le privilège englobe limitativement une première liste des biens du monastère; suit une autre liste qui en est exclue¹⁷. On pourrait multiplier les exemples¹⁸, ou plutôt reprendre un à un tous les textes de franchise que nous avons cités, et il s'en dégagerait toujours la même idée : à côté de ses domaines affranchis des coutumes épiscopales, une abbaye en a d'autres. Il y a deux groupes : ceux qui sont privilégiés et tout le reste qui ne l'est pas. On se trouve en présence de la conception de territoire privilégié fixe, qui est à l'opposé de celle du VIII^e siècle.

Telles sont les différences profondes qui séparent les deux juridictions privilégiées du VIII^e et du XI^e siècle. Leur examen comparé aboutit à ne voir entre elles aucun rapport intrinsèque. Existe-t-il, du moins, une continuité chronologique ayant fait passer de l'une à l'autre sans interruption ?

II. — Cette continuité n'existe pas. Les évêques claustraux de Saint-Denis avaient déjà cessé en 835, et le dernier, qui vivait encore en 838, ne fut jamais remplacé¹⁹. C'est plus de deux siècles plus tard, en 1061, que nous trouvons la plus ancienne trace de l'autre juridiction. Ce hiatus empêche de voir dans le premier système l'origine du second : ce n'est qu'un précédent différent. Ailleurs qu'à Saint-Denis, la même coupure s'observe : les évêques claustraux disparaissent partout après 850²⁰, et il

16. Texte *infra*, p. 243; et p. 279, la liste des paroisses de la juridiction de Montivilliers aux différentes époques, où Routôt n'est pas. Routôt, qui n'est naturellement pas donné dans le pouillé de 1337 parmi les paroisses de la juridiction (LONGNON, *Pouillés de la province de Rouen*, p. 70), figure parmi celles dont l'abbesse a le simple patronage (*ibid.*, p. 21 C).

17. Texte apud FARCY, *op. cit.*, I, Cerisy, pp. 78-80.

18. Parfois, comme à Cerisy ou à Saint-Étienne de Caen en 1077 (*infra*, p. 166), c'est le groupe des premières possessions de l'abbaye qui est affranchi, mais les acquisitions ultérieures ne le sont pas, sauf clause expresse : cela revient au même.

19. LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B. E. C., 1926, pp. 334-335.

20. FRANCK, *op. cit.*, pp. 165-166 : c'est l'une des principales conclusions de ce livre; elle a été admise par la critique (voir no-

n'y a pas d'exemple de juridiction de l'autre type avant la seconde moitié du X^e siècle, soit, en mettant les choses au mieux, cent ans d'intervalle. La juridiction des évêques claustraux n'est donc, ni de près, ni de loin, l'origine de notre institution ²¹.

II. IMMUNITÉ

Dans la Gaule franque, la juridiction des évêques claustraux offre le seul exemple d'une juridiction ecclésiastique d'abbaye. Est-ce à dire qu'il nous sera impossible de démêler d'autres fils conducteurs dans l'écheveau des privilèges monastiques francs ? L'idée de territoire privilégié fixe, ou plus précisément — pour ne point quitter l'exemple fécond de Saint-Denis — le territoire fixe de Saint-Denis, la « proceinte », vont aiguiller notre recherche et nous faire remonter jusqu'à l'immunité. Nous allons montrer : I) que, sur la « proceinte », les moines de Saint-Denis du XI^e siècle n'avaient pas seulement accaparé les coutumes épiscopales, mais aussi les droits régaliens, et qu'ils y jouissaient d'une immunité renforcée sur un territoire limité ; II) qu'à l'époque franque l'immunité s'applique, à Saint-Denis aussi bien qu'ailleurs, à la généralité des possessions d'un monastère — exactement comme la juridiction des évêques claustraux — ; III) que l'on est passé, au cours du X^e siècle, de la conception de l'immunité générale à celle de l'immunité renforcée sur un territoire limité ; IV) que l'im-

lamment LEVILLAIN, compte rendu, *Le Moyen Age*, 1933, pp. 40-43).

²¹. Bien entendu, et d'évidence, il est inutile de s'appliquer à démontrer que la juridiction des évêques-abbés bretons ne saurait être, en aucune façon, l'origine de notre institution : c'est l'origine directe des diocèses bretons (*supra*, p. 15), et il est d'ailleurs à noter que les pouillés des diocèses bretons ne relèvent l'existence d'aucune juridiction ecclésiastique d'abbaye du type féodal (LONGNON, *Pouillés de la province de Tours, passim*).

munité laïque est doublée, à l'époque franque, d'une immunité ecclésiastique qui a évolué pareillement et qui peut être considérée comme une origine indirecte de notre institution.

I. — Dans la circonscription tracée par la charte de Landri ou « proceinte », qui comprend, outre le « *castrum* » de Saint-Denis, le « bourg groupé autour de l'église de Saint-Marcel »²², l'usurpation des coutumes épiscopales ne fut pas le seul objet visé par les moines. Ils ont interpolé, probablement vers 1008, un diplôme de Charles le Chauve du 25 avril 860 et y ont inséré la clause suivante. Le roi est censé donner à l'abbaye une immunité toute particulière (*immunitas propria*), mais à cette immunité il fixe des limites jalonnées par le pont de Tréceines, les contre-pentes de Montmartre et la route de Paris à Louvres. Sur tout ce territoire qui, le texte le dit expressément, constitue la « proceinte », les moines auront l'exercice des droits régaliens, c'est-à-dire le ban, la justice criminelle et toutes les coutumes²³. Ce texte n'est d'ailleurs pas le seul titre aux privilèges laïques de la proceinte. Lui-même se réfère expressément à un autre diplôme faux, attribué à Dagobert, le « *praeceptum Da-*

22. LEVILLAIN, *op. cit.*, B. E. C., 1925, pp. 93-95. Le « *castrum* », c'est l'enceinte englobant à la fois le monastère (entouré par le mur fortifié appelé « *castellum* ») et les habitations et champs voisins (LEVILLAIN, *ibid.*, p. 94, n. 4).

23. LASTEYRIE, *Cartulaire général de Paris*, t. I, p. 60, n° 44 (LEVILLAIN, *op. cit.*, 1926, p. 89) : « *Statuimus... ut predictus locus propriam immunitatem habeat quatinus, omni inquietudine remota, inibi habitantes liberius Deo famulari possint... Cui nimirum immunitati ipsos eosdemque terminos imponi censemus qui in privilegio domni Dagoberti serenissimi regis, quod de fugitivis ad idem caenobium isdem gloriosissimus rex fecit, prescripti sunt, id est usque ad eum locum quo ad eandem aeclesiam tendentes Tricenam pontem ingrediuntur, necnon etiam usque ad Montem Martyrum... similiterque usque ad viam publicam quae ad Luperam ducit. Itaque hanc totam procinctam Deo sanctoque ejus Dionysio donamus cum omni videlicet judiciaria potestate, hoc est bannum omnemque infracturam, et, si que sunt alie consuetudines legum ubicumque infra totam predictam procinctam, sive in agris, sive in domibus, sive in viis publicis vel privatis evenerint, cum omni integritate... Deo peculiarique protectori nostro, sanctissimo scilicet Dionysio concedimus.* »

goberti de fugitivis », fabriqué à Saint-Denis sans doute dans la première moitié du X^e siècle, qui était censé interdire aux agents royaux de franchir les mêmes limites pour saisir les criminels²⁴. Cet acte avait pour objet de créer l'asile dans la proceinte, les deux autres d'y donner à l'abbé de Saint-Denis les droits régaliens et les coutumes épiscopales : tous ces textes procèdent du dessein bien arrêté des moines de se constituer une seigneurie, tant laïque qu'ecclésiastique, autour de leur abbaye.

II. — Mais ils ne revendiquaient tous ces droits régaliens et épiscopaux qu'à l'intérieur de limites très bien précisées, et il faut maintenant essayer de comprendre comment et pourquoi on en était arrivé à une telle conception, qui, on s'en rend compte, vaut aussi bien dans l'ordre laïque qu'ecclésiastique.

Le faux de Charles le Chauve se caractérisait par l'octroi d'une immunité particulière (« *immunitas propria* ») dans un territoire précisé (« *cui... terminos imponi censemus* »). Comparons une telle clause à celle des chartes d'immunité des VII^e-IX^e siècles. Prenons pour modèle une formule impériale du temps de Louis le Pieux. Le souverain « interdit qu'aucun agent public n'ose pénétrer dans les églises, les lieux, les champs ou tout autres possessions du monastère », et il précise qu'il ne s'agit pas seulement des biens présents, mais des biens futurs²⁵.

24. Ce texte a été publié et étudié par OMONT, *Le « praeceptum Dagoberti de fugitivis » en faveur de l'abbaye de Saint-Denis*, B. E. C., LXI, 1900, pp. 75-82.

25. M. G. H., *Formulae*, éd. ZEUMER, pp. 290-291 (formule impériale n° 4, cf. KROELL, *L'immunité franque*, p. 290) : « *Praecipientes ergo iubemus ut nullus iudex publicus neque quislibet ex iudiciaria potestate in ecclesias aut loca vel agros seu reliquas possessiones praedicti monasterii, quas moderno tempore iuste et rationabiliter possidere videtur in quibuslibet pagis et territoriis, quidquid ibidem propter divinum amorem collatum fuit, quaeque etiam deinceps in iure ipsius sancti loci voluerit divina pietas augeri, ad causas iudicario more audiendas atque discutiendas vel freda exigenda aut mansiones vel paratas faciendas... ingredi audeat.* »

La justice que l'immuniste tirait implicitement d'une telle clause sur son domaine²⁶ s'applique donc à la généralité des possessions²⁷. C'est un territoire mouvant, qui s'oppose au territoire fixe du pseudo-diplôme de Charles le Chauve exactement comme le territoire mouvant de la juridiction des évêques claustraux s'oppose au territoire fixe de la charte fausse de Landri. Mais, cette fois-ci, nous allons pouvoir non seulement constater la différence entre la conception du IX^e et celle du XI^e siècle, mais expliquer le passage de l'une à l'autre et saisir une évolution. Ce sont les chartes d'immunité du X^e siècle qui vont nous permettre de restituer les anneaux intermédiaires d'une chaîne dont nous avons les deux bouts.

III. — Dès 901, on perçoit les premiers signes du changement. L'abbé de Corbie, Francon, venait de faire construire un château fort (*castellum*) dans l'enceinte du monastère pour mettre les moines à l'abri des incursions normandes²⁸. Cette protection militaire eût été insuffisante si elle n'avait été doublée d'une protection juridique : il fallait que Francon fût le maître dans le *castellum* et qu'il y bénéficiât d'une immunité encore plus forte qu'ailleurs. Il sollicita donc et obtint de Charles le Simple un nouveau diplôme d'immunité, dans lequel, après la formule traditionnelle d'immunité générale, le roi ajouta, tout à la fin du dispositif, l'interdiction à tout agent public d'exercer quelque pouvoir que ce ce fût dans le *castellum* : voilà l'immunité renforcée sur un territoire limité. Il est vrai qu'aussitôt le texte se reprend et affirme que le *castellum* jouira, au demeurant, du

26. Sur cette justice, qui s'était étendue en compétence durant l'époque carolingienne, cf. KROELL, *L'immunité franque*, pp. 197-225, et surtout pp. 209-219.

27. Bien entendu, l'immunité avait, à Saint-Denis, les mêmes caractères qu'ailleurs. Voir notamment, parmi les nombreux diplômes d'immunité accordés à cette abbaye, celui de Pépin le Bref, du 23 septembre 768 (*M. G. H., Dipl. Karol.*, I, n° 26, pp. 35-37).

28. LEVILLAIN, *Examen crit. des chartes... de Corbie*, p. 132.

même privilège que les autres biens du monastère²⁹, mais c'est pure précaution de style : en effet, pourquoi eût-on ajouté une clause exprès pour le *castellum* s'il avait dû être soumis au même régime que les autres biens : construit dans l'enceinte même du monastère, n'eût-il pas bénéficié *ipso facto* de l'immunité générale ? Et pourquoi le roi, qui avait d'ailleurs renouvelé l'immunité générale beaucoup plus facilement qu'il n'accorda celle du *castellum*³⁰, a-t-il employé pour la seconde une formule d'exclusion plus complète que pour la première³¹, interdisant aux *judices publici* non seulement d'entrer dans le *castellum* pour y juger et y lever des taxes, mais d'y exercer aucun pouvoir quel qu'il soit ? Nous sommes donc bien en présence, dans le *castellum*, d'une immunité renforcée qui comporte jusqu'au droit d'y organiser et d'y faire la guerre défensive³².

29. LEVILLAIN, *Examen critique des chartes... de l'abbaye de Corbie*, pièces just. n° 37, p. 298 : « *Decernimus insuper, annuente, immo supplicante, Ermenfrido ejusdem comitatus illustri comite, suggerentibus quoque una cum dilectissima genetrice nostra Adeleidae regni nostri primoribus tam episcopis quam comitibus celerisque fidelibus...* ut nullus iudex publicus in castello propriis sumptibus ac juribus infra ipsa monasterii moenia constructo, nullam ibi quasi potestative licentiam habeat discutiendi aut ordinandi aliquid aut disponendi; sed, sicut relique res ejusdem monasterii absque ullius judicialia persona, immunitate atque auctoritate predecessorum regum sancite noscuntur, eodem moderamine eodemque dispositione, abbatis videlicet atque fratrum, prelatum consistat castellum... »

30. Il faut noter avec M. LEVILLAIN (*Examen critique*, p. 133, et analyse, p. 295) que, tandis qu'il renouvelle la première sur la seule demande des moines (... *congregatio... petivit...*, p. 296), il n'octroie la seconde que « sur la supplication » du comte d'Amiens, Ermenfroï, auquel il « n'avait, semble-t-il, rien à refuser, ce comte ayant été un de ses partisans de la première heure » (LEVILLAIN, p. 133).

31. Le roi a employé, pour l'immunité générale, la formule classique : « ... ut nullus iudex publicus vel quilibet ex judicialia potestate in ecclesiis aut locis... ad causas audiendas aut freda exigenda aut mansiones vel paratas ullas faciendas, vel fidejussores tollendos, nec ullas redibitiones aut illicitas occasiones requirendas, vel... homines potestatis ipsius monasterii, sive super ipsam terram tam ingenuos quam servos commanentes distringendos, penitus exigere presumat » (LEVILLAIN, *Examen critique*, pp. 296-297).

32. M. LEVILLAIN (*Examen critique*, p. 206) constate d'ailleurs

D'autres exemples, légèrement postérieurs, révèlent la même conception et procèdent de la même idée. En 916, Charles le Simple donne à l'église de Cambrai la ville de Lambres; il spécifie que sa concession comporte « tout le sol de cette ville, et, au-delà, de tous côtés, une limite de portée d'arc³³ » : c'est au territoire ainsi défini qu'il applique l'immunité, ajoutant aux droits que celle-ci comporte habituellement celui de frapper monnaie et le pouvoir sur les étrangers. La clause sur la portée de l'arc trahit un objet militaire; quatre ans plus tard (920), on la retrouve pour la terre de Marceuil donnée à la même église de Cambrai³⁴, tandis que, dans l'intervalle, en 918, Charles le Simple accordait une charte d'immunité pour le *castrum* de Saint-Martin de Tours³⁵.

que « cette immunité du château fort implique en elle-même que l'abbé avait le droit de convoquer ses hommes pour la défense de l'abbaye envers et contre tous. C'est encore là l'usurpation d'un droit régalien ».

33. H. Fr., IX, 528, n° LMI : « ... *Omnium... fidelium... religiositas noverit quoniam... Isaac et Sigardus comites humiliter deprecati sunt ut concederemus cuidam Cameracensis ecclesiae praesuli, venerabili viro nomine Stephano, ejusque successoribus omnem quam regia majestas habet potestatem, scilicet legalis iustitiae disciplinam... in quodam loco juxta Accis castrum transfluvium qui dicitur Criencio, ad eam scilicet plagam qua ecclesia beatae genitricis Mariae sila est, infra unius leucaae undique spatium. Quoniam omnino petitionibus... annuendo concessimus, sed et in ejusdem castris pago, villa quae fertur Lambris ultra citraque fluminis ripam, quod dicitur Scarpus, totum ejusdem villae praedium, et ultra quantum arcus jacere potest undique, ac teloneum, si quod ibidem forte debebitur, sed et advenas eo loci commorantes, atque monetae officinam simili modo donamus, ut... dictos locorum ambitus sub immunitatis nostrae tutela ac defensione... jam dictus episcopus ejusque successores... perpetuo possideant... Praecipientes ergo jubemus ut nullus comes, aut vicecomes vel quilibet ex judiciaria potestate suprascriptorum spatia limitum ad causas audiendas, aut freda exigenda, aut fidejussores tollendos, aut advenas distringendos, nostris futurisque temporibus ingredi audeat. »*

34. H. Fr., IX, 549-550, n° LXXXI : « *Permittimus... praescripto antistiti Stephano in locis suae concessis ecclesiae, hoc est Marelhas seu Crispin, mercatum statuere et teloneum inde capere. Et circum ista loca, quantum unius leugae tetenderit spatium, neque comes neque ulla judiciaria persona freda exercendi potestatem habeat. »*

35. H. Fr., IX, 540, n° LXXXIII : « *Nos autem... decernimus ut... nullus quilibet comes, neque vicecomes qui dicitur, neque judi-*

À côté de l'immunité du *castrum* apparaît l'immunité du *burgum*. En 924, Raoul donne à l'église du Puy le bourg adjacent avec tous les droits appartenant au comte : droit de tenir la foire, de lever les tonlieux, de frapper monnaie, et, de façon plus générale, d'exercer l'autorité (*omnem districtum*)³⁶. Ici l'immunité va jusqu'à l'abandon explicite de tous les droits régaliens³⁷.

Mais plus l'immunité s'accroît, plus il devient nécessaire de limiter et de préciser le territoire auquel elle s'applique. Ces textes du premier quart du X^e siècle, où l'immunité, accrue de l'abandon des droits régaliens, est octroyée sur un territoire déterminé, rejoignent le pseudo-diplôme de Charles le Chauve pour Saint-Denis, et, au-delà, tous les actes de franchise de coutumes. Ainsi est reconstituée la chaîne qui relie l'immunité carolingienne à la franchise des coutumes du XI^e siècle³⁸.

ciaria seu quaelibet humana potestas habeat potestatem vel inferat aliquod praejudicium de castro sito in gyro cœnobii Sancti Martini. » Le *castrum* de Saint-Martin avait été élevé à la suite de l'incursion des Normands qui, en 903, avaient détruit l'abbaye (ECKEL, *Charles le Simple*, p. 68).

36. DOM VAISSÈTE, *Histoire du Languedoc*, t. V, col. 146-147 : « ... Hoc praeceptum immunitatis fieri jussimus, concedentes ei, omnibus successoribus, omne burgum ipsi ecclesiae adjacentem, et universa quae ibidem ad dominium et potestatem comitis hactenus pertinuisse visa sunt, forum scilicet, teloneum, monetam et omnem districtum, cum terra et mansionibus ipsius burgi. Et ita deinceps haec nostri praecepti autoritas... conservetur ut nullus comes aut iudex publicus, aut aliqua saecularis potestas ibi audeat aliquam exactionem facere, neque mansionaticas aut pactiones aut aliquas redhibitiones exigere sine voluntate aut permissione episcopi... » (cité FLACH, *op. cit.*, note suivante, p. 178, n. 1). — Sur le sens du mot *districtus* (synonyme de *districtio*), voir KROELL, *L'immunité franque*, p. 285.

37. Cette extension de l'immunité a été bien vue par FLACH (*Les origines de l'ancienne France*, I, *Le régime seigneurial*, pp. 175-186), mais l'idée de territoire lui a échappé.

38. Ces observations contribuent sans doute également à expliquer le passage de la justice de l'immuniste à celle du haut justicier. Ce passage a préoccupé les historiens. TANON (*Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris*, 1883, pp. 6-9) et M. KROELL (*L'immunité franque*, pp. 314-317) ont bien discerné que le problème résidait dans la transition de la formule d'immunité carolingienne à celle de franchise des coutu-

IV. — Un lien du même ordre rattache la franchise des coutumes épiscopales à une institution franque : l'immunité ecclésiastique. Voici en quoi celle-ci consiste.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler des chartes d'émancipation que les évêques et les rois du VII^e et de la première moitié du VIII^e siècle accordaient aux abbayes³⁹. Parmi les avantages que les moines en tiraient, il en est un qui doit retenir notre attention parce qu'il avait sa répercussion sur les dépendances de l'abbaye : c'est l'autonomie temporelle. L'évêque renonçait à toute ingérence dans la gestion des biens, il les affranchissait de toute charge, et, pour que la liberté ainsi reconnue fût plus complète, « non seulement il s'interdi-

mes. Il faut, nous semble-t-il, faire intervenir, en outre, l'idée d'un changement dans la conception du territoire privilégié.

Cette idée a d'ailleurs été discernée en Allemagne, notamment par SEELIGER (*Die soziale und politische Bedeutung der Grundherrschaft im früheren Mittelalter*, Leipzig, 1903, pp. 124-135 et 154-173), cité et repris par Tyc (*L'immunité de Wissembourg*, pp. 21, 22, et n. 1), qui écrit : « Selon cet auteur (Seeliger)... l'immunité se serait renforcée dans une partie du domaine ecclésiastique pour disparaître dans le reste. » D'ailleurs, Tyc hésite à se rallier à l'idée de Seeliger, et, pour expliquer le passage de la justice de l'immuniste à celle du haut-justicier, il préfère celle de HANS HIRSCH (cf. *supra*, p. 80, n. 71). Toutefois, il observe (pp. 15-25) que l'on voit apparaître l'idée d'une immunité territorialement limitée dans les diplômes mêmes de l'abbaye de Wissembourg : celui d'Othon II (967), qui applique encore l'immunité à l'ensemble des possessions, mais désigne déjà spécialement la « *marca* » (territoire limité) : « *Jussimus... ut nullus iudex publicus... in ipsa marca et in rebus predictis supranominati monasterii...* » (M. G. H., *Dipl. reg. et imp. Germ.*, II, 1, n° 15, pp. 22-23); ceux de Henri II (1003) (*ibid.*, III, n° 35, pp. 39-40 : « *in ipsa marca et in rebus supranominati monasterii* ») et de Conrad II (1030) (*ibid.*, IV, n° 148, pp. 200-201) reprennent la même formule, mais celui de Henri III (1040) est encore plus exclusif, ne citant que la *marca* (SCHÖEPFLIN, *Alsacia Diplomatica*, n° 219, p. 173 : « *in ipsa marca* »), et cette nouvelle rédaction est reprise dans le faux de Dagobert (PERTZ, *Dipl.*, I, pp. 149-150, n° 31 : « *in ipsa marca* ») fabriqué entre 1111 et 1187 (Tyc, p. 31; sur cette apocryphe, voir toute la dissertation de Tyc, pp. 26-44). On touche ici à l'institution que les auteurs allemands appellent l'immunité restreinte (*Mundat* : *immunitas*; sur cette question, voir Tyc, *op. cit.*, pp. 45-58).

39. *Supra*, pp. 5-6.

sait et interdisait à tous les agents de l'église diocésaine, à commencer par l'archidiacre, de rien distraire du temporel de la basilique, mais encore il faisait défense à tous ceux-ci et à lui-même de pénétrer dans le monastère sans une invitation expresse de l'abbé, et d'exercer en ce lieu et sur les terres de l'abbaye le droit de gîte et de procuration. C'est une véritable clause d'immunité ecclésiastique »⁴⁰ : ainsi M. Levillain définit-il le privilège que l'évêque Landri avait accordé à Saint-Denis le 1^{er} juillet 653 et que Clovis II avait confirmé le 22 juin 654.

Cette définition s'applique également aux deux formules de Marculf qui servaient de modèles à de tels actes⁴¹. La seconde de ces formules, celle de corroboration royale, est particulièrement significative. Le roi interdit à l'évêque et à ses agents d'entrer dans le monastère et dans ses prieurés (*cellolae*) : « *nec ad ipso monastirio vel cellolas eius, nisi tantum pro lucranda oratione, aliter accedere penitus non presumat* » ; après quoi, il fait la même défense aux agents publics : l'immunité laïque est associée à l'immunité ecclésiastique, et toutes deux se complètent.

Elles offrent d'ailleurs entre elles d'autres similitudes, notamment quant au territoire privilégié. L'immunité ecclésiastique, destinée à garantir l'autonomie temporelle — laquelle vaut pour tous les biens, pour tous les domaines présents et futurs du monastère⁴² — s'applique à la généralité des dépendances de celui-ci.

40. LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B. E. C., 1926, p. 340.

41. MARCULF, I, 1 (charte épiscopale), éd. ZEUMER, pp. 39-41; I, 2 (confirmation royale), éd. ZEUMER, pp. 41-43. Sur ces formules, cf. LEVILLAIN, *ibid.*, 1926, pp. 24-26. Voir aussi PAUL FABRE, *Étude sur le « Liber censuum »*, pp. 33-34, et la bibliographie citée *supra*, pp. 5-6.

42. ZEUMER, p. 40 : « *Nullam paenetus aliam potestatem in ipso monastirio, neque in ordinandis personis, neque in villabus ibidem jam conlatis aut deinceps regio munere aut*

Il y a loin, sans doute, d'un tel privilège à la franchise des coutumes épiscopales du XI^e siècle. Mais il y avait également loin de l'immunité laïque à la franchise des coutumes laïques, et cependant nous avons jalonné les étapes du chemin qui les relie l'une à l'autre. Puisque, dans les deux cas, le point de départ et le point d'aboutissement sont les mêmes, pourquoi ne pas croire à la même évolution ? Nous ferons d'ailleurs observer :

1° que l'immunité ecclésiastique fut le régime appliqué aux dépendances de Saint-Denis avant 768 et après 835⁴³, et qu'il y a, cette fois-ci, continuité entre lui et le privilège du XI^e siècle ;

2° que l'exclusion de l'évêque des domaines de l'abbaye, même en admettant qu'elle lui laissât intacte sa juridiction spirituelle, en gênait l'exercice⁴⁴ et rendait plus facile qu'ailleurs l'usurpation des coutumes épiscopales ;

3° qu'il y a une coïncidence symptomatique entre les abbayes ayant obtenu l'immunité au VII^e siècle et celles ayant juridiction aux XI^e et XII^e. Si l'on considère les trois diocèses de Paris, Meaux et Amiens, la première liste groupera Saint-Germain-des-Prés (566)⁴⁵, Saint-Denis

privatorum conlaturas... nos successoresque nostri episcopi... aut qualibet alia persona predictae civitatis habere non presumat... »

43. LEVILLAIN, *Études sur l'abbaye de Saint-Denis*, B. E. C., 1926, pp. 339-341 (avant 768) et 338 (après 835) : « ... la disparition de l'épiscopat monastique devait faire revivre la condition juridique instituée par le privilège authentique de Landri ». Voir encore la bulle de Nicolas I^{er}, du 28 avril 863 (JAFFÉ, 2718), éd. FÉLIBIEN, *op. cit.*, p. j., n° XLV, p. LXXIII : « *Constituemus etiam... ut nullus regum, nemo antistitum vel abbatum seu quilibet quacumque praeditus dignitate, de his quae in praefato privilegio seu in praecceptis ipsius filii nostri Karoli..., vel in futuro ab eo vel a quibuslibet aliis... fuerint... conlata, sub cujuslibet causae occasione... quicquam minuire vel auferre... praesumat.* »

44. LAUGHLIN, *op. cit.*, pp. 166-167.

45. Charte de l'évêque saint Germain de Paris (21 août 566), éd. POUPARDIN, *Recueil des chartes de Saint-Germain-des-Prés*, II, t. I, pp. 4-7. Texte refait, mais authentique au fond (QUICHERAT, dans B.E.C., 1865, pp. 543-549; POUPARDIN, *ibid.*); faux (L. UEDING, *Geschichte der Klostergründungen*, pp. 178-191), mais reflétant un privilège qui existait, en tout cas, dès le IX^e siècle.

(653)⁴⁶, Saint-Maur-des-Fossés (643)⁴⁷, Corbie (664)⁴⁸, Rebaix (635)⁴⁹, et peut-être Faremoutiers⁵⁰. La seconde liste comprendra presque les mêmes noms : il suffira de retrancher Saint-Maur-des-Fossés et d'ajouter Jouarre⁵¹; les abbayes de Saint-Germain-des-Prés⁵², Saint-Denis⁵³,

46. Charte authentique de Landri (*supra*, p. 132).

47. Références et critique LAUGHLIN, *op. cit.*, p. 160, n. 3.

48. Charte de Berthefrid, évêque d'Amiens, restituée par M. LEVILLAIN (*Examen... des chartes... de l'abbaye de Corbie*, p. j., n° 5, p. 227, et étude critique, pp. 143-187, voir notamment p. 183).

49. Diplôme de Dagobert I^{er}, 635 (PARDESSUS, 270) et charte de saint Faron, 636 (PARDESSUS, 275). Sur ces textes, *supra*, p. 6, n. 23.

50. Le privilège de saint Faron pour Faremoutiers (PARDESSUS, 226), abbaye fondée vers 627 par sainte Fare, sœur de Faron (GOUGAUD, *Les Chrétientés celtiques*, p. 146), est un faux (LEVILLAIN, *Examen... des chartes... de l'abbaye de Corbie*, p. 161, n. 2). Toutefois il est fort possible que cet apocryphe, fabriqué probablement vers 1138-1139 (*infra*, p. 218), ait remplacé une autre charte authentique de saint Faron, qui était très favorable aux influences irlandaises (GOUGAUD, *op. cit.*, p. 146). Il n'est même pas impossible que Jouarre, fondée vers 630 également par sainte Fare, ait été dotée du même privilège (nous n'avons pas de charte épiscopale, mais on sait « que nous sommes loin de posséder toutes les premières chartes », LAUGHLIN, *Le très ancien droit monastique...*, p. 163, n. 6) : les circonstances de la fondation même de Jouarre seraient un argument en faveur de cette idée.

51. Si même Jouarre ne fait pas partie de la première liste, ce qui n'est pas absolument certain (cf. note précédente, *in fine*). Il faut également ajouter Saint-Valery-sur-Somme, qui avait juridiction sur les paroisses voisines de Saint-Nicolas et de Saint-Valery (G. Ch., X, 1232-1233).

52. Saint-Germain-des-Prés a juridiction sur le bourg (FRANÇOISE JEAN-LEHOUX, *Le bourg Saint-Germain-des-Prés, des origines au XV^e siècle, École nationale des chartes, Positions des thèses...*, 1934, p. 87; Mlle Lehoux a bien voulu nous permettre de lire sa thèse manuscrite, où elle étudie la question pp. 72-80; qu'elle veuille trouver ici l'expression de nos remerciements). Les plus anciennes bulles confirmatives sont de 1159 et 1176 (POUPARDIN, *Recueil des actes de Saint-Germain-des-Prés*, n° CXXI, p. 180, et CLXIII, p. 234). Le bourg, limité par la Seine, l'enceinte de Paris, le chemin d'Issy (rue de Vaugirard), la rue neuve Saint-Père et le chemin de Cassel (FRANÇOISE LEHOUX, *positions citées*, p. 91), constituait une paroisse, celle de Saint-Sulpice (acte de janvier 1211, POUPARDIN, *op. cit.*, CCCLXXXIX, t. II, p. 175-177; pouillé de 1525 dans LONGNON, *Pouillés de la province de Sens*, p. 453). Sur cette juridiction, voir aussi Dom BOUILLART, *Histoire de l'abbaye royale de Saint-Germain-des-Prés...*, 1724, pp. 262-264 et 291-292.

53. *Supra*, pp. 120 sq. Pour l'époque postérieure, voir listes des paroisses dans LONGNON, *op. cit.*, p. 400 (compte de 1352), et p. 454 (pouillé de 1525 environ). Voir aussi un pouillé de 1411 dans Dom FÉLIBIEN, *op. cit.*, pp. CCXIX-CCXX.

Corbie,⁵⁴ Rebais⁵⁵, Faremoutiers⁵⁶ et Jouarre⁵⁷ ont eu en effet une juridiction, et le territoire sur lequel elles l'exerçaient avait ce caractère commun entre elles, Corbie excepté⁵⁸, d'être limité, parfois au bourg voisin⁵⁹, en tout cas aux environs de l'abbaye⁶⁰. On ne rencontre point ici de ces vastes circonscriptions du genre de celles de Fécamp, de Montivilliers ou de Saint-Florent-le-Vieil.

Est-ce à dire que ces abbayes tiraient directement leur juridiction de l'immunité acquise au VII^e siècle? Certainement non, et la preuve en est : 1° que les chartes du VII^e siècle n'ont jamais conféré aucun droit qui ressemblât de près ou de loin à la juridiction; 2° qu'elles ne suffisaient pas, aux XI^e et XII^e siècles, à étayer le nouveau privilège, et qu'on dut, soit les interpoler, comme à Saint-Denis⁶¹, soit fabriquer d'autres faux⁶². Mais, en écartant l'évêque, l'immunité favorisait l'usurpation des coutumes épiscopales, qui demeure l'origine véritable de ces juridictions.

54. Le plus ancien acte citant la juridiction de l'abbé de Corbie est de 1157 (*infra*, p. 203, n. 90). Voir aussi LONGNON, *Pouillés de la province de Reims*, p. 394 (compte de 1362).

55. L'abbé de Rebais exerçait juridiction sur les deux paroisses Saint-Jean et Saint-Nicolas de Rebais et les trois paroisses voisines de Saint-Denis, Saint-Léger et La Trétoire. Les textes les plus anciens sont des environs de 1125 (*infra*, p. 217).

56. L'abbesse de Faremoutiers exerçait juridiction sur la paroisse de Faremoutiers. Le plus ancien texte est de 1138 environ (*infra*, p. 218).

57. L'abbesse de Jouarre avait juridiction sur la paroisse de Jouarre. Le plus ancien texte est de 1128 (*infra*, p. 217, n. 134).

58. Outre la ville de Corbie, qui formait l'essentiel du territoire de la juridiction de l'abbaye, celui-ci comprenait les paroisses de Bus, Naours et Thennes (compte de 1362, LONGNON, *Pouillés de la province de Reims*, p. 594), auxquelles la table du *Cartulaire noir* (XVIII^e s.) ajoute celles de Thiennes et Heusse (Bibl. Nat., ms. fr. 15250, f^o 79 v^o).

59. C'est le cas de Saint-Denis, Saint-Germain-des-Prés, Faremoutiers, Jouarre (notes précédentes).

60. Ainsi à Rebais.

61. Charte de Landri (*supra*, pp. 120-121).

62. Ainsi, le privilège de saint Faron pour Faremoutiers, falsifié probablement lors du conflit de 1138-1139 (*infra*, p. 218), les fausses bulles de Jean IV et Martin I^{er} pour Rebais, fabriquées sans doute peu avant 1134 (*infra*, p. 217).

Cette usurpation elle-même a pu avoir différentes causes : ici, la désorganisation des diocèses due aux invasions normandes ou à d'ardentes luttes féodales (Normandie, Anjou) ; là, l'immunité (diocèses de Paris, Meaux, Amiens). C'est seulement sous cet aspect restreint que nous attribuons à celle-ci une influence sur notre institution.

Cette influence ne doit, en effet, pas faire perdre de vue les différences essentielles séparant l'immunité de l'époque franque des juridictions du XI^e siècle. Il faut, en concluant, revenir sur l'une d'entre elles, sur le changement de conception de territoire privilégié : au territoire mouvant s'est substitué le territoire fixe. L'idée nouvelle apparaît au X^e siècle et triomphe au XI^e. C'est l'époque où se forment les seigneuries, les ressorts de Coutumes⁶³. On assiste, à cet égard, à une transformation capitale du Droit.

De même que « l'immunité laïque fut le point de départ de divers empiètements des églises sur le pouvoir royal⁶⁴ », de même l'immunité ecclésiastique fut le point de départ de divers empiètements des abbayes sur le pouvoir épiscopal. Les uns et les autres allaient de pair et aboutissaient, par l'usurpation de « coutumes », à la

63. Le ressort de la Coutume de Normandie se forme entre le milieu du X^e siècle et le début du XII^e (GÉNESTAL, *La formation et le développement de la Coutume de Normandie, Travaux de la semaine d'histoire du Droit normand tenue à Guernesey... en 1927*, Caen, 1928, p. 37-55). M. OLIVIER-MARTIN (*Histoire de la Coutume... de Paris*, t. I, 1922, pp. 1 sq.) constate qu'« on ne saurait rechercher avant la fin du X^e siècle l'origine de la Coutume de Paris, entendue en son sens précis de coutume territoriale régissant tous les habitants d'une région déterminée », car « c'est au cours du X^e siècle que disparaissent, admet-on d'ordinaire, les dernières traces des lois personnelles » (p. 1). C'est aux XI^e et XII^e siècles qu'il voit apparaître, dans la région de Paris, des ressorts de coutumes, d'abord restreints au cadre étroit de la seigneurie, mais qui se fondent et finissent par former, vers la fin du XII^e et surtout au XIII^e siècle, le ressort unique de la Coutume de Paris (pp. 1-36).

64. LEVILLAIN, *Examen critique des chartes... de l'abbaye de Corbie*, p. 203.

constitution de seigneuries qui, par la force des choses, avaient un territoire bien déterminé. Dans la mesure où l'immunité laïque explique l'origine de certaines seigneuries laïques d'églises⁶⁵, l'immunité ecclésiastique explique celle de l'institution féodale des juridictions ecclésiastiques d'abbayes.

65. LONGNON, *La formation de l'unité française*, p. 40.

CHAPITRE VII

GUILLAUME LE CONQUERANT ET LANFRANC ET LES PRIVILEGES D'EXEMPTION ET DE JURIDICTION EN NORMANDIE ET EN ANGLETERRE (1059-1087)

L'année 1059 marque un tournant dans l'histoire de l'Église et dans celle de la Normandie. Au synode de Rome, où le pape Nicolas II faisait adopter le décret modifiant le statut de l'élection pontificale¹, le prieur de l'abbaye du Bec, Lanfranc, obtenait du pape la dispense nécessaire au mariage du duc Guillaume et de Mathilde². Ces deux faits ouvraient la voie, l'un à la Réforme grégorienne qui allait se faire par la papauté affranchie de la tutelle impériale, l'autre à la réforme de l'Église normande, accomplie par Guillaume et Lanfranc en union avec Rome³.

C'était encore un italien d'origine qui, tel Guillaume de Volpiano soixante ans plus tôt, modifiait le cours des destinées de l'Église normande. Lanfranc était né à Pavie peu après l'an 1000. Juriste, puis théologien, c'est à ce second titre qu'il était venu en France (1036), où les éco-

1. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, I, pp. 309-340.

2. MACDONALD, *Lanfranc*, p. 38.

3. Sur l'histoire de la réforme de l'Église normande, on pourra consulter, outre les travaux indiqués ci-dessous, l'ouvrage posthume de PRENTOUT, *Histoire de Guillaume le Conquérant*, t. I, *Le duc de Normandie* (Mém. de l'Académie... de Caen, nouv. série, VIII, 1936), pp. 74-105.

les de théologie étaient particulièrement florissantes⁴. Il étudia successivement à Tours, en Bourgogne, à Avranches, qu'il quitta, à la suite d'un vœu, pour l'abbaye du Bec (1040-1042)⁵. Il en devint prieur vers 1043-1045⁶. Sa réputation de théologien, déjà bien établie en 1050, n'était pas encore à l'abri de tout soupçon d'hétérodoxie, mais Lanfranc sut, cette année-là, se justifier pleinement de certaines attaques⁷, et prouver que le juriste égalait en lui le théologien et qu'il n'était point dépourvu non plus d'une habileté qu'il tenait de son pays d'origine et qui ne pouvait pas lui nuire dans son pays d'adoption. Quatre ans plus tard, au concile de Tours (1054)⁸, sa forte argumentation contre Bérenger montra qu'il joignait à la souplesse la vigueur d'esprit et de caractère⁹. Il était mûr pour de grandes tâches.

Il se trouva que le duc Guillaume était un homme capable d'apprécier sa valeur et d'en user. L'année d'après le concile de Tours, où Lanfranc s'était révélé un auxiliaire sur lequel l'Église pouvait compter, Guillaume, à son tour, s'affirmait comme tel : en prenant l'initiative de faire déposer l'indigne archevêque de Rouen, Mauger, qui était cependant son oncle¹⁰, au concile de Lisieux (1055)¹¹, et en choisissant, pour le remplacer, le moine de Fécamp, Maurille¹², il frappait un coup de maître et montrait quels pasteurs il entendait donner à l'Église normande. Il n'avait d'ailleurs pas agi de son seul chef ; il avait demandé et obtenu l'autorisation du pape, qui envoya à Lisieux son légat, l'évêque Ermenfroï de Sion¹³.

4. MACDONALD, *op. cit.*, p. 10.

5. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 10-14.

6. MACDONALD, *op. cit.*, p. 24, n. 3.

7. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 44-45.

8. Sur cette date, MACDONALD, *op. cit.*, p. 47, n. 2.

9. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 47-48.

10. *Supra* p. 40, n. 47 (texte de l'*Historia archiepiscoporum Rothomagensium*).

11. BESSIN, *Concilia*, I, pp. 46-47.

12. *Supra*, p. 41 et n. 50.

13. *Historia archiepiscoporum Rothom.*, éd. MARTÈNE, *Vet. script. coll. nova*, II, p. 240 (G. Ch., XI, 28) : « Et ideo, auctore

C'était la première fois qu'un légat venait en Normandie¹⁴. Guillaume attestait ainsi qu'il ne voulait pas, dans l'œuvre de réforme entreprise, se tenir à l'écart de Rome. Toutefois, il ne laissa point au légat le soin de destituer Mauger et s'en chargea personnellement¹⁵ : disposé à agir en union avec la papauté, il n'entendait pas lui abandonner le contrôle et la direction de l'Église normande. On discerne déjà, dans cette double attitude, les deux tendances de la politique religieuse du Conquérant¹⁶, que nous retrouverons bientôt en matière d'exemption.

Une entrave subsistait toutefois à l'action de Guillaume : il avait épousé Mathilde, sa cousine à un degré prohibé¹⁷, et l'Église n'avait pas accordé la dispense. Lanfranc comprit l'erreur politique d'un tel refus qui risquait de détourner le duc de la voie où il s'était engagé. Au lendemain de la victoire de Varaville (1058)¹⁸, qui, affermissant le pouvoir ducal à l'encontre du roi de France, ouvrait au futur conquérant des horizons nouveaux, Lanfranc s'appliqua et réussit à faire régulariser le mariage. Il s'attira par là même les faveurs de son maître dont il devint, en quelque sorte, le ministre des affaires ecclésiastiques, et, en tout cas, le conseiller très écouté, en Normandie tout d'abord, puis, après la conquête, en Angleterre également¹⁹. Guillaume lui résér-

papa Leone, Willelmus dux Normannorum..., assistente prefati papae legato scilicet Hermenfrido, Sedunensi episcopo, caeterisque comprovincialibus episcopis, in Lexoviensi ecclesia ab episcopatu eum destituit. » Cf. SCHIEFFER, *Die päpstlichen Legaten in Frankreich*, pp. 53-54.

14. SCHIEFFER, *op. cit.*, p. 54.

15. Cf. texte *supra*, n. 13.

16. Elles ont été mises en lumière notamment par BROOKE, *The english church and the papacy*, pp. 26 et 145-146; voir aussi BÖHMER, *op. cit.*, pp. 34-42.

17. PRENTOI T, *Études sur quelques points de l'histoire de Guillaume de Conquérant*, II, *Le mariage de Guillaume* (Mém. de l'Acad. de Caen, nouv. sér., t. VI, 1931, pp. 27-56).

18. Sur cette victoire, GUIL. DE JUM., VII, 12, éd. MARX, pp. 131-132.

19. La chronique de Saint-Albans considère Lanfranc comme « une sorte de vice-roi » d'Angleterre (« qui quasi secundus rex habebatur », *Gesta abbatum monasterii S. Albani*, éd. RILEY, I, 48).

vait les plus hautes fonctions : en 1067, à la mort de Maurille, il lui offrit le siège de Rouen, mais Lanfranc le déclina et y fit nommer son disciple et ami Jean d'Avranches²⁰. Il espérait et obtint mieux : en 1070, il devenait archevêque de Canterbury et primat d'Angleterre²¹. Désormais, et jusqu'à sa mort, il consacra ses efforts à assurer, outre-Manche, tant la réforme de l'Église que la pénétration de l'influence normande. A ce double titre, il entra dans les vues du Conquérant. Les noms de Guillaume et de Lanfranc doivent être associés : leur œuvre est commune²². Elle est immense : c'est toute la réforme de l'Église anglo-normande, accomplie selon les directives grégoriennes de la lutte contre l'immoralité des clercs et l'appropriation des biens d'église par les laïques²⁴ — le duc se réservant toutefois l'investiture des évêchés et des abbayes²³ —, réforme qu'il nous faut étudier au double point de vue des privilèges monastiques d'exemption et de juridiction.

I. — L'EXEMPTION

A. Normandie

(*Saint-Étienne de Caen, 1068*)

Nicolas II, en réconciliant Guillaume et Mathilde avec l'Église, leur avait imposé comme pénitence la fondation

20. ORDERIC VITAL, IV, 2 (éd. LE PRÉVOST, t. II, p. 170); cf. *G. Ch.*, XI, 475-476. Voir aussi le texte de la bulle d'Alexandre II instituant Jean d'Avranches, *G. Ch.*, XI, 32 (tirée de l'*Historia archiepiscoporum Roth.*). Cf. MACDONALD, *op. cit.*, p. 61, et SCHIEFFER, *Die päpstlichen Legaten...*, pp. 79-80.

21. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 63-67.

22. MACDONALD, *op. cit.*, p. 250.

23. BROOKE, *op. cit.*, p. 131.

24. Voir les conciles réformateurs normands dans DOM BESSIN, *Concilia*, I : Rouen, 1072, pp. 54-57; Rouen, 1074, pp. 64-66; Lillebonne, 1080, pp. 67-71; cf. BÖHMER, *op. cit.*, pp. 34-36. Pour l'Angleterre, voir MACDONALD, *op. cit.*, p. 111-125.

25. BÖHMER, *op. cit.*, pp. 271 sq., FLICHE, *op. cit.*, II, 186, GÉNÉSTAL, *L'histoire du droit public normand*, loc. cit., p. 101. Voir aussi BROOKE, *op. cit.*, p. 26.

de deux abbayes, l'une de moines, l'autre de religieuses : telle est l'origine de Saint-Étienne et de la Trinité de Caen ²⁶.

Le lieu n'était point choisi au hasard. Ni la valeur stratégique, ni la valeur économique de Caen n'échappaient à Guillaume. C'est dans ses environs qu'il avait, en 1047, gagné la victoire du Val-des-Dunes, puis tenu les conciles de Vaucelles pour la paix ducale (1047-1061), et il fit, lors de la guerre contre Henri I^{er} (1058), entourer le grand bourg d'une muraille ²⁷. Caen, d'autre part, situé dans la basse vallée de l'Orne, réunissait les conditions d'une ville et d'un port. Guillaume « n'a pas créé la ville, mais en a le premier compris toute l'importance possible ²⁸ ». Poursuivant une politique amorcée dès Richard II, il la fit bénéficier du régime de la tenure en bourgage qui, par la franchise des taxes seigneuriales, provoquait l'afflux des habitants et encourageait le commerce. Le territoire ainsi affranchi était divisé en trois « bourgs » dont l'un dépendait du duc, les deux autres, des abbayes de Saint-Étienne et de la Trinité ²⁹. « La ville de Caen est une création volontaire des ducs de Normandie ³⁰. »

Au gouvernement de Saint-Étienne, Guillaume préposa Lanfranc, qui en fut le premier abbé (1063-1070) ³¹ et qui, entrant dans les desseins de son maître, fit du monastère un important centre religieux et intellectuel où se formèrent plusieurs personnages destinés à jouer un rôle éminent dans l'Église anglo-normande de la fin du XI^e et du début du XII^e siècle : notamment un archevêque de

26. *G. Ch.*, XI, 420 et 431; PRENTOUT, *Introduction à l'histoire de Caen*, Caen, 1904, pp. 29-32, etc...

27. PRENTOUT, *ibid.*

28. PRENTOUT, *op. cit.*, p. 30.

29. LEGRAS, *Le bourgage de Caen*, p. 28.

30. LEGRAS, *op. cit.*, p. 40.

31. *G. Ch.*, XI, 422.

Rouen³², des abbés de Saint-Ouen de Rouen³³, du Mont-Saint-Michel³⁴ et de Saint-Albans³⁵. Il a peut-être même, suivant la conjecture de Prentout, « fondé à Caen une véritable école de droit et de théologie dont on retrouve la trace aux siècles suivants » et qu'il faudrait relier « par une chaîne peut-être ininterrompue » à l'Université de Henri VI³⁶. Une telle abbaye, que Guillaume le Conquérant devait choisir pour sépulture³⁷, comme Richard II avait choisi Fécamp, ne pouvait manquer d'acquérir d'importants privilèges.

Le 14 janvier 1068³⁸, Lanfranc obtenait du pape Alexandre II une bulle d'exemption, qui, outre la protection apostolique³⁹, accordait à l'abbaye l'évocation à Rome de tout litige entre elle et un évêque et interdisait au diocésain — l'évêque de Bayeux — de frapper les moines d'interdit et d'excommunication. En cas de faute de l'abbé ou des moines, l'évêque n'aurait d'autre ressource que d'intervenir auprès d'eux « en secret et à l'amiable » pour les inviter à se corriger ; et, s'ils persévéraient dans l'erreur, il devrait saisir l'archevêque de Rouen et le concile provincial, seuls compétents pour juger⁴⁰, lui-même n'étant que l'exécuteur de leurs déci-

32. Guillaume Bonne-Ame, moine puis abbé (1070-1079) de Saint-Étienne avant de devenir archevêque de Rouen (1079-1111) (*G. Ch.*, XI, 424).

33. Le successeur de l'abbé Nicolas (1042-1092, *supra*, p. 41, n. 51) est Helgod (1092-1112), ancien prieur de Saint-Étienne (*G. Ch.*, XI, 143).

34. L'abbé Roger (1085-1106) (*G. Ch.*, XI, 516).

35. L'abbé Paul (1077-1097) (*Gesta abbatum*, éd. RILEY, t. I, p. xx).

36. PRENTOUT, *Introd. à l'histoire de Caen*, p. 32.

37. ORD. VITAL, VII, 16, éd. LE PRÉVOST, III, 250-254.

38. On croyait, jusqu'à la seconde édition des *Regesta* de JAFFÉ, que, dès 1063, une lettre d'Alexandre II à Lanfranc avait pris Saint-Étienne de Caen « *sub tutela et defensione apostolicae sedis* ». Mais le passage qu'on imprimait comme étant un fragment de cette prétendue lettre (MIGNE, CXLVI, 1299, JAFFÉ, 1^{er} éd., 3393) est en réalité un fragment de la bulle de 1068 (JAFFÉ, 2^e éd., 4644).

39. C'est une clause de protection temporelle (PAUL FABRE, *op. cit.*, pp. 67-71); voir des exemples dans WEISS, *Die Kirchlichen Exemptionen*, p. 56, n. 3.

40. Hormis, toutefois, les « causes capitales » réservées au Saint-

sions. Le diocésain perdait donc en fait le pouvoir coercitif⁴¹. Par contre, il gardait le pouvoir d'ordre, à condition de l'exercer gratuitement, sur la requête de l'abbé — qui, implicitement, demeurait juge de la désignation des ordinands — et dans le mois de la requête⁴², faute de quoi l'abbé pourrait s'adresser au pape ou à l'évêque de son choix⁴³.

Siège. Le texte ne précise pas ce qu'il faut entendre par là : sont-ce les mêmes que les « *causae majores* », qui, dans la collection d'Anselme de Lucques, sont dites réservées au jugement du Saint-Siège (FOURNIER et LE BRAS, *Histoire des collections canoniques*, t. II, p. 28) ? Les causes majeures sont, au XIII^e siècle du moins, essentiellement les causes criminelles (FOURNIER, *Les officialités au moyen âge*, p. 137; ANDRIEU-GUITRANCOURT, *Essai sur l'évolution du décanat rural en Angleterre*, p. 40).

41. « La libération du pouvoir coercitif de l'évêque est la pièce maîtresse de l'exemption » (SCHREIBER, *Kurie und Kloster...*, t. I, p. 30).

42. L'évêque devra également n'être ni simoniaque ni excommunié par le pape : c'est là une clause courante à l'époque grégorienne et dont on comprend facilement la raison (cf. PAUL FABRE, *op. cit.*, p. 93).

43. MIGNE, CXLVI, 1340 (JAFFÉ, 4644) : « *Monasterium tuum (la bulle est adressée à Lanfranc), quod in honorem B. Prothomartyris Stephani a glorioso Wuillelmo... Cadomi construitur, ... sub tutela et defensione sanctae sedis apostolicae recipimus, statuentes nullum ecclesiastica seu saeculari praeditum dignitate, in rebus vel dispositione ejusdem monasterii, aliquam habere potestatem, seu omne jus ipsius monasterii ad sollicitudinis tuae tuorumque successorum studium decernimus pertinere. Qui nimirum si, alicujus episcopi molestia praegravatus, tu, vel successores tui, fueritis, sanctamque apostolicam sedem appellaveritis, nulli ulterius episcoporum liceat contra vos litem provocare, donec causa vestra ante papam deferatur ejusque judicio diffiniatur : et hac praesentis privilegii nostri pagina statuimus ut Bajocensis episcopus pro qualibet abbatis vel monachorum culpa, praefatum monasterium non praesumat excommunicare, vel divinum in eo officium prohibere. Quod si abbas vel congregatio ordini et professionibus suis contraria gesserit, et abbas vel se vel monachos suos regulariter emendare neglexerit, Bajocensis episcopus secreto atque amabili colloquio, ut se vel subjectos suos corrigit, admoneat. Porro, si palernae admonitioni obedire contumacia pertinaci contempserit, non quidem eum Bajocensis episcopus ad suae ecclesiae synodum convocat, sed rem ad Rothomagensis archiepiscopum seu ad totius provinciae universale concilium perferat, ut eorum consilio, auctoritate, diffinitione, audiat, discat, accipiat quid agi sive statui de eo oporteat, sententia tamen de capitalibus apostolicae sedi reservata. Ad quem Bajocensem episcopum, nihil aliud ipsius monasterii pertinere decernimus nisi abbatis et caeterorum, qui ibidem sunt promovendi, ordinationes, sacri chrismatis donum et ecclesiarum dedicationes, laicorum, qui criminalia pec-*

Ce texte, qui est l'unique titre constitutif de l'exemption de Saint-Étienne, jette une lumière très vive sur les rapports de Guillaume et de la papauté. Il est du 14 janvier 1068, quinze mois après la bataille d'Hastings, qui avait ouvert à Guillaume la conquête de l'Angleterre⁴⁴. Guillaume, à l'apogée de sa puissance, laisse cependant Lanfranc s'adresser au pape pour obtenir un privilège qu'il ne confirme même pas. Il y a loin d'une telle attitude à celle de Richard II écartant le Saint-Siège, soixante ans plus tôt, de l'exemption de Fécamp⁴⁵. Est-ce à dire toutefois que, par un renversement complet, Saint-Étienne soit rattaché directement à Rome, selon la tendance croissante de l'époque⁴⁶? La bulle établit un pouvoir intermédiaire : celui de l'archevêque et du synode provincial; Saint-Étienne, dans la majorité des cas disciplinaires, n'échappe à l'emprise du diocésain que pour tomber dans celle du métropolitain. Guillaume fait adopter ici, comme en d'autres matières, une solution moyenne qui, tout en étant dans la ligne grégorienne, limite l'ingérence pontificale.

Un tel partage d'influences pouvait être assez délicat le jour où Grégoire VII, devenu pape (22 avril 1073), entreprit d'accroître la centralisation ecclésiastique en élevant les légats et en abaissant les métropolitains⁴⁷. Une lettre qu'il écrivit à Guillaume le Conquérant, le 4 avril 1074, nous apprend qu'il avait envoyé à Saint-Étienne de Caen

cala incurrerint, consilia et pœnitentiarum injunctiones : si vero prænominatum Bajocensem Episcopum claruerit esse simoniacum vel ab apostolica sede excommunicatum, vel si ipse episcopus alicujus malitiæ studio, eorum ordinationes ultra spatium unius mensis distulerit, tunc liberam habeant potestatem adeundi Romanum pontificem vel quemcumque religiosum episcopum elegerint. »

44. Hastings est du 14 octobre 1066.

45. *Supra*, pp. 36-37.

46. Cette tendance se développe depuis le pontificat de Léon IX (FLICHE, *op. cit.*, t. I, pp. 157-158); elle est en corrélation avec les idées grégoriennes de centralisation et en parallélisme avec l'extension du rôle des légats (FLICHE, *op. cit.*, I, pp. 363-364; II, pp. 205-262).

47. FLICHE, *op. cit.*, II, pp. 109-117.

deux légats, Pierre d'Albano et le cardinal Jean; ceux-ci y avaient pris certaines mesures sur le détail desquelles nous ne sommes pas renseignés. Grégoire VII paraît craindre que ces mesures aient outrepassé les droits du Saint-Siège, et il prie le duc de les accepter quand même⁴⁸. C'est sans doute ce que fit Guillaume, et l'on ne sache point qu'il soit jamais entré en conflit avec le pape au sujet de Saint-Étienne de Caen.

Mais en Angleterre, où le duc était plus jaloux d'une autorité moins bien assise, une situation analogue allait provoquer, à la même époque, un différend assez grave.

B. Angleterre

C'est à Bury-Saint-Edmunds. L'abbé de Bury, Baudouin, était l'un de ces Normands dont s'était entouré Édouard le Confesseur. Devenu abbé en 1065, il eut, dès la conquête, les faveurs de Guillaume. Comme le dit très justement Dom Knowles, il devint *persona gratissima*⁴⁹, ce qui, quatre ans plus tard, n'empêcha pas son diocésain, l'évêque Herfast de Thetford (1070-1084), d'entrer en lutte avec lui. Herfast voulait transférer son siège épiscopal de Thetford à Bury⁵⁰, où le tombeau de saint Edmond attirait les pèlerins et qui était devenu, depuis Cnut⁵¹, un lieu très prospère; le premier objectif à attein-

48. JAFFÉ, 4850, GRÉGOIRE VII, *Registrum*, I, 70 (éd. JAFFÉ, p. 90) : « *Privilegium vero sancti Stephani, de quo mandasti, animae tuae salus est. Et pro eodem tibi consulimus sic ratum te habere, prout legati nostri Petrus et Iohannes Minutus canonice observandum iudicarunt. Si tamen superhabundans aliquid privilegio tibi videtur adscriptum, quanto plura pro Deo et sancto Petro beato Stephano concesseris, tanto maiora in retributione ab his procul dubio habebis.* »

49. Dom KNOWLES, *Essays in monastic history...*, Downside review, L, 1932, p. 208. Sur les événements de Bury, cf. Dom KNOWLES, *ibid.*, pp. 208-213.

50. Il avait déjà, en 1070, transféré le siège d'Elmham à Thetford. En 1091, le siège passa de Thetford à Norwich.

51. *Supra*, p. 112.

dre était d'y récupérer l'autorité épiscopale dont ses prédécesseurs avaient été privés par Cnut⁵².

Herfast attaqua dès 1070 ou 1071 ; Baudouin répliqua en cherchant appui auprès du pape ; le 27 octobre 1071, il obtenait d'Alexandre II une bulle d'exemption⁵³ qui prenait le monastère « *in tutelam et defensionem sancte Romane ecclesie* », le libérait de la juridiction de l'évêque tout en maintenant celle du primat — et ceci est un point capital qui doit retenir notre attention.

On relève entre les différentes copies qui nous ont rapporté le texte, une variante, courte, mais essentielle quant au fond, sur la clause *salva... reverentia*. La plus ancienne copie (fin du XI^e siècle), tirée du ms. Harléien 76 composé à Bury à cette époque, donne la version : « *salva primatis episcopi canonica reverentia*⁵⁴, qui implique l'exemption vis-à-vis du diocésain, mais réserve la juridiction du primat. Une autre copie, de la fin du XII^e siècle (ms. Bodléien 297), offre au contraire la leçon : « *salva apostolicae sedis reverentia*⁵⁵ », qui exempte aussi bien du primat que de l'évêque et rattache directement à Rome. Reste à savoir lequel des deux textes est le bon. C'est le premier, sans aucun doute, et voici nos raisons : outre qu'il a pour lui la copie la plus ancienne, ce qui est tout de même un indice, et aussi le témoignage d'Eadmer⁵⁶ et

52. *Supra*, p. 112, n. 107.

53. JAFFÉ, 4692.

54. British Museum, ms. Harl. 76, f° 139 v°. Sur ce ms., cf. M. R. JAMES, *On the abbey of St. Edm. at Bury*, 1895, p. 89, et E. G. MILLAR, *Engl. illum. mss. from the X to the XIIIth century*, 1926, p. 76. L'édition d'ALFORD (*Annales ecclesiasticae Angliae*, t. IV, ad ann. 1071, n° XVIII), reprise par COCQUELINES (*Bull. rom.*, II, p. 15), elle-même reprise par MIGNÉ (CXLVI, 1363), donne la leçon du ms. Harléien. Alford n'indique pas sa source.

55. Voir l'édition de la bulle donnée, d'après ce ms., par ARNOLD (*Memorials of St. Edmund's abbey*, I, pp. 345-347, qui date la copie de la fin du XII^e siècle (*op. cit.*, p. LXVIII). Il existe encore une troisième version donnée par un ms. du XIV^e siècle, le registre de Pinchbeck (Cambridge E e 3, 60, f° 1 v°-2 r°), qui saute purement et simplement le passage (éd. HERVEY, *The Pinchbeck register*, 1925, t. I, pp. 4-6).

56. EADMER, *Historia Novorum*, III, éd. RULE, p. 132 : « *Ante paucos siquidem annos Balduinus ipsius cænobii abbas Romam*

de Guillaume de Malmesbury⁵⁷, il provient d'un manuscrit exécuté à Bury, et l'on n'imagine pas les moines modifiant une bulle pour restreindre leurs privilèges. On les voit, au contraire, fort bien substituant une clause plus avantageuse à une autre qui l'était moins, et c'est évidemment ce qu'ils ont fait. Le changement s'est probablement effectué dans les dernières années du XII^e siècle, et l'initiative en revient peut-être tout simplement au copiste du ms. Bodléien 297 qui travaillait à cette époque⁵⁸. Mais revenons au temps où la bulle fut donnée et nous verrons que la réserve de la juridiction du primat, spécifiée par Alexandre II sous l'influence de Lanfranc, puis méconnue en fait par Grégoire VII, qui entra en opposition sur ce point avec l'archevêque, est la question pri-

adierat, et apud Alexandrum papam privilegium ipsi abbatiae adquisierat, per quod eam a subjectione omnium episcoporum, salva primatis obœdientia, liberam effecerat. »

57. GUILLAUME DE MALMESBURY, *De gestis pontificum Anglorum*, 74 (I, II), éd. HAMILTON, p. 156 : « *Sub eo (Baudouin) et per eum libertas monasterii ab Alexandro papa data, ut nulli episcopo locus ille subdatur in aliquo, archiepiscopi tantummodo nutum in legitimis spectaturus.* »

58. On trouve la formule « *salva in omnibus apostolicæ sedis auctoritate* » dans une bulle d'Alexandre III pour Bury (12 janvier 1162, n. st., éd. ARNOLD, *Memorials of St.-Edm.-b.*, III, pp. 78-80, cité HOLTZMANN, *Papsturk.*, I, p. 160); elle y est placée dans le *decretum*, ce qui est un signe de rattachement direct à Rome (SCHREIBER, *Kurie und Kloster*, t. I, pp. 56-63). Toutefois, l'archevêque de Canterbury prétendait encore avoir le droit de visite à Bury en tant que *legatus natus* du pape, et il y vient effectivement en cette qualité en 1173 (*Chronique de Jocelin*, 2, éd. ARNOLD, *Memorials*, I, pp. 211-212, cf. KNOWLES, *op. cit.*, p. 213), mais, en 1176, l'abbé Hugues obtient d'Alexandre III le privilège que le monastère soit soustrait à la juridiction du *legatus natus* et ne soit plus visité que par un *legatus a latere* pourvu d'une commission spéciale (*Chronique de Jocelin*, 3, pp. 212-213), privilège qui fut explicitement confirmé par Innocent III, en 1198, dans une lettre à l'archevêque Hubert Walter (*Chronique de Jocelin*, 61, pp. 285-286), lequel, dépourvu d'une telle commission, finit par renoncer à son projet de visite (*Chron.*, 60-62, *ibid.*, pp. 283-287; KNOWLES, *ibid.*). C'est sans doute de cette époque, qui est celle de la rédaction du ms. Bodl. 297 (ARNOLD, *op. cit.*, I, p. LXVIII), que date l'introduction, dans le texte de la bulle d'Alexandre II, de la clause « *salva apostolicæ sedis reverentia* »; c'est d'ailleurs seulement à partir d'Alexandre III que cette clause définit de façon juridique précise le rattachement direct à Rome et l'exclusion du métropolitain (SCHREIBER, cité *supra*).

mordiale que soulève l'étude de l'exemption de Bury en 1071 et dans les années suivantes.

Le jour où la bulle fut expédiée (27 octobre 1071) et remise, à Rome même, à l'abbé Baudouin qui y était venu et auquel Alexandre II conféra la prêtrise⁵⁹, Lanfranc y était également ; il y fut accueilli avec les plus grands égards⁶⁰, reçut le pallium⁶¹ ainsi que Thomas d'York, qui l'accompagnait aussi⁶², et fut chargé d'une lettre pour Guillaume qui n'était pas peu élogieuse pour lui⁶³. Il est donc évident que Lanfranc fut mêlé à l'octroi de la bulle et certain que le pape, si bienveillant pour lui, n'eût pas délivré celle-ci sans son approbation. Nous en déduisons que Lanfranc, adoptant et faisant prévaloir une attitude analogue à celle qu'il avait eue, moins de trois ans plus tôt, pour Saint-Étienne de Caen, était, en 1071, partisan du rattachement de Bury à Rome, à condition que ses droits de primat — qu'il revendiquait hautement contre l'archevêque d'York à ce moment même⁶⁴ — fussent réservés, à condition que la clause

59. Deux sources nous l'apprennent : 1° le récit d'Herman, un contemporain des événements qui écrivait à Bury à la fin du XI^e siècle : *De miraculis sancti Eadmundi*, 25, dans *Memorials of St. Edm. abbey*, éd. ARNOLD, p. 61 : « Haec inter pater Baldwinus regis licentia Romam profectus, illuc etiam promotus a papa Alexandro secundo ad ordinem presbyteratus. Qua vice quoque Romam fuere Lanfrancus Cantuariensis ac Thomas Eboracensis pro infulae pontificalis honore. Redit domnus et abbas Baldwinus etiam apostolico privilegio munitus, juxta libertatem suo loco concessam a regibus » ; 2° l'allusion d'une bulle de Grégoire VII, du 20 novembre 1073 (JAFFÉ, 4803, cité *infra*, p. 151, n. 70).

60. Lorsqu'il arriva, le pape se leva à son approche, en disant qu'il voulait l'honorer particulièrement (MACDONALD, *op. cit.*, p. 81 ; voir aussi ORD. VITAL, t. II, p. 304 et n. 1). Sur le voyage de Lanfranc à Rome, MACDONALD, *op. cit.*, pp. 81-84.

61. JAFFÉ, 4694, cf. MACDONALD, *op. cit.*, p. 81.

62. JAFFÉ, 4693.

63. JAFFÉ, 4695.

64. Au même voyage d'octobre 1071, Lanfranc et Thomas d'York exposèrent leurs points de vue réciproques et argumentèrent devant Alexandre II (MACDONALD, *op. cit.*, p. 82). Cf. MARGARETE DUEBALL, *Der Suprematstreit zwischen den Erzdiözesen Canterbury und York, 1070-1126* (Hist. Studien, fasc. 184, Berlin, 1929), pp. 23-24.

« *salva primatis episcopi canonica reverentia* » figurât dans le texte.

Moyennant une telle réserve, il était d'ailleurs favorable à Bury dans le conflit contre Herfast. C'est sans doute de cette époque que datent les deux lettres qu'il écrivit à Herfast. Dans la première, il lui ordonne de lever l'excommunication dont Herfast avait frappé les clercs de Bury, et il lui annonce qu'il viendra bientôt personnellement à Bury juger l'affaire au fond⁶⁵. Dans la seconde, il est même assez véhément : aux griefs concernant Bury s'ajoutent des griefs personnels : Herfast a publiquement bafoué l'une de ses lettres, et, d'autre part, ne mène point une vie exemplaire. Lanfranc le morigène, puis justifie, textes à l'appui⁶⁶, son intervention dans un passage où sont hautement affirmées les prérogatives du primat et du métropolitain⁶⁷. C'est encore et toujours le même point de vue, qui est probablement l'essentiel des conceptions hiérarchiques de Lanfranc et qu'il s'appliquait à faire prévaloir en matière d'exemption.

Somme toute, Lanfranc voulait bien agir pour Bury contre Herfast, mais agir par lui-même, et l'on a déjà noté qu'il ne menace point l'évêque des foudres apostoliques auxquelles cependant la bulle d'Alexandre II, qu'il s'abstient de citer, permettait de recourir⁶⁸. Une telle attitude allait le mettre en opposition avec Grégoire VII, qui, au début même de son pontificat (22 avril 1073), renforçait la centralisation ecclésiastique⁶⁹. Dès le 20 no-

65. *Epist.* 22, ... *Lanfranci... opera*, éd. GILES, t. I, p. 44. Sur cette lettre et la suivante, cf. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 119-121, et BROOKE, *op. cit.*, pp. 130-131.

66. Il cite notamment les conciles de Nicée, d'Antioche et de Tolède.

67. *Epist.* 26, éd. GILES, I, pp. 47-48. M. MACDONALD a noté avec justesse que c'est par suite d'une erreur de scribe que la lettre paraissait adressée à Herbert, qui n'est devenu évêque de Norwich qu'en 1091, deux ans après la mort de Lanfranc. Il faut restituer : Herfast (*op. cit.*, p. 120, n. 4).

68. BROOKE, *The english church and the papacy*, p. 130.

69. FLICHE, *op. cit.*, t. II, pp. 109-117. *Supra*, p. 145.

vembre 1073, Grégoire écrit à Lanfranc une lettre des plus pressantes. Il se plaint des attaques d'Herfast et s'étonne, non sans une pointe de mécontentement, des lenteurs de Lanfranc. Il rappelle que le privilège de Bury vient du pape, que Bury est sous la tutelle du pape. Il déclare que le pape se sent atteint par les coups d'Herfast et prie Lanfranc de réprimer énergiquement, à la place du pape, les mauvaises façons d'Herfast, de l'empêcher de nuire à l'abbaye, et, s'il ne peut venir à bout du prélat, de l'envoyer, ainsi que Baudouin, à Rome, où ils seront jugés⁷⁰.

Cette menace finale et, d'une façon plus générale, l'ensemble de la lettre durent causer à Lanfranc une impression désagréable. Sans doute Grégoire le ménage-t-il, et, à côté des mots de reproche, d'ailleurs exprimés avec beaucoup de nuance, trouve-t-on des mots plus bienveillants : le pape « ne doute pas plus de Lanfranc que de lui-même », et Guillaume est qualifié de « roi très cher, fils unique de la sainte Église romaine ». Il n'empêche qu'à considérer les choses au fond, la lettre de Grégoire VII diffère très sensiblement de celles de Lanfranc, et que leurs conceptions s'opposent. Lanfranc fait aussi peu de cas du pape que le pape de Lanfranc. Les choses étant à ce point, il fallait que l'un des deux fût éliminé : ce fut le pape.

La riposte de Lanfranc, qui entrait d'ailleurs dans une période de difficultés avec Grégoire VII où l'affaire de

70. GRÉGOIRE VII, *Registrum*, I, 31 (éd. JAFFÉ, p. 49) : « ... *Fraternitatem vestram confidenter deprecamur ut vice nostra Arfasti nugas penitus compescatis et sancti Eadmundi abbatem contra decretum decessoris nostri inquietari nullo modo sinatis. Qui etiam, cum eundem abbatem in presbyterum ordinari Roma fecisset, ipsum et monasterium, cui praeest, in tutelam apostolicae sedis accepit. Unde iniurias illius in nos redundare, dissimulare non possumus, praesertim cum ad despectum auctoritatis nostrae eas sibi irrogari, perpendimus... Si vero Arfastus contra haec recalcitrare ab hinc temptaverit, apostolica auctoritate sibi et Balduino abbati praecipite ut sedem apostolicam ad haec determinanda petant » (JAFFÉ, 4803).*

Bury n'est pas seule en cause⁷¹, paraît avoir été vigoureuse. Eadmer raconte qu'il alla même jusqu'à confisquer la bulle d'Alexandre II que Baudouin avait produite, et qu'il n'accepta de la lui restituer qu'à la fin de sa vie, sur d'instantes prières⁷². A ce moment-là, le procès était déjà terminé depuis plusieurs années; il avait été jugé le 31 mai 1081 par Guillaume le Conquérant, en assemblée plénière d'évêques et de barons où tout représentant du pape était absent⁷³. Le roi donna raison à Baudouin contre Herfast, mais le diplôme qu'il accorda pour confirmer les privilèges de Bury cite les chartes royales antérieures et passe la bulle sous silence; il soustrait le monastère à la « domination » de l'évêque de Thetford, mais ne souffle mot d'un rattachement quelconque à Rome. Lanfranc, qui souscrit l'acte en troisième, aussitôt après Guillaume et Mathilde⁷⁴, l'avait emporté contre Grégoire VII, et il avait d'ailleurs été soutenu dans sa lutte par le Conquérant qui, depuis 1079, était en froid avec le pape⁷⁵.

71. Il refusa, malgré les objurgations du pape, d'assister aux synodes romains de 1074 et 1075, et fut même plusieurs années sans aller à Rome (BÖHMER, *Kirche und Staat*, p. 132; FLICHE, *op. cit.*, II, 237).

72. EADMER, *Historia Novorum*, III, éd. RULE, p. 132 : « *Quod factum* (le fait même de l'octroi du privilège par Alexandre II; ce passage vient à la suite de celui cité *supra*, p. 147, n. 56) *Lanfrancus archiepiscopus moleste accipiens ipsum privilegium abbati abstulit, nec illud ei nisi circa finem vite sue multorum precibus motus reddere voluit.* »

73. Il semble d'ailleurs, à en croire le chroniqueur Herman, qu'il y ait eu une courte période de trêve durant le conflit entre Herfast et Baudouin (HERMAN, 27, éd. ARNOLD, I, pp. 64-65). Sur cette trêve, cf. KNOWLES (*ibid.*, p. 211), qui pense qu'elle eut lieu en 1078.

74. Voir l'acte de 1081 dans DOUGLAS (*Feudal documents*, Royal charters, n° 7, pp. 50-55). Il faut admettre, avec H. DOUGLAS (*op. cit.*, pp. xxxii-xxxiv), DOM KNOWLES (*op. cit.*, *Downs. rev.*, 1932, p. 211), et malgré DAVIS (*Regesta*, n° 137, p. 36), l'authenticité de cet acte qui, tout au plus, nous est peut-être parvenu avec quelques remaniements de forme n'altérant pas le fond. Le roi veut « *ut ab Arfasti episcopi omniumque sibi per tempora subcedentium episcoporum dominatione ipsa ecclesia et villa in qua sita est eadem ecclesia, sit libera* ».

75. Grégoire VII reproche à Guillaume d'empêcher les évêques

Ainsi, Lanfranc avait cherché à faire prévaloir une conception primatiale et métropolitaine de l'exemption, ou plutôt, puisqu'en somme les intentions politiques transparaissent dans l'attitude de l'archevêque et du roi, une conception anglo-normande. Guillaume et Lanfranc voulaient bien que le privilège fît sortir les monastères des cadres du diocèse pourvu qu'il les maintînt dans ceux de la province ou de la primatie — entendez ceux du duché ou du royaume. Ils avaient cru qu'une telle réserve pouvait s'accommoder d'un certain rattachement à Rome, et tenté de concilier ces deux tendances pourtant divergentes. Ils y étaient même un instant parvenus sous Alexandre II, particulièrement favorable à Guillaume⁷⁶ et à Lanfranc⁷⁷. Mais Grégoire VII transigeait moins facilement que son devancier avec les principes, et la centralisation ecclésiastique était l'un de ceux auxquels il s'attacha le plus tôt et le plus fermement. Obligés d'opter entre le privilège romain et le maintien du lien prima-

anglais, Lanfranc notamment, de faire à Rome leur voyage *ad limina* (25 mars 1079); là-dessus se greffe l'affaire de la primatie de Lyon, qui, en subordonnant Rouen à Lyon, est mal vue du Conquérant (19 avril 1079); l'archevêque de Rouen, Guillaume Bonne-Ame, ancien abbé de Saint-Étienne de Caen et créature de Lanfranc, refuse d'aller à Rome chercher le *pallium*, est suspendu par le pape (1081), et ceci donne lieu, en Normandie, à des pamphlets anti-romains (*M.G.H., Libelli de lite*, III, 656 sq.); la question du serment de fidélité, que des légats maladroits avaient voulu réclamer de Guillaume, vint encore compliquer les choses, et l'on a noté que, au très important concile réformateur de Lillebonne de 1080, aucun légat n'assistait (FLICHE, *op. cit.*, II, 234, n. 3). Entre 1073 et 1080, il n'y eut aucun légat en Angleterre (BÖHMER, *op. cit.*, p. 131, et TILLMANN, *op. cit.*, p. 16). La bonne entente ne revint que partiellement en 1082, et tout à fait en 1084 (BÖHMER, *Kirche und Staat...*, pp. 132-139; FLICHE, *op. cit.*, II, 229 et 346-349).

76. C'est en 1071 qu'Alexandre II écrit à Guillaume la lettre bien connue où il lui dit : « Nous remercions Dieu d'avoir permis qu'en ce siècle où le monde, méchant et dépravé, n'a que des aspirations dépravées, vous soyez, parmi tant de princes et de rois, réputé pour votre respect de la religion, pour votre zèle à réprimer l'hérésie simoniaque, à honorer l'Église et à lui rendre les honneurs qui lui sont dûs. » (JAFFÉ, 4695; nous empruntons la traduction à FLICHE, *op. cit.*, I, p. 364.)

77. *Supra*, p. 149.

tial et métropolitain, Guillaume et Lanfranc choisirent le second.

Ceci explique qu'entre 1073 et 1089, aucune abbaye anglaise ou normande n'ait obtenu de bulle d'exemption. Est-ce à dire toutefois que Lanfranc, ainsi qu'on l'en a accusé⁷⁸, soit devenu adversaire des libertés monastiques ? L'exemple même de Bury, où l'abbé finit par triompher de l'évêque, suffirait à le nier. Et, si Lanfranc s'est attaqué au privilège de Saint-Augustin de Canterbury, c'est parce que ce monastère était situé dans son propre diocèse, où l'évêque se confondait avec l'archevêque⁷⁹ ; et nous n'avons aucune raison de croire qu'il ait vu d'un mauvais œil celui de Battle, situé dans le diocèse de Chichester⁸⁰.

78. BROOKE, *op. cit.*, pp. 131 et 161. Nous ne partageons pas l'opinion de M. Brooke d'après lequel Lanfranc, partisan de l'exemption quand il était abbé de Saint-Étienne de Caen, en serait devenu l'adversaire après son élévation à Canterbury (p. 161). Il y a, pensons-nous, plus d'unité dans les conceptions de Lanfranc, qui a toujours été partisan de l'exemption, même romaine, pourvu que les droits du primat (en Angleterre) et du métropolitain (en Normandie) fussent réservés.

79. Trois ans avant la conquête, l'abbé Egelsy avait obtenu d'Alexandre II l'usage des *pontificalia* (1063, JAFFÉ, 4541 ; THORNE, *Chronica...*, éd. TWYSDEN, *Scriptores*, X, 1785 ; ELMHAM, *Historia...*, éd. HARDWICK, p. 89 ; cf. Dom KNOWLES, *op. cit.*, p. 403) ; c'était le chemin conduisant à l'exemption, mais il ne fut pas poursuivi. Egelsy, hostile aux conquérants, fut remplacé par le Normand Scotland, qui, en 1070, fit profession d'obédience à Lanfranc (GERVAIS DE CANTERBURY, éd. STUBBS, I, 70, KNOWLES, *ibid.*) ; il est accusé par les chroniqueurs de l'abbaye d'avoir sacrifié les droits de celle-ci (THORNE, 1791 ; ELMHAM, p. 344 ; KNOWLES, p. 404). A sa mort (1087) éclata, entre les moines et Lanfranc, un violent conflit sur le choix du successeur que Lanfranc voulait désigner lui-même. Finalement, appuyé par Guillaume le Roux (et non Guillaume le Conquérant, comme un passage de Gervais de Canterbury, I, 70, pourrait le faire croire ; G. le Roux est donné par les *Acta Lanfranci*, éd. EARLE et PLUMMER, *Two Angl.-sax. chron.*, I, 290 ; THORNE, 1792-1793 ; ELMHAM, 345-346 ; cf. la discussion de KNOWLES, pp. 404-405), Lanfranc triompha, non sans peine : il y eut une véritable « insurrection » (KNOWLES) des moines. L'abbé Guy fut désigné par lui et lui fit profession d'obédience devant l'autel de l'église cathédrale.

80. Il résulte des travaux critiques sur les chartes de l'abbaye de Battle que Guillaume le Conquérant lui accorda un privilège la libérant « *ab omni subjectione episcoporum et quarumlibet personarum dominatione* » (*infra*, App. IX, p. 272). L'imprécision d'une

Nous pensons donc que l'attitude de Guillaume et de Lanfranc en matière d'exemption fut uniforme, d'un bout à l'autre de leur temps de collaboration, en ce qui concerne la soustraction au diocésain et la réserve des droits du primat et du métropolitain. Elle ne varia, après 1073, qu'au regard du rattachement au Saint-Siège, par suite de la croissance de la centralisation romaine, contre laquelle les deux dirigeants anglo-normands résistèrent et qu'ils finirent par enrayer⁸¹.

telle formule prêtait sans doute aux interprétations extensives que les moines lui donnèrent au milieu du XII^e siècle (*infra, ibid.*), mais ne nous permet pas de dire quelle était exactement la situation juridique du monastère par rapport à l'évêque (cf. *supra*, pp. 34 et 35). Lanfranc paraît bien n'avoir jamais entrepris contre le privilège de Battle; il souscrit la charte de fondation (DAVIS, n° 62, *infra*, App. IX, p. 275), en 1070-1071, il est vrai, mais le chroniqueur de la fin du XII^e siècle, exact à relever les attaques ultérieures dont son abbaye fut l'objet de la part du diocésain, l'évêque Stigand de Chichester (*Chronicon de Bello*, pp. 25-27), n'a pas mis Lanfranc en cause. — Il est impossible, comme l'a noté M. FARRAL (*La légende arthurienne*, t. II, p. 406, n. 1) d'utiliser le passage où GUILLAUME DE MALMESBURY (*De antiquitate Glastoniensis ecclesiae*, éd. HEARNE, p. 111; MIGNE, CLXXIX, 1729) raconte que Lanfranc, après avoir été défavorable aux privilèges de Glastonbury, finit par les défendre devant Guillaume le Conquérant et les fit confirmer. Cette chronique, écrite entre 1129 et 1135, est d'une véracité trop douteuse pour qu'on puisse en faire état avec certitude.

81. Guillaume n'entendait d'ailleurs pas abandonner, à qui que ce fût, le jugement des procès entre évêques et monastères, et ceci n'est pas seulement vrai en Angleterre (exemples de Bury, de Battle, dont Guillaume ordonne à l'évêque Stigand de bénir l'abbé au monastère même sans y prendre gîte, « *in testimonium... libertatis ejusdem ecclesiae* », *Chron. de Bello*, pp. 25-26), mais en Normandie. Nous citerons deux cas.

1° Un violent conflit mit aux prises, en 1073, l'archevêque de Rouen, Jean d'Avranches, et les moines de Saint-Ouen. Il éclata le 24 août 1073, jour de la fête de saint Ouen, et nous a été relaté différemment par l'*Historia archiepiscoporum Rothomagensium*, écrite à Saint-Ouen à la fin du XI^e siècle, qui nous donne la version des moines (MARTÈNE, *Veter. script. coll. nova*, II, pp. 242-248; cf. *G. Ch.*, XI, 32-35), et par le *Chronicon Rothomagensis* (LABBE, *Bibl. nova*, I, 367, reproduit par le *Chronicon S. Stephani Cadomensis*, éd. GILES, *Scriptores*, p. 166; *H. Fr.*, XII, 779; cf. MOLINIER, 1221), qui nous donne la version de l'archevêque. Voici ce qui est certain : tandis que Jean d'Avranches célébrait, ce jour-là, conformément à la tradition, l'office à Saint-Ouen, une véritable bataille se produisit entre les moines et ses clercs, qui, ainsi que lui-même, furent obligés de fuir. L'abbé Nicolas était absent, ayant

II. — LE PRIVILÈGE DE JURIDICTION

Ils n'eurent pas à soutenir pareille lutte sous le rapport du privilège de juridiction, et la papauté, qui ne s'en était point mêlée à l'époque précédente, continua d'y être étrangère. Notons son absence pour n'y plus revenir : elle est commune à la Normandie et à l'Angleterre, qu'il nous faut, pour le reste, étudier séparément.

A. Normandie

La franchise des coutumes épiscopales, telle qu'elle avait été pratiquée dans les soixante premières années

accompagné Guillaume à l'expédition du Mans. Guillaume jugea l'affaire à son retour, en synode réuni à Rouen : les moines les plus coupables (trois, selon le *Chron. Roth.*, quatre selon l'autre version) furent punis, écartés de Saint-Ouen et relégués dans d'autres monastères; l'église fut réconciliée par l'évêque Michel d'Avranches, successeur de Jean à ce siège. Lanfranc avait nettement pris parti pour l'archevêque : il lui adressa deux lettres à ce sujet, *ep. xvii* et *xviii*, éd. GILES, pp. 38-41; cf. MACDONALD, *op. cit.*, pp. 200-203) et semble être intervenu en sa faveur auprès de Guillaume en lui écrivant spécialement (allusion : *ep. xvii, in fine*; *ep. xviii*). Nous ignorons la véritable raison du conflit. Le *Chron. Roth.* est muet et la chronique de Saint-Ouen sujette à caution : elle prétend que l'archevêque étant en retard, l'abbé de Sigy avait commencé l'office; on en était au *Gloria* lorsque l'archevêque arrive; furieux, il excommunie les moines, les frappe d'interdit et leur ordonne de quitter l'église : ceux-ci commencent à s'en aller, en maugréant, lorsque la rumeur circule que l'archevêque va les spolier de leurs biens : c'est là-dessus que la lutte s'engage.

2° L'autre procès, à peu près contemporain du premier (entre 1070 et 1078), mais moins dramatique, est relatif au statut de l'église Saint-Léonard de Bellême. Il s'agissait de savoir si elle était ou non affranchie des coutumes épiscopales : les chanoines de Saint-Léonard le prétendaient, l'évêque de Sées le niait. Le procès fut jugé à Rouen, et nous sommes renseignés sur lui par deux notices, l'une probablement contemporaine, l'autre des environs de 1092 (*infra*, pp. 184 sq.). Ces deux relations, comme l'a remarqué PROU (*Rec. des actes de Philippe I^{er}*, p. ccxxx1), divergent sur un point : la première prétend que l'affaire s'est déroulée devant la cour de l'archevêque, en présence du roi et de la reine, la seconde que tout s'est passé devant la cour royale, mais elles s'accordent à dire que le jugement fut rendu sur l'ordre de Guillaume (PROU, *ibid.*, références aux textes, *infra*, p. 185, n. 22).

du XI^e siècle, devait être considérée comme une habitude anarchique par des hommes épris du désir de réforme, tels qu'étaient Guillaume et Lanfranc. Accordée par le duc, quand elle n'avait pas été usurpée, et, dans les deux cas, plus ou moins imposée à l'évêque ; attribuant, d'autre part, au possesseur des coutumes la totalité de la justice répressive qui échappait ainsi à l'évêque⁸², elle allait directement à l'encontre des intentions réformatrices de Guillaume et de Lanfranc qui renforçaient les pouvoirs canoniques de l'évêque dans son diocèse⁸³ avec mission d'y faire respecter la moralité des clercs⁸⁴ et la paix ducale⁸⁵. Guillaume et Lanfranc luttèrent contre tous les désordres⁸⁶, et, pour cette lutte, ils armaient les évêques dont ils s'appliquaient à délimiter très exactement la compétence⁸⁷; ils ne pouvaient voir

82. Textes *supra*, pp. 80-82.

83. Concile de Lillebonne, 1080 (BESSIN, *op. cit.*, I, 67 sq.), c. 9 : obligation pour tous les prêtres de chaque diocèse de venir une fois l'an, à la Pentecôte, en acquittant la redevance d'une « denrée » de cire par feu (sur cette redevance, LONGNON, *Pouillés de la province de Rouen*, p. v).

84. Lillebonne, c. 3 : interdiction aux prêtres, diacres, sous-diacres, chanoines et doyens d'avoir femme, et compétence reconnue à l'évêque pour juger des contraventions à cette règle; c. 19 : toute faute de clerc : rapt, vol, coups et blessures à autrui, meurtre, duel sans la permission de l'évêque ou prise de gage, incendie, etc..., ressortit de l'évêque; de même l'adultère ou l'inceste (c. 20), la faute dans l'exercice du ministère (c. 21), la négligence à venir au synode (c. 22) ou à acquitter les taxes de visite et de synode (c. 23), à entretenir la tonsure (c. 24).

85. Lillebonne, c. 1 : les contrevenants à la paix de Dieu, passibles d'excommunication, seront jugés par l'évêque auquel ils seront livrés par le seigneur justicier sur la terre duquel ils habitent. Sur la paix ducale, cf. YVER, *L'interdiction de la guerre privée...*, *loc. cit.*

86. Non seulement ceux des clercs, mais des laïques. Sont réprimés : la violation d'église ou de cimetière, le fait d'assaillir quelqu'un sur le chemin de l'église (Lillebonne, c. 16), de le poursuivre dans l'église ou dans le cimetière (*ibid.*, c. 17), d'attenter à un prêtre, un moine ou une moniale (*ibid.*, c. 29), de commettre un adultère ou un inceste (c. 31, 32), etc...

87. Le concile de Lillebonne précise les causes de la compétence de l'évêque : les fautes réprimées par les canons, citées dans les trois notes précédentes, sont expressément indiquées comme en relevant.

d'un bon œil une institution qui isolait certains territoires de la justice épiscopale.

Fallait-il donc s'en prendre à cette institution et tenter de la déraciner? Ne devait-on pas plutôt la dériver de son cours, et, utilisant les possibilités de décentralisation qu'elle offrait, s'en servir, comme jadis, pour policer certains alentours d'abbayes, mais pour les policer sous le contrôle de l'évêque et avec des limitations de compétence nettement précisées? Les réformateurs normands, qui cherchaient à multiplier les circonscriptions secondaires : archidiaconés, doyennés⁸⁸, n'allaient-ils pas utiliser les monastères et leur confier, en quelque sorte, l'archidiaconat dans leur voisinage? Telle fut précisément leur attitude. Non seulement ils confirmèrent les privilèges de franchise antérieurs⁸⁹, mais ils en créèrent de nouveaux, et ceux-ci se séparent des anciens par cette double différence que c'est désormais l'évêque qui les accorde et que la juridiction attribuée au monastère est limitée et précisée.

Le premier exemple est de 1061. L'évêque Jean d'Avranches, harcelé par les moines du Mont-Saint-Michel, qui, depuis trois ans environ, réclamaient l'exemption et la juridiction et multipliaient les assauts⁹⁰, leur accorda, sur le bourg du Mont, le privilège suivant, dont les modalités nous sont connues par une notice contemporaine.

88. BÖHMER, *Kirche und Staat*, p. 99. Voir aussi *infra*, p. 176, n. 142.

89. Lillebonne, c. 44 : « *Has consuetudines habeant episcopi in illis locis in quibus eas tempore Roberti comitis vel Guillelmi regis ejus concessione hactenus habuerunt; quae vero quieta fuerunt, eam quietudinem habeant quam huc usque solide tenuerunt.* »

90. Voir notamment le véritable *factum* qu'ils ont composé à ce moment-là (éd. BEAUREPAIRE, *Mém. soc. ant. Norm.*, XXIX, 1877, pp. 861-874). Ils multipliaient aussi les faux. C'est l'époque, nous l'avons vu (*supra*, p. 29, n. 10), où ils interpolèrent le diplôme de Lothaire, de 966, et fabriquèrent une fausse bulle de Jean XIII (965-972) (JAFFÉ, 3757), qui était censée leur donner la libre élection de l'abbé. Ils réclamaient également la juridiction sur le bourg du Mont-Saint-Michel et interpolèrent un diplôme de Richard II (Voir Appendice VI, p. 264).

L'abbé, nous dit le texte, était allé trouver l'évêque et lui avait fait remarquer combien il était difficile aux clercs et aux fidèles du bourg d'aller à Avranches, où ils étaient constamment cités devant la justice épiscopale, souvent empêchés d'y aller par la tempête ou les incursions des Bretons, et finalement condamnés par défaut et taxés d'amende. L'évêque se rendit à de telles raisons et décida de confier à l'abbé les pouvoirs d'archidiacre sur le Mont, avec le droit de juger les causes inférieures, d'instruire les procès criminels et de suspendre les clercs. Il se réservait pour lui-même la révision des causes jugées par l'abbé, le jugement des affaires matrimoniales et criminelles, et, d'une façon plus générale, de toutes celles entraînant la procédure de l'ordalie, ainsi que le prononcé et la levée de l'excommunication, l'ordination et la dégradation des clercs. L'abbé, deux des chanoines et les prêtres du Mont restaient tenus d'assister au synode de l'évêque⁹¹, qui, en échange des faveurs concédées, serait

91. MIGNE, CXLVII, 265 : « Anno ab Incarnatione Domini 1061, Ranulfus, abbas Montis S. Michaelis, vir cautus in regimine tam cleri et populi, quam monachalis ordinis, conveni Joannem venerabilem Abrincarum pontificem super quibusdam gravaminibus quae fiebant a minis episcopalibus frequentissime super clerum et populum Montis. Cogebantur venire Abrincas, ad respondendum de quacunque accusatione contra Christianitatem, nec excusare poterat eos mare insurgens, nec Britonum insidiae, quia praeveniri poterant, et ita saepe in forisfacta et emendationes episcopales incidebant, et saepe juramentis fatigabantur... Episcopus vero praefatus, ut erat animo et genere nobilis, petitioni abbatis annuit, et archidiaconum suum in Monte eum fecit : ita tamen ut quod bene non faceret, vel non posset, episcopus corrigeret Abrincis, et ecclesiastico judicio terminaret; de conjugii autem illicitis, si qui legales testes procederent, apud episcopum audirentur, et per sacramentum ipsorum lege dissolveretur, quod contra legem praesumptum erat; de criminalibus culpis venirent ad judicium et sententiam episcopi poenitentes, confessi, vel convicti coram suo archidiacono; excommunicati ab episcopo ad ejus satisfactionem et absolutionem venirent; judicium ferri ignili et aquae ferventis Abrincis portaretur, si clerici lapsi in culpam degradationis forte invenirentur, quia ad episcopum pertinet ordinatio, et ad ejus judicium pertineret degradatio; suspensio vero officii pro levioribus culpis in abbatis judicium esset ad correptionem. Talis inter episcopum et abbatem de villa Montis facta est conventio. In monasterio vero S. Michaelis in abbatem, et monachos, et XII canonicos totum jus episcopale retinuit episcopus... Abbas cum

gratifié d'une redevance annuelle d'un vêtement, de trois livres d'encens, trois livres de poivre, six tablettes de cire et trois cierges à la Chandeleur.

La personnalité de l'évêque qui avait accordé un tel privilège ajoute encore à l'intérêt de la concession : Jean d'Avranches était, en 1061, l'un des prélats normands sur lequel les réformateurs pouvaient le plus compter. Ami de Maurille, sur les conseils duquel il écrit un important traité de liturgie⁹², et de Lanfranc, qui allait beaucoup contribuer, en 1067, à en faire un archevêque de Rouen, c'était, nous dit son contemporain Guillaume de Jumièges, « un homme d'une très grande noblesse d'âme, rempli de science pour les choses de l'esprit et de prudence pour celles du siècle⁹³ ». La formule de privilège qu'il venait d'instaurer, laissant à l'évêque l'essentiel de ses pouvoirs tout en donnant à l'abbé un contrôle efficace, allait faire école et être appliquée, peu d'années plus tard, à Saint-Étienne de Caen.

Une fois de plus, nous retrouvons Lanfranc. Il y a dans la bulle d'exemption qu'Alexandre II lui adressa le 14 janvier 1068 une clause citant, parmi les pouvoirs limitativement réservés à l'évêque, l'injonction de pénitence aux laïques coupables de fautes criminelles⁹⁴ : ceci implique donc que, pour les fautes non criminelles, l'évêque n'est pas compétent. Notons d'ailleurs que ce texte ne fait que poser un principe; il ne précise pas de quels laïques il s'agit; ce sont évidemment les *servientes* et *famuli* du monastère, toutes catégories de serviteurs habitant et gravitant autour de lui et dont l'ensemble constituait la *familia* de l'abbaye⁹⁵; il n'empêche qu'à

duobus de canonicis bis in anno debet esse ad synodum, nisi de licentia episcopi remanserit, et sacerdotes Montis. »

92. Le « *Liber de officiis ecclesiasticis* ».

93. GUIL. DE JUM., VII, 17, éd. MARX, p. 137.

94. Texte *supra*, p. 144, n. 43.

95. DOM BERLIÈRE, *La « familia » dans les monastères bénédictins du Moyen-Âge*, Mém. de l'Acad. royale de Belgique, Classe des Lettres, 2^e série, t. XXIX, fasc. 1, 1930, voir surtout pp. 12-22. Il y avait aussi les *ministeriales*, catégorie de serviteurs plus relevée (pp. 23-42).

vouloir désigner territorialement les laïques atteints par la bulle, on serait fort embarrassé aujourd'hui, comme on l'eût été sans doute à l'époque même de Lanfranc. Encore une fois, le pape se contente de poser un principe, et ne s'ingère pas davantage dans le privilège de juridiction. Mais sur ce principe et conformément à lui, une décision épiscopale va venir préciser et délimiter le droit quelques années après le départ de Lanfranc de Saint-Étienne de Caen. Il était bon de constater que l'origine en remonte au temps de son abbatiat.

Les moines de Saint-Étienne de Caen eurent la chance que l'évêché de Bayeux fût aux mains d'un prélat favorable à la franchise des coutumes épiscopales. Eudes de Conteville, évêque de Bayeux de 1050 à 1097, l'un des hommes d'église les plus remuants du règne de Guillaume, dont il était le demi-frère par sa mère Arlette, gratifié par lui de nombreux biens, notamment du comté de Kent, et chargé pendant quelques mois du gouvernement intérimaire de l'Angleterre (mars-novembre 1067), mais intrigant et ambitieux, jaloux de Lanfranc, contre lequel il prit parti dans l'affaire de la primatie, sans parvenir à ébranler le roi qui, à l'automne de 1082, inquiet de ses menées, le fit jeter en prison, où il resta quatre ans⁹⁶, est, au demeurant, un personnage brouillon et assez énigmatique⁹⁷. Il n'en a pas moins adopté une attitude réformatrice et bienveillante pour les moines⁹⁸, et, poussé par Guillaume, au moins en ce qui concerne Saint-Étienne et la Trinité de Caen, il a successivement accordé la franchise des coutumes épiscopales à quatre abbayes pour près de vingt paroisses de son diocèse, tou-

96. ORD. VITAL, VII, 8, t. III, pp. 188-192, et p. 192, n. 1. Cf. FLICHE, *Le règne de Philippe I^{er}*, p. 221.

97. BOURRIENNE, *Odon de Conteville, évêque de Bayeux* (Évreux, 1900). Il faut adopter l'opinion de M. Sauvage, d'après lequel cette étude « n'a pas encore fait toute la lumière » sur Eudes de Conteville (*L'abbaye de Saint-Martin de Troarn*, p. 76).

98. ORD. VITAL, VIII, 1, t. III, pp. 263-266 (SAUVAGE, *op. cit.*, p. 76 et n. 3). Voir aussi BOURRIENNE, *op. cit.*, pp. 3-17.

les situées dans cette région de Caen qui devenait, par la volonté ducale, l'un des principaux centres de la Normandie.

C'est l'abbaye de Troarn qu'il en fit bénéficier la première : en 1068, il lui concédait la franchise sur la paroisse de Langrune et la chapelle de Saint-Martin de Tailleville⁹⁹, tandis qu'aussitôt le roi et ses barons sanctionnaient le privilège¹⁰⁰ sans qu'aucun texte précisât quelle juridiction était ainsi dévolue à l'abbé. Par contre, neuf ans plus tard, en 1077, la charte qu'il donna aux moines de Saint-Étienne de Caen règle dans les moindres détails le statut du territoire privilégié et fixe les limites respectives de la juridiction de l'abbé et de celle de l'évêque.

*La charte d'Eudes de Conteville
pour Saint-Étienne de Caen*

Il existe deux recensions de cette charte qui sont presque semblables par leurs clauses de privilège et diffèrent surtout par la description du territoire privilégié. Nous les étudierons successivement.

1° La première recension nous a été conservée par une pancarte confirmative de l'évêque Philippe d'Harcourt (vers 1154), qui la reproduit textuellement¹⁰¹. Elle n'est pas datée, mais elle est très probablement contemporaine de la dédicace de l'église cathédrale de Bayeux, qui eut

99. SAUVAGE, *L'abbaye Saint-Martin de Troarn*, p. 76 et n. 5. Les difficultés exposées dans la note 6 sur la nature du privilège sont levées par GÉNESTAL dans son compte rendu (*R.H.D.*, 1912, pp. 397-398) : Troarn n'eut jamais l'exemption ; l'exposé des événements postérieurs fait par M. Sauvage (pp. 76-87) suffit d'ailleurs à le prouver (sur cette question, cf. *supra*, p. 63, n. 72). Par contre, il est plus étonnant que la liste des paroisses privilégiées du second acte que nous possédons, celui de 1169, ne coïncide pas avec celle de 1068 : Langrune et Tailleville n'y sont pas, et neuf paroisses nouvelles y figurent (SAUVAGE, p. 81 et n. 4). C'est une anomalie dont il n'existe pas d'autre exemple en Normandie (cf. tableau, App. X) et qui ne peut s'expliquer que par des usurpations à la fin du XI^e ou au début du XII^e siècle.

100. SAUVAGE, *op. cit.*, Preuves, II, p. 350.

101. Texte *infra*, p. j., n° 2, p. 294.

lieu le 14 juillet 1077. En effet, le texte dit lui-même, tout à la fin, que Guillaume le Conquérant, reconnaissant envers son frère d'avoir accordé la charte, le gratifia ce jour-là du Bois d'Elle¹⁰². La première recension ne saurait, en tout cas, ni être antérieure à cette dédicace, puisqu'elle y fait allusion, ni lui être postérieure de plus de quelques mois, puisqu'elle fut souscrite par l'archevêque Jean d'Avranches qui devait bientôt tomber paralysé¹⁰³; on peut la fixer à 1077¹⁰⁴. Elle est aussi nécessairement postérieure à la dédicace de l'église abbatiale¹⁰⁵, qui est non pas du 13 septembre 1077, comme on l'a souvent répété, mais sans doute de 1073¹⁰⁶. Toute cette chronologie est un peu compliquée, mais paraît assez sûre.

Plus simple, et, au demeurant, bien plus intéressante, est l'analyse juridique du privilège. L'évêque accorde aux moines la franchise des coutumes épiscopales sur les églises, les maisons et les terres qu'ils possédaient le jour de la dédicace de l'église abbatiale. Il précise les détails un peu plus loin et spécifie qu'il abandonne « le produit pécuniaire des amendes provenant des fautes criminelles et non criminelles » et « l'injonction de pénitence des fautes non criminelles ». Le texte ne s'arrête pas là dans sa réglementation. Chaque fois qu'on aura ouï dire d'une faute criminelle commise sur le territoire de la juridiction de l'abbé, l'archidiacre de Bayeux devra avertir l'abbé ou le prieur de Saint-Étienne; puis, étant convenus du lieu et du jour, l'archidiacre et le moine (abbé ou prieur) se réuniront, feront enquête dans la paroisse où

102. Texte *infra*, p. 296. Sur la date de la dédicace de l'église de Bayeux, cf. VALLERY-RADOT, *La Cathédrale de Bayeux (Petites monographies des grands édifices de France)*, p. 10.

103. L'argument est donné par M. l'abbé BOURRIENNE (... *Philippe de Harcourt*, p. 94), cf. texte *infra*, p. 296, n. 2. Jean d'Avranches tomba paralysé à la fin de 1077 ou tout au début de 1078 (ORD. VITAL., V, 3, t. II, p. 310, cf. *G. Ch.*, XI, 36).

104. Date adoptée par BOURRIENNE, *op. cit.*, pp. 94 et 134.

105. Elle limite la franchise des coutumes épiscopales aux possessions qu'avait l'abbaye au jour de la dédicace.

106. Sur cette date, cf. Appendice VIII, p. 270.

l'on aura eu connaissance du crime, et trancheront s'il faut ou non poursuivre l'affaire. S'ils résolvent par la négative, ils rendent un véritable non-lieu, et aucun autre juge n'est saisi. Mais s'ils se décident pour l'affirmative, ils doivent envoyer l'affaire devant l'évêque de Bayeux. En ce cas, de deux choses l'une : ou bien « la connaissance du crime est patente », l'on est fixé sur l'identité du criminel et la nature du crime, et l'évêque n'aura qu'à juger et « faire la réconciliation » ; ou bien ces deux points ne sont pas encore éclaircis, un examen nouveau s'impose à l'évêque qui doit, avant de juger, appliquer la procédure du fer du jugement. Dans les deux hypothèses, l'évêque est seul compétent.

Voilà un partage de droits et d'attributions qui est très nettement défini : profits de justice, l'abbé les touchera en totalité ; exercice de la justice, il ne l'obtient qu'en partie : il aura la connaissance des fautes non criminelles, et, pour les crimes, il jouera, conjointement avec l'archidiacre, un rôle sensiblement analogue à celui d'un juge d'instruction moderne : faire l'instruction préliminaire, puis, suivant le cas, prononcer le non-lieu ou renvoyer l'affaire devant le juge compétent, l'évêque.

Tel était le privilège accordé par Eudes de Conteville à l'abbé de Saint-Étienne de Caen. Le désintéressement de l'évêque qui, en somme, abandonne tous les avantages et ne se réserve que des obligations de justice, porte l'empreinte grégorienne, et c'est encore la même idée qui apparaît tout à la fin de l'acte, dans une dernière clause : l'évêque précise que les églises sont affranchies des droits de synode et de visite et de toutes les autres coutumes, mais que les clercs n'en sont pas pour autant dispensés d'assister au synode diocésain¹⁰⁷ : faveur uniquement pécuniaire, maintenant l'intégralité de la juridiction épiscopale.

On ne saurait trop insister sur ces réserves d'autorité

107. Texte *infra*, p. j., n° 2, p. 296.

épiscopale et sur l'approbation implicite que leur témoinne Guillaume en donnant à son frère le Bois d'Elle par remerciement pour sa charte. Nous avons déjà tiré de cette donation un argument d'ordre chronologique¹⁰⁸. Bien plus importante encore est la conclusion d'ordre général qui s'en dégage. Guillaume et ses évêques sont, à cette époque, en pleine activité conciliaire : 1077 tombe trois ans après le concile de Rouen de 1074, trois ans avant celui de Lillebonne de 1080, qui sont, pour la Normandie, les deux principaux du règne. De même que le duc s'y applique à restaurer l'autorité diocésaine, de même il favorise un acte épiscopal qui en maintient l'essentiel. Notons, d'ailleurs, qu'il marque cette faveur avec une très grande discrétion : il n'intervient pas directement dans la charte, même à titre de souscripteur, et aucun diplôme de lui pour Saint-Étienne ne fait allusion au privilège ecclésiastique¹⁰⁹; il y a loin d'une telle attitude à celle de Robert le Magnifique.

Ce serait toutefois une erreur de croire qu'il ne témoigne son approbation pour la charte d'Eudes de Conteville que dans la mesure où celle-ci réservait certains droits épiscopaux. Il a certainement vu d'un bon œil la franchise des coutumes épiscopales qui complétait celle des coutumes duciales dont il avait récemment gratifié les moines¹¹⁰, et il est à noter que les deux franchises coïncident sur les domaines les plus voisins de l'abbaye : le bourg Saint-Étienne à Caen¹¹¹, Saint-Ouen de Villers, Allemagne, Rots et Cheux¹¹². La véritable intention de

108. *Supra*, p. 163.

109. Les deux diplômes généraux sont le diplôme de 1071-1077 (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 66-68; *DAVIS, Regesta*, 105) et la pancarte de 1079-1082 (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 72-74; *DAVIS, Reg.*, 168).

110. *G. Ch.*, XI, *instr.*, 66-68 (*DAVIS, Regesta*, 105).

111. Voir la carte du bourg Saint-Étienne au Bourg-l'Abbé dans *LEGRAS, op. cit.*, planche.

112. Voir, pour les coutumes duciales, le texte indiqué *supra*, n. 110, et, pour les coutumes épiscopales, texte *infra*, p. j., n° 2, p. 294. Les deux franchises coïncidaient aussi sur le domaine de Cabourg.

Guillaume apparaît donc : il a voulu constituer une seigneurie, tant laïque qu'ecclésiastique, en faveur du monastère dont il cherchait à faire, grâce au jeu de la tenure en bourgage, l'un des centres de la ville de commerce de Caen¹¹³. Par là, sa politique rejoint celle de Robert le Magnifique¹¹⁴.

Le territoire privilégié de la charte d'Eudes de Conteville ne se limitait d'ailleurs pas à ces domaines voisins de l'abbaye. Il s'étendait, nous l'avons déjà dit, à tous les domaines dont l'abbaye était en possession au jour de la dédicace, et c'est en cela que la première recension diffère de la seconde. Une telle conception, que l'on trouve déjà dans le diplôme de 1032 pour Cerisy¹¹⁵, avait pour résultat de créer un territoire, bien déterminé, certes, mais dispersé : douze arpents de terre à Venoix, une maison et un demi-acre à La Hogue, une vigne avec la maison du vigneron à Bavent, les biens de Richard Goiz à Rucqueville, ceux de Guillaume le Chambrier à Cully, quatre maisons à Bayeux, une terre et une maison à Hottot-en-Bessin, etc... Sur des parcelles aussi infimes, la juridiction de l'abbé était inapplicable et destinée à disparaître assez rapidement. Par contre, elle avait toutes chances de subsister sur les domaines plus étendus et plus homogènes : le bourg de Saint-Étienne, Villers, Allemagne, Cheux, Cabourg, etc..., domaines dont les moines possédaient même parfois les églises¹¹⁶, ou sur

113. Sur le bourgage de Caen, cf. LEGRAS, *op. cit.*, pp. 39-59, et principalement p. 40, où l'auteur fait ressortir l'importance de la concession des coutumes duciales dans l'origine du bourgage de Saint-Étienne ; voir aussi GÉNÉSTAL, *La tenure en bourgage dans les pays régis par la coutume de Normandie* (Paris, 1900), notamment pp. 232-242, où il établit le rapport entre la constitution du bourgage et l'essor du commerce au XI^e siècle.

114. *Supra*, pp. 82-83. On peut faire, pour la Trinité de Caen, les mêmes observations que pour Saint-Étienne (*infra*, p. 171).

115. *Supra*, p. 45, n. 1 et 123.

116. La première recension cite celles de Cheux, Torteval, Foullognes, Quesnay-Guesnon et Notre-Dame de Merville. Après la dédicace (1073), mais avant la rédaction de la charte (1077), les moines construisirent sur leurs domaines les églises de Saint-Ouen de Villers (dont la possession leur fut confirmée plus tard

lesquels ils allaient bientôt en construire¹¹⁷. Il se produisit, en effet, ceci : après une période de flottement de quelques années¹¹⁸, le territoire privilégié se moula sur l'organisation paroissiale au point d'arriver à comprendre huit paroisses et rien d'autre. De cette évolution, la seconde recension de la charte d'Eudes de Conteville marque le point d'aboutissement.

2° Cette seconde recension nous est parvenue par l'intermédiaire d'une pancarte tripartite, conservée en deux pseudo-originaux dont l'écriture peut être datée, semble-t-il, de la première moitié du XII^e siècle. La pancarte comprend trois actes :

1) un acte de l'archevêque de Rouen, Guillaume Bonne-Ame (1079-1111), affranchissant l'église Saint-Martin de Longchamps, appartenant à Saint-Étienne, des droits de synode et de visite et de toute redevance due à l'évêque ;

2) l'acte d'Eudes de Conteville (2^e recension) ;

3) un acte de Geoffroi de Montbray, évêque de Coutances (1048-1093), dispensant des mêmes taxes diverses

par une pancarte souscrite par Guillaume, Davis, *Regesta*, 171) et de Saint-Nicolas de Caen (dont la possession, qui leur avait été contestée par les religieuses de la Trinité, leur fut confirmée par Guillaume en 1083, Davis, *Regesta*, 182), qui sont toutes deux mentionnées à la fin du texte, après la clause de privilège. Leur place dans le texte permet de dire qu'elles n'ont été achevées de construire qu'entre 1073 et 1077.

¹¹⁷. *Infra*, p. 169.

¹¹⁸. On saisit, à propos du domaine de Rots, les difficultés auxquelles le premier système devait donner lieu. La première recension donne aux moines « tout Rots, sauf l'église » (*infra*, p. j., n° 2) qui, en effet, appartenait à ceux de Saint-Ouen de Rouen depuis l'époque de Richard II (Arch. S. L., 14, H 145). Les moines, peu d'années plus tard, allaient revendiquer et se faire reconnaître par Eudes de Conteville la franchise des coutumes épiscopales sur cette église (*infra*, p. 172) : en fait, ils ont toujours joui sur cette paroisse de la juridiction spirituelle (Arch. S. L., 14, H 160). Imagine-t-on quel imbroglio eût été si les domaines de Saint-Étienne eussent dépendu de la juridiction de l'abbé de Caen, quoique enclavés dans une paroisse dépendant de celle de l'abbé de Saint-Ouen, le tout étant situé en plein milieu du diocèse de Bayeux ? Une telle situation a peut-être duré quelques années ; elle ne pouvait s'éterniser ; Saint-Étienne, ne possédant pas l'église

possessions de l'abbaye dans son diocèse, parmi lesquelles les églises de Baupte, Houtteville et Meautis¹¹⁹.

Réglons tout de suite une question critique. Les moines de Saint-Étienne n'ont acquis l'église Saint-Martin de Longchamps qu'en 1096, à la suite d'un échange avec Saint-Bénigne de Dijon¹²⁰. Donc l'acte de Guillaume Bonne-Ame est postérieur à cette date. Or, la pancarte porte les souscriptions de Mathilde († 1083), de Guillaume († 1087), et Geoffroi de Montbray est mort en 1093. La pancarte est donc un faux. Est-ce à dire qu'il faille rejeter les trois actes qu'elle contient? Nous ne pensons pas. Aucun d'eux, pris séparément, n'inspire d'inquiétude : il est très vraisemblable que Guillaume Bonne-Ame, ancien abbé de Saint-Étienne, ait affranchi, après 1096, l'église de Longchamps, et les actes d'Eudes de Conteville et de Geoffroi de Montbray n'offrent pas plus de prise à la critique. Seul, le groupement des trois textes, présenté tel quel, est impossible. Nous sommes en présence d'un faux diplomatique, élaboré sans doute au début du XII^e siècle, dont les différents éléments paraissent bons¹²¹.

Revenons à la seconde recension d'Eudes de Conteville

de Rots, perdit toute juridiction sur les domaines qu'elle continua cependant très longtemps d'y avoir (une sentence du légat du pape règle, en 1300, un litige entre les moines de Caen et ceux de Rouen au sujet des dîmes que les premiers percevaient sur leurs domaines de Rots, Arch. S. L., 14, H 160).

119. Texte *infra*, p. j., n° 3, p. 299.

120. Ils ont échangé l'église de Longchamps contre celle de Saint-Hippolyte de Coubertôt qu'ils possédaient en Bourgogne. L'acte d'échange, publié par HASKINS (*Norman Inst.*, p. 285, n° 2), a été confirmé par Pascal II en 1102 (JAFFÉ, 5900).

121. Il n'y a même probablement pas eu dessein de falsifier. Un copiste du début du XII^e siècle aura sans doute voulu réunir sur un même parchemin les trois actes de franchise de l'abbaye en ajoutant au bas les souscriptions du dernier : il est à noter que les souscriptions de la pancarte conviendraient parfaitement à une charte de Geoffroi de Montbray antérieure à 1083 ; d'autre part, tandis que le copiste, passant d'un acte à un autre, marque le changement par l'emploi du signe habituel précédant un nouveau *capitulum*, il ne fait pas de transition entre le troisième acte et les clauses finales.

— qu'on ne peut d'ailleurs dater qu'à vingt années près (vers 1077-1096)¹²², — et examinons-là au point de vue du territoire. Notons — et ceci justifiera la confiance que nous avons dans ce texte — qu'elle n'ajoute rien au territoire de la première recension : en effet, les églises qu'elle cite se répartissent ainsi (première recension = I) :

1° celle de Cheux (déjà privilégiée dans I) ;

2° celles de Saint-Nicolas de Caen et Saint-Ouen de Villers, indiquées à la fin de I (et construites peu avant sur des domaines privilégiés)¹²³ ;

3° celles de Notre-Dame et Saint-Martin d'Allemagne, des Ifs, de Cabourg, la chapelle de Bavent, construites depuis I sur des domaines qui y étaient déclarés privilégiés ;

4° celle de Saint-Samson d'Aunay donnée aux moines, sans doute peu avant 1082, par un laïque qui la possédait déjà affranchie des coutumes épiscopales¹²⁴.

Une telle liste compose un territoire beaucoup plus cohérent¹²⁵ et désormais fixé, à quelques additions près, pour plusieurs siècles¹²⁶. Si nous nous sommes tant attardé sur lui, au risque d'entrer dans de minutieuses descriptions, c'est parce qu'il n'y a pas de meilleur exemple pour prouver que le territoire privilégié, quelque dispersé qu'il fût parfois à l'origine, en arrivait tou-

122. C'est-à-dire entre la première recension et le départ d'Eudes de Conteville pour la Croisade, plus probablement dans les dix dernières années de cette période, après la libération de captivité d'Eudes de Conteville (1087).

123. *Supra*, p. 166, n. 116.

124. L'acte de donation de ce laïque est inséré dans une pancarte des environs de 1082 (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 73, voir *supra*, p. 70, n. 24 ; DAVIS, *Regesta*, 168). Cette donation, antérieure à 1082 environ, est probablement postérieure à I (1077), puisqu'il n'y est pas fait allusion (et qu'il s'agit d'une église affranchie).

125. On est surpris de n'y pas trouver les églises de Torteval, Foulgones, Merville et Quesnay-Guesnon qui sont citées dans la première recension et, sauf Quesnay-Guesnon, dans les listes postérieures (*infra*, App. X, p. 281). Est-ce un oubli du rédacteur ou du copiste ?

126. *Infra*, Appendice X, p. 281.

jours, par la force des choses, à se modeler sur l'organisation paroissiale.

Il est encore un autre enseignement que nous pouvons tirer de la comparaison entre la première et la seconde recension. Il concerne les clauses de privilège, qui, si elles sont les mêmes pour le partage de la juridiction et l'attribution intégrale des taxes épiscopales à l'abbé, divergent sur un point important : la seconde recension s'abstient d'employer le terme de « coutume ». On sait à quel point ce mot avait une acception large, englobant non seulement les profits, mais l'exercice même de la justice¹²⁷. Il prêtait aux interprétations les plus extensives, et devait attirer la méfiance d'évêques préoccupés de limiter la juridiction concédée. Aussi Eudes de Conteville ne dit-il pas que les huit églises seront affranchies des coutumes épiscopales : le passage correspondant du premier texte est modifié dans le second, et le mot « *consuetudo* » y est remplacé par le mot « *debitum* »¹²⁸, dont le sens exclusivement pécuniaire ne pouvait donner lieu à aucune confusion¹²⁹. Ajoutons que la charte de Guillaume Bonne-Ame et celle de Geoffroi de Montbray présentent la même particularité et qu'il n'y est pas non plus question de coutumes. Trois autres actes épiscopaux contemporains, dont les deux premiers émanent d'Eudes de Conteville et le troisième de Guillaume Bonne-

¹²⁷. *Supra*, pp. 74 sq.

¹²⁸. Texte *infra*, p. 296 et p. 298 :

1^{re} recension :

Dono et concedo... synodotium debitum et circatum... et alias ecclesiasticas consuetudines...

2^e recension :

Concedo... synodoticum et circatum et omne debitum quod pertinet ecclesie sancte Marie de Baiocis...

¹²⁹. Il faut noter une autre différence entre les deux recensions : la première dispense de l'obligation, pour les prêtres, d'assister aux processions de la Pentecôte, qui avaient lieu à l'église cathédrale et étaient l'occasion d'une redevance. C'était là un ancien usage que le concile de Lillebonne renouvela (c. 9) et auquel il semble avoir attaché de l'importance. Peut-être est-ce la raison pour laquelle la clause de dispense fut éliminée de la seconde recension.

Ame, vont nous permettre d'étendre encore la portée de cette observation.

Il s'agit tout d'abord d'un texte relatif à l'abbaye de la Trinité de Caen. Guillaume le Conquérant, dans un diplôme octroyé le jour de la dédicace de l'église abbatiale (16 juin 1066), avait promis qu'une franchise pécuniaire lui serait accordée¹³⁰; Eudes de Conteville réalisa en 1082¹³¹ la promesse de son frère, et affranchit l'église abbatiale et l'église Saint-Gilles de toutes les redevances épiscopales (*ab omni exactione pecuniae episcopaliū reddituum*), parmi lesquelles l'amende des forfaits commis dans l'« aire » de ces deux églises (monastère et Bourg-l'Abbesse)¹³². Vers la même époque, il usa d'une

¹³⁰. G. Ch., XI, instr., 61 (DAVIS, *Regesta*, 4) : « *Promissum est hanc ecclesiam fore liberam, tam in clero quam in abbatissa et in sanctimonialibus, et ejusdem ecclesiae cibo sustentatis famulis, ab omni pecuniae debito, hoc excepto quod divinae subjacet correctioni.* »

¹³¹. C'est du moins dans un diplôme ducal de cette année-là (G. Ch., XI, instr., 68-72; DAVIS, *Regesta*, 150) que la concession fut insérée (texte note suiv.).

¹³². G. Ch., XI, instr., 71 : « *Ad haec Bajocensis Odo episcopus, interveniente gratia et dilectione nostra praedicta, sanctae Trinitatis ecclesiam cum atrio, abbatissam cum sanctimonialibus, omnem clerum in eodem loco servientem, universam familiam ejusdem ecclesiae cibo sustentatam, ab omni exactione pecuniae episcopaliū reddituum liberam esse concedit. Sed et ecclesiam B. Aegidii, cum atrio ipsius, quo modo supradictam, liberam et quietam, et clericos ibidem servientes, eo modo quo supra liberos permisit. Praeterea in ea parte burgi (extra murum videlicet Cadomi siti, versus ecclesiam S. Trinitatis, quam ego Vuillelmus Rex praedictae ecclesiae dedi) illius partis Burgi parrochiam ad Ecclesiam S. Aegidii venire oblationem, decimam de pecoribus, cum sepultura, clericos ibi servientes, quiete permittit habere. Sed et gablum et consuetudinem culcitrarum, quod in eadem parte Burgi habebat, ecclesiae S. Trinitati describit. Super ea quicumque in his duabus ecclesiis et atriis earum forisfacturam fecerit, emendationem pecuniae quae ab episcopali consuetudine pro forisfactura exigi solet, ejusdem abbatissae, episcopo eodem annuente, donabit.* » (Voir la carte du Bourg-l'Abbesse dans LEGRAS, *op. cit.*, planche). — Ce texte est aussi intéressant à un autre point de vue : il précise que le monastère est compris dans le territoire privilégié ; que l'abbesse percevra l'amende des forfaits qui y seront commis ; que l'abbesse, les religieuses, les clercs desservant l'église abbatiale et la *familia* du monastère bénéficient de la franchise. Il ne faudrait naturellement pas en induire que le monastère soit exempt : il n'est question dans le texte ni de libre élection de l'abbesse ni d'une restriction quelconque au pouvoir

formule analogue lorsqu'à la suite d'un conflit avec les moines de Saint-Ouen de Rouen au sujet du statut de l'église de Rots, que ceux-ci possédaient dans son diocèse, il la déclara affranchie « *a debiti pontificalis solutione*¹³³ ». Entre 1091 et 1093, Guillaume Bonne-âme, sollicité par le célèbre abbé Anselme, décidait que l'église du Bec, ainsi que la paroisse dépendante, serait désormais libre « de toute exaction épiscopale¹³⁴ ». De tous ces textes, le mot « coutume » est systématiquement écarté¹³⁵.

d'ordre ou au pouvoir coercitif de l'évêque, et ce régime initial de soumission a subsisté sans éclipse au cours des siècles suivants : 1) un accord de 1180 règle la juridiction et ne souffle mot d'un privilège quelconque d'exemption (Bibl. Nat., ms. n. a. fr. 20.221, f° 71) ; 2) les bulles pontificales, nombreuses au fonds de la Trinité, ne renferment aucune formule d'exemption ; 3) nous possédons un curieux cérémonial d'élection des abbesses de la Trinité, du XV^e siècle (British museum, ms. Harl. 3661) : les événements relatifs à l'élection et à la bénédiction de l'abbesse Agnès de Thieuville, en 1482, y sont racontés tout au long, et nous voyons l'évêque de Bayeux confirmer son élection (f°s 18-23), la faire mettre en possession par son official (f°s 23-24) et la faire bénir par un évêque *in partibus* (f° 29) ; et si, au XVII^e siècle, les religieuses ont prétendu être exemptes en jouant sur le sens du mot exemption (le territoire de leur juridiction s'appelait « exemption »), il ne fut point difficile à l'évêque François de Nesmond, qu'elles avaient voulu empêcher de faire sa visite en 1695, de prouver le mal fondé de leurs prétentions (Bibl. Nat., n. a. fr. 20.221, f°s 306 ss.) : dans son mémoire, l'évêque écrit, désignant l'abbesse : « Il faut qu'elle considère l'abbaye de Montivilliers... et plusieurs autres, qui reconnaissent la juridiction des evesques » (Bibl. Nat., n. a. fr. 20.221, f° 355) : formule qui définit fort bien la situation des abbayes ayant la juridiction sans l'exemption (*supra*, p. 96).

133. MABILLON, *Ann. O.S.B.*, V, p. j., n° XXXVI, éd. 1740, p. 615 (l'original d'après lequel Mabillon a fait son édition est conservé Arch. S. I., 14 H 160). L'acte est antérieur à 1092, puisqu'il fait allusion à l'abbé Nicolas qui mourut cette année-là, mais sans doute de peu (MABILLON, *Ann. O.S.B.*, V, LXVIII, 36, éd. 1740, p. 276). Dom POMMERAYE (*Histoire de l'abbaye... de Saint-Ouen*, p. 258) s'est trompé en datant le texte de 1098 : c'est doublement impossible, puisqu'en 1098 Eudes de Conteville et Nicolas étaient morts tous les deux.

134. Texte *infra*, n. 136.

135. On pourrait encore faire valoir un texte de 1074 environ, relatif à l'église Saint-Martin du Vieux-Bellême (cité *infra*, p. 208, n. 106). — L'acte de l'évêque Yves de Sées donnant aux moines de Saint-Père de Chartres l'église de Planches avec la franchise (1070-1072) n'emploie pas non plus le mot « coutume » ; il dit que l'église sera « ... *debitis... libera* » (éd. MERLET, *B.E.C.*, LVI, 1895, p. 643).

Guillaume Bonne-âme n'avait d'ailleurs pas limité son privilège pour Le Bec à l'octroi d'une franchise de taxes. Il y avait ajouté l'abandon d'une part de juridiction sur la paroisse du Bec, dans des termes et avec des réserves qui rappellent l'acte d'Eudes de Conteville pour Saint-Étienne ou celui de Jean d'Avranches pour le Mont-Saint-Michel. Il s'était expressément réservé le pouvoir d'ordre, l'injonction de la pénitence publique et, dans certains cas, de la pénitence occulte (ainsi que la réconciliation des pénitents), et le jugement des fautes criminelles (entraînant procédure du *ferrum judicii*). L'abbé est implicitement reconnu compétent pour juger les fautes non criminelles et instruire les fautes criminelles; il touchera les amendes provenant des unes et des autres¹³⁶.

Le Bec se classe donc à côté de Saint-Étienne de Caen et du Mont-Saint-Michel parmi ces juridictions monastiques restreintes dont il nous faut maintenant chercher

136. G. Ch., XI, instr., 17 : « ... Concedo ut ecclesia ipsa, ejusque ipsius loci parochia, cum residentibus parochianis suis, perpetuo sit libera ab omni episcopali exactione, praeter ea quae ab episcopali officio [non] administrari non possunt : ut est monachos vel clericos ordinare, ecclesias reconciliare, poenitentiam publicam dare, et hujusmodi poenitentes reconciliare : aut illa, poenitentiam occultam, quae sine concilio episcopi dari non potest, determinare, chrisma quoque et oleum tribuere ; ut in brevi cuncta complectar, monasterii et abbatis, prout decet, omnem pastorem curam gerere sine acceptione pecuniae. Si autem in eadem parochia talis causa orta fuerit, quae ferri judicio finienda sit, tunc ex placito abbatis, aut apud matrem ecclesiam causa finiatur, judiciumque portabitur ; aut archiepiscopus ferrum judicii ad locum illum per ministros suos destinabit, judiciumque ibi coram archiepiscopi ministris portabitur. Quod si pecunia exierit, ubicunque judicium portatur, abbatis erit. » Dans la suite du texte, l'archevêque étend le privilège à tous les *servientes* laïques du monastère (*manu pastos*=*servientes*, cf. texte de 1107-1111 indiqué *infra*), pour toutes les autres paroisses du diocèse appartenant à celui-ci, à la seule condition qu'ils ne possèdent ni terre ni maison ; mais, ceci excepté, l'archevêque aura sur ces paroisses toutes les coutumes épiscopales (*omnes episcopales consuetudines* ; il est à noter que, dans cette partie du texte où il s'agit de se les réserver, l'archevêque ne craint pas de parler des coutumes). Sur ce texte, cf. PORÉE, *Histoire de l'abbaye du Bec*, t. I, pp. 319-322 ; sur sa date, p. 319, n. 1. — Entre 1107 et 1111, l'évêque de Lisieux reconnaît aux moines un privilège analogue sur les *servientes* du monastère habitant son diocèse (MIGNE, CL, 651, cf. PORÉE, *ibid.*, I, 409).

une correspondance dans la hiérarchie des juridictions séculières : c'est à celle des archidiacres qu'on peut les comparer, et le meilleur argument en faveur d'un tel rapprochement est tiré du texte du Mont-Saint-Michel où l'évêque déclare expressément qu'il fait de l'abbé son archidiacre sur le Mont¹³⁷. Il est évident qu'on peut user du même qualificatif pour les cas analogues de Saint-Étienne et du Bec. D'autres textes montrent l'archidiaconat accompagnant les coutumes épiscopales que des laïques abandonnent à des monastères : entre 1066 et 1089, un seigneur du Vexin, Fouquier, donne aux moines de Saint-Evrault l'église de Parnes « et toutes les coutumes appartenant à cette église, ainsi que l'archidiaconat qu'il tenait en fief, par ses ancêtres, de l'archevêque de Rouen¹³⁸ » ; quelques années plus tard, en 1104, « quand Eustache de Boury donna son église de Boury à l'abbaye de Pontoise, il déclara que c'était non seulement avec exemption complète des droits de synode et de visite épiscopale, mais encore avec l'archidiaconé, dont il était propriétaire¹³⁹ ». Aux XII^e et XIII^e siècles, les exemples sont encore plus nombreux, et il devient de règle à peu près constante que les juridictions monastiques soient assimilées aux juridictions d'archidiacres¹⁴⁰.

137. Texte *supra*, p. 159, n. 91.

138. ORD. VITAL, III, 12, t. II, p. 132 : « *Fulcoius... Sancto Ebrulfo ecclesiam concessit et omnes consuetudines ad ipsam ecclesiam pertinentes... archidiaconatum quoque... quem in feudo ab antecessoribus suis de archiepiscopo Rotomagensi tenebat.* » Cf. GÉNESTAL, *La patrimonialité de l'archidiaconat*, Mél. Fournier, p. 288.

139. Note de LE PRÉVOST dans le *Cartulaire normand* de L. DELISLE, p. 299, n. 1 (cité d'après GÉNESTAL, *op. cit.*, p. 289). — Il y a des exemples hors de Normandie : au concile d'Auch de 1068, on reconnaît à l'abbé de Saint-Orens une juridiction d'archidiacre : « *Laudaverunt etiam ut gubernator qui locum sancti Orentii rezerit, vices archidiaconi in honore suo super ecclesias et clericos teneat; et ipse, si lapsi fuerint, justitiam faciat* » (THOMASSIN, *Discipline ancienne de l'Eglise*, t. I, éd. 1725, c. 1606).

140. En 1117, la juridiction des moines de Bellême sur la paroisse de Saint-Martin du Vieux-Bellême est qualifiée d' « *archidiaconatus* » (BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche*, n° 19, p. 31). Cette assimilation de la justice monastique à celle des archidiacres est telle qu'il s'établit parfois un partage de juri-

Il était intéressant de constater qu'une telle assimilation se remarque dès le temps de Guillaume et de Lanfranc¹⁴¹. Ceux-ci, qui voulaient faire des archidiacres un

diction entre l'abbaye et l'archidiacre : ainsi pour la Trinité de Caen, en 1179-1187, pour Montivilliers, en 1215 (*infra*, p. 224). C'était déjà le cas, en 1077, à Saint-Étienne de Caen pour l'instruction des fautes criminelles (*supra*, p. 164). — Cette idée de l'équivalence archidiaconale des juridictions monastiques a déjà été mise en lumière par Dom BERLIÈRE, *Les archidiaconés ou exemptions privilégiées de monastères*, *Rev. Bénéd.*, XL, 1928, pp. 116-122, et par GÉNESTAL, *Ann. de l'École des Hautes-Études*, sc. rel., 1913, p. 47, *Histoire du droit public normand*, p. 104, *La patrimonialité de l'archidiaconat*, *Mél. Fournier*, p. 291. — Des chanoines exerçaient de ces juridictions archidiaconales, ainsi dans le diocèse de Bayeux au XII^e siècle : U. CHEVALLIER, *Ordinaire et coutumier de l'église de Bayeux*, p. 338 : « *Canonicus prebende de Cambremer jurisdictionem habet in ecclesia de Cambremer... Consuevit etiam contendere de jurisdictione parrochianorum et plebis aliarum ecclesiarum de honore de Cambremer, in quibus se gerit quasi archidiaconus earum.* »

141. Il n'y a pas d'exemple antérieur à 1061. On ne saurait, en effet, tirer du passage d'Orderic Vital concernant les coutumes épiscopales usurpées, vers 1020, par Giroie dans la région d'Échauffour (*supra*, pp. 67-68), que celui-ci y exerçait une juridiction d'archidiacre. Cette interprétation de la franchise que donne le chroniqueur (cf. GÉNESTAL, *La patrimonialité de l'archidiaconat*, *Mél. Fournier*, p. 287) est exacte pour l'époque où il écrit (premier quart du XII^e siècle : le livre III fut rédigé avant 1124 environ, DELISLE, *Notice sur O. V.*, éd. LE PRÉVOST-DELISLE, V, p. XLVI), mais douteuse pour l'époque de l'événement raconté : il faudrait être sûr qu'au début du XI^e siècle les archidiaconés existaient bien dans la région d'Échauffour ; les évêchés n'y avaient été rétablis qu'une trentaine d'années avant (*supra*, p. 29), et il est peu vraisemblable qu'on se soit préoccupé dès le début de constituer des archidiaconés. En fait, nous savons assez mal de quand datent les archidiaconés normands. Les dates données par Longnon sont tardives (fin XI^e-XII^e s., *Pouillés de la province de Rouen*, pp. x-xi, Rouen; xxvi, Bayeux; xxxiv-xxxv, Avranches; xl, Evreux; xlviii, Sées; lxxv, Coutances). Alors que, pour la province de Reims, il remonte à 877 (*Pouillés de la province de Reims*, p. xiii), pour celle de Rouen, la plus ancienne date citée est 1091; elle concerne l'archidiaconé de Vexin (pp. x-xi) qui existait d'ailleurs dès 979-989 (un acte de cette date, émanant de l'archevêque de Rouen, publié par POUPARDIN, *Recueil des chartes de Saint-Germain-des-Prés*, XLIV, pp. 73-74, dit que l'église de Saint-Godard de Longuesse en Vexin dépend du ressort de juridiction de l'archidiacre *Onoratus* : « *archidiacono nostro Onorato, ex cujus ministerio est, assensum prebente* »); mais l'archidiaconé de Vexin fait partie du diocèse de Rouen, qui n'avait pas subi la désorganisation des autres diocèses normands, et on ne saurait généraliser un tel exemple isolé. Aussi bien, il faut attendre l'époque du Conquérant pour en trouver de nouveaux. Il y a plusieurs archidiacres dans le diocèse de Bayeux au temps de Lanfranc (HASKINS,

instrument de décentralisation des diocèses tout en les maintenant étroitement subordonnés aux évêques¹⁴², assignaient le même rôle et les mêmes limites aux abbés pourvus d'une justice. Cela explique qu'ils aient à la fois favorisé et restreint les juridictions ecclésiastiques d'abbayes.

B. Angleterre

Ils ont suivi, outre Manche, une politique analogue : on peut l'observer à Saint-Augustin de Canterbury et à Battle.

Nous avons vu quelle juridiction à compétence très large l'abbé de Saint-Augustin de Canterbury exerçait, dans la région de l'île de Thanet, au moment de la conquête : il y jugeait les crimes « comme l'archevêque dans son diocèse¹⁴³ ». Lanfranc, devenu archevêque (1070), ne pouvait tolérer de telles prérogatives; aidé par l'abbé Scotland (1070-1087), qui était sa créature, il imposa, malgré les moines, l'assistance synodale aux prêtres et aux fidèles des paroisses relevant du monastère¹⁴⁴. C'é-

Norm. inst., p. 32 et n. 124), et il y en a trois à souscrire l'acte d'Eudes de Conteville pour Saint-Ouen de Rouen, de 1092 (cité *supra*, p. 172, n. 133. Le concile de Lillebonne paraît considérer les archidiaconés comme une circonscription ecclésiastique normale (c. 6, note suivante). C'est donc seulement à l'époque du Conquérant que l'on peut être assuré de l'existence des archidiaconés normands.

142. Le concile de Rouen de 1072 (c. 2) prescrit aux archidiacones de n'user que de chrême et d'huile sainte intégralement consacrés par les évêques (BESSIN, *Concilia*, I, 55). Le concile de Lillebonne (c. 6) leur enjoint de contrôler une fois par an les vêtements, calices et livres saints des prêtres de leur archidiaconé; ils fixeront dans leur ressort trois lieux de réunion entre lesquels les prêtres se répartiront suivant la proximité (BESSIN, I, 68). — Nous ne savons pas quelle était exactement la compétence des archidiacones; en Angleterre, ils ne jugeaient pas les causes matrimoniales (MACDONALD, *Lanfranc*, p. 123); le premier texte donnant des renseignements complets est trop tardif pour pouvoir être utilisé ici (1127, accord entre l'évêque et les archidiacones de Paris, *H. Fr.*, XV, 331 sq., cf. AMANIEU, art. *Archidiacone*, *Dictionnaire de Droit canonique*, fasc. IV, 1933, c. 967).

143. *Supra*, p. 112 et n. 104.

144. THORNE, *Chronica*, *op. cit.*, 1791 : « ... Appetiit abbatem

tait affirmer la prééminence de l'archevêque ; celui-ci semble d'ailleurs n'être pas allé jusqu'à supprimer la juridiction abbatiale et l'avoir laissée subsister réduite et dépendante ¹⁴⁵.

A Battle, la justice de l'abbé est une création du Conquérant. Battle, c'est le lieu de la « bataille » d'Hastings qui avait ouvert la conquête aux Normands. Guillaume, à la suite d'un vœu, y avait fondé une abbaye et fait venir des moines de Marmoutier ¹⁴⁶ ; c'était, dans sa pensée, une église de prédilection, un peu comme Saint-Étienne de Caen, et il l'avait soustraite à toute « sujétion » des évêques ¹⁴⁷ ; il lui donna, en outre, la juridiction : ici encore, Battle fait le pendant de Saint-Étienne.

Les textes sur lesquels se fonde cette juridiction, d'une critique très délicate, ont été l'objet d'une étude récente ¹⁴⁸. Il semble qu'on puisse, toutes falsifications

(*Lanfrancus*) *ut ad sermonem suum tantummodo audiendum et ut synodus sua speciosior appareret, sacerdotes suos sibi praestaret : quod cum abbas saepius negaret ac contra jus apostolicum ac usum suae ecclesiae apostolicae se nullo modo facere posse diceret, tandem eidem monasterio non praecavens, tantae calliditatis minus providus, quin tam familiarem sibi amicum offendere timens, omnes sacerdotes suos ad synodum archiepiscopi, monachis suis contradicentibus, ire coegit, non de aliqua re ibi placituros set tantum ad audiendum sermonem archiepiscopi pro utilitate sua propria... Iterum iterumque archiepiscopus abbatem aggreditur quatinus presbyteros suos ad utilitatem animarum suarum ad synodum transmittat. Quod cum frequenter rogasset et abbas prae timore vel amore non negaret, archiepiscopus consuetudinariae et quasi essent sub juris et ditionis suae honore ac dignitate, ad synodum et capitulum suum omnes presbyteros parochianosque eorum venire compulit.* » (Cf. KNOWLES, *op. cit.*, *Dwonside Review*, LI, 1933, p. 516).

¹⁴⁵. Henri I^{er} la confirme, à l'encontre de l'archidiacre de Canterbury, dans des termes qui font croire qu'elle n'avait pas été complètement supprimée au temps même de Scotland ; il veut « *ut abbas ita juste habeat consuetudines suas de presbyteris suis sicut Scollandus abbas melius habuit* » (charte insérée dans la *Chronique d'Elmham*, éd. HARDWICK, pp. 361-362).

¹⁴⁶. *Victoria history...*, Sussex, t. II, p. 52.

¹⁴⁷. DAVIS, *Regesta*, 62. Sur ce texte et sa valeur, *infra*, App. IX, p. 275.

¹⁴⁸. Cette étude a été faite par Dom KNOWLES (*art. cité*, *Dwonside Review*, L, 1932, pp. 218-222) qui a aussi consulté M. STENTON dont il donne les conclusions en appendice (*ibid.*, pp. 431-436). Ces travaux très sûrs atténuent les critiques trop systématiques

écartées¹⁴⁹, en déduire ceci : Guillaume a accordé à l'abbaye, sur le territoire d'une lieue alentour, la franchise des coutumes épiscopales, doublée de celle des coutumes duciales, sans qu'on soit très exactement fixé sur la formule exacte qu'il a employée. Il donnait, somme toute, à Battle, ainsi que Dom Knowles l'a déjà remarqué, un privilège presque, sinon tout à fait, identique à celui de Bury-Saint-Edmunds¹⁵⁰. Il est d'ailleurs à noter que, rompant avec les méthodes qu'il appliquait en Normandie, il accorde ce privilège lui-même, et par charte royale : sans doute faut-il en attribuer la cause à la personnalité de l'évêque Stigand de Chichester, peu bienveillant à l'endroit de Battle¹⁵¹.

Dans l'État anglo-normand, Guillaume et Lanfranc favorisaient les privilèges monastiques. Ils leur donnaient un caractère plus conforme à l'esprit de la réforme dont ils s'étaient faits les propagateurs. De la papauté, ils acceptaient les tendances, mais redoutaient l'ingérence ; observant ses directives générales, ils la tinrent finalement à l'écart, et c'est seulement à l'époque suivante que nous la verrons mêlée, avec Urbain II, aux privilèges monastiques normands.

de DAVIS (*Regesta*), qui avait taxé en bloc tous les documents de faux. Cf. Appendice IX, p. 272.

149. Cf. Appendice IX, p. 272, où l'on trouvera l'étude critique des textes.

150. KNOWLES, *op. cit.*, *D. Rev.*, 1932, p. 433.

151. On doit également noter que les cas de franchise des coutumes épiscopales paraissent moins nombreux, sous Guillaume, en Normandie qu'en Angleterre. Pourrait-on ajouter d'autres cas à celui de Battle ? A s'en tenir à la liste des juridictions monastiques donnée par Dom Knowles (*D. Rev.*, 1933), probablement pas : il est possible que la justice que l'abbé de Westminster exerçait dans les environs de l'abbaye date de cette époque-là, mais les textes sont trop suspects pour qu'on puisse être affirmatif (Knowles, 1932, pp. 415-416). Nous avons limité nos recherches aux abbayes citées par Dom Knowles (la liste de Dom BERLIÈRE, *Les archidiaconés...*, *Rev. Bén.*, 1928, p. 120, est moins complète).

CHAPITRE VIII

LES PRIVILEGES MONASTIQUES EN NORMANDIE DEPUIS LE PONTIFICAT D'URBAIN II JUSQU'A 1140

I. — LE PONTIFICAT D'URBAIN II (1088-1099)

Six mois après la mort du Conquérant, un an avant celle de Lanfranc, Urbain II était élu pape (12 mars 1088); résolu, dès le début, à reprendre sur tous les points la politique de Grégoire VII¹, quelque peu abandonnée par Victor III (1085-1088)², il allait gouverner l'Eglise à l'une des plus grandes époques de son histoire et bientôt présider le concile de Clermont (1095), qui montra d'un jour éclatant les progrès réalisés par la papauté depuis un demi-siècle et l'accroissement de son autorité.

Cette autorité, qu'Urbain II fit respecter avec plus d'intransigeance que Grégoire VII, il entendait en faire profiter les moines. Ancien prieur de Cluny, il proclame ceux-ci plus dignes que les clercs de remplir les fonc-

1. Il écrit aux évêques allemands, le lendemain de son élection (13 mars 1088) : « *De me ita credite sicut de beatissimo Gregorio, cujus ex toto sequi vestigia cupiens, omnia quae respuit, respuo, damnavit, damno, quae dilexit prorsus amplector* » (Jaffé, 5348, cf. FLICHE, *L'Europe occidentale de 888 à 1125*, p. 430). On lit, d'autre part, dans le *Liber pontificalis* (éd. DUCHESNE, II, p. 294) : « *Sex concilia celebravit... in quibus conciliis quicquid praedecessor suus Gregorius de stabilimento ecclesiae fecerat et ipse firmavit.* »

tions sacerdotales³ et sait les défendre avec énergie et succès contre les évêques⁴. Il est partisan de l'exemption et du rattachement direct des monastères exempts à Rome, c'est-à-dire, en somme, de la formule clunienne, exprimée cent ans plus tôt par Abbon de Fleury⁵ et dont Geoffroi de Vendôme allait bientôt se faire le nouvel et ardent protagoniste⁶. Urbain II a beaucoup développé cette exemption romaine⁷; son attitude n'était d'ailleurs que le prolongement de celle des pontificats précédents; nulle part elle n'innovait, sauf dans l'État anglo-normand, où les faibles successeurs du Conquérant, Robert Courteheuse et Guillaume le Roux, incapables de poursuivre la politique paternelle, ne surent pas arrêter l'ingérence pontificale désormais grandissante.

Le pape était d'ailleurs encouragé dans cette voie par les moines eux-mêmes, favorables à l'action pontificale qui les protégeait des évêques. Leur désir de dépendre uniquement du Saint-Siège apparaît, en Normandie, à Bellême et à Fécamp : dans le premier cas, il aboutit à une falsification d'acte; dans le second, à l'interprétation quelque peu déformée d'un privilège antérieur qui est

3. Concile de Nîmes (1096), c. 3 (MANSI, XX, 934).

4. *Infra*, pp. 189-190 et 194.

5. *Supra*, pp. 10-11.

6. Geoffroi, abbé de Vendôme (1093-1136), est partisan de l'exemption, non seulement comme chef d'un monastère exempt (COMPAIN, *Étude sur Geoffroi de Vendôme*, pp. 231-238), mais comme théoricien, dans ses écrits (*ibid.*, pp. 239-253).

7. Il l'a développée tant par l'octroi de privilèges nouveaux (FLICHE, *Le règne de Philippe I^{er}*, pp. 482-484) que par l'introduction, dans les bulles, d'une clause qui allait aboutir à réputer exempts tous les monastères placés en la propriété du Saint-Siège et lui payant le cens (P. FABRE, *Étude sur le « Liber censuum »*, pp. 94 sq.), et aussi par une tendance à vouloir rattacher directement à Rome les monastères alléguant un privilège antérieur, quel qu'il fût : c'est ainsi qu'il écrit aux chanoines de Saint-Martin de Tours, qui prétendaient avoir eu un évêque claustral : « *Et quia in quibusdam vestrae ecclesiae privilegiis proprium vobis habere episcopum concessum est, nos, eius vice, Romano vos sancimus specialiter adhaerere pontifici et graviores vestri causas ex eius pendere iudicio* » (JAFFÉ, 5631, cité d'après FRANK, *Die Klosterbischöfe*, p. 65).

présenté comme impliquant avant tout le rattachement direct à Rome qu'il n'avait qu'accessoirement prévu.

A. *Le privilège de Bellême*

L'église Saint-Léonard de Bellême, située dans le diocèse de Sées, était une collégiale de chanoines réguliers lorsqu'elle devint, en 1092, un prieuré de Marmoutier. L'acte constitutif de ses privilèges se présente comme la charte originale d'un seigneur de Bellême, Guillaume, qui, vers 1023-1027, aurait construit l'église pour accomplir une pénitence imposée par le pape et l'aurait dotée des privilèges suivants : soumission à la seule Église romaine (*solī Romane ecclesie subjectam*), franchise des coutumes épiscopales, exemption conditionnelle du pouvoir d'ordre du diocésain (au cas où celui-ci ne serait pas en communion avec le Saint-Siège ou refuserait d'en user gratuitement), exemption totale du pouvoir coercitif et de l'obligation synodale⁸. Tel est l'ordre même des

8. PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, n° CLXXVI, pp. 428-431 : « ... Ego, Guillelmus de Belismo... confessus sum peccata mea beate memorie pape Leoni...; ille vero... injunxit mihi ut in penitentiam ecclesiam quandam construerem, soli Romane ecclesie subjectam... Rediens autem Roma, oportuno tempore quo id peragere possem expectabam. Tandem... ecclesiam edificare cepi..., qua constructa volui eam ab omni episcopali et laicali consuetudine esse liberam et solutam, quatinus nulli potestati subjaceret... Quo peracto (la dédicace de l'église) dominus meus rex Francie et comes Normannorum, Richardus, et Richardus, Sagiensis episcopus, cum ceteris omnibus episcopis et baronibus supræmemoratis, fecerunt eam (ecclesiam) solutam et quietam ab omni subjectione... Istam liberationem et solutionem auctorizaverunt et confirmaverunt rex et pontifices omnes suprascripti et comites cum omni clero et populo qui cum illis erat ut stabilis et firma in perpetuum permaneret, et si quis in posterum archiepiscopus, sive episcopus, ipsam ecclesiam quocumque modo inquietare presumeret, ex apostolica auctoritate et omnium qui aderant anathematis vinculo sine recuperatione teneretur. Cujus auctoramenti summam sic diffinierunt ut crisma et oleum et ordines et omnia necessaria ipsa ecclesia requireret a quocumque episcopo vellet, ita dumtaxat si episcopus Sagiensis gratiam et communionem apostolice sedis non haberet, et si hec gratis et sine pravitate exhibere nollit, et si canonibus contrarius esset, et ut eam in eaque

clauses de l'acte qui, tout à la fin, porte une mention confirmative et un sceau plaqué de Philippe I^{er}, apparemment ajoutés soixante ans plus tard.

L'inauthenticité de ce document a été démontrée par Maurice Prou⁹, qui a successivement établi que la charte de Guillaume et la confirmation de Philippe I^{er} étaient fausses toutes les deux. Laissons de côté la seconde question qui ne concerne point notre sujet¹⁰ et venons-en à la charte elle-même. Voici par quels arguments Prou conclut à sa falsification : 1° les données historiques et les souscriptions ne concordent pas entre elles, et deux des prétendus témoins sont des personnages n'ayant jamais existé¹¹ ; 2° les formules d'exemption employées sont de la fin du XI^e siècle et non du début : Prou cite la clause *solī Romane ecclesie subjectam*, et plus encore celle de dispense du pouvoir d'ordre en cas de simonie du diocésain, qui n'apparaît, en effet, qu'au temps d'Alexandre II¹². Enfin, une notice d'un procès des environs de 1070-1078, relatif aux privilèges de l'église de Bellême, ne cite aucun document écrit parmi les moyens de preuve employés par les chanoines¹³.

Fort de ces judicieuses remarques, Prou avait conclu, dès 1902, que l'acte était un faux fabriqué à la fin du

Deo servientes nullo modo distringere, interdicare aut excommunicare posset, ad sinodum autem ire aut ad aliquem talem conventum cogere eos non valeret. »

9. L'étude de Prou, insérée d'abord dans les *Mélanges Paul Fabre* (*Examen de la charte de fondation de Saint-Léonard de Bellême, confirmée par Philippe I^{er}, ibid.*, 1902), reprise avec quelques modifications dans le *Recueil des actes de Philippe I^{er}* (1908), pp. CCXIX-CCXXXV, dispense de recourir aux travaux antérieurs cités *Recueil*, p. CCXIX).

10. PROU, *Recueil*, pp. CCXXIX-CCXXX.

11. Le pape Léon ne peut être que Léon VIII (963-965), et l'église ne pourrait avoir été construite avant 1006 (souscription de Fulbert de Chartres), voire 1023 (souscription d'Arnoul de Tours), ce qui ferait quarante ou soixante ans entre le vœu et sa réalisation; il n'y a pas d'archevêque Raoul de Rouen ni d'évêque Richard de Sées (Prou, *ibid.*, pp. CCXXI-CCXXIV).

12. PROU, *Recueil*, pp. CCXXVI-CCXXVIII.

13. PROU, *ibid.*, pp. CCXXX-CCXXXIII.

XI^e siècle¹⁴. Lorsqu'il reprit le problème, en 1908, il le poussa plus loin en utilisant un autre exemplaire de la charte, qui est contemporain du premier et n'en diffère guère que par l'absence de confirmation royale et de sceau, et aussi par l'omission, dans le texte, de la clause *solī Romane ecclesie subjectam*¹⁵. Prou fut très frappé de cette omission ; il en déduisit que la pièce nouvelle était probablement, non pas une copie du pseudo-original, comme on l'avait cru jusqu'alors, mais une première recension¹⁶. Observant, d'autre part, la trace de l'intervention des moines de Marmoutier dans le mode de placage du sceau, il en arriva à l'idée que la première recension datait du temps des chanoines (environ 1089), la seconde, du temps des moines (1092), qui avaient ajouté l'incise *solī Romane...*, la mention de confirmation royale et le sceau¹⁷. Somme toute, Prou discerne deux phases dans l'élaboration du faux ; à chacune d'elles aurait correspondu l'une des deux recensions conservées.

Or, les formules de privilège de la charte peuvent être également réparties en deux catégories : d'une part, la franchise des coutumes épiscopales¹⁸ ; d'autre part, le rattachement à Rome, l'exemption du pouvoir d'ordre,

14. Toute cette partie de l'argumentation de Prou existe dans les *Mélanges Paul Fabre* telle qu'elle fut reproduite, mot pour mot, dans l'*Introduction du Recueil*.

15. Cet exemplaire, conservé aux Archives de l'Orne (H 2151), est reproduit ci-dessous en photographie (planche II). Il est désigné par le sigle B dans l'édition de Prou.

16. PROU, *Recueil*, p. CCXXVI.

17. PROU, *Recueil*, pp. CCXXXIV-CCXXXV.

18. « Qua constructa (ecclesia), volui eam ob omni episcopali et laicali consuetudine esse liberam et solutam, quatinus nulli potestati subjaceret... Quo peracto, domnus meus rex Francie et comes Normannorum Richardus et Richardus Sagiensis episcopus, cum ceteris omnibus episcopis et baronibus supra memoratis, fecerunt eam solutam et quietam ab omni subjectione... Istam liberationem et solutionem auctorizaverunt et confirmaverunt rex et pontifices omnes suprascripti et comites cum omni clero et populo, qui cum illis erat. » La clause de liberté ab omni subjectione se présente comme un corollaire de la franchise des coutumes (voir aussi *infra*, p. 186, n. 30), et nous ne l'en distinguerons pas.

du pouvoir coercitif et de l'obligation synodale¹⁹. Nous allons essayer de montrer que la première phase de la falsification s'est limitée à la franchise des coutumes, et que les moines ont voulu, quelques années plus tard (deuxième phase), ajouter les clauses d'exemption : d'où l'amalgame insolite de formules différentes, arbitrairement réunies par le faussaire.

Observons de près la première recension²⁰. Il y manque, nous l'avons déjà vu, les mots *solī Romane ecclesie subjectam*. Quant aux autres clauses d'exemption, elles y figurent bien, bloquées tout à la fin — et il convient de noter que c'est un ordre bizarre, qu'elles viennent après la confirmation générale du privilège par le roi, les évêques et les grands, qui a l'allure d'une conclusion. Mais au moment précis où le texte les aborde (*Et si quis in posterum*), l'écriture change, devient plus grosse, l'encre plus noire²¹, et le parchemin accuse des traces de grattage : on peut conclure que ce passage a été ajouté après coup. Or, si l'on en fait abstraction, il ne reste plus que la clause de franchise. La première recension correspond donc à un faux de franchise de coutumes épiscopales.

Un autre argument vient à l'appui de cette thèse : avant 1092, l'église de Bellême n'a jamais bénéficié d'un autre privilège que la franchise. Voici par quels textes ce point peut être établi. Entre 1070 et 1078, les chanoines de Bellême eurent un différend avec l'évêque Robert de Sées. Robert était venu à l'église Saint-Léonard, il y avait chanté la messe et prétendu toucher l'offrande des fidèles. Les chanoines protestèrent, arrachèrent l'argent

19. « ... *solī Romane ecclesie subjectam (ecclesiam)*... *Sic diffinierunt ut chrisma et oleum et ordines, etc...* (jusqu'à la fin, *supra*, p. 181, n. 8).

20. Photographie, *infra*, planche II.

21. Cette différence de couleur d'encre n'est d'ailleurs pas aussi nette sur la photographie que sur le document lui-même. — Le changement d'écriture a été noté par PROU, *Recueil*, p. 430, note (t).

au clerc qui l'avait recueilli pour le prélat, mais ce dernier, furieux, les excommunia. L'affaire fut portée devant l'archevêque de Rouen, qui jugea en présence de Guillaume et de Mathilde et donna raison aux chanoines. Nous avons conservé deux notices de ce jugement²² qui diffèrent, comme l'a montré Prou, sur les modalités de la preuve apportée devant le juge et sur le rôle du roi dans la sentence²³, mais concordent sur les prétentions des chanoines. Or ceux-ci ne protestent pas contre la présence de l'évêque dans leur église; ils ne lui contestent pas le droit d'y chanter l'office, mais seulement celui d'y percevoir l'offrande, car, disent-ils, leur église est affranchie de toute coutume épiscopale. Et l'archevêque Jean d'ajouter, dit la première notice, « qu'il avait des églises dans son diocèse sur lesquelles il n'avait absolument aucune coutume ». De privilèges plus étendus que celui-là, il n'est pas question²⁴. Bien mieux, la seconde notice, citant notre document²⁵ — ce qui prouve qu'elle est postérieure à sa fabrication²⁶ —, résume le privilège qu'il accorde à l'église par cette seule phrase : « *Ut nullus*

22. BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche*, n° 3, pp. 9-10, et n° 4, pp. 10-12.

23. PROU, *Recueil*, pp. CCXXXI-CCXXXII (cf *supra*, p. 156, n. 81).

24. BARRET, *op. cit.*, n° 3, p. 10 : « *Dixit eciam Johannes archiepiscopus quasdam ecclesias in diocesi sua esse, in quibus ipse nullam omnino consuetudinem haberet.* »

25. BARRET, *op. cit.*, n° 3, pp. 9-10. Nous citerons encore le passage où le comte Roger de Montgomeri et les chanoines définissent le statut de l'église : « *Comes vero et nos qui aderamus dilucide enarravimus quomodo Guilelmus de Belismo supradictam ecclesiam ob peccatorum suorum veniam edificasset, et quomodo eam... liberam et solutam fecisset, et quod a die dedicationis ejusdem, archiepiscopus sive episcopus nullam omnino in ea consuetudinem habuisset, nec eam ullo modo excommunicare potuisset.* » Ce dernier membre de phrase s'explique par le fait que les chanoines venaient d'être excommuniés par l'évêque de Sées, mais il ne faudrait pas en conclure que la franchise des coutumes entraînât l'interdiction d'excommunier (sur ce passage, cf. PROU, *Recueil*, p. CCXXXII). La seconde notice définit ainsi l'objet de la réclamation des chanoines : « ... *Robertus, Sagiensis Ecclesie pontifex, tentavit ecclesie Sancti Leonardi de Belismo consuetudines, quas non debuit, imponere* » (BARRET, *op. cit.*, n° 4, p. 10).

26. PROU, *Recueil*, p. CCXXXIII.

*christianus in ea aliquam consuetudinem haberet*²⁷ ». A une formule analogue se limitent également la charte de donation de l'église de Bellême aux moines de Marmoutier (1092)²⁸ et le diplôme confirmatif de Philippe I^{er}²⁹, et, cependant, en de tels actes qui doivent déterminer très complètement la situation juridique de l'église, un oubli dans l'énumération des privilèges serait inconcevable. Enfin, les moines de Marmoutier eurent, en 1092, l'année même où ils acquirent l'église, un différend avec l'évêque sur le statut de celle-ci, qui est ainsi défini dans la notice du jugement : « Sachent nos frères, les moines de Marmoutier, que l'église Saint-Léonard, sise à Bellême, est libre et affranchie de toute coutume épiscopale, cléricale et laïque, de telle sorte que nul n'y puisse requérir de coutume³⁰. »

Ainsi l'église de Bellême n'a d'autre privilège que la franchise avant 1092 ; les clauses d'exemption ont été ajoutées plus tard. Pour achever de le prouver, nous montrerons qu'elles ont été copiées sur une bulle accordée par Urbain II, le 16 avril 1090, à l'abbaye de Marmoutier : leur introduction dans l'apocryphe est donc postérieure à l'acquisition de l'église par les moines.

27. BARRET, *op. cit.*, n° 4, p. 11. La charte de donation de l'église de Bellême aux moines de Marmoutier (1092) fait allusion à la première recension dans les mêmes termes : « ... *ecclesia... ab omnibus consuetudinibus absoluta, sicut in aliis litteris continetur* » (PROU, *Recueil*, n° CXXVIII, p. 325).

28. PROU, *Recueil*, n° CXXVIII, pp. 324-326 : Robert de Bellême donne l'église aux moines, « *ita solutam et quietam ut nullus episcopus, nullus clericus, nullus laicus, nulla persona consuetudinem aliquam in ea requirere possit* » (p. 325).

29. PROU, *Recueil*, n° CXXIX, pp. 327-328 : Guillaume de Bellême, le fondateur de l'église, avait rendu celle-ci « *quietam et liberam ab omni exactione laicali seu episcopali* » (p. 328).

30. BARRET, *op. cit.*, n° 15, p. 27 : « *Noverint fratres nostri, Majoris scilicet Monasterii monachi, ecclesiam sancti Leonardi, in Belismo sitam, ita ab omni episcopali vel clericali sive laicali consuetudine liberam et solutam, ut nullus christianus in ea aliquam consuetudinem requirere possit.* » Le texte continue ainsi : « *Eodem namque anno quo Robertus de Belismo nobis eam dedit, temptavit Girardus Sagiensis episcopus sue subjectioni sicut ceteras parochianas ecclesias in suo episcopatu sitas subijcere...* »

Si l'on compare, en effet, les formules de cette bulle avec celles de la charte, on est frappé de leur similitude, et même, sur certains points, de leur identité : Marmoutier y est déclaré *solī Romanae ecclesiae subditum*, reçoit l'exemption conditionnelle du pouvoir d'ordre et totale du pouvoir coercitif de l'archevêque de Tours dans les propres termes que l'on trouve dans l'apocryphe³¹.

La conclusion s'impose : il y a eu deux phases dans la falsification : 1° élaboration d'un acte de franchise des coutumes (première recension avant les remaniements de la fin); 2° addition à ce texte des clauses d'exemption par les moines qui ont tout d'abord remanié, après grattage, le premier document, puis l'ont recopié en insérant les mots : *solī Romane ecclesie subjectam* et en ajoutant la mention confirmative royale et le sceau.

Les deux opérations des faussaires une fois dégagées, il convient d'en préciser les dates. Prou croyait la première recension de 1089 environ, la seconde, de 1092. Le problème se pose désormais un peu différemment, et l'on doit distinguer le faux de franchise du faux d'exemption.

Le premier est sans doute de 1092. Il ne saurait être postérieur puisqu'il est cité dans deux documents de cette année-là³². Mais il y a aussi les plus grandes chan-

31. *Analecta juris pontificii*, t. X, c. 521-523 (Jaffé, 5435) : « ... Adjicientes et praecipientes ne quisquam deinceps archiepiscopus aut episcopus beati Martini Majus monasterium aut ipsius Majoris monasterii monachos pro ulla causa excommunicare praesumat... (libre élection de l'abbé). Electus autem a Turonensi archiepiscopo consecrationem accipiat, ita dumtaxat si gratiam et communionem Apostolicae Sedis habuerit, et si eam gratis et sine pravitate exhibere voluerit, omni professionis exactione seposita. Si quid vero horum obstiterit, ad Romanum pontificem consecrandus accedat, aut cui voluerit catholico episcopo consecrandum se offerat, qui nostra fullus auctoritate, quod postulabitur, impendat. Idem etiam de chrismate, de oleo sacro, de consecrationibus altarium sive basilicarum, de ordinatione monachorum qui ad sacros sunt ordines promovendi, praesentis paginae auctoritate sancimus quatinus hoc monasterium soli Romanae ecclesiae subditum de tanta libertate atque auctoritate in perpetuum gaudeat. »

32. Ces deux documents sont : 1° la charte-notice de la dona-

ces pour qu'il ne soit pas antérieur, et pour qu'il soit l'œuvre, non pas des chanoines, comme le pensait Prou, mais des moines : sinon, pourquoi l'archevêque de Tours figurerait-il parmi les souscripteurs ? D'ailleurs, le faussaire s'est trompé sur les noms de l'archevêque de Rouen et de l'évêque de Sées³³, alors qu'il est exact en ce qui concerne les prélats de Tours, Chartres, Le Mans et Angers : n'est-ce pas l'indice qu'il était plutôt tourangeau que normand, et que le faux de franchise lui-même fut fabriqué par les moines, très certainement à l'occasion du procès de 1092³⁴ ?

Quant au faux d'exemption, on ne saurait lui assigner de date plus précise qu'entre 1092 et 1096 environ. C'est l'époque d'un grand procès entre les moines de Marmoutier et l'archevêque de Tours au sujet de l'exemption. Sans doute, le prieuré de Bellême y fut-il étranger ; mais de telles luttes apportent par elles-mêmes le trouble générateur de faux, et il est fort possible que ces événements aient été, sinon la cause indirecte, du moins une circonstance favorable de la falsification. Au surplus, quelques mots sur ce conflit éclaireront sur sa gravité et feront mieux comprendre le rapprochement que nous suggérons.

Il débuta peu avant 1086³⁵. L'archevêque de Tours, Raoul de Langeais, était allé, selon la coutume, en pèlerinage à Marmoutier et y avait célébré l'office. Il était

tion de Bellême à Marmoutier (PROU, *Recueil*, n° CXXVIII, p. 325 : « *sicut in aliis litteris continetur* », cf. PROU, p. CCXXXIII) ; 2° la notice du procès de 1092 (BARRET, *op. cit.*, n° 15, p. 28 : « ... *ostendit... Rotbertus de Belismo... per privilegia et precepta ipsius ecclesie.* »

33. *Supra*, p. 182, n. 11.

34. C'est probablement à cette époque-là aussi que fut rédigée la seconde notice du procès de 1070-1078. Elle est très probablement du temps des moines, puisque les chanoines sont désignés ainsi : « *canonici, qui tunc aderant* » (BARRET, n° 4, p. 11).

35. Notre source est la *Notitia seu libellus de tribulationibus... Majori-monasterio injuste illatis*, H. Fr., XIV, 93-98. Cf. Dom MARTÈNE, *Histoire de l'abbaye de Marmoutier* (éd. C. CHEVALIER), t. I (1874), pp. 512-526.

accompagné d'un clergé et d'un peuple nombreux qui durent se livrer à des excès. Toujours est-il que l'abbé protesta auprès de l'archevêque et déclara qu'à l'avenir il ne souffrirait plus de tels abus. Mécontent, l'archevêque excommunia l'abbé qui s'adressa au légat du pape, Amat d'Oloron; le légat annula la sentence. Sur ces entrefaites, l'archevêque mourut (1086 ou 1087), mais son successeur, un autre Raoul, reprit la lutte de plus belle, à tel point que la chronique dit « qu'avec Raoul de Langeais le monastère sentait la griffe de l'ours, mais qu'avec son successeur il était dans la gueule du lion ³⁶ ».

Urbain II prit la défense des religieux, et déclara au nouvel archevêque qu'il ne recevrait le pallium que s'il faisait la paix avec les moines. Puis, le 16 avril 1090, il accorda aux moines la bulle d'exemption, celle-là même dont devaient s'inspirer les moines, quelques années plus tard, pour interpoler la charte de Bellême ³⁷.

L'affaire n'en demeura pas là. L'archevêque se calma quelque temps, jusqu'à ce qu'il eût obtenu le pallium, mais, sitôt qu'il en fut revêtu, il repartit en guerre contre les moines. Lassés, ceux-ci en saisirent à nouveau les légats du pape, Hugues de Die et Amat d'Oloron, qui, après d'infructueuses tentatives d'entente aux conciles de Brioude et d'Autun, en 1094, excommunièrent l'archevêque au synode de Dol (fin 1094).

L'année suivante (1095) se tint, sous la présidence d'Urbain II, le célèbre concile de Clermont. Le pape y fit reprendre l'enquête du procès de Marmoutier et donna gain de cause aux moines. Ce ne fut d'ailleurs pas sans quelques protestations d'évêques trouvant excessifs les privilèges du monastère, mais Urbain II leur imposa silence et affirma devant le concile le droit du Saint-Siège

36. Cette image est la traduction très libre, empruntée à DE MORRY (*Urbain II et les bénédictins de Marmoutier*, *Rev. hist. de l'Ouest*, XI, 1895, pp. 538-549), d'un passage de la *Notitia* (H. Fr., XIV, 96-97).

37. *Supra*, p. 187, n. 31.

en fait d'exemption. « Le pape a le droit, dit-il, de scinder un diocèse en plusieurs aussi bien que d'en grouper plusieurs en un seul ; de même pour les monastères ; il peut enfin, sans que personne ait le droit de lui résister, faire entrer tout établissement ecclésiastique dans le domaine de saint Pierre³⁸. » Urbain II ne s'en tint pas à ces déclarations. Il confirma, par une nouvelle bulle (novembre 1095)³⁹, le privilège de 1090. Enfin, en 1096, il vint à Marmoutier et procéda lui-même à la consécration de la nouvelle église, menaçant d'anathème ceux qui troubleraient désormais la paix du monastère⁴⁰.

La leçon à tirer de ce procès, c'est que Marmoutier le gagne grâce à l'appui de la papauté. Sans l'action directe des légats et du pape lui-même, l'archevêque eût peut-être triomphé, ou, du moins, la victoire des moines eût été plus pénible. Dès le début de l'affaire, Marmoutier avait obtenu d'Urbain II qu'il déclarât le monastère « *solī Romanæ ecclesiæ subditum* » : une telle clause résumait toutes les autres en donnant à l'ensemble des privilèges la valeur d'une exemption romaine ; à n'en pas douter, elle avait puissamment aidé les moines dans leur lutte, et l'on ne saurait être surpris que ceux-ci aient cherché et réussi à faire profiter leur prieuré de Bellême du statut de l'abbaye ; d'où la seconde opération de faux à laquelle ils se sont livrés.

En agissant de la sorte, ils bouleversaient le régime antérieur de l'église Saint-Léonard. Prou s'est montré surpris que les privilèges de la charte fussent toujours appliqués à l'église, jamais aux chanoines, et qu'on ne trouvât point dans le texte d'expression telle que « *clerici ibidem Deo famulantes* », fréquentes dans les bulles de cette époque⁴¹. Cela s'explique par le fait que la fran-

38. H. Fr., XIV, 98. Nous empruntons la traduction de Dom LECLERCQ, dans l'*Histoire des Conciles*, t. V, 1^{re} part., p. 405, n. 1.

39. JAFFÉ, 5587.

40. *Dedicatio ecclesiæ Majoris-Monasterii*, H. Fr., XIV, 99-100.

41. PROU, *Recueil*, p. CCXXIV.

chise initiale n'exemptait pas les chanoines; elle leur valait seulement la possession des coutumes épiscopales sur leur église et sur le territoire dépendant. On saisit là une différence entre le privilège de franchise des coutumes et le privilège d'exemption : tandis que le premier est territorial, le second est surtout personnel, et, avant tout, il vise à protéger les moines.

Un véritable problème se posait d'ailleurs pour les religieux de Marmoutier détachés à Bellême en 1092 : fallait-il étendre au prieuré le privilège de l'abbaye ? La question, d'ordre général, préoccupait les esprits depuis que Cluny, sans y jamais parvenir, avait tenté de la résoudre uniformément par l'affirmative⁴²; plus heureux, les moines de la Trinité de Vendôme avaient réussi, en 1075, à obtenir de Grégoire VII que la défense faite aux évêques d'excommunier et d'interdire s'appliquât à leurs églises⁴³ — Pascal II, en 1102, allait préciser : à leurs prieurés⁴⁴ —, tandis qu'Urbain II avait prévenu l'évêque de Saintes que le décret d'exemption pris au concile de Clermont en faveur de la Trinité visait tout moine (*quemlibet monachorum*) de cette abbaye⁴⁵. La bulle du 16 avril 1090, pour Marmoutier, était moins extensive; elle parlait seulement des « *monachi ejusdem loci* », des « *monachi ipsius Majoris monasterii* », et ce n'est que dix ans plus tard, le 19 novembre 1100, que Pascal II comprit, dans le privilège,

42. DE VALOUS, *Le monachisme clunisien*, II, pp. 135-140.

43. MÉTAIS, *Cartulaire de l'abbaye... de Vendôme*, n° 252 (t. I, pp. 400-401) : « ... neque etiam subditas praedicto loco ecclesias, ubicumque sint, excommunicare, vel interdicere cuiquam liceat. » La formule est reprise dans la bulle d'Urbain II, du 24 novembre 1098 (MÉTAIS, n° 366, t. II, p. 112; JAFFÉ, 5714).

44. MÉTAIS, n° 407 (t. II, p. 165; JAFFÉ, 5899) : reprise du même texte (note préc.) avec substitution du mot « *cellas* » au mot « *ecclesias* ». Il faut adopter la date de 1102, donnée par JAFFÉ et par PELUGK-HARTTUNG, *Acta pont. rom. ined.*, III, n° 26, pp. 22-23, qui a publié le texte, et non pas la date de 1103, donnée par erreur par Métais.

45. 14 mars 1097-1099 (MÉTAIS, n° 369, t. II pp. 120-121); cf. aussi n° 370. Ces textes seraient probablement de 1099, d'après COMPAIN, *op. cit.*, p. 206.

les « *fratres cellarum vestrarum* »⁴⁶ : la question, on le voit, était en pleine évolution. Les moines du prieuré de Bellême n'attendirent pas la décision de 1100 ; en falsifiant la charte, ils atteignirent le même résultat.

*B. Le procès de l'abbaye de Fécamp
et l'interprétation nouvelle de ses privilèges*

A la même époque que les moines de Marmoutier, ceux de Fécamp, entrés en conflit violent avec l'archevêque de Rouen, n'en triomphèrent que grâce à l'appui du pape ; mûs par les nécessités nouvelles, ils présentèrent leur exemption comme impliquant avant tout le rattachement direct à Rome.

Une telle interprétation n'était, d'ailleurs, pas complètement inexacte : la bulle de Benoît VIII avait, on l'a vu, accordé à l'abbaye la protection apostolique et la réserve au Saint-Siège des cas d'excommunication⁴⁷. Toutefois, les diplômes de 1006 et même cette bulle de 1016, adressée au duc et non pas à l'abbé et reconnaissant que l'église de Fécamp était une église ducale, avait mis l'accent sur l'indépendance du monastère vis-à-vis du diocésain bien plutôt que sur la soumission à l'égard de Rome⁴⁸.

Au surplus, la papauté n'était jamais intervenue à Fécamp depuis 1016 : c'était le duc Robert qui, en 1028, avait conseillé au successeur de Guillaume de Volpiano, l'abbé Jean, de se faire bénir par l'évêque d'Avranches⁴⁹, et aucun légat du pape n'avait paru ni dans les ordinations et consécrationes d'églises faites, à plusieurs reprises, par des prélats étrangers⁵⁰, ni dans la réclama-

46. JAFFÉ, 5847.

47. *Supra*, p. 37.

48. *Supra*, pp. 36-37.

49. *Appendice de Saint-Gabriel au Chronicon Fiscamnense*, LABBE, *Bibl. nova*, I, 325 (MIGNE, CXLVII, 443). Cf. *infra*, p. 262.

50. *Appendice de Saint-Gabriel au Chronicon Fiscamnense* (*H. Fr.*, XI, 363-364) : il y eut ainsi cinq fournées d'ordinations

tion adressée, en 1060, à l'évêque d'Évreux qui, de son chef, avait condamné un moine à l'exil pour bris de trêve⁵¹. Par contre, le duc Guillaume, toujours aussi bienveillant pour l'abbaye que l'avaient été ses pères⁵², n'hésite pas à y agir, parfois même à l'encontre des désirs de l'abbé, notamment lorsqu'il transfère Vital de l'abbatiai de Bernay (monastère dépendant de Fécamp) à celui de Westminster et choisit Osbern pour le remplacer⁵³; il y fait procéder, en 1075, à la cérémonie de la consécration à Dieu de sa fille Cécile par l'archevêque Jean d'Avranches⁵⁴ : bref, il n'y a rien de changé depuis Richard II, et si, vers 1050, l'abbé Jean est envoyé en mission à Rome auprès de Léon IX⁵⁵, c'est peut-être à sa situation personnelle qu'il le doit, mais il n'y va certainement pas au titre, qu'il ne semble pas avoir jamais revendiqué, d'abbé exempt dépendant directement du pape⁵⁶.

Sous Urbain II, la situation se retourne, et c'est à propos d'un conflit avec l'archevêque Guillaume Bonne-âme. Celui-ci, à la suite d'une grave difficulté avec Robert Courteheuse qui lui avait pris Gisors pour le don-

en 1049, 1052, 1055-1058 (*supra*, p. 40, n. 49), 1055-1066 (sous l'épiscopat de Maurille, par l'évêque d'Évreux Guillaume) et 1067-1071 (par l'évêque d'Évreux Baudouin). La seconde fois, en 1055, l'archevêque Robert de Canterbury procéda également à la dédicace des églises de Saint-Benoît et Saint-Valery de Fécamp.

51. Il est à noter que, dans cette affaire, l'abbé ne craint pas de demander appui à l'archevêque Maurille, qui était, on le sait, ancien moine de Fécamp (lire la lettre adressée par Jean et Maurille à l'évêque d'Évreux, MARTÈNE, *Thes. anecd.*, I, 206; cf. L. DELISLE, *B. E. C.*, 1857, p. 255, et J. YVER, *L'interdiction de la guerre privée dans le très ancien Droit normand*, *loc. cit.*, p. 313).

52. C'est au prieuré Saint-Gervais de Rouen, dépendant de Fécamp, qu'après avoir été blessé devant Mantes, il se fait transporter et meurt le 9 septembre 1087 (ORD. VITAL, t. III, p. 227).

53. Références *supra*, p. 42, n. 53.

54. ORD. VITAL, V, 2, t. II, p. 303.

55. Il fut malmené par les habitants de la campagne romaine qui n'aimaient pas les Normands (voir la lettre qu'il écrit au pape, MIGNE, CXLIII, 797-800).

56. C'est par suite d'une erreur que BÖHMER (*Kirche und Staat*, p. 183) a écrit, sans référence, qu'Alexandre II avait confirmé l'exemption de Fécamp.

ner à Philippe I^{er} ⁵⁷, avait jeté l'interdit sur la Normandie et prétendait y englober l'église de Fécamp (1090). Les moines refusèrent de s'y soumettre, invoquant l'exemption, mais l'archevêque les frappa d'anathème. Sur ces entrefaites, l'abbé revint, accourant d'Angleterre; il alla trouver Guillaume Bonne-âme, se prévalut lui aussi du privilège de son abbaye, mais ne put fléchir le prélat. Il lui fallait un appui, c'est au pape qu'il s'adressa. Urbain II envoya deux légats dont l'un, Herbert Losinga, était ancien prieur de Fécamp ⁵⁸, avec mission de les priver du pallium. Le duc intercéda en faveur de l'archevêque et obtint des légats qu'ils lui rendissent le pallium à condition qu'il fit sa soumission au pape. La notice qui relate ces événements ajoute qu'Urbain II expédia une bulle, aujourd'hui disparue, confirmant les privilèges de Fécamp ⁵⁹. Nous ignorons la date exacte des différentes péripéties du conflit; nous savons seulement qu'il a commencé en 1090, fut à son point le plus critique en 1093 et s'est terminé en 1094 ⁶⁰.

Ainsi, c'est le pape qui avait fait triompher les moines; c'est vers lui qu'ils s'étaient spontanément tournés. Le conflit eût-il éclaté trois ans plus tôt, nul doute qu'ils ne se fussent adressés au duc. En 1090, ils ne le pouvaient plus : Robert Courteuse, affaibli par sa guerre contre son frère, indifférent, d'ailleurs, à l'égard de l'abbaye de Fécamp dont il allait, en plein milieu du procès (1091), abandonner la garde à Guillaume le Roux ⁶¹, et peut-être

57. Philippe I^{er} avait aidé Robert dans sa lutte contre Guillaume le Roux : telle était la raison de l'abandon de Gisors.

58. *Supra*, p. 42, n. 53. Sur cette légation, cf. HELENE TILLMANN, *Die päpstlichen Legaten in England*, p. 19.

59. *G. Ch.*, XI, *instr.*, 18-19 (*H. Fr.*, XIV, 68-69). L'on ne connaît plus aujourd'hui le manuscrit d'où cette notice est tirée, mais Dom RUINART (*Vita B. Urbani II*, 46, MIGNE, CLI, 53) est garant de son ancienneté; par contre, la bulle avait déjà disparu de son temps et il n'a pas pu en retrouver le texte (*ibid.*).

60. Sur ces dates, cf. BÖHMER, *Kirche und Staat* : 1090, p. 143, n. 2; 1093, p. 146; 1094, p. 146, n. 1. Voir aussi DAVID, *Robert Curthose*, p. 82.

61. GUIL. DE MALM., *Gest. reg.*, IV, 307, éd. STUBBS, t. II, p. 363. Cf. BÖHMER, *op. cit.*, p. 142, n. 3.

même favorable à l'archevêque puisqu'il intercédait en sa faveur, était tout à fait incapable de poursuivre la politique paternelle et d'être d'un secours quelconque aux moines. Ceux-ci avaient donc cherché et trouvé appui auprès du pape⁶².

Un tel changement d'attitude les incitait à interpréter quelque peu différemment leur privilège d'exemption, et c'est la tendance qu'on observe dans les arguments qu'ils invoquèrent et plus encore dans le *Liber de Revelatione*, rédigé à cette époque. Voyons d'abord leurs arguments du procès, résumés dans la notice. Lorsque l'archevêque leur enjoignit d'observer l'interdit, ils refusent, « car ils se souviennent, dit le texte, qu'ils ne sauraient être soumis qu'au seul vicaire apostolique de saint Pierre, sans excepter personne⁶³. Ils s'en souviennent (*meminissent*); l'avaient-ils donc oublié? Le *Liber de Revelatione* est encore plus éloquent, et voici comment il analyse la bulle de Benoît VIII. Le pape, dit-il, « libéra et ravit l'église de Fécamp du joug, de la sujétion et de la coutume de tous les évêques, il l'établit et la prit sous le gouvernement et sous le patronage de la seule église romaine ». Et le chroniqueur d'insister : « Il établit, dis-je, que l'église de Fécamp fût soumise à la seule église romaine et qu'elle demeurât déliée et complètement libre du pouvoir des autres églises, à la façon de Cluny⁶⁴. »

En réalité, Benoît VIII n'en avait pas tant accordé à Guillaume de Volpiano; il avait bien pris « le comte Richard et son église » sous la protection de saint Pierre,

62. C'est d'ailleurs d'une façon générale que le courant pro-romain se développe, sous le règne de Robert, dans le clergé normand (BÖHMER, *op. cit.*, p. 144), aussi bien que dans le clergé anglais au même moment (BROOKE, *op. cit.*, pp. 162-163). Les légats du pape viennent plus fréquemment (TILLMANN, *op. cit.*, pp. 19 sq.).

63. *G. Ch.*, XI, instr., 18 : « ... prior et monachi... respondere se cessare non posse, quia meminissent soli apostolico subditos fore, nemine excepto, vicario Beati Petri, et post ipsum suo ab-bati. »

64. Texte *supra*, p. 59, n. 65.

mais il y a plus qu'une nuance entre une telle formule et l'assertion de la chronique. Quant à l'assimilation de l'exemption de Fécamp à celle de Cluny, effective en ce qui concerne le régime de la consécration de l'abbé⁶⁵, s'il y a un point sur lequel elle ne saurait être faite, c'est précisément le rattachement à Rome⁶⁶. Mais les formules : « *sub solius Romanae ecclesiae gubernatione* » (*Liber de Revelatione*), « *soli apostolico subdito... vicario* » (notice du procès) servaient les desseins des moines, et c'est pourquoi ceux-ci l'employaient. Elles sont analogues à celles de Bellême et de Marmoutier et reflètent la même tendance.

Elles ont une portée générale et doivent être ramenées au grand courant d'idées qui, dans l'État anglo-normand, opposait partisans et adversaires de l'influence romaine. Le texte de la notice est, à cet égard, très instructif : c'est la primauté romaine qui y est exaltée; les moines rappellent que, selon l'Écriture, « le siège saint, romain et apostolique est la tête de toutes les églises, et que ce qu'il a lié reste lié, ce qu'il a délié reste délié⁶⁷ ». L'expression de principes aussi élevés, où l'on croirait retrouver la pensée d'Anselme⁶⁸, ne pouvait manquer de valoir une réponse : c'est l'« Anonyme d'York » qui l'apporta. Cet auteur très original, né en Normandie vers 1050, clerc de l'église de Rouen jusqu'aux toutes dernières années du XI^e siècle, puis attaché à celle d'York, « publiciste » avant la lettre⁶⁹ et si ardent adversaire de l'esprit romain qu'il « semble presque anticiper les atta-

65. *Supra*, p. 34.

66. *Supra*, pp. 36 sq.

67. *G. Ch.*, XI, *instr.*, 18 : « *Monachi autem scientes scriptum, quod Deo magis quam hominibus oporteat obedire, reminiscens sanctam, Romanam et Apostolicam sedem omnium caput ecclesiarum fore, et quod illa ligaverit, ligatum, quod solverit, solutum manere.* »

68. Sur les idées d'Anselme, cf. BROOKE, *op. cit.*, pp. 151, 162-163.

69. BÖHMER, *op. cit.*, p. 267. La biographie de l'Anonyme d'York a été reconstituée par cet auteur (pp. 259-266). BROOKE s'y est rallié, au moins pour la première partie (*op. cit.*, pp. 158-159).

ques du XIV^e siècle contre la papauté⁷⁰, retourna aux moines leurs propres arguments. « L'autorité des Pères, dit-il, bien plus, Dieu lui-même, a ordonné que l'église de Rouen fût la tête et la mère de l'église de Fécamp, et que celle-ci fût son membre et sa fille. D'ailleurs, cette ordonnance est sainte et salutaire, car l'église de Rouen a reçu la première la parole de Dieu; la première, elle a cru; unie la première à l'époux céleste, elle a même porté en son sein l'église de Fécamp jusqu'à ce que le Christ se fût formé en elle; elle lui a donné le Saint-Esprit criant en son cœur : « *Abba pater.* » Tout ce que l'église de Fécamp a de « chrétienté », tout ce qu'elle a de grâce céleste, tout ce qu'elle a de « sacrements » spirituels, c'est l'église de Rouen qui le lui a tout entier donné. » En échange de ces bienfaits, poursuit-il, elle n'en reçoit que du mal, « car celle-ci se soulève contre elle d'un esprit enflé d'orgueil...; elle nie qu'elle soit fille de sa mère..., se juge son égale..., résiste à l'ordonnance divine et ne redoute pas la sentence de l'Apôtre disant : « Que toute âme soit soumise aux puissances supérieures! Il n'y a de puissance que venant de Dieu !⁷¹ »

Somme toute, l'Anonyme d'York fondait son argumentation sur l'antériorité de l'église de Rouen par rapport à celle de Fécamp⁷². De même, peu d'années plus tôt, il avait attaqué la primauté romaine en déclarant,

70. BROOKE, *op. cit.*, p. 157.

71. Texte *infra*, p. 300 (p. j., n° 4).

72. Dans un autre passage de son œuvre, l'Anonyme d'York attaque l'exemption en général (ch. III, éd. BÖHMER, *Kirche und Staat*, pp. 449-452). Il débute par la citation de saint Paul (*Rom.*, XIII, 1) qui termine le chapitre relatif à Fécamp. Puis il développe l'idée que l'exemption est contraire à la volonté de Dieu; que ce sont les évêques, et non pas les abbés, qui sont les successeurs des apôtres et qui ont reçu la mission de parler au nom du Seigneur; que la véritable liberté n'est pas celle que l'on oppose à l'évêque, mais celle dont parlent saint Jean et saint Paul : « *Si te filius liberaverit, vere liber eris* » (*Joh.*, VIII, 36). — « *Si spiritus Domini in te fuerit, et vera libertas* » (*II Cor.*, X, 29). En voulant se libérer de l'autorité épiscopale, les moines se conduisent en mauvais fils de l'Eglise et méritent le châtement dont parle l'Écriture : « *Qui maledixerit patri vel matri, morte moriatur* » (*Ex.*, XXI, 17).

dans des termes identiques, que l'église de Jérusalem avait été fondée avant celle de Rome ; « qu'elle avait porté en son sein toutes les autres églises » (et, par conséquent, celle de Rome) « jusqu'à ce que le Christ se fût formé en elles », et qu'elle avait donc droit à leur respect filial ⁷³.

Sur ce terrain de l'antériorité, tout exprès choisi pour la lutte, il semblait que les moines de Fécamp n'eussent pas de réplique à opposer ; cependant, quelques années plus tard, ils créaient une légende des origines de leur abbaye, qui leur permettait de riposter : ils prétendirent avoir découvert et conserver dans leur église la relique du Précieux Sang du Christ.

Joseph d'Arimathie, dirent-ils, ayant enseveli le corps du Sauveur, avait été aidé par Nicodème, qui recueillit le sang figé des plaies, le garda pieusement et, avant de mourir, le confia à son neveu Isaac. Celui-ci, sur l'ordre de Dieu, l'enferma, enveloppé dans un vase de plomb, au cœur d'un figuier qu'il jeta aux flots : le figuier aborda aux rives de Fécamp, où il fut trouvé, au temps de saint Clément, par un compagnon de saint Denis, Bos. On appela le lieu : le champ du figuier (*Ficus campus*, Fécamp). C'est à l'emplacement du tronc de l'arbre, miraculeusement désigné par un cerf, que l'église de Fécamp fut élevée par saint Vaninge. Plus tard, lorsque Richard I^{er} entreprit de la reconstruire, un écrit, retrouvé par bonheur, lui révéla l'existence du tronc qui fut découvert sous un autel. C'est ainsi que Richard I^{er} connut le Précieux Sang et le fit enfermer dans la muraille de l'église ⁷⁴.

Telle était la légende dont on peut, à moins de trente ans près, fixer la date de création : elle était connue, vers

⁷³. *Apologia archiepiscopi Rothomagensis*, M. G. H., *Libelli de lite*, III, 659.

⁷⁴. Le texte latin relatant la légende a été publié par H. OMONT, dans le *Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie*, 1913, et O. KAJAVA, *Études sur deux poèmes français relatifs à l'abbaye de Fécamp*, pp. 24-35 (analyse pp. 54-61).

1120, de Baudri de Bourgueil⁷⁵, mais n'existait pas encore lorsque fut composé, entre 1079 et 1108 et probablement peu après 1090⁷⁶, le *Liber de Revelatione*. Celui-ci présente, en effet, une version différente des origines de l'abbaye : il ignore le Précieux Sang et ne remonte pas plus haut que saint Vaninge (VII^e siècle), mais il raconte une autre légende de sang miraculeux : lors de la dédicace de l'église par Richard I^{er} (990), un prêtre des environs de Fécamp, nommé Isaac, avait vu, dit-il, tandis qu'il célébrait le saint sacrifice, le pain se changer en chair et le vin en sang; il était accouru auprès de Richard et des évêques qui, ayant constaté le miracle, avaient fait recueillir la chair et le sang dans l'église de Fécamp⁷⁷. Le processus de cette légende-ci à l'autre apparaît clairement : dans les deux cas, on retrouve Isaac (tour à tour comme prêtre du X^e siècle et comme neveu de Nicodème)⁷⁸, ainsi que Richard I^{er}, qui a toujours tenu une grande place dans les traditions poétiques de l'abbaye⁷⁹.

C'est donc approximativement entre 1090 et 1120 que les moines ont inventé leur légende du Précieux Sang, dont les rapports avec celle du Saint-Graal ont depuis longtemps frappé les historiens⁸⁰. Peut-être même peut-on préciser davantage et admettre comme probable, avec Leroux de Lincy, que l'auteur du *Liber de Revelatione* soit aussi celui de la légende du Précieux Sang⁸¹ : il aurait lui-même transformé les données miraculeuses, et

75. KAJAVA, *op. cit.*, pp. 12-13.

76. Sur ces dates, cf. Appendice V, *infra*, pp. 261-262.

77. *Liber de Revelatione*, éd. LANGFORS, c. 17; MIGNE, CLI, 717-718 (c. 16).

78. Cette très juste remarque a été faite par A. LEGRIS, *Le Précieux Sang de Fécamp* (*Rev. cath. de Normandie*, XXIV, 1915-1916, p. 284).

79. J. BÉDIER, *Richard de Normandie dans les chansons de gestes, Les légendes épiques*, 2^e éd., t. IV (1921), pp. 1-18.

80. KAJAVA, *op. cit.*, p. 11. A l'étude de LEROUX DE LINCY (citée *ibid.*, cf. note suiv.), il faut ajouter JESSIE L. WESTON, *The legend of Perceval*, t. II (1909), pp. 268-282.

81. LEROUX DE LINCY, *Essai historique et littéraire sur l'abbaye de Fécamp*, p. 93 (cité KAJAVA, *op. cit.*, p. 13).

le changement daterait de l'extrême fin du XI^e siècle ou du début du XII^e, c'est-à-dire de l'époque où les esprits, préoccupés de la croisade, étaient hantés par les souvenirs du Golgotha⁸².

Nous voici ramenés au temps où l'Anonyme d'York tirait de l'antériorité de l'église de Rouen son argument majeur contre l'exemption de Fécamp. Les moines pouvaient lui répondre, quelques années plus tard, que leur église possédait une relique plus antique et plus vénérable que celles de la cathédrale, et que Fécamp avait été choisi par Dieu comme lieu saint avant Rouen. Une telle réplique fut-elle effectivement présentée ? Nous ne savons pas, mais nous sommes en droit de penser qu'elle a pu l'être, tant elle eût correspondu aux idées de l'époque. Aussi bien, entre 1129 et 1135, les moines de Glastonbury liaient, dans une chronique célèbre, les privilèges de leur abbaye à ses légendes, et prétendaient, par la plume de Guillaume de Malmesbury, que leur église datait des temps apostoliques, qu'elle était la première construite dans la région et avait été, pour ce motif, consacrée par le Christ lui-même, et qu'elle n'était par conséquent pas soumise à l'évêque⁸³. Les rapports entre Fécamp et Glas-

82. KAJAVA, *op. cit.*, pp. 12-13.

83. GUILLAUME DE MALMESBURY, *De antiquitate Glastoniensis ecclesiae* (éd. 1^o GALE (1691), repr. MIGNE, CLXXIX., 1683-1734 ; 2^o HEARNE, *Adam de Domerham...*, Oxonii, 1727, 2 vol., t. I, pp. 1-222 ; sur ces édit., cf. FARAL, *La légende arthurienne*, t. II, p. 407. Nous citons les passages ci-dessous d'après Migne, après avoir vérifié la concordance avec Hearne). — Cette chronique faisait remonter à saint Philippe la création de l'église (MIGNE, 1683), qui aurait été dédiée par le Christ lui-même : « *Et cum haec in hac regione prima fuerit, ampliori eam dignitate Dei Filius insignivit, ipsam videlicet in honorem suae matris dedicando* » (MIGNE, 1684). L'attribution des douze manses de terre (XII *hidae*) à l'église, origine de sa juridiction sur douze paroisses, datait aussi de cette époque (*ibid.*, 1683). — La dédicace par le Christ, poursuivait la chronique, avait valu plus tard (première moitié du VI^e siècle) un grand miracle : comme l'archevêque saint David de Menevia, ignorant l'intervention du Christ, s'apprêtait à procéder à la dédicace de l'église, qu'il croyait n'avoir jamais été faite, le Christ lui apparut et lui apprit que l'église avait été consacrée par lui-même et qu'il commettrait un sacrilège en recommençant (*ibid.*, 1691). (Sur ces passages, qui appartiennent au texte primitif du « *De antiqui-*

tonbury furent trop étroits à la fin du XI^e et au XII^e siècle pour que l'on ne soit pas tenté de faire le rapprochement⁸⁴.

Lors du procès de 1090-1093, sur lequel nous nous sommes si longuement étendu, et qui eut, en effet, une influence profonde sur l'évolution ultérieure des privilèges de l'abbaye, les moines de Fécamp s'étaient préoccupés seulement d'insister sur le rattachement direct à Rome de leur privilège d'exemption. Leur juridiction sur les douze paroisses, qui, nous l'avons démontré, était d'origine extra-pontificale et n'avait pu, en aucun cas, être englobée dans la confirmation de Benoît VIII⁸⁵, était encore tenue à l'écart de Rome, mais ce n'était plus pour bien longtemps, et les deux privilèges devaient bientôt se rejoindre sous l'égide commune de la papauté.

Le premier signe du changement apparaît dans le *Libër de Revelatione* : la tradition diplomatique des deux chartes de Richard s'y révèle déjà obscurcie, le diplôme de Richard II du 30 mai 1006 est passé sous silence, l'acte interpolé de Richard I^{er} est présenté comme le titre unique des deux privilèges de Fécamp, confirmé par Benoît VIII⁸⁶. Cette tentative d'unir l'exemption et la juri-

tate », cf. FARAL, *La légende arthurienne*, t. II, pp. 421-422 et 424; voir aussi F. LOT, *Glastonbury et Avalon, Romanica*, XXVII, 1898, p. 549). La chronique mêle d'un bout à l'autre les légendes et les privilèges. — La légende d'une consécration par le Christ apparaît aussi à Saint-Denis à la même époque (LEVILLAIN, *Saint-Denis, B. E. C.*, 1930, p. 9, cf. LIEBMANN, *La consécration légendaire de la basilique de Saint-Denis, Le Moyen Age*, XLV, 1935, pp. 252-264; dans le texte publié par cet auteur, les privilèges et la légende sont aussi associés, pp. 262-263).

84. Dès le temps de Guillaume le Conquérant, les moines de Glastonbury doivent abandonner le chant grégorien pour celui qui était en usage à l'abbaye de Fécamp (*De antiq.*, *ibid.*, 1730). — On sait, d'autre part, le rôle capital joué par l'abbaye de Glastonbury dans la formation de la légende arthurienne (FARAL, t. II, pp. 402-460) et les rapports entre cette légende et celle du Précieux Sang (*supra*, p. 199, n. 80). Au XII^e siècle, Henri de Sulli, abbé de Fécamp (1140-1189), est le neveu de Henri de Blois, évêque de Winchester et abbé de Glastonbury (1129-1171).

85. *Supra*, pp. 50-63.

86. *Supra*, pp. 58-60.

diction allait bientôt recevoir un encouragement de la papauté : le 23 novembre 1103, Pascal II confirmait l'exemption de Fécamp; et, parmi les biens dont il lui assurait la possession paisible, il citait nommément toutes les églises affranchies des coutumes, et elles seules⁸⁷. Sans doute ne précisait-il pas quels avantages particuliers l'abbaye avait sur elles; mais leur citation suffit à prouver que le pape s'y intéressait déjà. Ainsi se dessinait en 1103 cette tendance à l'union des deux privilèges par le pape, qui allait dominer leur histoire au XII^e siècle et dont les premiers symptômes se révèlent dès Urbain II⁸⁸.

Il se dégage, en effet, cette conclusion que le pontificat d'Urbain II marque, en ce qui concerne les privilèges monastiques normands, une époque de transition. Par certains côtés, il rappelle le temps de Guillaume et de Lanfranc, par d'autres, il annonce le XII^e siècle, et l'on peut même assez exactement, semble-t-il, délimiter le courant qui s'achève et le courant qui naît.

Au premier, nous rattacherons la constitution de nouveaux territoires de juridiction. Nous n'en avons pas parlé plus tôt, car, dans notre période, ce n'est plus qu'un fait accessoire : le seul exemple d'octroi de franchise dont on soit sûr est celui du Bec (1091-1093)⁸⁹. En somme, le mouvement créateur, encore demeuré très vif dans les dernières années du règne de Guillaume, se ralentit sous Urbain II pour disparaître au XII^e siècle⁹⁰.

87. PFLUGK-HARTTUNG, *Acta pontif. ined.*, I, p. 75, n° 83 (JAFFÉ, 5957).

88. En 1095, Urbain II confirme la juridiction de l'abbé d'Aurillac sur la paroisse du bourg (JAFFÉ, 5563).

89. *Supra*, pp. 172-173. Peut-être faut-il aussi attribuer à l'époque d'Urbain II l'acte de Geoffroi de Montbray pour Saint-Étienne de Caen (*supra*, p. 167, et texte, p. j., n° 3), qui n'est pas daté et dont on peut seulement affirmer (quant au *terminus ad quem*) qu'il est antérieur à 1093 (p. 168) : il y a toutefois des raisons de le supposer plus ancien (avant 1083, p. 168, n. 121).

90. Les diplômes de Henri I^{er} pour Montebourg (1107-1122, Arch. Manche, H 8164, pièce 1, communiqué par notre confrère et ami M. Henry Chanteux, qui voudra bien trouver ici l'expression de

Il est un autre point sur lequel l'époque d'Urbain s'enchaîne à la précédente : c'est la lutte contre les usurpations, et tout d'abord celles des laïques auxquels le concile de Rouen de 1096 interdit formellement de posséder les coutumes épiscopales et la justice spirituelle⁹¹. S'ils les ont accaparées, ils devront les restituer à l'évêque lui-même et non pas à des monastères⁹² qui, en aucun

nos remerciements), pour Saint-Étienne de Caen (Arch. Calv., H 1843, communiqué par M. Chanteux), et pour Saint-Pierre-sur-Dives (1108), où la possession de l'église de Fel, qui est qualifiée d'affranchie des coutumes épiscopales, est confirmée aux moines (SAUVAGE, *Les diplômes de Henri I^{er}... pour l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dive*, extr. des *Mém. de la Soc. d'hist. de Norm.*, 12^e série, tir. à part, pp. 14-15); de Henri II pour Saint-Étienne de Caen (éd. DELISLE-BERGER, n^o 154, t. I, pp. 275-276), et pour l'église d'Yvrandes (*ibid.*, n^o 438, t. I, 569), sont des confirmations de privilèges antérieurs. — Il faut prendre garde également que, dans d'assez nombreux cas, le texte le plus ancien citant la juridiction est du XII^e siècle, ce qui ne veut pas dire que celle-ci ne soit pas antérieure : ainsi à Saint-Germain-des-Prés (bulle d'Adrien IV du 7 mars 1159, POUFARDIN, *Recueil*, n^o CXXI, t. I, p. 180; cf. FRANÇOISE JEAN-LEROUX, *Le bourg Saint-Germain-des-Prés, Pos. des thèses... de l'École des Chartes*, 1934, p. 87), Corbie (1157, *Cartul. noir*, Bibl. Nat., ms. lat. 17.758, f^o 48), Rebais (1128, *supra*, p. 135, n. 55; *infra*, p. 217), Faremoutiers (1138 environ, *supra*, p. 135, n. 56; *infra*, p. 218), Jouarre (1128, *supra*, p. 135, n. 57; *infra*, p. 217). Nous avons montré la relation existant entre le privilège de juridiction de ces cinq abbayes et l'immunité ecclésiastique dont elles jouissaient dès le VII^e siècle (*supra*, pp. 133-135 : ce n'est évidemment pas du XII^e siècle que date leur juridiction, mais c'est à cette époque-là qu'elle fut pour la première fois contestée (Corbie, Rebais, Faremoutiers, Jouarre), ou que la papauté y fit allusion dans une bulle (Saint-Germain-des-Prés) : d'où la date tardive des plus anciens textes. De même à Saint-Albans, où il n'y a aucune trace certaine avant le début du XII^e siècle (KNOWLES, *Dwons. rev.*, 1933, p. 517). A Jumièges, nous ne connaissons l'existence d'une justice de l'abbé sur les paroisses de Jumièges, du Mesnil-sous-Jumièges, de Yainville (et chapelle du Trait) que par un texte du XIII^e siècle (BEAUREPAIRE, *Inv. somm. des arch. dép.*, S. I., série G, t. I, p. 6). — Hors de la région que nous avons étudiée, on constate le même fait à Gellone, où le premier texte est de 1146 (TISSEY, *L'abbaye de Gellone*, Paris, 1933, p. 180). Toutefois, la juridiction de l'abbé de Tongerlo (Prémontrés, dioc. de Cambrai) ne remonte pas plus haut que 1133 (LAMY, *L'abbaye de Tongerlo*, Louvain, 1914, pp. 340-347).

91. Concile de Rouen (1096), c. 7 (BESSIN, *Concilia*, I, 78) : « *Nul-
lus laicus habeat consuetudines episcopales vel justitiam quae
pertinet ad curam animarum.* »

92. Vers 1090, le vicomte Néel accorde la franchise des coutumes épiscopales à l'abbaye de Saint-Sauveur-le-Vicomte (L. DELISLE,

cas, ne sauraient conserver d'autels — et à plus forte raison de coutumes épiscopales — sans un titre épiscopal ou papal⁹³. Urbain II et les évêques normands de 1096 faisaient donc entendre la même voix que les réformateurs grégoriens. Le renouvellement périodique des mêmes défenses, que nous retrouverons encore au temps d'Innocent II, prouve à quel point l'abus était invétéré et les prescriptions conciliaires mal observées. Néanmoins, l'étau se resserrait contre les propriétaires laïques. Il se resserrait aussi contre les monastères, sous forme, non d'interdiction absolue, mais seulement de limitation, et l'obligation du titre que leur imposait Urbain II, en même temps qu'elle allait provoquer une nouvelle floraison de faux dans la première moitié du XII^e siècle, paraît aux usurpations futures et donnait une arme aux évêques pour combattre certaines usurpations passées.

Le pape, en réclamant un titre aux monastères pour qu'ils aient le droit de posséder des autels, prévoit que ce pourra être un privilège apostolique — une bulle. La question des autels et celle des coutumes épiscopales sont trop voisines l'une de l'autre⁹⁴ pour que nous ne fassions pas ici le rapprochement qui s'impose. Urbain II, en affirmant hautement, au concile de Clermont de 1095, le droit pontifical d'accorder des autels, annonçait, en quelque sorte, l'ingérence romaine dans le privilège de juridiction, qui est l'un des faits nouveaux et capitaux du XII^e siècle.

Histoire... de Saint-Sauveur-le-Vicomte, pièces just., n. 45, p. 50 : « *Concedo etiam ut abbatia sit libera et quieta ab omnibus consuetudinibus episcopalibus et aliis que ad me pertinent* ». Il s'agit probablement, quoique le texte puisse prêter à double sens, d'un abandon de coutumes antérieurement possédées par Néel, sinon l'autorisation de l'évêque serait exprimée (et même, à l'époque où nous sommes, la franchise eût été accordée par acte épiscopal, cf. *supra*, pp. 158 sq.).

93. Concile de Clermont, c. 7 (MANSI, XX, 817) : « *Ut altaria congregationibus canonicorum vel monachorum per personas data, mortuis personis, libera redeant in manus episcoporum, nisi fuerint illis per eorum scripta vel privilegia confirmata.* »

94. *Supra*, pp. 86-88.

II. — 1100-1140

De même qu'il avait fallu plus d'un demi-siècle d'efforts entre la venue de Guillaume de Volpiano et la victoire définitive de l'esprit de réforme en Normandie, de même nous verrons les tendances apparues au temps d'Urbain II mettre près d'un demi-siècle à triompher. Dans ces périodes de préparation, le travail de l'esprit est intense, mais il n'influe pas encore directement sur les faits, et l'historien des institutions observe peu de résultats.

La bulle de Pascal II pour Fécamp, du 23 novembre 1103, indiquait bien, cependant, quelle direction on allait suivre. L'exemption y est confirmée, les progrès réalisés au cours du XI^e siècle sont consolidés⁹⁵, et surtout le pape, en citant les églises de la juridiction, montre qu'il s'y intéresse déjà⁹⁶. Toutefois, il ne précise pas

95. La bulle reconnaît en effet le libre choix de l'évêque pour l'ordination des moines. On sait que les textes de 1006 et 1016 ne l'avaient point accordé, explicitement du moins, mais l'usage s'en était pris assez vite, semble-t-il (*supra*, p. 39 et n. 46, et p. 40).

96. *Supra*, p. 202. La liste que la bulle donne de ces églises permet de reconstituer le développement territorial de la juridiction. Aux douze églises primitives (liste *infra*, App. X), elle ajoute celles de Saint-Gervais de Rouen (une charte de Guillaume le Conquérant prétend établir que cette église est affranchie « *ab omni servitio archiepiscopali... sicut Fiscampni abbazia*, DELISLE, *Histoire... de Saint-Sauveur-le-Vicomte*, pièces just., n° 43, pp. 47-48, mais c'est un faux, DELISLE, *ibid.*, p. 47, n. 2, et HASKINS, *op. cit.*, append. B, n° 11, p. 263), de Fontaine-le-Bourg (*Sancta Maria de Guasto*, donnée à l'abbaye par Richard II, cf. charte de 1025, *Neustria pla*, p. 217 ; parmi les prêtres ordonnés entre 1055 et 1066, figure *Hunfredus de S. Maria de Watto*, *H. Fr.*, XI, 364), de Saint-Aubin-sur-Scie et de Tourville (ces églises appartenaient à l'abbaye dès 1025-1026, HASKINS, *op. cit.*, n° 6, p. 258 ; parmi les prêtres ordonnés à Fécamp en 1049, on relève *Hugo Turvillae*, *supra*, p. 40, n. 49), de Hennequeville, au diocèse de Lisieux (le domaine de Hennequeville est donné à Fécamp par Richard II le 30 mai 1006, HASKINS, *op. cit.*, p. 254 ; une charte de l'abbé Jean, 1028-1079, cite « *Hugo, clericus Heldechinville*, *Bibl. Nat.*, Moreau, vol. 21, f° 24), et, au diocèse de Bayeux, de Saint-Gabriel (acquise en 1058, *Chron. Fiscamnense*, MIGNE, CXLVII, 480). — Après 1103, le territoire de

de quel privilège elles bénéficient : l'ingérence romaine se pressent ici plutôt qu'elle n'existe déjà ; nous sommes au début d'une évolution.

Deux ans après (6 janvier 1106), Pascal II allait plus loin en ce qui concerne les églises de la juridiction de l'abbaye Saint-Père de Chartres : il confirme et définit la franchise dont elles sont gratifiées (« *a synodo et circada et ab omni consuetudine et ab omni inquietatione, sive ab omni exactione justicie* »), mais il prend bien soin de dire que ce n'est pas lui, mais l'évêque, qui l'a instituée⁹⁷. L'évêque, c'est Yves de Chartres, dont la forte personnalité de canoniste accroît beaucoup l'intérêt du texte. Yves, qui paraît avoir été favorable à la franchise des coutumes épiscopales⁹⁸, avait confirmé celle que son prédécesseur Geoffroi avait accordée aux moines de Saint-Père⁹⁹; à son tour le pape intervient. L'acte de

la juridiction ne varia plus guère : la bulle de 1119 (*infra*, p. 207, n. 103) ajoute l'église d'Évèquemont et, en Angleterre, celle de Steyning (l'abbaye possédait cette église dès 1054, KEMBLE, 890, t. IV, p. 229 ; la confirmation de Guillaume le Conquérant, de 1085, porte : « *cum legibus et consuetudinibus* », Arch. S. I., 7 H 2151, DAVIS, *Regesta*, 206 ; autre confirmation de Guillaume, DAVIS, 253 ; le DAVIS, 112, est un faux, cf. HASKINS, *op. cit.*, n° 12, p. 263) ; l'acte de Hugues d'Amiens (milieu du XII^e s.) ajoute encore Pleinesève (BESSIN, *Concilia*, II, 21), et, désormais, le territoire de la juridiction est fixé une fois pour toutes : les changements intérieurs qui surviendront (érection d'églises nouvelles, mutations de chapelles en églises) n'en modifieront pas la composition (*infra*, App. X, p. 277).

97. GUÉRARD, *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, pp. 257-259, t. II, n° 1 (JAFFÉ, 6067) : « ... *Altaria sex, videlicet..., sicut a venerabili fratre nostro Ivone episcopo institutum est, sine ulla redemptione ulterius habenda, libera et quieta a synodo et circada et ab omni consuetudine et ab omni inquietatione, sive ab exactione justicie...* »

98. En 1099, il accorde aux moines de Marmoutier la franchise des coutumes épiscopales pour l'église qu'il leur permet de construire à Francheville (MABILLE, *Cartul. de Marmoutier pour le Dunois*, n° 158, pp. 148-149). Il est à noter qu'Yves agit à la prière de la comtesse de Blois, Adèle, fille du Conquérant. La même année, il donne aux moines de Saint-Jean-en-Vallée « *altare... de Morentiaco cum parte synodi ad altare pertinentis, necnon et ecclesiam de Mundonis-villa liberam a synodo et circada et omni exactione* » (G. Ch., VIII, *instr.*, 306).

99. Dès 1084, Geoffroi avait affranchi l'église de Brézolles (GUÉRARD, *op. cit.*, p. 244, t. I, n° 19) et, deux ans plus tard, les cinq

Geoffroi est de 1086, celui d'Yves de 1093 et la bulle de 1107; les trois textes se copient, le pape n'ajoutant rien aux deux premiers et insistant sur le caractère épiscopal du privilège qu'il corrobore : voilà l'ordre chronologique des documents et leurs rapports réciproques. On en peut déduire que le pape est déjà mêlé au privilège de juridiction, mais ne le réglemente pas encore.

En cette même année 1106, la Normandie tombait aux mains de Henri I^{er} Beauclerc. C'était le plus jeune des trois fils du Conquérant. Il tenta de remédier, tant en Angleterre (1100-1135) qu'en Normandie (1106-1135), à l'anarchie déplorable que ses aînés avaient provoquée¹⁰⁰, et reprit la politique de son père. Il lutta contre le courant pro-romain qui s'était développé dans le clergé, surtout régulier¹⁰¹; mais, s'il fit preuve, parfois, de beaucoup d'habileté — notamment en soutenant, à plusieurs reprises, des abbés contre leurs évêques qui voulaient exiger d'eux le serment d'obédience¹⁰² —, et s'il paraît même avoir connu jusque vers 1130 quelque succès dans son entreprise — on ne relève, de 1106 à 1130, d'autre bulle d'exemption que celle de Calixte II pour Fécamp, qui reprend les formules de Pascal II sans rien ajouter¹⁰³ —, il ne put pas étouffer les tendances nouvelles : l'élévation de Hugues d'Amiens, ancien moine de Cluny, au siège métropolitain de Rouen, en 1130, consacra leur triomphe définitif¹⁰⁴.

autres églises (*ibid.*, pp. 246-247, t. I, n° 21). En 1093, Yves (1091-1116) confirme la franchise de six églises (*ibid.*, pp. 265-266, t. II, n° 6).

100. LUCHAIRE, *Les premiers Capétiens*, dans LAVISSE, *Hist. de France*, 112, pp. 293-294. Voir aussi la description de l'état de la Normandie en 1106, faite par Henri I^{er} à Calixte II en 1119 (*ibid.*, p. 295).

101. Références *supra*, p. 195, n. 62.

102. Chanoine PORÉE, *Histoire de l'abbaye du Bec*, t. I, pp. 299-301.

103. JAFFÉ, 6776.

104. Sur la politique religieuse de Henri I^{er}, cf. BÖHMER, *op. cit.*, pp. 273-283 (Normandie); mêmes tendances en Angleterre (*ibid.*, pp. 203-310, et BROOKE, *op. cit.*, pp. 164-174). Dom KNOWLES (*Dwons. rev.*, 1932, p. 426) écrit qu'en ce qui concerne les privi-

L'attitude de Henri I^{er} explique qu'à certains égards l'on observe, jusque vers 1130-1140, la persistance de règles datant de l'époque de Guillaume le Conquérant, notamment en ce qui concerne le privilège de juridiction. Divers textes, relatifs à la juridiction des moines de Saint-Léonard de Bellême sur le cimetière de Saint-Léonard et la paroisse de Saint-Martin du Vieux-Bellême, nous apportent à ce point de vue-là des renseignements très instructifs.

A côté de l'église Saint-Léonard de Bellême, les moines de Marmoutier possédaient l'église Saint-Martin-du-Vieux-Bellême. Ils l'avaient acquise avant l'autre, dès 1050-1064¹⁰⁵, et, vers 1074, l'évêque de Sées reconnaissait n'en devoir toucher rien d'autre qu'une redevance annuelle d'une livre d'encens et d'une livre de poivre¹⁰⁶. L'église bénéficiait, somme toute, d'une franchise partielle de coutumes — ou plutôt de redevances, *ab omni reddito*¹⁰⁷ —, moins complète, mais du même ordre que celle revendiquée à la même époque par les chanoines de Saint-Léonard¹⁰⁸. Lorsque, en 1092, les moines de Marmoutier acquirent l'église Saint-Léonard, les deux églises Saint-Léonard et Saint-Martin furent unies dans leur patrimoine, la seconde fut considérée comme donnée et rattachée à la première¹⁰⁹, mais ceci n'empêchait pas

lèges monastiques anglais « avec l'avènement d'Innocent II en 1130, commence l'énorme masse des documents pontificaux ».

105. BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche*, n° 5, pp. 13-16. Hugues de Rocé la leur donna « *cum terra scilicet omni quae ad altare pertinent ipsius, atque cum sepultura, cum oblatione, cum decima...* », et il ajoute : « *... omnes videlicet ex illa (terra altaris) consuetudines dono* » (p. 14).

106. BARRET, *op. cit.*, n° 12, p. 22 : « *Notum sit omnibus... quod Rotbertus... episcopus aecclesiam Sancti Martini... omni reddito qui ad episcopatus censum pertinet liberam absolutamque fecit, tali... tenore ut, per singulos annos... libram turis Sagiensi ecclesie rependat et in usibus episcopi libram resolvat piperis.* »

107. Note précédente. Sur cette formule et sa signification, *supra*, pp. 170-172.

108. *Supra*, pp. 184-185.

109. L'acte de Robert de Bellême, de 1092, porte : « *Per ipsos etiam (ipsos = les deux personnages venus à Marmoutier opérer solennellement le transfert de l'église Saint-Léonard à celle de*

l'évêque de Sées de distinguer les privilèges de l'une et de l'autre, de spécifier que, si l'église Saint-Léonard était affranchie « *ab omni episcopali, vel clericali sive laicali consuetudine* », celle de Saint-Martin devait la redevance d'encens et de poivre¹¹⁰.

Sur la paroisse de Saint-Martin, le « prier de Saint-Léonard et de Saint-Martin »¹¹¹ exerçait la justice spirituelle à propos de laquelle il fut en conflit, entre 1092 et 1123, avec le doyen de Bellême. Le prier s'était saisi d'une affaire d'adultère qu'il prétendait juger « comme un doyen, *ut decanus*¹¹² ». Le doyen de Bellême s'était plaint à l'évêque de Sées, Serlon, qui avait fait comparaître le prier. Celui-ci soutint qu'il possédait sur le cimetière et dans le ressort (*villa*) de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême « le droit de doyenné, la justice du sang, la violation de cimetière et toute la justice épiscopale » moyennant le cens annuel d'une livre d'encens et d'une livre de poivre. Il ajouta, « par respect pour l'évêque », qu'il attendrait le dimanche suivant pour juger l'adultère afin que le prélat, s'il l'estimait bon, pût lui envoyer son représentant avec lequel il rendrait sa sentence ; sinon il jugerait seul. A peu de jours de là, avant le dimanche, l'évêque fit dire au prier qu'il n'enverrait personne ; le prier jugea et condamna la femme adultère à lui donner, sur son avoir, un bœuf et une vache avec sa génisse¹¹³.

Marmoutier) *misit domnus abbas Bernardus* (de Marmoutier) *de eodem capitulo, sancto Leonardo donum de ecclesia sancti Martini Veteris Belismi, quod donum posuit Willelmus monachus de Vivonio super altare sancti Leonardi, jussu Bernardi abbatis* » (PROU, *Recueil*, n° CXXVIII, p. 325).

110. Acte de 1092, BARRET, *op. cit.*, n° 15, pp. 27-28.

111. « *Prior sancti Leonardi seu Beati Martini Veteris Belismo* » (référence *infra*, n. 113).

112. Les moines de Worcester prétendaient aussi, en 1092, exercer une juridiction décanale (MANSI, XX, 754).

113. BARRET, *op. cit.*, p. 30-31. L'éditeur date l'acte de 1092-1100. Il n'explique pas pourquoi il choisit 1100, et il semble qu'on ne puisse adopter d'autre *terminus ad quem* que la date extrême de l'épiscopat de Serlon (1123).

En 1117, c'est avec l'archidiacre, et non plus le doyen, que les moines sont en conflit. L'archidiacre réclamait, sur le cimetière de Saint-Martin, le tiers de l'archidiaconat. Les moines prétendaient qu'ils l'avaient en entier, aussi bien sur le cimetière que sur l'église. L'évêque accorda les parties en décidant que les moines auraient tout l'archidiaconat, mais qu'ils devraient une redevance annuelle d'une livre de poivre à l'archidiacre pour le tiers réclamé par lui. En outre, ajoute le texte, les moines lui donnèrent séance tenante vingt sous, monnaie du Mans, « pour qu'il acceptât plus volontiers » — ce qui semble indiquer que la transaction ne se fit pas sans quelque difficulté de sa part ¹¹⁴.

Tous ces litiges, où la juridiction seule est en cause, se résolvent sans l'intervention du pape. Aussi bien, deux chartes des seigneurs de Bellême, de 1112-1113 et 1126, font-elles une distinction très nette entre l'église Saint-Léonard, rattachée à Rome, et l'église Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, dans la paroisse de laquelle est située la première, et qui, cependant, n'a pas de lien particulier avec le Saint-Siège ¹¹⁵. Un nouveau conflit, qui survint en 1126 entre les moines et, cette fois-ci, l'évêque de Sées, et qui concerne le statut des deux églises, nous éclaire davantage encore.

L'évêque de Sées, Jean, qui avait succédé à Serlon deux ans plus tôt (1124), s'attaqua aux moines de Bellême de façon, semble-t-il, assez systématique, et leur reprocha en même temps, et de ne pas rétribuer suffisamment les clercs desservant les églises de Dancé et de Saint-Martin-du-Vieux-Bellême, et d'avoir usurpé l'église

¹¹⁴. BARRET, *op. cit.*, n° 19, pp. 31-32.

¹¹⁵. L'acte de Guillaume, comte de Pontieu et seigneur de Bellême (1112-1113), distingue « *ecclesiam Sancti Leonardi Belismensis... ecclesiam ergo illam soli Romane ecclesie subditam* » et « *ecclesiam quoque Sancti Martini Veteris Belismi, in cujus parochia illa Sancti Leonardi sita est* » (BRUNEL, *Recueil des actes des comtes de Pontieu, 1026-1279, Coll. de doc. inéd.*, Paris, 1930, n° XVIII, pp. 32-33). L'acte de Rotrou (1126) reprend les mêmes termes (BARRET, *op. cit.*, n° 21, pp. 33-35).

Saint-Léonard dont ils auraient autrefois, disait-il, indûment chassé les chanoines. Les deux chefs d'accusation étaient très distincts et allaient être portés devant des juges différents. C'est précisément ce partage de compétence qui doit retenir notre attention.

La question de la rétribution des clercs fut jugée par Henri I^{er}. L'évêque voulait exiger que les moines fussent tenus d'affecter à leur subsistance, outre la portion d'un muid de froment jugée insuffisante, un tiers ou au moins un quart de la dîme ; les moines déniaient à l'évêque le droit de fixer la part des desservants ; ils étaient libres, disaient-ils, de l'établir comme ils l'entendaient, pourvu qu'elle fût convenable. Le roi trancha en leur faveur ¹¹⁶.

Au contraire, c'est le légat du pape, l'évêque Gérard d'Angoulême, qui, sur commission d'Honorius II, se saisit par évocation (*ante nos evocavimus*) de la plainte relative à la propriété de l'église Saint-Léonard que l'évêque revendiquait, soutenant qu'elle avait naguère appartenu à des chanoines et qu'elle leur avait été arrachée à tort par les moines. Ceux-ci — qui auraient pu répliquer, nous dit le texte, en montrant leurs titres de propriété — opposèrent la prescription trentenaire, constatée par témoins. Et le légat leur donna gain de cause (1127) ¹¹⁷.

L'évêque perdait sur toute la ligne. Il voulut faire sa paix avec les religieux, et, pour fixer les termes d'un accord, c'est devant Henri I^{er}, assisté de l'archevêque de Rouen, que les parties revinrent (1127). L'accord précise dans les détails le statut et les privilèges des églises, et, notamment, la juridiction des moines dont le légat du pape n'avait pas parlé. Voici quelle compétence leur est reconnue : en ce qui concerne Saint-Léonard, droit de réconcilier l'église, le cimetière et les bâtiments atte-

116. BARRET, *op. cit.*, n° 23, pp. 36-38. L'évêque accusait également les moines de laisser tomber leurs églises en ruine; Henri I^{er} ne paraît pas l'avoir suivi non plus sur ce point-là.

117. BARRET, *op. cit.*, n° 24, pp. 38-40.

nants, sauf en cas de violation par adultère ou homicide, et de toucher l'amende de tous les forfaits¹¹⁸ ; en ce qui concerne Saint-Martin, attribution des forfaits sur le cimetière et sur la population du bourg dépendant, moyennant la redevance, déjà citée, de poivre et d'encens à l'évêque et à l'archidiacre¹¹⁹.

L'intervention conjointe du duc et de l'archevêque, qui rappelle la procédure en usage au temps du Conquérant¹²⁰ ; l'action réduite du légat, limitée à la question de propriété de l'église¹²¹ et apparemment écartée de celle de la juridiction des moines (même sur l'église et le cimetière de Saint-Léonard, qui sont cependant rattachés au Saint-Siège), prouvent que la résistance de Henri I^{er} à l'ingérence croissante de Rome était aussi efficace dans la matière des privilèges monastiques que dans les autres¹²². Mais, après 1130, cette résistance allait être débordée, et l'on constate la reprise des progrès, désormais décisifs, de la papauté.

Cette reprise se marque par une nouvelle série d'apocryphes fabriqués à Saint-Quen de Rouen. Si l'on relit la sentence du légat relative à Bellême, il est un fait qui

118. Le texte ajoute que, si le *castrum* de Bellême est frappé d'interdit, les moines et leurs servants ne seront pas contraints de l'observer (référence note suiv.).

119. BARRET, *op. cit.*, n° 25, pp. 40-43. Sur la violation et la réconciliation des cimetières, cf. A. BERNARD, *La sépulture en droit canonique du décret de Gratien au concile de Trente*, Paris, 1933, pp. 44 sq., et notamment pp. 48 et 49.

120. On sait notamment que, entre 1070 et 1078, le procès relatif à la franchise des coutumes épiscopales de l'église Saint-Léonard de Bellême fut jugé par Guillaume assisté de l'archevêque (*supra*, p. 156, n. 81).

121. Cette intervention est d'ailleurs conforme à tout le droit du XII^e siècle, où les questions de propriété relatives aux abbayes exemptes relèvent essentiellement du Saint-Siège. Les textes de Fécamp offrent maints exemples, et nous voyons des légats juger des litiges concernant les dîmes appartenant aux moines, tant au possesseur (Bibl. de Rouen, ms. 1207, f° 26 r°, 1181-1185; 33 bis r°-34 bis r°, 1191-1198) qu'au pétitoire (Arch. S. I. 7 H 40, 1181-1185; ms. 1207, f° 31 bis r°, 32 bis v°, 1194 ou 1195; 26 v°, 1218), ou bien des affaires de patronage d'église (ms. 1207, 34 bis v°, 1180; Arch. S. I., 7 H 25, 1181-1185, etc...).

122. *Supra*, pp. 207-208.

frappe l'esprit : les moines, ayant à prouver leur propriété de l'église, invoquent la prescription et ne produisent point de titres. Ce n'est pourtant pas qu'ils en manquent, et le texte prend d'ailleurs bien soin de dire qu'ils ont affirmé, lors du débat, pouvoir démontrer, s'il était besoin, la légitimité de leur acquisition et le rattachement initial de leur église au Saint-Siège, faisant ainsi allusion aux diplômes de 1092 et à la charte fausse de Guillaume de Bellême¹²³. Mais ils ne les ont pas versés au dossier. Comment expliquer cette omission sinon par le fait qu'ils n'avaient point de bulle dans leurs archives, et que, lorsqu'il s'était agi pour eux, à la fin du XI^e siècle, de forger un titre de soumission directe à Rome, ils avaient fabriqué une fausse charte et non pas une fausse bulle¹²⁴ ?

Vers 1130, ce sont quatre fausses bulles qui sortirent du *scriptorium* des moines de Saint-Ouen. L'origine du litige qui mit aux prises leur abbé, Rainfroi, avec l'archevêque Hugues d'Amiens et à propos duquel ces falsifications furent faites, nous est inconnue; mais nous savons, par la charte du prélat qui le termina, qu'il porta sur la prétention des religieux à être exempts et directement rattachés à Rome, et que ceux-ci invoquèrent des lettres apostoliques « *in quibus continebatur ecclesiam sancti Audoeni esse Romane ecclesie specialis filia nec alicui deberet obedientiam nisi Romane ecclesie* »¹²⁵. Ces lettres n'embarrassèrent d'ailleurs pas beaucoup l'archevêque, qui n'hésita pas à les taxer de fausses (*ea esse*

123. Sur ces textes, cf. *supra*, pp. 181-192.

124. *Supra*, *ibid.* Ils devaient être d'autant plus gênés de cette lacune dans leurs archives que le moyen de preuve tiré de la prescription n'était pas à l'abri de toute réplique de l'évêque; celui-ci déclarait avoir introduit son instance dès 1120, au concile de Beauvais (MANSI, XXI, 259), c'est-à-dire vingt-huit ans seulement après l'acquisition de Saint-Léonard par les moines.

125. Arch. S. I., 14 H 151. Cette charte de Hugues d'Amiens, non datée, serait de 1130 d'après Dom POMMERAYE, *Histoire de l'abbaye de Saint-Ouen*, pp. 163-164 et 391, et *G. Ch.*, XI, 138 et 144.

falsa) : ce sont, en effet, quatre évidents apocryphes attribués aux papes Vigile (537-555), Grégoire le Grand (590-604) Martin I^{er} (649-653) et Léon II (682-683)¹²⁶; ils sont l'œuvre d'un faussaire maladroit qui a imité gauchement des bulles du XII^e siècle, et qui, aux clauses d'exemption du pouvoir d'ordre et du pouvoir coercitif de l'archevêque (*sic*)¹²⁷, a ajouté celle de franchise des coutumes et de juridiction sur les malfaiteurs de l'église¹²⁸. Hugues d'Amiens refusa de reconnaître l'exemption et admit seulement la juridiction des moines sur la paroisse dépendant du monastère, qu'il confirma telle qu'elle existait au temps de son prédécesseur¹²⁹.

Malgré le peu de crédit que ces apocryphes ont trouvé dès l'origine, ils doivent retenir notre attention. Pour la première fois, des moines normands fabriquent des fausses bulles comme seuls titres de privilège. Jusqu'alors, ils avaient forgé ou interpolé des diplômes ducaux (Fécamp) ou des chartes de seigneurs (Bellême), et quand,

126. Ces fausses bulles nous sont connues par des copies tardives : 1^o Vigile, copie de 1610, Arch. S. I., 14 H 151; copie de 1622, 14 H 152 (copies incomplètes); 2^o Grégoire le Grand, copie XV^e siècle, Bibl. Nat., ms. lat. 12777, pp. 109-112; 3^o Martin I^{er}, *ibid.*, pp. 112-114 (XV^e s.); *vidimus* de 1525, Arch. S. I., 14 H 140; 4^o Léon II, *ibid.*, pp. 106-109 (XV^e s.), JAFFÉ, 2124. La fausseté de ces pièces, décelée par les auteurs de catalogues (STEIN, *Bibl. des cartul.*, n^o 3242, et LE CACHEUX, *Inv. somm.*, cotes citées *supra*), n'a même pas besoin d'être démontrée. — Peut-être faut-il adjoindre à ces textes la bulle, également fausse, d'Eugène II (824-827, JAFFÉ, 2562).

127. Le terme *archiepiscopus*, fréquemment rencontré dans ces textes, est l'un des nombreux critères d'inauthenticité; on sait que, avant le milieu du VIII^e siècle, c'est un anachronisme (*supra*, p. 25, n. 46).

128. Bulle de Martin I^{er} : « *Omnes eciam consuetudines scilicet secularium iudiciorum, ferri igniti vel aque frigide, malefactorum ecclesie excommunicationem vel absolucionem penitentium ab ecclesie vel cetera, sicut ab antecessore nostro bone memorie papa Gregorio eidem loco sub anathematis vinculo concesse sunt, ita privilegio nostre auctoritatis confirmanur* » (réf. *supra*).

129. « *Hac vero compositione ego, Hugo archiepiscopus, concessi ecclesie sancti Audoeni omnes consuetudines quas in pace, tempore Gaufridi archiepiscopi (1111-1130), tenuit, videlicet omnem iustitiam locius offensionis virorum et mulierum in omni parrochia sancti Audoeni, clericorum vero ejusdem parrochie obedientiam abbati* » (Arch. S. I., 14 H 151).

au Mont-Saint-Michel, vers 1058-1060, ils avaient falsifié une bulle, c'est en prenant grand soin de ne lui faire accorder que la libre élection de l'abbé et de lui adjoindre un pseudo-diplôme du duc Richard II, beaucoup plus substantiel, qui donnait l'exemption du pouvoir d'ordre et la juridiction sur le bourg¹³⁰. A Saint-Ouen, au contraire, vers 1130, on estime que l'on peut confier à trois bulles le soin d'étayer les prétentions à la juridiction aussi bien qu'à l'exemption, et qu'il est inutile de créer d'autre texte. N'est-ce pas la preuve que la papauté était de plus en plus considérée comme la seule dispensatrice normale de tous les privilèges¹³¹ ?

L'action du pape, désormais sans entrave, allait notamment s'exercer dans le sens d'une réglementation du privilège de juridiction, faite d'accord avec les évêques. Innocent II écrit à Hugues d'Amiens, le 26 juillet 1131, et il énumère les abus que l'archevêque devra faire cesser dans son diocèse. C'est, en premier lieu, l'usurpation des droits épiscopaux par les laïques qui vont jusqu'à « prendre le titre d'archidiacons » : c'est « archidiacons », dit le pape, qu'on devrait les nommer. Il rappelle l'interdiction de l'ordination sans titre, s'élève contre ces prêtres mercenaires qui louent leurs services aux seigneurs, et insiste sur l'obligation synodale à laquelle sont astreints les prêtres pourvus d'une *cura animarum*. Il reconnaît toutefois qu'ils en sont parfois dispensés et qu'il existe

130. *Supra*, p. 29, n. 10, et *infra*, App. VI, p. 264.

131. Il convient de rapprocher des fausses bulles de Saint-Ouen de Rouen celles qui furent faites à Rebais à la même époque (1128-1134, cf. *infra*, p. 217, n. 135) et attribuées à Jean IV (641-642, JAFFÉ, 2048) et à Martin I^{er} (649-653, JAFFÉ, 2075). La seconde, qui est censée accorder aux moines l'exemption du pouvoir coercitif et du pouvoir d'ordre du diocésain ainsi que la juridiction sur la paroisse voisine, est particulièrement digne d'être remarquée : il est curieux que les moines de Rebais et ceux de Saint-Ouen aient fabriqué à la même époque deux faux attribués au même pape et ayant sensiblement le même objet — et aussi la même maladresse de rédaction, car l'apocryphe de Rebais n'est pas moins facile à déceler que celui de Saint-Ouen.

des usages, des « coutumes qui doivent être observées pourvu qu'elles ne contredisent ni à la raison ni aux canons ¹³² » : allusion aux privilèges de juridiction d'abbayes, qui comportaient souvent la dispense synodale.

Innocent II mettait cette question au programme des révisions. D'une façon générale, sa lettre était de celles qui allaient inciter les prélats à récupérer les droits épiscopaux, au risque de conflits avec les abbés, d'où des transactions allaient naître. Nous entrons ici dans une phase nouvelle. Pour saisir l'importance du changement, il convient de jeter un coup d'œil en arrière.

Dès le début du XI^e siècle, la politique de récupération avait été tentée par certains évêques ; mais, menée sans plan d'ensemble et sans esprit de suite, privée de toute directive et de tout appui de la papauté, elle avait échoué, malgré de très rares succès isolés ¹³³. L'utilité, bientôt découverte, de l'attribution des coutumes épiscopales à des monastères et aussi la faveur témoignée au monachisme, modifièrent les desseins récupérateurs qui reprirent, vers 1050, sur d'autres bases : l'on ne s'attaqua plus qu'aux usurpations des laïques, et ceux-ci furent encouragés à céder à des abbayes les coutumes qu'ils avaient prises à l'évêque. Les églises possédées par les moines avec les coutumes se multiplièrent tellement que l'on entreprit, environ l'an 1060, de limiter la juridiction qu'ils avaient sur elles. Mais, avec sagesse, on n'essaya pas de tout réformer d'un coup, et, prévoyant l'avenir, on commença par restreindre leurs droits sur les nouveaux territoires privilégiés qu'ils acquéraient. Ce n'était point là, sans doute, faire œuvre de récupération puisque les situations antérieures étaient confirmées sans changement. Mais c'était toutefois poser des règles nouvelles qui devaient, tôt ou tard, s'étendre à l'ensemble

¹³². MIGNE, CLXXIX, 99-101 (JAFFÉ, 7483). Cf. GÉNESTAL, *La patrimonialité de l'archidiaconat*, loc. cit., p. 287.

¹³³. *Supra*, p. 70.

des cas. Cette extension fut l'œuvre des évêques soutenus par la papauté. Elle s'observe, en Normandie, à partir de 1140.

Quelques années avant cette date, elle se laissait déjà pressentir. La lettre d'Innocent II à Hugues d'Amiens était un jalon posé sur la route, et il était facile de prévoir dans quelle direction l'on allait s'engager pour peu qu'on fût au courant du litige qui, depuis 1128, opposait l'évêque de Meaux aux abbayes de Rebais, Jouarre et Faremoutiers.

L'évêque s'en était pris tout d'abord aux juridictions de Rebais et de Jouarre, et, en 1128, il avait reçu l'appui du pape Honorius II voulant que les clercs et les laïques des paroisses de Rebais et de Jouarre fussent soumis à l'église de Meaux¹³⁴. Notons qu'Honorius II applique le même régime aux deux paroisses ; l'uniforme malveillance du pape tient au fait que, ni les moines de Rebais, ni les religieuses de Jouarre n'avaient produit, dans cette première phase du conflit, de privilège apostolique. Mais les moines de Rebais comprirent que, pour être mieux traités, il leur fallait des titres émanés du Saint-Siège ou réputés tels : ils fabriquèrent leurs fausses bulles de Jean IV et de Martin I^{er}¹³⁵ ; et, en 1134, Innocent II, croyant apprendre que leur abbaye avait été prise jadis « par ses prédécesseurs Jean et Martin sous la puissance, la domination et la défense du siège apostolique », dé-

134. JAFFÉ, 7339 : « ... Statuimus ut omnes tam clerici quam laici in villa Resbacensi et Jotrensi commorantes, Meldensi ecclesiae jure parochiali subiaceant et ea quae de eis ad jus parochiale pertinent, tibi (l'évêque) tuisque successoribus libera et illibata serventur. »

135. JAFFÉ, 2048 et 2075. C'est très certainement à cette époque-là, comme l'ont noté LEBLOND et LECOMTE (*Les privilèges de l'abbaye de Rebais-en-Brie*, 1910), et non pas au XI^e siècle, comme l'insinuait Dom TOUSSAINTS-DUPLESSIS (*Hist. de l'égl. de Meaux*, t. I, p. 196), que furent forgés ces deux apocryphes, puisqu'ils ne sont pas cités dans la bulle d'Honorius II de 1128 (note précédente), et qu'ils le sont dans celle d'Innocent II, de 1134 (note suivante). D'ailleurs, le style et les préoccupations que le texte révèle chez les faussaires ramènent à la même époque.

clara la gratifier de la liberté romaine ainsi que les cinq églises paroissiales de sa juridiction ¹³⁶.

Quatre ans plus tard (1138), l'abbesse de Faremoutiers, attaquée à son tour, ne prit pas la même précaution; elle produisit, non pas une bulle, vraie ou fausse, mais un pseudo-privilege épiscopal de saint Faron, probablement rédigé pour la circonstance ¹³⁷, et vit sa juridiction ramenée au rang d'une justice déléguée à charge d'appel devant l'évêque, justice dont elle ne conservait en propre que la totalité des profits (1138-1139) ¹³⁸.

Ces conflits et ces décisions annoncent très exactement l'évolution normande d'après 1140. Le pape encourage les évêques à limiter les juridictions ecclésiastiques des abbayes, et souvent ses juges délégués appuient l'action du diocésain; mais il est une catégorie d'abbayes qui échappe à de telles restrictions: ce sont celles qui ont reçu l'exemption du Saint-Siège et peuvent présenter des

136. MIGNE, CLXXIX, 194 (JAFFÉ, 7644): « ... Porro libertatem in qua idem Resbacense monasterium cum parochianis ecclesiis sibi adjacentibus, videlicet Sancti Joannis, S. Nicholai, S. Dionysii, S. Leodegarii et S. Christophori hactenus mansisse cognoscitur, vobis praesenti decreto firmavimus, ut videlicet abbas ipsius loci, nullius, nisi tantum Romani pontificis, judicio et ditioni vel admonitioni subiaceat: presbyteri quoque supradictarum ecclesiarum neque ad synodum diœcesani episcopi vel ad aliam ejus admonitionem ire cogantur; sed potius tuae, ac successorum tuorum, potestati et ordinationi cum suis omnibus parochianis subiecti existant; nec in eisdem parochianis diœcesanus episcopus aut aliquis ejus officialis quacunq[ue] occasione justitiam vel admonitionem habeat; quinimo de omni re, tuo et successorum tuorum judicio relinquuntur. » Plus loin, le pape déclare le monastère censier du Saint-Siège. Sur ce texte, cf. SCHREIBER, *Kurie und Kloster*, t. II, p. 196 et n. 6 (liste des cinq paroisses, *supra*, p. 135, n. 55).

137. PARDESSUS, Dipl. n° 226. Le faux, déjà décelé par Dom TOUSSAINTS-DUPLESSIS (*Histoire de l'église de Meaux*, t. I, 1731, pp. 720-724), a été étudié par LECOMTE (*Le privilege de saint Faron... pour l'abbaye de Faremoutiers*, extr. du *Bull. de la Conférence d'hist. et d'arch. du diocèse de Meaux*, 1897, tir. à part, pp. 24-27), qui place à juste titre la date de fabrication lors du procès de 1138-1139 (pp. 24-25).

138. Dom TOUSSAINTS-DUPLESSIS, *Histoire de l'église de Meaux*, t. II, pièce just., n° 57, p. 34 (sentence des juges délégués du pape Innocent II). Innocent II confirma la sentence le 23 octobre 1139 (JAFFÉ, 8050).

bulles. Loin d'attaquer leurs juridictions, la papauté les protège ; loin de les restreindre, elle les développe ; et, comme elle sent la nécessité de les régler, elle-même prend soin de préciser le statut des paroisses, qu'elle assimile, par une tendance assez logique, à celui du monastère. La bulle de 1134 confondait dans une même « liberté » le monastère de Rebais et les cinq églises de la juridiction de l'abbé : nous verrons que l'histoire de Fécamp, à partir de 1144, accuse la même fusion de deux privilèges qui étaient demeurés jusqu'alors différents et vont être confondus par la volonté du pape.

A l'époque où Gratien cherchait et allait réussir à unifier le droit de l'Eglise, la papauté amorçait l'œuvre d'unification des privilèges monastiques.

CONCLUSION :

LE PRIVILEGE DE JURIDICTION APRES 1140

L'action du pape, favorisée dans l'État anglo-normand par le règne « intercalaire et anarchique¹ » d'Étienne de Blois et les luttes dynastiques, s'y révèle, au regard des privilèges monastiques, par une avalanche de bulles². Elle aboutit à une réglementation de l'exemption qui ne nous retiendra pas, étant semblable en Normandie à ce qu'elle fut ailleurs et ayant fait l'objet de l'étude classique de Schreiber. Elle s'est marquée sur la juridiction par la double tendance à la protéger et à l'accroître si l'abbaye bénéficiaire est exempte, et à encourager l'évêque à la limiter si celle-ci ne l'est pas.

Rien n'est plus net, à cet égard, que l'histoire du conflit de l'évêque de Bayeux, Philippe d'Harcourt, avec les abbés de Troarn et de Fécamp. Philippe d'Harcourt, peu après le début de son épiscopat (1142), attaque en bloc la juridiction qu'ils exercent l'un et l'autre sur un certain nombre de paroisses du diocèse³, et qui, s'il faut en croire la requête du prélat adressée au pape, comportait jusqu'à la nomination et la déposition des desservants, le jugement des causes criminelles et matrimoniales, la dispense synodale et celle du pouvoir d'ordre⁴. Très

1. PETIT-DUTAILLIS, *La monarchie féodale en France et en Angleterre*, p. 109.

2. Pour Fécamp, nous trouvons trois bulles de 1016 à 1140, et trente-deux de 1140 à 1200.

3. On sait que l'abbé de Fécamp avait juridiction sur plusieurs paroisses du diocèse de Bayeux (tableau, *infra*, Appendice X).

4. Bulle du 26 mars 1145, BOURRIENNE, *Antiquus cartularius ecclesiae Baiocensis*, CLIX, t. I, pp. 200-201; cf. SAUVAGE, *L'abbaye Saint-Martin de Troarn*, p. 79.

appuyé par le Saint-Siège, le prélat triompha contre les moines de Troarn, qui capitulèrent sur presque toute la ligne (1146) et ne purent ressaisir, en 1169, qu'une juridiction limitée à la connaissance des fautes non criminelles, avec la totalité des profits de justice et moyennant une redevance annuelle⁵ : c'était l'application à Troarn des solutions apparues à l'époque de Guillaume et de Lanfranc.

L'issue du procès fut toute différente pour Fécamp. L'abbé avait pris la précaution de faire renouveler par Lucius II (30 mars 1144) la grande bulle *Licet ex injuncto* constitutive des privilèges de l'abbaye, et obtenu une modification de texte qui aboutissait à faire sanctionner explicitement la juridiction par le pape. Voici sur quoi avait porté le changement :

Bulle du 18 février 1140
(JAFFÉ, 8077)

... nec episcopis nec episcoporum ministris nec personis quibuslibet liceat exactiones *novas* aut molestias vel Fiscannensi cenobio vel locis *ad ipsum pertinentibus* irrogare, sed, sicut manserunt hactenus, sic in posterum libera et quieta persistant...

Bulle du 30 mars 1144
(JAFFÉ, 8557)

... nec episcopis nec episcoporum ministris nec personis quibuslibet liceat exactiones *aliquas* aut molestias vel Fiscannensi cenobio vel *ecclesiis supranominatis*⁶ vel clericis *eisdem deservientibus* irrogare, sed, sicut manserunt hactenus, sic in posterum libera et quieta persistant...

A l'ancienne formule, courante et banale⁷, qui interdisait aux évêques de frapper d'exactions nouvelles le monastère et ses biens, une autre était donc substituée, beaucoup plus précise, qui leur défendait de lever aucune taxe sur les églises de la juridiction. Pour la première fois, le pape confirmait explicitement la franchise des coutumes épiscopales ; il donnait ainsi à l'abbé l'argu-

5. Détails dans SAUVAGE, *op. cit.*, pp. 78-83.

6. Il s'agit des églises de la juridiction énumérées dans les grandes bulles de Fécamp depuis 1103 (*supra*, pp. 205 et 207).

7. SCHREIBER, *op. cit.*, t. I, p. 232.

ment qui devait lui permettre de repousser les attaques de Philippe d'Harcourt.

La méthode employée de renouvellement de bulle avec substitution de clause limitée à quelques mots, avait l'avantage de changer peu de chose à la lettre du texte tout en bouleversant son esprit et sa portée. Elle était facile et sûre ; et c'est en continuant de la pratiquer que les moines parvinrent à élever le privilège de leurs paroisses à l'égal de celui du monastère : rattachement direct à Rome et indépendance totale vis-à-vis de l'évêque.

Six autres bulles *Licet ex injuncto* se succédèrent ainsi de 1144 à 1286⁸ ; elles se recopient les unes les autres, mais ont passé au préalable par l'atelier de retouche où elles subissent des remaniements très étudiés, assez courts pour ne point heurter l'attention, assez profonds pour satisfaire aux desseins extensifs. Et la papauté se prête à ces transformations qui accroissent son emprise et s'accordent avec les tendances de sa jurisprudence à unifier les privilèges.

C'est en 1186, lors d'un conflit avec l'archevêque de Rouen⁹, que furent introduites les deux incisives majeures. L'une étend aux clercs desservant les églises exemptes, le privilège, jusqu'alors réservé aux moines, de ne pouvoir être interdits ou excommuniés par l'archevêque¹⁰ ; l'autre, plus générale, prend ces églises sous la

8. JAFFÉ, 9058 (1147) ; 12380 (1174) ; 15622 a (1186) ; 16968 (1192) ; 17409 (1196) ; PROU, *Les registres d'Honorius IV*, n° 363, c. 265 (1286).

9. DELISLE-BERGER, *Recueil des chartes de Henri II*, n° 763, t. II, pp. 415-416.

10. *Texte de 1174*
(JAFFÉ, 12380)

... statuimus... nec vestra ecclesia vel abbas vel monachi per quemlibet, preter Romanum pontificem vel ejus legatum, a divinis interdicantur officiis vel excommunicentur.

Texte de 1186
(JAFFÉ, 15622)

... statuimus... nec vestra ecclesia vel abbas vel monachi aut clerici vestri servientes in ecclesiis a jurisdictione episcoporum prorsus exemptis per quemlibet preter Romanum pontificem vel ejus legatum, a divinis interdicantur officiis vel excommunicentur.

même protection apostolique que le monastère¹¹. Une identité de principe est ainsi créée entre le statut de l'abbaye et celui des paroisses; elle se révèle jusque dans le terme d'églises « exemptes », employé pour la première fois en 1186, qui aboutit à la confusion des mots comme des privilèges eux-mêmes : au XIII^e siècle, on désignera sous le nom d'« exemption de Fécamp » l'ensemble des territoires — englobant monastère, prieurés et paroisses — sur lesquels l'exercice de la juridiction spirituelle est retiré à l'archevêque au profit de l'abbé¹². L'évolution est achevée; les privilèges sont unifiés.

Parties du même point en 1140, les deux juridictions de Fécamp et de Troarn ont suivi des voies opposées. Il y a cependant une concordance entre elles : elles ont subi l'une et l'autre une réglementation, limitative ou extensive, mais qui précise leur statut avec plus de rigueur qu'autrefois. Telle est, si l'on cherche l'idée commune reliant ces compromis et ces sentences, ces bulles et ces actes épiscopaux qui sont la source, abondante et diverse, de l'histoire des juridictions dans la seconde moitié du XII^e et au XIII^e siècle, celle que l'on peut dégager.

Si l'on examine, en se plaçant à 1140, la masse des documents diplomatiques produits par l'âge précédent et qui sont tous des textes constitutifs de privilèges (chartes, sentences, compromis), on pourra les répartir en deux catégories : quelques-uns règlent dans le détail la juridiction de l'abbé, mais ce sont les plus rares, et leur

11. *Texte de 1174*

Eapropter... prefatum monasterium, in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus.

Texte de 1186

Eapropter... prefatum monasterium, in quo divino mancipati estis obsequio, cum omnibus ecclesiis infra nominandis, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus.

12. *Regestrum visitationum...* d'Eudes Rigaud, édit. BONNIN, pp. 686, 687. Sur les difficultés que cette confusion terminologique a produites, cf. *supra*, p. 12, n. 69.

précision n'a généralement pour objet que de limiter, suivant les principes de l'époque grégorienne, les droits des moines; la plupart n'offrent que des clauses à caractère général (franchise *ab omni consuetudine episcopali*) pouvant prêter aux interprétations diverses d'une jurisprudence hésitante : le besoin de règlements novateurs devait se faire sentir, surtout à une époque mobile où les évêques cherchent à récupérer leurs droits, et les moines à conserver ou à accroître leurs privilèges avec l'appui, parfois obtenu¹³, toujours espéré, du Saint-Siège.

Certains points n'avaient jamais été fixés, et, en premier lieu, celui-ci : qui nommait aux bénéfices, l'abbé ou l'évêque ? A une époque où s'établissait la distinction entre la collation et la présentation, il fallait qu'on prît parti. Entre 1132 et 1151, l'évêque Algarde de Coutances décide qu'il conférera lui-même la cure de Montebourg, sur présentation de l'abbé, qui a cependant juridiction sur la paroisse¹⁴. Un peu plus tard (1179-1181) l'évêque Henri de Bayeux laisse à l'abbesse de la Trinité de Caen l'institution des quatre chapelains du monastère, mais se réserve implicitement celle des clercs des paroisses privilégiées¹⁵. En 1215, Innocent III reconnaît le droit de l'abbesse de Montivilliers de conférer les cures de sa juridiction et aussi d'instituer et de destituer un doyen, qui est, en quelque sorte, son vicaire général et son official pour le territoire¹⁶. Sur cette importante question de la nomination, les pouillés du XIV^e siècle nous donnent des solutions précises et permettent d'établir, bénéfice par bé-

13. Notamment à Cerisy. La bulle d'Alexandre III (8 mars 1179, Arch. Manche H 1615), en même temps qu'elle prend le monastère « *in jus et tutelam beati Petri* », accorde aux moines, outre la libre élection de l'abbé, l'appel à Rome et limite le droit des évêques de les frapper d'excommunication et d'interdit, énumère les différentes églises de la juridiction qu'elle qualifie ainsi : « *exemptas et emancipatas omni jure et episcopali consuetudine* ».

14. LE CACHEUX, *Notice historique sur l'ancienne église romane de l'abbaye de Montebourg...*, 1896, p. 37.

15. Bibl. Nat., ms. n. a. fr. 20221, f^o 71.

16. Arch. S. L., série H, fonds de Montivilliers (orig.). Cf. LE CACHEUX, *L'exemption de Montivilliers*, pp. 9-10.

néfice, dans quels cas c'est l'évêque qui confère, dans quels cas c'est l'abbé : le droit s'est défini entre 1140 et la fin du XIII^e siècle.

L'assistance des prêtres au synode diocésain fut également l'objet de réglementations. Les réformateurs grégoriens avaient distingué entre la taxe, qu'ils abandonnaient volontiers aux abbés, et l'obligation à comparaître, dont ils n'aimaient pas dispenser. Cette solution, qu'ils n'avaient appliquée qu'aux privilèges nouvellement octroyés, fut, après 1140, souvent étendue aux anciens; la question vint à l'ordre du jour et des contestations, et ce fut un article de plus qui, dans les compromis, s'ajouta aux autres : l'assistance est imposée aux prêtres desservant l'église de Montebourg (1132-1151); à ceux desservant les églises dépendant de Troarn (1146), et l'acte de 1169 étend l'obligation aux diacres¹⁷; aux chapelains et aux clercs de la Trinité de Caen (1155-1158)¹⁸, mais l'évêque Henri de Bayeux permet aux premiers, en 1179-1181, de ne venir que par moitié, à raison de deux sur quatre; aux prêtres des églises dépendant de Montivilliers (1215).

Des règles non moins précises sont adoptées en matière de compétence juridictionnelle; là aussi l'on applique, dans les cas où l'on cherche à limiter les droits des moines, les solutions apparues au temps de Guillaume et de Lanfranc. Une compétence limitée au jugement des fautes non criminelles avec attribution de tous les profits de justice quels qu'ils soient n'est pas seulement reconnue à l'abbé de Troarn, en 1169, mais à ceux de Montebourg (1132-1151) et de Saint-Ouen de Rouen (1158)¹⁹, tandis

17. SAUVAGE, *op. cit.*, pp. 80 et 82.

18. BOURRIENNE, *Ant. cart.*, n° CXCV, t. I, pp. 240-241.

19. *Arch. S. I.*, 14 H 160 (orig.); cf. Dom POMMERAYE, *op. cit.*, pp. 390-391. Les moines de Saint-Ouen ont juridiction sur les trois paroisses de Saint-Ouen de Rouen, Saint-Ouen du Ménil-Oger (diocèse de Bayeux) et Saint-Martin en Exmes (diocèse de Sées). Il est curieux de noter que le jugement des causes criminelles et matrimoniales n'est pas réservé aux trois évêques respectifs, mais

que l'abbesse de la Trinité de Caen, en 1179-1181; celle de Montivilliers, en 1215, se voient reconnaître une juridiction conjointe avec l'archidiacre²⁰.

D'autres questions sont encore agitées : promotion des ordinands, distribution du chrême et des huiles saintes, réconciliation des églises et des autels, état des clercs dont le privilège d'être jugé par l'abbé est parfois qualifié de « *privilegium fori sui*²¹ ».

Des textes comme ceux que nous venons d'utiliser, et, plus encore que tous les autres, la bulle d'Innocent III du 12 mai 1215 pour Montivilliers, sont de véritables codes du statut des juridictions, où tout est prévu et réglé, article par article. Ils ont souvent modifié le cours de l'évolution primitive, sans jamais cependant le renverser complètement, et ils ont établi des régimes durables qui ont subsisté sans grand changement jusqu'au dernier siècle de l'Ancien Régime. De ces régimes, nous voudrions, abbaye par abbaye, esquisser un tableau à très larges traits, en recherchant ce qui, dans les origines d'avant 1140 ou dans l'évolution du siècle et demi suivant, explique tel ou tel d'entre eux et rend compte des différences.

Toutes ces juridictions, en effet, sont loin d'être semblables, et, de la plus favorisée à celle qui l'est le moins, c'est une gamme de situations différentes.

Fécamp vient en tête de la liste, et son abbé exerce des pouvoirs tels que Dom Beaunier va jusqu'à le qualifier d'abbé *nullius*²² : il confère *pleno jure* les bénéfices²³,

à l'archevêque de Rouen, en sa qualité de diocésain de l'abbaye-mère.

20. *Supra*, p. 175, n. 140.

21. Bulle de Honorius III pour Montivilliers (26 avril 1217, Arch. S. I., série H, fonds de Montiv., orig.).

22. DOM BEAUNIER et DOM BESSE, *Abbayes et prieurés de l'ancienne France*, VII, *Prov. de Rouen*, pp. 37-38. Sur les abbayes *nullius* (*diæcesis*), cf. DOM BAUCHER, *Dict. de Droit can.*, v° *Abbaye nullius*.

23. LONGNON, *Pouillés de la prov. de Rouen*, pp. 69 et 130.

exerce l'intégralité de la juridiction épiscopale, au for externe par l'intermédiaire de quatre officiaux²⁴, au for interne par celui d'un pénitencier²⁵, et les causes jugées par ses ministres vont, en appel, directement à Rome²⁶. Il légifère et gouverne exactement comme un évêque²⁷, aidé d'un vicaire général²⁸ qui fait la visite des paroisses²⁹ et tient les synodes³⁰. Pour les fonctions dérivées du pouvoir d'ordre, il fait appel à l'évêque d'Évreux³¹; l'archevêque de Rouen et l'évêque de Bayeux, dans les diocèses desquels sont enclavées les paroisses, sont exclus. Il est évident qu'une indépendance aussi complète à leur égard et le rattachement direct à Rome tiennent à l'unification des privilèges d'exemption et de juridiction et à l'influence du premier sur le second³².

La juridiction de Montivilliers présente, avec celle de Fécamp, des analogies et des différences. L'abbesse confère *pleno jure* les bénéfices³³; ayant, dès 1284, éliminé

24. Ce sont les officiaux de Fécamp (Arch. S. I., G 5233), de Saint-Gervais de Rouen (*ibid.*, G 5193, 5242, etc...), d'Évêquemont (G 5186) et d'Argences (Arch. Calvados, H 4368 à 4390) correspondant aux quatre groupes de paroisses.

25. Arch. S. I., G 5191; cf. Dom TOUSSAINTS-DUPLESSIS, *Description...*, t. I, p. 95.

26. TOUSSAINTS-DUPLESSIS, *ibid.*

27. Sur cette juridiction, voir Arch. S. I., G 5182 à 5267. On y trouve des formulaires d'actes, surtout des collations de bénéfices (G 5184 à 5186), des sentences et plumitifs de l'officialité (G 5187 à 5197), permissions de prêcher (5200), monitoires (5218), dimissoires (5219-5220), etc... Les officiaux de l'abbé avaient la connaissance des causes criminelles (Arch. S. I., 7 H 24, acte de 1434 : « *Cognito de causa criminali pendente coram nobis, officiali Fiscampnensi* ») et matrimoniales (G 5217).

28. G 5191.

29. G 5202 à 5207.

30. G 5208-5209.

31. Les plus anciens dimissoires conservés sont de 1323 (G 5219) et 1398 (G 5220). En échange de ses fonctions, l'évêque d'Évreux était gratifié d'une curieuse redevance : sitôt élu, l'abbaye lui donnait « une chapelle, c'est-à-dire tous les vêtements et ornements liturgiques » (Chanoine BLANQUART, *Une redevance de l'abbaye de Fécamp à l'évêque d'Évreux*, Bull. philologique, 1928, pp. 103-108).

32. *Supra*, pp. 221 sq.

33. LONGNON, *Pouillés...*, p. 70.

l'archidiacre³⁴, elle exerce seule, par l'intermédiaire de son « doyen et official³⁵ », qui fait la visite des paroisses³⁶ et tient les synodes³⁷, une justice à compétence très étendue, allant jusqu'aux crimes³⁸. Mais les causes vont en appel devant l'official métropolitain³⁹; et si, au for interne, elle autorise les confesseurs⁴⁰, elle ne nomme pas de pénitencier pour absoudre des cas réservés qui sont jugés par celui de l'archevêque⁴¹; enfin, pour le pouvoir d'ordre, le droit de choisir le prélat consécrateur, qu'elle paraît s'être arrogé à partir de la fin du XIV^e siècle⁴², lui fut contesté et retiré en 1634⁴³. Les analogies s'expliquent par l'identité des formules constitutives de franchise des coutumes épiscopales des deux abbayes, renforcée par la clause de référence à Fécamp interpolée dans le diplôme de Montivilliers⁴⁴; les différences, qui s'expriment par le non-rattachement à Rome et une dépendance sensible vis-à-vis de l'archevêque, sont dues à l'absence d'exemption.

On pourrait continuer l'esquisse pour les autres juridictions, mais en prenant garde, sans doute, d'atténuer

34. Bulle de Martin IV, 7 octobre 1284 (Arch. S. I., G 5369).

35. LE CACHEUX, *op. cit.*, p. 17. Jusqu'au début du XIV^e siècle, il n'est question que du doyen. Alors apparaît l'official qui, dans un acte de 1314, est un personnage différent du doyen (G 5363 : emploi constant du pluriel : « ... *predicti decanus et officialis renuunt adimplere, asserentes...* », etc...); en 1369, les deux fonctions sont confiées au même (Arch. nat., J 465 : « par nostre doyen et official... »), titre qu'il garde jusqu'en 1634 (G 5276) : il s'intitule alors « vicaire général et official » (G 5277).

36. G 5297 à 5307.

37. G 5276, etc...

38. LE CACHEUX, *op. cit.*, pp. 17-20. Toutefois, la compétence en matière de crime d'hérésie était contestée en 1410 (Arch. S. I., série H, fonds de Montivilliers : procès entre Étienne de Rodemare, doyen de Montivilliers, et le promoteur de l'officialité diocésaine).

39. G 5315, 5316, 5369.

40. G 5300.

41. Cf. bulle du 12 mai 1215 (*supra*, p. 224, n. 16), dont les prescriptions sur ce point ne paraissent pas avoir été modifiées.

42. LE CACHEUX, p. 18. Cf. Arch. S. I., G 9438, f^o 18 : en 1441, l'évêque d'Evreux vient tonsurer.

43. G 5330.

44. *Infra*, Appendice I.

les contours du dessin, car les documents sont plus rares et les droits des moines plus restreints. A s'en tenir aux cas du diocèse de Bayeux, on verrait que les prérogatives épiscopales ont généralement subsisté beaucoup plus que dans celui de Rouen; qu'elles sont intactes pour le pouvoir d'ordre; et qu'il s'est établi, pour le pouvoir de juridiction, un partage d'attributions où l'évêque garde, souvent, la collation de quelques bénéfices⁴⁵, parfois, la connaissance exclusive de certains cas réservés : à Saint-Étienne de Caen, un acte de 1671 nous en donne la liste; ce sont presque tous des crimes⁴⁶.

Un tel texte est comme une lointaine survivance de celui de 1077, qui avait systématiquement écarté l'abbé du jugement des fautes criminelles. Par contre, à Cerisy, la compétence des moines est plus large; elle s'étend aux crimes⁴⁷ et s'apparente à celle des religieuses de Montivilliers, qui avaient reçu du même duc, Robert le Magnifique, et à la même époque, un diplôme à peu près identique⁴⁸.

Ainsi, l'histoire moderne elle-même de ces juridictions monastiques — qui n'ont, pour la plupart, cessé d'exister qu'à la Révolution — ramène encore aux origines.

C'est au XI^e siècle, et au XII^e, que le juriste doit remonter pour expliquer telle ou telle différence entre les unes et les autres; et, lorsqu'au dernier siècle de l'Ancien Régime, ces juridictions furent l'objet de procès

45. Le pouillé de 1350 environ révèle que l'abbé de Saint-Étienne n'a la collation que pour quatre paroisses sur treize (Torteval, LONGNON, *op. cit.*, p. 103 C; Saint-Pierre de Foulogne, 122 C; Saint-Samson d'Aunay, 102 C; Cabourg, 113 D), l'abbé de Cerisy pour une paroisse sur quatre (Saint-Laurent-sur-Mer, 126 A), l'abbesse de la Trinité pour aucune, et l'abbé de Troarn pour sept sur dix (liste 114 CD); mais, en 1414, il l'obtint pour toutes les dix (SAUVAGE, *op. cit.*, p. 85).

46. HIPPEAU, *Histoire de l'abbaye Saint-Étienne de Caen*, pp. 380-383.

47. GLASSON, *Étude sur le registre de l'official de Cerisy*, R.H.D., 1885, p. 124.

48. *Supra*, pp. 44-45.

passionnés entre évêques et monastères, c'étaient, en premier lieu, des textes de ces époques reculées que les adversaires jetaient dans les débats.

C'est au XI^e siècle également que l'historien doit se placer s'il veut comprendre pourquoi sont apparues ces juridictions qui présentaient, en ces temps troublés, l'utilité primordiale d'associer des monastères au maintien de la paix publique et à la répression des crimes et des délits. Telle est la raison d'être profonde du privilège. Elle le met au rang de ces institutions bienfaisantes qui, sur les ruines du vieux monde carolingien, constituaient, au XI^e siècle, le droit public d'un âge nouveau.

CONCLUSION GENERALE

Dans l'histoire des privilèges monastiques normands, le XI^e siècle se détache comme la période capitale, celle des créations. Avant lui, il n'était apparu, dans la province de Rouen, qu'un cas accidentel et étranger, dû à l'établissement fortuit d'une colonie de moines bretons. Après lui, les privilèges vont évoluer : parfois se fondre, tantôt s'accroître et tantôt se restreindre, mais c'est lui qui a fourni la trame.

Trame d'une richesse et d'une diversité très grandes. Il s'agit tout d'abord, au début du siècle, de créer un centre monastique indépendant, où l'esprit clunisien de réforme puisse se développer librement, des élites se former pour aller ensuite le répandre : et voilà l'exemption de Fécamp qui surgit par la volonté ducale.

Voici, quelques années plus tard, un privilège tout différent, territorial et féodal. Monastères, chapitres et laïques ont pris l'habitude d'usurper sur leurs possessions les coutumes épiscopales : ils en tirent, outre des profits pécuniaires, l'exercice d'une juridiction ecclésiastique, surtout répressive, qui complète, sur des territoires parfois très étendus, leur puissance seigneuriale. Vers 1030, le duc de Normandie (aussi bien que le roi d'Angleterre) transforme l'usurpation en privilège, en faveur de monastères qui se voient ainsi attribuer un contrôle de police et collaborent au maintien de la paix publique. Cette apparition de juridictions ecclésiastiques d'abbayes, que l'on observe, à la même époque qu'en Normandie, dans les régions voisines de France et en Angleterre, est

un fait dont la très grande importance ne saurait être exagérée¹. Il faut redire que l'on est en présence d'une institution féodale, dont l'origine indirecte et lointaine se discerne dans l'immunité ecclésiastique franque, mais qui, telle qu'elle se dessine au X^e siècle et se fixe au XI^e, est l'une des créations les plus originales de cette époque féconde.

Après 1060, les desseins réformateurs de Guillaume le Conquérant et de Lanfranc modifient le cours de l'évolution des privilèges, mais n'entravent pas l'essor créateur. De nouveaux cas d'exemption et de juridiction apparaissent, où l'esprit de réforme, tempéré par les vues politiques de Guillaume, s'insinue et se révèle à certains signes, dont voici les plus marquants : progrès limité et conditionnel de l'influence romaine en matière d'exemption; octroi du privilège de juridiction, non plus par le duc, mais par les évêques, qui restreignent aux causes mineures la compétence accordée aux abbés.

C'est seulement avec Urbain II que commence une nouvelle phase où l'on ne relève plus, au titre des créations, que la constitution de très rares territoires de juridiction. Ce n'est plus qu'un fait accessoire. L'intérêt de l'histoire des privilèges réside dès lors dans l'ingérence croissante du pape, qui cherche, et réussit définitivement après 1140, à les réglementer et à les unifier.

1. Voici des chiffres : les textes du XI^e siècle font connaître 77 paroisses normandes relevant de juridictions ecclésiastiques d'abbayes; ceux du XII^e ajoutent 33 noms nouveaux.

Si l'on observe maintenant la carte où figurent ces 110 paroisses, on verra qu'elles sont presque toutes situées dans le pays de Caux, d'une part, dans le diocèse de Bayeux, d'autre part. Les diocèses de Sées, Avranches et Coutances ont donné relativement peu de résultats, celui d'Evreux n'en a donné aucun. Une telle répartition s'explique par la situation géographique du pays de Caux et du Bessin : régions côtières, largement ouvertes par des vallées fertiles, propices à l'accroissement de la population et du commerce pourvu que la sécurité y règne. D'où la politique de Robert le Magnifique et de Guillaume le Conquérant; d'où la création de grandes abbayes; d'où la juridiction qui leur fut confiée.

APPENDICES

APPENDICE I

ÉTUDE ET ÉDITION CRITIQUES DE LA CHARTE DE FONDATION DE L'ABBAYE DE MONTIVILLIERS (13 janvier 1035)

I. — Étude critique

La charte de fondation de l'abbaye de Montivilliers, octroyée par le duc Robert le Magnifique le 13 janvier 1035, a longtemps passé pour être un texte d'une authenticité douteuse, et c'est dans l'*Appendix*, consacré aux actes suspects, que la *Gallia Christiana* l'a publié¹. En réalité, le document édité par la *Gallia* est non pas la charte, mais le *vidimus* tardif (1305) d'une pancarte de Guillaume le Conquérant². Cette pancarte reproduit la charte avec des interpolations. De notre texte, il y a donc deux recensions : l'une inédite, authentique; l'autre publiée, interpolée.

La seconde recension diffère de la première par l'insertion de cinq passages interpolés. La plus importante de ces interpolations a pour objet d'assimiler le privilège de franchise des coutumes épiscopales de Montivilliers à celui de Fécamp (*in omni tenetura, sicut tenet Fiscannensis ecclesia*); les quatre autres sont relatives aux biens.

Cette seconde recension nous est parvenue par l'intermédiaire de la pancarte de Guillaume le Conquérant. Cette pancarte, qui peut être datée de 1068-1076³, comprend trois parties : 1° la charte de Robert le Magnifique, remaniée; 2° le résumé de vingt-quatre chartes-notices de donations faites à

1. *G. Ch.*, XI, *instr.*, 326-330.

2. *Davis, Regesta*, 92 a, p. 24.

3. *Infra*, p. 239.

l'abbaye entre 1035 et 1068-1076; 3° la confirmation de Guillaume. Nous reviendrons plus loin sur la valeur d'authenticité qu'il faut attribuer à cette pancarte. Insistons, pour l'instant, sur la distinction primordiale à faire entre les deux recensions de la charte de Robert ⁴ en faisant observer :

1° que les copies (toutes des XVII^e et XVIII^e siècles) accusent la dualité et se classent en deux catégories : les unes reproduisent la bonne recension, d'après l'original même de Robert ou d'après un *vidimus* qui en fut fait en 1301; les autres reproduisent la pancarte, par l'intermédiaire du *vidimus* de 1305 ⁵;

2° que, au surplus, deux savants bénédictins du XVIII^e siècle, Dom Toussaints-Duplessis et Dom Toustain, avaient déjà décelé, en 1745, la dualité des recensions et étaient parvenus à des conclusions que les nôtres ne dépasseront guère ⁶. Examinons successivement les deux recensions.

4. M. LE CACHEUX (*L'exemption de Montivilliers*, p. 4) a bien vu l'interpolation, mais en a accusé à tort l'auteur du *vidimus* de 1305, faute d'avoir discerné les deux recensions du XI^e siècle.

5. Liste des copies de la bonne recension en tête de notre édition, *infra*. Les copies du *vidimus* de 1305 sont : 1) Bibl. Nat., nouv. acq. fr., ms. 23056, f. 58-63, 16 novembre 1733; 2) Arch. S. I., série H, fonds de Montivilliers, XVII^e siècle (extr. Bibl. Nat., coll. Duchesne, vol. 22, f. 57). Le texte de ces copies ne varie guère avec celui édité par G. Ch.

6. Voici ce que Dom Toustain écrivait à l'abbesse, en plein procès contre l'archevêque, le 17 décembre 1745 (Arch. S. I., G 5375) : « Cependant, nous avons fait observer à M. votre official qu'il y auroit de grands inconvénients, vu l'esprit de chicane dont paroissent animés ceux qui prêtent leur plume à M. l'archevêque, à mettre en usage la grande charte de Guillaume le Conquérant. Ils ne manqueront pas de dire qu'on a fait adroitement glisser dans cette pièce une clause qui lie votre exemption à celle de Fécamp, clause qui n'est point dans le titre constitutif primordial, quoique ce soit ce titre qui soit rapporté tout au long dans cette pancarte de Guillaume. » Deux mois plus tôt (19 septembre), Dom Toussaints-Duplessis s'était exprimé à peu près dans les mêmes termes (*ibid.*) : « Faites attention, Madame, que vous avez deux chartes du Duc Robert : celle-ci qui est fausse, et une autre qui est parfaitement bonne. Vous ne risquez rien à nous les mettre toutes les deux entre les mains parce que, s'il faut produire, vous jugez bien que nous ne produirons que la bonne, et cependant la mauvaise pourra encore nous être utile à quelque chose de bon. » On est surpris que, quatorze ans après ces lettres, ce soit la « mauvaise » recension et non pas la « bonne » que les auteurs de la *Gallia* aient publiée. Toutefois, c'est peut-être la « bonne » à laquelle il est fait allusion dans la notice sur l'histoire de l'abbaye (G. Ch., XI, 281-282).

I. — LA RECENSION ORIGINALE.

AUTHENTICITÉ DE LA CHARTRE DE 1035

L'acte de 1035, en son état original, est-il authentique ou non ? Bien entendu, ce ne sont plus les interpolations qui pourront l'entacher de soupçon, puisqu'elles sont des additions postérieures. Nous allons démontrer que le texte, débarrassé des incises apocryphes, n'offre plus de prise à la critique, et nous le déduirons de son analyse diplomatique et du rapprochement de certains faits historiques.

1° Du point de vue diplomatique, un seul reproche peut lui être fait : dans la formule de date, l'indiction est fausse. L'acte est daté des ides de janvier de la huitième année du règne de Robert le Magnifique, année de l'Incarnation 1035, la quatrième du règne de Henri I^{er}, roi de France : toutes ces indications concordent parfaitement⁷. Le texte ajoute : *indictione quarta* ; c'est *tertia* qu'il faudrait. Mais on sait que les erreurs de calcul d'indiction étaient fréquentes : les diplomates ne les retiennent pas comme preuve d'inauthenticité.

Pour tout le reste, l'acte est excellent : les onze témoins nommés sont des personnages connus de l'époque de Robert⁸, et l'on peut établir la présence de plusieurs d'entre eux à Fécamp lors de l'octroi du diplôme⁹; les signes de validation étaient normalement apposés sur l'original, car deux copies (B et D), prises toutes les deux directement sur lui, les ont dessinés de façon identique : monogramme de Robert, au centre, entouré de neuf croix de témoins réparties en trois groupes de quatre, trois et deux, respectivement à gauche, au-

7. Voir toutefois les difficultés soulevées par la date initiale du règne de Robert le Magnifique, PRENTOUT, *Quelques chartes de Richard II et de Richard III. Date de la mort de ces princes*, loc. cit., *infra*, Appendice IV, p. 253, n. 5.

8. Pour les évêques et abbés, le contrôle est facile. Il est possible en ce qui concerne les seigneurs : plusieurs d'entre eux souscrivent d'autres diplômes de Robert; voir notamment des diplômes pour le Mont-Saint-Michel (Bibl. Nat., coll. Moreau, vol. 21, f. 11 : Néel, Gosselin); Fécamp, 1032-1035 (HASKINS, *op. cit.*, pp. 262-263, n° 10 : Baudouin, Enguerrand, Gilbert, Néel, Osber, Richard, Gosselin); Saint-Wandrille, 1031-1032 (LOT, *Etudes critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille, Recueil...*, n° 13, pp. 52-54 : Osber, Gosselin, Gilbert); Saint-Wandrille, 1032-1035 (LOT, *ibid.*, n° 14, pp. 54-56 : Gilbert, Enguerrand, Osber); Cerisy, 1032 (FARCY, *op. cit.*, Cerisy, p. 80 : Gilbert).

9. *Infra*, n. 14.

dessous et à droite; tout à fait à droite, un sceau plaqué. Toutes ces mentions et tous ces signes, ainsi que, d'une façon générale, les formules de protocole et d'eschatocole, n'offrent pas de prise au soupçon¹⁰.

2° Aussi bien, certaines circonstances historiques auxquelles le texte fait allusion sont confirmées par d'autres témoignages irrécusables. D'après l'acte, Robert le Magnifique était à Fécamp le 13 janvier 1035; il était entouré de sa cour, et s'apprêtait à partir pour Jérusalem¹¹. Tout ceci peut être vérifié. Il est établi que Robert fit le pèlerinage et mourut à Nicée le 2 juillet suivant, très probablement au retour¹². Il dut donc quitter la Normandie vers le mois de mars. Guillaume de Jumièges nous raconte qu'il avait fait part de son projet de pèlerinage aux évêques et aux grands réunis à Fécamp; que ceux-ci avaient tenté de l'en dissuader, mais que Robert ne suivit pas leurs conseils, et leur fit reconnaître pour son successeur le jeune Guillaume le Bâtard, alors âgé de sept ans¹³. Cette assemblée de Fécamp ne peut avoir eu lieu que quelques semaines avant le départ, c'est-à-dire aux environs de la date de notre diplôme. Il est évident que l'annonce du projet de voyage et l'octroi du diplôme doivent être rapportés à la même session de la cour, sans doute celle de Noël, prolongée jusqu'à la mi-janvier¹⁴.

Examen diplomatique et rapprochements historiques con-

10. Dans le corps même du texte, certaines formes vulgaires, telles que *La Haia de Telloil*, *Karolomaisnil*, *maisnil Richardi*, *Daniel maisnil*, pourraient surprendre. Mais M. Lot a déjà relevé que, « dans un acte authentique de Richard II, on trouve des formes telles que *Bosmesnil*, *Braimoustier* » (Lot, *Études crit. sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, p. LVII).

11. Texte, p. 245.

12. GUIL. DE JUMIÈGES, VII, 11-12, pp. 113-114; RAOUL GLABER, IV, 6, éd. PROU, p. 108; *Miracula S. Wulframni*, cité HASKINS, *op. cit.*, p. 266. Il faut préférer l'assertion de ces trois sources, d'après lesquelles Robert serait mort au retour, à celle des *Gesta consulum Andegavorum*, éd. MARCHEGAY et SALMON, p. 101, qui placent l'événement à l'aller.

13. GUIL. DE JUM., VI, 11, p. 111. Voir aussi GUILLAUME DE MALMESBURY, *Gest. reg.* III, 229, éd. STUBBS, p. 285 (t. II). Sur la date de naissance de Guillaume le Conquérant (1027 ou 1028, probablement 1027), cf. PRENTOUT, *Date de la naissance de G. le C.*, dans *Mém. de l'Acad. de Caen*, nouv. série, t. IV, 1928, pp. 74 sq.

14. Sous les Richard et Robert le Magnifique, la cour se tient à Fécamp (VALIN, *Le duc de Normandie et sa cour*, p. 104). Il faut attribuer à la même session de janvier 1035 la donation de Touthainville à l'abbaye de Préaux (G. Ch., XI, instr., 200-201). Notons que, dans cet acte, sont cités deux des souscripteurs du diplôme de Montivilliers : les vicomtes Néel et Gosselin.

courrent donc à prouver l'authenticité de l'acte. La première recension ne mérite, à aucun titre, le reproche de falsification. Seule, la seconde doit être incriminée.

II. — LA RECENSION INTERPOLÉE.

EXAMEN DE LA PANCARTE DE GUILLAUME LE CONQUÉRANT

Encore faut-il examiner comment : la pancarte de Guillaume, qui, répétons-le, groupe la charte de 1035 interpolée et le résumé de vingt-quatre chartes-notices postérieures, puis déclare confirmer l'ensemble, est-elle vraiment un acte faux ? Ou bien est-elle seulement un acte subreptice (le texte interpolé ayant été présenté à Guillaume comme authentique et bel et bien confirmé par lui) ? On doit, pour en décider, étudier les différentes parties de la pancarte.

Un premier point : quelle est sa date présumée ? Ainsi que beaucoup d'actes du même genre émanés de la chancellerie du Conquérant, celui-ci n'est pas daté. Mais les nombreuses souscriptions de témoins le situent très exactement entre 1068 et 1076¹⁵. Ces souscriptions concordent entre elles : voilà un premier indice qu'il faut retenir et souligner en faveur de l'authenticité de la confirmation ducale.

En voici un autre qui ressort de l'examen des notices. Les bienfaiteurs cités sont, dans la mesure où nous les connaissons par ailleurs (ce qui n'est pas vrai pour la totalité d'entre eux, mais pour un bon nombre)¹⁶, des personnages ayant fort bien pu accorder les libéralités prétendues entre 1035 et 1068-1076. De plus, cette partie de la pancarte où leurs donations sont résumées offre tous les caractères diplomatiques d'autres pancartes analogues de Guillaume¹⁷, et l'on n'y saurait relever aucune de ces invraisemblances historiques, qui sont l'argument suprême des condamnateurs d'actes.

Voyons, au même point de vue, les interpolations de la seconde recension de la charte de Robert le Magnifique : si elles ont été insérées après 1068-1076, la pancarte est fausse ; si elles l'ont été entre 1035 et 1068-1076, rien n'empêche qu'elle ne soit seulement un acte subreptice.

15. Date adoptée par Davis, *Regesta*, 92 a, p. 24.

16. On rencontre, entre autres, Guillaume d'Eu, Raoul Taisson, Gilbert Crespin, Roger de Montgomeri (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 328), Hugues de Grentemesnil (*ibid.*, 329), Guillaume de Varenne (330).

17. Notamment les célèbres pancartes pour la Trinité de Caen (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 68-72) et Saint-Étienne de Caen (*ibid.*, 72-74).

Or il y a les plus grandes chances pour qu'elles soient antérieures à 1068-1076. On pourrait tirer argument du style¹⁸. D'autre part, l'une des interpolations peut être datée des environs de 1048 : c'est celle qui a pour objet d'ajouter l'église d'Equemauville à la liste des biens¹⁹. Nous savons, en effet, que cette église fut, en 1048, l'objet d'un litige entre les religieuses de Montivilliers et les moines de Saint-Riquier. Les religieuses prétendaient qu'elle leur appartenait, mais les moines produisaient une charte de Richard II qui la leur avait donnée, et c'est en faveur de ceux-ci que Guillaume le Bâtard trancha le procès en 1048²⁰. Il est évident que c'est à ce propos-là que les religieuses ont ajouté, dans le texte de leur charte de fondation, l'incise « *et ecclesiam de Stabelvilla* ».

En résumé, la charte que Robert le Magnifique accorda aux religieuses de Montivilliers, le 13 janvier 1035, est un texte authentique. Elle fut interpolée, entre 1035 et 1068-1076, en cinq endroits différents, et insérée, sous cette forme remaniée, dans une pancarte que Guillaume le Conquérant accorda aux religieuses entre 1068 et 1076. Cette seconde recension interpolée a seule été publiée jusqu'ici, par l'intermédiaire de la pancarte : d'où la suspicion qui s'étendait, à tort, à l'acte tout entier. Nous publions ci-dessous la recension authentique.

II. — Édition critique

1035, 13 janvier. — Fécamp

Diplôme de Robert le Magnifique affranchissant des coutumes épiscopales l'église de Montivilliers et douze églises dépendantes, et accordant de nombreux biens à l'abbaye que le duc vient de restaurer.

A. Original perdu.

B. Copie du 16 novembre 1733, « collationnée sur l'original représenté par le sieur Pierre Lefebvre, receveur de l'abbaye royale de Montivilliers, et à lui restituée après ladite collation faite pour être par lui remis au chartrier par moi, notaire, garde-notte du Roi audit Montivilliers » (signé : Liot), Arch. S. I., série H, fonds de Montivilliers. — C. Copie de janvier 1664, collationnée sur l'o-

18. Nous ferons, pour certaines formes vulgaires de noms propres, les mêmes observations que *supra*, p. 238, n. 10.

19. « ... *et ecclesiam de Stabelvilla* » (*infra*, p. 243, n. 25).

20. Ces événements sont rapportés par HARIULE, *Chronicon Centulense*, éd. Lot, p. 185. Le jugement de Guillaume a été publié par D'ACHERY, *Spicil.*, IV, 574 (MIGNE, CXLIX, 1373-1374).

original le 18 août 1705, Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. fr. 23056, ff. 54-55. — *D.* Copie collationnée du XVIII^e siècle (probablement 1731)²¹, Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. lat. 1245, f^o 112, d'après *A.* — *E.* Copie sans date ni indication de provenance, écriture fin XVII^e siècle, Arch. S. I., G 2068. — *F.* Copie de 1745, dans un manuscrit intitulé : « Mémoire concernant les anciens droits spirituels de l'abbaye royale de Montivilliers », appartenant au presbytère de Montivilliers²², d'après une copie perdue de 1600 collationnée en 1664. — *G.* Copie collationnée de 1731, Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. lat. 1245, f^o 252, d'après un *vidimus* perdu de 1301.

INDIQ. : HASKINS, *Norman Institutions*, p. 273, n^o 17.

In nomine sanctae et individuae Trinitatis, Robertus, divina auctoritate (*a*) Normanorum (*b*) dux et rector, omnibus Christi fidelibus tam presentibus (*c*) quam futuris notum esse volumus (*d*) qualiter, divinae miserationis instinctu, locum sanctae Mariae Dei genitricis et perpetuae (*e*) virginis, qui dicitur Monasterium Villare, nostrorum petitionibus fidelium consentiendo, decrevimus ordinare et ad pristinae facultatis amplitudinem, de qua jam (*f*) peccatis exigentibus ceciderat, elevare. Audivimus enim a sapientibus historiarum memorias recitantibus, supradictum locum sancto Philiberto a Waratone (*g*) duce esse concessum eo rationis tenore ut illic in honore (*h*) sanctae Mariae monasterium construeret, et virgines sub regulari disciplina Domino militaturas, et multis terrarum possessionibus beneficiatas (*i*), ordinaret. Tantam vero loci auctoritatem (*j*) frequenter audiendo, aedificationem (*k*) viri sanctissimi cum (*l*) oblationibus fidelium perditum (*m*) iri, et sanctarum virginum conversationem manu

(*a*) auctoritate *G.* — (*b*) Normannorum *C, E.* — (*c*) praesentibus *C, F.* — (*d*) volumus *G.* — (*e*) et *manque C, F*; et perpetuae virginis *manque E.* — (*f*) jamjam *C, E, F.* — (*g*) Vuaratone *C, E*; Waratone *F.* — (*h*) honorem *F.* — (*i*) beneficiatas *manque E.* — (*j*) auctoritatem *C, D, F*; auctoritatem *G.* — (*k*) edificationem *B.* — (*l*) cum *manque G.* — (*m*) praedatum *B* (*correction ultérieure*;

21. Cette copie est de la même écriture que *G*, datée de 1731. On aura certainement copié en même temps l'original et le *vidimus* de 1301, tous deux perdus aujourd'hui.

22. Ce ms. est relié, avec d'autres mémoires, en un volume ayant pour titre, au dos de la reliure : « Abbaye de Montivilliers ». Notre copie est aux pages xv-xvi et 1-7. M. le chanoine Héquet, curé-doyen de Montivilliers, a bien voulu nous communiquer ce volume. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

praedatoria violentorum adnullatam (n) esse dolumus, et ablata restaurare et restaurata firma defensionis vi (o) auctorisare (p) statuimus. Hoc vero (q), ut disposuimus, omnibus nostris fidelibus consentientibus, et maxime quadam amitta (r) mea, nomine Beatrice, id agente et studente, quae postea, habitu mutato, Domino illic militare elegit, presentis (s) cartae (t) privilegio confirmamus, ut, sine contradictionis molestia, ea quae infra memorantur, vel a me, vel a patre meo comite Richardo dedita (u), sive concessa, supradicto (v) monasterio perpetualiter serviant (x). In primis (y), eandem (z) sancte Marie (aa) ecclesiam (bb), cum aliis subter scriptis ecclesiis (cc), ab omni episcopali consuetudine absolutam, immunem et omnino liberam constituimus²³, quod quidem (dd) non nostrae potestatis violentia agitur, sed donatione, voluntate et concessione domini Rotberti (ee), Rothomagensis archiepiscopi (ff), constituitur et confirmatur. Hee (gg) igitur sunt aliae ecclesiae (hh) quietae, ecclesia (ii) de sancta Cruce, ecclesia (jj) sancti Germani, ecclesia de Herofluet (kk), ecclesia de Rorivilla (ll), ecclesia Octovilla (mm), ecclesia Epouvilla (nn), ecclesia Petitovilla (oo), ecclesia de Sanvuic (pp), ecclesia de Guttavilla (qq), ecclesia de Washuic (rr), ecclesia de Rotuelle (ss). In eadem villa Villaris monasterii suburbium totum cum teloneo (tt) et cum

le copiste avait d'abord écrit : perditum). — (n) adnullatam F. — (o) defensione in E; deffensione in F. — (p) autoritate CEF; et auctoritate D. — (q) vero manque F. — (r) amita CDF. — (s) praesentis CDF. — (t) carthae C; chartae DF. — (u) data EF. — (v) praedicto CEF. — (x) inserviant CF. — (y) Imprimis D, E, F. — (z) eandem D, F. — (aa) sanctae Mariae CDF. — (bb) ecclesiam B. — (cc) ecclesiis B. — (dd) quidem manque F. — (ee) Rotberti CDEF. — (ff) archiepiscopi Rothomagensis D; Rotomagensis archiepiscopi E. — (gg) Hae CDEFG. — (hh) ecclesiae B. — (ii) ecclesia B. — (kk) ecclesia B; Horofluet B. — (ll) ecclesia B; Reovilla E. — (mm) ecclesia B; Octavilla D. — (nn) ecclesia B; Espovilla DG. — (oo) ecclesia B. — (pp) ecclesia B; Sanwoit D; Sancwic F. — (qq) ecclesia B. — (rr) ecclesia B; Vicasuic C; Gashuic D; Wasuic E; Warhuic F. — (ss) ecclesia B; Rotuelle C; Rotuella E; Rotuello F; après : Rotuelle : ecclesia de Mancir cum terra sacerdotali B, ajouté en interligne, d'une écriture différente. — (tt) the-

23. ... constituimus in omni tenetura, sicut tenet Fiscannensis ecclesia, quod... : 1^{er} passage interpolé dans la seconde recension (G. Ch., XI, instr., 326).

omnibus consuetudinibus, et portus de Heroffluet (*uu*) cum teloneo (*vv*) et sedibus navium, cum sanguine et licentia (*xx*) de navi (*yy*)²⁴; Sigelfridivilla (*zz*) in Oismeis (*a*) et la Haia (*b*) de Telloil (*c*); in Valdine (*d*) VI arpena (*e*) et unam domum, et (*f*) medietatem villae quae vocatur Luxorial (*g*); terra cujusdam Angosti (*h*)²⁵; in terra Alberici V hospites; in Karolomaisnil (*i*) III^{or} et dimidium; in maisnil Richardi (*j*) tres et dimidium et tres bordarios (*k*); in Rodultot (*l*) XIII et III bordarios (*m*) et terram ad unam carrucam, et ecclesiam (*n*); secus Heroffluet (*o*) quinque hospites et dimidium, VII bordarios (*p*); in Wiuridivilla (*q*) IIII hospites; in Rodeuvello (*r*) III et unam

loneo *G.* — (*uu*) Heroffluot *B*; Herolfluot *E.* — (*vv*) telonio *F*; thelonio *G.* — (*xx*) cum *manque*, sanguin' et licentia *C*; sanguinem et licentiam *DEF.* — (*yy*) *denam BG*; donam⁹ *C*; donamus *DEF.* — (*zz*) Sigelfridisvilla *CDEF*; Sigelfridis villa *G.* — (*a*) mois meis *CDE.* — (*b*) la Haya *CE*; et la Hoya *F.* — (*c*) Teilloil *CE*; Telloil *D*; Tolloel *F.* — (*d*) en Wacher *BD*; et in adine *F*; in Wadine *G.* — (*e*) VI arp. *CE*; XII arpen *D*; sex arp. *F.* — (*f*) item *CEF.* — (*g*) Louisourez *C*; Luxeurial *D*; Luisourez (vel Luxorias) *E*; Luxorias *F.* — (*h*) Angosti *C.* — (*i*) Karolomainil *E.* — (*j*) mainil Richardi *E.* — (*k*) III border. *C*; III bord. *D*; tria bordaria *F.* — (*l*) Rodultot *C*; Rodulfiot *D*; Rodulthoc *E*; Rodulthot *G.* — (*m*) in Rodultot XIII et III bordarios *manque F.* — (*n*) ecclesiam *B.* — (*o*) Herofflot *B*; Heroffluot *D*; Herolfluot *E*; Herolfluot *G.* — (*p*) VII border. *C*; septem bordaria *F.* — (*q*) in Daniel Mainil, in Viuridivilla *C*; Wiurid-de-villa *D*; Wiaridevilla *F.* — (*r*) Rodeuvella *C*; Rodruelle *D*; Roduella *E*; Roduello *F*; in Rodeuvello *manque G.* —

24. Nous avons adopté la leçon : *licentia de navi*, quoiqu'elle ne soit donnée par aucune des copies de notre charte, voici pourquoi : 1^o les leçons de nos copies n'offrent aucun sens valable; 2^o *licentia de navi* est paléographiquement admissible : *denam*, donné par notre meilleur copie (*B*) et par les copies de la seconde recension, est sans doute le fruit d'une mauvaise lecture pour *de navi* (même nombre de jambages); 3^o c'est la seule leçon dont le sens soit satisfaisant : il s'agit ici évidemment d'un privilège de navigation, le contexte l'implique. Nous comprenons ainsi le passage : *sedibus navium* vise le privilège de taxer et de contrôler les bateaux amarrés dans le port de Harfleur (LA RONCIÈRE, *Hist. de la marine française*, t. I, 1909, p. 124); *licentia de navi* vise sans doute celui d'avoir un bateau circulant librement sur les fleuves normands sans payer de droits (sur ce privilège, E. DE FRÉVILLE, *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen*, 1857, t. I, pp. 54-67, et surtout 65-66; voir aussi d'autres textes donnant un privilège analogue, Lor, *Études crit. sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, *Rec. des chartes*, n^o 11, p. 43, et *G. Ch.*, XI, instr., 76).

25. ... angosti, « le Maisnil » galchiaie de Comitevilla, et ecclesiam de Guasvic et ecclesiam de Stabelvilla; in terra... 2^o passage interpolé dans la seconde recension (*G. Ch.*, XI, instr., 326-327).

capellam (s) et sex bordarios (t); in Daniel maisnil (u) VI hospites (v), in Fredivilla (x) V, in Beatavilla VII et dimidium, et unum bordarium (y); in Ubervilla (z) XIV (aa) hospites et unum bordarium (bb); in Petitonvilla (cc) XV et dimidium et tria bordaria (dd) et capellam (ee), secus Viuridevillam (ff) XXVI agros; in Rorivilla XX et unum hospitem (gg) et XVIII bordarios (hh), et duos hospites ad Coldretum (ii); in villa del manoir (jj) ecclesiam sancti Martini (kk), immunem ab omni episcopali consuetudine (ll)²⁶, ut supradictae (mm), cum terra sacerdotali; in Rorivilla IIII molendinos, ad Expouvillam (nn) unum; in (oo) Monasterio-Villare (pp) duo (qq), salinas (rr) XVI, XX et octo agros de prato (ss), omnem vero decimam totius suburbii eidem loco (tt) et quae (uu) in circuitu villarum habentur²⁷; in villa autem quae vulgo Becceret appellatur (vv) tres parterios vineae (xx) super (yy) Sequanam sitae, et medietatem vini quod est Ascellini (zz) ejusdem villae (a)²⁸. Haec (b) omnia, ut diximus, nostrae concessionis

(s) una capella BE. — (t) VI border. C; VI bord. D; sex bord. E; sex bordaria F. — (u) Daniel Mesnil B; Daniel Mainil CE. — (v) 5^e hospites E. — (x) Fredevilla B. — (y) bordarios B. — (z) Albervilla CE; Ulbervilla D; Walbervilla F. — (aa) XIII^{clm} CE; quatuordecim F. — (bb) et unum bordarium manque G. — (cc) Petitonvilla BDG; Petitonvilla F. — (dd) III Bord. C; tres bord. E. — (ee) capella BD. — (ff) Vittriullam B; Wiuridvillam D; Viuredvillam E; Wimredvillam F. — (gg) et unum hospitem manque G. — (hh) octodecim bordaria F. — (ii) Coldret. CE; Cold. F. — (jj) manoir D; manerio F; manair G. — (kk) ecclesiam B; ecclesiam in honore sancti Martini CEF. — (ll) consuetudine episcopali F. — (mm) ut supradictum est CE; et supradictae F. — (nn) Espouvilla C; Espovilla DG; Espouvillam EF. — (oo) in manque F. — (pp) Monasterio-Villari CE. — (qq) duo manque C; due D; duos EF. — (rr) salinae BD. — (ss) pratis CE. — (tt) ejusdem loci CE. — (uu) qui CF. — (vv) apellatur B. — (xx) vinei B. — (yy) supra F. — (zz) Ascellini CE; ad Salini F. — (a) ville B. — (b) Hec B;

26. ... consuetudine, ecclesiam sancti Martini de Octovilla cum terra sacerdotali et ecclesiam sancti Dionysii de Espovilla, in Rorivilla... : 3^e passage interpolé dans la seconde recension (G. Ch., XI, instr., 327).

27. ... habentur, ecclesiam quoque Guttisvillae in honore sancti Samsonis constructam et ecclesiam Sancturie super mare sitam; in villa... : 4^e passage interpolé dans la seconde recension (G. Ch., XI, instr., 327).

28. ... villae, in Vadine tredecim arpenta vineae, in Rotomago ecclesiam sancti Pauli cum aliis quae pertinent, omnia ad usus suos in silva Juliaebonae dedit Richardus comes : 5^e passage interpolé dans la seconde recension (G. Ch., XI, instr., 327).

jure, ad locum memoratum pertineant. Et ne quis hanc donationem delere praesumat (c); hoc inscriptionis privilegium (d) sub ecclesiae. (e) testimonio confirmamus et annuli nostri impressione roboramus, neve in eodem loco alterius sexus ordo habeatur praeter (f) suprascripti (g). Quod si, inimico humani generis (h) instigante (i), status sanctae regulae depravatus, quod absit, aliquando defecerit, eodem sexu eodemque reparetur ordine (j). Aliter ne fiat, nostra auctoritate (k) sub horum presentia (l) ac (m) subscriptione, anathematis (n) feriat (o) aeternae damnationis, testium patrum mei videlicet Roberti archiepiscopi, Hugonis quoque Ebroacensis (p) alteriusque Hugonis episcopi Abrincarum civitatis, Johannis (q) etiam Fiscannensium (r) abbatis, necnon Gradulphi (s) abbatis Fontinellensis cenobii (t), hujus operis maxime procuratoris, cui eadem amita mea sanctae professionis firmitatem professus est, comitis Balduini (u), Angelrani (v), Osberni, Nigelli (x) vicecomitis (y) et Goscelini (z) et Richardi et caeterorum nobilium. Facta est hec (aa) privilegii auctoritas (bb) Fiscanni in conventu celebri, idus (cc) Januarii, VIII^o anno regni nostri, quo (dd) et Hierusalem petiturus ibi licentiam eundi a Deo (ee) et sanctis ejus petii, anno ab Incarnatione Domini millesimo quinto (ff), regnante Francorum rege Henrico, anno IIII^o, indictione quarta (gg).

(monogramme)

(signa testium)

(locus sigilli) ²⁹

Haec C. — (c) presumat B. — (d) privilegio F. — (e) ecclesia B. — (f) propter D. — (g) suprascriptum CD. — (h) generis humani G. — (i) instigante F. — (j) ordine barré B; eodemque ordine reparetur CE; eodemque statu reparetur F. — (k) autoritate CEF. — (l) praesentia CF. — (m) hac B CEF. — (n) athematis B; anathematis manque E. — (o) feriat manque CEF. — (p) Ebroicensis CE. — (q) Joannis EF. — (r) Fiscannentium B. — (s) Radulphi G. — (t) cœnobii CDEF. — (u) Baluini F. — (v) Engebran CDE; Angliam F. — (x) Nigelli manque CE. — (y) vitecomitis F. — (z) Goscellmi F. — (aa) haec CDEF G. — (bb) autoritas CE. — (cc) id. CE; idibus F. — (dd) quarto quo B. — (ee) Domino CE. — (ff) Mxxxv CDE. — (gg) quarta, feliciter BFG; le mot feliciter

29. B et D ont dessiné à la plume, d'après l'original, le monogramme de Robert, qu'ils ont entouré de neuf croix apposées par les témoins; ces croix sont réparties en trois groupes de quatre, trois et deux, respectivement à gauche, au-dessous et à droite; tout à fait à droite, un dessin de sceau plaqué.

Wilelmus (*hh*) comes, filius Roberti ducis Normanorum (*ii*), dedit terram de Calvelvilla (*jj*) per auctoritatem (*kk*) Hugonis militis in cujus beneficio manet. Testes sunt Wilelmus (*ll*), filius Osberti, Wimunt (*mm*) Cufel (*nn*), Hugo de la Ferté, Nigellus (*oo*), Wilelmus (*pp*), Rodulphus, Johannes abbas (*qq*).

a été ajouté postérieurement dans B. — (hh) Vuillelmus C ; Guillelmus E ; Willemus F. — (ii) Normannorum C. — (jj) Calvevilla C ; Calvilla E ; Calvellavilla F. — (kk) auctoritatem CE. — (ll) Vuillelmus CE ; Willemus F. — (mm) Wuremont C ; Varemlem E ; Wimine F. — (nn) Enfel CEF. — (oo) Nigellus manque CE. — (pp) Vuillelmus C ; Willemus F. — (qq) Tout le passage depuis Wilelmus comes jusqu'à la fin, manque D.

APPENDICE II

NOTE SUR L'ORIGINAL (?)

DU DIPLOME ACCORDÉ PAR ROBERT LE PIEUX A L'ABBAYE DE FÉCAMP LE 30 MAI 1006

On sait que Robert le Pieux, venu à Fécamp le 30 mai 1006, accorda à l'abbaye un diplôme qui n'est que la confirmation — et souvent la reproduction littérale — du diplôme de Richard II, donné le même jour ; ces deux diplômes sont les textes constitutifs de l'exemption¹.

L'original passait pour perdu. M. Newman écrit, dans son récent *Catalogue des actes de Robert le Pieux*, qu'il « n'existe plus »². Il avait été connu de Dom Le Noir au XVIII^e siècle. M. Newman résume ainsi l'opinion du savant bénédictin : « Dom Le Noir a tenu ce diplôme pour suspect et a fait remarquer qu'il n'eut jamais ni sceau, ni monogramme, ni souscription... On se demande s'il a vu l'original ou une copie ancienne³. »

Nous avons eu la bonne fortune de retrouver la pièce visée par Dom Le Noir ; elle est conservée au musée de la Bénédictine de Fécamp, inscrite sous une fausse cote⁴. Nous en publions la photographie en planche⁵. C'est un document sur parchemin (hauteur : 0,735 × largeur : 0,47 en haut, 0,525 en bas). L'écriture est une belle minuscule romane, sauf la pre-

1. *Supra*, p. 34.

2. W. M. NEWMAN, *Catalogue des actes de Robert II, roi de France* (1937), n° 26, pp. 32-33. Voir aussi PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, *Catalogue*, n° 30, p. LXIX.

3. *Ibid.*

4. Cote 1 bis avec l'indication : « Charte de Richard II, du 30 mai 1006. » Nous tenons à remercier MM. les Administrateurs de la Société de la Bénédictine et M. le Conservateur du Musée, qui ont bien voulu nous permettre de consulter leur admirable collection de documents et de photographier celui-ci.

5. Planche I.

mière ligne et la formule finale de date, qui sont en majuscules : elle paraît bien du début du XI^e siècle. Le parchemin est très mince : d'où le mauvais état de la conservation. Au dos, on lit, en majuscules de la même écriture : « CARTA REGIS ROTBERTI CONFIR[MA]TORIA FUNDAMENTI ECCLESIE FISCANNENSIS »; au-dessous, sont tracés des signes illisibles qui indiquent probablement le renvoi au folio d'un cartulaire ou d'un inventaire d'archives⁶. Dans le repli du parchemin figure la mention suivante, d'une écriture du XVII^e siècle : « Fescamp. Lettre du roy Robert confirmant la fondacion et donacion de l'abbaye de Fescamp. L'an mil six. » Toutes ces mentions dorsales prouvent que le document était considéré, aussi bien au XI^e qu'au XVII^e siècle, comme l'original.

Toutefois, ainsi que le notait déjà Dom Le Noir, il n'y a ni sceau, ni monogramme, ni souscription : cette absence de signe de validation empêche-t-elle irrévocablement notre pièce d'être un original ?

M. Levillain a signalé l'existence de diplômes royaux carolingiens dépourvus de tout signe de validation; il admet cependant que ce soient bel et bien des originaux. Il explique ainsi l'anomalie. Ces actes auraient dû être rédigés en deux fois : 1^o le texte, 2^o l'apposition des signes de validation; la seconde opération aura été omise. Le bénéficiaire, ayant en mains un parchemin sur lequel figure le texte seul du diplôme, possède, en réalité, « une sorte de notice attestant l'accomplissement de l'acte juridique ». Il devait, « s'il voulait avoir un acte qui pût faire foi en justice,... lui faire conférer le caractère de pièce authentique par l'apposition des signes de validation ». Il ne l'a pas fait, peut-être par raison d'économie : « les frais de chancellerie — car je ne suppose pas que l'expédition des diplômes était gratuite — devaient varier, et dans des proportions sans doute assez grandes, selon qu'on tirait une expédition non validée ou qu'on se faisait délivrer une expédition pourvue des souscriptions et du sceau. Il dépendait alors de la partie prenante d'accomplir avec plus ou

6. Je dois cette explication à M. Maurice Jusselin, qui voudra bien trouver ici l'expression de toute ma gratitude. Ces signes, que je ne pouvais déchiffrer, m'avaient fait penser à des notes tironiennes. J'écrivis aussitôt à l'éminent spécialiste en cette matière, M. Maurice Jusselin, en lui communiquant le relevé du dessin pris sur le document. Il me répondit qu'on ne saurait voir là des notes tironiennes, et il ajouta : « Je vois dans ces signes l'abréviation d'une mention renvoyant à un folio soit d'un cartulaire, soit d'un inventaire d'archives. »

moins de célérité les dernières formalités de chancellerie⁷ ».

Il est probable que nous nous trouvons en présence d'un acte de ce genre. Pourquoi l'apposition des signes de validation n'aura-t-elle pas été effectuée ? On peut faire là-dessus toutes sortes d'hypothèses : supposer qu'une telle opération ne valait pas les frais qu'elle eût entraînés, vu que le diplôme de Richard II, qui en disait tout aussi long que celui de Robert le Pieux, suffisait, le cas échéant, à faire preuve en justice ; ou bien supposer que le roi n'avait emmené à Fécamp qu'un personnel de chancellerie trop réduit pour procéder à la seconde opération. On se sera donc contenté de rédiger une sorte de diplôme-notice pour commémorer par un écrit le souvenir du voyage de Robert et de sa confirmation de la charte ducale.

Nous sommes donc probablement en présence d'un original au sujet duquel toutes les formalités n'ont pas été accomplies. Toutefois, ce n'est que probable, très probable si l'on veut, mais pas absolument certain. Il reste l'hypothèse possible d'après laquelle la pièce retrouvée ne serait qu'une copie. Mais ce serait, en tout cas, une copie fort ancienne, contemporaine, à n'en pas douter, du véritable original, et considérée très anciennement comme l'original lui-même (les annotations dorsales en font foi).

Mais, en tout état de cause, il y a une hypothèse qui ne saurait être faite, c'est que l'acte soit un faux. Dom Le Noir, qui avait parlé d'acte suspect, a entraîné les hésitations de M. Newman. Le doute doit être écarté. L'absence de signe de validation n'est pas un argument : un faussaire eût-il voulu fabriquer un pseudo-diplôme, nul doute qu'il ne se fût bien gardé d'omettre l'apposition des signes. Il les eût plutôt mis deux fois qu'une. Par ailleurs, l'acte est excellent, et le fait que le jour de la semaine est noté dans la date est peut-être une anomalie, mais non pas un argument pour la fausseté. Les formules diplomatiques sont bonnes ; et, quant au fond, l'acte n'ajoute rien à celui de Richard II, qu'il se contente de confirmer. M. Newman pense qu'une phrase du texte, celle où Robert dit qu'il donne aux moines l'église Saint-Paterne de Rouen, aurait été interpolée. Il s'appuie sur ce que cette phrase est plus explicite que la phrase correspondante du diplôme de Richard II, qui parle seulement d'une « *capella* » sise à Rouen, sans la nommer. Notons que, sur ce point même, l'acte de Robert n'ajoute rien à celui de Robert : il le

7. LEVILLAIN, *Recueil des actes de Pépin I^{er} et Pépin II, rois d'Aquitaine*, p. LXXXVII.

précise seulement. Eût-on falsifié un texte pour une précision aussi minime ? Au surplus, la phrase est telle quelle dans notre document, ce qui enlève tout soupçon.

En résumé, l'acte est authentique. Nous en possédons une pièce qui est très probablement l'original, ou bien, en mettant les choses au pire, qui est une copie très ancienne, considérée de tout temps comme l'original et digne de foi.

APPENDICE III

NOTE SUR UN DIPLOME SUPPOSÉ DE ROBERT LE PIEUX EN FAVEUR DE L'ABBAYE DE FÉCAMP

(NEWMAN, *CATALOGUE...*, n° 69, p. 86)

M. Newman a bien vu que le diplôme accordé par Robert le Pieux à l'abbaye de Fécamp, le 30 mai 1006, était une confirmation de la charte de Richard II du même jour. Il n'est pas tombé dans l'erreur accréditée par le *Liber de Revelatione*, d'après laquelle le diplôme royal aurait confirmé l'acte interpolé de franchise des coutumes épiscopales, faussement attribué à Richard II¹.

Mais le *Liber de Revelatione* l'a conduit, à la suite de Haskins², à une autre méprise. Il suppose l'existence d'un acte perdu de Richard II accordant la franchise des coutumes épiscopales pour douze églises, qui aurait été confirmé par un autre acte de Robert le Pieux, également perdu, auquel il assigne une date (1001-23 août 1027) et un numéro dans son catalogue (69, p. 86). Et il se juge encouragé dans son opinion par le passage de la charte de Montivilliers de 1035 : « ... sicut tenet Fiscannensis ecclesia », qui « présuppose », écrivait Haskins, la franchise des coutumes épiscopales des douze églises dépendant de Fécamp.

Nous avons vu plus haut ce qu'il fallait penser du témoignage du *Liber de Revelatione*³. Nous savons, d'autre part, que la phrase du diplôme de Montivilliers est une interpolation⁴. Tous ces récits inexacts et ces textes falsifiés ont brouillé la vérité au point de tromper, tout récemment encore, un historien aussi averti que M. Newman, en lui faisant supposer un acte inexistant de Robert le Pieux. Il n'est peut-être pas de meilleure justification de l'utilité qu'il y avait à étudier de près les chartes de Fécamp et de Montivilliers.

1. Sur cette question, *supra*, pp. 50 et ss.

2. HASKINS, *Norman Institutions*, p. 251, n. 3.

3. *Supra*, pp. 58 sq.

4. *Supra*, p. 235 et p. 242, n. 23.

APPENDICE IV

LA DATE DE LA CHARTE *Propicia* ACCORDÉE PAR RICHARD II A L'ABBAYE DE FÉCAMP (août 1025 ?)

La date de la charte *Propicia* accordée par Richard II, à la fin de son règne, à l'abbaye de Fécamp, soulève de grandes difficultés.

Cette charte, ainsi désignée par l'*Incipit*, est une confirmation générale des biens de l'abbaye de Fécamp. On sait l'intérêt qu'elle présente pour l'étude des privilèges de l'abbaye¹. Elle est ainsi datée :

« *Data mense Augusto, considentibus nobis Fiscanni palatio. Anno ab Incarnatione Domini I. XXVII. Indictione VIII. Regnante Rotberto rege anno XXXVI*². »

Ces éléments de datation ne concordent pas : l'indiction 8 correspond à l'année 1025 et non pas à 1027; la 36^e année du règne de Robert le Pieux va du 30 décembre 1022 au 29 décembre 1023, ou du 24 octobre 1031 au 23 octobre 1032, suivant qu'on compte l'année du règne à partir du couronnement de Robert (30 décembre 987) ou de la mort de Hugues Capet (24 oct. 996) : on sait que c'étaient les deux computs adoptés³.

En présence de ces difficultés, la pensée qui vient aussitôt à l'esprit est de donner la préférence au millésime sur les autres éléments et d'adopter 1027. Mais une objection se pré-

1. *Supra*, pp. 54-56.

2. HASKINS, *op. cit.*, pl. III (réf. aux éditions, *ibid.*, pp. 256-257, n° 5).

3. NEWMAN, *Catalogue des actes de Robert II...*, p. xxix. On admettait, jusqu'aux récents travaux de M. Newman, l'existence d'un troisième comput, à partir de l'emprisonnement de Charles de Lorraine (29 mars 991) : la 36^e année irait du 29 mars 1026 au 28 mars 1027. Mais ce comput a été contesté par M. Newman (*op. cit.*, pp. xxix-xxx).

sente : Guillaume de Jumièges dit que Richard II est mort en 1026⁴ ; presque tous les chroniqueurs emboîtent le pas derrière lui⁵, et la plupart des historiens adoptent cette date⁶.

Bien entendu, on ne saurait aucunement tirer de toutes ces discordances un motif quelconque d'incriminer l'authenticité de l'acte dont toutes les parties (sauf ce que nous venons de dire de la date) sont excellentes et dont l'original inspire toute confiance. D'ailleurs, trois autres diplômes accordés par Richard II aux abbayes de Bernay, de Jumièges et du Mont-Saint-Michel ont une formule de date presque identique à celle du diplôme de Fécamp : le problème est le même dans les quatre cas et se trouve ainsi singulièrement étendu. Voici la formule de date de chacun des trois textes :

BERNAY⁷ :

Actum Fiscanni publice, mense Augusto, considentibus nobis in Fiscanni palatio, anno ab Incarnatione Domini 1027, indictione 8, regnante Rotberto rege anno 38.

JUMIÈGES⁸ :

Data mense Augusto, considentibus nobis Fiscanni palatio, anno ab incarnatione Domini millesimo vigesimo septimo, indictione octava, regnante Rotberto rege anno XXXVIII°.

LE MONT-SAINT-MICHEL⁹ :

Data mense Augusto, considentibus nobis Fiscanni palatio, anno ab Incarnatione Domini MXXVII, indictione octava, regnante Roberto rége anno XXXVI.

Il est évident que les quatre diplômes ont été donnés en même temps, au palais ducal de Fécamp, au mois d'août de

4. GUIL. DE JUM., V, 17, éd. MARX, p. 97.

5. Liste et références dans PRENTOUT, *Quelques chartes de Richard II...*, Bull. de la soc. des Antiq. de Norm., XXXIII, 1918, p. 213, n. 46.

6. Notamment PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 216, n. 6 ; LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, p. 50, n. 1, etc... Toutefois, PRENTOUT (*loc. cit.*, note précédente, pp. 218 sq.) propose 1027 en se fondant : 1° sur notre chartre de Fécamp et sur les chartes de Jumièges et de Bernay dont nous allons parler ; 2° sur un passage d'Orderic Vital, qui est trop peu précis à la vérité pour servir d'argument et dont Pfister avait donné une interprétation préférable ; il existe des objections, qu'il reconnaît lui-même, à son système, et il ne présente d'ailleurs celui-ci que comme une hypothèse.

7. LE PRÉVOST, *Mémoires et notes pour servir à l'histoire du département de l'Eure*, t. I, p. 284.

8. VERNIER, *Chartes de l'abbaye de Jumièges*, XII, t. I, p. 42.

9. Neustria pia, pp. 215-218.

l'une des dernières années du règne de Richard II. Mais quelle année ? On est toujours ramené au même problème.

Observons que les diplômes de Bernay et de Jumièges donnent : année 38 du règne de Robert, c'est-à-dire en prenant le couronnement comme point de départ : août 1025. Or, l'indiction VIII donne également : août 1025. Il y a concordance entre deux éléments de la date sur trois. — 1025, d'autre part, s'accorde avec nos données sur la mort de Richard II. Aussi les historiens ont-ils généralement proposé d'adopter cette date : c'est l'opinion de Le Prévost¹⁰, de Haskins¹¹ et de M. Sauvage¹².

Prentout émet une hypothèse : les documents auraient été rédigés en août 1025, — lors de l'abdication de Richard II, dit-il —; deux ans plus tard, lors d'une autre assemblée tenue à Fécamp, ils auraient été produits à nouveau, confirmés à nouveau, et l'on aurait rajeuni la date en substituant MXXVII à MXXV par addition de deux jambages. Cette hypothèse expliquerait le fait que la plupart des éléments de date de nos diplômes se répartissent en deux catégories, les uns donnant 1027, les autres 1025 : les premiers seraient ceux qui ont été rajeunis, les autres, ceux qui ne l'ont pas été. Toutefois, elle est liée à tout un système d'explication douteux de la chronologie normande des années 1025-1027 : octroi des diplômes et abdication de Richard II (août 1025); confirmation des diplômes et mort de Richard II (août 1027); quant à la date de 1026, donnée par les chroniqueurs pour la mort de Richard II, elle ne tient plus aucune place dans l'explication proposée : « Guillaume de Jumièges a pris une sorte de moyenne en disant 1026¹³ »; l'argument laisse sceptique.

Nous concluerons en adoptant l'opinion de Haskins : août 1025 (?), et en reconnaissant, avec Prentout, que la question ne pourra être définitivement réglée « qu'après une étude d'ensemble sur les diplômes des ducs normands¹⁴ ».

10. LE PRÉVOST, *op. cit.*, t. I, p. 283. Toutefois, cet auteur paraît n'être pas du même avis dans son édition d'Orderic Vital et parle de 1027 (t. II, p. 10, n. 2).

11. HASKINS, *Norman Institutions*, App. B, n° 5, p. 256-257.

12. SAUVAGE, *L'abbaye de Troarn*, p. 11, n. 2.

13. PRENTOUT, *loc. cit.*, p. 221.

14. PRENTOUT, *loc. cit.*, p. 224.

APPENDICE V

LES CHRONIQUES DE L'ABBAYE DE FÉCAMP AU XI^e SIÈCLE

I. — LA CHRONIQUE DU MS. 528¹ DE LA BIBLIOTHÈQUE DE ROUEN

1) *Manuscrit et éditions.* Le ms. 528 de la bibliothèque de Rouen provient de l'abbaye de Fécamp. C'est un ms. du XI^e siècle. Il fut acquis par Bigot dans la première moitié du XVII^e siècle. Les 184 premiers ff. reproduisent un commentaire de Bède sur saint Marc. Les trois derniers ff. (185-187) contiennent une courte chronique de l'abbaye.

Cette chronique a été éditée en deux fois : la première partie (§ 1-5 : « *In diebus... cervi* »), par Mabillon²; la seconde partie (6-9 : « *Contigit... pertinent* »), par le P. Poncelet³.

2) *Analyse.* La chronique raconte la fondation de Fécamp par saint Vaninge au temps de Clotaire III (657 ou 658-673), et les miracles relatifs à cette fondation : guérison miraculeuse de saint Vaninge, apparition de sainte Eulalie à saint Vaninge, désignation miraculeuse de l'abbesse Hildemarque. Puis elle donne quelques détails sur le séjour de saint Léger à Fécamp et passe, sans transition, à la destruction du monastère par les Normands. Quelques mots sur Rollon, et la voilà arrivée à l'histoire de Guillaume Longue-Épée (1-6).

Elle s'attarde sur Guillaume Longue-Épée, qui avait fait édifier un palais à Fécamp et y restaura l'ancienne église (miracles relatifs à cette restauration) (6-7), et sur son fils Richard I^{er}, qui fit à nouveau reconstruire l'église avec beaucoup plus de magnificence (8). Elle cite un nouveau miracle

1. Nous désignons le ms. par le numéro du *Catalogue général des mss. des bibl. publ. de France*. Le ms. est coté A 362.

2. MABILLON, *AASS. O. S. B., saec. II*, 974-975.

3. *Anal. Boll.*, XXIII, 1904, pp. 252-254.

qui se serait produit au temps de la reconstruction : un prêtre des environs de Fécamp, Isaac, aurait vu, pendant qu'il célébrait le saint sacrifice, le pain se changer matériellement en chair et le vin en sang. — L'église réédifiée est consacrée en grande pompe, le 15 juin 990 : quatorze évêques sont présents; Richard I^{er} donne à l'église les domaines d'Argences, Mondeville... (9). Suivent trois ou quatre lignes illisibles, au bas du dernier f^o (187 v^o), et la chronique s'arrête là⁴.

3) Sources. L'auteur utilise :

1^o pour la partie mérovingienne, la *Passio II^a Leudegarii*⁵ : il lui emprunte textuellement tout le passage relatif au séjour de saint Léger à Fécamp⁶, et c'est probablement d'elle qu'il tire ses renseignements sur la chronologie des rois de la seconde moitié du VII^e siècle⁷;

2^o pour la partie postérieure aux invasions normandes, l'auteur se réfère à Dudon de Saint-Quentin. Les rapprochements sont multiples : la chronique appelle les Normands : « *Danorum gens* », elle dit que Rollon est « *natione Danus* », qu'il a envahi le *regnum Francorum* en 876, qu'il a donné aux Normands « *leges et jura paterna* » : tous ces traits ne peuvent être empruntés qu'à Dudon⁸. Enfin, le très long passage rela-

4. Ces lignes illisibles paraissent avoir été grattées. Elles l'étaient déjà en 1677 (*supra*, p. 52, n. 30). Comme elles sont tout au bas du verso du dernier f^o du ms., nous ne pouvons pas savoir si elles terminaient réellement la chronique, ou bien si celle-ci continuait sur d'autres ff. arrachés ou perdus (cf. PONCELET, *loc. cit.*, p. 252).

5. Ce texte, on se le rappelle, donne des détails précis sur la fondation de l'abbaye (*supra*, p. 22, n. 33); il n'est donc pas surprenant qu'il y ait été bien connu.

6. « *Accipe, inquit... fructus* », AASS. O. S. B., *loc. cit* (chronique); M. G. H., *Script. rer. mer.*, V, p. 337 (*Passio*). Sur le séjour de saint Léger à Fécamp, cf. *supra*, p. 22, n. 33.

7. Dans les deux textes, Thierry III (673-690) est qualifié de frère germain, « *germanus* », de Childéric II (673-675). Toutefois, la chronique donne « presque quatre ans » au règne de Childéric II, qui n'a duré, en fait, que deux ans et six mois (VACANDARD, *Le règne de Thierry III et la chronologie des moines de Fontenelle*, R. Q. H., LIX, 1896, pp. 491-506, et notamment 492 et 505).

8. Dudon dit que Rollon était originaire de *Dacia*, et il appelle *Daci* (variante de *Dani*) les conquérants normands. On s'est emparé du texte de Dudon pour prétendre prouver l'origine danoise des Normands (voir, sur cette question, PRENTOUT, *Étude critique sur Dudon de Saint-Quentin*, pp. 111-160). — La date de 876 est également donnée par Dudon et PRENTOUT (*op. cit.*, p. 167), a remarqué, après LAIR (édit. de Dudon, intr., p. 52), que toutes les sources donnant 876 proviennent de Dudon. — L'expression

tif à la reconstruction de l'église par Richard I^{er} est une citation textuelle de Dudon⁹.

4) *Lieu et date de composition*. La chronique ne peut être que l'œuvre d'un moine de Fécamp.

Elle est certainement du XI^e siècle : l'écriture du ms. suffirait à le prouver. On peut aussi démontrer qu'elle est antérieure au *Liber de Revelatione*, composé probablement vers 1090-1094. Le P. Poncelet le conjecturait déjà¹⁰. A l'argument qu'il présentait¹¹, s'ajoute celui-ci : la version des origines de l'abbaye n'est pas la même dans les deux récits; une légende miraculeuse, qui n'existe qu'à l'état embryonnaire dans la chronique, tint une place de premier plan dans le *Liber* : elle s'est donc développée dans l'intervalle. Nous voulons parler de l'épisode d'Anségise et du cerf blanc.

En effet, le *Liber* ne se contente pas de faire remonter la fondation de l'église de Fécamp à la guérison et à la vision de saint Vaninge. Il crée un miracle antérieur et raconte qu'avant saint Vaninge, le duc Anségise, chassant dans la forêt de Fécamp, avait vu apparaître un cerf tout blanc et d'une beauté remarquable. Chiens et chasseurs le poursuivent, mais ne peuvent l'atteindre; tout d'un coup, il s'arrête, mais les chiens et les chasseurs, comme paralysés, restent devant lui immobiles. Anségise comprend que le cerf est un envoyé de Dieu. L'endroit où il s'est arrêté est le lieu sacré, le lieu choisi par Dieu, et Anségise fait vœu d'y construire une église¹².

Cet épisode, longuement raconté dans le *Liber*, n'est l'ob-

« *leges et jura paterna* » rappelle celle de Dudon : « *Jura et leges* » (DUDON, II, 31, p. 171). — Il est encore un point sur lequel la chronique s'inspire de Dudon : c'est lorsqu'elle fait mourir Rolon en 917. Mais elle suit ici son modèle avec maladresse, car cette date est une erreur, et Dudon ne la donne pas : on peut seulement l'induire d'un passage de son œuvre si l'on ne prend pas garde à bien l'interpréter. L'erreur a été commise par d'autres chroniqueurs, notamment Orderic Vital (LAIR, *op. cit.*, pp. 76-78; PRENTOUT, *op. cit.*, p. 277).

9. *Chronique*, 8. La citation est identifiée par le P. Poncelet. Il s'agit du passage de DUDON, I, IV, § 126, éd. LAIR, pp. 290-291 : « *stans in introitu... Christo deservire coegit* ».

10. *Anal. Boll.*, XXIII, 1904, p. 252 et n. 4.

11. Le P. Poncelet compare les chapitres 6-9 de la chronique, d'une part, et 11-15 du *Liber*, de l'autre. Dans les deux cas, le récit est le même, quant au fond, et présenté dans le même ordre. Or, la chronique insère, au ch. 8, un très long fragment de Dudon, tandis que le *Liber*, aux ch. 14 et 15, donne des mêmes événements une narration personnelle, dégagée de tout emprunt textuel à une autre source (n. 4).

12. *Liber de Revelatione*, 3-4 (MIGNE, CLI, 704-706).

jet, dans la chronique, que d'une allusion insignifiante. C'est dans la partie de son récit où elle parle de l'ancienne église qui était tombée en ruines au temps de Guillaume Longue-Épée et de l'autel que les gens du pays avaient trouvé recouvert par la forêt, que la chronique ajoute ce simple membre de phrase : « au sujet de l'origine de cet autel, ainsi que nous l'avons entendu raconter par les anciens, c'est Dieu lui-même¹³ qui, ayant prescience du service qui se ferait pour lui en ce lieu, a daigné y faire apparaître un grand miracle, sous la forme d'un cerf magnifique¹⁴ ». On le voit, l'allusion est brève. Il n'est pas question d'Anségise. Et il faut noter que cet épisode n'est pas mis au début, mais au milieu du récit; qu'il est jeté pêle-mêle parmi les événements du X^e siècle, en incidente, à la fin d'une phrase; que l'auteur n'y attache pas grande importance et se contente de le rapporter « comme les anciens le lui ont raconté ».

La légende — qui devait tenir une place de choix dans les traditions poétiques de l'abbaye¹⁵ — n'est qu'à son début. Dans le *Liber*, au contraire, son développement s'achève. Elle s'est formée dans l'intervalle. Voilà la preuve que la chronique est antérieure au *Liber*, par conséquent à 1090-1094.

Elle est, d'autre part, postérieure à Dudon, puisqu'elle le cite, c'est-à-dire à 1015 environ¹⁶.

Elle a donc été composée entre 1015 et 1090.

5) *Valeur de la chronique*. Ainsi, c'est la plus ancienne chronique de l'abbaye. Merveilleux mis à part, elle est digne de foi. L'auteur paraît avoir pour seul dessein d'écrire l'histoire de l'abbaye telle qu'on la connaît et qu'on la raconte de son temps; on ne saurait relever contre lui de ces erreurs intéressées telles que nous en rencontrerons dans le *Liber de Revelatione*. La chronologie est généralement exacte, et un assez grand nombre de relations sont corroborées par d'autres sources pour que nous puissions avoir confiance dans la valeur de l'ensemble.

13. Nous traduisons ainsi librement : « *ipse auctor ac redemptor humani generis* ».

14. *Chronique du ms. 528, 5, in fine, f° 186 v°* (MABILLON, AASS. O. S. B., saec. II, 975) : « ... *de cujus initio, sicut ab antiquis audivimus, ipse auctor ac redemptor humani generis praescius sibi in ipso loco futuri servitii, grande miraculum ostendere est dignatus in forma cujusdam spetiosissimi cervi* ».

15. Cf. *Poème français de Madrid* (XIII^e s.), V, 217-364 (éd. LANGFORS).

16. Sur cette date, cf. LAIR, *édit. précitée*, p. 21.

II. — LE « LIBER DE REVELATIONE, AEDIFICATIONE
ET AUCTORITATE MONASTERII FISCANNENSIS »

1) *Manuscrit et éditions.* Le *Liber de Revelatione* a été édité pour la première fois en 1663 par Du Monstier dans sa *Neustria pia*¹⁷, d'après un ms. se trouvant chez Dom Nicolas de Marsseilles, infirmier de l'abbaye de Fécamp¹⁸. Ce ms. est aujourd'hui perdu¹⁹. L'édition de Du Monstier a été reproduite par Migne²⁰ et par Langfors²¹.

La numérotation en chapitres adoptée par Du Monstier a été reprise par Migne et par M. Langfors; mais Du Monstier s'est trompé dans sa numérotation et, après le ch. 13, est passé au ch. 15 en sautant le chiffre 14; M. Langfors l'a suivi dans son erreur, par souci de concordance, tandis que Migne a rétabli la bonne numérotation. Il en résulte qu'à partir du ch. 14, la numérotation de Migne est toujours inférieure d'une unité à celle de Du Monstier et de M. Langfors.

Quelques fragments ont été édités, en outre, par Mabillon, qui n'indique pas sa source; son édition n'est complète que pour les deux derniers chapitres (à partir de *Sensit igitur*²²). Elle présente neuf variantes avec l'édition Du Monstier, dont quelques-unes sont très importantes, ainsi que le montre le tableau suivant :

Tableau des variantes

<i>Edit.</i> DU MONSTIER Ch. XXI (Migne, XX)	<i>Edit.</i> MABILLON Ch. XXV
1. atque alias <i>quatuordecim</i> ecclesias.	atque alias <i>duodecim</i> ecclesias.
2. Cupiens ergo dux providus	Cupiens ergo dux providus

17. DU MONSTIER, *Neustria pia*, pp. 193-215 (MOLINIER, 1188).

18. DU MONSTIER, p. 193.

19. Un ms. du « *Liber de edificatione ecclesie Fiscannensis* » est cité dans un catalogue du XIII^e siècle de la bibliothèque de l'abbaye de Fécamp, publ. par L. DELISLE, ORDERIC VITAL..., Introd. (t. V), p. xv.

20. MIGNE, CLI, 699-724.

21. LANGFORS, *Histoire de l'abbaye de Fécamp...*, pp. 12-40.

22. MABILLON, AASS. O. S. B., saec. VI, I, 354-355, repr. MIGNE, CXLI, 847-852. La numérotation de Mabillon diffère de celle des autres éditeurs; elle intitule chapitre 25 tout le passage allant de *Sensit igitur* à la fin (équivalent des ch. XX-XXI de Migne, XXI-XXII de Du Monstier-Langfors).

sanctam ecclesiam modis omnibus confirmare et praemunire.

Ch. xxii (Migne, xxi)

3. vivacitate
4. compellavit
5. xeniis
6. praesentiae summam excellentiam, privilegia postulata confirmavit, et voluntarius tradidit.

7. omni
8. permanente
9. xeniis

sanctam ecclesiam modis omnibus liberare et libertatem facere modis omnibus confirmare et permanere.

vivacitatem
compulsavit
exeniis
praesentia summa exultatione congaudens, oblatas chartas suae sigillo excellentiae confirmavit, et privilegia postulata voluntarius tradidit.
omnium
permanere
exeniis

Les leçons de Mabillon sont meilleures que celles de Du Monstier. Ceci est particulièrement évident pour la variante 1. Cette variante porte sur le nombre d'églises affranchies des coutumes épiscopales : l'édition Du Monstier en donne quatorze (*quatuordecim*) ; l'édition Mabillon, douze seulement (*duodecim*). Or, le diplôme interpolé, auquel le passage en question du *Liber* fait allusion, portait, on se le rappelle, le chiffre douze²³. D'autre part, le « poème français de Madrid », qui, M. Langfors l'a établi, n'est autre que la traduction en vers français du *Liber de Revelatione*, faite au XIII^e siècle²⁴, dit également :

« Ensement franchist XII yglises²⁵. »

Donc la leçon *duodecim*, à laquelle se conforme la traduction française, est la bonne. L'édition de Mabillon doit être préférée à l'autre.

2) *Analyse*. Prologue. L'auteur déclare qu'il s'est proposé d'écrire l'histoire sacrée de son abbaye et, avec une insistance surprenante, il promet qu'il ne glisse pas de mensonges dans son récit²⁶.

1-2. Dieu veut que, sur la terre, certains lieux lui soient réservés et que des oratoires y soient construits. Fécamp est l'un de ces lieux bénis. — 3. Il y avait en Gaule, un duc, Anségise, qui avait repoussé des hordes de Barbares et faisait ré-

23. *Supra*, p. 50 et texte *infra*, p. 292.

24. LANGFORS, *op. cit.*, pp. 69-143.

25. V. 2107, éd. LANGFORS, p. 137.

26. MIGNE, *CLI*, 702 : « ... in quo libello nulla falsa fallaciter interposui, verum sacras historias... scripsi ».

guer la paix. Dieu lui révéla sa volonté d'avoir un sanctuaire à Fécamp. — 4. Miracle du cerf blanc. — 5. Anségise est mort avant d'avoir pu réaliser la volonté de Dieu. Mais saint Vainge l'exécute et construit l'église. Vision du saint. — 6. Fondation du monastère. — 7. L'abbesse Childemarque. — 8. Saint Léger à Fécamp. — 9. L'invasion des païens normands. Incendie du sanctuaire. — 10. Guillaume Longue-Épée. Son palais à Fécamp. Restauration du sanctuaire : construction d'une « *ecclesiola* ». — 11. Miracle du toit de l'église apporté par les flots de l'île Saint-Marcouf. — 12. Dédicace de l'église. Apparition de l'ange au couteau. — 13. Sur le couteau déposé par l'ange, on lit : « *In nomine sanctae et individuae Trinitatis.* » L'église est dédiée à la Sainte-Trinité. — 14. Richard I^{er} fait vœu de reconstruire l'église avec beaucoup plus de magnificence. — 15. La reconstruction et la dédicace de la nouvelle église. — 16. Miracle du prêtre Isaac. Installation des chanoines. — 17. Les chanoines s'adonnent au luxe et au vice. Richard I^{er} tente de les remplacer par des moines clunisiens. Son appel à saint Mayeul. Échec de la tentative. — 18. Richard I^{er} recommande, en mourant, l'église de Fécamp à son fils, Richard II. — 19. Richard II appelle à Fécamp Guillaume de Volpiano et les moines de Saint-Bénigne de Dijon. — 20. Privilèges accordés à l'abbaye par Richard II et Robert le Pieux. — 21. Voyage de Guillaume de Volpiano à Rome. Bulles de Benoît VIII.

3) *Sources*. L'auteur suit l'ordre de la chronique du ms. 528. Il y ajoute, au début, l'épisode d'Anségise. A la fin, il conduit le récit vingt-six années plus loin que l'autre chronique, et s'arrête seulement à la bulle de Benoît VIII (1016). Ses deux derniers chapitres sont consacrés aux privilèges, avec l'inexactitude intéressée que l'on sait²⁷.

4) *Date de composition*. L'auteur est un moine de l'abbaye qui écrit à la demande de l'abbé Guillaume : il le dit lui-même dans le prologue. Cet abbé est Guillaume de Ros (1079-1108) et non pas, comme M. Jeanroy l'a conjecturé à tort²⁸, Guillaume de Volpiano (1001-1028), lequel est toujours appelé dans notre texte « *beatae memoriae abbas Guillelmus* », ce qui prouve bien qu'il était mort.

On peut préciser la date davantage. Le dessein tendancieux de l'auteur ne fait pas de doute : il cherche, somme toute, à démontrer que Fécamp a été très anciennement choisi par Dieu comme lieu saint, qu'il a bénéficié de nombreux et

27. *Supra*, pp. 58-60 et 195.

28. *Romania*, LIV, 1928, p. 549.

grands miracles, et qu'il jouit des privilèges les plus étendus à l'égard du diocésain²⁹. C'est sur l'exposé des privilèges qu'il termine : voilà la preuve que c'est la chose essentielle qu'il veut dire. Il faut rapprocher ceci du procès de 1090-1094. Il est plus que probable, il est quasiment certain que l'auteur a voulu rédiger une sorte de mémoire justificatif des prétentions de l'abbaye.

5) *Valeur de la chronique*. L'observation précédente commande de se méfier du texte et de ne l'utiliser qu'avec prudence. Nous avons d'ailleurs montré les erreurs qu'il avait accréditées en ce qui concerne les privilèges de l'abbaye.

III. — L' « APPENDICE DE SAINT-GABRIEL » AU « CHRONICON FISCAMNENSE »

De l'époque du même procès date un autre texte narratif : l' « Appendice de Saint-Gabriel » au *Chronicon Fiscamnense*.

On sait que le *Chronicon Fiscamnense* était rédigé, au XI^e siècle, à l'abbaye de Fécamp³⁰. A la date de 1058, le *Chronicon* porte : « *MLVIII. Facta est donatio sancti Gabrielis* »³¹. Il s'agit du prieuré de Saint-Gabriel, qui fut acquis cette année-là par l'abbaye de Fécamp. Une telle mention mérite d'être relevée : Saint-Gabriel est le seul prieuré fécaminois qui ait les honneurs d'une citation dans le *Chronicon*. Faut-il en induire que le moine, chargé à ce moment-là de rédiger la chronique, était un moine de Saint-Gabriel ? Ou, tout simplement, qu'un ms. du *Chronicon* appartenait au prieuré ? C'est cette seconde hypothèse qui semble la bonne, si l'on en juge par le *Recueil* de Dom Bouquet. Ce *Recueil* publie, en appendice au *Chronicon*, un texte qu'il intitule : « *Appendix ex ms. codice cellae S. Gabrielis* »³²; nous l'appellerons : « Appendice de Saint-Gabriel » au *Chronicon Fiscamnense*.

L'appendice fait le récit de plusieurs événements qui, tous, tendent à prouver que l'abbaye de Fécamp jouit de l'exemption la plus complète vis-à-vis de l'archevêque de Rouen. C'est ainsi qu'il nous raconte que le successeur de Guillaume de Volpiano, l'abbé Jean (1028-1079), a été béni, non pas par

29. Passage sur les privilèges, *supra*, p. 59, n. 65.

30. L. DELISLE, dans *Hist. litt.*, XXXII, 1898, p. 206. Cf. MOLINIER, 1186.

31. *H. Fr.*, XI, 363. Cf. LABBÉ, *Bibl. nova*, I, 326 (MIGNE, CXLVII, 480).

32. *H. Fr.*, XI, 363-364.

l'archevêque, mais par l'évêque Hugues d'Avranches, et que c'est le duc Robert le Magnifique lui-même qui fit écarter l'archevêque³³; qu'à cinq reprises différentes, entre 1049 et 1071, des évêques étrangers sont venus à Fécamp, sur la demande de l'abbé, pour ordonner des moines ou consacrer des églises³⁴.

Ce véritable mémoire justificatif des prétentions de l'abbaye fut composé peu d'années après 1079. En effet, le dernier épisode rapporté commence ainsi : « *Moderno tempore, id est in diebus Johannis archiepiscopi, antè scilicet quam infirmaretur.* » Or, l'archevêque Jean d'Avranches tomba paralysé en 1077³⁵ et mourut en 1079. Il était évidemment mort lorsque la phrase fut écrite, mais depuis un nombre d'années assez restreint, sinon l'expression « *moderno tempore* » ne se comprendrait pas.

Ceci nous conduit aux environs de 1090. L'« Appendice de Saint-Gabriel » fut donc certainement rédigé à l'occasion du procès de 1090-1094. Est-ce à dire que les événements qu'il relate soient suspects ? Nous ne le pensons pas. Nous l'avons déjà fait observer : tous les renseignements contrôlables du texte se vérifient exacts à l'examen³⁶; d'autre part, certains personnages mis en cause — Eudes de Conteville notamment — vivaient encore lorsqu'il fut rédigé, et il serait peu probable que l'auteur eût risqué, en mêlant des erreurs au récit, d'être démenti par eux. C'est une source de premier ordre pour l'histoire des privilèges de l'abbaye de Fécamp au XI^e siècle.

IV. — LA NOTICE DU PROCÈS DE 1090-1094

C'est également à l'époque du procès de 1090-1094 que fut rédigée la notice qui nous a conservé la relation de ce procès³⁷. C'est encore là, nous l'avons vu, une source très précieuse pour l'histoire de l'exemption.

33. MABILLON, *Ann. O. S. B.*, t. IV, LVI, 92, p. 366 (éd. 1707), p. 338 (1739); MIGNE, CXLVII, 443.

34. MABILLON, *Ann. O. S. B.*, t. IV, LXI, 22, p. 581 (éd. 1707), p. 668 (éd. 1739); *H. Fr.*, XI, 363-364 (MOLINIER, 1189. La première de ces interventions épiscopales est de 1049, la seconde de 1052, la troisième de 1055-1058, la quatrième de 1055-1066 (dates de Maurille et de Guillaume d'Evreux), la cinquième de 1067-1071 (sur ces dates, *supra*, p. 40, n. 49).

35. ORD. VITAL., V, 3, éd. LE PRÉVOST, II, 310.

36. *Supra*, p. 40, n. 49.

37. *G. Ch.*, XI, *instr.*, 18-19. Cf. *supra*, pp. 193-196.

APPENDICE VI

NOTE SUR UN PASSAGE DE LA CHARTE ACCORDÉE PAR RICHARD II A L'ABBAYE DU MONT-SAINT-MICHEL (août 1025 ?) ¹

On lit dans cette charte le passage suivant :

« *Omnes ad postremum consuetudines ipsius villae, tam ad me quam ad Abrincatensem episcopum pertinentes, sicut sanctae memoriae pater meus Richardus, auctoritate Romani Papae... constituit, perpetualiter possidendas tribuo, ea ratione ut in omni successure generatione abbas vel monachi ipsius Montis omnes leges omnesque forisfacturas clericorum ac laicorum virorum ac mulierum ejusdem burgi, absque calumnia cujusquam successorum nostrorum seu praedictae sedis episcoporum, possideant, et quaeque corrigenda fuerint, corrigant, qui, si in aliquo a rectitudinis tramite, quod quidem abest, deviaverint, curamque animarum incolarum loci neglexerint, jamdictae sedis episcopus sive Deum timentes vicini in notitiam hoc deferre curent principis, qui illis temporibus Nortmannorum dux fuerit, ad quem deinceps pertinéat corrigere ea, consilio Rotomagensis archiepiscopi ceterorumque optimatum provinciae. Porro de ordinatione abbatum vel monachorum sive clericorum loci hoc decernimus ut, juxta quod a supradicto meo genitore sancitum est, generali assensu Romani concilii monachi saepefati monasterii ordinandos sibi eligant, et ut sibi placuerit a quolibet episcopo suae vicinitatis, aut in illius sede aut in quo monasterio ordinari faciant². »*

Ce passage prétend accorder aux moines : 1^o la juridiction la plus large sur le bourg du Mont (*omnes leges omnesque*

1. Sur la date de cette charte, cf. Appendice IV, *supra*, p. 253.

2. *Neustria pia*, p. 378; *Cartul. de Jersey*, p. 7.

forisfacturas) ; 2° l'exemption pour eux-mêmes de la juridiction répressive de l'évêque qui pourra seulement, en cas de négligence quelconque de l'abbé ou des moines, saisir le duc, qui convoquera sa cour et jugera ; 3° le libre choix de l'évêque pour les ordinations de l'abbé, des moines et des clercs.

Le caractère apocryphe d'un tel texte, déjà décelé par Haskins³, peut être démontré par deux arguments : 1° ce texte est en contradiction avec la charte de l'évêque Jean d'Avranches de 1061, qui, d'une part, implique la pleine soumission du clergé et du peuple du bourg au diocésain avant cette date, et, d'autre part, spécifie que l'évêque « retient » tout son pouvoir épiscopal sur le monastère, ce qui prouve qu'en ne lui accordant pas l'exemption, il maintient le *statu quo*⁴ ; 2° le texte fait allusion à la pseudo-bulle de Jean XIII, qui, nous l'avons vu, fut fabriquée lors du procès de 1058-1060 — et, par conséquent, n'existait pas encore en 1025⁵.

Il n'est pas de notre propos de déterminer si le reste de la charte de 1025 est authentique ou non : notons seulement que, dans le premier cas, notre passage ne serait qu'une interpolation ; dans le second, tout le document serait faux⁶. Seule l'étude de la charte de 1025 comparée avec les autres sources de l'abbaye pourra en décider. Quant à nous, nous nous limitons au passage incriminé.

Quand ce passage a-t-il été falsifié ? Après 1058-1060, puisqu'il cite la bulle de Jean XIII fabriquée à ce moment-là. Avant 1061, puisque la charte épiscopale de Jean d'Avranches a établi, cette année-là, un régime qui paraît avoir duré sans discontinuité jusqu'à une époque fort tardive⁷. Notre faux doit donc être rattaché à toute la littérature de mémoires et d'apocryphes qui vit le jour au temps du procès de 1058-1060⁸. Le style concorde avec les autres données.

Il est à remarquer que les moines ont inséré leurs prétendues clauses de privilège dans leur diplôme ducal plutôt que dans leur fausse bulle, alors que, falsifiant l'un et l'autre, ils

3. HASKINS, *Norman Institutions*, p. 35, n. 137.

4. *Supra*, p. 159, et texte, p. 159, n. 91.

5. *Supra*, p. 29, n. 10. L'expression « *juxta quod a supradicto meo genitore sancitum est* » rappelle les mots suivants de la fausse bulle : « *Richardique Normannorum marchisi submisso pulsatus rogatu.* »

6. Cette seconde hypothèse est d'ailleurs peu probable, cf. *supra*, p. 253.

7. Les accords de 1237 (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 116) et de 1650 (*G. Ch.*, XI, *instr.*, 123) prévoient un statut du même ordre.

8. Sur cette littérature, HALPHEN et LOT, *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V*, p. 53, n. 1.

avaient évidemment le choix. Ceci s'explique par un souci de vraisemblance. Les moines savaient que c'était le duc, et non pas le pape, qui accordait la juridiction et réglementait l'exemption. Nous sommes à la veille de la réforme qui va accroître le rôle du pape, mais les faussaires se réfèrent à l'usage antérieur⁹.

9. De même, voulant faire une fausse bulle, ils ne remontent pas très haut dans la liste des papes et l'attribuent à Jean XIII (965-972); leur église date cependant du début du VIII^e siècle (*G. Ch.*, XI, 511). C'est seulement au XII^e siècle que des moines normands — ceux de Saint-Ouen de Rouen — éprouveront le besoin, suivant la mode de leur temps, de chercher, pour leurs privilèges, des protecteurs aussi antiques et aussi vénérables que Vigile, Grégoire le Grand et Martin I^{er} (*supra*, p. 213). Les préoccupations sont différentes, en Normandie du moins, au milieu du XI^e siècle.

APPENDICE VII

NOTE SUR QUELQUES DOCUMENTS APOCRYPHES RELATIFS A L'ABBAYE D'EVESHAM

Nous avons vu qu'au temps d'Édouard le Confesseur, l'évêque Lifing de Worcester rattacha, sur l'ordre du roi, l'église et le domaine de Hampton au territoire de la juridiction spirituelle de l'abbaye d'Evesham¹. Il y a dans la charte de Lifing un point qui doit attirer l'attention : elle spécifie que le roi veut « *ut sanctus locus habeat libertatem suam ita pleniter sicut scriptum est in Vita sancti Egwini* ». C'est une allusion à la *Vie* de l'évêque Egwin, écrite, disent les critiques, au X^e ou au XI^e siècle² : notre texte prouve, en tout cas, qu'elle est antérieure au milieu du XI^e siècle.

Cette œuvre hagiographique prétend raconter la création d'Evesham par l'évêque Egwin au début du VIII^e siècle, et faire l'histoire des nombreux privilèges qui auraient été accordés au monastère entre 706 et 716. Sauf la charte d'Ethelward, de 706³, ces documents sont tous faux⁴ : ils ont pour dessein de prouver que l'abbaye aurait eu, dès l'origine,

1. KEMBLE, *Codex saxonicus*, n° 941, t. IV, p. 277. Cf. *supra*, p. 114, n. 110.

2. MACRAY, *Chronicon abbatiæ de Evesham*, p. xiii ; *Victoria history...*, Worcester, II, p. 113, n. 5 ; HADDAN et STUBBS, t. III, p. 283 (peut-être seulement au XI^e siècle). La *Vie* a été éditée par GILES, *Vitæ quorundam Anglo-Saxonum*, 1854, pp. 349-396 ; cf. *Bibl. hag. lat.* v° Egwinus, t. I, pp. 64-65.

3. KEMBLE, n° 56, t. I, pp. 64-65.

4. Charte des rois Kenred et Offa, 709 (KEMBLE, n° 61, t. I, pp. 70-72) ; 1^{er} privilège du pape Constantin, 709 (HADDAN et STUBBS, III, 281-282 ; JAFFÉ, 2147) ; 2^e privilège de Constantin (*ibid.*, pp. 282-283 ; JAFFÉ, 2149) ; charte d'Egwin, 714 (KEMBLE, n° 64, t. I, pp. 73-75) ; charte d'Ethelbald, 716 (KEMBLE, n° 65).

l'exemption la plus large. Ils ont été souvent critiqués⁵, principalement les privilèges de Constantin⁶.

Sans vouloir reprendre la critique complète de tous ces apocryphes, nous ferons observer que trois d'entre eux paraissent avoir été faits tout spécialement pour servir de titres au privilège de juridiction : ce sont la charte de Kenred et d'Offa, la charte d'Egwin et celle d'Ethelbald. C'est ainsi qu'Egwin est censé dire : « *Volo igitur ostendere omni sequenti generationi quas possessiones supradicto loco acquisivi, et ipsas terras ab omni exactione potestatum omnium acquietavi, ipsamque adquietationem apostolicis auctoritatibus et privilegiis, necnon et regalibus edictis confirmari feci* » ; un peu plus loin : « *Haec vero sunt nomina villarum quas, ut supradictum est, acquisivi : Evesham, Benyagurth, Hautun, Baddesey... Haburne, Bradfortun... Mortun... Tittlestrompe... Has omnes terras, ut prefatus sum, liberas ab omni calumnia acquisivi et sanctae Dei ecclesiae obtuli*⁷. » Or ces domaines correspondent à huit paroisses sur douze de la juridiction : Evesham, Bengeworth, Hampton, Badsey, Church Honeybourne, Bretforton, Norton, Littleton⁸.

On peut faire la même observation pour la charte de Kenred et d'Offa, où la concordance est encore plus grande, puisque, sur quatorze domaines cités, onze correspondent à des paroisses de la juridiction : Lenchwick, Norton, Offenham, Littleton, Aldington, Badsey, Bretforton, Honeybourne, Bengeworth, Hampton, et, plus loin, Norton : « *Volumus insuper ac decernimus... terram quinque cassatorum quae Mortona nuncupatur, eadem libertate in perpetuum gaudere*⁹. »

De même, le diplôme d'Ethelbald cite les domaines de Hampton et de Lenchwick.

Toutes ces mentions, outre qu'elles témoignent du dessein bien arrêté des faussaires de rattacher aux temps héroïques du saint fondateur la possession des domaines privilégiés, per-

5. HADDAN et STUBBS, III, 279-281; SPAETHEN, dans *Neues Archiv*, XXXI, 1906, pp. 629-649; *Victoria history...*, ibid., p. 112; POOLE, *Lectures of the history of the papal chancery*, pp. 147-149; récemment Dom KNOWLES, *op. cit.*, *Downs. Rev.*, 1932, p. 396.

6. Surtout le second privilège de ce pape, démontré faux par HADDAN et STUBBS (p. 279, n. a). SPAETHEN voulait qu'il eût été fabriqué au XII^e siècle, POOLE au X^e ou au XI^e, mais, comme le remarque très justement KNOWLES, il l'était certainement au plus tard au XI^e, puisque HOLTZMANN (*Papsturk. in England*, p. 112) en a découvert une copie de ce siècle.

7. KEMBLE, n^o 64.

8. Liste des paroisses dans *Victoria history...*, p. 116, n. 8.

9. KEMBLE, n^o 61; DUGDALE, II, p. 15, n^o 3 (éd. plus complète).

mettent d'avancer que ces apocryphes n'ont très probablement pas été fabriqués en une seule fois. En effet, prenons le cas de Hampton. Ce domaine est cité dans les trois chartes ; comme il a été acquis par les moines au temps d'Édouard le Confesseur, on croirait pouvoir en conclure que les chartes ont été fabriquées après l'époque de cette acquisition ; mais elles sont citées dans la *Vie* d'Égwin¹⁰, qui, nous l'avons vu, était déjà écrite à ce moment-là, puisqu'il en est question dans l'acte de Lifing. Il faut donc, ou bien que la *Vie* ait été remaniée et qu'on y ait ajouté le passage sur les chartes, ou bien — et ceci est plus probable — que les chartes aient été fabriquées avant le règne du Confesseur, puis remaniées après l'acquisition de Hampton¹¹.

On pourrait faire la même observation pour le domaine de Badsey, donné par Cnut¹², et qui figure dans la charte de Kenred et d'Offa¹³.

Nous concluerons qu'il paraît probable que les chartes étaient modifiées, tels de simples polyptyques, au fur et à mesure des acquisitions, avec le souci constant des moines de faire remonter au temps des fondateurs la possession des territoires de leur juridiction.

10. Éd. GILES, pp. 376-382.

11. Sur cette acquisition, cf. *supra*, p. 114, n. 110.

12. *Supra*, p. 113, n. 109.

13. Cette difficulté que nous venons de signaler avait déjà embarrassé l'auteur du *Chronicon abbatae de Evesham* (éd. MACRAY, p. 84). Il raconte l'acquisition de Badsey, Hampton et Bengeworth au XI^e siècle, mais il sait fort bien que ces noms figurent dans les chartes primitives. Il explique l'anomalie en supposant que ces domaines auraient été possédés par les moines du VIII^e au milieu du X^e siècle, puis arrachés à leur patrimoine au temps du roi Edmond et récupérés sous Cnut et Édouard. Cette explication est, bien entendu, insoutenable : s'il ne s'était agi que de restitution au temps de Cnut et d'Édouard, les diplômes de ces rois le diraient ; or, ils présentent bel et bien leurs faveurs comme des donations.

APPENDICE VIII

DATE DE LA DÉDICACE DE L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE DE CAEN (1073). PRÉCISIONS NOUVELLES SUR L'ÉGLISE SAINT-NICOLAS

La date de la dédicace de l'église Saint-Étienne de Caen est rapportée différemment par les textes.

1° Le *Chronicon S. Stephani Cadomensis* porte, sous la rubrique : *anno 1073*, après la relation des incidents de Saint-Ouen de Rouen¹, la mention suivante : « *Hoc anno dedicata est basilica S. Stephani Cadomi*². »

2° Orderic Vital fixe cette dédicace, ainsi que celles des églises de Bayeux et du Bec, à 1077³.

3° La chronique de Gouffern donne 1081⁴.

Impressionnés par le témoignage d'Orderic Vital, les historiens ont généralement adopté la date de 1077 : c'est le cas des auteurs de la *Gallia Christiana*⁵, de Hippeau⁶; Le Prévost précise même : 13 septembre 1077⁷. Toutefois Serbat ne se prononce pas⁸.

Nous adoptons 1073 pour deux raisons :

1° Le témoignage d'une chronique du monastère doit primer celui d'Orderic Vital, parfois sujet à caution.

2° La charte qu'Eudes de Conteville accorda, en 1077, aux moines de Saint-Étienne⁹ implique que la dédicace de l'église Saint-Étienne est antérieure d'un temps assez long à

1. *Supra*, p. 155, n. 81.

2. *H. Fr.*, XII, 779 (GILES, *Scriptores*, 166).

3. III, 12; V, 2 et 16 (t. II, pp. 128, 305 et 431).

4. *Neustria pia*, p. 625.

5. *G. Ch.*, XI, 36.

6. HIPPEAU, *L'abbaye de Saint-Étienne de Caen*, p. 26.

7. LE PRÉVOST, éd. d'ORD. VITAL, t. II, p. 128, n. 3, et 305, n. 2.

8. *Congrès archéol. de Caen*, LXXV^e sess., t. I, 1909, p. 21.

9. *Infra*, pièce just. n° 11; cf. *supra*, pp. 162-163.

celle de l'église de Bayeux, qui eut lieu le 14 juillet 1077¹⁰. En effet, la charte est construite de la manière suivante : 1) l'évêque affranchit des coutumes épiscopales tous les biens possédés par le monastère le jour de la dédicace de l'église abbatiale; suit la liste de ces biens; 2) cette première liste est suivie d'une seconde, qui est évidemment celle des biens acquis après cette dédicace, parmi lesquels les églises Saint-Ouen de Villers et Saint-Nicolas de Caen; 3) tout à la fin du texte, Eudes indique que Guillaume le Conquérant, pour le remercier de sa concession, lui a donné, *le jour de la dédicace de la cathédrale de Bayeux*, le Bois d'Elle. D'où nous concluons : 1° que la dédicace de Bayeux est postérieure à la dédicace de Caen; 2° qu'elle l'est d'assez longtemps, puisque, dans l'intervalle des deux, les moines ont fait construire — ou achevé de faire construire —, sur leurs domaines, les églises de Saint-Ouen de Villers et de Saint-Nicolas de Caen.

Le texte précédent nous permet également de préciser que l'église Saint-Nicolas a été achevée de construire entre 1073 et 1077.

10. VALLÉRY-RADOT, *La cathédrale de Bayeux* (Petites monogr. des grands édifices de France), p. 10.

APPENDICE IX

NOTE SUR LES CHARTES CONSTITUTIVES DES PRIVILEGES DE L'ABBAYE DE BATTLE

L'abbaye de Battle produisait six chartes constitutives de ses privilèges : ce sont cinq chartes de son fondateur, Guillaume le Conquérant¹, et une charte de l'évêque Stigand, de la même époque que les précédentes². Ces six documents doivent faire l'objet de notre examen.

Davis les avait taxés de faux en bloc. Récemment, Dom Knowles a repris la question³; en outre, il a consulté M. Stenton, dont il donne les conclusions en appendice de son travail⁴ : tous deux restreignent les critiques trop systématiques de Davis.

Il nous faut utiliser, plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici, le *Chronicon de Bello*. C'est une chronique de l'abbaye, rédigée à Battle même, peu après 1176⁵; relatant divers conflits entre les moines et l'évêque de Chichester, elle permet d'établir la date et les motifs de la fabrication de certains faux.

Voici même, au préalable, l'histoire des privilèges telle qu'elle est racontée par le chroniqueur. Guillaume le Conquérant, dit-elle, a établi l'église « *libera et quieta in perpetuum ab omni subjectione et exactione episcoporum et ab omni calumnia Majoris Monasterii et quarumlibet personarum dominatione, sicut ecclesia Christi Cantuariæ* ». Le chroniqueur ajoute : « *Dedit autem eidem ecclesiae in possessionem aeter-*

1. DAVIS, *Regesta*, pp. 62, 113, 261, 262, 263.

2. *Chronicon de Bello*, Append., p. 189.

3. Dom KNOWLES, *op. cit.*, *Downs. rev.*, L, 1932, pp. 218-222.

4. *Downs. rev.*, L, 1932, pp. 431-436.

5. *Chronicon monasterii de Bello, nunc primum typis mandatum*, Londoni, 1846. Dom KNOWLES (*ibid.*, p. 218, n. 4) juge favorablement la chronique; DAVIS (*Engl. hist. rev.*, XXIX, 429-430) était plus sévère. Il faut s'en rapporter à l'opinion de Dom Knowles.

nam leugam circumjacentem, liberam in perpetuum ab... omnibus placitis... et latrocinio et omni consuetudine terrenae servitutis et ab omni exactione et subjectione episcoporum Cicestriae et quarumlibet personarum dominatione; ita ut nullius, praeter abbatis et monachorum ejus, ditioni subjaceat, nec in ipsa vel in aliqua ejusdem ecclesiae possessione quisquam placitari, aut venari vel quodlibet negotium exercere sine permissione praesumat, super forisfacturam regiam; nec etiam, si casu quicquam captum fuerit, efferatur, sed ecclesiae sit⁶. »

Voilà définis, avec détails, on le voit, les privilèges de Guillaume. Ces formules représentent évidemment le maximum de ce qu'a pu accorder le roi. Or, il n'y est question d'aucune exemption du pouvoir d'ordre, ni de l'interdit de l'évêque, ni de l'obligation synodale : c'est plus tard qu'on les trouve.

Le chroniqueur, en effet, raconte un peu plus loin que l'abbé Raoul (1107-1125)⁷ eut, pendant son abbatiat, une difficulté avec l'évêque de Chichester au sujet d'une chapelle récemment construite sur le territoire de la *leuga* entourant l'abbaye. Le prélat reconnaît à cette chapelle les mêmes privilèges qu'à l'église paroissiale : elle sera « *libera et quieta... de omnibus consuetudinibus et forisfacturis episcopalibus et de denariis olei et synodi* » ; le prêtre desservant assistera au synode de l'évêque, mais sans payer de taxe et sans en être justiciable en cas de faute. Quant à l'abbé, il ne sera pas contraint d'aller au synode : pour la première fois, la question de l'obligation synodale est venue sur le tapis⁸.

Elle y revient en 1125, et est l'objet d'un léger différend entre le nouvel abbé, Gautier, et le diocésain⁹, mais c'est en 1148 qu'un conflit véritable, et qui allait durer dix ans, éclata sur ce point. L'évêque attaque, l'abbé riposte, en disant quoi ? Que Guillaume le Conquérant a rendu l'église « *ita liberam et quietam ab omni exactione terrenae servitutis et ab omni subjectione et oppressione atque dominatione episcoporum sicut est ecclesia Christi Cantuariæ* », et que Lanfranc et l'évêque Stigand ont souscrit son diplôme¹⁰. L'évêque insiste, menace l'abbé d'interdit et d'anathème s'il n'assiste pas au synode suivant. Malgré ces menaces, l'abbé s'abstient, va trouver le roi Étienne, fait valoir que Battle jouit du privi-

6. *Chronicon*, pp. 24-25.

7. Sur ces dates, *Chronicon*, pp. 51 et 60.

8. *Chronicon*, pp. 56-57.

9. *Chronicon*, p. 62.

10. *Chronicon*, p. 69.

lège de « chapelle royale » (*sicut dominicam regis capellam*); on lit les diplômes royaux où il est question de liberté « *ab omni subjectione et exactione Cicestrensis episcopi* » et de rien d'autre : nous sommes en 1148 ou 1149¹¹.

L'affaire rebondit en 1154 : nouveau procès; le lendemain du couronnement de Henri II (20 décembre 1154), après la messe, l'abbé présente ses anciennes chartes et en sollicite une nouvelle, confirmative; on lit les anciennes, et quand on arrive au passage : « *quod ecclesia scilicet de Bello libera sit omnino ab omni subjectione episcoporum sicut ecclesia Christi Cantuariæ* », une clameur emplit la salle : ce sont les gens de l'évêque qui protestent contre une telle formule, contraire aux canons, disent-ils; le roi surseoit à donner son diplôme¹². Nouvelles péripéties; l'évêque a cherché et trouvé appui auprès du pape, mais c'est finalement Henri II qui juge, en 1157¹³. Au procès, l'évêque réclame : 1° la comparence au synode; 2° le droit de gîte et de visite; 3° la profession d'obédience¹⁴; l'abbé présente aussitôt un diplôme de Guillaume où la dispense synodale est accordée tout au long : « *neque ad synodum abbas summoneatur* »; l'évêque s'étonne : il ne connaît pas cette charte : « *His perlectis, episcopus se cartam illam nunquam vidisse vel audisse affirmabat*¹⁵. » Le roi, finalement, juge en faveur de l'abbé.

A la lumière de ces faits, examinons les textes diplomatiques. Nous pouvons d'abord en condamner deux :

1) DAVIS, 262 : pseudo-dipl. de Guillaume (1070-1087). Ce texte accorde l'exemption du droit de gîte et de visite et la liberté synodale (« *ad synodum vero abbas ire non summoneatur* »); il interdit à l'évêque de procéder aux ordinations dans le monastère et donne aux moines le libre choix du prélat consécrateur : tout ceci est exprimé dans des termes qui rappellent les bulles du XII^e siècle. Ce texte est certainement celui qui a été présenté en 1157; il a été fabriqué entre 1154 et 1157; Dom Knowles et M. Stenton (n° III) doutent de son authenticité sans se prononcer tout à fait; quant à nous, nous l'estimons faux.

2) Pseudo-lettre de l'évêque Stigand, accordant à l'abbaye l'exemption de l'interdit et du droit de gîte et la liberté synodale¹⁶. Dom Knowles doute de son authenticité; nous la

11. *Ibid.*, pp. 70-71.

12. *Chronicon*, pp. 71-75.

13. *Ibid.*, pp. 75-85.

14. *Ibid.*, pp. 90-96. Cf. KNOWLES, *loc. cit.*, p. 223.

15. *Ibid.*, p. 97.

16. KNOWLES, n° V, publ. *Chronicon*, Append., p. 189.

croyons fausse, fabriquée certainement après 1107, très probablement après 1125 (sans doute 1148-1157).

Si nous écartons un troisième texte (DAVIS, 113) relatif aux rapports avec Marmoutier (KNOWLES et STENTON, n° II), il n'en reste plus que trois, tous trois diplômes de Guillaume (DAVIS, 62, 261, 263), qui donnent à peu près la même formule de privilège ; cette formule est la suivante (DAVIS, 62, charte dite de fondation) : « *Sitque (ecclesia) libera et quieta in perpetuum ab omni subjectione episcoporum et quarumlibet personarum dominatione, sicut ecclesia Christi Cantuariæ... Concedo etiam eidem ecclesiae leugam circumquaque adjacentem liberam... ab omni consuetudine terrenae servitutis et ab omni exactione episcoporum.* » Ces termes rappellent, presque mot pour mot, ceux par lesquels le *Chronicon* définissait les privilèges accordés par Guillaume ; d'autre part, ils sont analogues à ceux d'autres diplômes de Guillaume, au diplôme de Bury notamment¹⁷ : voilà des indices d'authenticité. Même en admettant que les trois textes dont il s'agit ne soient pas à l'abri de tout soupçon¹⁸, qu'ils aient été récrits¹⁹, et peut-être même légèrement remaniés, nous croyons que les retouches qu'ils ont pu subir sont faibles, et qu'ils doivent inspirer confiance.

M. Stenton, suivi par Dom Knowles, conclut en disant que, s'il y a eu vraiment des chartes de Guillaume, ce qui est probable, elles ont été jugées insuffisantes au XII^e siècle et remaniées²⁰. Nous nous rallierons partiellement à cette opinion très autorisée en faisant observer : 1° que le remaniement a certainement porté sur l'addition des clauses concernant l'obligation synodale, l'interdit et les ordinations ; 2° qu'il s'est probablement limité à celles-là et qu'il y a les plus grandes chances pour que Guillaume ait accordé, à peu près, sinon tout à fait, dans les termes de la charte de fondation (DAVIS, 62), l'exemption du monastère *ab omni subjectione episcoporum* et la franchise de la *leuga* « *ab omni exactione episcoporum*²¹ ».

17. *Supra*, p. 152, n. 74.

18. Voir les critiques de KNOWLES et STENTON, *loc. cit.*

19. Les pseudo-originaux de deux d'entre eux (nos 62 et 261) sont d'une écriture du milieu du XII^e siècle.

20. *Loc. cit.*, pp. 432-433.

21. Notons que cette seconde conclusion se rapproche des idées exprimées par Dom Knowles à la page 218. Dom Knowles, s'il a fini par suivre M. Stenton, plus sévère que lui, était tout d'abord « persuadé que la plupart des chartes de Battle sont authentiques ». Notre opinion est intermédiaire entre celle de la page 218 et celle de la page 432.

APPENDICE X

TABLEAU DES PAROISSES DÉPENDANT DES DIFFÉRENTES JURIDICTIONS ECCLÉSIASTIQUES D'ABBAYES EN NORMANDIE

Nos listes de paroisses sont établies abbaye par abbaye, puis, pour chaque abbaye, diocèse par diocèse. Nous avons groupé, dans une deuxième partie, les abbayes n'ayant juridiction que sur une seule paroisse. En annexe, nous avons donné le tableau des paroisses constituant le « territoire de Saint-Florent-le-Vieil », dont il a été longuement question dans notre étude.

Toutes les listes antérieures à 1140 ont été relevées ; de même, celles du demi-siècle suivant, qui éclairent souvent l'époque précédente. Nous sommes même descendu beaucoup plus loin dans le temps, allant jusqu'à utiliser des listes des XIV^e et XV^e siècles : elles permettent, en effet, d'établir que les territoires de juridiction ont peu varié depuis le milieu du XII^e siècle, et ceci est très important pour notre étude.

Les lettres et les chiffres affectés à chaque abbaye et à chaque paroisse correspondent à ceux de la carte.

I. — Abbayes ayant juridiction sur plusieurs paroisses

α) ABBAYES NORMANDES

A. Abbaye de Fécamp

I. Diocèse de Rouen

	Diplôme interpolé (1025-1090 peut-être 1068-1076)	1103 ²	1119 ³	vers 1150 ⁴	1337 ⁵
1) <i>Pays de Caux</i>					
a 1 Fécamp ⁶	—	—	—	—	—
a 2 Eletot	—	—	—	—	—
a 3 Limpiville	—	—	—	—	—
a 4 Trémauville	—	—	—	—	—
a 5 Saint-Riquier-ès-Plains	—	—	—	—	—
a 6 Paluel	—	—	—	—	—
a 7 Saint-Valery-en-Caux	—	—	—	—	—
a 8 Ingouville	—	—	—	—	—
a 9 La Gaillarde	—	—	—	—	—
a 10 Saint-Pierre-le-Vieux (et chap. de S. Pierre-le-Petit)	—	—	—	—	—
<i>Girvinivilla</i> (?) ⁷	—				

1. *Supra*, pp. 55, 61-62.

2. Bulle de Pascal II, 23 novembre 1103 (Jaffé, 5957).

3. Bulle de Calixte II, 2 novembre 1119 (U. Robert, *Bull. de Calixte II*, n° 96, t. I, p. 137, Jaffé, 6776). Même liste dans les bulles *Licet ex injuncto*, 1140 à 1286, références pp. 221 et 222, n. 8.4. Charte de l'archevêque Hugues d'Amiens, Bessin, *Concilia*, II, 21.5. Pouillé de 1337, LONGNON, *Pouillés de la province de Rouen*, pp. 69-70.6. « *Ecclesia Fiscannensis* » (dipl. interpolé) ; « *ecclesiae totius parrochiae Fiscanni* » (bulles de 1103, 1119, et bulles *Licet ex injuncto*) ; le pouillé de 1337 donne la liste des cinq paroisses de la ville de Fécamp et ajoute l'église Saint-Léonard, près Fécamp. Toute la ville faisait partie du territoire de la juridiction.7. Identification incertaine. HASKINS (*op. cit.*, p. 253) ne résout pas et suggère : *Vittefleur* ? CH. DE BEAUREPAIRE, diction. topogr. (cf. note suiv.), dit : Grainville-l'Alouette. Ne serait-ce pas Ger-ville, près de Fécamp ?

	Diplôme interpolé (1025-1090 peut-être 1068-1076)	1103	1119	vers 1150	1337
a 11 Vittefleury		—	—	—	—
a 12 Manneville-ès-Plains		—	—	—	—
a 13 Veules		—	—	—	—
a 14 Saint-Aubin-sur-Scie		—	—	—	—
a 15 Tourville		—	—	—	—
a 16 Pleinesève				—	—
2) Roumois					
a 17 Fontaine-le-Bourg ⁸		—	—	—	—
a 18 Saint-Gervais de Rouen		—	—	—	—
3) Vexin (français)					
a 19 Evèquemont		—	—	—	—

II. Diocèse de Bayeux

	Diplôme interpolé	1103	1119	vers 1350 ⁹
a 20 Argences ¹⁰	—	—	—	—
a 21 Mondeville	—	—	—	—
a 22 Saint-Gabriel		(1058) —	—	—
a 23 Sainte-Paix, près Caen				—

8. L'église de Fontaine-le-Bourg est appelée « *ecclesia sanctae Mariae de Guasto* » (ou « *Vuasto* ») dans les bulles de 1103, 1119 et dans les bulles *Licet ex injuncto*. L'identification : ... de *Guasto* = Fontaine-le-Bourg ne fait pas de doute (Fontaine-le-Bourg est d'ailleurs entouré de forêts); elle a été bien vue par Ch. de Beaurepaire dans son dictionnaire topographique de la Seine-Inférieure, demeuré manuscrit, mais que M. G. de Beaurepaire a bien voulu nous communiquer. — C'est par suite d'une erreur que LONGNON (*Pouillés...*, p. 70) a identifié : *Sancta Maria de Fontibus*, que donnait le pouillé de 1337, par : Fontaine-le-Dun; c'est Fontaine-le-Bourg. Dans le même pouillé, Fontaine-le-Bourg est donné comme dépendant de Fécamp (p. 14 E) et Fontaine-le-Dun comme n'en dépendant pas (31 D).

9. Le pouillé du diocèse de Bayeux, de 1350 environ, édité par

III. Diocèse de Lisieux

	1103	1119	vers 1350
a 24 Hennequeville	—	—	

IV. Diocèse d'Évreux

	1337 ¹⁰	vers 1370 ¹¹
a 25 Heudebouville	—	—

V. Angleterre (Sussex, év. de Chichester)

Steyning	—
----------	---

B. Abbaye de Montivilliers

I. Diocèse de Rouen

	1035 ¹²	1068-1076 ¹³	1337 ¹⁴
1) Pays de Caux			
b 1 Montivilliers, égl. Saint-Germain	—	—	—
b 2 Montivilliers, égl. Sainte-Croix	—	—	—

LONGNON, donne la liste des *Exempti Fiscampnenses* (*ibid.*, p. 130). Cette liste contient des erreurs : outre les bénéfices dépendant de la juridiction de l'abbé de Fécamp, on trouve Norrey et Rots, de la juridiction de l'abbé de Saint-Ouen; les Ifs et Bretteville, de la juridiction de l'abbé de Saint-Étienne de Caen (*infra*, p. 281), et le prieuré d'Audrieu, qui était bien un prieuré exempt, mais relevant non pas de Fécamp, mais de la Trinité de Vendôme (MÉTAIS, *Cartulaire de l'abbaye... de la Trinité de Vendôme*, t. III, p. 159 (acte de 1279, n° 737), et p. 460 (pouillé de la fin du XVII^e siècle)).

10. Pouillé du diocèse de Rouen, 1337, LONGNON, *op. cit.*, p. 69.

11. Cependant, le pouillé du diocèse d'Évreux, de 1370 environ, cite Heudebouville comme étant seulement sous le patronage, et non pas sous la juridiction spirituelle, de l'abbé de Fécamp (LONGNON, p. 199).

12. Charte de Robert le Magnifique, 13 janvier 1035 (texte *supra*, p. 240).

13 Recension interpolée de la charte de Robert le Magnifique (*supra*, p. 239).

14. Pouillés de 1337, LONGNON, *op. cit.*, p. 70.

	1035	1068-1076	1337
b 3 Montivilliers, égl. Saint-Sauveur			— ¹⁵
b 4 Harfleur	—	—	—
b 5 Sanvic	—	—	—
b 6 Rouelles	—	—	—
b 7 Octeville	—	—	—
b 8 Rolleville	—	—	—
b 9 Epouville	—	—	—
b 10 Saint-Martin-du-Manoir	—	—	—
b 11 Gueutteville-ès-Plains	—	—	—
b 12 Petiville	—	—	—
b 13 Gournay			—
b 14 Cramesnîl (chapelle)			—
b 15 Neuville			—
2) Roumois			
b 16 Saint-Paul de Rouen		—	—

II. Diocèse de Lisieux

b 17 Vasouy	—	—
-------------	---	---

C. Abbaye de Cerisy

Diocèse de Bayeux

	1032 ¹⁶	1042 ¹⁷	1179 ¹⁸
	(texte additionnel)		
c 1 Cerisy	—		—
c 2 Saint-Georges de Bayeux	—		—
c 3 Littry		—	—
c 4 Saint-Martin-des-Deux-Jumeaux			—
c 5 Saint-Laurent-sur-Mer			—
c 6 Saint-Marcouf			—

15. Église paroissiale attenante à l'église abbatiale. Elle fut érigée au début du XIV^e siècle. C'est à cette époque que l'église abbatiale cessa d'être à la fois conventuelle et paroissiale.

16. Charte de Robert le Magnifique, 12 novembre 1032, DE FARCY, *op. cit.*, I, Cerisy, pp. 78-79. Cf. *supra*, p. 45, n. 1.

17. Charte de Guillaume le Bâtard, 20 avril 1042, DE FARCY, *op. cit.*, p. 80.

18. Bulle d'Alexandre III, 8 mars 1179, Arch. Manche, H 1615.

D. Abbaye de Saint-Étienne de Caen

I. Diocèse de Bayeux

	1077 ¹⁹	1077-1096 ²⁰	1170 ²¹	1173 ²²	1353 ²³
d 3 Cheux	—	—	—		—
d 4 Torteval	—			—	—
d 5 Foulognes	—			—	—
d 6 Merville (N.-D. du Buisson, à)	—		—	—	—
d 7 Quesnay-Guesnon	—				
d 8 N.-D. d'Allemagne		—	—	—	—
d 9 S.-Martin d'Allemagne		—	—	—	—
d 10 Cabourg (et chap. de Dives)	-	—	—	—	—
d 11 Bavent (chapelle)		—			
d 12 Les Ifs (et chap. de Bras)		—	—	—	—
d 13 S.-Samson d'Aunay		— ¹	—	—	—
d 14 Bretteville-l'Orgueil. (et chap. de Putôt)			—	—	—

II. Diocèse de Rouen

	1096-1111 ²⁴
d 15 Saint-Martin de Longchamps	—

19. Charte d'Eudes de Conteville (1^{re} recension), pièce just. n° II, *infra*, p. 294.

20. Charte d'Eudes de Conteville (2^e recension), pièce just. n° III, *infra*, p. 297.

21. Charte de l'archevêque Rotrou, *Neustria pia*, pp. 643-644.

22. Charte de l'évêque Henri de Bayeux, *Neustria pia*, p. 644.

23. Acte de l'évêque Pierre de Vilaines, septembre 1353, Arch. Calvados, H 1902.

24. Charte de l'archevêque Guillaume Bonne-Ame (1079-1111), pièce just. n° III (1°), *infra*, p. 298. Sur la date de ce texte, *supra*, p. 167.

III. Diocèse de Coutances

1063-1093²⁵

d 16	Bauple	—
d 17	Houtteville	—
d 18	Meautis	—

E. Abbaye de la Trinité de Caen

Diocèse de Bayeux

1082²⁶ 1179-1181²⁷ 1288²⁸

e 1	Saint-Gilles de Caen	—	—	—
e 2	Carpiquet	—	—	—
e 3	Ouistreham	—	—	—
e 4	Saint-Aubin d'Arquenay	—	—	—

F. Abbaye de Troarn

Diocèse de Bayeux

1068²⁹ 1169³⁰ 1414³¹

f 1	Langrune	—	—	—
f 2	Tailleville (chapelle)	—	—	—
f 3	Sainte-Croix de Troarn	—	—	—
f 4	Saint-Gilles de Troarn	—	—	—

25. Charte de l'évêque Geoffroi de Montbray, pièce just. n° m (3°), *infra*, p. 299. Sur la date de ce texte, *supra*, p. 168 et n. 121; 1063 est la date initiale de l'abbatit de Lanfranc, le premier abbé de Saint-Étienne de Caen.

26. Concession d'Eudes de Conteville, *supra*, p. 171.

27. Charte de l'évêque Henri de Bayeux, Bibl. Nat., ms. des nouv. acq. fr. 20.221, f° 71.

28. Acte de 1288, Bibl. Nat., n. a. fr. 20.221, f° 291.

29. Charte d'Eudes de Conteville, SAUVAGE, *op. cit.*, p. 76 et n. 5.

30. SAUVAGE, *op. cit.*, p. 81.

31. SAUVAGE, *op. cit.*, p. 85, n. 6.

	1068	1169	1414
f 5 Touffréville		—	—
f 6 Bures		—	—
f 7 Sannerville		—	—
f 8 Saint-Pair		—	—
f 9 Janville		—	—
f 10 Saint-Sylvain		—	—
f 11 Lirose		—	—
f 12 Renémesnil			—

G. Abbaye de Saint-Ouen de Rouen

I. Diocèse de Rouen

	vers 1130 ³²	1158 ³³
g 1 Sainte-Croix-Saint-Ouen	—	—

II. Diocèse de Bayeux

	vers 1090 (?) ³⁴	1158
g 2 Rots	—	
g 3 Saint-Ouen du Ménil-Oger		—

III. Diocèse de Sées

g 4 Saint-Martin d'Exmes	—
--------------------------	---

32. Charte de l'archevêque Hugues d'Amiens, Arch. S. I., 14 H 151 (Dom POMMERAYE. *Hist. de l'abbaye de Saint-Ouen*, pp. 163-164 et 391).

33. Charte de Hugues d'Amiens, Arch. S. I., 14 H 160 (Dom POMMERAYE, *op. cit.*, pp. 390-391).

34. Charte d'Eudes de Conteville (date et référ. *supra*, p. 172, n. 132).

H. *Abbaye de Fontenay*

Diocèse de Bayeux

vers 1049³⁵

h 1	Fontenay	—
h 2	Boulon	—
h 3	Thury-Harcourt	—
h 4	Esson	—
h 5	Cahan	—
h 6	Le Mesnil-Hubert	—
h 7	Rouvrou	—
h 8	Frénouville	—
h 9	Barbery	—
h 10	Cingal	—
h 11	Cauville	—
h 12	Saint-Rémy	—

I. *Abbaye de Saint-Evrault*

I. Diocèse de Lisieux

vers 1050³⁶

i 1	Montreuil-l'Argillé	—
i 2	Echauffour	—

II. Diocèse de Rouen

vers 1056-1089³⁷

i 3	Parnes	—
-----	--------	---

35. Charte de Raoul Taisson (date et référ. *supra*, p. 71, n. 32.)

36. ORD. VITAL, III, 2, t. II, pp. 26-27.

37. ORD. VITAL, III, 12, t. II, p. 132.

J. *Abbaye de Saint-Wandrille*

Diocèse de Rouen

	1082 ³⁸	1142 ³⁹
j 1 Saint-Wandrille (égl. Saint-Michel)	—	—
j 2 Caudebec	—	—
j 3 Sainte-Gertrude	—	—
j 4 Rançon	—	—

K. *Abbaye de Jumièges*

Diocèse de Rouen

XIII^e siècle

k 1 Le Mesnil-sous-Jumièges	—
k 2 Yainville	—
(et chapelle du Trait)	—

) ABBAYES NON-NORMANDES

L. *Abbaye de Saint-Julien de Tours*

Diocèse de Sées

	1053 ⁴¹
l 1 Bellou-en-Houlme	—
l 2 Habloville	—
l 3 Giel	—

38. Notice de Guillaume le Conquérant, 1082, citée *supra*, p. 81, n. 74.

39. Charte de l'archevêque Hugues, 1^{er} août 1142, LOT, *Études critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, Recueil des chartes, n° 73, p. 130.

40. Notice de cartulaire, CH. DE BEAUREPAIRE, *Inv. somm. des arch. dép.*, S. I., série G, t. I, p. 6.

41. Charte de Guillaume de la Ferté-Macé, citée *supra*, p. 73, n. 38.

M. Collégiale de Saint-Léonard de Bellême		Priuré de Saint-Léonard de Bellême dépendant de l'abbaye de Marmoutier	
(avant 1092)		(après 1092)	
Diocèse de Sées			
1070-1078 ⁴²		1092 ⁴⁴	1127 ⁴⁵
m 1	Égl. Saint-Léonard de Bellême	—	—
	Abbaye de Marmoutier		
	1074 ⁴³		
m 2	Égl. Saint-Martin- du-Vieux-Bellême	—	—

II. — Abbayes ayant juridiction sur une seule paroisse

a) CAS OÙ IL S'AGIT DE LA PAROISSE DU BOURG ATTENANT A L'ABBAYE

	Plus ancien texte
1) <i>Diocèse de Rouen</i>	
n Le Bec	1091-1093 ⁴⁶
2) <i>Diocèse d'Avranches</i>	
o Le Mont-Saint-Michel	1061 ⁴⁷
3) <i>Diocèse de Coutances</i>	
p Saint-Sauveur-le-Vicomte	VERS 1090 ⁴⁸
q Montebourg	1107-1122 ⁴⁹

β) CAS OÙ IL S'AGIT D'UNE PAROISSE ISOLÉE

1) <i>Diocèse de Rouen</i>	
r Fontenay-Saint-Père	(abb. de Saint-Père de Chartres) XII ^e s. (?) ⁵⁰

⁴². BARRET, *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche*, n° 3, p. 9.
Sur ce texte, *supra*, pp. 182, 184-185.

⁴³. BARRET, *op. cit.*, n° 12, p. 22.

⁴⁴. PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, nos CXXVIII et CXXIX, pp. 324-328; charte épiscopale, BARRET, *op. cit.*, n° 15, pp. 27-28.

⁴⁵. BARRET, n° 25, pp. 40-43.

⁴⁶. Charte de l'archevêque Guillaume Bonne-Ame, citée *supra*, p. 173, n. 136.

⁴⁷. Texte cité *supra*, p. 159, n. 91.

⁴⁸. Charte de Néel, citée *supra*, p. 203, n. 92.

⁴⁹. Diplôme de Henri I^{er}, référ. *supra*, p. 202, n. 90.

⁵⁰. Texte attribué à 1033, très douteux, sans doute fabriqué au XII^e siècle (*supra*, p. 72, n. 35).

s	Boury (abb. de Pontoise)	1104 ⁵¹
	2) <i>Diocèse de Sées</i>	
t	Fel (abb. de Saint-Pierre-sur-Dives)	1108 ⁵²
u	Planches (abb. de Saint-Père de Chartres)	1070-1072 ⁵³

51. Référence *supra*, p. 174, n. 139.

52. Diplôme de Henri I^{er}, référence *supra*, p. 203, n. 90.

53. Charte de l'évêque Yves, MERLET, *B. É. C.*, LVI, 1895, p. 643.

Annexe

PAROISSES CONSTITUANT
LE « TERRITOIRE DE SAINT-FLORENT-LE-VIEIL »

Pays des Mauges

	1143 ¹	1467 ²	XV ^e s. ³	1674 ⁴
1 Saint-Florent-le-Vieil (égl. Saint-Pierre)	—	—	—	—
2 La Boutouchère	—	—	—	—
3 La Chapelle-Saint-Florent	—	—	—	—
4 Saint-Laurent-du-Mottay	—	—	—	—
5 Le Ménil	—	—	—	—
6 Châteaupanne	—	—	—	—
7 Bouzillé	—	—	—	—
8 Le Marillais	— ⁵	—	—	—
9 La Boissière	—	—	—	—
10 Saint-Gilles-de-Botz	—	—	—	—
11 Saint-Germain-de-Botz	—	—	—	—
12 Saint-Macaire-en-Mauges	—	—	—	—
13 Saint-Philbert[-en-Mauges]	—	—	—	—
14 Beaussé	—	—	—	—

1. Bulle d'Innocent II, 1^{er} février 1143, Arch. Maine-et-Loire H 1887, n° 6 (cf. MARC SACHÉ, *Inv. somm. des arch. dép. Maine-et-Loire*, série H, t. II). La liste de cette bulle est reproduite sans changement, sauf l'addition de quelques chapelles, dans les bulles d'Alexandre III, 17 février 1164 (JAFFÉ, 11.001), d'Urbain III, 1185-1190 (JAFFÉ, 15.738), et de Célestin III, 14 mars 1193 (JAFFÉ, 16.905).

2. LONGNON, *Pouillés de la prov. de Tours*, p. 241.

3. LONGNON, *op. cit.*, p. 249.

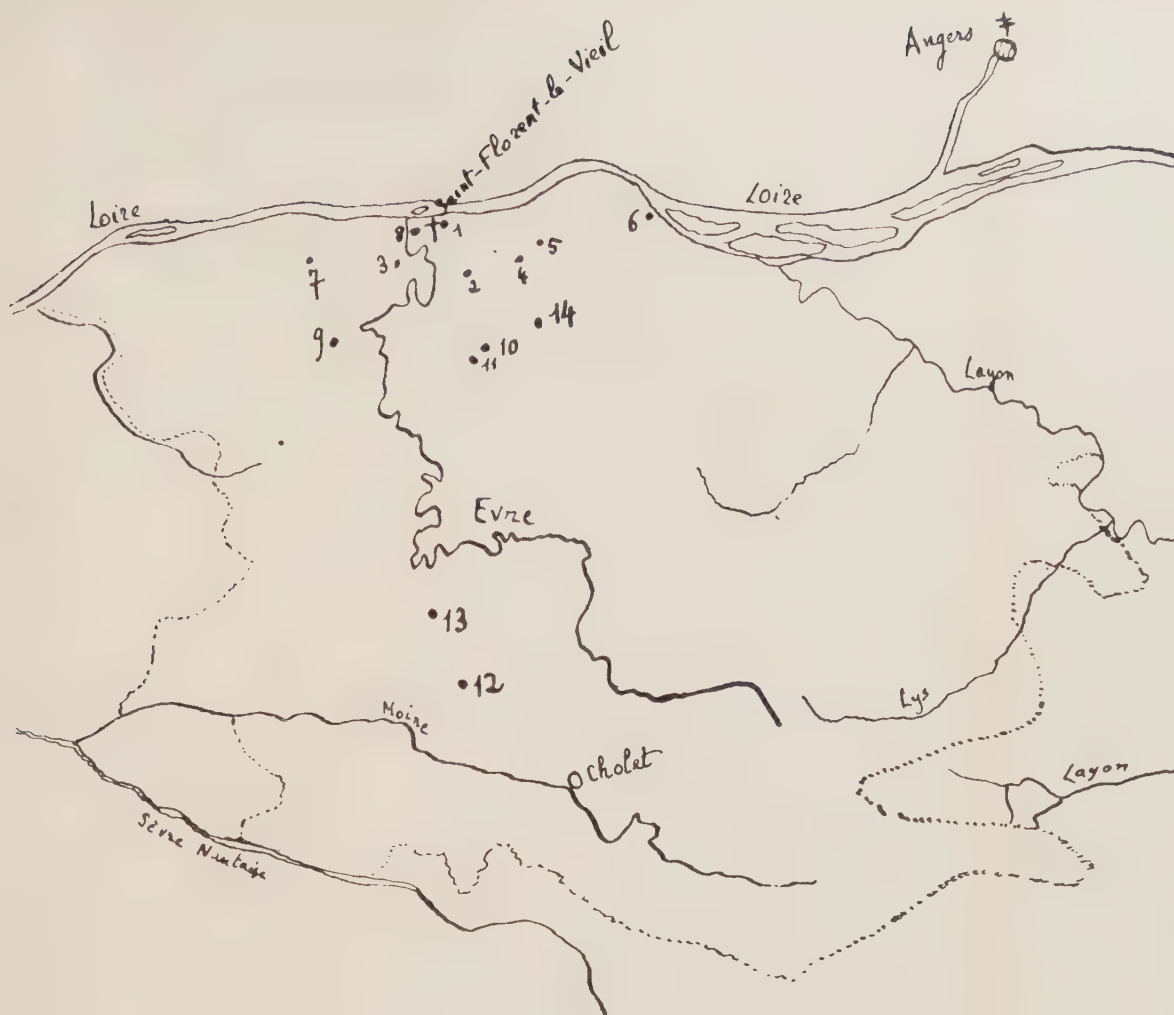
4. Arch. Maine-et-Loire, H 1959 (M. SACHÉ, *op. cit.*, p. 54). L'incertitude des deux listes du XV^e siècle, qui ne concordent pas tout à fait et paraissent incomplètes, nous a incité à faire état de la liste de 1674, quelque tardive qu'elle soit.

5. Nous identifions ainsi la mention « *ecclesiam sancte Marie* » de la bulle de 1143; en effet, la bulle d'Urbain III (JAFFÉ, 15738), qui reproduit celle de 1143, donne, au même endroit de la liste : « *ecclesiam sanctae Mariae de Mariel* » (Bibl. Nat., Housseau, V, n° 1916, f° 175).

Vu : Le Président de la Thèse,
G. LE BRAS.

Vu : Le Doyen,
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
A. ROUSSY.



Carte du « Territoire de Saint-Florent-le-Vieil »
au milieu du XII^e siècle

† Monastère de Saint-Florent-le-Vieil (dépendant de l'abbaye de Saint-Florent de Saumur)

• Poroisse relevant de la juridiction du monastère de Saint-Florent-le-Vieil

- 1 = Saint-Florent-le-Vieil
- 2 = La Boutouillère
- 3 = La Chapelle-Saint-Florent
- 4 = Saint-Laurent-du-Mottay
- 5 = Le Ménil
- 6 = Le Château-panne
- 7 = Bouzille
- 8 = Le Marillais
- 9 = La Boissière
- 10 = Saint-Gilles de Botz
- 11 = Saint-Germain de Botz
- 12 = Saint-Macaire-en-Mauges
- 13 = Saint-Philbert-en-Mauges
- 14 = Beausse

Voir références supra, tableau
de l'Appendice X

PIÈCES JUSTIFICATIVES

990, 15 juin. — Fécamp

*Diplôme de Richard I^{er} pour le monastère de Fécamp*¹ contenant : 1^o la donation de Mondeville, Argences, Saint-Valery, Bretennoles (?) et Ingouville ; 2^o la franchise des coutumes épiscopales, au profit de l'abbaye, pour l'église abbatiale et douze églises dépendantes².

A. Original perdu³.

B. Copie dans un cartulaire perdu du XII^e siècle³. — C. Copie du XII^e siècle (Bibl. de Rouen, ms. 427, f^o 151 v^o-152 r^o).

a. La Roque, *Histoire de la maison d'Harcourt*, t. III (1662), p. 165, d'après C. — b. Du Monstier, *Neustria Pia*, p. 208, d'après C (la liste des souscripteurs s'arrête à « Torstingus »). — c. Dom Pommeraye, *Sanctae Rotomagensis ecclesiae concilia*, p. 60, d'après C. — Édition partielle dans : [Dom Fillastre], *Défense de l'exemption et de la juridiction de l'abbaye de Fécamp*, p. 4 (attribué à Richard II), d'après C. — Dom Bessin, *Concilia Rothomagensis provinciae, II^a pars*, p. 21 (*observatio*) (attribué à Richard II), d'après C. — Mabillon, *Ann. Ord. Sancti Benedicti*, t. IV, p. 62 (éd. 1707), 57 (éd. 1739), d'après C.

INDIQ. : HASKINS, *Norman Institutions*, Appendice B, n^o 1, pp. 252-253⁴.

1. Sur ce « monastère » de 990, cf. *supra*, p. 30, n. 15.

2. Pour l'étude critique de ce diplôme et l'interpolation de la seconde partie du dispositif, cf. *supra*, pp. 50-63.

3. Cette copie a été connue par G. Ch., XI, 203 (cf. *supra*, pp. 53-54). Sur ce cartulaire, cf. *supra*, p. xv.

4. Haskins a donné un tableau très complet des copies et éditions de cet acte. Nous n'avons eu que de très légers changements à apporter à sa liste pour constituer notre *apparatus*. Les fautes assez nombreuses des anciennes éditions nous ont amené à donner, à notre tour, une nouvelle publication de cet acte. Nous nous sommes borné à donner la transcription de C, sans indiquer les variantes des éditions qui, toutes, procèdent de C.

IN NOMINE SANCTAE ET INDIVIDUAE TRINITATIS. Quoniam priorum patrum sanctione, necnon et decreto bonorum hominum, quorum mens et possibilitas actuum, non tam caduca quam etiam mansura, exoptant sibi, meritorum praecedentium executione, decreverunt rata ac rationabilia esse ut Deo, cunctorum datori, sanctisque ipsius, quorum supplemento viget mundus ac propellitur labens hominum scilicet peccaminum nequam et impenditur bonis merces juxta executionem operum, ut ex his que ipsis in hoc mundo a Deo tribuuntur bonis, reiterato tanquam vicissitudinis cyrographo, eidem Christo vel sanctis suis conferant talionem ut prosit eis praesentialiter et in futuro ; ideo ego Richardus, consul, meo posse quem sibi asscivit cunctipotens Deus qui est trinitas et unitas, sua misericordia praeveniente, non propriis meis exigentibus meritis, et sua michi largitus est gratia, opto esse fidelis, et confero ei in hoc loco qui dicitur Fiscannus, et in hoc monasterio in honore sanctę Trinitatis dicato, de bonis ab eo mihi indigno datis, videlicet : Amundivillam, et quicquid ibi pertinere videtur ; Argentias etiam, cum omnibus appenditiis suis ; sanctum Walaricum, et quicquid ibi pertinet ; Bretennoles, ex toto ; Ingulfi etiam villam, et quicquid ibi meę ditioni subicitur, eo rationis tenore ut in predicto loco maneat cum firmissima stipulatione, perenniter absque ullius contradictione. Constituo etiam atque confirmo, donante, concedente atque laudante Rotberto Rotomagensi archiepiscopo, hanc ecclesiam in honore Sanctę Trinitatis dedicatam, et duodecim ecclesias ad eam pertinentes, ab omni episcopali consuetudine immunes et liberas, quatinus nulli archiepiscopo futuro, in istis tredecim ecclesiis, quicquam juste vel injuste dominationis aut exactionis concedatur, nisi quod Fiscannensis ecclesię permiserit atque laudaverit universaliter conventus. Qua de re accitis totius nostrę diocesis episcopis Rotberto, scilicet sanctę Rotomagensis ecclesię archiepiscopo, necnon et Radulfo sanctę Baiocacensis ecclesię presule, atque Hugone Constantię ecclesię presuli, Geraldo quoque sanctę Ebroacensis ecclesię pastori, Rogerio quoque Lisoensis ecclesię presuli, Atsoni quoque civitatis Saxonum ecclesię presuli, Norgodo quoque sanctę Ebrecentensis ecclesię episcopo, cum assensu fidelium nostrorum hoc egimus ut, si quis ab hodierno et deinceps hoc contradixerit vel hanc stipulationem violaverit, a supradictis episcopis, ex auctoritate Patris et Filii et Spiritus Sancti, sanctęque Dei ecclesię catholicę, sanctęque Marię matris Domini, ac sancti Michaelis cum novem ordinibus, atque beati Petri cum omnibus apostolis, sanctique Stephani cum

omnibus martyribus, necnon et sancti Hylarii cum omnibus confessoribus, atque sanctę Felicitatis cum omnibus virginibus et IIII^{or} evangelistis, et centum XLIII^{or} milibus Innocentibus, sint segregati et maledicti atque perpetua maledictione anathematizati. Fiat pars illorum cum Dathan et Abiron quos infernus deglutivit viventes et cum Anania et Saphira, Judaque traditore Domini, pari damnatione feriantur, et nunquam recipiat terra corpora illorum. Sit illis cęlum ęneum et terra ferrea, sitque illis anathema, maranatha, hoc est perditio in adventu Domini, nisi resipuerint et ad dignam emendationem venerint. Fiat. Fiat. Fiat. Amen.

Signum Ricardi comitis. Signum Willelmi comitis. S. Godfridi. S. item Willelmi. S. Madelgeri. S. Roberti. S. Radulfi abbatis. S. Heldeberti, abbatis sancti Audoeni. S. Radulfi fratris Richardi comitis. S. Rogerii. S. item Radulfi. S. Torstingi. S. Wolberti. S. Malonis. S. Torchetilli. S. Girardi. S. Herluini. S. Hugonis. S. Willelmi. S. Torstenc. S. item Radulfi. S. Arfax^s. S. item Torstenc. S. Ranoldi. S. Tictfredi. S. Odonis. S. Gosfredi. S. Gisleberti. S. item Gosfredi. S. item Torstenc. S. Constancii de Wigrim. S. Heriberti. S. Berengerii. S. item Willelmi. S. item Hugonis. S. item Gosfridi.

5. Ou Arfai, ou Arfar : la dernière lettre, surchargée, est illisible.

Charte d'Eudes de Conteville, évêque de Bayeux, affranchissant, d'une part, des coutumes épiscopales tous les biens que l'abbaye Saint-Étienne de Caen possédait au temps de la dédicace, parmi lesquels les églises de Cheux, Torteval, Foulognes, Quesnay-Guesnon et N.-D. de Merville, et attribuant à l'abbé, sur les territoires affranchis, outre tous les profits pécuniaires de la justice ecclésiastique, la juridiction des causes non criminelles, et, conjointement avec l'archidiacre, l'instruction des causes criminelles, avec faculté d'en prononcer le non-lieu ou de les renvoyer à juger devant l'évêque, et ajoutant, d'autre part, à cette première concession, la donation à l'abbaye de plusieurs autres biens parmi lesquels les églises de Saint-Ouen de Villers et Saint-Nicolas de Caen.

A. Original perdu.

B. Copie dans une pancarte confirmative de Philippe d'Harcourt, évêque de Bayeux (1142-1164) (original, parchemin, Archives Calvados, H 1844).

C. Copie de 1658 (Bibl. Nat., nouv. acq. fr. 20218, ff. 8-9), d'après B. — D. Copie de Hippeau, XIX^e siècle (Bibl. Nat., nouv. acq. lat. 1406, f. 150), d'après B.

a. BOURRIENNE, ... *Philippe de Harcourt*, pièce just. n° 1, pp. 133-134.

INDIQ. : DAVIS, *Regesta*, n° 169.

Notum sit omnibus Christiane religionis cultoribus quod ego Odo, dispensante Deo, Baiocensis ecclesiæ antistes, concedente capitulo nostro, dono et concedo cenobio quod a domino meo Willelmo, Anglorum rege, Normannorum et Cenomannorum principe, in burgo Cadomi in honorem beatissimi protomartinis Stephani constructum est, terras, decimas, consuetudines ecclesiasticas de his solis ecclesiis, domibus, terris que prefatæ abbatie datæ sunt ante dedicationem vel in dedica-

1. Pour la date de cet acte, cf. *supra*, pp. 162-163.

tione et de eo quod habebat ipsa die, in Cadomo : de toto Villariorio ; de tota terra quam Milo dedit filiæ suæ Beatrici in conjugium Venuntio, et de duodecim jugeribus terræ quam emit abbas Lanfrancus in eodem Venuntio ; de pratis que vendidit Willelmus de Corcella predicto abbati de feodo meo ; de toto Ros preter ecclesiam ; de toto Ceusio cum ecclesia ; de eo quod tenuit Grimaldus in Alamannia et in menbris ejus, scilicet Stavellis, Itio, Fobertfolia, Borgesbu ; de domo Rogerii et dimidia acra terræ de Hoga ; de eo quod tenuit Willelmus de Landa in Bratio et in Goesbervilla ; de toto Cadborgo ; de burgo Dive cum antiqua capella usque ad pontellum qui dividit Baiocensem episcopatum a Luxoviensi ; de silvis de Malo Pertuso, Tortavalle, Fologia, Caisneio, cum terris et aquis et ecclesiis quæ eisdem silvis pertinent ; de duobus molendinis in majori burgo Cadomi ; de vinea cum domo vinitoris in Badvento ; de eo quod tenuit Ricardus Goiz in Ruscavilla ; de eo quod tenuit Willelmus camerarius in Curleio, et de duodecim jugeribus terræ quam Serlo monachus vendidit in eodem Curleio ; de eo quod tenuerunt Robertus Bertrannus et Rannulfus vicecomes in Bretevilla Orgoillosa ; de quatuor domibus in civitate Baioca : una scilicet que fuit Odonis capellani et tribus Tedaldi quondam clerici Everemari ; de terra et domo Anschitilli Waraignonis in Houetot ; de molendino uno super Leisam cum dimidia acra terræ et insula modica quæ eidem molendino proxima est ; de tota terra Rogerii Calvi de Bretevilla super Leisam, et de dimidia acra quam dedit Rogerius filius Hersent ; de tota terra Lovet quam vendidit Lanfranco in Bilieto et Walmareto, cum parte ecclesiæ quæ ad ipsum pertinebat, de terra etiam, que est unius carruce, quam vendidit Rodulfus, filius Constantini, in eodem ; de viginti jugeribus terræ quam dedit Ascelinus de Abonevilla in eodem ; de terra Hugonis quæ est unius carruce, et ecclesia sanctæ Mariæ in Matrevilla ; de terra quam dedit Rodulfus, filius Herfredi, in Bavento, et de quinque jugeribus terre quam dedit Serlo mariscalcus in eodem ; et de duodecim jugeribus terræ quam donavit uxor Roberti Balistarii in Siccavilla ; de terra quam tenebat Hugo de Rosel in Grainvilla. De his, inquam, predictis de jure ecclesiæ sanctæ Mariæ Baiocensis dono et concedo ista que hic determino, videlicet de omnibus in prefatis ecclesiis, domibus, terris, habitatoribus, omnium forisfacturarum de criminalibus peccatis vel non criminalibus prodeuntium pecuniam ; et de ipsis omnibus habi[t]atoribus, de non criminalibus, penitentiæ injunctionem. Addo etiam ut, ex ipsis criminalibus, quandocunque in prefatis ecclesiis, domibus, terris, audiri contigerint, ab archidiacono Baiocensi abbas

vel prior cenobii predicti, non ipse super quo crimen auditum fuerit, moneatur, et ibidem, ab utroque disposito termino congruo ac prefixo die, convenient monachus et archidiaconus, et in ipsa parrochia, in qua crimen auditum fuerit, predictis presentibus, inquiratur, inquisito discutiatur, et discussio, si inde iudicium portandum prodierit vel cognitio peccati patuerit, Baiocensis, ut decet, ecclesia requiratur, vel causa examinationis vel gratia consequendę reconciliationis. De prefatis vero ecclesiis, synodoticum debitum et circatam et in Pentecoste processiones et alias ecclesiasticas consuetudines, et, ut prescriptarum ecclesiarum clerici sic legitime statutis temporibus ad synodum veniant, ne sub aliqua occasione pecunia ab eis requiratur. Dono etiam et concedo consuetudinem plaustrorum que de Besatia ad Cadomum venalia ligna ferunt, postquam intra leugam predicti burghi intraverint; census et omnem consuetudinem omnium domorum ad Baiocensis ecclesię jus pertinentium, que in burgo monasterii sitę sunt; duas partes decimarum de terris quas predictum cenobium habet in territorio Cadomi et Villarii; Villariensem ecclesiam et ecclesiam sancti Nicholai. Quicumque vero de majori burgo, cujus sepulture ad jus episcopii Sanctę Marię Baiocensis pertinent, in cimiterio prefati cenobii sepeliri petierit, liberrimam ex nostra concessione, absque omni contradictione, habeat potestatem; si autem mortuum quis illuc transferre voluerit qui vivens non requisierit, hoc concedo fieri, cum licentia tamen ministri mei. Pro qua mea donatione, ne quis eam successorum meorum quandoque valeat dissolvere, dedit dominus meus Willelmus, Anglorum rex, Normannorum et Cenomannorum princeps, in dedicatione ecclesię sanctę Marię Baiocensis, perpetuo jure possidendam, silvam, quam Elam vocant, pro salute quoque animę suę, uxoris, parentum ac filiorum suorum².

2. *Les souscriptions de la charte d'Eudes de Conteville, non reproduites dans la pancarte confirmative de Philippe d'Harcourt, sont indiquées dans une autre charte de cet évêque, contemporaine de la pancarte, où l'on lit le passage suivant (BOURRIENNE, op. cit., pièce just. n° 11, p. 136) : « Hujusmodi scriptum allatum est nobis ex verbis Odonis nostri predecessoris, Baiocensis ecclesie antistitis, insignitum atque confirmatum sigillo et auctoritate domini Willelmi, Anglorum regis, Normannorum et Cenomannorum principis; signis et attestationibus ipsius et horum antistitum ac precedentium patrum : Johannis, Rotomagensis archiepiscopi; Odonis, Baiocensis episcopi; Willelmi, abbatis Fiscanni; Richardi, filii comitis Gisleberti; Roberti de Bellomonte; Mathildis, regine Anglorum et comitisse Normannorum et Cenomannorum, Hugonis de Grentemaisnil; Henrici de Ferreriis. »*

III

Fin du XI^e siècle (?)¹

*Pancarte tripartite*¹ pour l'abbaye Saint-Étienne de Caen, contenant : 1° l'acte de l'archevêque de Rouen Guillaume Bonne-Ame (octroyé 1096-1110), affranchissant, au profit de l'abbaye, l'église Saint-Martin de Longchamps lui appartenant, des droits pécuniaires de synode et de visite, et de toute redevance ; 2° l'acte de l'évêque de Bayeux, Eudes de Conteville (2° recension : vers 1077-1096), accordant la même franchise que précédemment² pour les églises de Cheux, Saint-Samson d'Aunay, Saint-Nicolas de Caen, Saint-Ouen de Villers, N.-D. et Saint-Martin d'Allemagne, les Ifs, Saint-Michel de Cabourg et la chapelle de Bavent, et attribuant, de plus, à l'abbé, pour les paroisses de ces églises, outre tous les profits pécuniaires de la justice ecclésiastique, la juridiction des causes non criminelles, et, conjointement avec l'archidiacre, l'instruction des causes criminelles avec faculté d'en prononcer le non-lieu ou de les renvoyer à juger devant l'évêque ; 3° un acte de l'évêque de Coutances, Geoffroi de Montbray († 1093), accordant, pour les églises de Baupte, Houtteville et Meautis, et diverses autres paroisses de l'abbaye dans son diocèse, une franchise pécuniaire et une part de juridiction analogues.

Double original prétendu (Archives Calvados, H 1843) : A. pièce parchemin 0,54 × 0,15 (*ibid.*, H 1843, n° 1. B. pièce parchemin 0,30 × 0,19 (*ibid.*, H 1843, n° 2).

a. Copie de Hippeau, Bibl. Nat., nouv. acq. lat. 1406, f° 21-23.

1. Sur le faux diplomatique que constitue cette pancarte et sa date de fabrication, cf. *supra*, pp. 167-168.

2. Cf. pièce just. précédente.

TEXTE ÉTABLI D'APRÈS A³

Notum sit omnibus christianę religionis cultoribus quod ego Willelmus, Rothomagensis archiepiscopus, trado cęnobio, quod a domino meo Willelmo, Anglorum rege, Normannorum et Cenomannorum principe, in burgo Cadomi, in honorem beatissimi protomartyris Stephani, constructum est, synodoticum et circatam et omne debitum quod pertinet ecclesie sanctę Marię Rothomagi, de ecclesia sancti Martini de Longo Campo ; sic enim habuerant monachi de sancto Benigno de Divi[o]n[e]. Et clericus illius ecclesie sic legitime, statutis temporibus, ad synodum veniat, ne sub aliqua occasione ab eo pecunia requiratur.

Et ego Odo, dispensante Deo, Baiocensis ecclesię antistes, concedo eidem cęnobio synodoticum et circatam et omne debitum quod pertinet ecclesię sanctę Marię de Baiocis, scilicet de ecclesia sancti Vigoris de Ceuso, et de sancto Sansone Alneti, et de sancto Nicholao Cadomi, et de sancto Audoenno de Vileirs, et de sancta Maria Alemannię, et de sancto Martino ejusdem villę, et de ecclesia de Iz, et de sancto Michaelē de Catburgo, et de capella Badventi, videlicet : de omnibus prefatis ecclesiis, domibus, terris, habitatoribus, omnium forisfacturarum de criminalibus peccatis vel non criminalibus (a) prodeuntium pecuniam ; et de ipsis omnibus habitatoribus, de non criminalibus peccatis, poenitentię injunctionem. Addo etiam ut ex ipsis criminalibus peccatis, quandocunque in prefatis ecclesiis, domibus, terris audiri contigerint, ab archidiacono Baiocensi abbas vel prior predicti cęnobii, non ipse super quo crimen auditum fuerit, moneatur, et ibidem, ab utroque disposito termino congruo ac prefixo die, convenient monachus et archidiaconus, et in ipsa parrochia in qua crimen auditum fuerit, predictis presentibus inquiratur, inquisito discutiatur, et discusso, si inde iudicium portandum prodierit vel cognitio peccati patuerit, Baiocensis, ut decet, ecclesia requiratur vel causa examinationis vel gratia consequendę reconciliationis ; et ut p̄scriptarum ecclesiarum clerici sic

(a) criminalibus manque B.

3. Nous n'indiquons pas les variantes orthographiques entre A et B.

legitime statutis temporibus ad synodum veniant ne sub aliqua occasione ab eis peccunia (b) requiratur.

Et ego Gaufridus, Dei gratia Constantiensis episcopus, concedo eidem sancti Stephani cenobio (c) synodoticum debitum et circatam de ecclesia sanctę Marię Balte, partem illam scilicet quę est de feodo Eudonis vicecomitis ; et pars alia ejusdem ecclesię (a) quę est de feodo Renaldi de Orevallo, reddat synodoticum debitum et circatam, quantum ad eum pertinet, et sacerdos de feodo Roberti, consulis de Moretonio, scilicet de Holtavilla, reddat synodoticum debitum et circatam, et sacerdos de Meltiz similiter ; et ut prescriptarum ecclesiarum clerici sic legitime statutis temporibus ad synodum veniant, ne sub aliqua occasione ab eis pecunia requiratur. De jure meo vel successorum meorum ista tantum quę hic determino, videlicet de Balta, et de Fraisno, et de Hotot, et de Holtavilla, et de illis hominibus de Windelonda qui pertinent abbati Cadomi, et de illis hominibus de Helpinmaisnil, et de illis hominibus qui manent in elemosina sancti Hylarii de Meltiz, et de IIII^{or} hominibus qui manent in Barbatum fluctum, et de VII hominibus qui manent in Holtavilla, videlicet in prefatis ecclesiis, domibus, terris, habitatoribus, omnium forisfacturarum, de criminalibus peccatis vel non criminalibus prodeuntium, pecuniam concedo. De his autem omnibus supradictis, si placitum contingat, in curia abbatis Cadomi agatur, et forisfacturam, si contingat, abbas habeat ; si iudicium inde portandum prodierit, ad Hulmum, ut constitutum est, requiratur, vidente archidiacono, et penitentia detur. Hec enim constituta omnia sunt coram Willelmo, rege Anglorum, Normanorum et Cenomannorum principe, pro salute quoque animę suę, uxoris ac filiorum suorum et animarum nostrarum et successorum et antecessorum.

Signum Wil.†lelmi, regis Anglorum. S. Wil†lelmi, archiepiscopi. S. Odo†nis, Baiocensis episcopi. S. Gaufri†di, Constantiensis episcopi. S. Gisle†berti, Luxoviensis episcopi. S. Micha†elis, Abrincensis episcopi. S. Ma†thildis regine. S. Rogeri comitis de Monte-Gomerico. S. Roberti† comitis de Moretonio.

(b) peccunia manque A. — (c) eidem cenobio Sancti Stephani B. — (d) ejusdem ecclesie manque B.

IV

Fragment de l' « Anonyme d'York » concernant l'exemption de Fécamp

(Corpus Christi College, Cambridge, ms. 415, f° 265).

Le fragment ci-dessous publié constitue le chapitre xxvii de l'œuvre connue sous le nom d' « Anonyme d'York »¹.

Sanctorum patrum autoritas, quorum institutione et doctrina sancta fulget ecclesia, imo Deus, omnium bonorum dator et distributor dignitatum, ordinavit ut Rothomagensis ecclesia caput esset et mater Fiscannensis ecclesie, et ipsa membrum ipsius esset et filia. Quę quidem ordinatio sancta est et salubris : nam² Rothomagensis ecclesia prima verbum Dei suscepit, prima credidit, prima celesti(s) sponso juncta, etiam Fiscannensem ecclesiam, donec Christus in ea formaretur, parturivit ; Spiritum sanctum clamantem in corde ipsius : « *Abba, pater* », eidem contulit. Quicquid etiam Christianitatis, quicquid celestis gratię, quicquid spiritualium sacramentorum habet Fiscannensis, hoc totum ei tradidit Rothomagensis. Nunc vero vice versa in contrarium pro his bonis Fiscanne[n]sis mala retribuit Rothomagensi : nam adversus eam inflato spiritu extollitur, et membrum abrenuntiat capiti et a communione corporis se dividit, abnegat se esse filiam matris, ei aufert reverentiam rapina, arbitratur ei se esse equalem, jus ejus violenter preripit, Dei ordinationi resistit nec verita sententiam Apostoli dicentis : « Omnis anima sublimioribus potestatibus subdita sit ! Non est potestas nisi a Deo³. »

1. L' « Anonyme d'York » a été étudié par HEINRICH BÖHMER, *Kirche und Staat in England und in der Normandie im XI und XII Jahrhundert*, pp. 177-269, et presque intégralement publié par cet auteur, *ibid.*, pp. 435-497. Sur le chapitre xxvii, cf. BÖHMER, *ibid.*, pp. 180 et 241-242.

2. Ms. : nan.

3. Rom., xiii, 1.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

ADDITIONS

P. 86, n. 5, ajouter : Voir aussi l'acte de l'évêque du Mans, Gervais, donant aux moines de Saint-Vincent du Mans (1035-1055), pour toutes leurs églises de son diocèse, « *synodales exactiones, circuitiones, relevationes omnes, excepto illius forisfacti vadimonio* » : ces droits sont cédés « *ab episcopali jure et dominio in monachorum jus et dominium* » (*Cartulaire de l'abbaye Saint-Vincent du Mans*, éd. R. CHARLES et MENJOT d'ELBENNE, I, n° 13, pp. 16-17).

P. 166, n. 113, ajouter : Notre manuscrit était déjà livré à l'impression lorsque parut un excellent article de M. R. LATOUCHE, *Un aspect de la vie rurale dans le Maine au XI^e et au XII^e siècle : l'établissement des bourgs* (*Le Moyen Age*, 1937, pp. 44-64), où l'auteur met bien en lumière l'importance de la concession des droits de justice (pp. 50-54) et des coutumes (pp. 56-57) dans l'origine des bourgs.

P. 174, n. 139, l. 2, après 289, lire : L'acte auquel il est fait allusion est publié par J. DEPOIN, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Martin de Pontoise* (*Publ. de la Soc. hist. du Vexin*), Pontoise, 1895, XLVI, p. 41. Eustache de Boury donne aux moines « *hanc ecclesiam liberam, id est non solventem sinodum, non circaturam, non aliquam praebitionem, cum archidiaconatu quem in manu mea habebam...* ». — Dans le même cartulaire, on voit un autre seigneur abandonner à l'abbaye (après 1092) l'église de Grisy « *et decaniam et archidiaconatum excepta synodo* » (XXXII, pp. 27-28), et l'église de Banthelu est affranchie des droits de synode et de visite (acte de 1060-1092, IX, p. 8).

CORRECTIONS

Notre étude était déjà tout entière en épreuves lorsque nous avons su que l'imprimeur ne possédait pas les caractères voulus pour figurer l'*e* cédillé. Nous avons pu faire envoyer les pièces justificatives dans un autre atelier ; pour le texte, voici les mots qu'il faut corriger :

e = e cédillé

P. 34, n. 30, l. 4, au lieu de : <i>Hec,</i>	lire : <i>Hec.</i>
— — l. 5, — <i>concedo,</i>	— <i>concedo.</i>
— — — — <i>que,</i>	— <i>que.</i>

P. 34, n. 30, l. 13,	—	au lieu de : <i>cenobiorum</i> ,	lire : <i>cenobiorum</i> .
— — l. 14,	—	<i>monastice</i> ,	— <i>monastice</i> .
— — l. 16,	—	<i>hereditarie</i> ,	— <i>hereditarie</i> .
P. 55, n. 52, l. 2,	—	<i>anime</i> ,	— <i>anime</i> .
— — l. 3,	—	<i>que</i> ,	— <i>que</i> .
— — —	—	<i>universe</i> ,	— <i>universe</i> .
— — l. 4,	—	<i>concesse</i> ,	— <i>concesse</i> .
— — —	—	<i>prefato</i> ,	— <i>prefato</i> .
— — l. 6,	—	<i>que</i> ,	— <i>que</i> .
— — l. 12,	—	<i>que</i> ,	— <i>que</i> .
— — l. 19,	—	<i>que</i> ,	— <i>que</i> .
— — l. 24,	—	<i>prenominato</i> ,	— <i>prenominato</i> .
P. 76, n. 54, l. 3,	—	<i>ecclesie</i> ,	— <i>ecclesie</i> .
P. 97, n. 43, l. 4,	—	<i>augmentate</i> ,	— <i>augmentate</i> .
— — l. 5,	—	<i>constitute</i> ,	— <i>constitute</i> .
P. 99, n. 56, l. 5,	—	<i>presule</i> ,	— <i>presule</i> .
— — l. 6,	—	<i>que</i> ,	— <i>que</i> .
P. 125, n. 23, l. 13,	—	<i>que</i> ,	— <i>que</i> .
P. 128, n. 29, l. 9,	—	<i>relique</i> ,	— <i>relique</i> .
P. 147, l. 6,	—	<i>sancte</i> ,	— <i>sancte</i> .
— l. 7,	—	<i>Romane</i> ,	— <i>Romane</i> .
— —	—	<i>ecclesie</i> ,	— <i>ecclesie</i> .
P. 170, n. 128 (voir texte, p. 298).			

p. 181, l. 12	}	au lieu de : <i>Romane ecclesie</i> , lire : <i>Romane ecclesie</i>
p. 182, l. 15		
p. 183, l. 6 et 15		
p. 184, l. 9 et n. 19		
p. 187, l. 14		

P. 181, n. 8, l. 3,	—	au lieu de : <i>beate memorie pape</i> ,	lire : <i>beate memorie pape</i> .
— — l. 4,	—	<i>penitentiam</i> ,	— <i>penitentiam</i> .
— — —	—	<i>ecclesiam</i> ,	— <i>ecclesiam</i> .
— — l. 4-5,	—	<i>Romane ecclesie</i> ,	lire : <i>Romane ecclesie</i> .
— — l. 6,	—	<i>edificare cepi</i> ,	— <i>edificare cepi</i> .
— — l. 9-10,	—	<i>Francie</i> ,	— <i>Francie</i> .
— — l. 11,	—	<i>ceteris</i> ,	— <i>ceteris</i> .
— — l. 17,	—	<i>ecclesiam</i> ,	— <i>ecclesiam</i> .
— — l. 21,	—	<i>ecclesia</i> ,	— <i>ecclesia</i> .
— — l. 23,	—	<i>apostolice</i> ,	— <i>apostolice</i> .
— — —	—	<i>hec</i> ,	— <i>hec</i> .
P. 183, n. 18 (voir p. 181, n. 8).			

P. 165, l. 15,	—	au lieu de : <i>même à titre de souscripteur</i> ,	lire : <i>sauf à titre de souscripteur</i> .
P. 167, l. 14,	—	au lieu de : <i>1111</i> ,	lire : <i>1110</i> .

Erratum

P. 117, l. 2-3, au lieu de : *n'est pas la seule à en rapprocher...*, lire : *n'est pas la seule à rapprocher...*

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX¹

- ABBON, abbé de Fleury (988-1004), 10, 11, 65 n. 6, 180.
Abingdon, Angleterre, comté de Berks (abbaye d'), 28.
Accis castrum, 129.
 ADÈLE, comtesse de Blois, fille de Guillaume le Conquérant, 206 n. 98.
 ADRIEN I^{er}, pape (772-795), 119.
 ADRIEN IV, pape (1154-1159), 46.
 AELFRIC, arch. d'York (1023-1051), 116 n. 113.
Aelfsige, Angleterre, Worcester, 115 n. 111.
 AELFWARD, abbé d'Evesham (1014-1044), 113 et n. 108.
 AELIS, abbesse de Montivilliers (1203-1232), 46.
Agde, concile d' (506), 3.
 AGNÈS DE THIEUVILLE, abbesse de la Trinité de Caen (1482-1491), 172 n. 132.
 AGOBARD, arch. de Lyon (814-840), 65.
 AGOBERT, év. de Chartres (1052-1061 ou 1062), 86.
Aidus, 4 et n. 14.
 ALAIN III, comte de Bretagne (1008-1039 ou 1040), 83 n. 81.
 ALAIN BARBETORTE, comte de Nantes († 952), 90, 93, 95.
Alamannia, 295, voir Allemagne.
Alberici terra, 243.
Aldington, Angleterre, Worcester, 268.
 ALEXANDRE II, pape (1061-1073), 116, n. 113, 140 n. 20, 143, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 160, 193 n. 56.
 ALEXANDRE III, pape (1159-1181), 148 n. 58, 224 n. 13, 280 n. 18, 288 n. 1.
 ALGARE, év. de Coutances (1132-1151), 224.
Allemagne, Calvados, arr. et can. de Caen, 165, 166, 295. — Église Notre-Dame d', 169, 281, 297, 298. — Église Saint-Martin d', 169, 281, 297, 298.
Amalricus, 85 n. 1, voir AMAURY.
 AMAT, év. d'Oloron (1073-1089), légat du pape, 189.
 AMAURY, abbé de Saint-Mesmin

1. Pour identifier les noms de lieux, nous avons consulté avec profit les dictionnaires topographiques des départements de l'Eure (par le Marquis DE BLOSSEVILLE, Paris, 1877, 1 vol. in-4°) et du Calvados (par C. HIPPEAU, Paris, 1883, 1 vol. in-4°).

Les départements de l'Orne et de la Manche n'ont malheureusement pas d'instrument de travail de cet ordre.

En ce qui concerne la Seine-Inférieure, nous avons eu la bonne fortune de pouvoir utiliser, grâce à l'extrême obligeance de M. Georges de Beaurepaire, qui voudra bien trouver ici l'expression de notre profonde gratitude, l'excellent dictionnaire topographique, demeuré manuscrit, de CHARLES DE BEAUREPAIRE. Il serait souhaitable que la publication de cet instrument de travail de premier ordre fût entreprise.

- de Micy en 973, 85 n. 1, voir *Amalricus*.
- Amiens*, Somme, ch.-l., 14, 128, 133, 136.
- Amondivilla*, 55 n. 52, 292, voir *Mondeville*.
- Angelranus*, voir *Enguerrand*.
- Angers*, Maine-et-Loire, ch.-l., 93, 94, 100, 101, 104.
- Angommare*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, com. de Rolleville, voir *Angosti terra*.
- Angosti terra*, 243, voir *Angommare* (?).
- Annegray*, Haute-Saône, arr. de Lure, can. de Faucogney, com. de La Voivre (abb. de), 4.
- ANONYME D'YORK, 196, 197 et n. 72, 200, 300.
- ANSBERT (saint), év. de Rouen (684-692 ou 693), 25, 26.
- Anschitillus Waraigno*, 295.
- ANSÉGISE, duc franc d'après la légende, 257, 258, 260, 261.
- ANSELME, abbé du Bec (1078-1093), arch. de Canterbury (1093-1109), 172, 196.
- ANSELME, év. de Lucques (1073-1086), 144 n. 40.
- Ansterius*, seigneur de Mortagne (Vendée), 97 n. 45.
- Antioche*, concile d', 150 n. 66.
- ARDOUIN, arch. de Tours (959-980), 86 n. 10.
- Arfax*, voir *Herfast*.
- Argences*, Calvados, can. de Troarn, 50, 51, 54, 55, 62, 227 n. 24, 256, 278, 291.
- Argentiae*, 55 n. 52, 292, voir *Argences*.
- Arles*, Bouches-du-Rhône, ch.-l. d'arr. Voir *Saint-Trophime*.
- Arles*, concile d', 1.
- ARLETTE, mère de Guillaume le Conquérant, 161.
- ARNOUL, arch. de Reims en 991, 11.
- ARNOUL, arch. de Tours (1023-1052), 182.
- ARNOUL I^{er}, év. d'Orléans (972-980), 85 n. 1, Voir *Arnulphus*.
- ARNOUL II, év. d'Orléans (987-1003), 11.
- Arnulphus*, 85 n. 1, voir *Arnoul I^{er}*, év. d'Orléans.
- Ascelinus de Abonevilla*, 295.
- Ascellini terra*, 244.
- Atso*, 292. Voir *Azon*, év. de Sées.
- Auberville*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. et com. de Montivilliers. Voir *Ubervilla*, voir *Valdine*.
- Auch*, concile d' (1068), 174 n. 138.
- Audrieu*, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seuille, 279 n. 9.
- AUGUSTIN (saint), 5, 111.
- AUGUSTIN DE CANTERBURY (saint), 24.
- Aunay-sur-Odon*, Calvados, arr. et can. de Vire (église Saint-Samson d'), 169.
- Aurillac*, Cantal, ch.-l. de dép. (abb. d'), 202.
- Autun*, Saône-et-Loire, ch.-l. d'arr. (abb. de), 4, 5.
- Autun*, concile d' (1094), 188, 189.
- Auxerre*, Yonne, ch.-l., 33 n. 29.
- AVESGAUD, év. du Mans (1000-1036), 85, 86, 87.
- Avisgaldus*, 88 n. 13, voir *Avesgaud*, év. du Mans.
- Avrainville*, Seine-et-Oise, arr. de Corbeil, can. d'Arpajon, 89 n. 14.
- Avranches*, Manche, ch.-l. d'arr., 29 n. 13, 159, 175 n. 141.
- AZON, év. de Sées (fin X^e s.), 53 n. 46, 292, voir *Atso*.
- Baddebi*, 113 n. 108 et 109, voir *Badsey*.
- Badsey*, Angleterre, Worcester, 113 n. 109, 268, 269.
- Badventum*, 295, 298, voir *Bavent*.
- Baldricus de Balgenzaio*, 68 n. 19, voir *Baudri de Bocquencé*.
- Balduinus*, voir *Baudouin*.
- Balta*, 299, voir *Baupte*.
- Bangor* (monastère d'Irlande), 3.
- Barbatus fluctus*, localité, 299.
- Barbery*, Calvados, arr. de Fa-

- laise, can. de Bretteville-sur-LaiZe, 284.
- Battle*, Angleterre, Sussex (abb. de), XXIV, 154 et n. 80, 155 n. 81, 177, 178, 272-275.
- BAUDOUIN, abbé de Bury-Saint-Edmunds (1065-1097), 146, 147, 149, 151, 152.
- BAUDOUIN, év. d'Évreux (1066-1071), 41 n. 49.
- BAUDOUIN IV, comte de Flandre (989-1036), 237 n. 8, 245.
- BAUDRI DE BOCQUENCÉ, seigneur normand, 68.
- BAUDRI DE BOURGUEIL, arch. de Dol (1107-1130), 20, 39 n. 43, 199.
- Baupté*, Manche, arr. de Coutances, can. de Périers, 168, 282, 297, 299, voir *Balla*.
- Bavent*, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 166, 169, 281, 295, 297, 298. Voir *Badventum*, *Baventum*.
- Baventum*, 293, voir *Bavent*.
- Bayeux*, Calvados, ch.-l. d'arr., 13, 29 n. 13, 161, 163 et n. 166, 175 n. 141, 205 n. 96, 270, 271, 296.
- Beatavilla*, 244, voir *Béateville*.
- Béateville*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, com. d'Octeville.
- BÉATRICE, abbesse de Montivilliers (1035-?), 45, 83, 242.
- BÉATRICE, fille de Milon, 295.
- Beatrix*, 242, voir *Béatrice*.
- Beaumont-la-Chartre*, Sarthe, arr. de Saint-Calais, com. de La Chartre-sur-le-Loir.
- Beaussé*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent-le-Vieil, 288.
- Beauvais*, Oise, ch.-l. d'arr., 213.
- Beauvais*, concile de (1120), 213 n. 124.
- Bec (Le)*, Eure, arr. de Bernay, can. de Brionne (abbaye du), XVIII, 63 n. 72, 139, 173, 174, 202, 270, 286. — Paroisse du, 172, 286.
- Becceret*, 244, voir *Becquerel*.
- Becquerel*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Caudebec, com. d'Anquetierville, voir *Becceret*.
- BÈDE LE VÉNÉRABLE, 255.
- Belisum*, 79 n. 65, voir *Bellême*.
- BELLÈME, Orne, arr. de Mortagne, ch.-l. de can., 174 n. 140, 180, 196, 205, 212, 214, voir *Saint-Léonard de Bellême* et *Saint-Martin-du-Vieux-Bellême*.
- Bellou-en-Houlme*, Orne, arr. de Domfront, can. de Messei, 73, 285.
- Bellum*, 272, 274, voir *Battle*.
- Bengeworth*, Angleterre, Worcester, 114 n. 109, 268, 269 n. 13.
- BENOÎT III, pape (855-858), 9.
- BENOÎT VIII, pape (1012-1024), 37 et n. 37 et 38, 42, 50, 56, 59, 60, 62, 192, 195, 201, 261.
- BENOÎT d'ANIANE (saint), 8.
- BENOÎT DE NURSIE (saint), 3.
- Benyagurth*, 268, voir *Bengeworth*.
- Berengerius*, voir *Bérenger*.
- BÉRENGER, seigneur normand (?), 293.
- BÉRENGER dit DE TOURS, hérésiarque, 139.
- Berlum* (*Sancta Maria de Berlo*), 73, n. 38, voir *Bellou-en-Houlme*.
- BERNARD, abbé de Marmoutier en 1092, 209 n. 109.
- Bernardivallis*, 55 n. 52.
- Bernay*, Eure, ch.-l. d'arr. (abb. de), 38-39, 42 n. 52, 78 n. 62, 193, 253, 254.
- Bertelvilla*, 55 n. 52, voir *Bertreville*.
- BERTHE, reine de France, 100 n. 59, 105.
- BERTHEFRID, év. d'Amiens (644-666 à 673), 134 n. 48.
- BERTHOEN, év. de Châlons-sur-Marne en 692, 6.
- Bertreville*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Cany-Barville, 55 n. 52, voir *Bertelvilla*.
- Besatia*, 76 n. 51, 296, voir *Saint-Ouen-des-Besaces*.
- BÈZE, Côte-d'Or, arr. de Dijon, can. de Mirebeau (abb. de), 31.
- Bilietum*, 295, voir *Billy*.
- Billy*, Calvados, arr. de Caen,

- can. de Bourguébus, 295. Voir *Bilietum*.
- Bobbio* (monastère de), 4.
- Bocquencé*, Orne, arr. d'Argentan, can. de la Ferté-Frênel, voir BAUDRI DE BOCQUENCÉ.
- Bois d'Elle* (Le), Calvados, arr. de Bayeux, can. de Balleroy, com. de Litteau, etc., 163, 165, 271, 296, voir *Ela*.
- Boisseaux*, Loiret, arr. de Pithiviers, can. d'Outarville, 88 n. 14.
- Boissière* (La), Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Montrevault, 288.
- Bolim*, 71 n. 32, voir Boulon.
- Bondy*, Seine, can. de Noisy-le-Sec, 90 n. 16.
- BONIFACE (saint), 8.
- Borbonon*, 71 n. 32, voir Barbéry.
- Borgesbu*, 295, voir Bourguébus.
- Bos, compagnon de saint Denis, 198.
- Bosc-Mesnil* (Le), Seine-Inf., arr. de Neufchâtel, can. de Saint-Saens, voir *Bosmesnil*.
- Bosmesnil*, 238 n. 10, voir *Bosc-Mesnil*.
- Botz*, voir Saint-Germain de Botz et Saint-Gilles de Botz.
- BOUCHARD, comte de Vendôme et de Corbeil, 31 n. 12.
- Boulon*, Calvados, arr. de Falaise, can. de Bretteville-sur-Laize, 284.
- Bourguébus*, Calvados, arr. de Caen, ch.-l. de c., v. *Borgesbu*.
- Boury*, Oise, arr. de Beauvais, can. de Chaumont, 174, 287.
- Boutouchère* (La), à Saint-Florent-le-Vieil, 288.
- Bouzillé*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Chantoceaux, 288.
- Bradforton*, 268, voir Bretforton.
- Braimoustier*, 238 n. 10, voir Brémontier.
- Bras*, Calvados, arr. et can. de Caen, com. d'Ifs-lès-Allemagne, 281, 295.
- Bratium*, 295, voir Bras.
- Brémontier*, Seine-Inf., arr. et can. de Neufchâtel, com. de Massy, voir *Braimoustier*.
- Breodune*, Angleterre, Worcester, 115 n. 111.
- Bretennoles* (?), 50 et n. 62, 291, 292.
- Bretevilla Orgoillosa*, 295, voir Bretteville-l'Orgueilleuse.
- Bretforton*, Angleterre, Worcester, 114 n. 110, 268.
- Bretteville-l'Orgueilleuse*, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seulle, 281, 295.
- Brettonoles*, voir *Bretennoles*.
- Brézolles*, Eure-et-Loir, arr. de Dreux, ch.-l. de can., 206 n. 99.
- Brioude*, concile de (1094), 189.
- Bruerogilum*, 85 n. 1.
- BRUNHAUT, reine, 4, 5.
- BUDIC, comte de Nantes vers 1030, 92 n. 28.
- Bures*, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 283.
- Bury-Saint-Edmunds*, Angleterre, Suffolk (abb. de), XXIII, 31 n. 16, 112, 116, 146-152, 275.
- Bus*, Somme, arr. et can. de Montdidier, 135 n. 58.
- Cabourg*, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 166, 169, 229 n. 45, 281, 297, 298.
- Cadonum*, 76 n. 51, 144 n. 42, 294, 295, 296, voir Caen.
- Caen*, Calvados, ch.-l. dép., voir Saint-Étienne, Saint-Gilles, Saint-Nicolas, Trinité (La), 142, 162, 166, 168 n. 118.
- Cahan*, Orne, arr. de Domfront, can. d'Athis, 284.
- Caisneium*, 295, voir Quesnay-Guesnon.
- CALIXTE II, pape (1119-1124), 207, 277 n. 3.
- Calvavilla*, 71 n. 32, voir Cauville.
- Calvelvilla*, 246, voir Cauville.
- Cambiacum*, 85 n. 1, voir Chaingy.
- Cambrai*, Nord, ch.-l. d'arr., 129.
- Cambremer*, Calvados, arr. de Pont-l'Évêque, ch.-l. de can., 13.

- Canhadun*, 71 n. 32, voir *Cahan*.
Canterbury, Angleterre, Kent, 28, 111, 154 n. 78, 177 n. 145.
Cantuaria, 272, 273, 274, 275, voir *Canterbury*.
Capella Sancti Maximini, 85 n. 1, voir *Chapelle Saint-Mesmin* (la).
CARLOMAN, roi (882-884), 102 et n. 64.
Carpiquet, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seuille, 282.
Carthage, concile de (525), 3.
Catborgum, 295, voir *Cabourg*.
Caudebec, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, ch.-l. de can., 285.
Cauville, Calvados, arr. et can. de Vire, com. de Saint-Martin-de-Taillevende, 284.
Cauville, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, 246.
CÉCILE, fille de Guillaume le Conquérant, 193.
CÉLESTIN III, pape (1191-1198), 288 n. 1.
Cerisi, Somme, arr. de Péronne, 89 n. 14.
Cerisy, Manche, arr. de Saint-Lô, can. de Saint-Clair (abb. de) xvii, 45-46, 50, 59 n. 64, 69, 72, 79, 116, 123 et n. 17 et 18, 166, 224 n. 13, 229, 288.
Ceusium, 295, voir *Cheux*.
Chaingy, Loiret, arr. et can. d'Orléans, 85 n. 1, voir *Cambiacum*.
Chalcédoine (concile de), 1, 3.
Champtoceaux, Maine-et-Loire, arr. de Beaupréau, can. de Champtoceaux, 91 n. 21.
Chapelle - Saint - Florent (La), Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent-le-Vieil, 288.
Charentonne, rivière, 68.
CHARLEMAGNE, roi (768-800), empereur (800-814), 8, 16, 64, 98, 102 n. 64.
CHARLES LE CHAUVÉ, roi (840-877), empereur (875-877), 9, 98-105, 107, 125, 126, 127, 130.
CHARLES DE LORRAINE, emprisonné en 991, 252 n. 3.
CHARLES LE SIMPLE, roi (898-923), 127, 129.
Chartres, Eure-et-Loir, ch.-l. de dép., 14, 66, 89, 109. Voir *Saint-Père de Chartres* (abb. de).
Châteaupanne, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent-le-Vieil, com. de Montjean, 288.
Cheux, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seuille, 165, 166, 169, 281, 297, 298.
Chichester, Angleterre, Sussex, 154, 273.
Chiffreville, Orne, arr. et can. d'Argentan, com. de Sevigny, 243.
CHILDEBERT I^{er}, roi (511-558), 17, 19, 20.
CHILDEBERT II, roi (576-596), 17.
CHILDEMARQUE, 261, voir *Hildemarque*.
CHILDÉRIC II (673-675), 256 n. 7.
CHILPÉRIC I^{er}, roi (561-584), 17.
CHILPÉRIC II, roi (715-716), 25 n. 46.
CHRODOBERT, abbé de Jumièges, 23.
Church Honeybourne, Angleterre, Worcester, 114 n. 110, 268.
Cicestrensis (episcopus), 274, voir *Chichester*.
Cicestria, 273, voir *Chichester*.
Cingal, Calvados, arr. de Falaise, can. de Bretteville-sur-Laize, 284.
Cingal, 71 n. 32, voir *Cingal*.
Cîteaux, Côte-d'Or, arr. de Beaune, can. de Nuits, com. de Saint-Nicolas, 13.
CLÉMENT (saint), pape, 198.
Clermont, concile de (1095), 179, 189, 191, 204.
Coldretum, 244, voir *Coudray*.
COLOMBAN (saint), 2-4, 21.
Conches, Eure, arr. d'Évreux, ch.-l. de can. (abb. de), 42 n. 52.
Condom, Gers, ch.-l. d'arr., 30 n. 16.
Conques-en-Rouergue, Aveyron, arr. de Rodez, ch.-l. de can. (abb. de), 8.
CLOTAIRE II, roi (613-628), 21.

- CLOFAIRE III, roi (657 ou 658-673), 25, 255.
 CLOVIS II, roi (638-657), 25, 132.
 Cluny, Saône-et-Loire, arr. de Mâcon, ch.-l. de can. (abb. de), 9, 10, 11, 13, 30-43, 179, 191, 195, 196, 207.
 Cnut, roi d'Angleterre (1014-1035), 83 n. 81, 110, 111, 112 et n. 103, 113 n. 109, 114 et n. 110, 146, 147, 269.
 CONRAD II, empereur, 131 n. 38.
 CONSTANTIN, pape (708-715), 267 n. 4, 268.
Constancius de Wigrim, seigneur normand (?), 293.
 Contevilla, voir Conteville (com. de Paluel), 55 n. 52.
 Conteville, Eure, arr. de Pont-Audemer, can. de Beuzeville, 19, voir aussi *Maisnil (Le) galchiae de Comitevilla*, 243 n. 25.
 Conteville, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Cany-Barville, com. de Paluel.
 Corbie, Somme, arr. d'Amiens, ch.-l. de can. (abb. de), XXI, 9, 89 n. 14, 127-128, 134, 135 et n. 54 et 58, 203 n. 90.
 Coudray, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, com. de Harfleur, voir *Col-dretum*, 244.
 Coutances, Manche, ch.-l. arr., 29, 175 n. 141.
 Coventry, Angleterre, Warwick (abb. de), 116 n. 113.
 Cramesnil, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Saint-Romain-de-Colbosc, com. de Saint-Vincent-Cramesnil, 243, 280.
 Criencium, voir Crinchon, 129 n. 33.
 Crinchon, rivière, 129 n. 33.
 Crispin, 129 n. 34, voir Marceuil.
 Cully, Calvados, arr. de Caen, can. de Creully, 166, 295.
 Curleium, 295, voir Cully.
 DAGOBERT I^{er}, roi (628-638), 22, 24, 125, 131 n. 38, 134 n. 49.
 Dancé, Orne, arr. de Mortagne-sur-Huisne, can. de Nocé, 210.
 Daniel-Maisnil, 238 n. 10, 244, voir Ménil-Daniel (Le).
 DAVID DE MENEVIA (saint), 200 n. 83.
 DENIS (saint), 198.
Deotinctun, Angleterre, Worcester, 115 n. 111.
 Deux-Jumeaux (Les), Calvados, arr. de Bayeux, can. d'Isigny, voir Saint-Martin des Deux-Jumeaux.
 Dive, 295, voir Dive.
 Dive, Calvados, arr. de Pont-l'Évêque, can. de Dozulé, 295.
 Dol, Ille-et-Vilaine, arr. de Saint-Malo, ch.-l. de can., 14, 16-26.
 Dol, synode de (1094), 189.
 DRAUSCIUS, év. de Soissons (658-676), 6.
 DROGON, fils d'Alain Barbetorte, 91.
 Dun, voir Saint-Pierre-le-Vieux, Saint-Pierre-le-Petit et La Gaillarde.
 DUNSTAN (saint), archev. de Canterbury (959-988), 11, 27-29, 30 n. 16, 110.
 Dunum, 55 n. 52, voir Dun.
 EADGAR, voir Edgar.
 EADNOTH, év. de Dorchester (1034-1049), 116 n. 113.
 EADWIG, voir Edwig.
 EALDRED, év. de Worcester (1046-1060), 114, 116 n. 113.
 ÉBROÏN (659-681), 22.
 Échauffour, Orne, arr. d'Argentan, can. Le Merlerault, 67, 68, 70, 175 n. 141, 284.
 EDGAR, roi d'Angleterre (959-975), 28 n. 5, 110.
 EDMOND, roi d'Angleterre (941), 269 n. 13.
 ÉDOUARD LE CONFESSEUR, roi d'Angleterre (1042-1066), 112 n. 103 et 107, 114 et n. 110, 116 n. 113, 146, 267, 269.
 EDWIG, roi d'Angleterre (956-959), 28 n. 5.
 EGELSY, abbé de Saint-Augustin de Canterbury (1059-1070), 154 n. 79.
 EGWIN (saint), év. de Worcester (692-717), 267, 268, 269.
 Ela, 296, voir Bois d'Elle.
 Eletot, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Valmont, 55, 277.

- ELEUTHÈRE, év. d'Auxerre (532-561), 64 n. 2.
- ELINAND, év. de Laon (1052-1098), 89 n. 14.
- Elmham*, Angleterre, Suffolk, év. transféré à Thetford en 1070, 146 n. 50.
- Ely*, Angleterre, comté de Cambridge (monastère, puis évêché d'), 30 n. 16, 112 n. 106, 116 n. 113.
- ENGUERRAND, 70 n. 24.
- ENGUERRAND I^{er}, comte de Pontieu en 1035, 237 n. 8, 245.
- Evesham*, 114 n. 109, 268, voir Evesham.
- Epouville*, 242, voir Epouville.
- Epouville*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, 46 n. 2, 242, 244 et n. 26, 280, voir *Epouville*, *Espovilla*, *Expouvilla*.
- Equemauville*, Calvados, arr. de Pont-l'Évêque, can. de Honfleur, 240.
- ERMENFROI, comte d'Amiens en 901, 128 n. 30.
- ERMENFROI, év. de Sion, légat du pape en 1055, 139.
- Escalfoium*, 68, voir Echauffour.
- Esletetot*, voir Eletot, 55 n. 52.
- Espetvan*, 97 n. 45, voir Saint-Macaire-en-Mauges.
- Espovilla*, 244 n. 26, voir Epouville.
- Esson*, Calvados, arr. de Falaise, can. de Thury-Harcourt, 284.
- Essun*, 71 n. 32, voir Esson.
- Etavaux*, Calvados, arr. de Caen, can. de Bourguébus, 295.
- ETHELBALD, roi de Mercie (716-757), 267 n. 4, 268.
- ETHELRED, roi d'Angleterre (978-1016), 83 n. 81, 110, 114 n. 110, 267.
- ETHELSTAN, év. de Herford (1012-1056), 116 n. 113.
- ETHELWARD, roi de Mercie en 706, 267.
- ETHELWOLD, abbé d'Abingdon, év. de Winchester (1009-1015), 28.
- ÉTIENNE DE BLOIS, roi d'Angleterre et duc de Normandie (1135-1154), 220, 273.
- ÉTIENNE II, pape (752-757), 119 n. 4, 122 n. 14.
- ÉTIENNE III, pape (768-772), 119 n. 5.
- Eligues*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Fécamp, com. de Vattetot-sur-Mer.
- EUDES I^{er}, comte de Blois (977-996), 30 n. 16.
- EUDES II, comte de Blois (996-1037), 105 et n. 74, 106.
- EUDES, év. de Chartres (968-1004), 89 n. 15, 90 n. 15.
- EUDES, vicomte, 299.
- EUDES DE CONTEVILLE, év. de Bayeux (1050-1097), 40, 71 n. 32, 75 n. 51, 76 n. 53 et 54, 79 n. 68, 161, 162, 164, 165, 166, 167 et n. 118, 168, 169 n. 122, 170, 171, 172 n. 133, 173, 176 n. 141, 263, 270, 271, 281 n. 19 et 20, 282 n. 26 et 28, 283 n. 34, 294, 296, 297, 298.
- EUDES RIGAUD, arch. de Rouen (1248-1278), 47, 48, 49.
- EUGÈNE II, pape (824-827), 214 n. 126.
- EULALIE (sainte), 255.
- EUSTACHE DE BOURY, seigneur, 174.
- Evêquemont*, Seine-et-Oise, arr. de Versailles, can. de Meulan, 206 n. 96, 227 n. 24, 278.
- Everemarus*, 295.
- Evesham*, Angleterre, Worcester (abb. de), XXIII, 113, 114 et n. 110, 116, 267-269.
- EVICH, prieur d'Evesham vers 1030, 113 et n. 109.
- Évreux, Eure, ch.-l., 29, 175 n. 141.
- Expouvilla*, 244, voir Epouville.
- FARE (sainte), 134 n. 50.
- Faremoutiers*, Seine-et-Marne, arr. de Coulommiers, can. de Rozoy-en-Brie (abb. de), XIX, 134 et n. 50, 135 n. 56, 217; paroisse de, 135 n. 56, 203 n. 90, 218.
- FARON (saint), év. de Meaux (626-672), 6, 134 n. 50, 218.
- FAUSTIN (saint), abbé de Lérins en 455, 2.
- Fécamp*, Seine-Inf., arr. d'Yve-

- tot, ch.-I. de can. (abb. de), XV-XVI, 29-43, 46 n. 7, 47 n. 11, 49 n. 21, 49, 50-63, 72, 90, 110, 116, 135, 142, 145, 180, 192-202, 205, 207, 212 n. 121, 214, 219, 220 et n. 2 et 3, 221, 223, 226, 227, 228, 235, 236 n. 6, 237 n. 8, 238, 240, 242 n. 23, 245, 247-250, 251, 252-254, 255-263, 277-279, 291-293, 300.
- Fel*, Orne, arr. d'Argentan, can. d'Exmes, 203 n. 90, 287.
- Ferté-Macé (La)*, Orne, arr. de Domfront, can. de La Ferté-Macé.
- Fiscannum*, voir Fécamp.
- Flaix*, Seine-et-Marne, arr. de Provins, can. de Villiers-Saint-Georges, 88 n. 14.
- Fleury*, 8, 28, 33 n. 28, voir Saint-Benoît-sur-Loire.
- Fobertfolia*, 295, voir Hubert-Folie.
- Folonia*, 295, voir Foulognes.
- Fontaine*, Territoire de Belfort, ch.-I. de can. (abb. de), 4.
- Fontaine-le-Bourg*, Seine-Inf., arr. de Rouen, can. de Clères, 205 n. 96, 278.
- Fontaine-Mesland*, Loir-et-Cher, arr. de Blois, can. d'Herbault, 86.
- Fontanellensis*, 81 n. 74, voir Saint-Wandrille.
- Fontanetum*, voir Fontenay-l'Abbaye.
- Fontenay-l'Abbaye*, Calvados, arr. de Caen, can. de Bourguébus, com. de Saint-André et Saint-Martin de Fontenay (abb. de), XVIII, 71, 72, 76 n. 32, 284.
- Fontenay-Saint-Père*, Seine-et-Oise, arr. de Nantes, can. de Houdan, 72, 286.
- Fontenay-sur-Odon*, voir Fontenay-l'Abbaye.
- Fontenelle*, 22, 23, 27, voir Saint-Wandrille.
- Foulognes*, arr. de Bayeux, can. de Caumont, 166 n. 116, 169 n. 125, 281, 294, 295.
- FOULQUE LE BON*, comte d'Anjou (942-960), 91, 101.
- FOULQUE*, év. d'Amiens (1036-1058), 41 n. 49.
- FOULQUE NERRA*, comte d'Anjou (987-1040), 91, 92 et n. 27, 93, 96, 106, 107.
- FOUQUIER*, seigneur, 174.
- Fraisnum*, 299, voir Fresne (Le).
- Francheville*, Eure, arr. d'Évreux, can. de Breteuil, 206 n. 98.
- FRANÇOIS DE NESMOND*, év. de Bayeux (1661-1715), 172 n. 132.
- FRANCON*, abbé de Corbie en 901, 127.
- Fredivilla*, 244, voir Fréville.
- Fréjus*, Var, arr. de Draguignan, ch.-I. de can., 1.
- Frénouville*, Calvados, arr. de Caen, can. de Bourguébus, 284.
- Fresne (Le)*, Manche, arr. de Coutances, can. de Périers, com. de Baupte, 299.
- Fréville*, hameau près Montvilliers, 244.
- Fruttuaria*, Italie (abb. de), 31, 36.
- FULBERT*, év. de Chartres (1006-1029), 66, 67 et n. 10 et 13, 70, 89 n. 15, 90 n. 15, 108 n. 86, 182.
- Fulda*, Hesse-Nassau (monastère de), 7.
- FULRAD*, abbé de Saint-Denis (750-784), 119 n. 4.
- Furnivilla*, 71 n. 32, voir Fréneuville.
- Gaillarde (La)*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Fontaine-le-Dun, 55, 277.
- Gand* (Belgique), voir Saint-Pierre de Gand.
- GANELON*, trésorier de Saint-Martin de Tours, 86, 87 n. 11.
- Gaudiacum*, 85 n. 1, voir Jouyle-Pothier.
- GAUTIER*, abbé de Battle (1139-1171), 273.
- GAUTIER*, comte de Brionne en 1049, 75 n. 48.
- GELLONE* (abb. de), 203 n. 90.
- GEOFFROI*, abbé de Vendôme (1093-1136), 180.
- GEOFFROI*, comte d'Eu puis de

- Brionne, fils de Richard I^{er} et de Gonnor, 293.
- GEOFFROI, év. de Chartres (1076-1089), 206-207.
- GEOFFROI, év. de Paris en 1070, 89 n. 14.
- GEOFFROI LE BARBU, comte d'Anjou (1060-1096), 97 n. 43, 98 n. 47.
- GEOFFROI GRISEGONELLE, comte d'Anjou (960-987), 91.
- GEOFFROI MARTEL, comte d'Anjou (1040-1060), 98 n. 47, 106, 107.
- GEOFFROI DE MONTBRAY, év. de Coutances (1048-1093), 167, 168, 170, 202 n. 89, 282 n. 25, 297, 299.
- GÉRARD, év. d'Angoulême, légat du pape en 1127, 211.
- GÉRARD, év. d'Evreux (fin X^e s.), 53 n. 46, 292, 293 (?).
- GÉRARD DE BROIGNE, 27-29.
- GERMER (saint), 23-24.
- Geroius*, 68, voir Giroie.
- GERVAIS, seigneur, 87.
- Gervasius*, 88 n. 13, voir Gervais, seigneur.
- Gerville, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Fécamp, 277 n. 7.
- Giberville, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 295.
- Giel, Orne, arr. d'Argentan, can. de Putanges, 285.
- GILBERT, abbé de Saint-Wandrille (1063-1089), 81 n. 74.
- GILBERT, comte de Brionne en 1035, fils de Geoffroi, 237 n. 8.
- GILBERT CRESPIN, seigneur normand, 239 n. 16.
- Gilbertus*, 81 n. 74, voir Gilbert, abbé de Saint-Wandrille.
- GILDUIN, arch. de Sens en 1035, 88 n. 14.
- Gilliacus*, 76 n. 55.
- Girardus*, voir Gérard.
- GIROIE, seigneur de Montreuil-l'Argillé et d'Echauffour, 67, 68, 70 et n. 24, 97, 175 n. 141.
- Girvinivilla* (?), 55 et n. 52, 277.
- Glastonbury, Angleterre, Somerset (abb. de), xxiv, 28, 39 n. 43, 155 n. 80, 200, 201 n. 84.
- Gloucester, Angleterre, comté de Gloucester, voir Saint-Pierre de Gloucester (abb. de).
- Godefridus*, voir Geoffroi.
- Goesbervilla*, 295, voir Giber-ville.
- Gorze, Moselle, arr. de Metz (abb. de), 31.
- Goscelinus*, voir Gosselin.
- GOSSELIN, vicomte d'Arques en 1035, 237 n. 8, 238 n. 14, 245.
- Gournay-en-Caux, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, com. de Gonfreville-Lorcher, 280.
- Gradulphus*, voir Groux.
- Grainvilla, 295, voir Grainville-sur-Odon.
- Grainville-l'Abouette, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Goderville, 277 n. 7.
- Grainville-sur-Odon, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seulle, 295, voir *Grain-villa*.
- GRATIEN, auteur du *Décret*, 219.
- GRÉGOIRE (saint), voir Grégoire I^{er}, pape.
- GRÉGOIRE I^{er}, pape (590-604), 3, 4, 8, 9, 24, 26 n. 48, 214.
- GRÉGOIRE V, pape (996-999), 11, 39 n. 45.
- GRÉGOIRE VII, pape (1073-1085), xxiv, 94, 95, 145, 148, 149 n. 59, 150, 151, 152, 153, 179, 191.
- GRÉGOIRE LE GRAND, voir Grégoire I^{er}, pape, 266 n. 8.
- Grimaldus*, 295.
- GROUX, abbé de Saint-Wandrille en 1035, 245.
- Guaiolum* (*Sanctus Petrus de Guaiolo*), 73 n. 38, voir Giel.
- Guaswic*, 243 n. 25, voir Vasouy.
- GUÉRECH, évêque et comte de Nantes (981-988), 91 n. 21, 95.
- GUÉRECH II, év. de Nantes (1060-1079), 95, 96.
- Guernesey (île anglo-normande), 69 n. 20.
- Gueutteville-ès-Plains, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Saint-Valery-en-Caux, 46 n. 3, 242, 244 n. 27, voir *Guttavilla*, *Guttisvilla*.
- GUILLAUME, comte d'Hiémois,

- puis d'Eu, demi-frère de Richard II, 239 n. 16, 293.
- GUILLAUME, comte de Pontieu et seigneur de Bellême en 1112-1113, 210 n. 115.
- GUILLAUME, év. d'Évreux (1046-1066), 193 n. 50, 253 n. 34.
- GUILLAUME, év. de Paris en 1098, 89 n. 14.
- GUILLAUME, fils de Giroie, seigneur normand, 67, 68, 70 n. 24, 71.
- GUILLAUME, seigneur de Bellême, 181, 182, 186 n. 29, 210, 213.
- GUILLAUME, dit LE BATARD OU LE CONQUÉRANT, duc de Normandie (1035-1087), roi d'Angleterre (1066-1087), XIII, 43, 69 n. 20, 70 n. 27, 76 n. 52, 78, 79 n. 68, 81, 83, 138-178, 179, 185, 193, 201 n. 84, 202, 205 n. 96, 206 n. 96, 207, 208, 212, 221, 225, 232, 235, 236 n. 6, 238, 239-240, 246, 271, 272, 273, 274, 275, 280 n. 17, 285 n. 38, 294, 299.
- GUILLAUME BONNE-AME, abbé de Saint-Étienne de Caen (1070-1079), arch. de Rouen (1079-1110), 71 n. 32, 81 n. 74, 143 n. 32, 153 n. 75, 167, 168, 170, 172, 173, 193, 194, 281 n. 24, 286, 297, 298.
- GUILLAUME LE CHAMBRIER, 166, voir *Willelmus Camerarius*.
- GUILLAUME DE LA FERTÉ-MACÉ, seigneur normand, 70, 71, 73, 108 n. 84, 285 n. 41.
- GUILLAUME FILS-OBÉ, seigneur normand, 246.
- GUILLAUME LONGUE-ÉPÉE, duc de Normandie (vers 927-943), 30 n. 15, 255, 258, 261.
- GUILLAUME DE ROS, abbé de Fécamp (1079-1108), 261, 296 n. 2.
- GUILLAUME LE ROUX, roi d'Angleterre (1087-1100), 78 n. 64, 154 n. 79, 180, 194.
- GUILLAUME-TÊTE-D'ÉTOUPE, comte de Poitou, 90.
- GUILLAUME DE VARENNE, seigneur normand, 239 n. 16.
- GUILLAUME (saint) de Volpiano, abbé de Saint-Bénigne de Dijon, de Fécamp (1001-1028), etc..., 31, 138, 192, 193, 205, 261, 262.
- Guillelmus*, voir Guillaume.
- Guttavilla*, 242, voir Gueutteville-ès-Plains.
- Guttisvilla*, 244 n. 27, voir Gueutteville-ès-Plains.
- GUY, abbé de Saint-Augustin de Canterbury (1087-1099), 154 n. 79.
- GUY, év. d'Amiens (1058-1075-1076), 89 n. 14.
- Habletvilla (Sancta Maria de)*, 73 n. 38, voir Habloville.
- Habloville*, Orne, arr. d'Argentan, can. de Putanges, 285.
- Haburne*, 268, voir Church Honeybourne.
- Haia de Telloil (La)*, 238 n. 10, 243, voir Haye-du-Theil (La).
- Hampton*, Angleterre, Worcester, 114 n. 110, 267, 268, 269.
- HARDECNUT, roi d'Angleterre (1040-1042), 112 n. 107.
- Harsleur*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, 46 n. 3, 83, 242, 243, 280.
- Haspres*, Nord, arr. de Valenciennes, can. de Bouchain, 27.
- Hastings* (bataille d', 1068), 145, 177.
- Hautun*, 268, voir Hampton.
- Haye-du-Theil (La)*, Eure, arr. de Louviers, can. d'Ampreville-la-Campagne, 243.
- HEDDO, év. de Strasbourg (739-765), 7.
- Heldebertus*, voir Hildebert.
- HELGOB, prieur de Saint-Étienne de Caen (?-1092), abbé de Saint-Ouen de Rouen (1092-1112), 143 n. 33.
- Helgonis fiscum*, 68 n. 19.
- HELLOUIN, seigneur normand, 293.
- Helpinmaisnil*, 299.
- Hennequeville*, Calvados, arr. et can. de Pont-l'Évêque, com. de Trouville, 205 n. 96, 279.
- HENRI II, empereur (1014-1024), 131 n. 38.
- HENRI III, empereur (1039-1056), 131 n. 38.

- HENRI I^{er}, roi (1031-1060), 142, 237.
- HENRI I^{er} BEAUCLERC, roi d'Angleterre (1100-1135), duc de Normandie (1106-1135), xiv, 177 n. 145, 202 n. 90, 207, 208, 211, 212, 286 n. 49, 287 n. 52.
- HENRI II PLANTAGENET, roi d'Angleterre, duc de Normandie (1154-1189), xx, 203 n. 90, 274.
- HENRI VI, roi d'Angleterre (1422), prétendu roi de France (1431), 143.
- HENRI DE BLOIS, év. de Winchester et abbé de Glastonbury (1129-1171), 201 n. 84.
- HENRI, év. de Bayeux (1164-1206), 224, 225, 281 n. 21.
- HENRI DE SULLI, abbé de Fécamp (1140-1189), 201 n. 84.
- HENRI, év. de Bayeux (X^e s.), 29 n. 13, 282 n. 27.
- Henricus de Ferreriis*, 296 n. 2.
- Herbauge* (pays d'), 91 n. 18, 93.
- HERBERT, év. de Lisieux (1022-1049), 67, 89 n. 15.
- HERBERT, év. de Norwich (1091), 150 n. 67.
- HERBERT LOSINGA, prieur de Fécamp, puis abbé de Ramsay (1087) et év. de Norwich (1091-1119), 42 n. 53, 194.
- HERBERT II, comte du Mans (1032 à 1035-1062), 88 n. 13.
- HERBERT, seigneur normand (?), 293.
- Herbertus*, voir Herbert.
- HERFAST, év. de Thetford (1070-1084), 146, 147, 150, 151, 152 et n. 73.
- HERFAST, frère de Gonnor, femme de Richard I^{er}, 293 (?) (*Arfax*).
- Herluinus*, voir Hellouin.
- Herofluet*, 242, 243, voir Harfleur.
- Heudebouville*, Eure, arr. et can. de Louviers, 279.
- HERVÉ, archidiacre d'Orléans, 75 n. 47, 77 n. 57.
- HERVÉ, vicomte de Blois en 1041 ou 1042, 76 n. 55.
- Heudechinvilla*, voir Hennequeville.
- Hève* (cap de la), 83 n. 80.
- HILDEBERT, abbé de Saint-Ouen de Rouen (avant 990-1006), 28, 38 et n. 39, 293.
- HILDEMARQUE, abbesse de Fécamp (VII^e s.), 22, 255, voir Childemarque.
- HINCMAR, arch. de Reims (845-882), 65, 74.
- HOËL, comte de Nantes († 981), fils d'Alain Barbetorte, 95.
- Hoga*, 296, voir La Hogue.
- HOGUE (LA), Calvados, arr. de Caen, can. de Bourguébus, com. de Beuvron, 166, 296.
- Hottavilla*, 299, voir Houtteville.
- HONORIUS II, pape (1124-1130), 211, 217.
- HONORIUS III, pape (1216-1227), 226.
- Hotot*, Manche, arr. de Coutances, can. de La Haye-du-Puits, com. de Coigny, 299.
- Hottot-en-Bessin*, Calvados, arr. de Bayeux, can. de Caumont, 166, 295, voir *Houetot*.
- Houetot*, 295, voir *Hottot-en-Bessin*.
- Houtteville*, Manche, arr. de Coutances, can. de La Haye-du-Puits, 168, 282, 299.
- Hubert-Folie*, Calvados, arr. de Caen, can. de Bourguébus, 295.
- HUBERT WALTER, archev. de Canterbury (1193-1205), 148 n. 58.
- Hugo de Grentemaisnil*, voir Hugues de Grentemaisnil.
- Hugo de Rosel*, 295.
- HUGUES, abbé de Bury-Saint-Edmunds (1157-1180), 148 n. 58.
- HUGUES, arch. de Rouen (942-989), 88 n. 14, 108 n. 86, 115 n. 112.
- HUGUES, chevalier, 246.
- HUGUES, év. d'Avranches (1028-1054), 245, 263.
- HUGUES, év. de Bayeux (1015-1050), 45 n. 1, 70, 71 n. 28 et 32, 83 n. 81.
- HUGUES, év. de Coutances (fin X^e s.), 53 n. 46, 292, 293 (?).
- HUGUES, év. de Die (1030-1065), arch. de Lyon (1083-1092-1106), légat du pape, 189.

- HUGUES, év. d'Évreux (1015-1046), 245.
- HUGUES, év. de Lisieux (1049-1077), 40.
- HUGUES D'AMIENS, arch. de Rouen (1130-1164), 206 n. 96, 207, 213, 214, 215, 217, 277 n. 4, 283 n. 32 et 33, 285 n. 39.
- HUGUES CAPET, roi (987-996), 100 n. 59, 252.
- HUGUES DE LA FERTÉ, seigneur normand, 246.
- HUGUES DE GRENTMESNIL, seigneur normand, 239 n. 16, 296 n. 2.
- HUGUES DE ROCÉ, seigneur, 208 n. 105.
- Hulmum*, localité, 299.
- Ifs (Les)*, Calvados, arr. et can. de Caen, 169, 279 n. 9, 281, 295, 297, 298.
- IMBERT, év. de Paris (1030-1060), 88-89 n. 14, 90 n. 16.
- Ingolivila*, 55 n. 52, voir *Ingouville*.
- Ingouville*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Saint-Valery-en-Caux, 50, 53, 55, 62, 277, 291, 292.
- Ingulfi villa*, 292, voir *Ingouville*.
- INNOCENT II, pape (1130-1143), 204, 208 n. 104, 215, 216, 217, 218 n. 138, 288 n. 1.
- INNOCENT III, pape (1198-1216), 46, 48, 148, 224.
- ISAAC, neveu de Nicodème, 198, 199.
- ISAAC, prêtre de la fin du X^e siècle, 85 n. 1, 199, 256.
- ISEMBERT, év. de Poitiers (1021-vers 1047), 97 et n. 45.
- Itium*, 295, voir *Ifs (Les)*.
- Janville*, Calvados, arr. de Caen, com. de Troarn, 283.
- Janville*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Cany, com. de Paluel, 55 n. 52, voir *Johannisvilla*.
- JEAN, abbé de Fécamp (1028-1079), 39 n. 42, 42 n. 53, 61 n. 70, 192, 193, 205 n. 96, 245, 246, 262.
- JEAN, cardinal, légat du pape en 1074, 146.
- JEAN, év. de Sées (1124-1144), 210.
- JEAN IV, pape (641-642), 135 n. 62, 215 n. 131, 217.
- JEAN XIII, pape (965-972), 158 n. 90, 265, 266 n. 8.
- JEAN XVII, pape (1003), 103 n. 67.
- JEAN XVIII, pape (1003-1009), 36 et n. 35, 94 n. 33, 98, 103, 105-107.
- JEAN D'AVRANCHES, év. d'Avranches (1061-1067), puis arch. de Rouen (1067-1079), 61 n. 71, 141, 155 n. 81, 158, 160, 163, 173, 184, 193, 263, 265.
- Jersey*, ile anglo-normande.
- Johannes Minutus*, voir JEAN, CARDINAL.
- Johannisvilla*, 55 n. 52, voir *Janville*.
- JOSEPH D'ARIMATHIE, 198.
- Jotrensis (villa)*, 217 n. 134, voir *Jouarre*.
- Jouarre*, Seine-et-Marne, arr. de Meaux, can. de La Ferté-sous-Jouarre (abb. de), xix, 134 et n. 50 et 51, 135 et n. 57, 203 n. 90, 217; paroisse de, 135 n. 57.
- JOUVIN, 97.
- Jouy-le-Pothier*, Loiret, arr. d'Orléans, can. de Cléry, 85 n. 1.
- JUDITH, femme de Richard II, 55.
- JUDUAL, roi de Domnonée, (552/4-580), 18.
- Juliabona*, 244 n. 28, voir *Lillebonne*.
- Karolo-maisnil*, 238 n. 10, 243, voir *Cramesnil*.
- KENRED, roi de Mercie (704-708), 267 n. 4, 268, 269.
- Jumièges*, Seine-Inférieure, arr. de Rouen, can. de Duclair (abb. de), xix, 22, 23, 27, 78 n. 62, 203 n. 90, 253, 254, 285.
- Lambertus*, prévôt de Saint-Mesmin de Micy, 85 n. 1.

- Lambres*, Nord, arr. et can. de Douai, 129.
- Lambris*, 129, voir *Lambres*.
- LANDRI*, év. de Paris (653-656), 120, 121, 125, 127, 132, 133 n. 43, 134 n. 46, 135.
- LANFRANC*, abbé de Saint-Étienne de Caen (1063-1070), arch. de Canterbury (1070-1089), 43, 138-178, 179, 202, 221, 225, 232, 273, 282 n. 25, 295.
- Langrune*, Calvados, arr. de Caen, can. de Douvres, 162, 282.
- La Trétoire*, Seine-et-Marne, arr. de Coulommiers, can. de Rebais, 135 n. 55.
- LÉGER* (saint), 22 n. 33, 255, 256, 261.
- Lenchwick*, Angleterre, Worcester, 268.
- LEOFRIC*, comte anglais vers 1042-1044, 114 n. 110.
- LÉON II*, pape (682-683), 26 n. 48, 214.
- LÉON VIII*, pape (963-965), 182.
- LÉON IX*, pape (1049-1054), 145 n. 46, 193.
- Leregaut* (?), 55 n. 52.
- Lérins*, Alpes-Maritimes, com. de Cannes (abb. de), 1, 2 et n. 4.
- LEUCHER*, abbé-év. de Dol, 18.
- LÉZELIN*, év. de Paris (1030-1060), 41 n. 49.
- LIFING*, év. de Worcester (1038-1046), 267, 269.
- Lillebonne*, Seine-Inf., arr. du Havre, ch.-l. de can., voir *Juliabona*.
- Lillebonne*, concile de (1080), 87 n. 12, 157 n. 83, 84, 85 et 87, 158 n. 89, 165, 170 n. 129, 176 n. 141 et 142.
- Limpivilla*, 55 n. 52, voir *Limpiville*.
- Limpiville*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Valmont, 55, 277.
- Lisieux*, Calvados, ch.-l. d'arr., 13, 29 n. 13, 66, 68, 69, 139.
- Lisieux*, concile de (1055), 139, 205 n. 96.
- Lirose*, Calvados, arr. de Lisieux, can. de Livarot, com. de Lisores, 283.
- Lisores*, Calvados, arr. de Lisieux, can. de Livarot, 243.
- Littleton*, Angleterre, Worcester, 268.
- Littry*, Calvados, arr. de Bayeux, can. de Balleroy, 280.
- Lobbès*, Belgique, Hainaut (mon. de), 7 n. 30.
- Longchamps*, Eure, arr. des Andelys, can. d'Étrépnay, 167, 168, 281, 298.
- Longuesse-en-Vexin*, Seine-et-Oise, arr. de Pontoise, can. de Marines, 88 n. 14, voir Saint-Martin-de-Longuesse-en-Vexin.
- LOTHAIRE*, roi (954-986), xxiv, 29 n. 10 et 13, 158 n. 90.
- LOUIS II*, dit le Bègue, roi (877-879), 74 n. 43.
- LOUIS LE PIEUX*, empereur (814-840), 8, 103, 104, 126.
- LOVER*, propriétaire d'une terre à Billy et à Valmeray, 295.
- LUCIUS II*, pape (1144-1145), 221.
- Luxeuil*, Haute-Saône, arr. de Lure, ch.-l. de can. (monastère de), 4, 6.
- Luzorial*, 243, voir *Lisores*.
- Madelgerus*, voir *Mauger*.
- MAGLOIRE* (saint), abbé-év. de Dol, 18.
- MAINARD*, abbé de Saint-Wandrille et du Mont-Saint-Michel, 27-29.
- Maisnil (Le) galchiae de Comitavilla*, 243 n. 25, voir *Conteville* (Eure).
- Maisnilium-Huberti*, 71 n. 32, voir *Mesnil-Hubert (Le)*.
- Maisnil-Richardi*, 238 n. 10, 243, voir *Ricard (Le)*.
- Majus monasterium*, voir *Marmoutier*.
- MALO*, seigneur normand (?), 293.
- Malum Pertusum*, 295, voir *Maupertuis*.
- Maneir (villa del)*, 244, voir *Saint-Martin-du-Manoir*.
- Manlieu*, Puy-de-Dôme, arr. de Clermont (abb. de), 8.
- Mannavilla*, 55 n. 52, voir *Manneville*.
- Manneville-ès-Plains*, arr. d'Y-

- vetot, can. de Saint-Valery-en-Caux, 278.
- Mans (Le)*, Sarthe, ch.-l., 89, 156 n. 81.
- Mantes*, Seine-et-Oise, ch.-l. d'arr., 193 n. 52.
- Marais-Vernier (Le)*, Eure, arr. de Pont-Audemer, can. de Quillebœuf, 19.
- Marellias*, voir Marœuil.
- Marillais (Le)*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent-le-Vieil, 288.
- MARINIEN, 9.
- Marœuil*, Pas-de-Calais, arr. et can. d'Arras, 129.
- Marmoutier*, abbaye près Tours, Indre-et-Loire, com. de Sainte-Radegonde, xx, 76 n. 52, et 55, 79 n. 69, 86, 87 n. 12, 177, 181, 183, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 196, 206 n. 98, 208, 209 n. 109, 275, 286.
- MARTIN I^{er}, pape (649-653), 26 n. 48, 135 n. 62, 214, 215, 217, 266 n. 8.
- MARTIN IV, pape (1281-1285), 228 n. 34.
- Matervilla*, 295, voir Merville (N.-D. de).
- MATHILDE, duchesse de Normandie et reine d'Angleterre († 1083), 138, 140, 152, 168, 185, 296 n. 2, 299.
- MAUGER, arch. de Rouen (1037-1055), 40, 41 n. 50, 139, 140.
- MAUGER, comte de Corbeil, fils de Richard I^{er} et de Gonnor, 293.
- Mauges* (pays des), 90-98, 99, 100, 107.
- MAUGIS, év. d'Avranches (1017 à 1022-1028), 72.
- Maupertuis*, Calvados, arr. de Bayeux, can. de Caumont, com. de Torteval, 295.
- MAURICE, arch. de Rouen (1231-1237), 48, 49.
- MAURILLE, arch. de Rouen (1055-1067), 41, 61, 139, 141, 160, 193 n. 50, 263 n. 34.
- Mauritania*, 97 n. 45, voir Mortagne.
- MAYEUL (saint), abbé de Cluny, 30-31, 261.
- Mazerolles*, Vienne, arr. de Montmorillon, can. de Lusac (mon. de), 7 n. 30.
- Meautis*, Manche, arr. de Saint-Lô, can. de Carentan, 168, 282, 297, 299, voir Meltiz.
- Meaux*, Seine-et-Marne, ch.-l. d'arr., 14, 133, 196, 217 n. 134.
- Medalgicus*, 99 n. 56, voir Manges.
- Meltiz, voir Meautis.
- Ménil (Le)*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent-le-Vieil, 288.
- Merlerault (Le)*, Orne, arr. d'Argentan, can. du Merlerault.
- Merula*, 68 n. 19, voir Merlerault (Le).
- Merville*, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 166 n. 116, 169 n. 125, 281, 294, 295, voir Matervilla.
- Mesnil-Daniel (Le)*, Seine-Inférieure, arr. d'Yvetot, can. de Fontaine-le-Dun, com. de Saint-Aubin-sur-Mer, voir Daniel-Maisnil, 244.
- Mesnil-Hubert (Le)*, Orne, arr. de Domfront, can. d'Athis, 284.
- Mesnil-sous-Jumièges (Le)*, Seine-Inf., arr. de Rouen, can. de Duclair, 209 n. 90, 285.
- Mézières*, Loiret, arr. d'Orléans, can. de Cléry, 88 n. 14.
- MICHEL, év. d'Avranches (1072-1094), 156 n. 81.
- Micy*, voir Saint-Mesmin de.
- MILDRYTH (sainte), 112.
- Minster*, Angleterre, Kent (monastère de), 111.
- Milo, 295.
- Monasteriolium*, 68, voir Montreuil-l'Argillé.
- Monasterium-Villare*, 241, 242, 244, voir Montivilliers.
- Mondeville*, Calvados, can. de Caen, 50, 51, 54, 55, 62, 256, 278, 291.
- Mondonville*, Eure-et-Loir, arr. et can. de Chartres, 206 n. 98.
- Montbarrois*, Loiret, arr. de Pithiviers, can. de Beaune-la-Rolande, 88 n. 14.
- Montebourg*, Manche, arr. de

- Valognes, ch.-l. de can., 202 n. 90, 224, 225, 286.
- Montereau, Seine-et-Marne, arr. de Fontainebleau, can. de Montereau, 75 n. 49.
- Montfaucon, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, ch.-l. de can., 92 n. 23 et 27, 97 n. 44.
- Mont-Glonne, voir Saint-Florent-le-Vieil, 92, 99.
- Montier-en-Der, Haute-Marne, arr. de Wassy, ch.-l. de can. (abb. de), 6, 75 n. 48.
- Montivilliers, Seine-Inf., arr. du Havre, ch.-l. de can. (abb. de), xvi-xvii, 23, 30 n. 15, 45-50, 59 n. 64, 61, 62 n. 71, 63, 72, 79, 82, 83, 85 n. 1, 90, 110, 116, 122, 123 n. 16, 135, 172 n. 132, 175 n. 140, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 235-246, 251, 279-280.
- Montivilliers, égl. Sainte-Croix, 45 n. 3, 242, 279.
- Montivilliers, égl. Saint-Germain, 45 n. 3, 242, 279.
- Montivilliers, égl. Saint-Sauveur, 280.
- Montreuil-l'Argillé, Eure, arr. de Bernay, can. de Broglie, 67, 68, 284.
- Montrevault, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, ch.-l. de can., 92 n. 27.
- Mont-Saint-Michel (Le), Manche, arr. d'Avranches, can. de Pontorson (abb. du), xviii, 28-30, 69 n. 20, 75 n. 46, 81, 122, 158-160, 173, 174, 215, 237 n. 8, 253, 264-266; paroisse du, 286.
- Morancez, Eure-et-Loir, arr. et can. de Chartres, 206 n. 98, voir *Morentiacum*.
- Morentiacum, 206 n. 98, voir Morancez.
- Mortagne, Vendée, arr. de Bourbon-Vendée, ch.-l. de can., 97 n. 45.
- Mortona, 268, voir Norton.
- Mortun, 268, voir Norton.
- Mundonis-villa, 206 n. 98, voir Mondonville.
- Musteriolum, 75 n. 49, voir Montereau.
- Nantes, Loire-Inférieure, ch.-l., 90, 91 et n. 21, 92, 95.
- Naours, Somme, arr. de Doullens, can. de Domart, 135 n. 58.
- NÉEL I^{er}, vicomte du Cotentin († vers 1040-1042), 203 n. 92, 237 n. 8, 238 n. 14, 245, 246, 286.
- NÉEL II, vicomte du Cotentin (vers 1040-1092), 79 n. 68.
- Neuville (chapelle Saint-Barthélemy de), Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, 280.
- Neveham, 113 n. 108 et 109, voir Nevnham.
- Nevnham, Angleterre, Worcester, 113 n. 108 et 109.
- Nicée concile de (325), 150 n. 66.
- NICODÈME, 198, 199.
- NICOLAS, abbé de Saint-Ouen (1042-1092), 41 n. 51, 143 n. 33, 155 n. 81, 172 n. 133.
- NICOLAS I^{er}, pape (858-867), 9, 133 n. 43.
- NICOLAS II, pape (1059-1061), 138, 141.
- NIGELLUS, voir Néel.
- Nîmes, concile de, 180 n. 3.
- Noaillé, Vienne, arr. de Poitiers, can. de La Villedieu (monastère de), 7 n. 30.
- NOMINOÉ, roi de Bretagne (848-851), 15-16.
- Nonant, Calvados, arr. et can. de Bayeux, 13.
- NORGOD, év. d'Avranches en 990, 292.
- NORMAN, seigneur anglais, 114 n. 110.
- Norrey, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seuille, 279 n. 9.
- Norton, Angleterre, Worcester, 268.
- Norttreding, 76 n. 55.
- Norwich, Angleterre, Suffolk, évêché depuis 1091, 42 n. 53, 146 n. 50.
- Notre-Dame de Vaubouan, 85 (égl. de).
- Notre-Dame-sur-Orbieu, Aude, arr. de Carcassonne, can. et com. de Lagrasse (abb. de), 8.

- Octeville*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, 46 n. 3, 242, 244 n. 26, 280.
Octovilla, 242, 244 n. 26, voir *Octeville*.
Odo, voir *Eudes*.
Odo, *capellanus*, 295.
OFFA, roi de Mercie (757-796), 267 n. 4, 268, 269.
Offenham, Angleterre, Worcester, 268.
Orchaise, Loir-et-Cher, arr. de Blois, can. d'Herbault, 8.
Orléans, Loiret, ch.-l. de dép., 14, 85, 89.
OSBER, dit le Sénéchal, fils de Herfast, frère de la comtesse Gonnor, 237 n. 8, 245.
OSBERN, abbé de Bernay, 193.
OSMOND, év. de Salisbury (1078-1099), 39 n. 46.
OSWALD, év. de Worcester (960-972), arch. d'York (972-992), 11, 28.
OTHON II, empereur (967-983), 131 n. 38.
OUEIN (saint), év. de Rouen (641-684), 21-25.
Ouistreham, Calvados, arr. de Caen, can. de Douvres, 282.

Paluel, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Cany, 55.
Paluellus, voir *Paluel*, 55 n. 52, 277.
Paris, 14, 90, 133, 136.
Paris, concile de (556-573), 17 n. 8, 26 n. 47.
Parnes, Oise, arr. de Beauvais, can. de Chaumont, 174, 284.
PASCAL II, pape (1099-1118), 168, 191, 202, 205, 206, 207, 277 n. 2.
PAUL, abbé de Saint-Albans (1077-1097), 143 n. 35.
Pavilly, Seine-Inf., arr. de Rouen, ch.-l. de can., 22.
Pecq (Le), Seine-et-Oise, arr. de Versailles, can. de Saint-Germain-en-Laye, 89 n. 14.
PÉLAGE, pape (555-560), 64 n. 2.
Pental (monastère de), 15-26, aujourd'hui Saint-Samson-de-la-Rocque.
PÉPIN I^{er}, roi d'Aquitaine (817-838), xxiv, 8.
PÉPIN II, roi d'Aquitaine (838-848), xxiv, 8, 102.
PÉPIN LE BREF, roi (752-768), 64 et n. 1, 127 n. 27.
Petitontvilla, 242, 244, voir *Peliville*.
Peliville, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Lillebonne, 46 n. 3, 242, 244, 280, voir *Petitontvilla*.
PHILIBERT (saint), 23 et n. 35, 36 et 38, 241.
Philibertus, 241, voir *Philibert* (saint).
PHILIPPE (saint), 200 n. 83.
PHILIPPE I^{er}, roi (1060-1108), xxv, 75 n. 50, 77 n. 59, 79 n. 69, 86 n. 6 et 8, 121 n. 12, 182, 186, 194.
PHILIPPE D'HARCOURT, év. de Bayeux (1142-1164), 162, 220, 222, 294.
PIERRE D'ALBANO, légat du pape en 1074, 146.
PIERRE DE COLMIEU, arch. de Rouen (1237-1245), 49.
PIERRE DE VILAINES, év. de Bayeux (1347?-1360), 281 n. 23.
Planches, Orne, arr. d'Argentan, can. du Merlerault, 172 n. 135, 287.
Pleinesève, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Saint-Valery-en-Caux, 206 n. 96, 278.
Poitiers, Vienne, ch.-l. dép.
Pons Erchenfredus, 68 n. 19, voir *Pont-Echanfré*.
Pontlevoy, Loir-et-Cher, arr. de Blois, can. de Montrichard, 86.
Pontoise, Seine-et-Oise, ch.-l. d'arr., 287.
Préaux (abb. de Saint-Pierre de), aux Préaux, Eure, arr. et can. de Pont-Audemer, 78, 80 n. 70.
Pulôt, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seuille, 281.
Puy (Le), Haute-Loire, ch.-l., 130.

Quesnay-Guesnon, Calvados, arr. de Bayeux, can. de Caumont, 166 n. 116, 169 n. 125, 281, 294, 295, voir *Caisneium*.

- Radulphus Taxo*, 71 n. 32, voir Raoul 1^{er} Taisson.
- Ragentram*, archidiacre, 23.
- RAINFROI*, abbé de Saint-Ouen de Rouen vers 1130, 213.
- Ramsey*, Angleterre, Hutington abb. des, 11, 42 n. 53, 116 n. 113.
- Rançon*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Caudebec, 285.
- Rannulfus*, voir Renouf.
- RAOUL*, abbé, 293.
- RAOUL*, abbé de Battle (1107-1125), 273.
- RAOUL II*, arch. de Tours (1086 ou 1087-1118).
- RAOUL*, év. de Bayeux (fin X^e s.), 53 n. 46, 292, 293 (?).
- RAOUL*, roi (923-936), 130.
- RAOUL d'IVRY*, demi-frère de Richard 1^{er}, 293.
- RAOUL DE LANGEAIS*, arch. de Tours (1073-1086 ou 1087), 188.
- RAOUL 1^{er} TAISSON*, seigneur normand, 70, 71 et n. 28, 72, 76 n. 52, 239 n. 16, 283 n. 35.
- Rebais*, Seine-et-Marne, arr. de Coulommiers, ch.-l. de can. abb. de, XIX, 6, 134, 135 et n. 55, 203 n. 90, 215 n. 131, 217, 218 n. 136, 219. Pâroisse Saint-Jean, 135 n. 55. Pâroisse Saint-Nicolas, 135 n. 55.
- Reims*, Aisne, ch.-l. d'arr., 14, 175 n. 141.
- Reims* (concile de, 1049), 71 et n. 32.
- RÉMI*, moine de Fécamp et év. de Dorchester (vers 1078-1092).
- RENAUD*, év. d'Angers (973-1005), 96, 100, 101 n. 59, 104 n. 73.
- RENAUD d'ORVAL*, 299.
- RENAUD LE THURINGIEN*, seigneur angevin, 91 n. 21, 96.
- Renémesnil*, Calvados, arr. de Falaise, can. de Bretteville, com. de Cauvicourt, 283.
- Rennes*, Ille-et-Vilaine, ch.-l., 19, 91, 94 n. 34.
- RENOUF*, seigneur normand (?), 293.
- RENOUF*, vicomte, 295.
- Ricard (Le)*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, com. de Cauville (?), voir *Maisnil-Richardi*, 243.
- Ricardus*, *Richardus*, voir *Richard*.
- RICHARD*, comte d'Évreux, 79 n. 68.
- RICHARD 1^{er}*, duc de Normandie (943-996), XIII, 28-31, 50-63, 198, 199, 201, 255, 256, 257, 261, 291-293.
- RICHARD II*, duc de Normandie (996-1026 ou 1027), XIII, 31-43, 50-62, 75 n. 46, 78 n. 62, 81, 82, 122, 143, 145, 158 n. 90, 167 n. 1, 181, 193, 201, 205 n. 96, 215, 238 n. 10, 242, 247 et n. 4, 249, 251, 252-254, 261, 264-266.
- RICHARD III*, duc de Normandie (1026-1027 ou 1027-1028), XIII, 41 n. 51.
- RICHARD DE BIENFAITE*, fils de Gilbert, comte de Brionne, 237 n. 8, 245, 296 n. 2.
- RICHARD GOIZ*, 166, 295.
- ROBERT*, arch. de Canterbury (1050-1052), 40.
- ROBERT*, arch. de Rouen (989-1037), 32, 45, 59 n. 65, 61 n. 70, 72, 242, 245, 292, 293 (?).
- ROBERT*, comte de Mortain, 299.
- ROBERT*, év. de Sées (1072-1082), 184.
- ROBERT*, seigneur de Bellême en 1092, 186 n. 28, 208 n. 109.
- ROBERT DE BEAUMONT*, 296 n. 2.
- ROBERT COURTE-HEUSE*, duc de Normandie (1087-1106), XIV, 78 n. 64, 180, 193, 194, 196.
- ROBERT LE MAGNIFIQUE*, duc de Normandie (1027 ou 1028-1035), XIII, 44-45, 54, 61, 69 n. 20, 82, 83, 111, 165, 166, 192, 229, 235-246, 253, 279 n. 12 et 13, 280 n. 16.
- ROBERT LE PIEUX*, roi (996-1031), XXV, 11, 34, 42, 50, 53 n. 35 et 39, 56, 57 n. 60, 59, 60, 62, 247-250, 251, 252, 254, 261.
- ROBERT POULAIN*, archevêque de Rouen (1208-1222), 46.
- ROBERT DE SABLÉ*, seigneur, 76 n. 52.
- Robertus*, voir *Robert*.
- Robertus Balistarius*, 295.

- Robertus Bertrannus*, 295.
Rodeuvellum, 243, voir Rouelles.
Rodulfus, filius Constantini, 295.
Rodulfus, filius Herfredi, 295.
Rodultot, 243, voir Routôt.
 ROGER, abbé du Mont-Saint-Michel (1085-1106), 143 n. 34.
 ROGER, év. de Lisieux (988-1022), 53 n. 46, 66, 68, 69 et n. 19, 70, 81 n. 15, 292, 293 (?).
 ROGER DE BEAUMONT, abbé du Mont-Saint-Michel (1048-1058), 41 n. 52.
 ROGER DU MERLEAULT, seigneur normand, 68.
 ROGER DE MONTGOMERI, 70, 185 n. 25, 239 n. 16, 299.
Rogerus, voir Roger.
Rogerus Calvus, 295.
Rogerus, filius Hersent, 295.
Rogerus de Merula, 68 n. 19, voir Roger du Merlerault.
Rolleville, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Montivilliers, 46 n. 3, 242, 244, 280.
 ROLLON, duc de Normandie (911-vers 927), 255, 256, 257 n. 8.
Romanus, abbé de Mazerolles, 7 n. 30.
 Rome, synodes de (1074 et 1075), 138.
Rorivilla, 242, 244, voir Rolleville.
 Ros, 295, voir Rotz.
 ROTROU, seigneur de Bellême en 1126, 281 n. 21.
Rotuelle, 242, voir Rouelles.
Rots, Calvados, arr. de Caen, can. de Tilly-sur-Seulle, 165, 167, 168 n. 118, 172, 279 n. 9, 283, 295.
Rouelles, Seine-Inf., arr. du Havre, 46 n. 3, 242, 243, 280, voir *Rodeuvellum*, *Rotuelle*.
Rouen, Seine-Inf., ch.-l., 15, 22, 25, 29, 35, 47, 49, 50 n. 30, 82, 168 n. 118, 175 n. 141, 197, 200.
Rouen, concile de (1072), 165, 176 n. 142, 203.
Rouen, synode de (684-692 ou 693), 25 n. 46.
Routôt, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Saint-Romain, com. de Saint-Aubin-Routôt, 122, 123 n. 16, 243.
Rouvrou, Orne, arr. de Domfront, can. d'Athis, com. de Menil-Hubert-sur-Orne, 284.
Rouvrou, 71 n. 32, voir Rouvrou.
Rucqueville, arr. de Caen, can. de Creully, 166, 295.
Ruscavilla, 295, voir Rucqueville.
Sablé, Sarthe, arr. de la Flèche, can. de Sablé, 76 n. 52.
Saint-Albans, Angleterre, Hertford (abb. de), 203 n. 90.
Saint-Aubin d'Arquenay, Calvados, arr. de Caen, can. de Douvres, 282.
Saint-Aubin-sur-Scie, Seine-Inf., arr. de Dieppe, can. d'Offranville, 205 n. 96, 278.
Saint-Augustin de Canterbury (abb. de), xxiii, 111, 116, 154, 176.
Saint-Avit, Eure-et-Loir, arr. de Châteaudun, can. de Saint-Denis-les-Ponts (abb. de), 86, 87 n. 11.
Saint Benet's Hulme, Angleterre, 112 n. 106.
Saint-Bénigne de Dijon (abb. de), à Dijon, xxiv, 31, 36 et n. 36, 37 n. 37, 168, 261, 298.
Saint-Benoît-sur-Loire, Loiret, can. d'Ouzouer-sur-Loire (abb. de), xx, 10, 11, 88 n. 14, voir Fleury.
Saint-Cande-le-Vieux (collégiale de), à Rouen, 13.
Saint-Chaffre-en-Velay, Haute-Loire, arr. du Puy, ch.-l. de can. (abb. de), 8.
Saint-Chinian, Hérault, arr. de Saint-Pons, ch.-l. de can. (abb. de), 8.
Saint-Cyprien de Poitiers (abbaye de), 27.
Saint-Denis, Seine (abb. de), xix, 62, 89 n. 14, 90, 109, 110, 116, 119-126, 127 n. 27, 130, 132, 133, 134, 135, 201.
Saint-Denis (paroisse), près Rebaix, 135 n. 55.
Sainte-Croix-Saint-Ouen, église à Rouen, 283.

- Sainte-Croix de Troarn* (égl. de), à Troarn, 282.
- Saint-Edmunds'bury*, voir Bury-Saint-Edmunds.
- Sainte-Gertrude*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Caudebec, 285.
- Sainte-Mère-Eglise*, Manche, arr. de Valognes, ch.-l. de can., 14 n. 72.
- Saint-Epvre de Toul*, à Toul, Meurthe-et-Moselle, ch.-l. d'arr. (abb. de), 31.
- Sainte-Paix*, près Caen (égl. de), 278.
- Saint-Étienne de Caen*, à Caen (abb. de), xvii, 70 n. 24, 76 n. 51, 52, 54, 79 n. 68, 123 n. 18, 142, 143 n. 38, 145, 149, 154 n. 78, 160-171, 173, 174, 175 n. 140, 177, 202 n. 89, 203 n. 90, 229, 239 n. 17, 270-271, 279 n. 9, 281-282 n. 25, 294, 297.
- Saint-Ervoult*, Orne, arr. d'Argentan, can. La Ferté-Frênel (abb. de), 42 n. 52, 68, 71, 174, 284.
- Saint-Florent de Saumur*, à Saumur (abb. de), xxi, 86 n. 10, 90-110.
- Saint-Florent-le-Vieil*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, ch.-l. de can. (monastère de), 8, 90-110, 116, 135, 276, 288; égl. Saint-Pierre, 288.
- Saint-Gabriel*, Calvados, arr. de Caen, can. de Creully, 205 n. 96, 262, 278.
- Saint-Georges de Bayeux*, à Bayeux (église), 45, 280.
- Saint-Germain d'Auxerre* (abb. de), 33 n. 29.
- Saint-Germain-des-Prés* (abbaye de), xix, 31, 88 n. 14, 88 et 89 n. 14, 115 n. 112, 133, 134 et n. 52, 203 n. 90.
- Saint-Gervais*, à Rouen (prieuré de), 193 n. 52, 205 n. 96, 227 n. 24, 278.
- Saint-Germain-de-Botz*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent-le-Vieil, 288.
- Saint-Gilles de Botz*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent, 288.
- Saint-Gilles de Caen* (église de), 171, 282.
- Saint-Gilles de Troarn* (égl. de), à Troarn, 282.
- Saint-Godard de Longuesse en Vexin* (église de), 115 n. 112, 175 n. 141, voir Longuesse-en-Vexin.
- Saint-Gondon*, Loiret, arr. et can. de Gien, 99 n. 55.
- Saint-Hilaire de Carcassès* (abb. de), 8, voir Saint-Hilaire de l'Aude.
- Saint-Hilaire de l'Aude*, Aude, arr. de Limoux, ch.-l. de can.
- Saint-Hilaire-Saint-Mesmin*, Loiret, arr. et can. d'Orléans.
- Saint-Hippolyte de Coubertôt* (égl. de), 168.
- Saint-Jean d'Angers* (église de), 99 et n. 55, 104.
- Saint-Jean-en-Vallée*, à Chartres (abb. de), 206 n. 98.
- Saint-Jean-de-la-Motte*, Sarthe, 77 n. 56, 86, 87.
- Saint-Julien-de-Tours*, à Tours (abb. de), xviii, 71, 73, 74, 85, 87 n. 12, 108 n. 14, 285.
- Saint-Laurent-du-Mottay*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Saint-Florent-le-Vieil, 288.
- Saint-Laurent-sur-Mer*, Calvados, arr. et can. de Bayeux, com. de Trévières, 229 n. 45, 280.
- Saint-Léger*, Seine-et-Marne, arr. de Coulommiers, can. de Rebais, 135 n. 55.
- Saint-Léonard* (église), près Fécamp, 277 n. 6.
- Saint-Léonard de Bellême* (collégiale, puis prieuré de), xviii, 30 n. 16, 61 n. 71, 79, 156 n. 81, 181-192, 208, 209, 210, 211, 212, 213 n. 124, 286.
- Saint-Lô* (prieuré de), à Rouen, 14.
- Saint-Louans*, égl. à Chinon, Indre-et-Loire, ch.-l. d'arr., 86 n. 10.
- Saint-Macaire-en-Mauges*, Maine-et-Loire, arr. de Baupréau, can. de Monfaucon, 97 et n. 44, 288.

- Saint-Malo*, Ille-et-Vilaine, ch.-l. d'arr., 19.
- Saint-Marcel*, église à Saint-Denis, 125.
- Saint-Marcouf* (île de), Manche, arr. de Valognes, can. de Montebourg, 261, 281.
- Saint-Martin* (collégiale de), à Tours, 129, 130 n. 35, 180.
- Saint-Martin de Longchamps*, voir Longchamps.
- Saint-Martin-de-Pontoise* (abbaye), 174, 301.
- Saint-Martin-des-Champs* (collégiale de), à Paris, 90, n. 16.
- Saint-Martin de Tailleville*, voir Tailleville, 162.
- Saint-Martin-du-Manoir*, Seine-Inf., arr. du Havre, 46 n. 3, 244.
- Saint-Martin-du-Vieux-Bellême*, à Bellême, 87 n. 17, 172 n. 135, 174 n. 140, 208, 209, 210, 212, 286.
- Saint-Martin-en-Ezmes*, Orne, arr. d'Argentan, can. de Trun, com. de Bailleul, 225 n. 19, 283.
- Saint-Maur-des-Fossés*, Seine, arr. de Sceaux, ch.-l. de can. (abb. de), 31 n. 12, 134.
- Saint-Mesmin de Micy*, Loiret, can. d'Orléans, com. de Saint-Privé-Saint-Mesmin (abbaye de), xx, 8, 75 n. 47 et 50, 77 n. 56, 57 et 59, 84, 86, 87.
- Saint-Nicolas de Caen* (égl. de), 167 n. 116, 169, 270-271, 281, 294, 296, 297, 298.
- Saint-Orens* (abb. de), à Auch, Gers, 174 n. 138.
- Saint-Ouen de Rouen* (abb. de), xviii, 26 n. 48, 28 n. 8, 29 n. 11, 38 et n. 39, 61 n. 71, 155-156 n. 81, 167 n. 118, 172, 176 n. 141, 212, 213, 215, 225 et n. 19, 266 n. 8, 270, 279 n. 9, 283.
- Saint-Ouen-de-Villers*, paroisse du Bourg-l'Abbé, à Caen, 165, 166, 169, 271, 281, 294, 295, 296, 297, 298.
- Saint-Ouen-des-Besaces*, Calvados, arr. de Vire, can. du Bény-Bocage, 76 n. 51, 296, voir *Besatia*.
- Saint-Ouen-du-Mesnil-Oger*, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 225 n. 19, 283.
- Saint-Pair*, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 283.
- Saint-Paterne* (égl. de), à Rouen, 249.
- Saint-Paul de Rouen* (égl. de), à Rouen, 47 n. 11, 49 n. 21, 280.
- Saint-Père de Chartres* (abb. de), xx, 72, 86, 87 n. 11, 108 n. 85, 172 n. 135, 206, 286, 287.
- Saint-Philbert-en-Mauges*, Maine-et-Loire, arr. de Cholet, can. de Beaupréau, 288.
- Saint-Pierre de Beaumont-la-Chartre*, Sarthe, arr. de Saint-Calais, can. de La Chartre-sur-Loir, com. de Beaumont-la-Chartre, 85.
- Saint-Pierre de Foulognes*, 229 n. 45, voir Foulognes.
- Saint-Pierre de Gand* (abb. de), 28.
- Saint-Pierre de Gloucester* (abb. de), 31 n. 16.
- Saint-Pierre-de-Joncels en Bédarrès*, Hérault, arr. de Lodève, can. de Lunas (abb. de), 8.
- Saint-Pierre-le-Petit*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Fontaine-le-Dun, 55, 277.
- Saint-Pierre-le-Vif*, Yonne, arr., can. et com. de Sens (abb. de), 10.
- Saint-Pierre-le-Vieux*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Fontaine-le-Dun, 55, 277.
- Saint-Pierre-sur-Dives*, Calvados, arr. de Lisieux, ch.-l. de can., 203 n. 90, 287.
- Saint-Rémy*, Calvados, arr. de Falaise, can. de Thury-Harcourt, 284.
- Saint-Riquier*, Somme, arr. d'Abbeville, ch.-l. de can. (abb. de), xxv, 240.
- Saint-Riquier-ès-Plains*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Saint-Valéry-en-Caux, 55, 277.
- Saint-Romain-de-Colbose*, Seine-Inf., arr. du Havre, ch.-l. de can., 49 n. 21.

- Saint-Samson d'Aunay*, 229 n. 45, 281, 297, 298, voir Aunay-sur-Odon.
- Saint-Samson-de-la-Rocque*, Eure, arr. de Pont-Audemer, can. de Quillebeuf (voir Pentel), 19, 20.
- Saint-Samson-sur-Risle*, Eure, com. de Saint-Samson-de-la-Rocque, 19, 20.
- Saint-Saturnin-en-Parisis*, Somme, com. de Morvillers-Saint-Saturnin, 88 n. 14.
- Saint-Sauveur d'Évreux* (abb. de), 79 n. 68, 203 n. 92.
- Saint-Sauveur-le-Vicomte*, Manche, arr. de Valognes, can. de Saint-Sauveur-sur-Douve (abb. de), xviii, 30 n. 16, 79 n. 68, 286.
- Saint-Sylvain*, Calvados, arr. de Falaise, can. de Bretteville, 283.
- Saint-Sulpice* (paroisse), à Paris, 134 n. 52.
- Saint-Taurin d'Évreux* (abb. de), 42 n. 54.
- Saint-Trophime d'Arles* (abb. de), 4.
- Saint-Valery-en-Caux*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Saint-Valery-en-Caux, 50, 53, 55, 69, 277, 291, 292.
- Saint-Valery-sur-Somme*, Somme, arr. d'Abbeville, ch. l. de can. — Abbaye de, 134 n. 51. — Paroisse de, 134 n. 51. — Paroisse Saint-Nicolas, près Saint-Valery, 134 n. 51.
- Saint-Vrain de Jargeau*, Loiret, arr. d'Orléans, can. de Jargeau, 75 n. 47, 77 n. 57.
- Saint-Wandrille*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Caudebec-en-Caux (abb. de), xviii, 17, 28 n. 7, 29 n. 11, 63 n. 72, 81 n. 74, 89 n. 14, 285 (voir Fontenelle).
- SAMSON* (saint), abbé-évêque de Dol (VI^e s.), 16-26.
- Sancta Cruz* (ecclesia de Sancta Cruce), voir Montvilliers, égl. Sainte-Croix, 242.
- Sancta Maria de Berlo*, voir Belou-en-Houlme.
- Sancta Maria de Guasto, Sancta Maria de Waslo*, 205 n. 96, 278, voir Fontaine-le-Bourg.
- Sancta Maria de Mariel*, 288 n. 5, voir Le Marillais.
- Sancti Christophori* (ecclesia), 218 n. 136, voir La Trétoire (égl. Saint-Christophe de).
- Sancti-Dionysii* (ecclesia), 218 n. 136, voir Saint-Denis, près Rebais.
- Sancti Johannis* (ecclesia), 218 n. 136, voir Rebais, égl. Saint-Jean.
- Sancti Leodegarii* (ecclesia), 218 n. 136, voir Saint-Léger, près Rebais.
- Sancti Martini* (ecclesia), voir Saint-Martin-du-Manoir.
- Sancti Nicholai* (ecclesia), 218 n. 136, voir Rebais, égl. Saint-Nicolas.
- Sancturia*, 244 n. 27, voir Sanvic.
- Sanctus Audoenus*, 213, 214 n. 129, voir Saint-Ouen, à Rouen.
- Sanctus Florentius*, 86 n. 10, voir Saint-Florent de Saumur.
- Sanctus Germanus* (ecclesia Sancti Germani), voir Montvilliers, égl. Saint-Germain, 242.
- Sanctus Hilarius Miciacensis*, 85 n. 1, voir Saint-Hilaire-Saint-Mesmin.
- Sanctus Johannes*, 88 n. 13, voir Saint-Jean-de-la-Motte.
- Sanctus Leonardus*, 209 n. 109, 210 n. 115, voir Saint-Léonard de Bellême.
- Sanctus Martinus*, 86 n. 10, voir Saint-Martin à Tours.
- Sanctus Martinus*, 208 n. 106, 209 n. 109, 210 n. 115, voir Saint-Martin-du-Vieux-Bellême.
- Sanctus Martinus Majoris monasterii*, 76 n. 55, voir Mar-moutier.
- Sanctus-Remigius*, 71 n. 32, voir Saint-Rémy.
- Sanctus Ricarius*, voir Saint-Riquier-ès-Plains, 55 n. 52.

- Sanctus Valericus*, voir Saint-Valery-en-Caux, 55 n. 52.
Sanctus Walaricus, voir Saint-Valery-en-Caux.
Sannerville, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 283.
Sanvic, Seine-Inférieure, arr. et can. du Havre, 46 n. 3, 242, 244 n. 27, 280, voir *Sanvuic*, *Saneturia*.
Sanvuic, 242, voir *Sanvic*.
Saumur, Maine-et-Loire, ch.-l. d'arr., 92.
SCOTLAND, abbé de Saint-Augustin de Canterbury (1070-1087), 154 n. 79, 176, 177 n. 145.
Secqueville-en-Bessin, arr. de Caen, can. de Creully, 295, voir *Siccapilla*.
Sées, Orne, arr. d'Alençon, ch.-l. de can., 29 n. 13, 68, 71, 175 n. 141, 181.
Sens, Yonne, ch.-l. de dép., 84, 90.
SERLON, év. de Sées (1091-1123), 209.
Serk (île de), 18.
Serlo mariscalcus, 295.
Serlo monachus, 295.
Siccapilla, 295, voir *Secqueville-en-Bessin*.
Sigelfridivilla in Oismeis, 243, voir *Chiffreville*.
SIGRADA, mère de saint Léger, 22 n. 33.
Sigy, Seine-Inférieure, arr. de Neufchâtel-en-Bray (abb. de), 156 n. 81.
Soissons, Aisne, ch.-l. d'arr., 6, 8.
Solignac, Haute-Loire, arr. du Puy, ch.-l. de can. (abb. de), 87.
Stabelvilla, 240 et n. 19, 243 n. 25, voir *Equemauville*.
Stavelli, 295, voir *Etavaux*.
Stavelot-Malmédy, Belgique, province de Liège (abbaye de), 7 n. 30.
Steyning, Angleterre, Sussex, 206 n. 96, 279.
STIGAND, év. de Chichester (1070-1087), 155 n. 80 et 81, 178, 272, 273, 274.
Stigas, 55 n. 52, voir *Etigues* (?).
SUAVIS, seigneur, 76 n. 56, 87, 88 n. 13.
Suresnes, Seine, arr. de Saint-Denis, can. de Courbevoie, 89 n. 14.
SUPPO, abbé du Mont-Saint-Michel (1033-1048), 41 n. 52.
Tailleville, Calvados, arr. de Caen, can. de Douvres, com. de Saint-Aubin (chapelle Saint-Martin de), 282.
Tanat, 112 n. 103, voir *Thanet*.
Tedaldus, clericus *Everemari*, 295.
Teutbaldus, voir *Thibaud*.
Thanet (île de), Angleterre, Kent, 111, 176.
Thennes, Somme, arr. de Montdidier, can. de Moreuil, 135 n. 58.
THÉODORE DE TARSE, 25.
Thetford, Angleterre, Suffolk, év. de 1070 à 1091 (transféré à Norwich), 42 n. 53, 146.
THIBAUT I^{er}, dit le Tricheur, comte de Blois (943-977), 92, 101, 105.
THIBAUD II, fils d'Eudes I^{er}, comte de Blois (996-1004), 105 et n. 74.
THIBAUD III, comte de Blois (1037-1089), 76 n. 55, 106.
Thiennes, Nord, arr. et can. de Hazebrouck, 135 n. 58.
THIERRY, abbé de Jumièges, 41 n. 52.
THIERRY, év. de Chartres (1030-1048), 86, 87 n. 11.
THIERRY II, roi (596-613), 4, 5.
THIERRY III, roi (673-690), 25, 256 n. 7.
THOMAS, arch. d'York (1070-1100), 149.
Thury-Harcourt, Calvados, arr. de Falaise, ch.-l. de can., 284.
TIERNMAËL, évêque-abbé de Dol, 18.
TIETFREDUS, seigneur normand (?), 293.
Tiffauges (pays de), 91 n. 18, 93.
Tittlestrompe, 268, voir *Littleton*.
TOKI, ministre du roi d'Angleterre, 114.
Tolède, concile de, 150 n. 66.

- Tongerloo*, Belgique, prov. d'Anvers (abb. de), 203 n. 90.
- Torchetillus*, voir *Turchetil*.
- Tormotvilla*, voir *Trémauville*, 55 n. 52.
- Torreium*, 71 n. 32, voir *Thury-Harcourt*.
- Torstenc*, voir *Toutain*.
- Tortavallis*, 295, voir *Torteval*.
- Torteval*, Calvados, arr. de Bayeux, can. de Caumont, 166 n. 116, 169, 229 n. 45, 281, 294, 295.
- Touffréville*, Calvados, arr. de Caen, can. de Troarn, 283.
- Tours*, Indre-et-Loire, ch.-l. 14, 86, 188, 189, 190, voir *Marmoutier*, *Saint-Julien*, *Saint-Martin*.
- Tours*, concile de (1054), 139.
- Tourville*, dit *La Chapelle*, Seine-Inf., arr. de Dieppe, can. d'Envermeu, 205 n. 96, 278.
- TOUTAIN*, seigneur de Montfort, 293 (?).
- TOUTAIN* Goz, vicomte d'Hiémois, 293 (?).
- Trait (Le)*, Seine-Inférieure, arr. de Rouen, can. de Duclair, 203 n. 90, 285.
- Tréguier*, Côtes-du-Nord, arr. de Lannion, ch.-l. de can., 19.
- Trémauville*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Fauville, 55, 277.
- Trinité de Caen*, à Caen (abb. de), xvii, 63 n. 72, 76 n. 53, 142, 161, 166, 167 n. 116, 171, 175 n. 140, 224, 225, 226, 229 n. 45, 239 n. 17, 282.
- Trinité de Fécamp* (abb. de la), voir *Fécamp*.
- Trinité de Vendôme*, à Vendôme, Loir-et-Cher, ch.-l. d'arr. (abb. de la), xx, 191, 279 n. 9.
- Troarn*, Calvados, arr. de Caen, ch.-l. de can. (abb. de), xvii, 31 n. 16, 63, 162, 220, 221, 223, 225, 229 n. 45, 287, voir *Sainte-Croix*, *Saint-Gilles*.
- TURCHETIL*, fils de Torf (fondateur de la maison d'Harcourt), seigneur normand de la fin du X^e siècle, 293.
- Turvilla*, 205 n. 96, voir *Tourville*.
- Ubervilla*, 244, voir *Auberville*.
- URBAIN II*, pape (1088-1099), 60, 178, 179-204, 232.
- URBAIN III*, pape (1185-1187), 288 n. 4.
- URSIN*, moine de Saint-Maixent, 22 n. 33.
- Val-des-Dunes* (bataille du, 1047), 142.
- Valdine*, 243, manoir à Auberville.
- Vale* (pays de), Angleterre, Worcester, 113.
- Valmaretum*, 295, voir *Valmeray*.
- Valmeray*, Calvados, arr. de Caen, can. de Bourguébus, 295, voir *Valmaretum*.
- VANINGE* (saint), 22 n. 33, 198, 199, 255, 257, 261.
- Varaville* (bataille de, 1058), 140.
- Vascœuil*, Eure, can. de Lyons-la-Forêt, 78.
- Vasouy*, Calvados, arr. de Pont-l'Évêque, can. de Honfleur, 46 n. 3, 242, 243 n. 25, 280, voir *Guaswic*, *Washuic*.
- VAUCELIN DE PONT-ECHANFRÉ*, seigneur normand, 68.
- Vaucelles*, près Caen, conciles de (1047, 1061), 142.
- Venesville*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Valmont, com. de Vinnemerville.
- Venoix*, Calvados, arr. et can. de Caen, 166, 295.
- Venuntium*, 295, voir *Venoix*.
- Vézelay*, Yonne, arr. d'Avallon, ch.-l. de can. (abb. de), 9.
- Veules*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Saint-Valéry-en-Caux, 278.
- VICTOR III*, pape (1086-1087), 179.
- Vieilles-Maisons*, Loiret, arr. de Montargis, can. de Lorris, 88 n. 14.
- Vieux-Poitiers*, arr. de Châtellerault, can. de Vouneuil-sur-Vienne, com. de Cenon, 98, 99 et n. 55, 104.

- VIGILE, pape (537-555), 26 n. 48, 214, 266 n. 8.
- Villaris monasterium*, 242, voir Montivilliers.
- Villarum*, 295, 296, voir Saint-Ouen de Villers.
- Villeneuve-Saint-Georges*, Seine-et-Oise, arr. de Corbeil, com. de Boissy - Saint - Léger, 89 n. 14.
- Vindefontaine*, Manche, arr. de Coutances, can. de La Haye-du-Puits, 299.
- Vinuelvilla*, 55 n. 52, voir Venesville (?).
- Virville*, Seine-Inf., arr. du Havre, can. de Goderville, voir *Viuridevilla*, *Wiuridivilla*, 243, 244.
- Viuridevilla*, 244, voir Virville.
- VITAL, abbé de Bernay, puis de Westminster, 41 n. 52, 42 n. 53, 193.
- Vittefleur*, Seine-Inf., arr. d'Yvetot, can. de Cany, 278.
- Vuigornaceastre*, 115 n. 111, voir Worcester.
- Vulfinus*, év. de Liechfield (1039-1053), 116 n. 113.
- Walmeretum*, voir Valmeray.
- WANDRILLE (saint), 23.
- Warato*, 241, voir Waratton.
- WARATTON, maire du palais, 241.
- Wascelinus de Ponte Erchenfredi*, 68 n. 19, voir Vaucelin de Pont-Echanfré.
- Wascolium*, 78 n. 62, voir Vascoeil.
- Washuic*, 242, voir Vasouy.
- Westminster*, Angleterre, à Londres (abb. de), 178 n. 151, 193.
- Whitby*, concile de (664), 25.
- WIDEGERN, év. de Strasbourg en 728, 7 n. 31.
- Windelonda*, 299, voir Vindefontaine.
- Wigornensis (ecclesia)*, 115 n. 111, voir Worcester.
- Willelmus*, voir Guillaume.
- Willelmus camerarius*, 295, voir Guillaume le Chambrier.
- Willelmus de Corcella*, 295.
- Willelmus, filius Osberti*, voir GUILLAUME FILS-OBÉR.
- Willelmus de Landa*, 295.
- Willermus Geroianus*, 69 n. 19, voir Guillaume, fils de Giroie.
- WIMUNT CUFEL, seigneur normand, 246.
- Wissembourg*, Bas-Rhin (abb. de), 131 n. 38.
- Wiuridivilla*, 243, voir Virville.
- WOLBERTUS, seigneur normand (?), 293.
- Worcester*, Angleterre, comté de Worcester (abb. N.-D. de), 114, 209 n. 112.
- Yainville*, Seine-Inf., arr. de Rouen, can. de Duclair, 203 n. 90, 285.
- YVES, év. de Chartres (1091-1116), 206, 207, 287 n. 53.
- YVES, év. de Sées (1035-1070), 70, 172 n. 135.
- Yvrandes*, Orne, arr. de Domfront, can. de Tinchebray, 203 n. 90.
- ZACHARIE, pape (741-752), 64 n. 2.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	V
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	XI
INTRODUCTION	1
Le privilège de Lérins (1). — Influences celtiques (2), africaines; saint Benoît (3). — Les privilèges aux VII^e et VIII^e siècles (5). — Les tendances carolingiennes (7). — Cluny et l'exemption (10). — Le privilège de juridiction (12).	
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'exemption monastique dans la province ecclésiastique de Rouen du VI^e au X^e siècle.</i>	15
Monastères-évêchés bretons (15). — Le monastère-évêché de Dol (16). — Le privilège du monastère de Pental' (19). — Réaction de saint Ouen contre le système breton (21).	
CHAPITRE II. — <i>L'exemption de Fécamp au début du XI^e siècle</i>	26
Restaurations monastiques en Normandie au X^e siècle (17). — Mainard (27). — Guillaume de Volpiano à Fécamp (31). — L'exemption de Fécamp (32). — Sa portée (38).	
CHAPITRE III. — <i>L'apparition d'un privilège nouveau en Normandie. La franchise des coutumes épiscopales et la juridiction ecclésiastique des abbayes sur les paroisses</i>	41
I. — Les diplômes de Cerisy et de Montivilliers (44). — Le privilège nouveau n'accorde pas l'exemption, examen du cas de Montivilliers (46).	
II. — Le faux de l'abbaye de Fécamp (50). — Sa portée dans l'histoire des privilèges normands (56). — Sa date (58).	

CHAPITRE IV. — <i>La franchise des coutumes épiscopales en Normandie avant 1060. Origines historiques. Examen juridique</i>	64
I. — Origines historiques. L'usurpation des coutumes épiscopales (64). — La lettre de Fulbert de Chartres (66). — Giroie d'Echauffour (67). — Appropriations laïques (70). II. — Examen juridique. Franchise des coutumes et juridiction (72). — Coutumes épiscopales (72). — Justice dérivée des coutumes épiscopales (74). — Coutumes laïques (75). — Justice dérivée des coutumes laïques (76). — Justice conférée aux monastères (79), sa nature (80), son utilité (82).	
CHAPITRE V. — <i>La franchise des coutumes épiscopales et le privilège de juridiction ecclésiastique dans la France de l'Ouest et en Angleterre jusque vers 1060.</i>	84
I. — France de l'Ouest (provinces ecclésiastiques de Sens et de Tours) (84). — Diocèses d'Orléans (84), du Mans (85), de Chartres (86). — Le privilège de juridiction du territoire de Saint-Florent-le-Vieil (90). — 1. Les circonstances historiques de l'usurpation; le pays des Mauges aux X^e et XI^e siècles (90). — 2. Les faux de Saint-Florent (98). — Les caractères de la franchise dans les provinces de Sens et de Tours (107); coutumes et redevances (108); droits de synode et de visite (109). II. — Angleterre (110). — La juridiction des moines de Saint-Augustin de Canterbury (111), de Bury-Saint-Edmunds (112), d'Evesham (113); autres cas (114). — Conclusion (116).	
CHAPITRE VI. — <i>Le problème des origines de l'institution féodale des juridictions ecclésiastiques d'abbayes.</i>	118
I. — Juridiction des évêques claustraux, à l'époque franque (118). — Comparaison juridique avec les juridictions ecclésiastiques d'abbayes (exemple de Saint-Denis) : différences au double point de vue de la compétence et du territoire privilégié (118). — Solution de continuité entre les deux types de juridiction (123). — Le premier n'est pas l'origine du second (124). II. — Immunité (124). — Immunité laïque et territoire de la juridiction de l'immuniste (125). — Le changement de conception territoriale au X^e siècle (127). — Territoire fixe des justices féodales (130).	

— Immunité ecclésiastique, origine indirecte des juridictions ecclésiastiques d'abbayes (131). — Conclusion (136).

CHAPITRE VII. — *Guillaume le Conquérant et Lanfranc et les privilèges d'exemption et de juridiction en Normandie et en Angleterre (1059-1087)* 138

L'année 1059; Guillaume le Conquérant et Lanfranc (138).

I. — L'exemption (138). — A. Normandie; Saint-Étienne de Caen, 1068 (141). — B. Angleterre; Bury-Saint-Edmunds (146).

II. — Le privilège de juridiction. — A. Normandie (156). — Le Mont-Saint-Michel, 1061 (158). — Saint-Étienne de Caen (160). — La charte d'Eudes de Conteville (162); la première recension, 1077 (162), les clauses de privilège (163), leur portée (165), dispersion du territoire privilégié (166); la deuxième recension, 1077-1096 (167), cohérence du territoire privilégié (169), « *consuetudo* » et « *debitum* » (170). — Privilèges de la Trinité de Caen (171), de Saint-Ouen de Rouen (172), du Bec (172). — Juridictions monastiques et juridictions d'archidiacres (174). — B. Angleterre (176). — Saint-Augustin de Canterbury (176). — Battle (177).

CHAPITRE VIII. — *Les privilèges monastiques en Normandie depuis le pontificat d'Urbain II jusqu'à 1140* 179

I. — Le pontificat d'Urbain II (1088-1099), ses tendances (179). — A. Le privilège de Bellême, étude des falsifications de la charte de fondation (181), leur objet (186). — Bellême et Marmoutier (188). — Portée des faux (190). — Franchise des coutumes épiscopales et exemption (190). — Statut des prieurés d'un monastère exempt (191). — B. Le procès de l'abbaye de Fécamp et l'interprétation nouvelle de ses privilèges (192). — Fécamp et la papauté jusqu'en 1090 (192). — Le procès de 1090 et Urbain II (193). — Le *Liber de Revelatione* et l'interprétation de la bulle de Benoît VIII (195). — L'« Anonyme d'York » et l'attaque contre l'exemption de Fécamp (196). — La réplique des moines et la légende du Précieux Sang (198). — Légendes et privilèges (200). — La papauté et le privilège de juridiction (201), premières tentatives d'ingérence (204).

II. — 1100-1140 (205). — Papauté et juridiction (205). — Henri I^{er} Beauclerc et le courant pro-romain (207). — Procès relatif à Bellême, rôle du duc et du légat (208). — Reprise des progrès de l'influence romaine (212). — Fausses bulles fabriquées à Saint-Ouen de Rouen (212). — Innocent II et la réglementation du privilège de juridiction (215). — Généralisation des méthodes de Guillaume le Conquérant et de Lanfranc (216). — Les procès de Rebais, Jouarre et Faremoutiers, leur portée (217), prémices de l'unification des privilèges d'exemption et de juridiction (219).

CONCLUSION. — *Le privilège de juridiction après 1140.* 220

L'attaque de Philippe d'Harcourt contre les juridictions de Troarn et de Fécamp (220), unification des privilèges de Fécamp (221). — Réglementation pontificale de la juridiction (223). — Collation des bénéfices (224), assistance au synode diocésain (225), compétence juridictionnelle (226). — Esquisse de l'histoire des juridictions (227).

CONCLUSION GÉNÉRALE 231

APPENDICES 233

- I. Étude et édition critiques de la charte de fondation de l'abbaye de Montivilliers (13 janvier 1035) 235
- II. Note sur l'original (?) du diplôme accordé par Robert le Pieux à l'abbaye de Fécamp le 30 mai 1006 247
- III. Note sur un diplôme supposé de Robert le Pieux en faveur de l'abbaye de Fécamp 251
- IV. La date de la charte « Propicia » accordée par Richard II à l'abbaye de Fécamp (août 1025 ?). 252
- V. Les chroniques de l'abbaye de Fécamp au XI^e siècle 255
- VI. Note sur un passage de la charte accordée par Richard II à l'abbaye du Mont-Saint-Michel (août 1025 ?) 264
- VII. Note sur quelques documents apocryphes relatifs à l'abbaye d'Evesham 267
- VIII. Date de la dédicace de l'église Saint-Étienne de Caen. Précisions nouvelles sur l'église Saint-Nicolas 270

IX. Note sur les chartes constitutives des privilèges de l'abbaye de Battle	272
X. Tableau des paroisses dépendant des différentes juridictions ecclésiastiques d'abbayes en Normandie	276
Pièces justificatives	289
I. Diplôme de Richard I ^{er} pour le monastère de Fécamp (15 juin 990)	291
II. Charte d'Eudes de Conteville, évêque de Bayeux, pour l'abbaye Saint-Étienne de Caen, 1 ^{re} recension (1077)	294
III. Pancarte tripartite pour l'abbaye Saint-Étienne de Caen (fin du XI ^e siècle ?)	297
IV. Fragment de l'« Anonyme d'York » concernant l'exemption de Fécamp	300
ADDITIONS ET CORRECTIONS	301
INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX	303
PLANCHES.	
CARTE DES JURIDICTIONS ECCLÉSIASTIQUES D'ABBAYES EN NORMANDIE.	
CARTE DU « TERRITOIRE DE SAINT-FLORENT-LE-VIEIL » (face à la p. 288, h.-l.).	

[Faint handwritten notes at the bottom of the page]

